DIRECTION

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES INSTANCES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 8 avril 2024

DELIBERATIONS

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le mercredi 20 mars, s'est réuni en séance ordinaire le lundi 8 avril 2024 à 14h30, à l'Ecole Départementale ou en visioconférence via le système LIFESIZE, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S.

Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Damien MAELSTAF, Directeur des sécurités, représentait le corps préfectoral.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
(S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Mme Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Monsieur Arnaud BIHET (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		x	
Madame France FONGUEUSE (S)		x	
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Jannick LEFEUVRE (S)		x	
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)	x		
Madame Guislaine SIRE (S)			
Monsieur Frédéric DEMULE (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Laurent BEUVAIN (T)		x	
Madame Nathalie TEMMERMANN (S)		x	
Monsieur Christophe BOULOGNE (T)	x		
Madame Valérie KUMM (S)			
Monsieur Wilfried LARCHER (T)	x		
Monsieur Angelo TONOLLI (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	x		
Madame Zohra DARRAS (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (T)	x		
Monsieur Albert NOBLESSE (S)			
Monsieur Thibaut DOMISSE (T)	x		
Monsieur Alain BAILLET (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Monsieur Alain GEST (T)		x	
Madame Brigitte FOURE (S)		x	
Monsieur Claude CLIQUET (T)	x		
Madame Bénédicte THIEBAUT (S)			
Monsieur Pascal DEMARTHE (T)		x	
Monsieur Régis PATTE (S)		x	
Monsieur José RIOJA (T)	x		
Monsieur Vincent JOLY (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Stéphane CONTAL	x	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Christophe PETIT		x
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin François-Xavier CHAPON	x	
Président de l'Union Départementale		
Lt-Colonel Vincent JOURDAIN	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt Ludovic GOBLET (T)	x	
Lt-Colonel Lionel TABARY (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	x	
Capitaine Ludovic GOBLET (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non-Officiers		
Adjudant-chef Joachim BRUGE (T)	x	
Adjudant- chef Gauthier DECOUTURE (S)		
Sapeurs-Pompiers Volontaires non-Officiers		
Adjudant-chef Fabien COQUERET (T)		x
Adjudant Maxime FRANCLIN (S)		x
Fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de SPP		
Olivier DEVIN (T)		x
Olivier DELATTRE (S)	x	
Comptable Public		
Monsieur Fabrice VIGNE	x	
Référent mixité et lutte contre les discriminations		
Capitaine Géraldine BEAURAIN		x

Le secrétariat de séance est assuré par le Colonel Stéphane CONTAL, Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Messieurs Thibault DOMISSE, Christophe BOULOGNE, José RIOJA et Fabrice VIGNE ont assisté à la séance du CASDIS en visioconférence via le système LIFEZISE.

La séance s'est clôturée à 15h40.

CASDIS du 8 avril 2024

DELIBERATION N°1

APPROBATION DES PROJETS DU SERVICE RELATIFS AU RENFORCEMENT DE LA SECURITE INFORMATIQUE DU SDIS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants, R1424-1 et suivants et notamment l'article L1424-7 ;

Vu la délibération n°8 du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme en date du 25 janvier 2024 relative au Budget Primitif 2024 du SDIS ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Compte tenu du contexte actuel en matière de cybersécurité, et conformément aux orientations inscrites dans son budget primitif 2024, le SDIS prévoit de renforcer la sécurité informatique de ses réseaux afin de réduire les risques liés aux menaces de cyberattaques qui pèsent sur l'établissement.

A ce titre, et afin de financer les investissements et charges de fonctionnement induites par ce projet, le SDIS prévoit de s'associer au Conseil Départemental pour déposer conjointement une demande de subvention de fonds européen auprès de la Région au titre de la programmation FEDER 2021-2027.

Dans ce dispositif, le Département assurerait le rôle de chef de file et aurait la charge de la coordination de la demande CD/SDIS auprès de la Région Hauts de France.

Le projet qui pourrait être financé se décompose en deux axes :

- Cybersécurité (mise en conformité des réseaux selon les recommandations de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information, isolation des réseaux, sécurisation des accès extérieurs, etc.).
- Transformation des usages par des outils numériques (mise en œuvre de logiciels métiers permettant un meilleur accès et une gestion plus fiable de la formation au sein du SDIS, ou encore une optimisation des opérations logistiques).

Le montant total prévisionnel de ce projet s'élève, pour la part SDIS, à 105 000 € de dépenses de fonctionnement HT, et 280 000 € de dépenses d'investissement HT. Ces dépenses pourraient être subventionnées à hauteur de 60%.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et à l'issue d'un débat contradictoire, le Conseil d'Administration

DECIDE

Article 1er :

D'approuver le projet du service relatif au renforcement de la sécurité informatique du SDIS.

Article 2 :

D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents afférents à une demande de subvention au titre de la programmation FEDER 2021-2027.

Article 3 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,



Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de membres en visioconférence : 3
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SDIS80
Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CA_8_04_24_D1**
Objet :	**Approbation des projets du service relatifs au renforcement de la sécurité informatique du SDIS**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-04-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D1-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D1-DE-1-1_0.xml	text/xml	924 o
Document principal (Délibération) Nom original : D1 - Approbation projets de service - cyberattaques.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D1-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	269.2 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	22 avril 2024 à 14h04min16s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 avril 2024 à 14h04min17s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	22 avril 2024 à 14h04min25s	Transmis au MI
Acquittement reçu	22 avril 2024 à 14h09min35s	Reçu par le MI le 2024-04-22

DIRECTION

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES INSTANCES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 8 avril 2024

DELIBERATIONS

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le mercredi 20 mars, s'est réuni en séance ordinaire le lundi 8 avril 2024 à 14h30, à l'Ecole Départementale ou en visioconférence via le système LIFESIZE, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S.

Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Damien MAELSTAF, Directeur des sécurités, représentait le corps préfectoral.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
(S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Mme Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Monsieur Arnaud BIHET (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		x	
Madame France FONGUEUSE (S)		x	
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Jannick LEFEUVRE (S)		x	
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)	x		
Madame Guislaine SIRE (S)			
Monsieur Frédéric DEMULE (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Laurent BEUVAIN (T)		x	
Madame Nathalie TEMMERMANN (S)		x	
Monsieur Christophe BOULOGNE (T)	x		
Madame Valérie KUMM (S)			
Monsieur Wilfried LARCHER (T)	x		
Monsieur Angelo TONOLLI (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	x		
Madame Zohra DARRAS (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (T)	x		
Monsieur Albert NOBLESSE (S)			
Monsieur Thibaut DOMISSE (T)	x		
Monsieur Alain BAILLET (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Monsieur Alain GEST (T)		x	
Madame Brigitte FOURE (S)		x	
Monsieur Claude CLIQUET (T)	x		
Madame Bénédicte THIEBAUT (S)			
Monsieur Pascal DEMARTHE (T)		x	
Monsieur Régis PATTE (S)		x	
Monsieur José RIOJA (T)	x		
Monsieur Vincent JOLY (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Stéphane CONTAL	x	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Christophe PETIT		x
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin François-Xavier CHAPON	x	
Président de l'Union Départementale		
Lt-Colonel Vincent JOURDAIN	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt Ludovic GOBLET (T)	x	
Lt-Colonel Lionel TABARY (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	x	
Capitaine Ludovic GOBLET (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non-Officiers		
Adjudant-chef Joachim BRUGE (T)	x	
Adjudant- chef Gauthier DECOUTURE (S)		
Sapeurs-Pompiers Volontaires non-Officiers		
Adjudant-chef Fabien COQUERET (T)		x
Adjudant Maxime FRANCLIN (S)		x
Fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de SPP		
Olivier DEVIN (T)		x
Olivier DELATTRE (S)	x	
Comptable Public		
Monsieur Fabrice VIGNE	x	
Référent mixité et lutte contre les discriminations		
Capitaine Géraldine BEAURAIN		x

Le secrétariat de séance est assuré par le Colonel Stéphane CONTAL, Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Messieurs Thibault DOMISSE, Christophe BOULOGNE, José RIOJA et Fabrice VIGNE ont assisté à la séance du CASDIS en visioconférence via le système LIFEZISE.

La séance s'est clôturée à 15h40.

DELIBERATION N°2

MODIFICATION DU REGLEMENT DE REGIE D'AVANCES DU GARAGE DEPARTEMENTAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants, R1424-1 et suivants et notamment l'article L1424-7 ;

Vu la délibération n°8 du CASDIS en date du 29 mars 2023 relative à la création d'une régie d'avances pour l'atelier mécanique ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Par délibération en date du 29 mars 2018, le Conseil d'Administration du SDIS de la Somme a approuvé la création d'une régie d'avances à l'atelier mécanique du Garage Départemental ainsi que son règlement, précisant la nature des dépenses autorisées.

Compte tenu du besoin ponctuel pour le Garage Départemental de disposer de véhicules de location en remplacement d'un véhicule immobilisé, il convient d'autoriser la régie à effectuer un dépôt de garantie auprès de tout service de location de véhicule, par le biais d'une empreinte bancaire.

De même, le Garage est amené à mettre à jour les logiciels de bord intégrés dans les véhicules les plus récents. Le paiement de cette mise à jour ne peut se faire qu'en ligne, il convient par conséquent d'ajouter cette dépense à la régie.

Afin de prendre en compte l'ajout de ces deux dépenses, il est proposé d'augmenter le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur, jusqu'alors fixé à 500 €.

A ce titre, les articles 3 et 6 du règlement, objet du présent avenant, sont à modifier comme suit :

« Article 3 : La régie paye les dépenses en lignes liées à l'achat de vignettes Critair, aux duplicatas de cartes grises et à la mise à jour des logiciels de bord intégrés dans les véhicules. Elle réalise des empreintes bancaires pour la location de véhicule.

Article 6 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 000 €. ».

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et à l'issue d'un débat contradictoire, le Conseil d'Administration

DECIDE

Article 1er :

D'autoriser la régie à effectuer un dépôt de garantie auprès de tout service de location de véhicule, par le biais d'une empreinte bancaire.

Article 2 :

D'ajouter à la régie la dépense afférente au paiement en ligne de la mise à jour des logiciels de bord intégrés dans les véhicules les plus récents.

Article 3 :

D'augmenter le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur jusqu'alors fixé à 500 €.

Article 4 :

De modifier les articles 3 et 6 du règlement par avenant comme suit :

« *Article 3 : La régie paye les dépenses en lignes liées à l'achat de vignettes Critair, aux duplicatas de cartes grises et à la mise à jour des logiciels de bord intégrés dans les véhicules. Elle réalise des empreintes bancaires pour la location de véhicule.*

Article 6 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 000 €. »

Article 5 :

D'autoriser le Président ou son représentant à signer ledit avenant.

Article 6 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 7 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,



Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de membres en visioconférence : 3
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SDIS80
Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CA_8_04_24_D2**
Objet :	**Modification du règlement de régie d'avances du garage départemental**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-04-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1.3 - Création, modification, suppression de régies
Identifiant unique :	080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D2-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D2-DE-1-1_0.xml	text/xml	941 o
Document principal (Délibération) Nom original : D2 - Modification réglement régie d'avance GD.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D2-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	277.5 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	22 avril 2024 à 14h12min33s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 avril 2024 à 14h12min36s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	22 avril 2024 à 14h12min38s	Transmis au MI
Acquittement reçu	22 avril 2024 à 14h12min51s	Reçu par le MI le 2024-04-22

DIRECTION

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES INSTANCES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 8 avril 2024

DELIBERATIONS

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le mercredi 20 mars, s'est réuni en séance ordinaire le lundi 8 avril 2024 à 14h30, à l'Ecole Départementale ou en visioconférence via le système LIFESIZE, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S.

Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Damien MAELSTAF, Directeur des sécurités, représentait le corps préfectoral.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
(S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Mme Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Monsieur Arnaud BIHET (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		x	
Madame France FONGUEUSE (S)		x	
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Jannick LEFEUVRE (S)		x	
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)	x		
Madame Guislaine SIRE (S)			
Monsieur Frédéric DEMULE (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Laurent BEUVAIN (T)		x	
Madame Nathalie TEMMERMANN (S)		x	
Monsieur Christophe BOULOGNE (T)	x		
Madame Valérie KUMM (S)			
Monsieur Wilfried LARCHER (T)	x		
Monsieur Angelo TONOLLI (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	x		
Madame Zohra DARRAS (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (T)	x		
Monsieur Albert NOBLESSE (S)			
Monsieur Thibaut DOMISSE (T)	x		
Monsieur Alain BAILLET (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Monsieur Alain GEST (T)		x	
Madame Brigitte FOURE (S)		x	
Monsieur Claude CLIQUET (T)	x		
Madame Bénédicte THIEBAUT (S)			
Monsieur Pascal DEMARTHE (T)		x	
Monsieur Régis PATTE (S)		x	
Monsieur José RIOJA (T)	x		
Monsieur Vincent JOLY (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Stéphane CONTAL	x	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Christophe PETIT		x
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin François-Xavier CHAPON	x	
Président de l'Union Départementale		
Lt-Colonel Vincent JOURDAIN	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt Ludovic GOBLET (T)	x	
Lt-Colonel Lionel TABARY (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	x	
Capitaine Ludovic GOBLET (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non-Officiers		
Adjudant-chef Joachim BRUGE (T)	x	
Adjudant- chef Gauthier DECOUTURE (S)		
Sapeurs-Pompiers Volontaires non-Officiers		
Adjudant-chef Fabien COQUERET (T)		x
Adjudant Maxime FRANCLIN (S)		x
Fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de SPP		
Olivier DEVIN (T)		x
Olivier DELATTRE (S)	x	
Comptable Public		
Monsieur Fabrice VIGNE	x	
Référent mixité et lutte contre les discriminations		
Capitaine Géraldine BEAURAIN		x

Le secrétariat de séance est assuré par le Colonel Stéphane CONTAL, Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Messieurs Thibault DOMISSE, Christophe BOULOGNE, José RIOJA et Fabrice VIGNE ont assisté à la séance du CASDIS en visioconférence via le système LIFEZISE.

La séance s'est clôturée à 15h40.

DELIBERATION N° 3

TAUX DE PROMOTION POUR L'AVANCEMENT DE GRADE DES PERSONNELS SAPEURS-POMPIERS, ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES DES CATEGORIES A, B ET C

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants, et R1424-1 et suivants ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique pris notamment en son article L522-27 ;

Vu la séance du Comité Social Territorial du SDIS de la Somme en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents)* ; la séance du CCDSPV en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents)* et la séance de la CATSIS du 14 mars 2024.

Considérant l'exposé ci-dessous :

Conformément à l'article L. 522-27 du code général de la fonction publique, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois de catégorie A, B, ou C des filières administrative et technique, pouvant être promus à un grade d'avancement de ces cadres d'emplois, est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade.

En conséquence, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité Social Territorial, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés au grade considéré, le nombre de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade. Les nominations s'effectueront dans le cadre des Lignes Directrices de Gestion de l'établissement, en fonction du positionnement de l'agent, dès lors que celui-ci remplit les conditions réglementaires d'éligibilité au grade supérieur et que sa manière de servir donne toute satisfaction.
Le taux, exprimé en pourcentage, doit être compris entre 0 et 100.

En lien avec les besoins organisationnels de l'établissement pour l'année 2024, il est proposé le tableau ci-dessous pour la filière sapeur-pompier :

CAT.	GRADES D'ORIGINE	GRADES D'AVANCEMENT	TAUX
C	Sapeur	Caporal	100 % des avis favorables (*)
C	Caporal	Caporal-chef	0 % des avis favorables (*) dans le cadre du protocole d'accord
C	Sergent	Adjudant	100 % des avis favorables (*) dans le cadre du protocole d'accord
B	Lieutenant de 2ème classe	Lieutenant de 1ère classe	100 % des avis favorables (*)
B	Lieutenant de 1ère classe	Lieutenant hors classe	100 % des avis favorables (*)
A	Infirmier	Infirmier hors classe	100 % des avis favorables (*)
A	Médecin et pharmacien de classe normale	Médecin et pharmacien hors classe	100 % des avis favorables (*)

A	Médecin et pharmacien hors classe	Médecin et pharmacien de classe exceptionnelle	100 % des avis favorables (*)
A	Capitaine	Commandant	50 % des avis favorables (*)
A	Commandant	Lieutenant-colonel	0 % des avis favorables (*)
A	Colonel	Colonel hors classe	100 % des avis favorables (*)
A	Colonel hors classe	Contrôleur général	100 % des avis favorables (*)

(*) Les nominations interviendront conformément aux dispositions prévues par les textes *(clés de répartition et quotas respectifs notamment)*, des Lignes Directrices de Gestion et du protocole d'accord 2024 sur les avancements de grade des SPPNO

En lien avec les besoins organisationnels de l'établissement pour l'année 2024, il est proposé le tableau ci-dessous pour la filière administrative :

CAT.	GRADES D'ORIGINE	GRADES D'AVANCEMENT	TAUX
C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2ème classe	100 % des avis favorables (*)
C	Adjoint administratif principal de 2ème classe	Adjoint administratif principal de 1ère classe	100 % des avis favorables (*)
B	Rédacteur territorial	Rédacteur principal de 2ème classe	100 % des avis favorables (*)
B	Rédacteur principal de 2ème classe	Rédacteur principal de 1ère classe	100 % des avis favorables (*)
A	Attaché territorial	Attaché principal	100 % des avis favorables (*)
A	Attaché principal / Directeur	Attaché hors classe	0 % des avis favorables (*)

(*) Les nominations interviendront conformément aux dispositions prévues par les textes *(clés de répartition et quotas respectifs notamment)* et des Lignes Directrices de Gestion

En lien avec les besoins organisationnels de l'établissement pour l'année 2024, il est proposé le tableau ci-dessous pour la filière technique :

CAT.	GRADES D'ORIGINE	GRADES D'AVANCEMENT	TAUX
C	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2ème classe	100 % des avis favorables (*)
C	Adjoint technique principal de 2ème classe	Adjoint technique principal de 1ère classe	100 % des avis favorables (*)
C	Agent de maitrise	Agent de maîtrise principal	100 % des avis favorables (*)
B	Technicien	Technicien principal de 2ème classe	100 % des avis favorables (*)
B	Technicien principal de 2ème classe	Technicien principal de 1ère classe	100 % des avis favorables (*)
A	Ingénieur	Ingénieur principal	100 % des avis favorables (*)
A	Ingénieur principal	Ingénieur hors classe	0 % des avis favorables (*)

(*) Les nominations interviendront conformément aux dispositions prévues par les textes *(clés de répartition et quotas respectifs notamment)* et des Lignes Directrices de Gestion

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et à l'issue d'un débat contradictoire, le Conseil d'Administration

DECIDE

Article 1er :

D'approuver les taux de promotion pour l'avancement de grade des personnels sapeurs-pompiers, administratifs et techniques des catégories A, B et C établis dans les tableaux ci-dessus.

Article 2 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,



Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de membres en visioconférence : 3
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SDIS80
Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CA_8_04_24_D3**
Objet :	**Taux de promotion pour l'avancement de grade des personnels sapeurs-pompiers, administratifs et techniques des catégories A, B et C**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-04-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Identifiant unique :	080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D3-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D3-DE-1-1_0.xml	text/xml	959 o
Document principal (Délibération) Nom original : D3 - Taux promu promouvables.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D3-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	383.8 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	22 avril 2024 à 14h14min11s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 avril 2024 à 14h14min21s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	22 avril 2024 à 14h14min25s	Transmis au MI
Acquittement reçu	22 avril 2024 à 14h14min33s	Reçu par le MI le 2024-04-22

DIRECTION

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES INSTANCES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 8 avril 2024

DELIBERATIONS

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le mercredi 20 mars, s'est réuni en séance ordinaire le lundi 8 avril 2024 à 14h30, à l'Ecole Départementale ou en visioconférence via le système LIFESIZE, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S.

Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Damien MAELSTAF, Directeur des sécurités, représentait le corps préfectoral.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
(S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Mme Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Monsieur Arnaud BIHET (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		x	
Madame France FONGUEUSE (S)		x	
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Jannick LEFEUVRE (S)		x	
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)	x		
Madame Guislaine SIRE (S)			
Monsieur Frédéric DEMULE (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Laurent BEUVAIN (T)		x	
Madame Nathalie TEMMERMANN (S)		x	
Monsieur Christophe BOULOGNE (T)	x		
Madame Valérie KUMM (S)			
Monsieur Wilfried LARCHER (T)	x		
Monsieur Angelo TONOLLI (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	x		
Madame Zohra DARRAS (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (T)	x		
Monsieur Albert NOBLESSE (S)			
Monsieur Thibaut DOMISSE (T)	x		
Monsieur Alain BAILLET (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Monsieur Alain GEST (T)		x	
Madame Brigitte FOURE (S)		x	
Monsieur Claude CLIQUET (T)	x		
Madame Bénédicte THIEBAUT (S)			
Monsieur Pascal DEMARTHE (T)		x	
Monsieur Régis PATTE (S)		x	
Monsieur José RIOJA (T)	x		
Monsieur Vincent JOLY (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Stéphane CONTAL	x	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Christophe PETIT		x
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin François-Xavier CHAPON	x	
Président de l'Union Départementale		
Lt-Colonel Vincent JOURDAIN	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt Ludovic GOBLET (T)	x	
Lt-Colonel Lionel TABARY (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	x	
Capitaine Ludovic GOBLET (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non-Officiers		
Adjudant-chef Joachim BRUGE (T)	x	
Adjudant- chef Gauthier DECOUTURE (S)		
Sapeurs-Pompiers Volontaires non-Officiers		
Adjudant-chef Fabien COQUERET (T)		x
Adjudant Maxime FRANCLIN (S)		x
Fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de SPP		
Olivier DEVIN (T)		x
Olivier DELATTRE (S)	x	
Comptable Public		
Monsieur Fabrice VIGNE	x	
Référent mixité et lutte contre les discriminations		
Capitaine Géraldine BEAURAIN		x

Le secrétariat de séance est assuré par le Colonel Stéphane CONTAL, Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Messieurs Thibault DOMISSE, Christophe BOULOGNE, José RIOJA et Fabrice VIGNE ont assisté à la séance du CASDIS en visioconférence via le système LIFEZISE.

La séance s'est clôturée à 15h40.

DELIBERATION N° 4

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants, et R1424-1 et suivants ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale et notamment son article 30 ;

Vu les protocoles d'accord signés les 28 octobre 2022 et 19 février 2024 ;

Vu la séance du Comité Social Territorial du SDIS de la Somme en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents),* la séance du CCDSPV du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents),* et la séance de la CATSIS en date du 14 mars 2024 ;

Considérant que le tableau des effectifs est un outil incontournable de la gestion du personnel. Il concerne les emplois des fonctionnaires stagiaires, titulaires et les emplois contractuels de droit public ;

I. Nominations à la suite de réussite à concours ou examen professionnel

A. Filière sapeur-pompier

Conformément aux Lignes Directrices de Gestion 2022-2027 de l'établissement et aux règles statutaires, 8 agents ayant réussi le concours interne ou l'examen professionnel d'accès au cadre d'emploi des sous-officiers peuvent être nommés depuis 2023. Par ailleurs, 4 agents ont réussi le concours interne de lieutenant de 2ème classe et un agent l'examen professionnel de lieutenant de 1ère classe.

Il est donc proposé de transformer les postes comme suit :

Date d'effet	Suppression ancien grade	Création nouveau grade	Nombre de poste	Impact budgétaire
01/01/2024	Caporal (4) Caporal-chef (4)	Sergent	8	*10 000 €*
01/01/2024	Adjudant *(appellation adjudant-chef)*	Lieutenant de 2ème classe	4	*13 000 €*
01/01/2024	Lieutenant de 2ème classe	Lieutenant de 1ère classe	1	*850 €*

B. Filière technique

Conformément aux Lignes Directrices de Gestion 2022-2027 de l'établissement et aux règles statutaires, 2 agents ayant réussi le concours interne ou l'examen professionnel d'accès au cadre d'emploi des agents de maitrise peuvent être nommés depuis 2023. De plus, 1 agent a réussi l'examen professionnel de technicien principal de 2ème classe.

Il est donc proposé de transformer les postes comme suit :

Date d'effet	Suppression ancien grade	Création nouveau grade	Nombre de poste	Impact budgétaire
01/01/2024	Adjoint technique	Agent de maitrise	1	*90 €*
01/01/2024	Adjoint technique de 2ème classe	Agent de maitrise	1	*90 €*
01/01/2024	Technicien	Technicien principal de 2ème classe	1	*450 €*

C. Filière administrative

Conformément aux Lignes Directrices de Gestion 2022-2027 de l'établissement et aux règles statutaires, un agent a été admis au concours interne de rédacteur principal de 2ème classe.

Il est donc proposé de transformer son poste comme suit :

Date d'effet	Suppression ancien grade	Création nouveau grade	Nombre de poste	Impact budgétaire
01/02/2024	Rédacteur	Rédacteur principal de 2ème classe	1	*800 €*

II. Nominations au choix

A. Filière sapeur-pompier

Dans le cadre des Lignes Directrices de Gestion 2022-2027 de l'établissement et du protocole d'accord signé avec les organisations syndicales représentatives des personnels en date du 19 février 2024, 3 agents peuvent bénéficier, en cohérence avec l'organisation validée, d'un avancement au grade de caporal-chef. De plus, 23 agents peuvent également prétendre à un avancement au grade d'adjudant.

Afin de garantir la transparence et la régularité de ces nominations, il convient de prévoir les adaptations de grade comme suit :

Date d'effet	Suppression ancien grade	Création nouveau grade	Nombre de poste	Impact budgétaire
01/12/2023	Caporal	Caporal-chef	3	*4 000 €*
01/01/2024	Sergent (appellation sergent-chef)	Adjudant	23	*47 000 € (sans NBI)* *75 000 € (avec NBI)*

III. Suppression de poste

A. Filière technique

Dans le cadre de la réorganisation du garage départemental, entité mutualisée entre le SDIS et le Conseil départemental, il convient de prendre en compte la fin de mise à disposition d'un agent du Conseil départemental :

Date d'effet	Suppression ancien grade	Création nouveau grade	Nombre de poste	Impact budgétaire
01/05/2024	Ingénieur principal	-	1	-

La mise en œuvre de l'ensemble de ces propositions impliquerait une augmentation de la masse salariale annuelle estimée entre 76 280 € et 104 280 € sur une année pleine en fonction de la prise en compte ou non de la NBI (16 pts) pour les adjudants. Il convient de considérer que ces nominations, notamment dans la filière sapeur-pompier, permettront d'améliorer la couverture opérationnelle dans certaines unités opérationnelles du Corps départemental en carence d'effectifs et diminueront le recours à des SPV (non pris en compte dans les estimations).

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et à l'issue d'un débat contradictoire, le Conseil d'Administration

DECIDE

Article 1er :

D'approuver l'ensemble des modifications du tableau des effectifs, comme présenté dans la présente délibération.

Article 2 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,



Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de membres en visioconférence : 3
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0

TABLEAU DES EFFECTIFS SANS LES MISES A DISPOSITION AU 01/02/2024

Grades	Postes créés au tableau des effectifs au 01/01/2024	Postes créés au tableau des effectifs au 01/02/2024	Postes pourvus au 01/02/2024		Postes vacants au 01/02/2024	ETP au 01/02/2024
			TITULAIRES	CONTRACTUELS	TITULAIRES	
FILIERE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS						
Contrôleur général	0	0	0	0	0	0
Colonel hors classe	1	1	1	0	0	1
Colonel	1	1	1	0	0	1
Lieutenant-Colonel	7	7	7	0	0	7
Commandant	11	11	10	0	1	10
Capitaine	10	10	7	0	3	7
Lieutenant hors classe	6	6	5	0	1	5
Lieutenant de 1ère classe	14	14	14	0	0	14
Lieutenant de 2ème classe	12	12	11	0	1	11
Sous total	62	62	56	0	6	56
Adjudant	213	213	212	0	1	211,5
Sergent	47	47	47	0	0	47
Caporal-chef	25	25	25	0	0	24,5
Caporal	59	59	59	0	0	59
Sous total	344	344	343	0	1	342
Médecin de classe exceptionnelle	1	1	1	0	0	1
Médecin de classe normale	1	1	0	0	1	0
Pharmacien de classe exceptionnelle	1	1	1	0	0	1
Infirmier hors classe	2	2	2	0	0	2
Infirmier	1	1	1	0	0	1
Sous total	6	6	5	0	1	5
TOTAL SPP	**412**	**412**	**404**	**0**	**8**	**403**
FILIERE ADMINISTRATIVE						
Attaché principal	2	2	1	0	1	1
Attaché territorial	4	4	2	1	1	3
Rédacteur principal de 1ère classe	7	7	6	0	1	6
Rédacteur principal de 2ème classe	5	6	6	0	0	5,4
Rédacteur	8	7	4	1	2	5
Adjoint administratif principal de 1ère classe	25	25	25	0	0	24,2
Adjoint administratif principal de 2ème classe	2	2	2	0	0	2
Adjoint administratif	7	7	7	0	0	7
TOTAL	**60**	**60**	**53**	**2**	**5**	**53,6**
FILIERE TECHNIQUE						
Ingénieur principal	3	3	1	2	0	3
Ingénieur territorial	3	3	2	1	0	3
Technicien principal de 1ère classe	7	6	6	0	0	6
Technicien principal de 2ème classe	4	5	4	1	0	5
Technicien	3	3	1	2	0	3
Agent de maitrise principal	2	2	1	1	0	2
Agent de maitrise	11	11	11	0	0	11
Adjoint technique principal de 1ère classe	3	3	3	0	0	3
Adjoint technique principal de 2ème classe	0	0	0	0	0	0
Adjoint technique	6	6	6	0	0	6
TOTAL	**42**	**42**	**35**	**7**	**0**	**42**
TOTAL PATS	**102**	**102**	**88**	**9**	**5**	**95,6**
TOTAL GENERAL	**514**	**514**	**501**		**13**	**498,6**

TABLEAU DES MISES A DISPOSITION HORS STRUCTURE A LA DATE DU 01/02/2024

GRADES	Nombre d'agents
Contrôleur général appellation Inspecteur général	1

TABLEAU DES EFFECTIFS AU GARAGE DEPARTEMENTAL AU 01/02/2024

Grades	Postes créés au tableau des effectifs au 01/02/2024	Postes pourvus au 01/02/2024		Postes vacants au 01/02/2024	ETP au 01/02/2024
		TITULAIRES	CONTRACTUELS	TITULAIRES	
AGENTS DU SDIS (COMPTABILISES DANS LE TABLEAU DES EFFECTIFS DU SDIS)					
FILIERE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS					
Commandant	1	1	0	0	1
Sous total	1	1	0	0	1
TOTAL SPP	**1**	**1**	**0**	**0**	**1**
FILIERE ADMINISTRATIVE					
Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	1	0	0	1
Adjoint administratif	1	1	0	0	1
TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE	**2**	**2**	**0**	**0**	**2**
FILIERE TECHNIQUE					
Technicien principal de 1ère classe	1	1	0	0	1
Agent de maitrise principal	1	0	0	1	0
Agent de maitrise	5	5	0	0	5
Adjoint technique principal de 1e classe	1	1	0	0	1
Adjoint technique principal de 2e classe	1	1	0	0	1
Adjoint technique	1	1	0	0	1
TOTAL FILIERE TECHNIQUE	**10**	**9**	**0**	**1**	**9**
TOTAL SDIS	**13**	**12**	**0**	**1**	**12**
AGENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL MIS A DISPOSITION DU SDIS					
FILIERE ADMINISTRATIVE					
Attaché territorial	1	1	0	0	1
Rédacteur	1	1	0	0	1
Adjoint administratif principal de 2e classe	1	1	0	0	1
Adjoint administratif	0	0	0	0	0
TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE	**3**	**3**	**0**	**0**	**3**
FILIERE TECHNIQUE					
Ingénieur principal	1	1	0	0	1
Technicien principal de 1e classe	1	1	0	0	1
Agent de maitrise principal	2	2	0	0	2
Agent de maitrise	5	5	0	0	5
Adjoint technique principal de 1e classe	3	3	0	0	3
Adjoint technique principal de 2e classe	5	4	0	1	4
Adjoint technique	7	7	0	0	7
TOTAL FILIERE TECHNIQUE	**24**	**23**	**0**	**1**	**23**
TOTAL MAD CD	**27**	**26**	**0**	**1**	**26**
TOTAL GARAGE DEPARTEMENTAL	**40**	**38**		**2**	**38**

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SDIS80
Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CA_8_04_24_D4**
Objet :	**Modification du tableau des effectifs**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-04-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Identifiant unique :	080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D4-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D4-DE-1-1_0.xml	text/xml	866 o
Document principal (Délibération) Nom original : D4 - Modification du tableau des effectifs.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D4-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	370.3 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	22 avril 2024 à 14h15min19s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 avril 2024 à 14h15min21s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	22 avril 2024 à 14h15min21s	Transmis au MI
Acquittement reçu	22 avril 2024 à 14h25min38s	Reçu par le MI le 2024-04-22

DIRECTION

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES INSTANCES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 8 avril 2024

DELIBERATIONS

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le mercredi 20 mars, s'est réuni en séance ordinaire le lundi 8 avril 2024 à 14h30, à l'Ecole Départementale ou en visioconférence via le système LIFESIZE, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S.

Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Damien MAELSTAF, Directeur des sécurités, représentait le corps préfectoral.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
(S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Mme Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Monsieur Arnaud BIHET (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		x	
Madame France FONGUEUSE (S)		x	
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Jannick LEFEUVRE (S)		x	
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)	x		
Madame Guislaine SIRE (S)			
Monsieur Frédéric DEMULE (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Laurent BEUVAIN (T)		x	
Madame Nathalie TEMMERMANN (S)		x	
Monsieur Christophe BOULOGNE (T)	x		
Madame Valérie KUMM (S)			
Monsieur Wilfried LARCHER (T)	x		
Monsieur Angelo TONOLLI (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	x		
Madame Zohra DARRAS (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (T)	x		
Monsieur Albert NOBLESSE (S)			
Monsieur Thibaut DOMISSE (T)	x		
Monsieur Alain BAILLET (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Monsieur Alain GEST (T)		x	
Madame Brigitte FOURE (S)		x	
Monsieur Claude CLIQUET (T)	x		
Madame Bénédicte THIEBAUT (S)			
Monsieur Pascal DEMARTHE (T)		x	
Monsieur Régis PATTE (S)		x	
Monsieur José RIOJA (T)	x		
Monsieur Vincent JOLY (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Stéphane CONTAL	x	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Christophe PETIT		x
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin François-Xavier CHAPON	x	
Président de l'Union Départementale		
Lt-Colonel Vincent JOURDAIN	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt Ludovic GOBLET (T)	x	
Lt-Colonel Lionel TABARY (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	x	
Capitaine Ludovic GOBLET (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non-Officiers		
Adjudant-chef Joachim BRUGE (T)	x	
Adjudant- chef Gauthier DECOUTURE (S)		
Sapeurs-Pompiers Volontaires non-Officiers		
Adjudant-chef Fabien COQUERET (T)		x
Adjudant Maxime FRANCLIN (S)		x
Fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de SPP		
Olivier DEVIN (T)		x
Olivier DELATTRE (S)	x	
Comptable Public		
Monsieur Fabrice VIGNE	x	
Référent mixité et lutte contre les discriminations		
Capitaine Géraldine BEAURAIN		x

Le secrétariat de séance est assuré par le Colonel Stéphane CONTAL, Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Messieurs Thibault DOMISSE, Christophe BOULOGNE, José RIOJA et Fabrice VIGNE ont assisté à la séance du CASDIS en visioconférence via le système LIFEZISE.

La séance s'est clôturée à 15h40.

DELIBERATION N° 5

BILAN 2023 DES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION 2022-2027

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants, et R1424-1 et suivants ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu la délibération n°2 du CASDIS en date du 18 mars 2022 relative aux LDG 2022-2027 de l'établissement ;

Vu l'arrêté en date du 18 mars 2022 du Président du CASDIS, Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, relatif à l'établissement des lignes directrices de gestion 2022-2027 ;

Vu la séance du Comité Social Territorial du SDIS de la Somme en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents),* de la séance du CCDSVP en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents)* et de la séance de la CATSIS en date du 14 mars 2024 ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Elaborées conformément aux dispositions de l'article 33-5 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les Lignes Directrices de Gestion du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme (SDIS 80) ont été approuvées par un arrêté du Président en date du 18 mars 2022.

Document de référence pour la gestion des ressources humaines de l'établissement, les LDG ont notamment pour objectifs de :

- Renouveler l'organisation du dialogue social en passant d'une approche individuelle à une approche collective ;
- Développer les leviers managériaux pour une action publique plus réactive et plus efficace ;
- Simplifier et garantir la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics ;
- Favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics dans la fonction publique et le secteur privé ;
- Renforcer l'égalité professionnelle dans la Fonction Publique.

L'article 20 du décret du 29 novembre 2019 impose la production d'un bilan annuel des LDG mises en œuvre au cours de l'année. Ce bilan est notamment basé sur les décisions individuelles prises et les données issues du rapport social unique (base de données sociales).

Dans ce cadre, le présent rapport permet d'effectuer un premier bilan des LDG 2022-2027 sur une année pleine. Assis sur les objectifs présentés au sein de ce document structurant, ce bilan se présente en trois parties : l'évolution de l'établissement, les mesures relatives aux carrières des agents et le tableau de bord du Groupement des Ressources Humaines.

1. Evolution de l'établissement au cours de l'année 2023

Au 31 décembre 2023, les effectifs détaillés du SDIS sont les suivants :

Effectif	Filière SP		Filière administrative		Filière technique		TOTAL
	H	***F***	***H***	***F***	***H***	***F***	
Cat A	26	5	1	3	6	-	**41**
Cat B	26	-	3	15	10	3	**57**

Cat C	320	28	3	30	17	4	**402**
TOTAL	**405**		**55**		**40**		**500**

Au cours de l'année 2023, les mobilités suivantes ont été constatées :

Départ	Filière SP						Filière administrative						Filière technique						TOTAL
	H			***F***			***H***			***F***			***H***			***F***			
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	
Mutation			1						1										2
Retraite		1	1												1				3
Fin détachement																			-
Démission			1											1					2

Arrivée	Filière SP						Filière administrative						Filière technique						TOTAL
	H			***F***			***H***			***F***			***H***			***F***			
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	
Mutation																			-
Recrutement		1	7									1	1	2	2				14
Détachement																			-
Retour. disponibilité																			-

Au 31 décembre 2023, l'évolution des effectifs concourt à l'atteinte de l'objectif des effectifs cibles définis par les LDG à hauteur de 97,27 **%.**

2. Rétrospective des mesures relatives à la carrière des agents

Conformément à la réglementation et aux délibérations internes, plusieurs mesures relatives à la carrière des agents ont été mises en application en 2023.

Des dispositions exogènes à la structure *(revalorisation du point d'indice de 1,5 %, augmentation du nombre de points d'indice majoré pour les agents bénéficiant des plus petites rémunérations, attribution de la NBI aux adjudants de sapeurs-pompiers professionnels...),* ont été mises en œuvre rapidement pour les agents.

Sur l'année écoulée, 10,2 % des agents ont bénéficié d'un avancement de grade ou appellation *(4,6 % de grade et 5,6 % d'appellation)* et 35,4 % ont connu un avancement d'échelon.

	Filière SPP		Filière ADM		Filière TEC		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	
Avancement d'échelon	123	17	3	22	8	4	**177**
Modification de grade	17	1	1	2	2		**23**
Appellation « chef »	24	4					**28**
Titularisation	37	5					**42**
TOTAL	**201**	**27**	**4**	**24**	**10**	**4**	**270**

3. Tableau de bord du GRH

Sur l'ensemble des objectifs fixés, 68,96 % ont été atteints, 24,13 % sont en cours et 6,91 % sont reportés. Le détail est présenté par les axes de travail définis dans les LDG ainsi que dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

➢ L'axe financier

En 2023, le Groupement des Ressources Humaines a poursuivi ses efforts sur la maîtrise du suivi budgétaire, notamment de ses effectifs. Le process de recrutement s'appuie désormais sur une répartition claire et prospective de ses effectifs au sein des différentes entités (CIS et services). De même, des procédures de contrôle sont mises en place et ont vocation à être développées en 2024.

Par ailleurs, l'année 2023 a permis l'acquisition d'un logiciel de gestion de la masse salariale dénommé Adelyce *(logiciel permettant de modéliser les données de paie pour comprendre et maîtriser les dépenses, préparer et suivre le budget mois après mois, projeter son évolution et prévoir finement l'atterrissage au 31 décembre).* Celui-ci a notamment permis de préparer le budget primitif 2024 et de contrôler l'atterrissage budgétaire 2023.

Enfin, le travail visant à mettre à jour les supports délibératifs en lien avec les éléments de rémunération se sont poursuivis. Ces travaux ont notamment aboutis à la production d'une délibération sur la rémunération et/ou l'indemnisation des personnels engagés sur des colonnes de renfort et à la mise à jour de certains éléments du régime indemnitaire des agents des filières administratives et techniques, le RIFSEEP, révisé en 2022.

➢ L'axe des process

Les principaux process RH ont été identifiés et sont en cours d'optimisation. L'EAA a été dématérialisé *(en dehors des officiers de sapeur-pompier soumis aux formulaires de la DGSCGC).* Des documents sont régulièrement partagés sur l'extranet. Cet outil sert également de support pour des sondages réguliers (participation aux complémentaires santé, mobilité, ...).

Certaines procédures ont été redéfinies dans un but de fiabilisation des données et d'optimisation du temps de travail (indemnisation de la chaine de commandement, automatisation d'AGATT, ...).

➢ Conditions de travail

A l'instar de ce qui se fait depuis quelques années, le GRH a accompagné, en 2023, plusieurs agents de retour d'une longue absence (AT, CLM, CLD) avant la reprise au travail (dans le cadre d'une réaffectation sur un poste de travail ou d'une évolution de filière).

L'établissement a par ailleurs clarifié ses relations avec le centre de gestion de la Somme, ce qui a permis de fiabiliser la saisine des instances médicales. Un traitement rapide des situations individuelles est ainsi réalisé.

Enfin, 2023 a permis de travailler sur le règlement intérieur du SDIS et du Corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme qui sera validé début 2024. Les mesures propres aux conditions de travail des SPP et PATS ont été détaillées.

➢ Développement des compétences

Le Groupement des Ressources Humaines a, tout au long de cette année 2023, constitué un appui en matière de conseil (organigramme, vacance de poste, mobilité, réaffectation ...) auprès des agents et responsables mais aussi en soutien des décisions stratégiques prises par la direction.
L'année 2023 s'inscrit dans la continuité de 2022, en matière de GPEC, notamment au travers du référentiel des compétences.
Enfin, les actions d'accompagnement continueront, dans l'année à venir, à s'établir au fur et à mesure des besoins et des sollicitations.

➢ Egalité et lutte contre la discrimination

Dans le cadre de son champ de compétence, le SDIS s'est engagé dans différentes actions telles que la recherche de la mise en place de la parité Homme/Femme dans ses jurys, le déroulement de carrière des agents... Un officier a été nommé référent mixité et lutte contre les discriminations afin de poursuivre l'effort mené en la matière et de coordonner le dispositif de signalement de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.
Concernant le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap ou de difficultés, l'accompagnement est disponible aussi bien dans l'évolution de carrière et/ou de poste, que dans l'ajustement des moyens permettant à l'agent de rester sur son poste d'origine.

Avec cette première année de plein exercice, le bilan des LDG 2022-2027 apparait comme respectueux des obligations réglementaires tout en définissant une réelle politique en matière de ressources humaines. Les objectifs fixés restent majoritairement validés, compte tenu de l'actualité nationale dans le domaine des ressources humaines.

A l'issue d'un débat contradictoire, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, le Conseil d'Administration

DÉCIDE

Article 1er :

De valider le bilan 2023 des Lignes Directrices de Gestion 2022-2027 de l'établissement comme présenté en annexe.

Article 2 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de membres en visioconférence : 3
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0

AXES	Indicateurs LDG	OBJECTIFS	ACTIONS	INDICATEURS	2023
Financier	2.1 2.5	Maitriser l'évolution de la masse salariale	Analyser les facteurs de variation de la masse salariale	Suivi budgétaire	√
			Anticiper les impacts des évolutions individuelles, générales et catégorielles (GVT, Tendances, ...)		√
	2.1 2.4 2.5	Optimiser la gestion des effectifs	Maitriser la structure des effectifs	Suivi budgétaire Tableau de correspondance grade /emploi	√
			Maitriser l'évolution des effectifs		√
			Maitriser la répartition des effectifs		√
Processus		Optimiser les processus RH	Cartographier les processus RH	Cartographie	√
			Dématérialiser l'EAA	Réalisation de la dématérialisation	√
			Optimiser la communication interne via les NTIC	Information via NTIC (sondage, articles)	√
				Fiche documentaire Extranet	√
Conditions de travail	2.6	Agir en faveur de la qualité de vie au travail	S'inscrire dans la démarche qualité de vie au travail	Organisation de réunions, entretiens, participation aux opérations...	Prévu 2024
	2.4 2.6	Hygiène et sécurité	Développer des pratiques de management intégrant les questions de santé au travail	Formations suivies	X
			Optimiser le processus des retours après absences de longue durée	Nombre d'entretiens par rapport aux retours de plus de X mois	Prévu 2024
	2.3 2.6	Déroulement de carrière attractif	Participation complémentaire santé et prévoyance	Evolution du nombre d'agents concernés	√
			Intégrer un RIFSEEP légitime	Déclinaison du nouveau RIFSEEP	√
	2.2 2.7.2	Organisation du temps de travail	Mettre à jour le règlement intérieur	RI mis à jour et validé	Validation 2024
			Etablir une charte du temps de travail / Délibération cadre	Réalisation de la charte / délibération cadre	√
			Réécrire l'organisation des temps de travail	Validation de la nouvelle organisation	√
			Mise en place du télétravail	Bilan annuel de réalisation du télétravail	√

Développement des compétences	2.5 3.2	Développer le conseil en organisation en intégrant l'évolution des métiers	Optimiser le processus de recrutement dans un but d'accompagnement organisationnel et technique	Processus à développer	Prévu 2024
			Proposer des diagnostics opérationnels	Ex campagne de mobilité et réaffectation	√
	3.1	Accompagner les changements au sein de l'institution et l'évolution des pratiques professionnelles	Mesurer les impacts du changement	Enquêtes, bilans	Prévu 2024
			Communiquer et piloter les actions d'accompagnement	-	√
	3.1	Permettre le développement des compétences	Construire un référentiel de compétences et les outils nécessaires à la GPEC	Avancement du processus GPEC	X
	2.1 3.2	Participer à la stratégie globale du SDIS	Intégrer la politique RH aux projets du SDIS, la fonction RH doit être identifiée comme partenaire stratégique	A définir	√
Egalité et lutte contre la discrimination	2.3 2.7.3	Prendre en compte l'égalité professionnelle dans la gestion des RH	Intégrer la lutte contre la discrimination dans les processus RH	Processus à définir	↔
			Garantir l'égalité de traitement dans l'évolution professionnelle	Indicateurs RSU	√
			Favoriser l'égalité de rémunération	Indicateurs RSU	√
			Mettre en place un dispositif de signalement pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles	Voir l'officier en charge du dispositif	↔
			Favoriser le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap	Voir la cellule dédiée (Santé / RH)	↔

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SDIS80
Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CA_8_04_24_D5**
Objet :	**Bilan 2023 des lignes directrices de gestion 2022-2027**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-04-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Identifiant unique :	080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D5-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D5-DE-1-1_0.xml	text/xml	882 o
Document principal (Délibération) Nom original : D5 - Bilan des LDG 2022-2027.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D5-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	630.5 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	22 avril 2024 à 14h17min39s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 avril 2024 à 14h18min57s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	22 avril 2024 à 14h19min01s	Transmis au MI
Acquittement reçu	22 avril 2024 à 14h19min10s	Reçu par le MI le 2024-04-22

DIRECTION

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES INSTANCES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 8 avril 2024

DELIBERATIONS

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le mercredi 20 mars, s'est réuni en séance ordinaire le lundi 8 avril 2024 à 14h30, à l'Ecole Départementale ou en visioconférence via le système LIFESIZE, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S.

Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Damien MAELSTAF, Directeur des sécurités, représentait le corps préfectoral.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
(S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Mme Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Monsieur Arnaud BIHET (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		x	
Madame France FONGUEUSE (S)		x	
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Jannick LEFEUVRE (S)		x	
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)	x		
Madame Guislaine SIRE (S)			
Monsieur Frédéric DEMULE (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Laurent BEUVAIN (T)		x	
Madame Nathalie TEMMERMANN (S)		x	
Monsieur Christophe BOULOGNE (T)	x		
Madame Valérie KUMM (S)			
Monsieur Wilfried LARCHER (T)	x		
Monsieur Angelo TONOLLI (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	x		
Madame Zohra DARRAS (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (T)	x		
Monsieur Albert NOBLESSE (S)			
Monsieur Thibaut DOMISSE (T)	x		
Monsieur Alain BAILLET (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Monsieur Alain GEST (T)		x	
Madame Brigitte FOURE (S)		x	
Monsieur Claude CLIQUET (T)	x		
Madame Bénédicte THIEBAUT (S)			
Monsieur Pascal DEMARTHE (T)		x	
Monsieur Régis PATTE (S)		x	
Monsieur José RIOJA (T)	x		
Monsieur Vincent JOLY (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Stéphane CONTAL	x	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Christophe PETIT		x
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin François-Xavier CHAPON	x	
Président de l'Union Départementale		
Lt-Colonel Vincent JOURDAIN	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt Ludovic GOBLET (T)	x	
Lt-Colonel Lionel TABARY (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	x	
Capitaine Ludovic GOBLET (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non-Officiers		
Adjudant-chef Joachim BRUGE (T)	x	
Adjudant- chef Gauthier DECOUTURE (S)		
Sapeurs-Pompiers Volontaires non-Officiers		
Adjudant-chef Fabien COQUERET (T)		x
Adjudant Maxime FRANCLIN (S)		x
Fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de SPP		
Olivier DEVIN (T)		x
Olivier DELATTRE (S)	x	
Comptable Public		
Monsieur Fabrice VIGNE	x	
Référent mixité et lutte contre les discriminations		
Capitaine Géraldine BEAURAIN		x

Le secrétariat de séance est assuré par le Colonel Stéphane CONTAL, Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Messieurs Thibault DOMISSE, Christophe BOULOGNE, José RIOJA et Fabrice VIGNE ont assisté à la séance du CASDIS en visioconférence via le système LIFEZISE.

La séance s'est clôturée à 15h40.

DELIBERATION N° 6

REVISION DU REGLEMENT INTERIEUR DU SDIS ET DU CORPS DEPARTEMENTAL DES SAPEURS-POMPIERS DE LA SOMME

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants, et R1424-1 et suivants, notamment l'article R 1424-22 ;

Vu la délibération du CASDIS en date du 26 juin 2006 actant dans sa version initiale le règlement intérieur du SDIS de la Somme et du Corps départemental ;

Vu la délibération n°2 du CASDIS en date du 18 mars 2022 relative aux LDG 2022-2027 de l'établissement ;

Vu la délibération n°11 du CASDIS du 28 juin 2022 sur le double-statut SPP/SPV ;

Vu la délibération n°12 du CASDIS du 28 juin 2022 portant institution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel pour les agents administratifs et techniques ;

Vu la délibération n°14 du CASDIS du 28 juin 2022 portant refonte du régime indemnitaire des agents de la filière sapeurs-pompiers ;

Vu la délibération n°15 du CASDIS du 28 juin 2022 portant organisation du travail des SPP en unités opérationnelles,

Vu la délibération n°16 du CASDIS du 28 juin 2022 portant mise en place du télétravail au sein du SDIS de la Somme,

Vu la délibération n°17 du CASDIS du 28 juin 2022 portant approbation du règlement d'usage des véhicules de service,

Vu la délibération n°18 du CASDIS du 20 juin 2023 portant temps de travail des personnels en service hors rang ;

Vu la délibération n°1 du CASDIS du 19 décembre 2023 relative au SDACR ;

Vu l'arrêté en date du 18 mars 2022 du Président du CASDIS, Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, relatif à l'établissement des lignes directrices de gestion 2022-2027 ;

Vu la séance du Comité Social Territorial du SDIS de la Somme en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents),* de la séance du CCDSVP en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents)* et de la séance de la CATSIS en date du 14 mars 2024 ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Aux termes de l'article R. 1424-22 du code général des collectivités territoriales (CGCT), « un règlement intérieur fixe les modalités de fonctionnement du service d'incendie et de secours ainsi que les obligations de service des sapeurs-pompiers du corps départemental et des agents du service n'ayant pas la qualité de sapeur-pompier professionnel ».

Sur cette base réglementaire, le SDIS de la Somme dispose d'un règlement intérieur délibéré dans sa version initiale par le Conseil d'administration du SDIS en date du 26 juin 2006 qui a fait l'objet de différents ajouts sur la période 2006-2015. La dernière version en vigueur date du 15 octobre 2016 et regroupe, au sein de deux grandes parties (le SDIS et le Corps départemental), 77 articles auxquels s'ajoutent 26 annexes.

Depuis cette date, le SDIS a approuvé les lignes directrices de gestion de l'établissement pour la période 2022-2027 par un acte unilatéral du président du CASDIS en date du 18 mars 2022 et a révisé à deux reprises son Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) et son Règlement opérationnel (RO). Par ailleurs, des nouveautés statutaires et réglementaires ont été

introduites par la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et par la loi du 21 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, dite loi Matras, nécessitant une mise en conformité de notre règlement intérieur.

Dans ces conditions, une refonte du règlement intérieur du SDIS et du Corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme a été souhaitée par le directeur départemental dès 2022.

1. La méthodologie de travail

Dans un souci de mise en œuvre des mesures urgentes pour le fonctionnement de l'établissement, des travaux de mise à jour des principales règles RH ont été engagés à partir de mai 2022 en totale concertation avec les représentants des sapeurs-pompiers volontaires, les représentants des organisations syndicales et les cadres de l'établissement. Différentes délibérations ont dans ce cadre été approuvées par le Conseil d'administration en amorce de la rédaction et de l'approbation du règlement intérieur du SDIS et du Corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme, comme :

- la délibération n°11 du CASDIS du 28 juin 2022 sur le double-statut SPP/SPV,
- la délibération n°12 du CASDIS du 28 juin 2022 portant institution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel pour les agents administratifs et techniques,
- la délibération n°14 du CASDIS du 28 juin 2022 portant refonte du régime indemnitaire des agents de la filière sapeurs-pompiers,
- la délibération n°15 du CASDIS du 28 juin 2022 portant organisation du travail des SPP en unités opérationnelles,
- la délibération n°16 du CASDIS du 28 juin 2022 portant mise en place du télétravail au sein du SDIS de la Somme,
- la délibération n°17 du CASDIS du 28 juin 2022 portant approbation du règlement d'usage des véhicules de service,
- la délibération n°18 du CASDIS du 20 juin 2023 portant temps de travail des personnels en service hors rang,

2. La structure du document

Le projet de règlement intérieur du SDIS et du Corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme s'articule autour de :

- 5 titres :
  - l'établissement,
  - les personnels permanents,
  - les sapeurs-pompiers volontaires,
  - les personnels de la sous-direction santé,
  - les moyens.
- 32 chapitres,
- 127 articles.

Il a vocation à être complété par un recueil des supports et procédures ressources humaines qui regroupera notamment les notes de service permanentes ou temporaires du directeur départemental, les guides, les chartes, les procédures et formulaires ressources humaines, à valeur juridique propre, dont il est fait référence dans le règlement intérieur soumis pour avis.

3. Les nouveautés

Document de référence qui fixe les modalités de fonctionnement de l'établissement et les obligations de service de l'ensemble des personnels du SDIS et du Corps départemental, le projet de règlement intérieur qui est proposé :

- complète certaines dispositions qui préexistaient dans le précédent règlement intérieur comme :
  - les droits et obligations des personnels de l'établissement (notamment en termes de déontologie, de protection des fonctionnaires et agents publics, de mixité et lutte

contre les discriminations, de sûreté et sécurité, d'égalité professionnelle, d'accès au dossier individuel ou au dossier médical en santé au travail, ...),

- la lutte contre les comportements déviants (lutte contre les discriminations, lutte contre les violences sexuelles, lutte contre le harcèlement moral, ...),
- les mesures d'hygiène, de santé et de sécurité des agents (notamment en termes de consommation d'alcool, de tabac, de substances illicites, ...),
- l'organisation de la journée de travail en unité opérationnelle et les droits à congés,
- l'exercice du double-statut SPP/SPV,
- la discipline (sanctions applicables aux contractuels et fonctionnaires stagiaires),...

- introduit de nouvelles dispositions comme :
  - les nouvelles organisations de travail (le télétravail, ...),
  - les obligations et règles ordinales des personnels de santé ainsi que les organes consultatifs de la sous-direction santé,
  - les relations avec les associations (UDSP 80, ADJSP 80, amicales),...

Toutes les délibérations et autres normes internes élaborées par le SDIS qui seraient contraires au présent règlement sont abrogées.

Il est précisé que, dans le respect des dispositions de l'article R. 1424-22 du CGCT, le présent règlement a été soumis pour avis aux membres :

- du comité social territorial pour les dispositions propres aux fonctionnaires, le 12 mars 2024,
- du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires pour les dispositions propres aux sapeurs-pompiers volontaires, le 12 mars 2024,
- de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours pour les dispositions communes à tous les sapeurs-pompiers ainsi qu'aux fonctionnaires territoriaux du service départemental d'incendie et de secours n'ayant pas la qualité de sapeur-pompier professionnel, le 14 mars 2024.

A l'issue d'un débat contradictoire, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, le Conseil d'Administration

DÉCIDE

Article 1er :

De valider le règlement intérieur du SDIS de la Somme et du Corps Départemental comme présenté en annexe.

Article 2 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de membres en visioconférence : 3
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0

SAPEURS POMPIERS SOMME



Règlement





Intérieur

SDIS SOMME



HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

DATE	MISE A JOUR / AJOUT D'ELEMENTS

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

DIRECTION

Le président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de
Secours de la Somme

N/Réf : 24-325

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1424-1 et suivants et R. 1424-1 et suivants, en particulier l'article R.1424-22 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 modifiée relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires ;

Vu la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 modifiée relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile ;

Vu la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 89-677 du 16 septembre 1989 modifié relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2001-1382 du 31 décembre 2001 modifié relatif au temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° 2012-492 du 16 avril 2012 relatif aux indemnités des sapeurs-pompiers volontaires ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2000 fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et les conditions d'exercice de la médecine professionnelle et préventive au sein des services départementaux d'incendie et de secours ;

Vu la délibération de l'assemblée délibérante du Conseil Départemental de la Somme n°21.1 du 1er juillet 2021 portant élection de Monsieur Stéphane Haussoulier à la présidence du Conseil Départemental de la Somme ;

Vu l'avis favorable du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires en date du 12 mars 2024 ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 12 mars 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours en date du XXXX ;

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS n° XXXX en date du 25 mars 2024 ;

DIRECTION DEPARTEMENTALE – 7, allée du Bicêtre – CS32606 – 80002 - AMIENS CEDEX 1 – Tél. : 03.64.46.16.00 – Fax : 03.64.46.16.16

Considérant que l'ensemble des personnels affectés au SDIS de la Somme concourent ensemble à la mission de service public ;

Considérant qu'en conséquence, il convient de fixer les modalités de fonctionnement du SDIS et les obligations de service de tous ses membres ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Somme, chef de corps ;

ARRETE

Article 1 : Le Règlement Intérieur du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et du Corps Départemental des Sapeurs-Pompiers (CDSP) de la Somme est annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le Règlement Intérieur du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et du Corps Départemental des Sapeurs-Pompiers (CDSP) de la Somme approuvé par délibération n°4 du CASDIS du 26 juin 2006 est abrogé.

Article 3 : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif d'Amiens peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Somme est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au recueil des actes administratifs du SDIS de la Somme.

Fait à Amiens, le

Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
de la Somme

Signé

Stéphane Haussoulier
Président du conseil départemental

N° 24-325 : Règlement Intérieur du SDIS et du Corps Départemental des Sapeurs-Pompiers de la Somme

DIRECTION DEPARTEMENTALE – 7, allée du Bioêtre – CS32606 – 80002 - AMIENS CEDEX 1 – Tél. : 03.64.46.16.00 – Fax : 03.64.46.16.16



Sommaire



PREAMBULE

Préambule 01

TITRE IER. L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 1 : LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS ET LE CORPS DEPARTEMENTAL DES SAPEURS-POMPIERS DE LA SOMME

Article 1er Les instances décisionnelles générales du SDIS..... 02
Article 2 Les instances consultatives et de dialogue social..... 03
Article 3 Les personnels et organes de direction..... 05
Article 4 L'organisation fonctionnelle et territoriale..... 06
Article 5 Les documents structurants..... 06
Article 6 Les relations avec les associations..... 06

CHAPITRE 2 : LES DROITS ET OBLIGATIONS

Article 7 La déontologie..... 06
Article 8 La protection des fonctionnaires et agents publics..... 07
Article 9 Les obligations générales des fonctionnaires et agents publics..... 08
Article 10 Les droits des fonctionnaires et agents publics..... 10
Article 11 La continuité de service..... 12
Article 12 Le droit de grève..... 12
Article 13 L'hygiène, la santé et la sécurité des agents..... 12
Article 14 Les spécificités des sapeurs-pompiers volontaires..... 14

TITRE II. LES PERSONNELS PERMAMENTS

CHAPITRE 3 : LA CARRIERE

Article 15 Le recrutement..... 15
Article 16 Les avancements..... 15
Article 17 La mobilité..... 15
Article 18 Les départs..... 15

CHAPITRE 4 : LE TEMPS DE TRAVAIL

Sous chapitre I : Le personnel SPP en régime cyclique (régime de gardes 24h ou 12h)

Article 19 La durée de travail..... 16
Article 20 Les régimes de travail..... 17
Article 21 Les sujétions particulières..... 18
Article 22 La ponctualité..... 18
Article 23 Le repos quotidien et le repos de sécurité..... 18
Article 24 L'organisation de la journée de travail..... 18
Article 25 Le temps partiel et le temps partiel thérapeutique..... 20
Article 26 Les astreintes..... 20
Article 27 Les droits à congés..... 20
Article 28 Les absences pour raisons médicales..... 21
Article 29 Les dons de jour(s)..... 22
Article 30 Le cumul d'activités..... 22

Sous chapitre II Le personnel en régime de service hors rang
Article 31 La durée du travail..... 22
Article 32 Le régime de travail..... 23
Article 33 La ponctualité..... 23
Article 34 Le télétravail..... 23
Article 35 Le temps partiel et le temps partiel thérapeutique..... 24
Article 36 Les astreintes..... 24
Article 37 Les droits à congés..... 24
Article 38 Les absences pour raisons médicales..... 26
Article 39 Les dons de jour(s)..... 26
Article 40 Le cumul d'activités..... 26

CHAPITRE 5 : LA REMUNERATION
Article 41 Le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels..... 27
Article 42 Le régime indemnitaire des personnels administratifs et techniques..... 29
Article 43 La nouvelle bonification indiciaire..... 29
Article 44 Les heures supplémentaires..... 30

CHAPITRE 6 : LE DOUBLE STATUT
Article 45 Généralités..... 30
Article 46 L'affectation..... 30
Article 47 La double affectation au CTA-CODIS..... 30
Article 48 Le double statut des chefs et adjoints de CIS..... 31
Article 49 Le double statut des officiers..... 31
Article 50 Les spécialités opérationnelles..... 31

CHAPITRE 7 : LA FORMATION, LES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES ET LES STAGES
Article 51 La formation..... 31
Article 52 Les activités physiques et sportives..... 31
Article 53 La période de stage et le rôle du tuteur..... 31

CHAPITRE 8 : L'ENTRETIEN ANNUEL D'ACTIVITE
Article 54 Déroulement..... 32
Article 55 Calendrier..... 32
Article 56 Recours..... 32

CHAPITRE 9 : LA DISCIPLINE
Article 57 Les sanctions..... 32
Article 58 Les procédures internes..... 33
Article 59 Le conseil de discipline..... 34

CHAPITRE 10 : LE PROTOCOLE ET LES RECOMPENSES
Article 60 Le protocole..... 34
Article 61 Les distinctions et récompenses..... 34

CHAPITRE 11 : LE DROIT SYNDICAL
Article 62 Les autorisations spéciales d'absence..... 34
Article 63 Les décharges d'activité de service..... 35
Article 64 Les congés pour formation syndicale..... 35
Article 65 Les garanties..... 35

CHAPITRE 12 : L'ACTION SOCIALE
Article 66 La participation aux protections sociales..... 35
Article 67 La participation au CNAS..... 36
Article 68 La participation aux titres restaurants..... 36
Article 69 L'aide au transport..... 36

CHAPITRE 13 : L'EXERCICE D'UN MANDAT ELECTIF
Article 70 La cessation provisoire des activités professionnelles pour exercer un mandat électif..... 36
Article 71 Facilités accordées aux élus qui poursuivent une activité professionnelle..... 36

TITRE III. LES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

CHAPITRE 14 : L'ORGANISATION GENERALE
Article 72 Cadre général..... 37
Article 73 L'exercice des missions..... 37
Article 74 Les comités inter-centres..... 37

CHAPITRE 15 : LE STATUT DE SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE
Sous chapitre I : L'engagement de sapeur-pompier volontaire et les affectations
Article 75 L'engagement..... 38
Article 76 Les affectations et la mutation..... 38
Article 77 Le double engagement..... 39
Article 78 La période probatoire..... 39

Sous chapitre II : L'accompagnement et le suivi des sapeurs-pompiers volontaires
Article 79 L'encadrement des SPV..... 39
Article 80 L'apprenant..... 39
Article 81 Dispositions spécifiques aux SPV mineurs..... 40

Sous chapitre III : La carrière
Article 82 Les avancements de grade..... 40
Article 83 Le renouvellement d'engagement..... 40
Article 84 Les suspensions d'activité..... 40
Article 85 La mise en demeure..... 41
Article 86 La résiliation et la fin d'activité..... 41

CHAPITRE 16 : L'ACTIVITE OPERATIONNELLE
Article 87 Les obligations..... 41
Article 88 L'état de grossesse..... 42

CHAPITRE 17 : LES DISPOSITIFS DE VALORISATION ET DE FIDELISATION DE L'ACTIVITE DE SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE
Article 89 Les conventions de disponibilité..... 42
Article 90 Les autres dispositifs..... 42

CHAPITRE 18 : LES INDEMNITES DE SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE
Article 91 Les indemnités des tâches opérationnelles..... 43
Article 92 Les indemnités des tâches non opérationnelles..... 43

CHAPITRE 19 : LES PRESTATIONS DE FIN D'ACTIVITE
Article 93 L'allocation de vétérance..... 43
Article 94 L'allocation de fidélité..... 43
Article 95 La prestation de fidélité et de reconnaissance..... 43
Article 96 La nouvelle prestation de fidélité et de reconnaissance..... 43

CHAPITRE 20 : LA FORMATION ET LES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES
Article 97 La formation..... 43
Article 98 Les activités physiques et sportives..... 44

CHAPITRE 21 : LA DISCIPLINE
Article 99 Les sanctions..... 44
Article 100 Les procédures internes..... 44
Article 101 Le conseil de discipline..... 44

CHAPITRE 22 : LE PROTOCOLE, LES RECOMPENSES ET L'HONORARIAT
Article 102 Le protocole et les récompenses..... 45
Article 103 L'honorariat..... 45

TITRE IV. LES PERSONNELS DE LA SOUS-DIRECTION SANTE

CHAPITRE 23 : GENERALITES
Article 104 Les missions de la sous-direction santé..... 46
Article 105 Les règles ordinales..... 46
Article 106 Les obligations..... 46

CHAPITRE 24 : LES ORGANES CONSULTATIFS
Article 107 La commission consultative de la sous-direction santé..... 46
Article 108 La commission d'aptitude aux fonctions de sapeur-pompier volontaire..... 46
Article 109 La commission accidents du travail / maladies professionnelles..... 47
Article 110 La commission de suivi et d'accompagnement..... 47
Article 111 La commission médicale relative aux projets de fin de carrière des sapeurs-pompiers professionnels..... 47

TITRE V. LES MOYENS

CHAPITRE 25 : LA COMMUNICATION
Article 112 La communication institutionnelle..... 48
Article 113 La communication opérationnelle..... 48

CHAPITRE 26 : LES MOYENS INFORMATIQUES
Article 114 La dotation..... 48
Article 115 La charte..... 48

CHAPITRE 27 : LES VEHICULES
Article 116 Les véhicules..... 49

CHAPITRE 28 : LE LOGEMENT
Article 117 Le logement..... 49

CHAPITRE 29 : L'HABILLEMENT
Article 118 La dotation..... 49
Article 119 Le règlement habillement..... 49

CHAPITRE 30 : LES DEPLACEMENTS ET LES ORDRES DE MISSION
Article 120 Les déplacements..... 49
Article 121 Les ordres de mission..... 50

CHAPITRE 31 : L'USAGE DES LOCAUX ET DU MATERIEL
Article 122 Les locaux..... 50
Article 123 Les matériels..... 50

CHAPITRE 32 : LA VIE ASSOCIATIVE
Article 124 Cadre général..... 51
Article 125 L'union départementale des sapeurs-pompiers de la Somme..... 51
Article 126 Les amicales de sapeurs-pompiers..... 52
Article 127 L'association départementale des jeunes sapeurs-pompiers..... 52

LEXIQUE ET GLOSSAIRE



Règlement Intérieur

Préambule
Titre Ier. L'ETABLISSEMENT
Titre II. LES PERSONNELS PERMANENTS
Titre III. LES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES
Titre IV. LES PERSONNELS DE LA SOUS DIRECTION SANTE
Titre V. LES MOYENS

PREAMBULE

Le présent règlement intérieur est établi conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales (CGCT), du code général de la fonction publique (CGFP) et du code de la sécurité intérieure (CSI), qui fixent les modalités de fonctionnement du corps départemental ainsi que les obligations de service de l'ensemble des agents du service départemental d'incendie et de secours de la Somme (SDIS 80).

La majorité des dispositions régissant ce document sont déterminées par les lois et règlements et ne peuvent y contrevenir. Toute modification législative ou réglementaire contraire à une disposition du présent règlement intérieur s'applique immédiatement et rend caduque la disposition interne contraire.

Le règlement intérieur vient spécifier les modalités de fonctionnement de l'établissement et les obligations particulières des agents. Il fixe les obligations de service de l'ensemble des personnels du SDIS de la Somme, ceux-ci concourant, quel que soit leur statut ou qualité, à l'exécution de la mission de service public.

L'intégralité des dispositions du règlement intérieur n'étant pas applicable à tous les personnels du SDIS, les dénominations suivantes sont donc utilisées afin d'identifier ceux auxquels elles s'adressent :

- « personnels » : tous les agents définis ci-après ainsi que les sapeurs-pompiers volontaires (SPV), les stagiaires de l'enseignement, les volontaires en service civique,
- « agents » : les sapeurs-pompiers professionnels (SPP) qu'ils soient stagiaires, titulaires ou contractuels, les personnels administratifs et techniques et spécialisés (PATS) qu'ils soient stagiaires, titulaires ou contractuels, les apprentis, les emplois aidés,
- « fonctionnaires » : les SPP et PATS, qu'ils soient stagiaires ou titulaires,
- « sapeurs-pompiers » : les SPP, SPV et volontaires en service civique.

Le règlement intérieur est complété par un recueil des supports et procédures ressources humaines qui regroupe notamment les notes de service permanentes ou temporaires du directeur départemental, les guides, les chartes, les procédures et formulaires ressources humaines, à la valeur juridique propre, dont il est fait référence dans le présent règlement intérieur.

Ce présent règlement intérieur sera modifié conformément aux évolutions réglementaires et sa mise à jour suivra la même procédure que son élaboration après consultation, pour avis, des instances représentatives des personnels.

TITRE Ier. L'ETABLISSEMENT

Le SDIS de la Somme est un établissement public administratif autonome. Il est placé sous la double autorité du président du conseil d'administration du SDIS (CASDIS) pour la gestion administrative et financière, et du préfet de département pour la gestion opérationnelle dans le cadre de ses pouvoirs de police.

Conformément à l'article L. 1424-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est chargé de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies. Il concourt, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours et aux soins d'urgence.

02

Dans le cadre de ses compétences, il exerce les missions suivantes :

1° la prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile,

2° la préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours,

3° la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement,

4° les secours et les soins d'urgence aux personnes ainsi que leur évacuation, lorsqu'elles :

a) sont victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes,

b) présentent des signes de détresse vitale,

c) présentent des signes de détresse fonctionnelle justifiant l'urgence à agir.

Pour ce faire, le SDIS est organisé en centres d'incendie et de secours, en compagnies et en services, regroupés au sein de groupements et de sous-directions dont notamment la sous-direction santé qui comprend entre autres un service de santé et de secours médical.

Le corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme est composé de sapeurs-pompiers professionnels, de sapeurs-pompiers volontaires et de volontaires en service civique des sapeurs-pompiers. Il est une des composantes du SDIS au même titre que les personnels des filières administrative et technique, des contractuels de droit public ou privé et des élus du CASDIS qui œuvrent dans les services supports ou administrent l'établissement public.

CHAPITRE 1 : LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS ET LE CORPS DEPARTEMENTAL DES SAPEURS-POMPIERS DE LA SOMME

Article 1er Les instances décisionnelles générales du SDIS

Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Somme est administré par un conseil d'administration (CASDIS) qui peut déléguer une partie de ses attributions, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif, à un bureau dédié.

Article 1.1 Le conseil d'administration (CASDIS)

Le CASDIS est l'organe de décision de l'établissement. Il est notamment chargé de la gestion administrative et financière de l'établissement. Il s'assure, sous l'autorité du président du SDIS, du bon fonctionnement de la structure et a comme objectif d'optimiser la gestion du service public.

Le CASDIS est composé de représentants du département, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de secours et de lutte contre l'incendie. Assistent, en outre, aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le médecin-chef de la sous-direction santé, des représentants des sapeurs-pompiers professionnels, volontaires et fonctionnaires de l'établissement n'ayant pas la qualité de sapeur-pompier professionnel, le président de l'union départementale des sapeurs-pompiers de la Somme, le référent mixité et lutte contre les discriminations et le référent sûreté et sécurité.

Article 1.2 Le bureau de CASDIS

Le bureau de CASDIS est une émanation du CASDIS. Il est composé du président de l'établissement et de vice-présidents *(3 avec ou non un membre supplémentaire)*. Chargé du règlement des affaires courantes, il a une compétence limitée dans le cadre des attributions que le CASDIS lui a déléguées tels les marchés publics ou les conventions.

→ La composition et le règlement intérieur du CASDIS et de son bureau sont versés au recueil des supports et procédures juridiques.

Article 2 Les instances consultatives et de dialogue social

Les instances consultatives et de dialogue social permettent aux agents du SDIS de participer à son organisation et son fonctionnement et de veiller à l'application des règles statutaires ou de droit.

Article 2.1 La commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (CATSIS)

La CATSIS est un organe de consultation placé auprès du directeur départemental et du conseil d'administration. Elle est consultée sur les questions d'ordre technique ou opérationnel intéressant le service. A ce titre, elle rend notamment un avis dans le cadre de l'élaboration des documents structurants tels que le SDACR, le règlement opérationnel ou encore le règlement intérieur. Elle est présidée par le directeur départemental ou son représentant et est composée de représentants des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, de représentants des fonctionnaires territoriaux du service d'incendie et de secours n'ayant pas la qualité de sapeur-pompier professionnel, du médecin-chef de la sous-direction santé, du référent mixité et lutte contre les discriminations ainsi que du référent sûreté et sécurité.

→ La composition et le règlement intérieur de la CATSIS sont versés au recueil des supports et procédures juridiques.

Article 2.2 Le comité social territorial (CST) et la formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail (FSSSCT)

Le comité social territorial remplace le comité technique (CT) et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) depuis le 1er janvier 2023. Il est obligatoirement créé au sein des services départementaux d'incendie et de secours.

Composé de représentants de l'administration et de représentants du personnel élus, il est compétent sur les questions suivantes :

- les projets relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services,
- les projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et à la promotion et à la valorisation des parcours professionnels,
- les politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, notamment le projet de plan d'actions relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes,
- les orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et les critères de répartition y afférents,
- les orientations stratégiques en matière d'action sociale, ainsi que sur les aides à la protection sociale complémentaire,
- le rapport social unique,
- les plans de formation,
- la fixation des critères d'appréciation de la valeur professionnelle,
- les règles relatives au temps de travail et au compte épargne-temps des agents publics territoriaux.

Une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail (FSSSCT) est par ailleurs instituée au sein du comité social territorial du SDIS 80. Composée de représentants de l'administration et de représentants du personnel élus, elle est de constitution obligatoire au sein des SDIS et compétente sur les questions suivantes :

- la protection de la santé physique et mentale,
- l'hygiène et la sécurité des agents dans leur travail,
- l'organisation du travail,
- le télétravail,
- les enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques,
- l'amélioration des conditions de travail et prescriptions légales y afférentes.

→ La composition et le règlement intérieur du CST (et de la FSSSCT) sont versés dans le recueil des supports et procédures juridiques.

Article 2.3 Les commissions administratives paritaires (CAP)

Les commissions administratives partiaires sont compétentes pour les questions d'ordre individuel relatives à la situation administrative du fonctionnaire titulaire ou stagiaire. Elles le sont également à l'égard des travailleurs reconnus handicapés, recrutés en qualité de non titulaire en vue d'une titularisation, lors du renouvellement ou du non renouvellement de leur contrat.

04

Composées de représentants de l'administration et de représentants du personnel élus, les CAP ont vu leurs attributions recentrées sur l'analyse des situations individuelles les plus complexes par la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Aussi, les CAP s'intéressent aux décisions défavorables les plus marquantes notamment dans les domaines suivants :

- le refus de titularisation et les licenciements en cours de stage en cas d'insuffisance professionnelle ou de faute disciplinaire,
- le licenciement du fonctionnaire mis en disponibilité après trois refus de postes qui lui sont proposés en vue de sa réintégration,
- le licenciement pour insuffisance professionnelle, ….

Elles sont par ailleurs saisies à la demande du fonctionnaire sur :

- des décisions refusant une disponibilité, un cumul d'activités, …
- des décisions refusant l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel ou lors de litiges d'ordre individuel relatifs aux conditions d'exercice du temps partiel,
- des décisions relatives à la révision du compte rendu de l'entretien professionnel,
- des décisions refusant une mobilisation du compte personnel de formation (CPF),
- des décisions refusant une demande de congés au titre du compte épargne-temps (CET).

Cinq CAP sont instituées au sein du SDIS 80 :

- une CAP pour les sapeurs-pompiers professionnels de catégorie A,
- une CAP pour les sapeurs-pompiers professionnels de catégorie B,
- une CAP pour les sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C,
- une CAP pour les personnels administratifs et techniques de catégorie C,
- une CAP unique pour les personnels administratifs et techniques de catégories A et B.

→ La composition et les règlements intérieurs des CAP sont versés au recueil des supports et procédures juridiques.

Article 2.4 La commission consultative paritaire (CCP)

La commission consultative paritaire constitue le pendant de la CAP des fonctionnaires pour les contractuels de droit public. Elle est compétente pour donner un avis ou émettre des propositions sur des questions d'ordre individuel liées à la situation des agents.

Une CCP est instituée au sein du SDIS 80.

→ La composition et le règlement intérieur de la CCP sont versés au recueil des supports et procédures juridiques.

Article 2.5 Le comité consultatif des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV)

Le CCDSPV est consulté sur toutes les questions d'ordre général relatives aux sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental, notamment sur la politique de leur engagement, de leur avancement et de leur fidélisation au sein de ce corps. Il donne, en outre, un avis sur les décisions de refus d'engagement et de renouvellement d'engagement lorsqu'il en est saisi par l'intéressé.

Le CCDSPV est composé d'un nombre égal de représentants de l'administration, siégeant au comité social territorial et éventuellement complété par des membres désignés, et de représentants élus des sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental répartis comme suit :

- un sapeur,
- un caporal,
- un sergent,
- un adjudant,
- deux officiers et un membre de la sous-direction santé.

→ La composition et le règlement intérieur du CCDSPV sont versés au recueil des supports et procédures juridiques.

Article 3 Les personnels et organes de direction

Article 3.1 Le directeur départemental des services d'incendie et de secours (DDSIS)
Le DDSIS est un officier relevant du cadre d'emplois de conception et de direction des sapeurs-pompiers professionnels (emplois fonctionnels). Il exerce les fonctions de directeur de l'établissement public et de chef du corps départemental.
Il a autorité sur l'ensemble des personnels du SDIS et est secondé par un directeur départemental adjoint (DDA), chef du corps départemental adjoint.

Sous l'autorité du préfet, le DDSIS :

- assure le commandement des opérations de secours sur l'ensemble du territoire départemental et a, au besoin, autorité sur l'ensemble des personnels des services locaux d'incendie et de secours (centres de première intervention non intégrés au corps départemental) et dispose des matériels affectés à ceux-ci ;
- exerce une mission de contrôle et de coordination des personnels et des moyens des services locaux d'incendie et de secours.

Le DDSIS est placé sous l'autorité du président du CASDIS pour les gestions administrative et financière de l'établissement. En sus du directeur départemental adjoint, il est assisté d'une équipe de direction composée du médecin-chef de la sous-direction santé, de sous-directeurs, de chefs de groupement et d'un officier de sapeurs-pompiers volontaires, référent pour le volontariat.

Article 3.2 Le directeur départemental adjoint (DDA)
Le DDA est un officier relevant du cadre d'emplois de conception et de direction des sapeurs-pompiers professionnels (emplois fonctionnels). Il seconde et supplée, le cas échéant, le DDSIS dans l'ensemble de ses attributions et assure l'intérim en cas de vacance momentanée de l'emploi de directeur. Il assure des missions propres de contrôle, de gestion et de prospective qui lui sont assignées par le DDSIS. Des services ou groupements peuvent lui être directement rattachés.

Article 3.3 Le comité de direction (CODIR)
Le comité de direction est composé du directeur départemental, du directeur départemental adjoint, des chefs de sous-direction et de tout autre cadre désigné par le directeur. Il se réunit à l'initiative du directeur et est présidé par lui. Il traite des dossiers d'actualité, définit les axes de priorité d'action et participe à l'élaboration de la stratégie d'établissement.

Article 3.4 Le comité de direction élargi (CODIREL)
Le comité de direction élargi comprend les membres du CODIR ainsi que l'ensemble des chefs de groupement, les responsables d'entités directement rattachées au binôme de direction, l'officier de sapeurs-pompiers volontaires – référent pour le volontariat ainsi que de tout autre cadre désigné par le directeur. Il se réunit au moins une fois par trimestre à la demande du directeur. Il participe à la transversalité du fonctionnement du service. Il est dans ce cadre chargé de vérifier la diffusion et l'application des directives et informations au sein des services fonctionnels et territoriaux de l'établissement.

Article 3.5 Le comité territorial (COTER)
Le comité territorial comprend le directeur départemental, le directeur départemental adjoint, le chef de la sous-direction opérationnelle, les chefs de groupement territoriaux ainsi que tout autre cadre désigné par le directeur. Il se réunit au moins une fois par mois à la demande du directeur.

Il est notamment chargé de vérifier la diffusion et l'application des directives et informations sur le territoire et traite des questions pratiques de fonctionnement et de coordination des centres d'incendie et de secours.

Article 4 L'organisation fonctionnelle et territoriale

L'organisation fonctionnelle et territoriale du SDIS de la Somme est articulée autour de sous-directions, de groupements, de services et de centres d'incendie et de secours classés par arrêté du préfet en fonction du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR), du règlement opérationnel (RO) ainsi que du nombre et du type de départs en intervention assurés simultanément. Une structure mutualisée avec le Conseil départemental de la Somme, appelée Garage Départemental, complète cette organisation.
Elle est arrêtée par le préfet et le président du conseil d'administration.

Article 5 Les documents structurants

Pour réaliser ses missions, le SDIS 80 s'appuie notamment sur les documents suivants :

- l'arrêté préfectoral portant approbation du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR),
- l'arrêté préfectoral portant règlement opérationnel (RO),
- l'arrêté préfectoral portant classement des centres d'incendie et de secours (CIS),
- l'arrêté conjoint préfet/président du conseil d'administration portant organisation du service départemental d'incendie et de secours de la Somme et de son corps départemental,
- l'arrêté du président du conseil d'administration portant règlement intérieur du SDIS et du corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme, objet du présent document.

Parallèlement à ces documents dits « structurants », le SDIS 80 s'appuie sur les lignes directrices de gestion de l'établissement arrêtées par un acte unilatéral du président du conseil d'administration et de différents documents arrêtés après avis de l'organe délibérant du SDIS (règlement de la commande publique, règlement habillement, …).

Article 6 Les relations avec les associations

Source d'échanges et de partage, la vie associative resserre chaque jour davantage les liens qui unissent les sapeurs-pompiers. Aussi, le SDIS entretient au quotidien des relations particulières qui lient l'établissement aux associations qui œuvrent pour promouvoir, entretenir et diffuser les valeurs des sapeurs-pompiers et l'esprit de corps. Ces relations sont définies et actées au travers d'une convention signée entre l'établissement et les associations pour fixer les modalités de la mise à disposition des matériels, des locaux et, éventuellement, des personnels.

CHAPITRE 2 : LES DROITS ET OBLIGATIONS

Tous les personnels de l'établissement se doivent d'agir dans le respect des valeurs du service public. Dans ce cadre, chacun se voit garanti des droits dans sa fonction mais se doit aussi de respecter les obligations liées aux missions d'intérêt général. Ces droits et obligations sont réglementairement définis pour les fonctionnaires et agents publics au sein du livre 1er du code général de la fonction publique.
Les sapeurs-pompiers volontaires sont, quant à eux, tenus de respecter la charte nationale du sapeur-pompier volontaire ainsi que les obligations liées aux missions d'intérêt général que représente le volontariat, y compris dans leur vie privée.

Article 7 La déontologie

L'établissement, du fait de ses missions d'intérêt général, prône et garantit des valeurs telles que le sens du service public, le dévouement et le courage ainsi que le respect et la tolérance. Chacun doit s'imprégner de ces valeurs et respecter l'éthique qui en découle : respect de la dignité humaine, exemplarité et solidarité.
Tout personnel est tenu, dans ses relations aux autres, en interne et en externe, au respect et à la tolérance. La charte de déontologie de la sécurité civile s'applique à l'ensemble des personnels du SDIS et de son corps départemental.
Tout agent a le droit dans ce cadre d'être accompagné par un référent déontologue, chargé de l'aider à respecter ses obligations déontologiques (notamment en termes de laïcité, d'impartialité, d'intégrité, d'obéissance hiérarchique, …). Désigné par l'établissement, le référent déontologue peut être amené, notamment en cas de reconversion professionnelle, à émettre un avis à la demande de l'autorité territoriale.

En outre, les personnels de santé de l'établissement (médecins, pharmaciens, infirmiers, …) sont soumis aux règles déontologiques qui sont propres à leur art et qui sont rassemblées dans le code de la santé publique.

→ La procédure de recours au référent déontologue, et la charte de déontologie de la sécurité civile, sont versés au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 8 La protection des fonctionnaires et agents publics

Article 8-1 La protection fonctionnelle et/ou juridique

Tous les personnels du SDIS bénéficient de la protection de l'administration, y compris lorsque les faits d'espèce sont survenus durant l'exercice des fonctions de l'agent et que celui-ci a cessé son activité.
La protection fonctionnelle et/ou juridique est accordée pour des faits liés à l'exercice des fonctions pour des agents :

- mis en cause devant les juridictions civiles ou pénales,
- placés en garde à vue ou entendus en qualité de témoin assisté,
- victimes d'atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, de violences, de harcèlement, menaces, injures, diffamations ou outrages. Ces atteintes peuvent être verbales, écrites ou physiques.

Le SDIS est tenu de protéger ses personnels des condamnations civiles prononcées contre eux en cas de faute de service. De même, ces derniers sont tenus de communiquer toute information relative à l'instruction du dossier.

La protection fonctionnelle peut être étendue aux membres de la famille du prévenu dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables.

Les protections juridique et fonctionnelle peuvent comprendre des mesures de prévention, d'accompagnement juridique mais aussi éventuellement de réparation du préjudice subi. Les frais inhérents à la procédure tels les frais d'avocat, sont entièrement pris en charge par l'établissement.

Article 8-2 La protection des données personnelles

Le délégué à la protection des données (DPD) est le référent unique de toute demande de droit d'accès et de modification de données personnelles, que celles-ci soient internes (agent du SDIS, élus, …) ou externes (administrés, victimes, entreprises) et doit veiller au bon respect du cadre légal. Il est désigné par l'établissement.

Article 8-3 L'égalité professionnelle

Tous les personnels, peu importe leur genre ou leur statut, doivent bénéficier des mêmes droits et avantages en matière d'accès à l'emploi, à l'activité ou à la formation professionnelle, de qualifications, de promotions ou bien encore dans leurs conditions de travail. Les cadres de la structure sont les garants de la bonne intégration des effectifs féminins dans l'établissement.

Article 8-4 La mixité et lutte contre les discriminations

Tous les personnels bénéficient d'une information et d'actions de sensibilisation portant sur le respect du principe d'égalité et de lutte contre les discriminations. Un référent mixité et lutte contre les discriminations est désigné par l'établissement. Chargé de formuler des recommandations sur des situations individuelles ou sur des questions d'ordre général liées aux discriminations, il assure par ailleurs la réalisation d'un état des lieux des politiques de lutte contre les discriminations menées au sein de l'établissement et participe à l'élaboration du rapport social unique.

→ La procédure de recours au référent mixité et lutte contre les discriminations est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 8-5 La sûreté et sécurité

Tous les personnels bénéficient d'une information et d'actions de sensibilisation portant sur la gestion et les risques d'agressions dont ils peuvent être victimes dans l'exercice de leurs missions. Un référent sûreté et sécurité est désigné par l'établissement. Chargé de formuler des recommandations en vue de prévenir les agressions et de prévenir la radicalisation des agents, il assure par ailleurs l'échange d'informations utiles avec les services départementaux compétents en lien avec ses missions.

→ La procédure de recours au référent sûreté et sécurité est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 8-6 La protection du lanceur d'alerte

Tous les personnels qui signalent de bonne foi et sans contrepartie des informations portant sur un crime, un délit, une menace, un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou tentative de violation d'un acte réglementaire ont le droit d'être protégés et ne peuvent faire l'objet de mesures discriminatoires (suspension, mesures disciplinaires, changement d'affectation, refus de promotion ou encore intimidation).

Au sein de l'établissement, il est tenu un recueil des signalements internes et ceux-ci sont automatiquement traités.

→ La procédure de signalement interne d'un crime, délit, menace ou préjudice pour l'intérêt général est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 8-7 Le droit de retrait

Le droit de retrait consiste pour le personnel à avoir la capacité de se retirer d'une situation de travail engendrant un risque avéré pour sa santé ou sa sécurité, sans risque de sanction ou de retenue sur rémunération. Les sapeurs-pompiers en mission opérationnelle ne peuvent exercer de droit de retrait du fait de leurs missions, mais bénéficient uniquement d'un droit de repli en cas de situations de menace grave et imminente sur la condition physique de l'agent et lorsque l'intégrité physique d'autrui n'est pas compromise.

Article 8-8 La lutte contre le harcèlement moral

Tous les personnels doivent être protégés et ne doivent pas subir les agissements répétés de harcèlement moral.

Tout acte à répétition pouvant être qualifié de harcèlement moral (brimade, demande d'actions dégradantes, insultes, communications ou messages téléphoniques intempestifs, réflexions déplacées vis-à-vis d'un genre, menaces, retrait de missions professionnelles) sont formellement interdits et sanctionnés par l'établissement comme par la juridiction ad hoc.

Aucun acte dans la carrière d'un agent, ou d'un SPV, ne peut être pris en prenant en considérant le fait qu'il ait subi, refusé, exercé une action pour faire cesser de tels actes ou bien encore témoigné.

L'auteur d'un comportement pouvant être qualifié de harcèlement moral s'expose à des sanctions disciplinaires et d'éventuelles poursuites pénales. Ces dernières sont disjointes des premières.

Article 8-9 La lutte contre les comportements déviants

La déviance est définie comme une conduite, un comportement ou une attitude qui s'écarte des normes sociales en vigueur, qui les transgresse ou qui les conteste.

- **La lutte contre les discriminations**

Les comportements et propos tendant à discriminer en fonction du genre, de l'âge, des origines et des pratiques sont formellement interdits et font systématiquement l'objet de procédures disciplinaires.

- **La lutte contre les violences sexuelles**

La drague insistante, le harcèlement sexuel, les agissements sexistes, le bizutage avec atteinte sexuelle, les agressions sexuelles autres que le viol et le viol sont formellement interdits et sanctionnés par l'établissement comme par la juridiction ad hoc.

Au sein des différents lieux de travail (centre d'incendie et de secours, locaux administratifs ou techniques), il est interdit d'avoir tout rapport sexuel avec un autre agent ou tout autre personne étrangère au service, et ce, quel que soit le type de relation entretenue (mariage, pacs, union, …).

Aucun acte dans la carrière d'un agent, ou d'un SPV, ne peut être pris en prenant en considération le fait qu'il ait subi, refusé, exercé une action pour faire cesser de tels actes ou bien encore témoigné.

L'auteur d'un comportement pouvant être qualifié de déviant comme défini ci-dessus s'expose à des sanctions disciplinaires et d'éventuelles poursuites pénales. Ces dernières sont disjointes des premières.

Article 9 Les obligations générales des fonctionnaires et agents publics

Tous les personnels du SDIS sont appelés à être honnêtes, intègres, impartiaux et « à leur tâche ». Ils doivent exercer leurs fonctions, remplir leurs devoirs au mieux de leurs capacités avec équité, neutralité et compréhension.

Ils ne doivent prendre en compte que l'intérêt public, conformément aux articles L111-1 à L125-3 du CGFP.
Dans ce cadre, les personnels commettant une faute dans l'exercice de leurs fonctions s'exposent à une sanction disciplinaire. L'autorité territoriale a la compétence du pouvoir disciplinaire.

Article 9-1 Le savoir-être
Tous les personnels doivent veiller à revêtir une tenue correcte et propre, compatible avec les fonctions occupées et conforme au règlement habillement de l'établissement pour les agents et les SPV en tenue d'uniforme.
Afin de respecter l'image de l'établissement et du service public, le port de la tenue et des équipements impose certaines restrictions telles que :

- le port de la tenue d'uniforme de sapeur-pompier est strictement prohibé en dehors de l'exercice des missions de sécurité civile confiées au SDIS,
- la coupe de cheveux doit être soignée et compatible avec le port d'une coiffe. Le cas échéant, ils doivent être attachés. Pour les emplois opérationnels, il est imposé d'attacher systématiquement les cheveux longs,
- le rasage est impératif pour la prise de service ; dans le cas particulier du port de la barbe ou de la moustache, celles-ci doivent être bien taillées et permettre une efficacité opérationnelle du port des masques de protection (« masque ARI » ou « masque à cartouche filtrante »),
- pour des questions de sécurité, le port de tout bijou (notamment piercings, boucles d'oreilles) est strictement interdit pendant l'exercice des activités opérationnelles, techniques ou sportives (y compris les manœuvres et formations pratiques),
- les coupes et couleurs de cheveux, les maquillages et les tatouages apparents doivent être compatibles avec l'exercice des fonctions d'agent public et ne doivent pas attenter à la discrétion, à la laïcité ainsi qu'au devoir de réserve du porteur de la tenue,
- les sapeurs-pompiers ne sont pas autorisés à porter l'une des tenues réglementaires à l'occasion de manifestations sur la voie publique soumises au régime de déclaration préalable.

Article 9-2 L'obligation de servir
Tout agent doit consacrer l'intégralité de son activité aux missions qui lui sont dévolues (hors contexte de cumul d'activités).

Article 9-3 La probité
Aucune rémunération directe versée de la part d'un usager en contrepartie d'un service rendu n'est admise. Les personnels ne doivent ni solliciter ni accepter à titre personnel des cadeaux, faveurs ou tout autre avantage leur étant destinés ou destinés à leurs proches, pouvant influer l'impartialité avec laquelle ils exercent leurs fonctions.

Article 9-4 La loyauté
Tous les personnels du SDIS doivent servir avec loyauté. L'obligation de loyauté est imposée aux agents publics comme le prolongement de leur devoir général de droiture à l'égard des institutions républicaines de l'administration et des administrés. Elle sert à assurer une certaine harmonie sociale évitant les conflits qui peuvent avoir lieu en son absence.

Article 9-5 L'obéissance hiérarchique
Tous les personnels doivent se conformer aux instructions de leur supérieur hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre un intérêt public. Le refus d'obéissance constitue une faute professionnelle. Le responsable hiérarchique n'est pas dégagé de ses responsabilités par la responsabilité propre de ses subordonnés.
La subordination hiérarchique impose également de se soumettre au contrôle hiérarchique de l'autorité supérieure. Le devoir d'obéissance impose à tous les personnels de respecter les lois et règlements de toute nature.

Article 9-6 La neutralité et l'impartialité
Tous les personnels doivent adopter un comportement laïque, non empreint de convictions personnelles (politiques, religieuses, syndicales ou bien encore discriminatoires) et respecter la charte de la laïcité.
Ceux-ci doivent s'abstenir de porter des signes ostentatoires révélant des convictions personnelles (bijoux, vêtements, tatouages, …).

L'ensemble des personnels de l'établissement, des usagers ou des victimes prises en charge doit être traité de manière identique pour une situation identique.

Article 9-7 La prévention de tout conflit d'intérêt
Les personnels ne doivent pas se mettre dans une situation telle que leurs intérêts privés entrent en conflit avec leurs fonctions ou activités. Ils doivent donc être attentifs à tout conflit d'intérêts réels ou potentiels et prendre des mesures pour éviter tout conflit. En cas de conflit, les personnels doivent immédiatement avertir leur responsable et se conformer à toute décision finale leur enjoignant de se retirer de la situation à l'origine du conflit. Le référent déontologue peut, dans ces circonstances, être saisi par l'agent ou l'administration.

Article 9-8 L'obligation de respect et de dignité
Tous les personnels doivent, en toute circonstance y compris dans leur vie privée, avoir un comportant ne portant pas atteinte à la réputation, à l'image et à la dignité du corps départemental et de l'établissement et ce, quel que soit le vecteur de communication (verbal, écrit ou dématérialisé). Ainsi, dans le cadre du service et en dehors de celui-ci, les personnels doivent avoir un comportement exemplaire à l'égard des usagers, de leur hiérarchie et de leurs collègues, quel que soit le statut ou la relation de travail.
Si la liberté d'expression est reconnue, elle est encadrée par l'obligation de réserve, la discrétion professionnelle et le secret professionnel.

Article 9-9 L'obligation de réserve
Tous les personnels ont l'obligation de faire preuve d'une totale discrétion, orale et écrite, quant à leurs opinions et leur activité politique, religieuse ou philosophique. Ils ne prennent pas position publiquement, hors contexte syndical, pour ne pas nuire à l'obligation de neutralité de la structure. Cette obligation s'applique pendant le temps de service mais aussi en dehors. Tout usage de fonctions professionnelles à des fins de propagande électorale fera l'objet d'une procédure disciplinaire.

Article 9-10 L'obligation de discrétion professionnelle
A l'exception du devoir de rendre compte, tous les personnels ont l'interdiction de révéler un fait, une information ou de transmettre un document du service. Les documents (photos, vidéos, articles) et moyens de communication (courriels, réseaux sociaux) accessibles à l'occasion du service sont également soumis à la discrétion professionnelle et ne peuvent, sans autorisation de l'autorité territoriale, être divulgués.
Seules des circonstances spécifiques (demande de transmission d'un rapport circonstanciel d'une intervention, d'un rapport sur la recherche des causes et circonstances d'un incendie, …) permettent à la hiérarchie, aux forces de l'ordre ou à la justice de lever l'obligation de discrétion professionnelle.

Article 9-11 L'obligation du secret professionnel
Tous les personnels ont l'interdiction de communiquer à un tiers une information acquise durant l'exercice de leurs fonctions. Ainsi, il est interdit de communiquer à quiconque des renseignements médicaux ou personnels relatifs à des victimes ou aux personnels de l'établissement. De même aucun agent ou SPV ne peut révéler, sans obligation légale, d'informations classées confidentielles ou sensibles.
Le secret médical s'impose par ailleurs à tous les professionnels de santé. La violation de celui-ci est réprimée par le code de santé publique et le code pénal

Article 10 Les droits des fonctionnaires et agents publics
Tous les personnels œuvrant pour le corps départemental ou le SDIS doivent respecter la dignité humaine et reconnaitre la valeur de chaque personne. Ces principes doivent inspirer l'exercice de l'autorité, du management, de la responsabilité et des relations au travail. Ils sont précisés au sein des articles L111-1 à L115-6 du CGFP.

Article 10-1 La liberté d'opinion
Tous les personnels voient garanti leur liberté d'opinion au titre de leur qualité de citoyen. Néanmoins, la qualité de fonctionnaires ou d'agents territoriaux non titulaires imposent de respecter le principe de neutralité, l'obligation de secret et de discrétion professionnels ainsi que le droit de réserve. Aucune distinction ne peut être faite entre les personnels en raison de leurs opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, leurs origines, leur(s) orientation(s) sexuelle(s), leur âge, leur patronyme, leur état de santé, leur apparence physique, ou de leur handicap.

Article 10-2 Le droit d'expression
Tous les personnels ont le droit d'expression, comme tout citoyen, néanmoins encadré par le droit de réserve notamment.

Article 10-3 Le droit syndical
Tout agent a le droit d'adhérer ou non à une organisation syndicale représentative ou non. Le droit syndical respecte strictement les normes réglementaires et l'établissement s'engage à garantir les droits associés en matière syndicale à l'ensemble des agents.

→ Les modalités d'exercice du droit syndical sont versées au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 10-4 Le droit à la rétribution après service fait
Tout agent titulaire ou non de l'établissement bénéficie du droit à rémunération et à pension de retraite, après service fait. Pour les sapeurs-pompiers volontaires, le droit à indemnisation est garanti tout au long de l'activité tout comme le droit à la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance dès 15 années de service effectif (ou 10 en cas d'incapacité opérationnelle reconnue médicalement). Les éléments de rémunération non obligatoires des personnels permanents et les indemnités de sapeurs-pompiers volontaires font l'objet de délibérations de l'organe délibérant après avis des instances consultatives. Celles-ci sont versées au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 10-5 Le droit à la formation
Tous les personnels ont le droit à la formation, dans le cadre de la continuité de service. Les modalités sont définies dans le règlement formation du SDIS et tout document complémentaire associé.
Les professionnels de santé de l'établissement sont par ailleurs soumis à l'obligation de développement professionnel continu (DPC) qui a pour objectifs le maintien et l'actualisation des connaissances et des compétences ainsi que l'amélioration des pratiques. L'établissement veille dans ce cadre à ce que chaque professionnel de santé suive un parcours de DPC défini par le Conseil National Professionnel compétent.

Article 10-6 Le droit d'accès au dossier personnel
Tout agent dispose d'un dossier personnel regroupant l'ensemble des informations à caractères professionnel et personnel le concernant, et nécessaires au service. Le dossier personnel comporte l'intégralité des pièces administratives traitant de la carrière de l'agent mais ne doit pas comporter de mentions sur les opinions et les activités politiques, syndicales ou religieuses de l'intéressé. La mention des sanctions disciplinaires amnistiées ou effacées ne doit pas apparaitre dans le dossier personnel. En revanche, les documents évoquant les faits à l'origine de la sanction ne sont pas retirés.
Le dossier individuel, hors procédure juridique spécifique, ne peut être sorti du groupement en charge des ressources humaines. Un dossier analogue existe par chaque sapeur-pompier volontaire du corps départemental.
Tous les personnels s'engagent à communiquer leurs coordonnées personnelles aux services du SDIS et d'informer, dans les meilleurs délais, de tout changement.

→ La procédure d'accès au dossier personnel est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines

Article 10-7 Le droit d'accès au dossier médical de santé au travail
Tout agent a accès à son dossier médical de santé au travail à tout moment, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un médecin qu'il désigne. Pour exercer ce droit, il en fait une demande par lettre simple au Directeur départemental sans avoir l'obligation de motiver celle-ci.
Les agents sont informés, lors de la création de leur dossier médical de santé au travail, de leur droit de s'opposer à l'accès à leur dossier médical de santé au travail, par le médecin praticien correspondant ou par les professionnels chargés d'assurer, sous l'autorité du médecin du travail, le suivi de leur état de santé. Le droit d'opposition ne s'applique toutefois pas à la constitution et à l'alimentation du dossier médical de santé au travail.
Les sapeurs-pompiers volontaires du Corps départemental bénéficient des mêmes droits pour leur dossier médical d'aptitude.

Article 10-8 Le droit à la déconnexion

Les agents ne sont tenus de se connecter aux services du SDIS et de répondre aux sollicitations téléphoniques et électroniques du service (mails, messageries instantanées, …) qu'au cours des horaires de travail. Les personnels d'astreinte peuvent être amenés à répondre aux sollicitations en dehors des heures de travail.

De plus, dans le cadre du télétravail, si l'agent doit respecter les mêmes obligations qu'au sein des locaux professionnels, il bénéficie aussi des mêmes droits, y compris le droit à la déconnexion. Il n'est donc pas tenu de répondre aux sollicitations du service en dehors de ses horaires de travail, lors de la pause méridienne ou de ses 20 minutes de pause journalière.

Toutefois, les cadres de l'établissement dotés de moyens de communications spécifiques doivent s'organiser pour pouvoir répondre aux sollicitations exceptionnelles durant le temps d'absence.

Article 10-9 Le droit à l'image

Tous les personnels bénéficient d'un droit à l'image sur les supports extérieurs à l'établissement. Si les personnels ne souhaitent pas apparaitre dans la communication externe du SDIS, ils doivent se signaler auprès de l'administration. Ce droit à l'image ne concerne pas les supports de communication interne à vocation informative, tels que le trombinoscope en raison de la non-diffusion du support à l'extérieur du SDIS et dans le cadre du droit à l'information. Le consentement ou le non-consentement des personnels quant à l'utilisation de leur image sur des supports extérieurs à l'établissement est matérialisé sur un formulaire ad hoc à l'embauche ou l'engagement.

Article 10-10 Le droit à la propriété intellectuelle

Les documents internes sont soumis au droit de la propriété intellectuelle. Ainsi, il est interdit d'utiliser, sans autorisation du président du CASDIS ou du directeur départemental, tout visuel (logo, signature, appellation, …) appartenant au SDIS, que ce soit dans un cadre privé, associatif ou professionnel.

La structure se réserve ainsi le droit d'intenter des actions en justice vis-à-vis des tiers, ou des procédures disciplinaires à l'encontre des agents qui ne respecteraient pas ces dispositions.

Toute création effectuée par l'agent dans le cadre du service est réputée appartenir à l'établissement.

Article 11 La continuité de service

Tout service public est tenu de se conformer au principe de continuité du service. Ce principe implique donc une organisation par entité, permettant de maintenir une qualité et une garantie de service public.

En cas d'absence imprévue d'un agent en régime cyclique devant prendre ses fonctions, et si la nécessité de service l'impose, le personnel déjà en service est tenu de rester à son poste et d'assurer la continuité de service. L'administration doit rechercher, dans les meilleurs délais, et par tous les moyens, une solution de remplacement.

Enfin, en cas de circonstances d'ampleur, le niveau de continuité de service peut être rehaussé. Dans ce cadre, une décision interne viendra conforter la limitation temporelle et l'exigence de continuité requise. Un plan de continuité des activités est par ailleurs arrêté par l'établissement pour la gestion des situations exceptionnelles.

→ Le plan de continuité des activités du SDIS est versé au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 12 Le droit de grève

Le droit de grève est reconnu aux agents de l'établissement comme à tous les agents publics. Ils doivent l'exercer dans le cadre des lois qui le réglementent pour la fonction publique territoriale.

→ Les modalités d'exercice du droit de grève sont versées au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 13 L'hygiène, la santé et la sécurité des agents

La sécurité est l'affaire de tous. L'établissement est tenu de garantir la santé et l'intégrité physique et mentale des personnels sur les lieux de travail. Chaque agent, chaque SPV, doit respecter et faire respecter les consignes générales et particulières de sécurité.

Article 13-1 Les vêtements de travail et Equipements de Protection Individuelle (EPI)

Il est mis à disposition des personnels des vêtements et équipements de travail nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Le renouvellement est assuré par l'établissement en fonction de l'état d'usure dudit vêtement ou EPI, conformément au règlement habillement de l'établissement.

Les personnels sont tenus d'utiliser les moyens de protection collectifs ou individuels mis à leur disposition et adaptés aux risques afin de prévenir leur santé et d'assurer leur sécurité. En cas d'impossibilité, confirmée par le médecin de prévention, du port de l'équipement de protection individuelle, d'autres modèles devront être essayés. A défaut de protection individuelle adaptée, les personnels sont alors retirés de la situation de travail à risque ou l'organisation du travail est modifiée.
Le refus d'un personnel de porter des équipements de protection individuelle destinés à préserver sa santé et assurer sa sécurité peut entrainer des sanctions disciplinaires.
L'établissement est tenu de contrôler régulièrement la conformité des EPI et d'organiser des formations à destination des personnels pour que ceux-ci puissent être informés des risques auxquels ils sont confrontés. Une formation spécifique à leur utilisation et leur entretien est réalisée dans ce cadre.

Article 13-2 Les chambres, les vestiaires et sanitaires
Les chambres, les vestiaires et sanitaires sont maintenus en état de propreté et d'hygiène permanent.
Les armoires individuelles, « verrouillables », mises à disposition des personnels pour y déposer vêtements et affaires personnelles ne doivent être utilisées que pour cet usage. Il est interdit d'y déposer des substances et préparations dangereuses ainsi que de l'alcool.
L'autorité territoriale pourra faire procéder au contrôle de l'état des chambres, vestiaires et sanitaires et du contenu du vestiaire ou de l'armoire individuelle, en présence des intéressés, si ce contrôle est notamment justifié par les nécessités d'hygiène et de sécurité et respecte les notions de décence et d'intimité de l'agent. L'agent ne peut s'y opposer.
L'administration peut procéder à l'ouverture des armoires individuelles en l'absence des personnels à l'issue d'un délai de prévenance de deux semaines resté sans réponse.

Article 13-3 Les repas
Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, il est interdit de prendre ses repas dans les locaux affectés sur le lieu direct de travail (bureau, ateliers, …). Une salle prévue à cet effet est accessible aux personnels de l'établissement qui souhaitent prendre leur repas sur place. Les locaux doivent être maintenus en état de parfaite propreté.

Article 13-4 Le tabac
Il est interdit de fumer dans tous les lieux fermés et couverts, accueillants du public ou qui constituent des lieux de travail. Des lieux/espaces extérieurs, dûment identifiés, sont mis à disposition des consommateurs sur les différents sites de l'établissement. Il est également interdit de fumer dans les véhicules du service.
Enfin, il est également interdit de fumer en intervention. Le commandant des opérations de secours sur intervention (COS) pourra, sur des opérations de longue durée et sous sa responsabilité, autoriser le personnel mis au repos à fumer en s'assurant que les conditions d'hygiène et de sécurité requises sont mises en œuvre.

Article 13-5 La cigarette électronique
L'utilisation de la cigarette électronique dans les lieux à usage collectif est pénalement répréhensible. Il est donc interdit de vapoter à l'intérieur des locaux de travail, dans l'ensemble des sites fermés et couverts, affectés à usage collectif. Il est également interdit de vapoter dans les véhicules du service.
Sur intervention, le commandant des opérations de secours sur intervention (COS) pourra, sur des opérations de longue durée et sous sa responsabilité, autoriser le personnel mis au repos à vapoter en s'assurant que les conditions d'hygiène et de sécurité requises sont mises en œuvre.
Les personnels surpris à utiliser une cigarette électronique à l'intérieur des locaux collectifs s'exposent à une sanction disciplinaire.

Article 13-6 L'alcool
Il est interdit de pénétrer ou de demeurer dans l'établissement en état d'ivresse ou d'ébriété mais aussi d'introduire, de distribuer ou de consommer sur les lieux de travail des boissons alcoolisées. Une consommation unique (une unité) de vin, bière, cidre ou poiré est tolérée uniquement durant le repas du soir en semaine, et les repas du midi et du soir le week-end et jours fériés, en cohérence avec les dispositions réglementaires du code du travail. Il est néanmoins admis que des temps conviviaux avec consommation d'alcool peuvent être organisés ponctuellement dans les locaux à l'occasion d'une manifestation particulière (Sainte Barbe, départ en retraite ou mutation, fête des amicales, …). Pour chacun de ces évènements, l'autorisation de l'autorité territoriale est requise sachant que les personnels de garde doivent respecter les dispositions du 1er paragraphe. La quantité d'alcool autorisée est alors limitée et il est obligatoirement proposé des boissons sans alcool autre que de l'eau.

Une note de service prévoit les mesures permettant de prévenir la santé et la sécurité des personnels ainsi que les modalités de dépistage d'un état alcoolique. Une sensibilisation et une attention particulière à l'endroit des conducteurs de garde sont réalisées sur les risques liés à la consommation d'alcool même minime.

→ La procédure de dépistage d'un état alcoolique est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 13-7 Les substances illicites

Il est formellement interdit de pénétrer ou de demeurer dans l'établissement sous l'emprise de substances illicites mais aussi d'introduire, de distribuer ou de consommer de la drogue ou tout autre forme de substances illicites au sein du SDIS.
Les personnels soupçonnés d'être sous l'emprise de substances illicites doivent être retirés de leur poste de travail et il doit être fait appel à un médecin, conformément à la procédure interne.
Si les soupçons concernent un personnel occupant un poste sensible, l'autorité territoriale/autorité de gestion pourra alors imposer un contrôle effectué par un test salivaire permettant le dépistage simultané de substances prohibées ou par un test urinaire de dépistage. En cas de refus au dépistage, l'agent, ou le SPV, s'expose alors à une sanction disciplinaire.
Une note de service fixe les modalités de dépistage d'un état sous l'emprise de substances illicites.

→ La procédure de dépistage de toxiques illicites est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 13-8 Les médicaments

Tous les personnels en service, quel que soit leur statut et soumis à une délivrance médicale de médicaments susceptibles d'avoir une incidence sur leur vigilance, leur comportement ou leurs capacités doivent immédiatement le signaler à un médecin de la sous-direction santé via la procédure interne.
Le responsable hiérarchique prendra alors toutes mesures conservatoires nécessaires fondées sur l'avis du médecin d'aptitude ou de prévention. Une attention particulière sur les substances pouvant induire une restriction de conduite sera portée par l'établissement, les agents et les SPV.

Article 14 Les spécificités des sapeurs-pompiers volontaires

Article 14-1 Pendant le temps d'activité pour l'établissement

D'une façon générale, durant l'ensemble de ses activités au SDIS et au corps départemental, le sapeur-pompier volontaire est soumis aux mêmes droits et obligations que tout agent public (fonctionnaire, contractuel) ainsi qu'à la charte nationale des sapeurs-pompiers volontaires.

Article 14-2 En dehors du temps d'activité pour l'établissement

Hors temps d'activité pour le compte de l'établissement, chaque citoyen engagé dans une activité de sapeur-pompier volontaire se doit d'être exemplaire et de respecter les valeurs du service public.
Tout comme le statut d'agent public, le statut de sapeur-pompier volontaire ne s'éteint pas à l'issue des missions opérationnelles réalisées au titre du SDIS.
Tolérance, respect de la dignité humaine, solidarité et exemplarité sont des valeurs de chaque instant dans la vie professionnelle et privée du sapeur-pompier volontaire qui doivent être observées scrupuleusement.

TITRE II. LES PERSONNELS PERMANENTS

CHAPITRE 3 : LA CARRIERE

Article 15 Le recrutement

Les personnels sapeurs-pompiers professionnels non officiers ainsi que les personnels administratifs et techniques sont nommés dans leur grade et leur emploi par le président du conseil d'administration.
Les sapeurs-pompiers professionnels officiers sont nommés par arrêté conjoint du préfet et du président du conseil d'administration hors officiers du cadre d'emplois de conception et de direction de sapeurs-pompiers professionnels (DDSIS et DDA) nommés par arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur et du président du conseil d'administration.

Avant tout recrutement en qualité de sapeur-pompier professionnel, des tests de sélection (épreuves sportives et entretien de sélection avec un jury) sont programmés.
Une visite médicale de recrutement est par ailleurs effectuée par le médecin-chef, chef de la sous-direction santé, ou son représentant pour les sapeurs-pompiers professionnels, et par un médecin du travail pour les personnels administratifs et techniques.

Article 16 Les avancements

Conformément aux textes réglementaires et aux orientations prises au sein des lignes directrices de gestion (document structurant qui fixe la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours), des ratios promus/promouvables sont définis par l'organe délibérant de l'établissement pour les avancements de grade au choix (avancement de grade dans le même cadre d'emplois). Des promotions dans le premier grade du cadre d'emplois immédiatement supérieur sont par ailleurs possibles conformément aux règles statutaires et aux statuts particuliers des cadres d'emplois sous réserve des nécessités de service et de la valeur professionnelle des agents.
Dans tous les cas, les avancements de grade et promotions internes sont mises en cohérence avec les besoins de la structure et les ressources internes.

Article 17 La mobilité

L'établissement encourage la mobilité pour ses personnels. Conformément aux lignes directrices de gestion et aux possibilités réglementaires, plusieurs mobilités existent :

Article 17-1 La mobilité interne

La mobilité interne s'organise au fil de l'eau, selon les besoins du service, par l'intermédiaire d'avis de vacance de poste ou d'emploi. De plus, une campagne de mobilité est organisée pour les agents de la filière sapeur-pompier chaque année avant l'été pour mettre en cohérence les besoins de l'établissement et les souhaits de mobilité recensés.
Sur initiative du directeur départemental, une mobilité peut être proposée à tout agent lors d'un changement de grade ou pour des raisons de service.
En cas d'avis de vacance de poste, la mobilité interne est prioritaire avant recrutement en externe.

Article 17-2 La mobilité externe

Tout agent peut émettre le souhait de quitter l'établissement. Dans ce cas, le SDIS dispose alors d'un délai de trois mois pour libérer l'agent (sauf autorisation discrétionnaire de l'autorité investie du pouvoir de nomination plus favorable à l'agent) à réception du courrier d'information de recrutement d'une autre collectivité.
La mobilité peut être réalisée au sein de la même fonction publique (mutation, mise à disposition), d'une autre fonction publique (détachement, mis à disposition, intégration) mais aussi au sein du secteur privé.

Article 18 Les départs

Un agent de l'établissement ne peut être maintenu en fonction au-delà de la limite d'âge de son emploi, sauf exceptions prévues par les textes en vigueur.

Article 18-1 La retraite

Tout agent remplissant les conditions réglementaires permettant l'admission à la retraite peut bénéficier de ce droit à cesser l'activité. Le groupement en charge des ressources humaines assure alors l'accompagnement de l'agent demandeur en la matière.

Article 18-2 La retraite pour invalidité
Tout agent déclaré inapte à l'exercice de toute fonction de façon définitive peut être admis à la retraite. Aucune condition de durée de service n'est exigée ni aucun taux d'invalidité.
L'autorité d'emploi peut radier l'agent après avis du conseil médical et avis conforme de la caisse de retraite (caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales – CNRACL ou IRCANTEC).

Article 18-3 La démission
Tout agent de l'établissement peut présenter sa démission. Pour un agent contractuel, la conséquence est la cessation du contrat après le délai de préavis réglementaire. Pour un agent fonctionnaire, la conséquence est la perte de la qualité de fonctionnaire et la cessation du lien de travail après le délai réglementaire de préavis.

Article 18-4 La disponibilité pour convenances personnelles
Tout agent souhaitant se réorienter peut solliciter une disponibilité pour convenances personnelles. Pour tout projet professionnel, le référent déontologue peut être saisi par l'agent ou l'administration pour l'éclairer dans sa prise de décision.
En cas d'avis favorable, l'autorité d'emploi peut accorder une disponibilité dans un délai mis en cohérence avec les nécessités de service.

D'une durée maximale de 5 ans, l'agent peut, à tout moment et jusqu'à l'issue, solliciter une demande de réintégration ou démissionner.

Article 18-5 La radiation des cadres
Tout agent peut être radié des cadres pour les motifs suivants :

- abandon de poste,
- insuffisance professionnelle au cours d'une période de stage,
- déchéance des droits civiques,
- exclusion d'une des positions réglementaires sans remplir les conditions d'accès à la retraite,
- sanction disciplinaire du 4ème groupe,
- épuisement des droits statutaires et des droits à reclassement.

Article 18-6 Le reclassement et projet de fin de carrière
Tout agent de l'établissement peut bénéficier, sous conditions, d'un reclassement pour inaptitude médicale :

- affectation non opérationnelle au sein du SDIS en fonction des possibilités du service (SPP),
- affectation sans lien avec une pathologie reconnue en fonction des possibilités du service (SPP et PATS),
- reclassement pour inaptitude médicale (SPP et PATS),
- congé pour raison opérationnelle (SPP).

Article 18-7 Le décès
Le décès d'un agent en activité entraine sa radiation des cadres à compter du jour de cessation de fonctions qui est fixé au lendemain du décès. La rémunération est alors interrompue et les jours épargnés au titre du compte épargne-temps et non utilisés par l'agent décédé donnent lieu à une indemnisation aux ayant-droits.

CHAPITRE 4 : LE TEMPS DE TRAVAIL

Sous chapitre I Le personnel SPP en régime cyclique (régime de gardes 24h ou 12h)

Article 19 La durée de travail
Conformément au cadre réglementaire en vigueur, la durée de travail des agents de la filière sapeur-pompier en régime de gardes 24h ou 12h (régime cyclique) respecte les principes suivants :

- la durée de travail effectif des sapeurs-pompiers professionnels (SPP) comprend :
  - ✓ le temps passé en intervention,
  - ✓ les périodes de garde consacrées au rassemblement qui intègre les temps d'habillage et de déshabillage, à la tenue des registres, à l'entrainement physique, au maintien des acquis professionnels, à des manœuvres de la garde, à l'entretien des locaux, des matériels et des agrès ainsi qu'à des tâches administratives et techniques, aux pauses destinées à la prise des repas,

- ✓ le service hors rang et les périodes consacrées aux actions de formation définies par arrêté du ministre de l'Intérieur dont les durées sont supérieures à 8 heures et les services de sécurité ou de représentation,

- la durée de travail effectif journalier ne peut excéder 12 heures consécutives. Lorsque cette période atteint une durée de 12 heures, elle est suivie obligatoirement d'une interruption de service d'une durée au moins égale,
- compte tenu des missions des services d'incendie et de secours et des nécessités de service, un temps de présence supérieur à l'amplitude journalière peut être fixé à 24 heures par délibération de l'organe délibérant après avis du comité social territorial. Dans ce cas, il y est fixé une durée équivalente au décompte semestriel du temps de travail, qui ne peut excéder 1 128 heures sur chaque période de 6 mois. Lorsque la durée du travail effectif s'inscrit dans un cycle de présence supérieur à 12 heures, la durée de travail effectif n'excède pas 8 heures. Au-delà de cette durée, les agents ne sont tenus qu'à accomplir les interventions. Ce temps de présence est suivi d'une interruption de service d'une durée au moins égale.

Le temps de travail annuel est fixé à 1 607 heures.

Un outil de gestion du temps de travail est mis en place dans l'établissement. Il intègre un compteur du temps de présence qui ne peut excéder, hors circonstances exceptionnelles, 1 128 heures sur une période de six mois. Les deux semestres de référence sont fixés de février à juillet et d'août à janvier.
L'ensemble des activités de service réalisées par l'agent est pris en compte au titre de ce temps de présence.

→ Le guide d'utilisation du progiciel de suivi du temps de travail est versé au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 20 Les régimes de travail
Quatre régimes de travail sont en vigueur dans l'établissement :

- Le régime « mixte » : Ce régime se compose de 81 gardes de 24 heures (G24) et 120 heures. Les 120 heures sont décomptées soit en garde de 12 heures (G12) diurnes ou en séquence de travail de 8 heures (ou au temps réel) pour les activités de service dont la formation. Il est déployé dans les unités opérationnelles classées CIS-1.
- Le régime « 12 heures » : Ce régime se compose de gardes de 12 heures, diurnes, weekend et jours fériés compris. Il est déployé dans les unités opérationnelles classées CIS-1 (sous conditions) et CIS-2.
- Le régime « CTA-CODIS » : Ce régime se compose de gardes de 12 heures de jour et de nuit, weekend et jours fériés compris. Il est déployé au CTA-CODIS.
- Le régime mixte « adjoint chef de CIS-2 » : Ce régime se compose de gardes de 12 heures et de journées « administratives », hors week-end et jours fériés, de 7 heures, pour pallier à l'absence du chef de centre.

Les modalités de décompte horaire des périodes de gardes opérationnelles pour le régime « mixte », sont reprises ci-après eu égard au dispositif d'équivalence :

	Heures équivalentes	Heures de présence
81 gardes de 24 h x 18,36 h =	1 487	1 944
120 h	120	120
	1 607	2 064

Les régimes « 12 heures », « CTA-CODIS » et « adjoint chef de CIS-2 » font l'objet d'un décompte à « l'heure pour l'heure ».

Titre II : Les personnels permanents

Article 21 Les sujétions particulières

Article 21-1 La dégressivité

Les sapeurs-pompiers non-officiers et officiers réalisant des gardes opérationnelles en centre d'incendie et de secours sont soumis à des sujétions particulières, autorisées par l'article 2 du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale :

Cycle de travail sapeur-pompier	Sujétions particulières	Réduction du temps de travail
Régime de travail en CIS-1 Gardes de 24 heures avec un temps d'équivalence de 18,36 heures.	Travail de nuit, les dimanches et jours fériés. Pénibilité des missions opérationnelles. Annualisation du temps de travail qui impose des périodes de repos et de congés.	Réduction d'une garde (18,36 h) pour les agents à partir de 45 ans. Réduction de deux gardes (18,36 h) pour les agents à partir de 50 ans.

Article 21-2 Les sujétions liées au CTA CODIS

Les sapeurs-pompiers non-officiers et officiers réalisant des gardes opérationnelles au CTA-CODIS sont soumis à des sujétions particulières, autorisées par l'article 2 du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale :

Cycle de travail sapeur-pompier	Sujétions particulières	Réduction du temps de travail
Régime de travail au CTA CODIS Gardes de 12 heures de travail effectif.	Travail de nuit, les dimanches et jours fériés. Travail en horaires décalés. Annualisation du temps de travail qui impose des périodes de repos et de congés.	Réduction de 72 heures pour atteinte d'un temps de travail effectif de 1 535 heures par an. Réduction d'une garde (12h) pour les agents à partir de 45 ans. Réduction de deux gardes (12h) pour les agents à partir de 50 ans.

Article 22 La ponctualité

Tout agent est tenu de respecter les horaires de travail et les lieux d'affectation. Tout retard doit être justifié sans délai auprès du responsable hiérarchique.
Sauf autorisation expresse de son responsable hiérarchique, aucun agent ne peut quitter son lieu de travail pendant les heures définies, notamment pour des raisons personnelles.

Article 23 Le repos quotidien et le repos de sécurité

Tout agent doit bénéficier d'une période de repos quotidien entre deux journées de travail. La durée légale de repos est d'au moins 11 heures consécutives. Cependant, des dérogations à cette durée peuvent être fixées après consultation du comité social territorial. Toute période de garde opérationnelle (temps de présence) est nécessairement suivie d'une période de repos de sécurité d'une durée au moins égale. Durant ce repos de sécurité, et hors circonstances exceptionnelles arrêtées par le DDSIS, aucune activité opérationnelle, hors astreintes SPV, ne peut être planifiée (garde, stage ou formation). En cas d'activité non programmée, l'agent devra s'assurer de son potentiel physique et psychique avec l'exercice des missions qui pourraient lui être confiées.

Article 24 L'organisation de la journée de travail

Plusieurs organisations de la journée de travail sont définies :

- **En régime mixte (gardes de 24 heures + 120 heures en CIS-1)**

Contenu de la journée de travail les jours ouvrés :

- ✓ 30 minutes de rassemblement et de vérification,
- ✓ 1 heure d'activité physique et sportive le matin avec réveil musculaire,
- ✓ 1 heure d'activité physique et sportive l'après-midi,
- ✓ 2 fois 10 minutes de douche après les séances d'activité physique et sportive,
- ✓ 10 minutes de pause le matin,

Titre II : Les personnels permanents

- ✓ 10 minutes de pause l'après-midi,
- ✓ 3 heures de formation de maintien et de perfectionnement des acquis,
- ✓ 2 heures de travaux d'intérêt général (TIG) ou de travail dans les services généraux.

Le temps restant est consacré à la réponse aux sollicitations opérationnelles et au reconditionnement des matériels induit.

Contenu de la journée de travail les samedis et dimanches :

- ✓ 30 minutes de rassemblement et de vérification,
- ✓ 1 heure d'activité physique et sportive le matin le samedi (à la diligence du sous-officier de garde le dimanche) avec réveil musculaire,
- ✓ 10 minutes de douche,
- ✓ 10 minutes de pause le matin,
- ✓ 1 heure de formation de maintien et de perfectionnement des acquis au minimum le samedi (à la diligence du sous-officier de garde le dimanche).

Le temps restant est consacré à la réponse aux sollicitations opérationnelles et au reconditionnement des matériels induit.

- **En régime 12 heures (gardes 12 heures en CIS-1 ou CIS-2)**

Contenu de la journée de travail les jours ouvrés (+ les samedis et dimanches travaillés)

- ✓ 30 minutes de rassemblement et de vérification,
- ✓ 1 heure d'activité physique et sportive le matin avec réveil musculaire,
- ✓ 1 heure d'activité physique et sportive l'après-midi,
- ✓ 10 minutes de douche,
- ✓ 10 minutes de pause le matin,
- ✓ 10 minutes de pause l'après-midi,
- ✓ 3 heures de formation de maintien et de perfectionnement des acquis.
- ✓ 2 heures de travaux d'intérêt général (TIG) ou de travail dans les services généraux (les jours ouvrés).

Le temps restant est consacré à la réponse aux sollicitations opérationnelles et au reconditionnement des matériels induit.

- **Au CTA-CODIS**

Le jour à 7 H 00 :

- ✓ prise de garde des opérateurs et de l'adjoint au chef de salle,
- ✓ prise en compte des consignes par l'adjoint au chef de salle « montant »,
- ✓ passage des consignes aux équipes,
- ✓ planification du déroulement de la journée (horaire de début de la manœuvre, des activités physiques et sportives, …) ; l'emploi du temps des opérateurs et chefs opérateurs étant déterminé par le sous-officier de garde ou l'adjoint au chef de salle opérationnelle,
- ✓ vérifications opérationnelles (potentiel opérationnel journalier dans les CIS, armement des équipes opérationnelles spécialisées, horaires des marées, logiciels),
- ✓ 1 heure d'activité physique et sportive en fonction de l'activité opérationnelle par agent,
- ✓ 1 heure de formation maintien et de perfectionnement des acquis,
- ✓ 30 minutes de pause réparties sur l'ensemble de la journée (horaires déterminés en fonction de l'activité opérationnelle),
- ✓ 45 mn de pause déjeuner (horaires déterminés en fonction de l'activité opérationnelle).

Le temps restant est consacré aux services généraux et à l'entretien des locaux.

Le jour à partir de 8 H 00 :

- ✓ prise de garde de l'officier CODIS* (*lorsque celui-ci est en « régime de garde »),
- ✓ prise en compte des consignes et point avec l'adjoint au chef de salle,
- ✓ déroulement des tâches du jour selon les consignes quotidiennes ou périodiques,
- ✓ 1 heure d'activité physique et sportive en fonction de l'activité opérationnelle.

La nuit à 19 h 00 :

- ✓ prise de garde des opérateurs et de l'adjoint au chef de salle,
- ✓ passage des consignes pour chaque fonction,
- ✓ vérifications opérationnelles (potentiel opérationnel journalier dans les CIS, armement des équipes opérationnelles spécialisées, horaires des marées, logiciels).

Titre II : Les personnels permanents

La nuit à 20 h 00 :
- ✓ transmission des consignes à l'adjoint au chef de salle,
- ✓ alimentation des consignes pour les gardes suivantes.

Le lendemain à 6 h 00 :
- ✓ relecture du bulletin de renseignement quotidien (rédigé tout au long de la garde),
- ✓ entretien des locaux.

Quel que soit le régime de travail, en fonction de l'activité opérationnelle du moment, le sous-officier de garde veille à prioriser la préparation opérationnelle sur les TIG (hors TIG en lien avec l'opérationnel et l'hygiène).

Article 25 Le temps partiel et le temps partiel thérapeutique
Les demandes de temps partiel sont accordées de droit lorsqu'elles sont établies lors de la survenance de certains évènements familiaux, notamment lors d'une naissance. Cependant, l'organisation du calendrier de travail de l'agent est soumise à la bonne organisation du service.

Article 25-1 Le temps partiel
Un agent en service cyclique peut bénéficier d'un temps partiel de droit ou sur demande. La durée du service est alors égale à 50%, 60%, 70%, 80% ou 90% de la durée hebdomadaire du service d'un agent à temps plein. Il est accordé de droit dans plusieurs cas :

- lors de la naissance ou l'adoption, jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant,
- pour donner des soins à son conjoint, enfant à charge ou ascendant atteint d'un handicap,
- pour créer ou reprendre une entreprise (sous réserve de l'acceptation de l'autorité territoriale de la demande de l'agent pour créer ou reprendre une entreprise).

Les temps partiels sont accordés pour des périodes qui ne peuvent être inférieures à 6 mois ou supérieures à 1 an sachant qu'aucun temps partiel pour convenances personnelles ne pourra être octroyé à un agent occupant des fonctions de management dont la présence continue est requise (sous-officiers de garde, adjoints et responsables d'équipe notamment).

Temps de travail	Cadre annuel
Temps plein	1 607 heures
90%	1 446 heures
80%	1 286 heures
70%	1 123 heures
60%	964 heures
50%	803.5 heures

Article 25-2 Le temps partiel thérapeutique
Un agent en service cyclique peut bénéficier d'un temps partiel thérapeutique. Dès lors, conformément aux préconisations médicales, le planning de l'agent est adapté conformément aux obligations de service.

Article 26 Les astreintes
Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, un agent a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'établissement. La durée de cette intervention est considérée comme du temps de travail effectif.
Les modalités de mise en œuvre des astreintes sont définies dans le règlement d'astreinte.

→ Le règlement astreinte, et les règlements internes des équipes opérationnelles spécialisées, sont versés au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 27 Les droits à congés

Article 27-1 Les congés annuels
Tout agent en activité a droit à des congés annuels avec traitement. A l'exception des agents originaires de DOM-TOM disposant de congés bonifiés, l'absence pour période de congés annuels ne peut s'étendre à plus de 31 jours calendaires consécutifs (hors accolement de jours pris sur le compte épargne-temps). En cas d'arrêt maladie durant les congés annuels, la période de congé s'interrompt.

Titre II : Les personnels permanents

Pour un agent à temps complet, les droits à congés sont les suivants :

- en régime mixte : le nombre de congés est fixé à 10 par an,
- en régime G12h, régime adjoint au chef CIS-2, régime CTA-CODIS : le nombre de congés est fixé à 15 par an.

Conformément à la réglementation, les congés annuels sont à prendre dans l'année civile. Néanmoins, il est autorisé les aménagements suivants :

- pour les motifs d'absence médicale, 20 jours de congés au maximum sont reportables sur une période de 15 mois glissants à partir de la date de reprise de l'agent,
- pour nécessités de service, une tolérance de report de congés jusqu'au 15 janvier de l'année suivante peut être observée.

Article 27-2 Les congés de fractionnement

Quel que soit le régime de garde, un jour de congé de fractionnement (CF), d'une valeur égale au décompte du temps de travail effectif d'une garde de 12h ou 24h, est crédité à tout agent (en fonction de son régime de travail) ayant posé au moins cinq jours de congés annuels en dehors de la période entre mai et octobre inclus ; deux jours de congés de fractionnement (CF) sont crédités à tout agent ayant posé aux moins 8 jours de congés annuels sur cette même période.

Si l'agent pose :	En dehors de la période comprise entre le 1er mai au 31 octobre	Il bénéficie de :
5, 6 ou 7 jours		1 jour de CF supplémentaire
8 jours ou plus		2 jours de CF supplémentaires

Article 27-3 La journée de solidarité

La journée de solidarité (lundi de pentecôte non travaillé) est intégrée au temps de travail annuel, via l'intégration au sein du temps d'équivalence ou du planning de l'agent.

Article 27-4 Le compte épargne-temps

L'ouverture d'un compte épargne-temps (CET) est autorisée pour les agents en régime cyclique.
Une journée de CET équivaut à une journée de travail, et ce, quel que soit le régime de travail de l'agent.

→ Les modalités d'ouverture, de versement, d'utilisation et de clôture du CET, ainsi que les formulaires associés, sont versés au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 27-5 Les autorisations spéciales d'absence (ASA)

Tout agent public peut bénéficier, quand il remplit les conditions d'octroi, d'autorisations spéciales d'absence.
La liste des autorisations spéciales d'absence est présentée dans le recueil des procédures et supports ressources humaines.

Article 28 Les absences pour raisons médicales

Article 28-1 Les arrêts maladie (AM) ou accidents de service (AS)

Les agents recrutés, quittant le corps départemental ou le SDIS ou changeant d'affectation en cours d'année effectuent un temps de travail au prorata du temps de travail annuel concerné.

Pour les agents en régime cyclique, le décompte des absences lors d'arrêt maladie ou accident de service se fait de la façon suivante :

- à compter de l'absence effective de l'agent jusqu'à la fin de la même semaine, les occupations de garde planifiées sont maintenues et créditées conformément au guide de gestion des temps AGATT. L'agent est ensuite placé en régime SHR et chaque jour ouvré est comptabilisé 7 heures avec un maximum hebdomadaire de 40h sur les semaines de reprise.

Le temps de travail crédité lors d'un AM ou d'un AS respecte strictement le temps de travail théorique (lissé sur une année) et ne crédite aucun autre temps de travail effectif (visites médicales, séances de spécialistes, …).

Article 28-2 Etat de grossesse

L'état de grossesse est une cause d'inaptitude opérationnelle temporaire aux fonctions de sapeur-pompier. La durée de cette inaptitude s'étend de la date à laquelle le sapeur-pompier féminin concerné en a connaissance, ou au plus tard au jour de la déclaration aux organismes sociaux, jusqu'à épuisement des congés légaux.

Dès connaissance de l'état de grossesse, un agent en régime cyclique doit solliciter un aménagement de poste et une modification du régime de travail.

Article 28-3 Prescription d'aptitude

Tout agent ayant une prescription médicale susceptible d'impacter ses aptitudes se doit de prévenir les services de la sous-direction santé. Le service peut, en certains cas, être détaché de la faute commise par un agent n'ayant pas respecté les prescriptions médicales qui lui sont imposées (par exemple, un agent ne pouvant conduire un véhicule au motif de prise de médicaments altérant ses capacités pourra ne pas voir qualifier d'accident du travail un éventuel accrochage pendant un trajet domicile/travail).

Article 29 Les dons de jour(s)

Tout agent public peut, sur sa demande et dans des cas limitativement énumérés par la réglementation en vigueur, renoncer anonymement et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de congés ou RTT non pris, affectés ou non sur un compte épargne-temps, au bénéfice d'un autre agent public relevant du même employeur.

→ Les modalités de dons de jour(s), et les formulaires associés, sont versés au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 30 Le cumul d'activités

Tout agent doit consacrer l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées. Il ne peut exercer à titre professionnel une activité lucrative de quelque nature que ce soit, sauf dans les cas strictement énumérés par la réglementation en vigueur. L'analyse du déontologue peut être sollicitée pour confirmer l'éligibilité du projet.

L'autorité territoriale examine si l'activité accessoire ne porte pas atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service et est compatible avec les nécessités de service.

En cas de création ou de reprise d'entreprise (sous tout statut), l'agent veille à solliciter un temps partiel, accordé sous réserve des nécessités de service.

Aucun agent ne peut, par lui-même ou par personne interposée, prendre, dans une entreprise avec laquelle il est en relation, des intérêts de nature à compromettre son indépendance.

Sous chapitre II Le personnel en service hors rang

Article 31 La durée du travail

Conformément au cadre réglementaire en vigueur, la durée de travail des personnels en service hors rang (personnels des filières administrative et technique et sapeurs-pompiers non casernés) respecte les principes suivants :

- la durée du travail effectif hebdomadaire est fixée à 35 heures par semaine,
- le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures maximum, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées,
- la durée de travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition du SDIS et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles,
- la durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises ne peut excéder ni 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur un période de 12 semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à 35 heures,
- la durée quotidienne du travail ne peut excéder 10 heures,
- les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de 11 heures,
- l'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures,
- le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de 7 heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.

Article 32 Le régime de travail

Le régime en service hors rang (SHR) est établi pour les personnels administratifs et techniques, pour les sapeurs-pompiers professionnels affectés dans les services fonctionnels du SDIS ainsi que les sapeurs-pompiers professionnels, chefs de centre (en CIS-1 et CIS-2) ou adjoints aux chefs de centre (en CIS-1), affectés à des missions d'encadrement et de gestion administrative ou technique.

Les agents bénéficiant de ce régime travaillent tous les jours ouvrés, sauf fermeture éventuelle du service (comme lors des ponts imposés par l'administration par exemple).

Deux rythmes de travail sont accessibles :

- 35 heures par semaine, sans ARTT,
- 39 heures par semaine, avec 22 ARTT à l'année (compte tenu du retrait d'un ARTT pour la journée de solidarité).

Les horaires de travail sont conditionnés par les plages fixes et variables, fixées comme suit :

MATIN		APRES-MIDI	
Plage variable	**Plage fixe**	**Plage fixe**	**Plage variable**
7h45	9h00	13h30	16h30

La pause méridienne est fixée à 1 heure minimum (hors action de formation). Chaque agent est tenu de remplir annuellement, en début d'année, le formulaire de déclaration des horaires de travail.

→ Le formulaire de déclaration des horaires de travail est versé au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Le personnel en SHR a le droit à une pause de 20 minutes par jour. Le responsable hiérarchique veille à organiser au mieux pour le service ces temps de pause.

Les horaires d'ouverture au public (livraison, attestation, …) s'établissent de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Durant ces horaires, une présence minimale d'au moins un agent de chaque groupement doit être assurée afin de pouvoir répondre à toute sollicitation téléphonique ou présentielle.
Compte tenu de l'organisation des fonctions supports du SDIS, les dispositions ci-dessus s'appliquent, sous contrôle des chefs de groupement et/ou de service, à l'ensemble des personnels composant les services en question, et ce quel que soit leur statut et grade.

Tout agent doit bénéficier d'une période de repos quotidien entre deux journées de travail. La durée légale de repos est d'au moins 11 heures consécutives. Cependant, des dérogations à cette durée peuvent être fixées après consultation du comité social territorial.

Article 33 La ponctualité

Tout agent est tenu de respecter les horaires de travail et les lieux d'affectation. Tout retard doit être justifié sans délai auprès du responsable hiérarchique.
Aucun agent ne peut quitter son lieu de travail pendant les heures définies, sauf autorisation expresse de son responsable hiérarchique.

Article 34 Le télétravail

L'accès au télétravail est autorisé pour les postes et les cycles de travail éligibles, conformément aux dispositions de la délibération interne. Il repose sur l'octroi d'un jour de télétravail par agent à temps plein par semaine à la condition d'être présent au moins 3 jours au sein de l'établissement hebdomadairement.

Le télétravail est proratisé pour les agents en temps partiel.
Aucune indemnité n'est due par l'agent au titre du télétravail.

→ Le formulaire de télétravail et la charte du télétravailleur sont versés au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 35 Le temps partiel et le temps partiel thérapeutique
Les demandes de temps partiel sont accordées de droit lorsqu'elles sont établies lors de la survenance de certains évènements familiaux explicitement prévus par la réglementation comme lors d'une naissance par exemple. Cependant, l'organisation du calendrier de travail de l'agent est soumise à la bonne tenue du service.

Article 35-1 Le temps partiel
Les fonctionnaires peuvent bénéficier d'un temps partiel de droit ou sur demande. La durée du service est alors égale à 50%, 60%, 70%, 80%, 90% de la durée hebdomadaire du service d'un agent à temps plein.

Il est accordé de droit dans plusieurs cas :

- lors de la naissance ou l'adoption, jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ;
- pour donner des soins à son conjoint, enfant à charge ou ascendant atteint d'un handicap ;
- pour créer ou reprendre une entreprise (sous réserve de l'acceptation de l'autorité territoriale de la demande de l'agent pour créer ou reprendre une entreprise).

Les temps partiels sont accordés pour des périodes qui ne peuvent être inférieures à 6 mois ou supérieures à 1 an.

Les modalités d'application ne constituent pas un droit acquis (jour de la semaine) et il convient de prendre en compte les obligations professionnelles et la continuité de service. La durée hebdomadaire du temps de travail est calculée selon le tableau suivant :

Temps de travail	Nb d'heures hebdomadaires Pour un régime à 39 heures hebdomadaires	Nb d'heures hebdomadaires Pour un régime à 35 heures hebdomadaires
90%	36 heures	31.5 heures
80%	32 heures	28 heures
70%	28 heures	24.5 heures
60%	24 heures	21 heures
50%	20 heures	17.5 heures

Article 35-2 Le temps partiel thérapeutique
Tout agent en service SHR peut bénéficier d'un temps partiel thérapeutique.
Le temps partiel thérapeutique est assimilé à un temps partiel dans la gestion du temps de travail et induit une proratisation des droits à congés sachant que les agents placés en temps partiel thérapeutique ne peuvent être placés dans un autre régime que celui de 35 heures hebdomadaires, sans bénéficier d'ARTT.

Article 36 Les astreintes
Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, un agent a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'établissement ; la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif.

→ Le règlement astreinte est versé au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 37 Les droits à congés

Article 37-1 Les aménagements et réductions du temps de travail
Seuls les personnels en régime SHR peuvent bénéficier de jours d'ARTT.
L'ARTT constitue de la récupération du temps de travail réalisé. Par conséquent, elle ne peut être consommée que si elle a été acquise.

Titre II : Les personnels permanents

L'administration peut imposer la pose de jours d'ARTT à des dates librement fixées par l'autorité territoriale, accolées à des jours fériés et se traduisant par une fermeture des services fonctionnels.
Dans le respect des nécessités de service, les jours d'ARTT peuvent être pris par journée ou demi-journée entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année et ne peuvent faire l'objet d'un report sur l'année suivante.
La pose des jours d'ARTT est appréciée au semestre. Les agents doivent, hors nécessités de service, poser le nombre de jours d'ARTT correspondant au nombre de jours d'ARTT crédités. 11 ARTT sont ainsi mobilisables par semestre pour un agent à temps plein. Les ARTT non posées ou versées au CET sont perdues.
Un logiciel de temps de travail calcule, en temps réel, le droit à ARTT en prenant en compte les absences de l'agent décomptées sur la base de 35 heures (congés exceptionnels, congé maternité et paternité, accident de travail, arrêt maladie).

Article 37-2 Les congés annuels (CA)
Tout agent en activité a droit à des congés annuels avec traitement. A l'exception des agents originaires de DOM-TOM disposant de congés bonifiés, l'absence pour période de congés annuels ne peut s'étendre à plus de 31 jours calendaires consécutifs (hors accolement de jours pris sur le compte épargne temps).
En cas d'arrêt maladie durant les congés annuels, la période de congés s'interrompt.
Pour un agent à temps complet en régime SHR, les droits s'établissent à 25 jours de congés annuels par an.

Conformément à la réglementation, les congés annuels sont à prendre dans l'année civile. Néanmoins, il est autorisé les aménagements suivants :

- pour les motifs d'absence médicale, 20 jours de congé au maximum sont reportables sur une période de 15 mois glissants à partir de la date de reprise de l'agent,
- pour nécessités de service, une tolérance de report de congés jusqu'au 15 janvier de l'année suivante peut être observée.

Article 37-3 Les congés de fractionnement (CF)
Un jour de congé supplémentaire est attribué aux agents dont le nombre de jours de congés pris en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre, est de 5, 6 ou 7. Il est accordé un deuxième jour de congé supplémentaire lorsque ce nombre est au moins égal à 8 jours.

Aussi, dès lors qu'un agent remplit les conditions pour y prétendre, les jours de fractionnement sont de droit et sont limités à 2 jours crédités par an. Ils ne sont pas pris en compte dans le calcul des 1 607 heures. Ce ou ces jours supplémentaires ne sont pas proratisés et ne peuvent pas être reportés d'une année à une autre.

Si l'agent pose :	En dehors de la période comprise entre le 1er mai au 31 octobre	Il bénéficie de :
5, 6 ou 7 jours		1 jour de CF supplémentaire
8 jours ou plus		2 jours de CF supplémentaires

Article 37-4 La journée de solidarité
La journée de solidarité (lundi de pentecôte non travaillé) est intégrée au temps de travail annuel. Elle équivaut à la suppression d'un ARTT pour les agents en bénéficiant. Pour les agents ne disposant pas d'ARTT, ils sont tenus de travailler 7 heures de plus annuellement, à la demande du service.

Article 37-5 Le compte épargne-temps
Le compte épargne-temps (CET) permet à un agent d'accumuler des droits à congés rémunérés en capitalisant les jours non pris pour les solder ultérieurement de manière continue ou fractionnée. L'ouverture d'un CET est possible pour les agents titulaires à temps complet ou non, ayant accompli au moins une année de service et employé de manière continue. Un fonctionnaire stagiaire ne pouvant y prétendre, les agents qui en bénéficiaient auparavant ne peuvent utiliser ni créditer durant leur période de stagiarisation.

Le CET ne peut réglementairement être crédité que de 60 jours au total (sauf dispositions réglementaires contraires). Tout agent peut utiliser son CET à tout moment, sous couvert des nécessités de service.

Le refus d'utilisation de jours CET doit être dûment motivé. En cas d'utilisation de jours CET accolés à un congés d'adoption, de maternité, de paternité, d'accompagnement d'une personne en fin de vie, ou bien encore en cas de départ en retraite, de licenciement, de révocation ou de démission, la demande ne peut être refusée.

En cas de changement de situation (mutation, détachement, mise à disposition, disponibilité, congé parental ou de présence parentale ou bien encore d'activité dans la réserve opérationnelle), l'agent conserve ses droits acquis. En cas de décès d'un agent titulaire d'un CET, ses ayants droits bénéficient d'une indemnisation au titre des droits à congés qu'il avait acquis, conformément à la réglementation.
Le CET est clôturé dès l'utilisation complète des droits ouverts ou bien encore à la date de cessation définitive d'activité au sein du SDIS.

Les modalités d'ouverture, de versement, d'utilisation et de clôture du CET, ainsi que les formulaires associés, sont versés au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 37-6 Les autorisations spéciales d'absence
Tout agent public peut bénéficier, quand il remplit les conditions, d'autorisations spéciales d'absence.
La liste des autorisations spéciales d'absence est présentée dans le recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 38 Les absences pour raisons médicales

Article 38.1 Les arrêts maladies ou accidents du travail
Tout agent doit veiller à signaler, sans délai, téléphoniquement ou par tout autre moyen de son choix de son arrêt de travail à son responsable hiérarchique.
Les agents recrutés, quittant le corps départemental ou changeant d'affectation en cours d'année effectuent un temps de travail au prorata du temps de travail annuel concerné. Pour les agents en régime 39 heures hebdomadaires, conformément à la réglementation, des jours d'ARTT peuvent être retirés au motif d'absentéisme médical. Un logiciel de gestion du temps de travail calcule le retrait et l'indique en temps réel au cours de l'année.

Article 38.2 L'état de grossesse
Un agent de la filière administrative ou technique peut, conformément à la réglementation, bénéficier d'une heure par jour de travail effectif en moins à partir du 3e mois de grossesse.
Un aménagement de poste peut par ailleurs être envisagé pour l'agent exerçant des missions physiques, sous nécessité médicale.
A l'issue de la période de grossesse, et sous réserve de la proximité de l'enfant, un congé d'allaitement est offert aux agents le sollicitant dans la limite de deux heures par jour (à prendre en deux fois).

Article 38.3 Prescription d'aptitude
Tout agent ayant une prescription médicale susceptible d'impacter ses aptitudes se doit de prévenir les services de la sous-direction santé ou le médecin de prévention. Le service peut, en certains cas, être détaché de la faute commise par un agent n'ayant pas respecté les prescriptions médicales (par exemple, un agent ne pouvant conduire un véhicule au motif de prise de médicaments altérant ses capacités pourra ne pas voir qualifier d'accident du travail un éventuel accrochage pendant un trajet domicile/travail).

Article 39 Les dons de jour(s)
Tout agent public peut, sur sa demande et dans des cas limitativement énumérés par la réglementation en vigueur, renoncer anonymement et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de repos non pris, affectés ou non sur un compte épargne-temps, au bénéfice d'un autre agent public relevant du même employeur.

→ Les modalités de dons de jour(s), et les formulaires associés, sont versés au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 40 Le cumul d'activités
Tout agent doit consacrer l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées. Il ne peut exercer à titre professionnel une activité lucrative de quelque nature que ce soit, sauf dans les cas strictement énumérés par la réglementation en vigueur. L'analyse du déontologue peut être sollicitée pour confirmer l'éligibilité du projet.

Titre II : Les personnels permanents

L'autorité territoriale examine si l'activité accessoire ne porte pas atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service et est compatible avec les nécessités de service.
En cas de création ou de reprise d'entreprise (sous tout statut), l'agent veille à solliciter un temps partiel, accordé sous réserve des nécessités de service.
Aucun agent ne peut, par lui-même ou par personne interposée, prendre, dans une entreprise avec laquelle il est en relation, des intérêts de nature à compromettre son indépendance.

CHAPITRE 5 : LA REMUNERATION

Tout agent a le droit, après service fait, à une rémunération qui comprend le **traitement indiciaire (ou traitement de base)**, **l'indemnité de résidence**, **le supplément familial de traitement (SFT)**, et **diverses primes et indemnités**. L'agent public qui n'a pas accompli son service n'a pas droit à sa rémunération. Il n'y a notamment pas de service fait :

- lorsque l'agent public s'abstient d'effectuer tout ou partie de ses heures de service,
- lorsque l'agent, bien qu'effectuant ses heures de service, n'exécute pas tout ou partie de ses obligations de service.

Article 41 Le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels
Le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels est fixé par le conseil d'administration du SDIS dans le respect des textes réglementaires en vigueur. Le régime indemnitaire est attribué en fonction du grade, des fonctions opérationnelles et managériales de l'agent ou encore des spécialités exercées. Il est fixé par un arrêté individuel du président du conseil d'administration du SDIS, autorité territoriale. Il comprend :

- **L'indemnité de feu**

L'indemnité de feu est allouée aux sapeurs-pompiers professionnels de l'établissement de tous grades en reconnaissance de la dangerosité du métier et des missions qu'il emporte. Le taux de cette indemnité ne peut être modulé. Le taux de l'indemnité de feu est fixé à 25 % du traitement brut soumis à retenue pour pension et fait l'objet d'une délibération du conseil d'administration.

- **L'indemnité de logement**

L'indemnité de logement est allouée aux seuls sapeurs-pompiers professionnels non logés par le service. Son montant est au maximum de 10 % du traitement de l'agent augmenté de l'indemnité de résidence et est plafonné au double de celui d'un sapeur de 2ème classe classé au 1er échelon.

L'agent, dont le conjoint ou le concubin travaille au sein de l'établissement et qui bénéficie d'un logement, ne peut percevoir l'indemnité de logement.

- **L'indemnité de responsabilité des sapeurs-pompiers**

L'indemnité de responsabilité a pour objet de reconnaître les responsabilités particulières des sapeurs pompiers dans l'exercice de leurs fonctions. L'indemnité de responsabilité est calculée en pourcentage du traitement indiciaire brut moyen de chaque grade. Des textes règlementaires fixent les indices bruts maximal et minimal qui servent de base de calcul de cette indemnité.

Le conseil d'administration fixe par ailleurs, par voie de délibération, la liste des emplois qui peuvent être occupés par grades et les pourcentages du traitement indiciaire dans la limite des textes nationaux dont les taux varient entre 6% et 39%.

- **L'indemnité de spécialité des sapeurs-pompiers**

L'indemnité de spécialité a pour objet de reconnaitre l'exercice réel de spécialités par des sapeurs-pompiers professionnels suite à l'obtention de diplômes et de niveaux de formation définis par arrêté ministériel. L'indemnité de spécialité est calculée en pourcentage de l'indice brut 100. Seules deux spécialités peuvent être indemnisées mensuellement pour les sapeurs-pompiers professionnels occupant des emplois jusqu'à celui de chef de groupement (emploi non éligible).

Le conseil d'administration fixe, par voie de délibération, les spécialités qui peuvent être reconnues par l'établissement, les différents niveaux de formation et les pourcentages de l'IB100 associés.

- **L'indemnité d'administration et de technicité**

L'indemnité d'administration et de technicité (IAT) a pour objet de tenir compte de la manière de servir des agents dans l'exercice de leurs fonctions. Sont concernés par le versement de cette indemnité les fonctionnaires de catégorie C.

L'attribution individuelle est calculée sur un montant de référence fixé par arrêté ministériel avec un coefficient multiplicateur de 1 à 8 délibéré, en fonction du poste et du statut de l'agent, par le conseil d'administration.

- **L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires allouée aux sapeurs-pompiers**

L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires (IHTS) vise à compenser, de façon horaire, les heures supplémentaires réalisées par un agent, à la demande du supérieur hiérarchique, en dépassement des bornes horaires. De façon générale, les agents doivent exercer des fonctions ou appartenir à des grades ou emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires. D'une façon plus spécifique, sont concernés par le versement de cette indemnité :

- ✓ les stagiaires et les titulaires à temps complet, non complet ou partiel et appartenant à la catégorie C quel que soit l'indice,
- ✓ les stagiaires et les titulaires à temps complet, non complet ou partiel et appartenant à la catégorie B quel que soit l'indice,
- ✓ les agents contractuels de droit public de même niveau et exerçant des fonctions de même nature que celles énumérées ci-avant.

Dans tous les cas, compte tenu de la durée équivalente au décompte semestriel (1128 h) et annuel (2256 h) du temps de travail et des dispositions de l'article 6 du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires qui fixe un contingent mensuel d'IHTS à 25 heures par mois :

- ✓ un agent en régime mixte ne pourra prétendre à plus de 192 heures supplémentaires sur une année,
- ✓ un agent en régime G12h, CTA-CODIS et adjoint au chef CIS-2 ne pourra prétendre à plus de 300 heures supplémentaires sur une année.

Les modalités d'indemnisation des heures supplémentaires au titre des IHTS sont déterminées à l'article 44.

- **L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires allouée aux sapeurs-pompiers**

L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires vise à compenser, de façon forfaitaire, les heures supplémentaires réalisées par un agent, cadre de l'établissement, en dépassement des bornes horaires. Une délibération du conseil d'administration fixe le montant des attributions individuelles par emploi suivant le supplément de travail fourni et l'importance des sujétions auxquelles le bénéficiaire est appelé à faire face dans l'exercice effectif de ses fonctions. Sont concernés par le versement de cette indemnité les officiers de sapeurs-pompiers professionnels, fonctionnaires de catégorie A et B.

Les contreparties à l'octroi d'IFTS sont déterminées à l'article 44.

- **L'indemnité de mobilisation opérationnelle**

L'indemnité de mobilisation opérationnelle est allouée aux sapeurs-pompiers professionnels lorsqu'ils sont mobilisés par l'État dans le cadre de renforts engagés hors de leur département ou au profit d'un État étranger, y compris à titre préventif, et d'autre part lorsqu'ils sont mobilisés préventivement par leur service d'incendie et de secours à la protection de la forêt contre l'incendie.

Le conseil d'administration acte, par voie de délibération, l'instauration de cette indemnité de mobilisation opérationnelle au sein du SDIS conformément aux textes réglementaires en vigueur.

- **La prime de fonctionnalisation des directeurs départementaux et directeurs départementaux adjoints des SDIS**

La prime de fonctionnalisation est allouée au directeur départemental et au directeur départemental adjoint du SDIS. Cette prime a vocation à indemniser notamment le risque de décharge de fonction qui pèse sur le directeur et son adjoint.

Le conseil d'administration acte, par voie de délibération, le montant de cette prime de fonctionnalisation conformément aux plafonds réglementaires.

→ Les délibérations du conseil d'administration fixant le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels sont versées au recueil des supports et procédures ressources humaines

Article 42 Le régime indemnitaire des personnels administratifs et techniques

Le régime indemnitaire des personnels administratifs et techniques, appelé régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), est fixé par le conseil d'administration du SDIS dans le respect des filières de la fonction publique. Le RIFSEEP est attribué à chaque agent au regard du grade et des fonctions exercées, puis fixé par arrêté du président du conseil d'administration du SDIS.

Le RIFSEEP se compose de deux parts :

- une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE),
- un complément indemnitaire annuel (CIA).

Le RIFSEEP se substitue aux primes et indemnités du précédent régime indemnitaire liées à l'exercice des fonctions (IAT, IFTS, IEMP, ISS, PSR, PFR, …).

Il est cumulable avec les indemnités suivantes :

- les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS),
- les indemnités d'astreinte,
- la nouvelle bonification indiciaire (NBI),
- la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA).

Conformément aux dispositions législatives et règlementaires, sont fixées par délibérations du conseil d'administration du SDIS :

- les dispositions particulières d'application de l'IFSE et du CIA, et le calendrier de mise en place,
- les retenues applicables ainsi que les modalités de maintien ou de suppression.

- **L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise**

L'IFSE, indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise, est fixée selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions.

Chaque poste de l'établissement est réparti au sein d'un groupe de fonctions, en tenant compte des critères professionnels suivants :

- ✓ fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- ✓ technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- ✓ sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

L'IFSE est versée mensuellement.

- **Le complément indemnitaire annuel**

Le CIA, complément indemnitaire annuel, est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Le CIA est versé en deux périodes, en juin (assis sur le compte rendu de l'EAA), et en décembre (assis sur l'évaluation des objectifs et la manière de servir de l'agent à mi période).

→ La délibération du conseil d'administration fixant le régime indemnitaire des PATS est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines

Article 43 La nouvelle bonification indiciaire

La nouvelle bonification indiciaire (NBI) est attribuée au titre de l'exercice de certaines fonctions énumérées par les décrets du 3 juillet 2006, indépendamment de l'appartenance à un cadre d'emplois déterminé. La bonification consiste à attribuer un certain nombre de points d'indice majoré en plus de l'indice détenu par l'agent sans incidence sur le classement indiciaire afférent au grade et à l'échelon du fonctionnaire. La NBI est prise en compte pour la retraite et fait l'objet d'une cotisation vieillesse.

Seuls les fonctionnaires stagiaires et titulaires à temps complet ou partiel ou à temps non complet peuvent prétendre au bénéfice de la nouvelle bonification indiciaire (y compris le directeur départemental et le directeur départemental adjoint qui bénéficient d'une NBI spécifique).

Elle cesse d'être versée lorsque l'agent ne remplit plus les conditions au titre desquelles il la percevait.

Article 44 Les heures supplémentaires

Les heures supplémentaires sont définies comme les heures effectuées à la demande expresse de l'autorité hiérarchique au-delà de la durée réglementaire de travail. Elles font l'objet d'une contrepartie sous forme de récupérations ou sont indemnisées de façon horaire, sous forme d'IHTS. Les IFTS sont la contrepartie des heures supplémentaires réalisées par les personnels en bénéficiant.

- **Le recours aux IHTS**

Le recours aux heures supplémentaires demeure exceptionnel. 6 situations « classiques » offrent droit au paiement d'IHTS :

- ✓ le rappel sur garde d'un agent SPP, avec un délai de prévenance inférieur à 72 heures que ce soit en CIS-1, en CIS-2 ou au CTA-CODIS,
- ✓ le rappel sur garde planifié lors de situations particulières amenant les effectifs d'une unité opérationnelle à être en-dessous du juste besoin opérationnel fixé dans les lignes directrices de gestion. Dans ce cas, le « déblocage » des IHTS est validé par le groupement en charge des ressources humaines après avis du chef de groupement territorial compétent,
- ✓ le traitement des excédents d'heures annuels *(après lisage semestriel)* en cas d'impossibilité de pose de récupérations dans la limite de 18,36 h / agent en CIS-1 et 12 h / agent en CIS-2 ou au CTA-CODIS,
- ✓ le dépassement horaire sur garde dans le cadre de la continuité de service en cas d'impossibilité pour l'agent de récupérer (retour d'intervention),
- ✓ la réalisation de travaux urgents à la demande du supérieur hiérarchique,
- ✓ la réalisation de missions particulières à la demande du DDSIS.

- **Le recours aux IFTS**

Le versement des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires attribuées aux officiers de sapeurs-pompiers professionnels est la contrepartie d'un volume supplémentaire de travail correspondant aux sujétions particulières en lien avec la fonction de l'officier. Il peut s'agir notamment des sollicitations téléphoniques en dehors des heures et jours ouvrés, de travaux professionnels à domicile, de la participation à des cérémonies, à des manifestations sportives et culturelles ou encore à des réunions, …

CHAPITRE 6 : LE DOUBLE STATUT

Article 45 Généralités

Tout sapeur-pompier professionnel ou personnel administratif et technique en activité peut souscrire un engagement de sapeur-pompier volontaire. Il exerce cette activité pendant son temps de repos.
A ce titre, il obéit aux droits et obligations du sapeur-pompier volontaire, définis dans la charte du sapeur-pompier volontaire.

Article 46 L'affectation

L'agent en double statut exerce son activité de volontaire au sein du centre d'incendie et de secours du ressort de sa résidence personnelle.
Il est interdit de monter des gardes sous statut volontaire dans le centre d'affectation professionnelle, seule l'astreinte y est autorisée. Dans ce cas, le responsable de la programmation veillera à ce que l'agent n'ait pas d'occupation(s) programmée(s) sur ses repos de sécurité. Suivant ces règles, un maximum de deux gardes de 12 heures par mois est fixé au sein du centre d'affectation volontaire à la condition par ailleurs que l'agent assure 120 h d'astreinte sur le mois pour « couvrir » le droit à GAC.
Par analogie, la validation des compétences sur emplois opérationnels d'un sapeur-pompier professionnel est reconnue sous son statut volontaire. Néanmoins, la participation aux manœuvres des centres d'affectation volontaire est fortement encouragée pour la cohésion du centre.

Article 47 La double affectation au CTA-CODIS

Le double statut est possible au CTA-CODIS sans contrainte de résidence mais sous réserve de détenir la formation et de démontrer une activité réelle. Un maximum de deux gardes de 12 heures par mois est fixé dans ce cadre. Les centres concernés par un double engagement sont alors destinataires des plannings de garde du CTA-CODIS afin de prendre en compte l'engagement de leurs agents sur le planning du CTA-CODIS. Il est interdit aux personnels sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS d'y assurer des gardes sous statut volontaire.

Article 48 Le double statut des chefs et adjoints de CIS
Par nécessités de service, les officiers et sous-officiers peuvent être autorisés à avoir une double affectation pour la tenue des activités de chef de centre ou d'adjoint au chef de centre lorsque les agents concernés détiennent une autre affectation au titre de leur activité professionnelle.
Pour les officiers, les autres fonctions d'encadrement au sein du centre sont exclues.

Article 49 Le double statut des officiers
Le double statut est autorisé jusqu'au grade de capitaine, après autorisation expresse du directeur départemental, afin de permettre la continuité des départs en intervention. Dans tous les cas, le grade de l'officier ne peut être supérieur à celui détenu par le chef de centre.
Dans ce cadre, les gardes ne sont pas autorisées. Le lieu de résidence de l'officier en double statut doit correspondre au secteur de 1er appel du centre d'incendie et de secours y compris lorsque le sapeur-pompier professionnel est chef de CIS.
Les officiers en double statut sont tenus de justifier de la validation des compétences sur les emplois opérationnels qu'ils sont amenés à tenir et d'y justifier d'une activité opérationnelle annuelle.

Article 50 Les spécialités opérationnelles
La continuité de service pour certaines spécialités peut être assurée par le statut de volontaire (notamment pour les référents techniques départementaux, certains conseillers techniques, les télé-pilotes de drones et les photographes opérationnels).
Les doubles statuts déployés au titre des équipes opérationnelles spécialisées sont encadrés et coordonnés par la sous-direction opérationnelle.
Dans ce cadre, les formations initiales et autres formations de maintien et de perfectionnement des acquis sont intégralement et strictement réalisées sous statut professionnel en temps de travail.

CHAPITRE 7 : LA FORMATION, LES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES ET LES STAGES

Article 51 La formation
Dans un souci de performance et d'exemplarité, et dans une dynamique d'amélioration continue, l'établissement encourage l'ensemble de ses agents à s'investir dans le domaine de la formation.
Il est ainsi formalisé tous les ans un plan de formation annuel ou pluri annuel, recensant l'ensemble des besoins de formation de l'établissement et les objectifs associés. Les modalités d'inscription aux formations et leurs mises en œuvre sont précisées au sein du règlement formation.
Les agents SPP peuvent par ailleurs intervenir en qualité de formateur sur temps de travail ou en heures supplémentaires (IHTS) selon les règles départementales en vigueur.

→ Les règles d'indemnisation, de rémunération et de décompte du temps de travail des formateurs occasionnels de l'EDIS sont versées au recueil des supports et procédures ressources humaines

Article 52 Les activités physiques et sportives
Les activités physiques et sportives constituent une pratique essentielle au sein de notre établissement car elles sont un facteur de santé et une garantie de sécurité à l'occasion des missions de sécurité civile confiées. Pour ce faire, tout sapeur-pompier doit entretenir et développer sa condition physique tout au long de sa carrière ou de son engagement. L'évaluation de celle-ci est réalisée annuellement, et obligatoirement, au moyen des indicateurs de la condition physique (ICP) arrêtés par le directeur départemental sur proposition du médecin-chef. Un guide départemental pour la prévention de la santé et de la sécurité par l'activité physique est arrêté par l'établissement. Il présente sous forme de recommandations les enjeux, les bienfaits et les méfaits du sport sur l'activité des sapeurs-pompiers.

Les agents en régime cyclique ont la possibilité durant leurs heures de service de participer à des séances d'activités physiques et sportives. Le personnel SHR en CIS peut rejoindre ces séances. Les agents de la filière sapeur-pompier en régime SHR à la direction et dans les sites délocalisés disposent d'un (de) créneau(x) autorisé(s) totalisant deux heures hebdomadaires (créneaux modulables pour les agents encadrant des actions de formation). Les agents des filières administrative et technique disposent quant à eux de la possibilité, sous avis hiérarchique, de participer à une séance hebdomadaire, organisée par le service en charge des activités physiques et sportives.

Article 53 La période de stage et le rôle de tuteur
L'accompagnement et le soutien d'un agent fonctionnaire stagiaire en formation sont reconnus par l'établissement. Ils sont des facteurs de réussite à l'occasion de la période de stage.

Des évaluations périodiques permettent au tuteur de l'agent de s'exprimer sur l'exercice des missions réalisées mais aussi sur le comportement de l'agent. A l'issue de chaque évaluation, un entretien avec le chef de groupement, centre, service ou bureau ou leurs adjoints respectifs, permet d'indiquer au stagiaire les axes d'amélioration à envisager et le bilan des progrès réalisés.

→ Les formulaires de stagiairisation et de titularisation sont versés au recueil des supports et procédures ressources humaines

CHAPITRE 8 : L'ENTRETIEN ANNUEL D'ACTIVITE

L'entretien annuel d'activité, ou entretien professionnel individuel, est obligatoire une fois par an. Il consiste à apprécier la valeur professionnelle de l'agent et d'en faire état à l'occasion d'un entretien formel. Il est effectué par le responsable hiérarchique direct de l'agent, ou par son adjoint en cas d'empêchement.

→ Les modalités d'entretien annuel d'activité, et les formulaires associés, sont versés au recueil des supports et procédures ressources humaines

Article 54 Déroulement

Pour les sapeurs-pompiers non-officiers ainsi que les personnels administratifs et techniques, l'entretien annuel d'activité est formalisé sur un outil dématérialisé, mis en place au sein de l'établissement.
L'entretien est réalisé dans un lieu calme et clos.
La valeur professionnelle est appréciée sur la base de critères déterminés en comité social territorial et définis, notamment pour la filière sapeur-pompier, par les référentiels nationaux.
Les compétences techniques et professionnelles sont également appréciées ainsi que les qualités relationnelles et les capacités d'encadrement.

L'entretien annuel d'activité sert par ailleurs à fixer des objectifs annuels individuels (et parfois collectifs) ainsi qu'à établir les souhaits de formation et/ou de mutation. Enfin, il permet, à l'agent et à son responsable hiérarchique, de faire évoluer la fiche de poste.

Le compte rendu de l'entretien fait apparaitre l'appréciation de la valeur professionnelle de l'agent, les objectifs fixés pour l'année, les besoins en formation ainsi que les perspectives d'évolutions professionnelles en termes de carrière et de mobilité.

Article 55 Calendrier

D'une façon générale, la campagne d'entretien annuel d'activité est lancée courant novembre de l'année N et s'arrête fin avril de l'année N+1.
Pour les officiers de sapeurs-pompiers professionnels, le calendrier est fixé en lien avec les orientations et directives de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises.

Article 56 Recours

Tout agent peut former un recours sur les conclusions de son entretien annuel d'activité. Une saisie de la CAP compétente est dans ce cadre rendue possible.

CHAPITRE 9 : LA DISCIPLINE

Tout agent est passible de sanctions disciplinaires pour les fautes commises dans le cadre du service et hors du service qui entrainent des conséquences sur l'image ou sur les membres du service, ainsi que pour tout manquement à un devoir ou une obligation.

Article 57 Les sanctions

L'engagement d'une procédure disciplinaire est de la compétence exclusive de l'autorité territoriale. Suivant la sanction envisagée et le statut de l'agent, une procédure avec saisine ou non du conseil de discipline peut être engagée. Définies dans le code général de la fonction publique, les sanctions susceptibles d'être appliquées aux fonctionnaires stagiaires, aux fonctionnaires titulaires et aux contractuels de droit public sont les suivantes :

- **Pour les fonctionnaires titulaires**

- 1er groupe
  - ✓ avertissement,
  - ✓ blâme,
  - ✓ exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours.

- 2ème groupe
  - ✓ radiation du tableau d'avancement,
  - ✓ abaissement d'échelon à l'échelon immédiatement inférieur à celui détenu par l'agent,
  - ✓ exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours.

- 3ème groupe
  - ✓ rétrogradation au grade immédiatement inférieur et à un échelon correspondant à un indice égal ou immédiatement inférieur à celui détenu par l'agent,
  - ✓ exclusion temporaire de fonctions pour une durée de seize jours à deux ans.

- 4ème groupe
  - ✓ mise à la retraite d'office,
  - ✓ révocation.

Nota : la radiation du tableau d'avancement peut également être prononcée à titre de sanction complémentaire d'une des sanctions des deuxième et troisième groupes.

- **Pour les fonctionnaires stagiaires**

  - ✓ avertissement.
  - ✓ blâme,
  - ✓ exclusion temporaire de fonctions pour une durée de un à trois jours,
  - ✓ exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours,
  - ✓ exclusion définitive du service.

- **Pour les contractuels de droit public**

  - ✓ avertissement,
  - ✓ blâme,
  - ✓ exclusion temporaire de fonctions de 6 mois maximum si le contractuel est en CDD, 1 an maximum si le contractuel est en CDI,
  - ✓ licenciement sans préavis, ni indemnité.

Sauf dans le cas d'une sanction liée à une condamnation pénale ou à une faute lourde individuelle, la hiérarchie des sanctions est respectée conformément aux textes en vigueur. L'autorité investie du pouvoir de nomination peut, sans préjuger de sa culpabilité, suspendre un agent de ses fonctions s'il est soupçonné d'une infraction pénale ou s'il a fait l'objet d'une plainte au pénal. Dans ce cas précis, l'intéressé conserve l'intégralité de son salaire ou de ses droits à indemnités.

Tout agent a droit, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, aux garanties de recours et de défense fixées par les textes législatifs et réglementaires notamment au recours gracieux auprès du supérieur hiérarchique ou de l'autorité d'emploi.

Article 58 Les procédures internes

Le déroulement de la procédure disciplinaire impose le respect d'un certain nombre d'obligations pour l'établissement qui sont autant de garanties accordées à l'agent, et qui doivent être respectées indépendamment de la gravité de la sanction qui sera infligée.
Pour ce faire, le service en charge des affaires juridiques du SDIS assure le suivi et l'instruction des procédures disciplinaires quel que soit le niveau de sanction envisagé en lien avec l'échelon territorialement compétent et le groupement en charge des ressources humaines.

Des enquêtes administratives conduites à la demande du directeur départemental peuvent être diligentées pour caractériser des faits ou comprendre une situation à l'origine d'une demande de sanction.

→ Le mémento de la DGSCGC sur la conduite d'une enquête administrative est versé au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 59 Le conseil de discipline

Le conseil de discipline est une formation de la commission administrative paritaire (CAP) dont relève le fonctionnaire poursuivi, ou de la commission consultative paritaire (CCP) pour l'agent contractuel de droit public.

Le conseil de discipline est ainsi composé des membres de la CAP ou de la CCP compétente et est présidé par un magistrat de l'ordre administratif. Il est obligatoirement consulté par l'autorité titulaire du pouvoir disciplinaire lorsque cette dernière envisage d'infliger :

- ✓ une sanction du 2ème, 3ème ou 4ème groupe pour les fonctionnaires titulaires,
- ✓ une exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours ou une exclusion définitive du service pour les fonctionnaires stagiaires,
- ✓ une exclusion temporaire ou un licenciement sans préavis, ni indemnité pour les contractuels de droit public.

L'avis rendu par le conseil de discipline est un avis simple qui ne lie pas l'autorité territoriale. Ainsi, elle peut décider in fine de ne pas prononcer de sanction, de prononcer la sanction proposée par le conseil de discipline ou de prononcer une sanction plus ou moins sévère que celle proposée par le conseil de discipline.

CHAPITRE 10 : LE PROTOCOLE ET LES RECOMPENSES

Article 60 Le protocole

Le protocole consiste en la régulation des rapports entre ceux qui portent l'uniforme et le milieu extérieur, les autorités ou le public au sens le plus large. Le protocole intéresse également les cérémonies publiques ou internes au service. Un guide interne réglemente et rappelle les règles d'usage en la matière.

Article 61 Les distinctions et récompenses

L'établissement reconnait et récompense l'engagement et l'action de celles et ceux qui, à l'occasion de leurs missions du quotidien ou dans le cadre de situations exceptionnelles comme une intervention marquante, font preuve d'un engagement ou d'un courage exceptionnel ou encore d'actions qui dépassent le cadre normal du service ou des missions confiées.

A ce titre, une chancellerie est créée au SDIS. Elle instruit, conformément aux conditions d'attribution des titres et récompenses, les demandes de distinctions dans les ordres nationaux (ordre de la légion d'honneur, ordre national du mérite, …), les ordres ministériels (ordre des palmes académiques, …), certaines médailles d'honneur (médaille de la sécurité intérieure, médaille pour acte de courage et dévouement, médaille d'honneur des sapeurs-pompiers pour services exceptionnels, …) ainsi que les demandes de médailles d'honneur pour ancienneté (médailles d'honneur des sapeurs-pompiers ou médailles d'honneur régionale, départementale ou communale pour les personnels administratifs et techniques).

CHAPITRE 11 : LE DROIT SYNDICAL

Article 62 Les autorisations spéciales d'absence (ASA)

Article 62-1 Le crédit individuel (en jours)

Les représentants syndicaux doivent être mandatés nominativement par leur syndicat pour assister aux congrès nationaux, internationaux ou aux réunions d'organismes directeurs.

Sur présentation d'un justificatif nominatif, l'agent est autorisé à s'absenter 10 jours par an. Ce crédit est porté à 20 jours par an lorsque le syndicat d'appartenance est représenté au conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT).

Seuls les agents en service se voient accordés une ASA.

Article 62-2 Le contingent collectif (en heures)

Les représentants syndicaux bénéficient d'un contingent global annuel pour se rendre aux réunions d'un autre niveau que celui de l'article 62-1 : groupe de travail national, local...

Ce contingent est calculé par le groupement en charge des ressources humaines à chaque renouvellement des membres du comité social territorial.

Article 62-3 La participation aux organismes paritaires statutaires
Les représentants syndicaux appelés à siéger aux commissions administratives paritaires (CAP), au comité social territorial (CST) ou tout autre organisme statutaire se voient accorder une autorisation d'absence en fonction de la date de convocation. Celle-ci comprend le délai de route, le temps prévisible de la réunion ainsi qu'un temps équivalent pour assurer la préparation et le compte rendu de la réunion.
Ce droit est ouvert aux titulaires comme aux suppléants lorsque ceux-ci sont amenés à siéger à la place des titulaires.
Ces autorisations d'absences peuvent être refusées pour nécessités de fonctionnement du service.

Article 63 Les décharges d'activité de service (DAS)
Une décharge d'activité de service est une autorisation donnée à un agent d'exercer pendant ses heures de service une activité syndicale en lieu et place de son activité administrative ou opérationnelle normale. Chaque organisation syndicale désigne les agents qu'elle souhaite voir bénéficier d'une décharge.
Elle fait l'objet d'un arrêté de l'autorité territoriale.
Le contingent global mensuel de décharges d'activité est déterminé sur la base du nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale du CST. Le crédit mensuel n'est ni cumulable ni reportable d'un mois sur l'autre.

Article 64 Les congés pour formation syndicale
Tout agent a droit à un congé avec traitement pour formation syndicale dans la limite de douze jours ouvrables par an. Ce congé ne peut être accordé que pour suivre une formation dans l'un des centres figurant sur une liste arrêtée annuellement par l'Etat.
Tout refus sera motivé et notifié à l'agent.
Ces congés sont accordés dans la limite de 5% de l'effectif réel.

Article 65 Les garanties
Conformément à la réglementation nationale, l'établissement garantit la mise à disposition de locaux syndicaux distincts à usage de bureau, d'une boite aux lettres (courriers et courriels) mais aussi des panneaux distincts d'affichage syndical.
Le droit à l'information syndicale permet, pour les organisations syndicales, de tenir des réunions mensuelles d'information durant les heures de service. Il est reconnu 1 heure mensuelle de participation à ces réunions par agent.

→ Le listing des DAS et ASA reconnues par l'établissement, et les formulaires de demande associés, sont versés au recueil des supports et procédures ressources humaines.

CHAPITRE 12 : L'ACTION SOCIALE

L'action sociale collective ou individuelle vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

Article 66 La participation aux protections sociales
Le SDIS participe au financement de la protection sociale des agents dans le domaine de la santé et de la prévoyance.
Afin de préserver le libre choix des agents quant à l'organisme auprès duquel ils pourront souscrire un contrat, la procédure retenue est celle de la labellisation. L'établissement verse une participation mensuelle au titre de la complémentaire santé (mutuelle) mais aussi au titre de la complémentaire prévoyance, selon les conditions et les montants fixés par le conseil d'administration du SDIS.

En fonction des évolutions réglementaires sur la protection sociale complémentaire, une participation de l'établissement à un contrat collectif pourra être actée en lieu et place des contrats individuels labélisés dans le domaine de la santé et/ou de la prévoyance.

→ La procédure interne portant sur la participation employeur aux protections sociales est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines

Article 67 La participation au CNAS
Les agents de l'établissement (actifs et retraités) peuvent bénéficier des prestations des comités sociaux comme le CNAS, notamment pour les offres culturelles, sportives ou les aides quotidiennes.

Article 68 La participation aux titres restaurants
L'établissement contractualise avec un prestataire, via un marché public, pour que ses agents puissent bénéficier des titres restaurants. Le montant des participations « employeur » et « employé » est déterminé par délibération du CASDIS.
L'utilisation par l'agent est fonction de la réglementation nationale.

→ La note interne portant modalités d'attribution et de retrait des titres restaurant est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 69 L'aide au transport
L'établissement prend en compte une part du coût de déplacement des agents publics pour les abonnements de transports en commun dans le cadre du trajet domicile/ travail.
Les conditions de prise en compte respectent la réglementation.

CHAPITRE 13 : L'EXERCICE D'UN MANDAT ELECTIF

Plusieurs garanties existent pour permettre aux agents élus d'exercer leur mandat. Ces garanties sont destinées selon les cas à permettre l'exercice d'un mandat à temps plein, à offrir davantage de disponibilités pour l'exercice d'un mandat en parallèle d'une activité professionnelle ou encore à protéger les élus de mesures discriminatoires.

Article 70 La cessation provisoire des activités professionnelles pour exercer un mandat électif
Conformément à la réglementation en vigueur, différents dispositifs existent pour permettre l'exercice à temps plein d'un mandat électif par un agent fonctionnaire.
Dans ce cadre, tout agent de l'établissement peut recourir à :

- ✓ une disponibilité de droit offerte aux élus ayant la qualité de fonctionnaire (dans ce cas, le fonctionnaire est placé de plein droit en position de disponibilité pendant la durée de son mandat),
- ✓ un détachement de droit offert aux élus fonctionnaires

Article 71 Facilités accordées aux élus qui poursuivent une activité professionnelle
Tout agent exerçant un mandat local peut bénéficier d'autorisations d'absence et d'un crédit d'heures lui permettant de remplir ses obligations d'élu. Ces droits varient en fonction du mandat du salarié (élu municipal, départemental ou régional).

Article 71-1 Les autorisations spéciales d'absence (ASA)
Tout agent investi d'un mandat électif bénéficie d'autorisations spéciales d'absence. Celles-ci visent à permettre aux élus locaux de se rendre et de participer aux réunions de leur conseil, aux séances des commissions crées par une délibération de ce conseil ainsi qu'à celles des organismes où ils représentent leur collectivité locale.
Sur la base d'une information préalable écrite et de la présentation d'un justificatif, l'agent est autorisé à s'absenter.

Article 71-2 Les crédits d'heures
Tout agent investi d'un mandat électif bénéficie d'un crédit d'heures. Celui-ci vise à permettre aux élus locaux de disposer du temps nécessaire à l'administration de leur collectivité locale et des organismes auprès desquels ils la représentent ainsi qu'à la préparation des réunions des instances au sein desquelles ils siègent.
Le crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est fixé par référence à la durée hebdomadaire légale du travail. Il varie en fonction de la taille de la commune et des missions exercées par l'élu.
L'agent est autorisé à utiliser son crédit d'heures à condition d'en avoir fait la demande écrite, 3 jours au moins avant son absence.

TITRE III. LES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

CHAPITRE 14 : L'ORGANISATION GENERALE

Article 72 Cadre général

Toute personne, qu'elle soit ou non en activité et quelle que soit son activité professionnelle, peut devenir sapeur-pompier volontaire, sous réserve de satisfaire aux conditions d'engagement et ce, conformément au cadre réglementaire applicable et aux dispositions du présent règlement intérieur du SDIS et du corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme.

Les sapeurs-pompiers volontaires ont vocation à participer à l'ensemble des missions de sécurité civile, à l'instar des sapeurs-pompiers professionnels. A ce titre, par leur engagement, les sapeurs-pompiers volontaires participent, sur l'ensemble du territoire, aux missions de sécurité civile de toute nature confiées principalement aux services d'incendie et de secours, et peuvent également exercer des missions ou remplir des fonctions particulières dans le cadre de l'organisation des services (article L 723-4 du code de la sécurité intérieure).

Au sein de l'établissement, ils ont vocation à exercer dans l'un des 56 centres d'incendie et de secours du corps départemental, au CTA-CODIS et, dans le cadre d'une double affectation, dans certains services supports de l'établissement pour des missions non permanentes. Ils exercent, en fonction des besoins du service et de leurs qualifications, des missions opérationnelles jusqu'au niveau chef de colonne et peuvent être en charge de missions techniques, managériales ou d'encadrement comme notamment :

- adjoint ou chef d'un centre de secours classé CIS-2 (CIS à 100 % SPV),
- officier de centre dans un centre de secours classé CIS-1,
- référent local/territorial pour le développement du volontariat,
- référent départemental des sapeurs-pompiers volontaires, …

Au vu des missions qu'ils emportent, les emplois de chef du CTA-CODIS, de chef de bureau, de chef de service, de chef de groupement ou de sous-directeur sont confiés exclusivement à des sapeurs-pompiers professionnels.

Article 73 L'exercice des missions

Les sapeurs-pompiers volontaires exercent leur engagement volontaire ou bénévole indépendamment de leur activité professionnelle suivant les règles suivantes :

- il s'agit d'un engagement personnel, librement souscrit et qui peut être résilié à tout moment. Cet engagement n'est pas souscrit à titre professionnel mais dans des conditions qui lui sont propres (les règles de la fonction publique et du code de travail ne lui sont pas applicables),
- l'autorité de gestion des sapeurs-pompiers volontaires exerce un rôle de coordination,
- cette activité est à but non lucratif et ne donne pas droit à une rémunération, seules des indemnités sont versées,
- en cas d'accident ou de maladie contractée dans le cadre de leur engagement citoyen, ils disposent d'une protection sociale spécifique.

Article 74 Les comités inter-centres

Il est créé dans chaque compagnie, par arrêté du président du CASDIS, un comité inter-centres qui a vocation de favoriser la concertation au sein de chaque compagnie et de traiter les engagements au sens large (engagements, réengagements). A ce titre, il étudie les demandes d'engagement et de réengagement des CIS de la compagnie et est chargé d'animer localement la réflexion sur le nombre de SPV à engager, les profils à privilégier, les modalités d'intégration lors de l'arrivée dans le centre,…

Les avis du comité inter-centres sont transmis pour information au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

La composition et les modalités de désignation et de fonctionnement des comités inter-centres sont définies dans un règlement intérieur propre aux comités inter-centres.

→ Le règlement intérieur des comités inter-centres est versé au recueil des supports et procédures juridiques

CHAPITRE 15 : LE STATUT DE SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE

Sous chapitre I L'engagement de sapeur-pompier volontaire et les affectations

Article 75 L'engagement

Tout citoyen peut souscrire à un engagement de sapeur-pompier volontaire. Toutefois, en application des articles R 723-6 et 723-7 du code de la sécurité intérieure, cet engagement est subordonné aux conditions suivantes :

- être âgé de seize ans au moins. Si le candidat est mineur, il doit être pourvu du consentement écrit de son représentant légal. Les candidats aux fonctions d'officier de sapeurs-pompiers volontaires doivent être âgés de vingt et un ans au moins,
- jouir de ses droits civiques et, pour les étrangers, des droits équivalents reconnus dans l'Etat dont ils sont ressortissants,
- ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions, mentionnée au bulletin n° 2 du casier judiciaire, et, pour les étrangers, d'une condamnation de même nature dans l'Etat dont ils sont ressortissants,
- s'engager à exercer son activité de sapeur-pompier volontaire avec obéissance, discrétion et responsabilité, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, et notamment de la charte nationale du sapeur-pompier volontaire,
- se trouver en situation régulière au regard des dispositions du code du service national et, pour les étrangers, au regard des obligations du service national de l'Etat dont ils sont ressortissants,
- satisfaire à des conditions médicales particulières.

→ Le dossier d'engagement à une activité de sapeur-pompier volontaire est versé au recueil des supports et procédures ressources humaines.

- **Cadre général**

Tout candidat, quelle que soit son origine (JSP, SPP, militaire, …), doit satisfaire aux obligations définies dans le dossier d'engagement. Son engagement est conditionné par la réussite aux tests de présélection (sauf candidats exemptés) et à son aptitude médicale. Les modalités d'organisation de ces tests font l'objet de règles départementales.

L'engagement en qualité de sapeur-pompier volontaire s'effectue tout au long de l'année. Préalablement à l'engagement, les candidats sont reçus par le chef du centre de secours qui défend en 1er appel leur domicile. Le dossier d'engagement est ensuite soumis à l'avis du comité inter-centres puis transmis au groupement en charge des ressources humaines pour production de l'arrêté d'engagement et validation de l'autorité de gestion. En cas d'avis défavorable à un engagement de sapeur-pompier volontaire, le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires peut être saisi et rend son avis dans un délai maximum de trois mois.

- **L'engagement différencié**

L'engagement différencié peut être contracté dans le but, notamment, d'augmenter le potentiel opérationnel journalier des unités en difficulté de recrutement. Il permet d'adapter les différentes aptitudes (physique et médicale) ainsi que les exigences en termes de formation initiale à la réalité des missions exercées.
L'engagement différencié ne concerne que les jeunes sapeurs-pompiers brevetés ayant une contre-indication médicale à la mission incendie. Les modalités de recours aux engagements différenciés font l'objet de règles départementales.

Article 76 Les affectations et la mutation

Les affectations des sapeurs-pompiers volontaires font l'objet de règles départementales. Par principe, et dans un souci de réponse opérationnelle, l'affectation principale s'entend comme le centre d'incendie et de secours qui défend en 1er appel le domicile du SPV pour réaliser les diverses missions et activités confiées. Cette affectation principale est susceptible d'évoluer tout au long de son engagement, notamment en fonction d'éventuels changements de situation personnelle.

Le sapeur-pompier volontaire peut, sous certaines conditions, avoir en plus de son affectation principale une affectation dite secondaire dans au moins un autre CIS du corps départemental.

Les chefs de centre, les officiers de compagnie et les chefs de groupements concernés émettent un avis à la demande de double affectation ou d'affectations multiples.

Article 77 Le double engagement

Un sapeur-pompier volontaire peut contracter, à sa demande, un double engagement : un au corps départemental et un autre auprès d'un service local d'incendie et de secours (SLIS) dépendant d'une autorité de gestion tierce.
Par ailleurs, un sapeur-pompier volontaire peut contracter, à sa demande, un double engagement entre deux corps départementaux. Des conventions sont alors conclues entre les deux autorités de gestion.

Article 78 La période probatoire

La période probatoire ne peut être inférieure à un an, ni supérieure à trois ans. Durant cette période, et sur demande du chef de CIS, l'engagement du sapeur-pompier volontaire peut être résilié d'office, à tout moment, s'il n'a pas validé sa formation initiale ou en cas d'insuffisance dans son aptitude ou sa manière de servir.
Il est mis fin à la période probatoire dès l'acquisition de la formation initiale requise, celle-ci étant adaptée au type d'engagement initialement contracté (engagement toutes missions ou engagement différencié).
Les sapeurs de 2ème classe reçoivent alors l'appellation de sapeurs de 1ère classe.
Sont exemptés de période probatoire, les SPV titulaires du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers.

Sous chapitre II L'accompagnement et le suivi des sapeurs-pompiers volontaires

Article 79 L'encadrement des SPV

Tout sapeur-pompier volontaire est parrainé, au minimum jusqu'à l'obtention du grade de sapeur-pompier 1ère classe, par un sapeur-pompier du centre d'incendie et de secours désigné par le chef de centre et titulaire de la formation chef d'équipe. Ce parrainage doit permettre d'accompagner et de guider la nouvelle recrue au sein de l'établissement.
De manière identique, le parrainage des :

- SPV mineurs se réalise jusqu'à leur majorité et au minimum durant six mois,
- SPV majeurs déjà formés et intégrant une nouvelle unité s'effectue pendant une durée de six mois.

Article 80 L'apprenant

La possibilité est offerte pour les sapeurs-pompiers volontaires nouvellement engagés de partir en intervention dès le début de leur engagement afin de leur permettre de découvrir le monde sapeur-pompier en observant et en accomplissant des tâches non techniques destinées à acquérir et à entretenir une motivation suffisante pour suivre l'ensemble du cursus de formation.

- **Pour les tâches quotidiennes de gestion technique et administratives :**

Le sapeur-pompier volontaire apprenant doit être accompagné par un tuteur désigné par le chef du CIS d'affectation. Les référents doivent avoir au minimum la qualité de chef d'équipe ou à défaut, compter au moins cinq ans de service effectifs.

- **Pour la participation aux missions opérationnelles :**

L'apprenant peut être uniquement présent lors des interventions dans les domaines du secours à personne. Il est placé sous l'autorité du chef d'agrès. La participation aux autres missions (incendie, secours-routier, opérations diverses) est exclue. Préalablement à tout engagement opérationnel, le sapeur-pompier apprenant devra avoir reçu une information relative aux règles de sécurité individuelles et collectives sur intervention et la formation d'équipier prompt secours (EQPS). L'apprenant n'est pas comptabilisé dans l'effectif réglementaire de l'agrès. Un véhicule ne peut compter qu'un seul sapeur-pompier volontaire apprenant à son bord. Lors des interventions, le sapeur-pompier volontaire apprenant ne peut accomplir aucune tâche ou activité ayant une incidence directe sur l'opération. Il peut cependant être amené à aider l'action des secours comme tout citoyen. Ainsi, le fait « d'envoyer un brancard » ou d'aider au déplacement d'un tuyau ou de matériels ne constitue pas des actions ayant une incidence directe sur l'opération.

Le sapeur-pompier volontaire apprenant engagé sur opération doit pouvoir être identifié de manière permanente, visible et non équivoque par les différents intervenants ainsi que les victimes ou le public par le port d'une chasuble bleu portant l'inscription « apprenant ». L'apprenant intervient es qualité jusqu'à ce que la formation initiale « secours d'urgence aux personnes » soit complète et jusqu'à un maximum de 6 mois après obtention des unités de valeur de formation.

Lorsque l'intégrité physique et/ou psychique du sapeur-pompier volontaire apprenant est susceptible d'être menacée, ou que sa présence peut être préjudiciable au bon déroulement de l'opération, le chef d'agrès le soustrait de l'intervention.

Titre III : Les sapeurs-pompiers volontaires

Article 81 Dispositions spécifiques aux SPV mineurs

Le SDIS de la Somme reconnait le droit aux mineurs âgés de plus de 16 ans de contracter un engagement de sapeur-pompier volontaire, sous réserve d'une autorisation parentale et dès lors que sont mises en œuvre toutes les conditions générales de leur accueil visant à garantir leur sécurité et à protéger leur santé.

Des dispositions départementales complètent les conditions générales d'accueil des mineurs. Le sapeur-pompier volontaire mineur n'est dans ce cadre pas autorisé à :

- assurer des gardes postées ou des astreintes nocturnes soit entre 20H00 et 08H00 ou 19H00 et 07H00 selon le régime de garde du centre de secours d'affectation,
- être présent au centre de secours entre 20H00 et 07H00
- être seul au centre de secours quel que soit le moment de la journée,
- partir en intervention sans y être autorisé et sans s'assurer d'être sous l'autorité du chef d'agrès du véhicule.

Une annexe départementale à la charte nationale du sapeur-pompier volontaire portant dispositions particulières aux sapeurs-pompiers volontaires mineurs et à son ou ses représentants légaux complète et définit les conditions d'accueil, d'intégration et de suivi de ces sapeurs-pompiers volontaires mineurs au moment de leur engagement. Elle précise les droits, obligations, interdictions et devoirs que le chef de centre, le sapeur-pompier volontaire mineur et son ou ses représentants légaux s'engagent à respecter. Elle est également signée par le directeur départemental, chef de corps.

→ L'annexe départementale relative aux sapeurs-pompiers volontaires mineurs est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Sous chapitre III La carrière

Article 82 Les avancements de grade

Les dispositions réglementaires relatives aux changements de grade font l'objet de précisions départementales. Ainsi, pour tous les avancements jusqu'au grade d'adjudant, le sapeur-pompier volontaire est nommé le dernier jour de stage.

Des quotas d'encadrement par CIS sont définis comme prévu réglementairement. Dans le cas où un sapeur-pompier volontaire d'un centre de première intervention non intégré peut prétendre à un avancement dans son centre de première intervention, celui-ci ne sera validé au corps départemental que si les quotas applicables le permettent. Le dimensionnement de l'encadrement des CIS est défini dans un document dédié, analogue aux LDG pour les personnels permanents.

Article 83 Le renouvellement d'engagement

Le sapeur-pompier volontaire est engagé pour une période de cinq ans. L'engagement est reconduit tous les cinq ans après avis du comité inter-centres dans les mêmes conditions que celles de l'engagement.

Lorsqu'il est émis un avis défavorable au réengagement du SPV, l'établissement est tenu d'en informer l'intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, six mois au moins avant la fin de la période quinquennale d'engagement. Comme pour les primo-engagements, le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires peut être saisi par le SPV qui voit son réengagement refusé. Il rend alors son avis dans un délai maximum de trois mois.

Article 84 Les suspensions d'activité

Le sapeur-pompier volontaire peut, sur sa demande en complétant le formulaire prévu à cet effet, bénéficier d'une suspension d'engagement d'une durée de six mois minimum et de cinq ans maximum pour l'ensemble de sa carrière pour des raisons familiales, professionnelles, scolaires ou en cas de congé parental. A l'issue de sa suspension d'engagement, le sapeur-pompier reprend son activité après avoir satisfait aux exigences médicales de l'établissement. Les sapeurs-pompiers volontaires ayant cessé leur activité depuis moins de cinq ans peuvent être réengagés dans une qualification, sous une appellation ou dans un grade identique à celui qu'ils détenaient au moment de la cessation de leurs fonctions, sous réserve de satisfaire aux conditions d'aptitude physique et médicale. Dans le même cadre, un candidat qui aurait cessé son activité depuis moins de cinq ans est exempté des tests de recrutement, sous réserve qu'il soit titulaire de la formation initiale. Toutefois, et dans tous les cas, la reprise de l'activité opérationnelle est conditionnée au suivi et à la validation de la formation de maintien des acquis de chaque domaine d'activité.

L'engagement du sapeur-pompier volontaire dont les examens périodiques font apparaitre qu'il ne répond plus aux conditions d'aptitude médicale et physique requises pour l'exercice de cette activité peut être suspendu pour une durée maximale de douze mois, renouvelable deux fois maximum. Il n'est pas procédé à une suspension lorsque la durée de l'inaptitude est inférieure à trois mois.

Le sapeur-pompier volontaire placé en arrêt maladie ou victime d'un accident du travail au titre de son activité professionnelle doit déclarer sa situation au SDIS. Dans ces situations, l'engagement du SPV est suspendu d'office au-delà de quatre-vingt-dix jours d'arrêt consécutifs. Pendant la durée de l'arrêt de travail, quelle qu'en soit la cause, le SPV ne peut pas participer à l'activité du service. En cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ou à l'occasion du service, l'engagement du SPV ne peut faire l'objet d'une suspension d'office.

Les périodes de suspension d'engagement ne sont pas prises en compte pour la détermination des services effectifs ouvrant droit à l'avancement ni pour le décompte de l'ancienneté SPV.

Article 85 La mise en demeure

Un sapeur-pompier volontaire peut être mis en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, de reprendre son activité dans les cas suivants :

- si, depuis plus de trois mois, sans motif valable et sans y avoir été autorisé, il n'a pas accompli d'activité et n'assure donc plus les obligations de service résultant de son engagement de SPV,
- si n'a pas repris ses activités à l'expiration de la durée de suspension d'engagement.

En cas de non reprise d'activité dans un délai de deux mois après la mise en demeure, il est procédé à une résiliation d'office de l'engagement du sapeur-pompier volontaire.

Article 86 La résiliation et la fin d'activité

L'engagement du sapeur-pompier volontaire prend fin de plein droit lorsque l'intéressé atteint l'âge de soixante ans. Toutefois, le SPV peut demander à cesser son activité à partir de cinquante-cinq ans. Il peut, au contraire, bénéficier d'un maintien en activité jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans (ou soixante-dix ans pour les médecins et pharmaciens ou soixante-huit ans pour les vétérinaires et infirmiers) sous réserve de son aptitude médicale dûment constatée par un médecin de la sous-direction santé.

Le SDIS peut procéder à la résiliation d'office de l'engagement du sapeur-pompier volontaire dans les cas suivants :

- durant la période probatoire, l'engagement du SPV peut être résilié à tout moment pour manquement aux principes édictés dans la charte nationale,
- lorsque le SPV ne reprend pas son activité à l'expiration de la durée de la suspension de son engagement,
- lorsque le SPV ne satisfait plus aux conditions de santé particulières prévues réglementairement après, éventuellement, mise en œuvre d'une période de suspension maximale de trois ans.

CHAPITRE 16 : L'ACTIVITE OPERATIONNELLE

Article 87 Les obligations

Tout sapeur-pompier volontaire doit avoir pleinement conscience qu'il constitue un élément important de l'organisation et du fonctionnement de son centre d'affectation. Aussi, et compte tenu de son grade, des fonctions qui lui sont confiées, de ses spécialités et de sa disponibilité, il a le devoir de s'impliquer pour permettre un fonctionnement correct et harmonieux de son centre.

Le chef de centre est tenu informé des indisponibilités « connues » (congés, …) ou des périodes d'absence supérieures à 8 jours. Dans le cas d'indisponibilités « imprévues », le sapeur-pompier volontaire s'engage à se faire remplacer avant de quitter son poste et informe son supérieur hiérarchique. Tout sapeur-pompier volontaire placé en arrêt de maladie ou victime d'un accident de travail au titre de son activité professionnelle déclare par ailleurs sa situation à son chef de centre qui transmet au groupement ressources humaines.

Tout sapeur-pompier volontaire est tenu de communiquer à son chef de groupement, de service ou de centre son adresse personnelle, ses numéros de téléphone, la raison sociale et les coordonnées de son employeur et de faire part de toute modification de ces données.

Tout sapeur-pompier volontaire s'engage à participer aux activités opérationnelles, de formation, de service et de son centre en particulier :

- l'activité opérationnelle, qui se traduit par l'obligation d'assurer des périodes d'astreintes et des gardes en caserne pour les CIS concernés. La fréquence des cycles d'astreintes varie en fonction des effectifs des centres et des attendus du règlement opérationnel. Les gardes en caserne sont quant à elles autorisées à la condition d'offrir 120 heures de disponibilités en régime d'astreinte par mois et doivent tendre vers un maximum de 600 heures par an.
  L'astreinte a vocation à planifier la disponibilité notamment opérationnelle des sapeurs-pompiers volontaires. Le chef de centre, l'officier de compagnie et le chef de groupement doivent veiller à ce que l'effectif d'astreinte corresponde aux effectifs fixés par le RO,

  Dans chaque centre de secours, il est mis en place un règlement d'organisation des astreintes dans le but de s'assurer de la bonne implication des SPV dans la vie du centre de secours.
- les périodes de gardes/astreintes sont planifiées par le chef de centre en fonction des disponibilités de chacun et des nécessités du service. Pendant ces périodes, les agents participent aux activités du centre.

Les sapeurs-pompiers volontaires des autres centres de secours peuvent participer à l'activité des centres en difficulté de ressources sous réserve de l'accord mutuel des chefs de centre concernés et dans la mesure où cette participation permet de préserver une capacité opérationnelle correcte du centre d'origine du sapeur-pompier volontaire. Dans le cas où les obligations opérationnelles vis-à-vis du service ne sont pas remplies, constituant ainsi une rupture de l'engagement du sapeur-pompier volontaire, il est mis fin aux fonctions dans le respect des conditions réglementaires.

Article 88 L'état de grossesse

Une SPV doit signaler son état de grossesse au plus tôt à sa hiérarchie qui prend toute mesure pour l'extraire d'un service incompatible avec son état et donc lui interdire toute activité opérationnelle. Cette interdiction est formalisée par un arrêté de restriction. Pour autant, il n'est pas procédé administrativement à une suspension d'activité ; son engagement se poursuit.
Une visite de reprise opérationnelle auprès d'un médecin de sapeur-pompier de la sous-direction santé s'impose à l'issue du congé légal de maternité.

CHAPITRE 17 : LES DISPOSITIFS DE VALORISATION ET DE FIDELISATION DE L'ACTIVITE DE SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE

Des dispositifs sont mis en œuvre pour permettre et encourager l'engagement altruiste du sapeur-pompier volontaire et permettre la conciliation de ses temps de vie (professionnelle, familiale, sociale et sapeur-pompier).

Article 89 Les conventions de disponibilité

Le partenariat avec les employeurs permet de faciliter l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires en le conciliant avec les impératifs professionnels. Une convention permet d'organiser et de planifier notamment la disponibilité opérationnelle et/ou la disponibilité pour formation de l'employé SPV sur son temps de travail et définit un seuil de sollicitation adapté à chaque sapeur-pompier selon son poste de travail. Chaque dispositif est adaptable et librement négociable. Cette disponibilité offre à l'employeur du SPV la possibilité de plusieurs modalités de compensations financières (y compris le doublement des indemnités SPV pour l'employeur subrogé dans les droits du SPV à percevoir des indemnités lorsqu'il autorise son salarié à participer à des colonnes de renfort extra-départementales).
En contrepartie, le sapeur-pompier volontaire bénéficiaire d'une convention de disponibilité s'engage à respecter scrupuleusement les modalités de celle-ci et veille à entretenir une bonne information de son employeur sur ses activités SPV.

Article 90 Les autres dispositifs

Parallèlement au dispositif visant à faciliter l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires au moyen de conventions de disponibilité, l'établissement met à disposition des ressources humaines (cadres du groupement en charge des ressources humaines et officiers de sapeurs-pompiers volontaires déchargés de commandement,…) pour présenter et encourager l'engagement altruiste de sapeur-pompier volontaire et les outils réglementaires de valorisation, de fidélisation et de reconnaissance.

Les chefs de centre et responsables hiérarchiques veillent au rapprochement des employeurs, des acteurs de la société civile et des référents volontariat pour la présentation des dispositifs de soutien au développement du volontariat (label employeur, mécénat, abattement prime d'assurance, …).

CHAPITRE 18 : LES INDEMNITES DE SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE

L'activité de sapeur-pompier volontaire est à but non lucratif. Elle ouvre le droit à des indemnités horaires dont les taux de base sont fixés par arrêté ministériel. Elles dépendent du grade du SPV.
Ces indemnités ne sont assujetties à aucun impôt, ni soumises aux prélèvements prévus par la législation sociale. Elles sont incessibles, insaisissables et cumulables avec tout revenu ou prestation sociale.

→ La délibération du conseil d'administration approuvant le règlement des indemnités SPV est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines

Article 91 Les indemnités des tâches opérationnelles
Les activités de garde, d'astreinte, de formation et d'intervention ouvrent droit à la perception d'indemnités par les SPV du corps départemental. Les modalités d'attribution, les conditions d'éligibilité et les taux applicables à chacune des activités sont déterminés par le conseil d'administration et actés dans le règlement des indemnités SPV.

Article 92 Les indemnités des tâches non opérationnelles
L'exercice de différentes responsabilités et la réalisation de certaines tâches technico-administratives ouvrent le droit à la perception d'indemnités par les SPV du corps départemental. Les modalités d'attribution, les conditions d'éligibilité et les taux applicables à chacune des tâches non opérationnelles sont déterminés par le conseil d'administration et actés dans le règlement des indemnités SPV.

CHAPITRE 19 : LES PRESTATIONS DE FIN D'ACTIVITE

Article 93 L'allocation de vétérance
L'allocation de vétérance est un dispositif pouvant bénéficier, sous conditions, aux sapeurs-pompiers volontaires ayant cessé définitivement leur activité avant ou au plus tard le 31 décembre 2003 inclus.
Les conditions d'éligibilité et les modalités d'attribution sont précisées réglementairement.

Article 94 L'allocation de fidélité
L'allocation de fidélité est un dispositif pouvant bénéficier, sous conditions, aux sapeurs-pompiers volontaires ayant cessé définitivement leur activité entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2004. Cette allocation est également versée aux sapeurs-pompiers volontaires justifiant d'au moins 20 ans de services effectifs (cas général) avant le 31 décembre 2004. Elle peut être complétée, selon les années d'engagement du SPV, par la prestation de fidélisation et de reconnaissance (PFR) et la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance (NPFR).
Les conditions d'éligibilité et les modalités d'attribution sont précisées réglementairement.

Article 95 La prestation de fidélisation et de reconnaissance (PFR)
Entrée en vigueur le 1er janvier 2005, la PFR est un dispositif pouvant bénéficier, sous conditions, aux sapeurs-pompiers volontaires du SDIS ayant accompli au moins 20 ans de services effectifs (cas général) avant le 31 décembre 2015.
Les conditions d'éligibilité et les modalités d'attribution sont précisées réglementairement.

Article 96 La nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance (NPFR)
La NPFR, instaurée le 1er janvier 2016, succède à la PFR en vigueur entre 2005 et 2015. Elle est versée aux sapeurs-pompiers volontaires du SDIS ayant accompli au moins 20 ans de services effectifs (cas général) au 1er janvier 2016 et après cessation définitive d'activité, au plus tôt à l'âge de 55 ans. Depuis le 27 novembre 2021, son bénéfice est étendu aux SPV ayant accompli au moins 15 ans de services effectifs et après cessation définitive d'activité, au plus tôt à l'âge de 55 ans.
Les conditions d'éligibilité et les modalités d'attribution sont précisées réglementairement.

CHAPITRE 20 : LA FORMATION ET LES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

Article 97 La formation
Tout sapeur-pompier volontaire se doit de participer aux manœuvres mensuelles pour parfaire ses acquis et les maintenir conformément au calendrier annuel de formation ainsi qu'au plan pluriannuel de formation.

Article 98 Les activités physiques et sportives

Seule une pratique sportive régulière, modérée et adaptée à chacun, permet de développer et de maintenir la condition physique indispensable au sapeur-pompier pour assurer efficacement ses missions opérationnelles. Aussi, l'établissement encourage la pratique des activités physiques et sportives par les sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental, au même titre que les agents permanents de la filière sapeur-pompier, dans le cadre d'une politique de sport-santé.

Un crédit temps est accordé, et indemnisé, pour la pratique des activités physiques et sportives à l'occasion des manœuvres mensuelles en CIS. Les sapeurs-pompiers volontaires en garde postée sont par ailleurs astreints de participer aux séances d'APS programmées et encadrées par un agent qualifié.

L'évaluation de la condition physique du sapeur-pompier volontaire est réalisée annuellement, et obligatoirement, au moyen des indicateurs de la condition physique (ICP) arrêtés par le directeur départemental sur proposition du médecin-chef, chef de la sous-direction santé.

CHAPITRE 21 : LA DISCIPLINE

Conformément aux textes en vigueur, tout sapeur-pompier volontaire peut faire l'objet d'une procédure disciplinaire pour une faute personnelle ou de service qu'il a commise, ou pour le non-respect de dispositions intéressant l'accomplissement des missions qui lui ont été confiées. Une procédure équivalente ou complémentaire pourra être prise à l'encontre du sapeur-pompier qui se sera rendu coupable de comportements ou d'actes répréhensibles ou non conformes à l'éthique du service public et/ou contraire à la charte des SPV.

Article 99 Les sanctions

L'engagement d'une procédure disciplinaire est de la compétence exclusive de l'autorité de gestion.
Suivant la sanction envisagée, une procédure avec saisine ou non du conseil de discipline peut être engagée.

Définies dans le code de la sécurité intérieure, les sanctions susceptibles d'être appliquées aux sapeurs-pompiers volontaires sont :

- l'avertissement,
- le blâme,
- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale d'un mois,
- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de six mois,
- la rétrogradation,
- la résiliation de l'engagement.

Article 100 Les procédures internes

Le déroulement de la procédure disciplinaire impose le respect d'un certain nombre d'obligations pour l'établissement qui sont autant de garanties accordées au SPV, et qui doivent être respectées indépendamment de la gravité de la sanction qui sera infligée.
Pour ce faire, le service en charge des affaires juridiques du SDIS assure le suivi et l'instruction des procédures disciplinaires quel que soit le niveau de sanction envisagé en lien avec l'échelon territorialement compétent et le groupement en charge des ressources humaines.
Des enquêtes administratives conduites à la demande du directeur départemental peuvent être diligentées pour caractériser des faits ou comprendre une situation à l'origine d'une demande de sanction.

→ Le mémento de la DGSCGC sur la conduite d'une enquête administrative est versé au recueil des supports et procédures ressources humaines.

Article 101 Le conseil de discipline

Le conseil de discipline est composé de représentants de l'administration et de représentants des sapeurs-pompiers volontaires siégeant à la commission administrative et technique du service d'incendie et de secours et au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires. Il est présidé par un représentant de l'administration élu en son sein dès sa première réunion. Il est obligatoirement consulté par l'autorité de gestion lorsque cette dernière envisage d'infliger :

- ✓ l'exclusion temporaire de fonctions pour six mois au maximum,
- ✓ la rétrogradation,
- ✓ la résiliation de l'engagement.

L'avis rendu par le conseil de discipline est un avis simple qui ne lie pas l'autorité de gestion. Ainsi, elle peut décider in fine de ne pas prononcer de sanction, de prononcer la sanction proposée ou de prononcer une sanction plus ou moins sévère que celle proposée par le conseil de discipline.

CHAPITRE 22 : LE PROTOCOLE, LES RECOMPENSES ET L'HONORARIAT

Article 102 Le protocole et les récompenses

Le protocole consiste en la régulation des rapports entre ceux qui portent l'uniforme et le milieu extérieur, les autorités ou le public au sens le plus large. Le protocole intéresse également les cérémonies publiques ou internes au service. Un guide interne réglemente et rappelle les règles d'usage en la matière.

Comme tous les agents du SDIS, les sapeurs-pompiers volontaires veillent au respect des règles de protocole. La reconnaissance par la Nation, le SDIS et les autorités de l'engagement de sapeur-pompier volontaire se traduit notamment sous la forme de récompenses et de distinctions.

Article 103 L'honorariat

Les sapeurs-pompiers volontaires qui ont, de manière constante, fait preuve de zèle et de dévouement et qui ont accompli au moins 20 ans d'activité peuvent être nommés dans le grade honoraire immédiatement supérieur à celui qu'ils détiennent au moment de leur cessation définitive d'activité à partir de cinquante-cinq ans.
Toutefois, par décision motivée de l'autorité de gestion, cet honorariat peut n'être accordé que dans le grade détenu pour un motif tiré de la qualité des services rendus. Il ne peut être accordé dans le cas d'une résiliation d'office de l'engagement pour motif disciplinaire.

La nomination d'un sapeur-pompier volontaire à l'honorariat intervient dans un délai de douze mois à compter de la date de cessation d'activité.

L'honorariat confère le droit de porter dans les cérémonies publiques et les réunions du service d'incendie et de secours l'uniforme du grade concerné.

TITRE IV. LES PERSONNELS DE LA SOUS-DIRECTION SANTE

CHAPITRE 23 : GENERALITES

Article 104 Les missions de la sous-direction santé

Prévue réglementairement par l'article L 1424-1 du code général des collectivités territoriales, la sous-direction santé exerce, à minima, les missions suivantes :

- la surveillance de la condition physique des sapeurs-pompiers,
- l'exercice de la médecine professionnelle et d'aptitude des sapeurs-pompiers professionnels et de la médecine d'aptitude des sapeurs-pompiers volontaires,
- le conseil en matière de médecine préventive, d'hygiène et de sécurité, notamment auprès de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail du comité social territorial,
- le soutien sanitaire des interventions des services d'incendie et de secours et les soins d'urgence aux sapeurs-pompiers,
- la participation à la formation des sapeurs-pompiers aux secours et aux soins d'urgence aux personnes,
- la surveillance de l'état de l'équipement médico-secouriste du service.

En outre, la sous-direction santé participe :

- aux missions de secours et soins d'urgence aux personnes,
- aux opérations effectuées par les services d'incendie et de secours impliquant des animaux ou concernant les chaînes alimentaires,
- aux missions de prévision, de prévention et aux interventions des services d'incendie et de secours, dans les domaines des risques naturels et technologiques, notamment lorsque la présence de certaines matières peut présenter des risques pour les personnes, les biens ou l'environnement.

Pour ce faire, la sous-direction santé comprend notamment des infirmiers, des médecins, des pharmaciens et des vétérinaires ainsi que des experts psychologues et des professionnels de santé experts de sapeurs-pompiers volontaires ; tous placés sous l'autorité du médecin-chef, chef de la sous-direction santé.

Article 105 Les règles ordinales

Les personnels de santé exercent leur art conformément aux règles du code de la santé publique et à celles des Ordres dont ils dépendent. Ils se doivent notamment de respecter l'obligation légale et déontologique du secret professionnel y compris vis-à-vis de l'autorité d'emploi ou de gestion.

Article 106 Les obligations

Les personnels administratifs et techniques de la sous-direction santé qui sont amenés à connaitre des informations relatives aux dossiers médicaux confidentiels des personnels sont soumis au secret professionnel. Les experts sollicités et autres personnels n'appartenant pas à la sous-direction santé, mais siégeant aux différentes commissions, sont assujettis aux mêmes règles.

CHAPITRE 24 : LES ORGANES CONSULTATIFS

Article 107 La commission consultative de la sous-direction santé

Conformément au code général des collectivités territoriales, il est créé une commission consultative de la sous-direction santé, présidée par le médecin-chef. Cette commission comprend le cas échéant le médecin-chef adjoint, le pharmacien-chef, l'infirmier-chef, deux médecins, un pharmacien et deux infirmiers. Elle comprend en outre le vétérinaire-chef ou, à défaut, un vétérinaire.
La commission consultative donne son avis sur les questions dont elle est saisie par son président ou par le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Article 108 La commission d'aptitude aux fonctions de sapeur-pompier volontaire

Conformément au code général des collectivités territoriales, il est créé, auprès de la sous-direction santé, une commission d'aptitude aux fonctions de sapeur-pompier volontaire, dont les membres sont les médecins siégeant à la commission consultative de la sous-direction santé, le pharmacien-chef, l'infirmier-chef, le chef du service aptitude, des infirmiers référents des centres médicaux d'aptitude et un agent administratif pour le secrétariat. Cette commission est présidée par le médecin-chef.

La commission peut être saisie pour avis par les médecins sapeurs-pompiers et par le médecin-chef de toute question relative aux conditions de santé particulières de sapeurs-pompiers volontaires. La commission peut faire appel à des experts.
Le sapeur-pompier dont la situation est examinée peut se faire entendre par la commission, accompagné d'une ou deux personnes de son choix.

Article 109 La commission accidents du travail / maladies professionnelle (commission AT/MP)
Il est créé une commission des accidents du travail et des maladies professionnelles co-présidée par le directeur départemental ou son représentant et le médecin-chef, chef de la sous-direction santé. Cette commission comprend par ailleurs les représentants du groupement en charge des ressources humaines, les chefs de groupement territoriaux, le chef du service aptitude, le chef du service hygiène, sécurité et conditions de travail et le chef du service en charge des activités physiques et sportives. Elle analyse les déclarations d'accident du travail et de maladie professionnelle et donne un avis sur l'imputabilité au service avant prise en charge.

Article 110 La commission de suivi et d'accompagnement
Il est créé une commission de suivi et d'accompagnement présidée par le médecin-chef, chef de la sous-direction santé. Cette commission, qui reprend les attributions de la cellule d'accompagnement des agents en difficulté qui pouvait exister au sein de l'établissement jusqu'en 2022, assure un suivi et un accompagnement personnalisé des personnels permanents de l'établissement qui, en raison de leur activité professionnelle ou des aléas de la vie, peuvent rencontrer des difficultés physiques, psychologiques ou sociales imposant une prise en charge personnalisée.

Elle vise notamment à :

- identifier les personnels en difficulté nécessitant une prise en charge spécifique ou pluridisciplinaire,
- déterminer, après examen du dossier, quel(s) membre(s) de la commission sera (seront) en charge du suivi du dossier,
- mettre en place des actions d'accompagnement coordonnées selon un calendrier défini et un reporting périodique en commission, à la direction de l'établissement ou aux partenaires sociaux,
- proposer des solutions à l'établissement en cas de difficultés au travail pour les agents (retour à l'emploi adapté, projet de fin de carrière ou reclassement professionnel).

Outre le médecin-chef, chef de la sous-direction santé, cette commission réunit, dans le cadre d'une cellule pluridisciplinaire, différents services et différentes expertises. Aussi, sont notamment appelés à siéger au sein de cette commission, les représentants du groupement en charge des ressources humaines, le chef du service aptitude, le chef du service hygiène, sécurité et conditions de travail, la psychologue experte SPV – responsable de la cellule médico-psychologique, les assistantes sociales expertes SPV, le président de l'UDSP 80 et le représentant local de l'ODP.

Article 111 La commission médicale relative aux projets de fin de carrière des sapeurs-pompiers professionnels
Il est créé une commission médicale relative aux projets de fin de carrière des sapeurs-pompiers professionnels.

Composée du médecin-chef, chef de la sous-direction santé, d'un médecin de sapeur-pompier du SDIS et d'un médecin agréé, cette commission vise à constater les difficultés rencontrées par un sapeur-pompier professionnel dans l'exercice de fonctions opérationnelles et proposer à l'autorité d'emploi des possibilités de reclassement.

TITRE V. LES MOYENS

CHAPITRE 25 : LA COMMUNICATION

Article 112 La communication institutionnelle

La communication institutionnelle dépend directement du président du CASDIS ainsi que du directeur départemental. Elle s'oriente en externe en direction des élus, des médias et du public, mais aussi en interne, en direction des agents de l'établissement.

Seuls les personnels dûment habilités par le directeur départemental ont l'autorisation de communiquer des informations aux médias sur des sujets intéressants le SDIS. Dans ce cadre, les agents doivent être courtois et professionnels. En cas de difficultés relationnelles avec les médias, l'agent doit immédiatement rendre compte à sa hiérarchie.

Il est autorisé des actions, des reportages, des communications locales à l'occasion d'évènements de centre ou de service (départ en retraite, naissance, mariage, …), sur autorisation du chef de groupement.

Tout document écrit, produit par l'établissement, doit être validé et signé par le préfet, le président du CASDIS ou le directeur départemental, chacun pour ce qui le concerne. Des délégations de signature peuvent être accordées aux responsables de service ou de centre, dans leur domaine de compétence.
Les documents doivent respecter la charte graphique interne.

Article 113 La communication opérationnelle

Tout enregistrement de données dans les locaux du SDIS ou lors d'opérations de secours est strictement interdit sauf autorisation de la hiérarchie et sous réserve du respect du droit à l'image des personnes enregistrées, filmées ou photographiées. Sur intervention, le commandant des opérations de secours doit veiller à ce qu'aucune photographie ou film ne soit pris de la vie privée et de l'intimité des victimes.

La communication opérationnelle dépend directement du préfet, du directeur départemental ou du commandant des opérations de secours (COS). Nul ne peut communiquer sur une opération en cours ou passée sans autorisation.
Les éléments communiqués se cantonnent aux faits (moyens engagés, temps d'intervention, …) et ne font l'objet d'aucune interprétation sur la situation en cours ou passée.

CHAPITRE 26 : LES MOYENS INFORMATIQUES

Article 114 La dotation

Dans le cadre de ses missions, l'établissement se dote de moyens informatiques et de transmission. Tout agent disposant d'un moyen téléphonique portatif et/ou d'un moyen informatique en dotation par l'établissement ne peut en avoir qu'un usage professionnel. Il doit garantir l'intégrité physique et sécuritaire du ou des moyens informatiques.

L'organisation du télétravail en interne accroit les dotations et démultiplie les risques liés à la sécurisation des accès et des données. Tout agent est donc responsable de maintenir la dotation des moyens informatiques et de communication à son niveau optimal de sécurité (mise à jour, changement de mot de passe). L'établissement s'engage en retour à garantir le droit à la déconnexion pour ses agents, hors périodes d'astreinte.

Article 115 La charte

Tout agent doit s'astreindre à respecter les règles d'utilisation des outils d'information et de communication du SDIS en se conformant à la charte interne d'utilisation des moyens informatiques et de communication électronique. Le non-respect de cette charte et de ses obligations peut engager la responsabilité individuelle des personnels.

→ La charte d'utilisation des outils d'information et de communication est versée au recueil des supports et procédures ressources humaines

CHAPITRE 27 : LES VEHICULES

Article 116 Les véhicules

L'établissement peut mettre à disposition de ses personnels des véhicules pour leurs déplacements dans le cadre du service. Seuls ceux de la structure détenteurs d'un permis de conduire peuvent conduire un véhicule de service (les membres de la famille de l'agent ne peuvent conduire un véhicule de service, même détenteur du permis de conduire).
Tout agent, ou SPV, faisant l'objet d'une suspension ou d'un retrait de permis de conduire doit en informer sans délai sa hiérarchie. L'absence de déclaration est caractéristique d'une faute professionnelle, passible de sanction disciplinaire.
Conformément au règlement d'usage des véhicules du SDIS de la Somme, les personnels sont tenus de respecter les modalités d'utilisation des véhicules, de bonne conduite et l'image de la structure lors de ses déplacements. Les personnels se doivent de respecter l'ensemble des dispositions du code de la route, hors dérogations de conduite pour les véhicules d'urgence en intervention. Le port de la ceinture de sécurité ou de maintien est obligatoire, quelle que soit la mission réalisée. Un guide de conduite des engins du SDIS est produit pour rappeler les règles en la matière.

L'usage des véhicules du service (hors véhicules de fonction ou avec autorisation de remisage à domicile) est limité aux déplacements professionnels. L'utilisation d'un véhicule de service doit répondre aux seuls besoins du service définis par l'autorité territoriale/autorité de gestion et ne doit, en aucun cas, faire l'objet d'un usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances).

→ Le règlement d'usage des véhicules de service et le guide de conduite des engins du SDIS sont versés au recueil des supports et procédures ressources humaines

CHAPITRE 28 : LE LOGEMENT

Article 117 Le logement

Conformément à la délibération n°23 du CASDIS du 29 juin 2020 et à la délibération n°5 du CASDIS du 11 avril 2023, il est mis fin à la mise à disposition des logements au sein du CIS-1 AMIENS-CATELAS/LA HOTOIE pour les sapeurs-pompiers non-officiers et, en extérieur, pour les officiers logés par nécessité absolue de service. Seuls quelques officiers bénéficiaires d'un logement par nécessité de service avant modification du dispositif continuent à être logés jusqu'à extinction définitive de celui-ci.

Tout agent logé dans ce cadre se doit de respecter le règlement logement institué par délibération du CASDIS du 28 juin 2016. L'entretien du logement ou encore la souscription d'une assurance individuelle et indépendante de celle de service doivent être absolument respectés par les occupants.

CHAPITRE 29 : L'HABILLEMENT

Article 118 La dotation

Dans le cadre de leurs missions, les personnels peuvent être dotés de vêtements à vocation professionnelle (EPI, vêtement « estampillé » à l'image de la structure, vêtements pour les missions opérationnelles).
Tout agent ou SPV disposant de cette dotation par l'établissement ne peut en avoir qu'un usage professionnel. Tout abus d'usage privé pourra faire l'objet d'une procédure disciplinaire.
Les personnels doivent garantir l'intégrité physique et sécuritaire de leurs effets.

Article 119 Le règlement habillement

Les modalités de dotation, d'usage, de remplacement et de restitution sont détaillées dans le règlement habillement de l'établissement.

CHAPITRE 30 : LES DEPLACEMENTS ET LES ORDRES DE MISSION

Article 120 Les déplacements

L'établissement peut mettre à disposition des personnels, pour leurs déplacements dans le cadre du service, des véhicules ou prendre en charge des accès à d'autres moyens de déplacements (trains, avions).
Conformément au règlement interne d'usage des véhicules, tout agent ou SPV qui se déplace dans un véhicule mis à disposition par l'établissement doit se conformer au cadre interne (entretien, comportement, modalités d'attribution et de restitution) mais aussi à celui de la sécurité routière.

Article 121 Les ordres de mission
L'établissement établit différents ordres de missions.
Ces ordres de mission peuvent être permanents (attribution d'un véhicule du service ou missions régulières sur l'ensemble du département) ou non permanents (utilisation ponctuelle d'un véhicule de pool), nationaux (pour les directeurs) ou départementaux (pour l'ensemble des agents concernés) voire internationaux (uniquement sur autorisation du directeur départemental).
Pour tout trajet en lien avec des formations, des réunions, des participations à des congrès, il doit être établi un ordre de mission, conformément aux règles internes.

En cas de validation par le directeur départemental d'un trajet personnel via un véhicule du service (participation à une épreuve de concours ou d'examen), un ordre de mission devra être établi pour assurer la couverture en assurance du déplacement et ne concernera uniquement que l'utilisation du véhicule (pas de remboursement de frais annexes).

Peuvent être pris en charge par l'établissement les seuls déplacements à partir de la résidence administrative de l'agent ou du SPV (ou de son domicile si le lieu d'arrivée est plus proche).
En cas de déplacement en train, les frais de parking ou de gardiennage ne sont pris en charge par l'établissement que sur autorisation préalable du directeur départemental. Enfin, ne sont pas pris en charge les frais de déplacement payants si une solution gratuite existe (pas de frais de taxi si une navette gratuite existe de la gare au lieu d'arrivée).

Dans tous les cas, la demande d'ordre de mission devra être présentée au secrétariat de direction 72 heures avant le déplacement pour qu'elle puisse être traitée et validée.

CHAPITRE 31 : L'USAGE DES LOCAUX ET DU MATERIEL

Pour concourir aux missions qui sont les siennes, l'établissement se dote de biens meubles et immeubles qu'il met à disposition de ses personnels. L'ensemble de ces locaux doit être accessible en permanence à la hiérarchie, hors locaux syndicaux.

Article 122 Les locaux
L'accès aux locaux de l'établissement aux personnes extérieures au service est strictement réservé aux activités du service. Seules les associations dont les rapports avec l'établissement sont régis par une convention et les syndicats représentatifs peuvent être autorisées à utiliser les locaux.
L'utilisation ponctuelle de locaux extérieurs, ou de sites de manœuvre, par les agents de l'établissement doit faire l'objet d'une convention ou d'accords préalables.

Tous les personnels du SDIS doivent en permanence veiller par sa conduite à limiter les consommations énergétiques et d'eau potable. L'usage des locaux doit être adapté à leur destination et doit être réalisé dans un souci de préservation des équipements et du patrimoine, ainsi que de prévention des accidents.

La propreté des locaux doit être préservée par tout agent et par tout SPV. Chacun se doit de faciliter au mieux le travail de nettoyage des agents spécialisés ou des entreprises prestataires.
Au sein des centres d'incendie et de secours, le chef de centre ou son adjoint arrête la répartition des charges de nettoyage entre les personnels.
Tous les travaux ou modifications mineures d'agencement, de changement de destination des locaux ainsi que les éventuels ajouts d'équipements présentant un risque au niveau de la sécurité (notamment les branchements électriques) doivent faire l'objet d'une demande écrite, par voie hiérarchique, au directeur départemental.
Tout affichage ou inscription sur les locaux, véhicules ou équipements de la structure, à l'exception des panneaux d'affichage prévu à cet effet, doit faire l'objet d'une autorisation du responsable hiérarchique.

Article 123 Les matériels
Les matériels sont la propriété de l'établissement. Leur utilisation doit correspondre à l'usage auquel ils sont destinés et se faire dans le respect des consignes d'hygiène et de sécurité préconisées sur la notice d'utilisation.
Un soin particulier devra être pris des matériels qui devront être reconditionnés, rangés et nettoyés après usage.

Tout emprunt, même temporaire, de matériel du SDIS pour une utilisation privative est interdit, sauf autorisation du directeur départemental, après demande écrite. Tout vol ou détournement engagera l'agent responsable à des poursuites disciplinaires voire judiciaires.

Toute utilisation abusive et privée engage la responsabilité propre de l'agent envers le matériel emprunté. L'agent prendra alors à sa charge la réparation ou le remplacement du matériel détérioré. Tout agent surpris à outrepasser cette interdiction verra une procédure disciplinaire à son encontre être engagée.

Le matériel mobilier est exclusivement professionnel (hors décoration) et aucun effet personnel ne peut être utilisé comme mobilier. Toute utilisation d'appareil privé (type chauffage d'appoint ou climatisation) est prohibée. De même, l'établissement fournissant un lieu de réchauffe, les appareils de cuisine (micro-onde, réfrigérateur,…) sont ceux fournis par le SDIS.
Pour certains types de matériel (type bouilloire, cafetière), une dérogation tacite est autorisée.

CHAPITRE 32 : LA VIE ASSOCIATIVE

Article 124 Cadre général
Le directeur départemental peut autoriser le port des tenues et uniformes en dehors des activités du service pour participer à des cérémonies, à des déplacements ou des activités effectuées dans un cadre associatif. Dès lors, l'association et l'agent doivent s'astreindre à respecter les valeurs du service public et protéger l'image de l'établissement.
Le directeur départemental peut également autoriser l'utilisation des véhicules de service, des locaux, des matériels ainsi que la mise à disposition de personnel sur demande des associations. Dans ce cadre, des conventions sont formalisées.

Article 125 L'union départementale des sapeurs-pompiers de la Somme
L'Union départementale des sapeurs-pompiers de la Somme (UDSP 80) est une association régie par la loi 1901. Ses adhérents sont les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, les personnels administratifs, techniques et spécialisés, les anciens et les jeunes sapeurs-pompiers du SDIS 80.
L'association a notamment pour but :

- de regrouper, pour l'exercice de leurs missions, en se prêtant un mutuel appui, tous ses adhérents,
- d'étudier l'ensemble des questions relatives à l'organisation de la sécurité civile, en particulier celles se rattachant au SDIS, et de proposer toute mesure tendant au développement et à l'amélioration du service public,
- de valoriser l'image des sapeurs-pompiers, faire connaitre leur histoire et préserver leur patrimoine,
- de veiller aux intérêts moraux des sapeurs-pompiers et d'assurer la défense de leurs droits tant auprès des pouvoirs publics qu'en justice,
- de venir en aide à ses membres et à leurs familles en développant l'action sociale dans un esprit de solidarité,
- d'encourager et de favoriser toute action dans tout domaine permettant de faire connaitre et d'améliorer le savoir-faire des sapeurs-pompiers,
- de développer l'entrainement physique des sapeurs-pompiers,
- de diffuser auprès du public la culture de sécurité civile et en particulier de dispenser l'enseignement du secourisme par les sapeurs-pompiers,
- de promouvoir le volontariat par toute action auprès des pouvoirs publics, des entreprises et des citoyens,
- d'encourager le développement des sections de jeunes sapeurs-pompiers et de promouvoir leurs activités,
- de participer à l'activité de la FNSPF dans le respect des statuts de cette dernière,
- de superviser les dossiers instruits et gérés par le délégué social auprès de l'œuvre des pupilles (ODP),
- de suivre et d'aider les orphelins de sapeurs-pompiers jusqu'à la fin de leurs études,
- d'apporter un soutien matériel, psychologique ou financier du service et de l'UDSP80 aux membres de la famille d'un sapeur-pompier décédé en service ou hors service,
- d'apporter ce même soutien au sapeur-pompier en cas de décès d'un membre de sa famille proche,
- d'attribuer en tant que de besoin une aider financière ou matérielle aux sapeurs-pompiers, personnels administratifs, techniques et spécialisés, jeunes sapeurs-pompiers, anciens sapeurs-pompiers, en situation sociale particulièrement difficile.

Article 126 Les amicales de sapeurs-pompiers

Les amicales de sapeurs-pompiers sont des associations régies par la loi 1901.
Les adhérents sont les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires du centre de secours, les personnels administratifs, techniques et spécialisés, les anciens et éventuellement les jeunes sapeurs-pompiers et des personnels de la vie « civile ».

Les amicales ont notamment pour but :

- de regrouper, pour l'exercice de leurs missions, en se prêtant un mutuel appui, tous ses adhérents,
- de valoriser l'image des sapeurs-pompiers, faire connaitre leur histoire et préserver leur patrimoine,
- de venir en aide à leurs membres et à leurs familles en développant l'action sociale dans un esprit de solidarité,
- d'encourager et de favoriser toute action dans tout domaine permettant de faire connaitre et d'améliorer le savoir-faire des sapeurs-pompiers,
- de développer l'entrainement physique des sapeurs-pompiers,
- de diffuser auprès du public la culture de sécurité civile,
- de promouvoir le volontariat par toute action auprès des pouvoirs publics, des entreprises et des citoyens.

Article 127 L'association départementale des jeunes sapeurs-pompiers

L'association départementale des jeunes sapeurs-pompiers de la Somme (ADJSP 80) est une association régie par la loi 1901.
Elle fédère et anime les sections locales de Jeunes Sapeurs-Pompiers (JSP), réparties sur le territoire départemental, qui regroupent des jeunes en vue de développer leur esprit de solidarité et de dévouement, de les initier aux techniques des sapeurs-pompiers et de susciter des vocations. Indépendantes par nature, elles sont néanmoins très liées au SDIS.
Les JSP reçoivent une formation théorique et pratique conforme aux textes réglementaires en vigueur. La validation des compétences et de l'acquisition des aptitudes réalisées pendant leur temps de JSP permettent de les dispenser, lors de leur recrutement comme sapeur-pompier volontaire ou sapeur-pompier professionnel, de tout ou partie de la formation initiale.



Lexique et Glossaire

A

A.D.J.S.P. 80 : Association Départementale des Jeunes Sapeurs-Pompiers de la Somme
A.R.T.T. : Aménagement et Réduction de Temps de Travail
A.R.I. : Appareil Respiratoire Isolant
A.S.A. : Autorisation Spéciale d'Absence

B

B.R.Q. : Bulletin de Renseignement Quotidien

C

C.A.P : Commission Administrative Paritaire
C.A.S.D.I.S. : Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours
C.A.T.S.I.S. : Commission Administrative et Technique des Services d'Incendie et de Secours
C.C.D.S.P.V. : Comité Consultatif Départemental des Sapeurs-Pompiers Volontaires
C.C.P : Commission Consultative Paritaire
C.D.S.P. : Corps Départemental des Sapeurs-Pompiers
C.E.C. : Compte d'Engagement Citoyen
C.E.T. : Compte Epargne-Temps
C.G.C.T. : Code Général des Collectivités Territoriales
C.G.F.P. : Code Général de la Fonction Publique
C.I.S. : Centre d'Incendie et de Secours
C.M.A. : Centre Médical d'Aptitude
C.M.C. : Commission Médicale Consultative
C.M.P. : Cellule Médico-Psychologique
C.N.A.S. : Comité National d'Action Sociale
C.N.F.P.T. : Centre National de la Fonction Publique Territoriale
C.N.R.A.C.L. : Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales
C.O.D.I.R. : COmité de DIRection
C.O.D.I.R.E.L. : COmité de DIRection ELargi
C.O.D.I.S. : Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours
C.O.S. : Commandant des Opérations de Secours
C.O.T.E.R : Comité Territorial
C.P.F. : Compte Personnel de Formation
C.P.I. : Centre de Première Intervention
C.P.I.N.I. : Corps de Première Intervention Non Intégré
C.R.D.S. : Contribution pour le Remboursement de la Dette Sociale
C.R.O. : Congés pour Raison Opérationnelle
C.S.I. : Code de la Sécurité Intérieure
C.S.F.P.T. : Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale
C.S.G. : Contribution Sociale Généralisée
C.S.T : Comité Social Territorial
C.T.A. – C.O.D.I.S. : Centre de Traitement de l'Alerte / Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et Secours

D

D.A.S. : Décharge d'Activité de Service
D.D.A.S.I.S. : Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours
D.D.S.I.S. : Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
D.G.S.C.G.C. : Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises
D.P.C. : Développement Personnel Continu
D.P.D. : Délégué à la Protection des Données

E

E.A.A. : Entretien Annuel d'Activité
E.D.I.S. 80 : Ecole Départementale d'Incendie et de Secours de la Somme
E.O.S. : Equipe Opérationnelle Spécialisée
E.P.C.I. : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
E.P.C. : Equipement de Protection Collective
E.P.I. : Equipement de Protection Individuelle
E.T.P : Emploi Temps Plein

F

F.M.P.A. : Formation de Maintien et de Perfectionnement des Acquis
F.S.S.C.T. : Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail

G

G.A.C. : Garde Au Centre
G.D.O. : Guide de Doctrines Opérationnelles
G.T.O. : Guide de Techniques Opérationnelles
G.N.R : Guide National de Référence

I

I.A.T. : Indemnité d'Administration et de Technicité
I.C.P. : Indicateurs de la Condition Physique
I.E.M.P. : Indemnité d'Exercice de Missions de Préfecture
I.F.T.S. : Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires
I.H.T.S. : Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires
I.M.O. : Indemnité de Mobilisation Opérationnelle
I.S.S. : Indemnité de Sujétions Spéciales

J

J.S.P. : Jeune Sapeur-Pompier

L

L.D.G. : Lignes Directrices de Gestion

N

N.B.I. : Nouvelle Bonification Indiciaire
N.P.F.R. : Nouvelle Prestation de Fidélisation et de Reconnaissance

O

O.D.P. : Œuvre Des Pupilles

P

P.A.T.S. : Personnel Administratif, Technique et Spécialisé
P.F.R. : Prestation de Fidélisation et de Reconnaissance
P.O.J. : Potentiel Opérationnel Journalier
P.F.R. : Prime de Fonctions et de Résultats
P.S.R. : Prime de Service et de Rendement

Q

Q.V.A. : Qualité de Vie en Activité

R

R.G.P.D. : Règlement Général sur la Protection des Données
R.I. : Règlement Intérieur
R.I.F.S.E.E.P. : Règlement Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel
R.O. : Règlement Opérationnel
R.T.T. : Réduction du Temps de Travail

S

S.D.A.C.R. : Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques
S.D.I.S. : Service Départemental d'Incendie et de Secours
S.L.I.S. : Service Local d'Incendie et de Secours
S.P.P. : Sapeur-Pompier Professionnel
S.P.V. : Sapeur-Pompier Volontaire

U

U.D.S.P. 80 : Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Somme

ASTREINTE

L'astreinte s'entend par le fait de prendre en compte le déclenchement pour une intervention depuis le domicile ou autre, avec un délai supplémentaire dit de regroupement par rapport à la garde postée. Pendant cette période de disponibilité planifiée, le sapeur-pompier n'est pas libre de se retirer ou de se rajouter dans cet état de disponibilité. Dans les C.I.S., la modification de l'astreinte est assurée par le chef de centre ou son représentant. Seul cet état engendre une indemnité pour le sapeur-pompier volontaire. .

DISPONIBILITE

La disponibilité s'entend par le potentiel de sapeurs-pompiers mobilisables à l'instant T, et susceptibles de prendre le départ pour une intervention. Cette disponibilité est programmable depuis l'extérieur via la solution d'alerte ARTEMIS. En dehors de la garde, elle se formalise par différents états que sont l'astreinte, le dispotel ou le renfort. Cette disponibilité sert de base au système d'alerte qui sélectionne, afin d'assurer un départ en intervention, les personnels dans un ordre défini en fonction de leurs compétences et de leurs états de disponibilité.

GARDE

Généralement d'une durée de 12 ou 24 heures, c'est une période durant laquelle un sapeur-pompier est présent dans un centre d'incendie et de secours afin d'assurer les sorties de secours en départ immédiat. Durant cette période, les sapeurs-pompiers maintiennent leurs acquis en réalisant des manœuvres et des séances de sport, et effectuent des tâches administratives et techniques.

INTERVENTION

Demande de secours sur laquelle des moyens sapeurs-pompiers sont engagés pour répondre aux missions du S.D.I.S.

L.D.G. (Lignes Directrices de Gestion)

Les lignes directrices de gestion (LDG) sont un nouvel instrument juridique de gestion des ressources humaines, introduit par la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des CAP, dans le but de transformer et simplifier la gestion des ressources humaines dans la fonction publique.

Document de référence pour la gestion des ressources humaines de l'établissement, les LDG s'inscrivent dans l'esprit du législateur et poursuivent les objectifs suivants :

- ✓ renouveler l'organisation du dialogue social en passant d'une approche individuelle à une approche plus collective,
- ✓ développer les leviers managériaux pour une action publique plus réactive et plus efficace,
- ✓ simplifier et garantir la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics,
- ✓ favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics dans la fonction publique et le secteur privé,
- ✓ renforcer l'égalité professionnelle dans la Fonction Publique.

P.O.J. (Potentiel Opérationnel Journalier)

Le potentiel opérationnel journalier est l'effectif en nombre et en qualité (compétence opérationnelle) quotidiennement disponible pour assurer les départs en intervention. Le P.O.J. ciblé pour chaque unité opérationnelle est celui considéré comme attendu pour garantir une couverture optimale du risque courant. Il peut être différencié en fonction de l'activité opérationnelle attendue selon le jour, la nuit, les jours de la semaine ou de week-end et des activités particulières.

R.O. (Règlement Opérationnel)

Le règlement opérationnel fixe les règles relatives au déroulement des opérations de secours, notamment dans les domaines portant sur l'organisation structurelle du SDIS (fixée dans le règlement d'organisation) et sur la réponse opérationnelle que ce dernier est à même d'apporter aux demandes de secours qui lui sont faites dans le département, dans le cadre des lois et règlements en vigueur. Ainsi, il précise les principes et les règles de la mise en œuvre opérationnelle, conformément aux orientations du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR).

Se référant au code général des collectivités territoriales (CGCT), il définit précisément les missions que le SDIS est en obligation d'assurer, notamment dans les domaines portant sur la prévention et la prévision des risques, la préparation des interventions, l'exécution et le suivi des opérations de secours. Il définit les conditions de mobilisation des ressources opérationnelles dont dispose le SDIS.

S.D.A.C.R. (Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques)

Conformément à l'article L 1424-7 du code général des collectivités territoriales, le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques dresse l'inventaire des risques de toute nature pour la sécurité des personnes et des biens auxquels les services départementaux d'incendie et de secours doivent faire face. Il détermine également les objectifs de couverture de ces risques. Il constitue un outil de pilotage stratégique.

Ce schéma directeur est un socle à partir duquel le SDIS décline l'organisation territoriale, fait évoluer le règlement opérationnel et conduit la réalisation des plans de recrutement, d'équipement, de formation et d'implantation des casernements.
La révision du S.D.A.C.R. intervient en moyenne tous les cinq ans. Elle est précédée d'une évaluation des objectifs du précédent schéma, qui permet de mesurer l'évolution des risques auxquels l'établissement est déjà confronté, mais aussi de recenser et d'identifier les nouveaux risques et enjeux à venir.



S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SDIS80
Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CA_8_04_24_D6**
Objet :	**Révision du règlement intérieur du SDIS et du Corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-04-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Identifiant unique :	080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D6-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D6-DE-1-1_0.xml	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D6 - Révision du réglement intérieur.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D6-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	413.8 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : 6- Annexe - Réglement Intérieur 2024 du SDIS et du Corps Départemental présenté au CASDIS - Ok.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D6-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	2.5 Mo

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	22 avril 2024 à 14h38min54s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 avril 2024 à 14h40min44s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	22 avril 2024 à 14h40min47s	Transmis au MI

Acquittement reçu	22 avril 2024 à 14h41min04s	Reçu par le MI le 2024-04-22

DIRECTION

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES INSTANCES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 8 avril 2024

DELIBERATIONS

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le mercredi 20 mars, s'est réuni en séance ordinaire le lundi 8 avril 2024 à 14h30, à l'Ecole Départementale ou en visioconférence via le système LIFESIZE, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S.

Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Damien MAELSTAF, Directeur des sécurités, représentait le corps préfectoral.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
(S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Mme Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Monsieur Arnaud BIHET (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		x	
Madame France FONGUEUSE (S)		x	
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Jannick LEFEUVRE (S)		x	
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)	x		
Madame Guislaine SIRE (S)			
Monsieur Frédéric DEMULE (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Laurent BEUVAIN (T)		x	
Madame Nathalie TEMMERMANN (S)		x	
Monsieur Christophe BOULOGNE (T)	x		
Madame Valérie KUMM (S)			
Monsieur Wilfried LARCHER (T)	x		
Monsieur Angelo TONOLLI (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	x		
Madame Zohra DARRAS (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (T)	x		
Monsieur Albert NOBLESSE (S)			
Monsieur Thibaut DOMISSE (T)	x		
Monsieur Alain BAILLET (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Monsieur Alain GEST (T)		x	
Madame Brigitte FOURE (S)		x	
Monsieur Claude CLIQUET (T)	x		
Madame Bénédicte THIEBAUT (S)			
Monsieur Pascal DEMARTHE (T)		x	
Monsieur Régis PATTE (S)		x	
Monsieur José RIOJA (T)	x		
Monsieur Vincent JOLY (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Stéphane CONTAL	x	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Christophe PETIT		x
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin François-Xavier CHAPON	x	
Président de l'Union Départementale		
Lt-Colonel Vincent JOURDAIN	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt Ludovic GOBLET (T)	x	
Lt-Colonel Lionel TABARY (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	x	
Capitaine Ludovic GOBLET (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non-Officiers		
Adjudant-chef Joachim BRUGE (T)	x	
Adjudant- chef Gauthier DECOUTURE (S)		
Sapeurs-Pompiers Volontaires non-Officiers		
Adjudant-chef Fabien COQUERET (T)		x
Adjudant Maxime FRANCLIN (S)		x
Fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de SPP		
Olivier DEVIN (T)		x
Olivier DELATTRE (S)	x	
Comptable Public		
Monsieur Fabrice VIGNE	x	
Référent mixité et lutte contre les discriminations		
Capitaine Géraldine BEAURAIN		x

Le secrétariat de séance est assuré par le Colonel Stéphane CONTAL, Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Messieurs Thibault DOMISSE, Christophe BOULOGNE, José RIOJA et Fabrice VIGNE ont assisté à la séance du CASDIS en visioconférence via le système LIFEZISE.

La séance s'est clôturée à 15h40.

DELIBERATION N° 7

ORGANIGRAMME DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants, et R1424-1 et suivants ;

Vu la délibération n°2 du CASDIS en date du 18 mars 2022 relative aux LDG 2022-2027 de l'établissement ;

Vu l'arrêté en date du 18 mars 2022 du Président du CASDIS, Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, relatif à l'établissement des lignes directrices de gestion 2022-2027 ;

Vu la séance du Comité Social Territorial du SDIS de la Somme en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents),* de la séance du CCDSVP en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents)* et de la séance de la CATSIS en date du 14 mars 2024 ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Dans le cadre de la déclinaison des Lignes Directrices de Gestion 2022-2027 validées par arrêté en date du 18 mars 2022, et à la suite des nouveaux enjeux opérationnels, techniques et administratifs rencontrés par l'établissement, une modification de la structure de l'organigramme est proposée.

Préambule

Ce projet de réorganisation de la strate supérieure de l'organigramme se fait à coûts constants. Le nombre maximum de lieutenants-colonels reste fixé à 9. D'une façon générale, et de façon plus particulière dans le cadre de la déclinaison de ce projet d'organisation, il est rappelé que la tenue d'un emploi de chef de groupement n'est pas une condition permettant de bénéficier d'une nomination automatique dans ce grade.

Au sein de la sous-direction opérationnelle

Le groupement « opérations » va devoir conduire à court terme la mise en œuvre des projets NexSIS 18-112 *(système d'information et de commandement unifié des services d'incendie et de secours et de la sécurité civile permettant le traitement et la gestion opérationnelle des alertes provenant des numéros 18 et 112)* et RRF *(Réseau Radio du Futur)* qui constituent des enjeux stratégiques pour le service, notamment sur la partie opérationnelle. Une attention particulière va ainsi devoir être portée sur ces dossiers très techniques. Pour permettre une organisation plus efficace et focalisée sur ces dossiers, le service SIG et le service prévision sont retirés du cadre des compétences du groupement « opérations ».

Un groupement « prévention & prévision des risques » est ainsi créé en remplacement du groupement « prévention ». Il sera constitué du service prévision actuel et de 4 services dédiés à la prévention. Un nouveau service intitulé « service prévention centre » est créé dans ce cadre pour améliorer la réponse. L'objectif de ce nouveau groupement est d'assurer la préparation du volet opérationnel en amont des interventions et de garantir la résilience des activités de prévention de l'établissement.

Le groupement formation et le service études et planification *(directement rattaché au chef de la sous-direction opérationnelle)* restent inchangés.

Au sein de la sous-direction santé

Afin de faire face à l'ensemble des thématiques liées à l'accompagnement des personnels dans le bon exercice des missions opérationnelles confiées, il est proposé la création d'un groupement « soutien du personnel ». Ce groupement aura la vocation d'intégrer et de centraliser au sein d'une même entité l'ensemble des thématiques en lien notamment avec les activités physiques et sportives, l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, l'accompagnement face aux risques opérationnels *(gestion des fumées d'incendie, etc.)* et l'accompagnement et le suivi de personnels présentant des inaptitudes opérationnelles. Dans ce cadre, le service des activités physiques et sportives et le service hygiène, sécurité et conditions de travail sont rattachés à ce groupement.

Le groupement pharmacie, composé d'un service pharmacie à usage intérieur et logistique médico-secouriste, se voit complété d'un « service démarche qualité et pilotage néo-suap ». Ce service aura

notamment pour objectifs de suivre les indicateurs de la qualité de la sous-direction santé et accompagner les évolutions technologiques de la sous-direction comme le projet néo-suap.

Le service soutien et appui santé se voit rattaché au groupement médical pour une mise en cohérence entre les groupements et prend la dénomination « service soutien opérationnel et appui santé » pour préciser son rôle d'appui aux opérations de secours et de service en charge de la gestion du soutien sanitaire opérationnel départemental.

Au sein des services directement rattachés au directeur

Il est proposé la création d'un groupement « contrôle de gestion » qui intègre l'actuel service contrôle de gestion, qui prend l'appellation de « service gestion de projets », ainsi que le service SIG. Sa vocation est d'assurer la coordination et le bon fonctionnement de tous les logiciels métiers du service. La centralisation au sein d'une entité unique permettra également de produire de la donnée statistique nécessaire au pilotage stratégique de l'établissement.

Il est proposé la suppression du service des affaires réservées et citoyenneté.

Le secrétariat de direction, des affaires générales et des relations publiques prend le rang de service pour prendre en compte les différentes missions confiées récemment comme la communication institutionnelle, l'accueil physique de l'établissement et le suivi des actions citoyennes auparavant assuré par le service des affaires réservées et citoyenneté. Il prend l'appellation de « service des affaires générales et des relations publiques ».

L'organisation du garage départemental, structure mutualisée entre le SDIS et le Conseil départemental, fait quant à elle l'objet d'un rapport spécifique.

Les autres services rattachés restent inchangés.

Au sein de la sous-direction RH-Finances et des groupements territoriaux

Aucun changement n'est proposé concernant la sous-direction RH-Finances et au sein des groupements territoriaux.

Si cette organisation est validée, elle sera portée dans l'organigramme de synthèse des lignes directrices de gestion du SDIS.

A l'issue d'un débat contradictoire, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, le Conseil d'Administration

DÉCIDE

Article 1er :

De valider l'organigramme de l'établissement public comme présenté en annexe.

Article 2 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de membres en visioconférence : 3
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0

PRÉFET
DE LA SOMME
Liberté
Egalité
Fraternité

ORGANIGRAMME

au 15/04/2024

SDIS SOMME

PREFET

PCASDIS

Ressources transversales

Chargé de mission

Groupement Garage départemental

Service atelier « Abbeville »

Service administratif et financier

Service atelier « Glisy »

Centre Logistique

Service infrastructures

Service systèmes d'information et de communication

Directeur Départemental Chef du Corps Départemental

-

Directeur Départemental Adjoint Chef du Corps Départemental Adjoint

Service des affaires juridiques et des instances

Groupement contrôle de gestion

Service SIG

Service gestion de projets

Service des affaires générales et des relations publiques

Chargé de mission citoyenneté

Territoires

Groupement Territorial Ouest

Groupement Territorial Centre

Groupement Territorial Est

Sous-direction RH -FINANCES

Groupement Ressources Humaines

Cellule volontariat

Service des personnels permanents

Service des SPV

Service appui au pilotage RH

Service GPEAC

Groupement Finances

Service budget et financement

Service commande publique

Sous-direction OPERATIONNELLE

Service études et planification

Groupement Formation

Service administration, finances et formations extérieures

Service référentiels et concepts

Service développement des formations départementales

Groupement Opérations

Service pilotage et analyse opérationnelle

Service doctrine, exercices, RetEx

CTA-CODIS

Groupement Prévention & prévision des risques

Service prévention Ouest

Service prévention Centre

Service prévention Est

Service prévision

Service appui à la prévention et à la prévision

Sous-direction SANTE

Experts SPV

Groupement Médical

Service soutien opérationnel et appui santé

Service aptitude

Groupement Pharmacie

Service pharmacie à usage intérieur et logistique médico-secouriste

Service démarche qualité et pilotage néo-suap

Groupement Soutien du personnel

Service Hygiène, sécurité et conditions de travail

Service des activités physiques et sportives

SDIS80

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SDIS80
Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CA_8_04_2024_D7**
Objet :	**Organigramme de l'établissement public**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-04-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Identifiant unique :	080-288000011-20240408-CA_8_04_2024_D7-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 080-288000011-20240408-CA_8_04_2024_D7-DE-1-1_0.xml	text/xml	1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D7 - Organigramme de l'établissement public.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_2024_D7-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	356.5 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : annexe 7.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_2024_D7-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	163.1 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	22 avril 2024 à 14h41min03s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 avril 2024 à 14h41min33s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	22 avril 2024 à 14h41min38s	Transmis au MI
Acquittement reçu	22 avril 2024 à 14h41min47s	Reçu par le MI le 2024-04-22

DIRECTION

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES INSTANCES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 8 avril 2024

DELIBERATIONS

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le mercredi 20 mars, s'est réuni en séance ordinaire le lundi 8 avril 2024 à 14h30, à l'Ecole Départementale ou en visioconférence via le système LIFESIZE, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S.

Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Damien MAELSTAF, Directeur des sécurités, représentait le corps préfectoral.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
(S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Mme Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Monsieur Arnaud BIHET (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		x	
Madame France FONGUEUSE (S)		x	
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Jannick LEFEUVRE (S)		x	
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)	x		
Madame Guislaine SIRE (S)			
Monsieur Frédéric DEMULE (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Laurent BEUVAIN (T)		x	
Madame Nathalie TEMMERMANN (S)		x	
Monsieur Christophe BOULOGNE (T)	x		
Madame Valérie KUMM (S)			
Monsieur Wilfried LARCHER (T)	x		
Monsieur Angelo TONOLLI (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	x		
Madame Zohra DARRAS (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (T)	x		
Monsieur Albert NOBLESSE (S)			
Monsieur Thibaut DOMISSE (T)	x		
Monsieur Alain BAILLET (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Monsieur Alain GEST (T)		x	
Madame Brigitte FOURE (S)		x	
Monsieur Claude CLIQUET (T)	x		
Madame Bénédicte THIEBAUT (S)			
Monsieur Pascal DEMARTHE (T)		x	
Monsieur Régis PATTE (S)		x	
Monsieur José RIOJA (T)	x		
Monsieur Vincent JOLY (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Stéphane CONTAL	x	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Christophe PETIT		x
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin François-Xavier CHAPON	x	
Président de l'Union Départementale		
Lt-Colonel Vincent JOURDAIN	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt Ludovic GOBLET (T)	x	
Lt-Colonel Lionel TABARY (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	x	
Capitaine Ludovic GOBLET (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non-Officiers		
Adjudant-chef Joachim BRUGE (T)	x	
Adjudant- chef Gauthier DECOUTURE (S)		
Sapeurs-Pompiers Volontaires non-Officiers		
Adjudant-chef Fabien COQUERET (T)		x
Adjudant Maxime FRANCLIN (S)		x
Fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de SPP		
Olivier DEVIN (T)		x
Olivier DELATTRE (S)	x	
Comptable Public		
Monsieur Fabrice VIGNE	x	
Référent mixité et lutte contre les discriminations		
Capitaine Géraldine BEAURAIN		x

Le secrétariat de séance est assuré par le Colonel Stéphane CONTAL, Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Messieurs Thibault DOMISSE, Christophe BOULOGNE, José RIOJA et Fabrice VIGNE ont assisté à la séance du CASDIS en visioconférence via le système LIFEZISE.

La séance s'est clôturée à 15h40.

DELIBERATION N°8

RÉORGANISATION DU SERVICE UNIFIÉ DÉNOMMÉ « GARAGE DEPARTEMENTAL » ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS 80) ET LE DEPARTEMENT (CD 80) POUR LA GESTION ET L'ENTRETIEN DU PARC AUTOMOBILE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants et R1424-1 ;

Vu la délibération n°9 du C.A.S.D.I.S en date du 8 décembre 2017 sur la mutualisation des ateliers du SDIS et du Conseil Départemental de la Somme ;

Vu la délibération n°5 du CASDIS en date du 7 février 2023 portant approbation de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre le SDIS 80 et le Conseil Départemental de la Somme pour les années 2023-2028 ;

Vu la délibération n°4 du CASDIS en date du 11 avril 2023 relative au renouvellement de convention portant mise en place d'un service unifié dénommé « garage départemental » entre le SDIS et le Département pour la gestion et l'entretien du parc automobile ;

Vu la séance du Comité Social Territorial du SDIS de la Somme en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents),* de la séance du CCDSVP en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents)* et de la séance de la CATSIS en date du 14 mars 2024 ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Le Conseil Départemental de la Somme (CD 80) et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme (SDIS 80) ont décidé, dès 2010, d'initier la mutualisation de leurs ateliers mécaniques au sein de bâtiments situés à GLISY et ABBEVILLE.

Depuis le 1er janvier 2018, un service unifié de gestion et d'entretien automobile a été créé par une convention bipartite entre le Conseil Départemental de la Somme et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme en date du 20 décembre 2017 sur la base des articles L. 511-1 et suivants du code général des collectivités territoriales *(convention modifiée par avenants du 20 décembre 2018 et du 8 février 2023).*

À la suite d'évolutions réglementaires, à des nécessités d'amélioration du fonctionnement apparues durant la précédente convention et aux axes stratégiques qui lient les deux entités cocontractantes dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens (CPOM) 2023-2028, une nouvelle convention bipartite de mutualisation a été prise en date du 9 juin 2023 après avis des organes délibérants des deux entités, pour la période du 1er mai 2023 au 30 avril 2026. Cette nouvelle convention vise notamment à gommer les quelques écueils observés dans le fonctionnement de cette entité mutualisée et opère aux principales modifications suivantes pour ce qui concerne les aspects en lien avec les ressources humaines :

- l'application des textes du code général de la fonction publique et du décret n° 2008-580 sur la mise à disposition des agents,
- la modification des modalités de recrutements,
- l'application du règlement intérieur du SDIS et du Corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme au sein de la structure unifiée.

Aussi, conformément à l'article 4 de la convention de mutualisation du 9 juin 2023, la mise à disposition des 27 agents publics du département affectés au garage départemental a été réalisée au profit du SDIS 80 et actée par des arrêtés individuels de mise à disposition pris par la collectivité d'origine (CD 80).

1. Constat et audit des pratiques

La convention bipartite de mutualisation (article 10) confie au comité de pilotage, représentatif des deux entités, la gouvernance de l'activité du service unifié.

A l'occasion de réunions de cette instance, il a été relevé la nécessité de gagner en efficience globale du service, en réactivité, en optimisation des moyens et des process ou encore en amélioration des conditions de travail et de suivi réglementaire des équipements.

Aussi, un chargé de mission, officier supérieur de sapeurs-pompiers professionnels, a été missionné par le Directeur départemental du SDIS pour rechercher des pistes de réorganisation propres à améliorer le fonctionnement global du garage départemental. La réorganisation du management de ce service unifié en constitue une proposition retenue.

2. Des nécessités de réorganisation

Dans ce cadre, il est proposé de réorganiser l'équipe de direction de ce service unifié et de procéder à la modification, par avenant, de l'article 1 de la convention bipartite de mutualisation prise en date du 9 juin 2023 qui dispose : « Il [le service unifié] est dirigé par deux cadres : un chef du service et son adjoint qui sont désignés par le Président du conseil d'administration du SDIS après avis conforme du Président du Conseil départemental. L'un de ces cadres est un agent du conseil départemental, l'autre est un officier de sapeur-pompier issu du SDIS ».

En effet, l'organisation retenue vise à s'appuyer désormais sur :

- un chef de groupement,
- un adjoint au chef de groupement en charge de la partie technique,
- un adjoint au chef de groupement en charge de la partie administrative et financière.

La composition du service unifié (article 4.3 de la convention bipartite de mutualisation prise en date du 9 juin 2023) est conservée, et il est mis fin à la mise à disposition d'un agent du Département au garage départemental conformément au décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux dispose en son article 5, alinéa 1er, *« la mise à disposition peut prendre fin avant le terme prévu par arrêté de l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination, sur demande de la collectivité territoriale ou de l'établissement public d'origine, de l'organisme d'accueil ou du fonctionnaire ».*

Un prochain rapport présenté en séance du Comité Social Territorial proposera le nouvel organigramme complet et détaillé du garage départemental ainsi que la précision de la répartition des responsabilités propres à chacun des membres de l'équipe de direction de ce service unifié.

A l'issue d'un débat contradictoire, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, le Conseil d'Administration

DÉCIDE

Article 1er :

De valider la réorganisation du service unifié dénommé « garage départemental » entre le SDIS 80 et le Département pour la gestion et l'entretien du parc automobile, comme présentée ci-dessus.

Article 2 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de membres en visioconférence : 3
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SDIS80
Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CA_8_04_24_D8**
Objet :	**Réorganisation du service unifié dénommé "Garage Départemental" entre le SDIS et le Département pour la gestion et l'entretien du parc**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-04-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Identifiant unique :	080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D8-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D8-DE-1-1_0.xml	text/xml	973 o
Document principal (Délibération) Nom original : D8 - Réorganisation du service unifié - garage départemental.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D8-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	365.5 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	22 avril 2024 à 14h42min59s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 avril 2024 à 14h43min13s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	22 avril 2024 à 14h43min43s	Transmis au MI
Acquittement reçu	22 avril 2024 à 14h48min54s	Reçu par le MI le 2024-04-22

DIRECTION

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES INSTANCES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 8 avril 2024

DELIBERATIONS

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le mercredi 20 mars, s'est réuni en séance ordinaire le lundi 8 avril 2024 à 14h30, à l'Ecole Départementale ou en visioconférence via le système LIFESIZE, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S.

Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Damien MAELSTAF, Directeur des sécurités, représentait le corps préfectoral.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
(S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Mme Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Monsieur Arnaud BIHET (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		x	
Madame France FONGUEUSE (S)		x	
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Jannick LEFEUVRE (S)		x	
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)	x		
Madame Guislaine SIRE (S)			
Monsieur Frédéric DEMULE (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Laurent BEUVAIN (T)		x	
Madame Nathalie TEMMERMANN (S)		x	
Monsieur Christophe BOULOGNE (T)	x		
Madame Valérie KUMM (S)			
Monsieur Wilfried LARCHER (T)	x		
Monsieur Angelo TONOLLI (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	x		
Madame Zohra DARRAS (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (T)	x		
Monsieur Albert NOBLESSE (S)			
Monsieur Thibaut DOMISSE (T)	x		
Monsieur Alain BAILLET (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Monsieur Alain GEST (T)		x	
Madame Brigitte FOURE (S)		x	
Monsieur Claude CLIQUET (T)	x		
Madame Bénédicte THIEBAUT (S)			
Monsieur Pascal DEMARTHE (T)		x	
Monsieur Régis PATTE (S)		x	
Monsieur José RIOJA (T)	x		
Monsieur Vincent JOLY (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Stéphane CONTAL	x	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Christophe PETIT		x
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin François-Xavier CHAPON	x	
Président de l'Union Départementale		
Lt-Colonel Vincent JOURDAIN	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt Ludovic GOBLET (T)	x	
Lt-Colonel Lionel TABARY (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	x	
Capitaine Ludovic GOBLET (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non-Officiers		
Adjudant-chef Joachim BRUGE (T)	x	
Adjudant- chef Gauthier DECOUTURE (S)		
Sapeurs-Pompiers Volontaires non-Officiers		
Adjudant-chef Fabien COQUERET (T)		x
Adjudant Maxime FRANCLIN (S)		x
Fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de SPP		
Olivier DEVIN (T)		x
Olivier DELATTRE (S)	x	
Comptable Public		
Monsieur Fabrice VIGNE	x	
Référent mixité et lutte contre les discriminations		
Capitaine Géraldine BEAURAIN		x

Le secrétariat de séance est assuré par le Colonel Stéphane CONTAL, Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Messieurs Thibault DOMISSE, Christophe BOULOGNE, José RIOJA et Fabrice VIGNE ont assisté à la séance du CASDIS en visioconférence via le système LIFEZISE.

La séance s'est clôturée à 15h40.

DELIBERATION N°9

AVENANT A LA CONVENTION ENTRE LE SDIS ET LE DEPARTEMENT POUR LA GESTION ET L'ENTRETIEN DES VEHICULES DU GARAGE DEPARTEMENTAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants et R1424-1 ;

Vu la délibération n°9 du C.A.S.D.I.S en date du 8 décembre 2017 sur la mutualisation des ateliers du SDIS et du Conseil Départemental de la Somme ;

Vu la délibération n°5 du CASDIS en date du 7 février 2023 portant approbation de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre le SDIS 80 et le Conseil Départemental de la Somme pour les années 2023-2028 ;

Vu la délibération n°4 du CASDIS en date du 11 avril 2023 relative au renouvellement de convention portant mise en place d'un service unifié dénommé « garage départemental » entre le SDIS et le Département pour la gestion et l'entretien du parc automobile ;

Vu la séance du Comité Social Territorial du SDIS de la Somme en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents)*, de la séance du CCDSVP en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents)* et de la séance de la CATSIS en date du 14 mars 2024 ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Le Conseil d'administration du SDIS a délibéré le 8 décembre 2017 sur la création d'un service commun entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme (SDIS 80) et le Conseil départemental (CD 80) pour la gestion de l'entretien automobile.

Une nouvelle convention a été approuvée le 3 avril 2023 afin de reconduire le dispositif pour la période du 1er mai 2023 au 30 avril 2026.

Il est proposé d'adapter les termes de la convention afin d'intégrer l'évolution organisationnelle du garage et de préciser certaines clauses de la convention initiale *(gestion des recrutements, délais de préavis au titre des mises à disposition).*

A l'issue d'un débat contradictoire, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, le Conseil d'Administration

DÉCIDE

Article 1er :

De valider l'avenant n°1 à la convention entre le SDIS et le Conseil Départemental pour la gestion et l'entretien des véhicules du garage départemental présenté en annexe.

Article 2 :

D'autoriser le Président ou son représentant à signer ledit avenant n°1.

Article 3 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de membres en visioconférence : 3
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0

Avenant n°1 à la convention portant prorogation pour une durée de trois années de l'existence du service commun entre le SDIS et le Département pour la gestion et l'entretien automobile dénommé « garage départemental »

Vu la convention portant prorogation pour une durée de trois années de l'existence du service commun entre le SDIS et le Département pour la gestion et l'entretien automobile dénommé « garage départemental » du 9 juin 2023

Considérant l'évolution organisationnelle du garage départemental

Article 1 :

Le cinquième paragraphe de l'article 1 est remplacé par :

[Le garage départemental] Il est dirigé par une équipe composée d'un chef de groupement et de deux adjoints qui sont désignés par le Président du conseil d'administration du SDIS après avis conforme du Président du Conseil Départemental.

Article 2 :

Il est ajouté au premier paragraphe de l'article 4.1 :

La mise à disposition d'un fonctionnaire peut prendre fin à tout moment sur demande du SDIS ou du Conseil départemental ou du fonctionnaire. Un préavis de trois mois devra alors être respecté.

Article 3 :

Le premier paragraphe de l'article 4.2 est remplacé par :

A compter de la date d'effet du présent avenant et sauf exceptions validées par les deux assemblées délibérantes, les recrutements d'agents pour le Service unifié seront effectués par le Président du CASDIS à l'exception des postes de chef de groupement et adjoints cités à l'article 1.

Article 4 :

Les autres dispositions de la convention du 9 juin 2023 portant prorogation pour une durée de trois années de l'existence du service commun entre le SDIS et le Département pour la gestion et l'entretien automobile dénommé « garage départemental » demeurent inchangés.

Fait à Amiens le

En deux exemplaires originaux

Pour le Conseil Départemental de la Somme	Pour le SDIS de la Somme
..... La Vice-présidente	Le Président du Conseil d'Administration

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SDIS80
Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CA_8_04_24_D9**
Objet :	**Avenant à la convention entre le SDIS et le Département pour la gestion et l'entretien des véhicules du garage départemental**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-04-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Identifiant unique :	080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D9-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D9-DE-1-1_0.xml	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D9 - Avenant à la convention entre le SDIS et le Département - garage départemental.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D9-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	264.6 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Rapport n°7 - Annexe - avenant convention garage.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D9-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	230.5 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	22 avril 2024 à 14h44min26s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 avril 2024 à 14h44min27s	Accepté par le TdT : validation OK

Transmis	22 avril 2024 à 14h44min28s	Transmis au MI
Acquittement reçu	22 avril 2024 à 14h44min38s	Reçu par le MI le 2024-04-22

DIRECTION

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES INSTANCES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 8 avril 2024

DELIBERATIONS

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le mercredi 20 mars, s'est réuni en séance ordinaire le lundi 8 avril 2024 à 14h30, à l'Ecole Départementale ou en visioconférence via le système LIFESIZE, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S.

Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Damien MAELSTAF, Directeur des sécurités, représentait le corps préfectoral.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
(S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Mme Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Monsieur Arnaud BIHET (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		x	
Madame France FONGUEUSE (S)		x	
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Jannick LEFEUVRE (S)		x	
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)	x		
Madame Guislaine SIRE (S)			
Monsieur Frédéric DEMULE (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Laurent BEUVAIN (T)		x	
Madame Nathalie TEMMERMANN (S)		x	
Monsieur Christophe BOULOGNE (T)	x		
Madame Valérie KUMM (S)			
Monsieur Wilfried LARCHER (T)	x		
Monsieur Angelo TONOLLI (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	x		
Madame Zohra DARRAS (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (T)	x		
Monsieur Albert NOBLESSE (S)			
Monsieur Thibaut DOMISSE (T)	x		
Monsieur Alain BAILLET (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Monsieur Alain GEST (T)		x	
Madame Brigitte FOURE (S)		x	
Monsieur Claude CLIQUET (T)	x		
Madame Bénédicte THIEBAUT (S)			
Monsieur Pascal DEMARTHE (T)		x	
Monsieur Régis PATTE (S)		x	
Monsieur José RIOJA (T)	x		
Monsieur Vincent JOLY (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Stéphane CONTAL	x	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Christophe PETIT		x
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin François-Xavier CHAPON	x	
Président de l'Union Départementale		
Lt-Colonel Vincent JOURDAIN	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt Ludovic GOBLET (T)	x	
Lt-Colonel Lionel TABARY (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	x	
Capitaine Ludovic GOBLET (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non-Officiers		
Adjudant-chef Joachim BRUGE (T)	x	
Adjudant- chef Gauthier DECOUTURE (S)		
Sapeurs-Pompiers Volontaires non-Officiers		
Adjudant-chef Fabien COQUERET (T)		x
Adjudant Maxime FRANCLIN (S)		x
Fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de SPP		
Olivier DEVIN (T)		x
Olivier DELATTRE (S)	x	
Comptable Public		
Monsieur Fabrice VIGNE	x	
Référent mixité et lutte contre les discriminations		
Capitaine Géraldine BEAURAIN		x

Le secrétariat de séance est assuré par le Colonel Stéphane CONTAL, Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Messieurs Thibault DOMISSE, Christophe BOULOGNE, José RIOJA et Fabrice VIGNE ont assisté à la séance du CASDIS en visioconférence via le système LIFEZISE.

La séance s'est clôturée à 15h40.

CASDIS du 8 avril 2024

DELIBERATION N° 10

ACTUALISATION DES LDG ET DU DISPOSITIF RIFSEEP EN LIEN AVEC LA REORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants, et R1424-1 et suivants ;

Vu la délibération du CASDIS en date du 26 juin 2006 actant dans sa version initiale le règlement intérieur du SDIS de la Somme et du Corps départemental ;

Vu la délibération n°2 du CASDIS en date du 18 mars 2022 relative aux LDG 2022-2027 de l'établissement ;

Vu la délibération n°12 du CASDIS du 28 juin 2022 portant institution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel pour les agents administratifs et techniques ;

Vu l'arrêté en date du 18 mars 2022 du Président du CASDIS, Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, relatif à l'établissement des lignes directrices de gestion 2022-2027 ;

Vu la séance du Comité Social Territorial du SDIS de la Somme en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents),* de la séance du CCDSVP en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents)* et de la séance de la CATSIS en date du 14 mars 2024 ;

Considérant l'exposé ci-dessous :
Le SDIS de la Somme a révisé le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel pour ses personnels administratifs et techniques par la délibération n° 12 du CASDIS en date du 28 juin 2022 et a approuvé ses Lignes Directrices de Gestion 2002-2027 par un acte unilatéral du Président du CASDIS en date du 18 mars 2022.

À la suite du projet de réorganisation de l'établissement public, il a lieu de procéder à des modifications mineures sur ces documents structurants, à savoir :

- Modification du tableau de concordance grades/emplois des LDG 2022-2027 pour prendre en compte :
  - la création du service des affaires générales et des relations publiques *(en lieu et place du secrétariat de direction, des affaires générales et des relations publiques)* auquel lui est rattaché le chargé de mission citoyenneté,
  - la création du groupement contrôle de gestion auquel lui sont rattachés le service SIG et le service gestion de projets,
  - la création d'une fonction d'adjoint au chef de groupement sans service rattaché et d'un service prévention centre au sein du groupement prévention & prévision des risques,
  - la création du groupement soutien de l'homme et du service démarche qualité et pilotage néo-suap au sein de la sous-direction santé,
  - la modification de certains grades cibles maxi pour les mécaniciens du garage départemental notamment, un gestionnaire de l'EDIS et l'adjoint au chef du service systèmes d'information et de communication.

- Modification d'un IFSE sur le dispositif RIFSEEP
  - requalification du poste de gestionnaire administratif de catégorie B au service appui à la prévention et à la prévision en sous-groupe de fonctions B3.

Ces modifications n'induisent aucun poste budgétaire supplémentaire au tableau des effectifs et permettent ainsi de recruter sur des postes actuellement vacants, via une GPEEC en adéquation avec les besoins nouveaux de l'établissement.

Un prochain rapport présenté en séance du Comité Social Territorial proposera une version consolidée des Lignes Directrices de Gestion de l'établissement et des cotations de poste IFSE.

A l'issue d'un débat contradictoire, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, le Conseil d'Administration

DÉCIDE

Article 1er :

De valider l'actualisation des LDG et du dispositif RIFSEEP en lien avec la réorganisation de l'établissement public comme présentée en annexe.

Article 2 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de membres en visioconférence : 3
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0

Annexe n°1

Mise à jour du tableau de concordance grades/emplois des LDG 2022-2027 (effectifs au 01/02/2024)

➢ Services directement rattachés au binôme de direction

Eff/obj	ETAT-MAJOR	Cat	Grade -	Grade +	Grade op	Eff	Eff cible	VL de fonction	VL de service	Télétravail
2/2	DDSIS - Chef de corps	A	COL	CGL	COS	1	1	Oui		Non
	DDA - Chef de corps adjoint	A	COL	CHC	COSa	1	1	Oui		Non
6/6	Service des affaires générales et des relations publiques	A	AP1	ATT		1	1			Non
		B	AAT	RP1		1	1			Non
		C	AAT	AP1		1	1			Non
		B	SGT	LT1	CGPE	1	1			Non
	Chargé de mission citoyenneté	A	RP2	AtP		1	1			Non
		C	SAP	ADC		0,2	0,2			Oui
		C	SAP	ADC		0,8	0,8			Oui
1/1	Service des affaires juridiques et des instances	A	RP1	AtP		1	1			Non
6/6	**Groupement contrôle de gestion**	A	TeP1	IgP		1	1			Non
	Service gestion de projets	A	TeP1	ING		1	1			Non
		A	TEC	ING		1	1			Oui
	Service SIG	A	TP1	IGP		1	1			Non
		B	ATE	TEC		1	1			Oui
		C	ATE	ATP1		1	1			Oui
7/7	**SSIC**	A	ING	IgP		1	1			Non
	Bureau transmission, systèmes et réseaux	A	TEC	IgP		1	1			Non
		B	ATE	TP1		1	1			Non
		B	TEC	TP1		1	1			Non
		B	ATE	TP1		1	1			Non
		B	ATE	TP1		1	1			Non
	Agent de gestion	C	AAT	AAP1		1	1			Oui
10/10	**Service infrastructures**	A	ING	IgP		1	1		Cont.	Non
	Agent technique	C	ATE	AMP		1	1			Non
		C	ATE	ATP1		1	1			Non
	Gestionnaire adm.	B	RED	RP1		1	1			Oui
	Bureau travaux	A	TEC	ING		1	1			Non
		B	ATE	TP1		1	1			Non
	Bureau maintenance	A	TEC	ING		1	1			Non
		B	TEC	TP1		1	1			Non
		B	ATE	TP1		1	1			Non
	Agent de gestion	C	AAT	AAP1		1	1			Oui
14/14	**Centre logistique**	A	RP1/TP1/LT1	AtP/IgP/CDT		1	1			Non
	Coordonnateur adm. et comptable	B	AP2	RP1		1	1			Oui
	Bureau études et planification	B	ADC	LT1	CGPE	1	1			Non
		C	ATE / SAP	AMP /ADC		1	1			Non
		C	ATE	AMP		1	1			Oui
	Bureau Matériels	B	AMP/ADJ	TP1/LT1		1	1			Non
		C	ATE	AMP		0,5	0,5			Non
		C	ATE	AMP		0,5	0,5			Non
		C	ATE / SAP	AMP /ADC		1	1			Non
		C	ATE	AMP		1	1			Non
		B	AAT	RP2		1	1			Oui
	Bureau habillement -EPI	B	AP1/AMP/ADJ	RP1/TP1/LT1		1	1			Non
		C	ATE / SAP	AMP /ADC		0,5	0,5			Non
		C	ATE / SAP	AMP /ADC		0,5	0,5			Non
		B	AAT	RP2		1	1			Oui
		C	SAP / ATE	AMP /ADC		1	1			Non
14/14	**Garage départemental**	A	ATT / CNE / ING	ATP / LTC/ IGP	Site	MAD CD			Oui	Non
	Adjoint au chef de groupement	A	CNE / ING	CDT/ IGP	CCOL	1	1		Oui	Non
	Chargé de mission	A	ATT / CNE / ING	ATP / LTC/ IGP	Site	1	1			Oui
	Service administratif et financier	B	AAT	RP2		1	1			Oui
		C	ATE	ATP1		1	1			Non
		C	ATE	AMP		1	1			Non
	Service technique (Abbeville)	B	TEC	TP1		1	1			Non
		C	ATE	AMP		1	1			Non
		C	ATE	AMP		1	1			Non
		C	ATE	AMP		1	1			Non
		C	ATE	AMP		1	1			Non
	Service technique (Glisy)	C	ATE	AMP		1	1			Non
		C	ATE	AMP		1	1			Non
		C	ATE	AMP		1	1			Non
		C	ATE	AMP		1	1			Non

➢ Sous-direction RH / Finances

Eff/obj	ETAT-MAJOR	Cat	Grade -	Grade +	Grade op	Eff	Eff cible	VL de fonction	VL de service	Télétravail
1/1	**Sous direction RH / Finances**	A	LCL/ATP	LCL/AHC	CSIT	1	1		Oui	Non
12/14	**Groupement des ressources humaines**	A	CDT /ATT	LCL/ATP	CSIT	1	1		Oui	Non
	Service des personnels permanents	A	RP1	ATT*		1	1			Non
		B	AAT	RP2		1	1			Oui
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
	Service des SPV	A	RP1	ATT*		1	1			Non
		B	AAT	RP2		1	1			Oui
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
	Service GPEAC	A	RP1	ATT*		0	1			Non
	Service appui au pilotage RH	A	RP1	ATT*		0	1			Non
		B	ADJ	LT1		1	1			Oui
	Assistant de sous-direction	B	AAT	RP2		1	1			Oui
11/13	**Groupement Finances**	A	ATT	ATP		0	1		Oui	Non
	Service commande publique	A	RP1	ATT*		1	1			Non
		B	RED	RP1		1	1			Oui
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
		B	RED	RP1		1	1			Oui
		B	RED	RP1		0	1			Oui
	Service budget et financement	A	RP1	ATT*		1	1			Non
		B	RED	RP1		1	1			Oui
		B	RED	RP1		1	1			Oui
		B	RED	RP1		1	1			Oui
		C	AAT	AAP1		1	1			Oui
		C	AAT	AAP1		1	1			Oui
		C	AAT	AAP1		1	1			Oui

* un seul chef de service peut être nommé au grade d'attaché principal entre les chefs de service

➢ Sous-direction santé

Eff/obj	ETAT-MAJOR	Cat	Grade -	Grade +	Grade op	Eff	Eff cible	VL de fonction	VL de service	Télétravail
1/1	**Sous direction Santé**	A	MLC	MCL		1	1		Oui	Non
5/6	**Groupement Médical**	A	MCN	MCL		0	1		Oui	Non
	Service soutien opérationnel et appui santé	A	ILT	CSD*		1	1			Non
		B	AAT	RP2		1	1			Oui
	Service Aptitude	A	ILT	CSD*		1	1			Non
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
5/6	**Groupement Pharmacie**	A	PCN	PCL		1	1		Oui	Non
	Bureau secrétariat	B	AAT	RP1		1	1			Oui
	Service pharmacie à usage intérieur	C	ATE/SAP	ATP1/ADC		1	1			Non
		C	ATE/SAP	ATP1/ADC		0	1			Non
	Bureau du matériel bio médical	B	ATE/SAP	TEC/LT2		1	1			Non
	Service démarche qualité et pilotage néo-suap	A	ILT	CSD*		1	1			Non
3/3	**Groupement Soutien du personnel**	A	CDT /ATT	LCL/ATP	CSIT	1	1		Oui	Non
	Service Hygiène, Sécurité et conditions de travail	A	LT1	CDT	CCOL	1	1		Oui	Non
	Service des activités physiques et sportives	B	LT2	LTHC	CGPE	1	1			Non

* un seul chef de service peut être nommé au grade de cadre de santé entre les trois chefs de service

➢ Sous-direction opérationnelle

Eff/obj	ETAT-MAJOR	Cat	Grade -	Grade +	Grade op	Eff	Eff cible	VL de fonction	VL de service	Télétravail
1/1	**Sous direction Opérationnelle**	A	LCL	LCL	CSIT	1	1		Oui	Non
1/2	Officier coordinateur projet	A	LT1	CNE	CCOL	0	1			Oui
	Service étude et planification	A	TP1	ING		1	1			Non
10/11 + 33/30 au CTA	**Groupement Opérations**	A	CDT	LCL	CSIT	1	1		Oui	Non
		A	LT1	CNE	CCOL	0	1			Oui
	Service doctrine - exercices - retex	A	LT1	CDT*	CCOL	1	1		Oui	Non
		B	ADJ	LT1	CGPE	1	1			Oui
	Service pilotage et analyse opérationnelle	A	LT1	CDT*	CCOL	1	1		Oui	Non
		B	LT2	LT1	CGPE	1	1			Oui
	CTA - CODIS	A	CNE	CDT	CCOL	1	1		Oui	Non
		A	LT1	CNE	CCOL	1	1		Oui	Non
		B	LT2	LT1	CGPE	1	1			Non
		C	ADJ	LT1	CGPE	1	1			Non
		C	SGT	ADC		33	30			Non
		C	CPL	SGT						Non
		C	SAP	CPL						Non
	Assistant de groupement	B	AAT	RP2		1	1			Oui
20/21	**Groupement Formation**	A	CDT	LCL	CSIT	0	1		Oui	Non
	Assistant de groupement	C	AAT	AP1		0,5	0,5			Oui
	Service référentiels et concepts	A	LT2	CDT*	CCOL	1	1		Oui	Non
		C	SGT	ADC		1	1			Non
		C	SGT	ADC		1	1			Non
		C	SGT	ADC		1	1			Non
		C	SGT	ADC		1	1			Non
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
		C	AAT	RP2		0,5	0,5			Oui
	Service développement des formations départementales*	A	LT2	CDT*	CCOL	1	1		Oui	Non
		B	SGT	LT2	CGPE	1	1			Oui
		B	SGT	LT2	CGPE	1	1			Oui
		B	SGT	LT2	CGPE	1	1			Oui
		C	SGT	ADC		1	1			Non
		C	SGT	ADC		1	1			Non
		C	ATE	ATP1		1	1			Non
		C	AAT	RP2		0,5	0,5			Oui
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
	Service administration, finances et formations extérieures*	A	RP2/LT1	ATT/CDT		1	1			Non
		B	LT2	LT1		0	1			Oui
		B	RED	RP2		1	1			Oui
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
		C	AAT	AP1		0,5	0,5			Oui
15/16	**Groupement prévention & prévision des risques**	A	CDT	LCL	CSIT	1	1		Oui	Non
	Adjoint au chef de groupement	A	CNE	CDT	CCOL/SIT	1	1		Oui	Non
	Service prévention Est*	A	LT2	CDT*	CCOL	1	1		Oui	Non
		A	LT2	CNE	CCOL	1	1			Oui
	Service prévention Centre*	A	LT2	CDT*	CCOL	1	1		Oui	Non
	Service prévention Ouest*	A	LT2	CDT*	CCOL	1	1		Oui	Non
		B	LT2	CNE		1	1			Oui
		A	LT2	CNE	CCOL	1	1			Oui
	Service prévision	A	LT1	CDT*	CCOL	1	1		Oui	Non
		B	LT2	LT1	CGPE	1	1			Oui
		B	LT2	LT1	CGPE	1	1			Oui
		C	SGT	ADC		1	1			Oui
	Service appui à la prévention et à la prévision	A	RP2	ATT		1	1			Non
		B	RED	RP1		1	1			Oui
		C	AAT	AP1		1	1			Oui
		C	AAT	AP1		0	1			Oui

➢ Groupement territorial centre

Eff/obj	ETAT-MAJOR	Cat	Grade -	Grade +	Grade op	Eff	Eff cible	VL de fonction	VL de service	Télétravail
1/1	**Groupement territorial Centre**	A	CDT	LCL	CSIT	1	1		Oui	Non
60/61	CIS Amiens Catelas	A	CNE	CDT	CCOL	1	1		Oui	Non
		A	LT1	CNE	CGPE	1	1		Oui	Non
		C	ADJ	ADC		57	58			Non
		C	SGT	ADC						Non
		C	CAP	CLC						Non
		C	SAP	CLC						Non
		C	AAT	AP1		1	1			Non
63/63	CIS Amiens Ferry	A	CNE	CDT	CCOL	1	1		Oui	Non
		A	LT1	CNE	CGPE	1	1		Oui	Non
		C	ADJ	ADC		60	60			Non
		C	SGT	ADC						Non
		C	CAP	CLC						Non
		C	SAP	CLC						Non
		C	AAT	AP1		1	1			Non
62/63	CIS Amiens Poulainville	A	CNE	CDT	CCOL	0	1		Oui	Non
		A	LT1	CNE	CGPE	1	1			Non
		C	ADJ	ADC		59	60			Non
		C	SGT	ADC						Non
		C	CAP	CLC						Non
		C	SAP	CLC						Non
		C	AAT	AP1		1	1			Non
6/7	CIS Doullens	A	LT 2	CNE	CCOL	1	1		Oui	Non
		C	ADJ	ADC	CGPE	1	1			Non
		C	SAP	ADC		4	5			Non
2/2	CIS Poix de Picardie	A	LT 2	CNE	CCOL	1	1		Oui	Non
		C	ADJ	ADC	CGPE	1	1			Non
		C					G			Non
Pas de SPP	CIS Lucheux	SPV								
		SPV								
	CIS Beauval	SPV								
		SPV								
	CIS Beauquesne	SPV								
		SPV								
	CIS Bernaville	SPV								
		SPV								
	CIS Toutencourt	SPV								
		SPV								
	CIS Picquigny	SPV								
		SPV								
	CIS Molliens Dreuil	SPV								
		SPV								
	CIS Airaines	SPV								
		SPV								
	CIS Hallencourt	SPV								
		SPV								
	CIS Forceville Oisemont	SPV								
		SPV								
	CIS Hornoy le Bourg	SPV								
		SPV								
	CIS Beaucamps le v+B29:B55ieux	SPV								
		SPV								

➢ Groupement territorial ouest

Eff/obj	ETAT-MAJOR	Cat	Grade -	Grade +	Grade op	Eff	Eff cible	VL de fonction	VL de service	Télétravail
1/1	**Groupement territorial Ouest**	A	CDT	LCL	CSIT	1	1		Oui	Non
53/53	CIS Abbeville	A	CNE	CDT	CCOL	1	1		Oui	Non
		A	LT1	CNE	CCOL	1	1		Oui	Non
		C	ADJ	ADC		50	50			Non
		C	SGT	ADC						Non
		C	CAP	CLC						Non
		C	SAP	CLC						Non
		C	AA	AP1		1	1			Non
11/11	CIS Flixecourt	A	LT2	LTHC	CCOL	1	1		Oui	Non
		B	ADJ	ADC	CGPE	1	1			Non
		C	SGT	ADC		9	9			Non
		C	SAP	CLC						Non
1/1	CIS Saint Valery Sur Somme	A	LT2	CNE	CGPE	1	1		Oui	Non
		SPV								Non
2/2	CIS Friville Escarbotin	A	LT2	CNE	CGPE	1	1		Oui	Non
		C	ADJ	ADC		1	1			Non
Pas de SPP	CIS Vignacourt	SPV								
		SPV								
	CIS Domart en Ponthieu	SPV								
		SPV								
	CIS Ailly le haut clocher	SPV								
		SPV								
	CIS Feuquières en Vimeu	SPV								
		SPV								
	CIS Gamaches	SPV								
		SPV								
	CIS Bouvaincourt sur Bresle	SPV								
		SPV								
	CIS Mers les Bains	SPV								
		SPV								
	CIS Ault	SPV								
		SPV								
	CIS Cayeux sur Mer	SPV								
		SPV								
	CIS Val de Trie	SPV								
		SPV								
	CIS Nouvion en Ponthieu	SPV								
		SPV								
	CIS Le Crotoy	SPV								
		SPV								
	CIS Crécy en Ponthieu	SPV								
		SPV								
	CIS Rue	SPV								
		SPV								
	CIS Fort Mahon	SPV								
		SPV								

➢ Groupement territorial est

Eff/obj	ETAT-MAJOR	Cat	Grade -	Grade +	Grade op	Eff	Eff cible	VL de fonction	VL de service	Télétravail
1/1	**Groupement territorial Est**	A	CDT	LCL	CSIT	1	1		Oui	Non
35/35	CIS Péronne	A	LT1	CNE	CCOL	1	1		Oui	Non
		B	LT 2	LTC	CGPE	1	1		Oui	Non
		C	ADJ	ADC		32	32			Non
		C	SGT	ADC						Non
		C	CAP	CLC						Non
		C	SAP	CLC						Non
		C	AAT	AP1		1	1			Non
10/11	CIS Albert	A	LT2	CNE	CCOL	1	1		Oui	Non
		C	ADJ	ADC		1	1			Non
		C	SAP	ADC		8	9			Non
11/11	CIS Roye	A	LT 2	CNE	CCOL	1	1			Non
		C	ADJ	ADC		1	1			Non
		C	SGT	ADC		9	9			Non
		C	SAP	CLC						Non
3/3	CIS Montdidier	A	LT 2	CNE	CCOL	1	1		Oui	Non
		C	ADJ	ADC		1	1			Non
		C	SAP	ADC		1	1			Non
2/2	CIS Val de Somme	B	LT2	LTHC	CGPE	1	1		Oui	Non
		C	ADJ	ADC		1	1			Non
Pas de SPP	CIS Mailly Maillet						G			
		SPV								
		SPV								
	CIS Miraumont	SPV								
		SPV								
	CIS Bray sur Somme	SPV								
		SPV								
	CIS Moislains	SPV								
		SPV								
	CIS Epehy	SPV								
		SPV								
	CIS Roisel	SPV								
		SPV								
	CIS Rosières en Santerre	SPV								
		SPV								
	CIS Nesle	SPV								
		SPV								
	CIS Ham	SPV								
		SPV								
	CIS Hangest en Santerre	SPV								
		SPV								
	CIS Moreuil	SPV								
		SPV								
	CIS Ailly Sur Noye	SPV								
		SPV								
	CIS Saint Sauflieu	SPV								
		SPV								
	CIS Conty	SPV								
		SPV								

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SDIS80
Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CA_8_04_24_D10**
Objet :	**Actualisation des LDG et du dispositif RIFSEEP en lien avec la réorganisation de l'établissement public**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-04-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Identifiant unique :	080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D10-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D10-DE-1-1_0.xml	text/xml	934 o
Document principal (Délibération) Nom original : D10 - Actualisation des LDG et du dispositif RIFSEEP.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D10-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	970.5 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	22 avril 2024 à 14h45min43s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 avril 2024 à 14h46min32s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	22 avril 2024 à 14h46min35s	Transmis au MI
Acquittement reçu	22 avril 2024 à 14h46min42s	Reçu par le MI le 2024-04-22

DIRECTION

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES INSTANCES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 8 avril 2024

DELIBERATIONS

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le mercredi 20 mars, s'est réuni en séance ordinaire le lundi 8 avril 2024 à 14h30, à l'Ecole Départementale ou en visioconférence via le système LIFESIZE, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S.

Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Damien MAELSTAF, Directeur des sécurités, représentait le corps préfectoral.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
(S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Mme Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Monsieur Arnaud BIHET (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		x	
Madame France FONGUEUSE (S)		x	
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Jannick LEFEUVRE (S)		x	
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)	x		
Madame Guislaine SIRE (S)			
Monsieur Frédéric DEMULE (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Laurent BEUVAIN (T)		x	
Madame Nathalie TEMMERMANN (S)		x	
Monsieur Christophe BOULOGNE (T)	x		
Madame Valérie KUMM (S)			
Monsieur Wilfried LARCHER (T)	x		
Monsieur Angelo TONOLLI (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	x		
Madame Zohra DARRAS (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (T)	x		
Monsieur Albert NOBLESSE (S)			
Monsieur Thibaut DOMISSE (T)	x		
Monsieur Alain BAILLET (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Monsieur Alain GEST (T)		x	
Madame Brigitte FOURE (S)		x	
Monsieur Claude CLIQUET (T)	x		
Madame Bénédicte THIEBAUT (S)			
Monsieur Pascal DEMARTHE (T)		x	
Monsieur Régis PATTE (S)		x	
Monsieur José RIOJA (T)	x		
Monsieur Vincent JOLY (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Stéphane CONTAL	x	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Christophe PETIT		x
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin François-Xavier CHAPON	x	
Président de l'Union Départementale		
Lt-Colonel Vincent JOURDAIN	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt Ludovic GOBLET (T)	x	
Lt-Colonel Lionel TABARY (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	x	
Capitaine Ludovic GOBLET (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non-Officiers		
Adjudant-chef Joachim BRUGE (T)	x	
Adjudant- chef Gauthier DECOUTURE (S)		
Sapeurs-Pompiers Volontaires non-Officiers		
Adjudant-chef Fabien COQUERET (T)		x
Adjudant Maxime FRANCLIN (S)		x
Fonctionnaires territoriaux n'ayant pas la qualité de SPP		
Olivier DEVIN (T)		x
Olivier DELATTRE (S)	x	
Comptable Public		
Monsieur Fabrice VIGNE	x	
Référent mixité et lutte contre les discriminations		
Capitaine Géraldine BEAURAIN		x

Le secrétariat de séance est assuré par le Colonel Stéphane CONTAL, Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Messieurs Thibault DOMISSE, Christophe BOULOGNE, José RIOJA et Fabrice VIGNE ont assisté à la séance du CASDIS en visioconférence via le système LIFEZISE.

La séance s'est clôturée à 15h40.

DELIBERATION N° 11

MISE A JOUR DU REGLEMENT OPERATIONNEL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants, et R1424-1 et suivants, notamment l'article L1424-4 et R1424-42 ;

Vu la délibération n°1 du CASDIS du 18 mars 2022 relatif au règlement opérationnel ;

Vu la délibération n°1 du CASDIS du 19 décembre 2023 émettant un avis conforme à la révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques pour la période 2018-2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 avril 2022 relatif au règlement opérationnel du SDIS de la Somme ;

Vu la séance du Comité Social Territorial du SDIS de la Somme en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents),* de la séance du CCDSVP en date du 12 mars 2024 *(**Avis des représentants de l'Administration** : avis favorable à l'unanimité des membres présents – **avis des représentants du personnel** : avis favorable à l'unanimité des membres présents)* et de la séance de la CATSIS en date du 14 mars 2024 ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Dans la déclinaison du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (S.D.A.C.R.) 2024-2028 arrêté le xx yyyy 2024 par Monsieur le Préfet de la Somme, le règlement opérationnel (R.O.) de la Somme fixe les consignes opérationnelles relatives aux différentes missions des services d'incendie et de secours et détermine obligatoirement l'effectif minimum et les matériels nécessaires, en application des articles L1424-4 et R1424-42 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.).

Il constitue de ce fait un outil de pilotage opérationnel pour l'établissement public.

Le règlement opérationnel est arrêté par l'autorité préfectorale, après avis du comité social territorial (C.S.T.), de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (C.A.T.S.I.S.) et du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours (C.A.S.D.I.S.).

A l'issue d'un débat contradictoire, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, le Conseil d'Administration

DÉCIDE

Article 1er :

De valider la mise à jour du règlement opérationnel du SDIS de la Somme et du Corps Départemental.

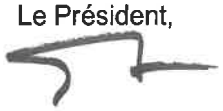
Article 2 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,



Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de membres en visioconférence : 3
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0



ÈGLEMENT



PÉRATIONNEL

Mise à jour 2024

PRÉFET
DE LA SOMME
Liberté
Égalité
Fraternité

SDIS SOMME

Arrêté n° P-

ARRÊTÉ

PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT OPERATIONNEL (RO) **DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME**

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LEGION **D'HONNEUR**

Vu le Code général des collectivités territoriales, parties législative et réglementaire ;

Vu le Code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, Monsieur Rollon Mouchel-Blaisot à compter du 24 juillet 2023 ;

Vu le décret du 3 janvier 2024 nommant Monsieur Victor Jozon, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral n°P-2022-035 du 27 avril 2022 portant approbation du règlement opérationnel (RO) du service départemental d'incendie et de secours de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à Monsieur Victor Jozon, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du _____, portant le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques de la Somme ;

Vu la délibération n° ____ du conseil d'administration du SDIS de la Somme en date du 29 mars 2024, portant avis favorable sur le règlement opérationnel ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial du SDIS de la Somme du 12 mars 2024 ;

Vu l'avis favorable du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires du SDIS de la Somme du 12 mars 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours du SDIS de la Somme du 14 mars 2024 ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, Chef du Corps Départemental de sapeurs-pompiers de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1er. – Le règlement opérationnel (RO) du service départemental d'incendie et de secours de la Somme, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2. – L'arrêté préfectoral n°P-2022-035 du 27 avril 2022 portant approbation du règlement opérationnel (RO) du service départemental d'incendie et de secours de la Somme est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 3. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et du service départemental d'incendie et de secours de la Somme. Le règlement opérationnel est consultable sur demande à la préfecture, dans les sous-préfectures et au siège du service départemental d'incendie et de secours de la Somme.

Article 4. – Conformément à l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5. – Monsieur le sous-préfet, directeur du cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Somme.

Amiens, le

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur de cabinet

Victor JOZON



HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

DATE	MISE A JOUR / AJOUT D'ELEMENTS



Sommaire



PREAMBULE

Introduction 01
Rappel succinct des risques et menaces en présence 02
Les bases fondamentales de la réponse opérationnelle 03

TITRE IER. DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre 1 : Objet du règlement opérationnel (R.O)
Article 01. 04
Article 02.
Article 03.

Chapitre 2 : Champ d'application du R.O.
Article 04. Compétence territoriale
Article 05. Assistance interdépartementale
Article 06. Le pacte capacitaire 05

Chapitre 3 : Missions et compétences des services d'incendie et de secours
Article 07. Champ missionnel des S.I.S.
Article 09. Participation aux frais d'intervention 06
Article 10. Missions réalisées à titre exceptionnel
Article 11. Cas particulier du secours à personne 07
Article 12. Carences de transporteurs ambulanciers privés
Article 13. Cas particulier des opérations de recherche et de sauvetage en mer
Article 14. Intervention sur réseau autoroutier concédé
Article 15. Interventions réalisées en commun avec les forces de sécurité intérieure et échanges d'information

Chapitre 4 : Le recours aux moyens du S.D.I.S. de la Somme
Article 16. La réquisition des moyens du S.D.I.S. de la Somme 08
Article 17. Les dispositifs prévisionnels de secours
Article 18. Les piquets ou services de sécurité 09
Article 19. Les activités hors missions du S.D.I.S de la Somme
Article 20. Les autres recours aux moyens du S.D.I.S. de la Somme

TITRE II. ORGANISATION STRUCTURELLE ET OPERATIONNELLE

Chapitre 1 : Les autorités détentrices du pouvoir de police
Article 21. La notion de directeur des opérations de secours (D.O.S.) 10
Article 22. Le préfet
Article 23. Le rôle du préfet dans le domaine opérationnel
Article 24. Le préfet maritime
Article 25. Le maire 11

Chapitre 2 : Le sapeur-pompier, en qualité de conseiller technique et de commandant des opérations de secours (C.O.S.)
Article 26. La notion de commandant des opérations de secours (C.O.S.)
Article 27. Le directeur départemental des services d'incendie et de secours (D.D.S.I.S.)

Article 28. Le directeur départemental adjoint (D.D.A.S.I.S.) 12
Article 29. Les sapeurs-pompiers
Article 30. Les personnels administratifs et techniques 13

Chapitre 3 : Les partenaires
Article 31. L'interopérabilité avec les autres services
Article 32. Les réserves communales de sécurité civile (R.C.S.C.)
Article 33. Les associations agréées de sécurité civile (A.A.S.C.)

Chapitre 4 : Le maillage opérationnel du S.D.I.S. de la Somme
Section 1. Les centres d'incendie et de secours (C.I.S.)
Article 34. Les C.I.S.
Article 35. Classement des C.I.S. 14
Article 36. Fermeture d'un C.I.S.
Article 37. Le chef de C.I.S.
Article 38. Armement en matériel des C.I.S. 15
Article 39. Transmissions
Article 40. Alerte des C.I.S.
Article 41. Effectif mobilisable opérationnel des C.I.S.
Article 42. Définition du potentiel opérationnel journalier (P.O.J.)
Article 43. Caractéristiques du P.O.J. 16
Article 44. Dispositifs de maintien du P.O.J.
Article 45. Objet des gardes au centre (G.A.C.) 17
Article 46. Répartition des G.A.C. 18
Article 47. Reconstitution de garde
Article 48. Continuité de l'activité opérationnelle 19

Section 2. Les unités spécialisées
Article 49. Les équipes opérationnelles spécialisées (E.O.S.)
Article 50. Responsable départemental d'unité spécialisée……...20
Article 51. Encadrement des unités spécialisées
Article 52. Fonctionnement des unités spécialisées
Article 53. Incompatibilité d'exercice de plusieurs spécialités
Article 54. Listes d'aptitude opérationnelle (L.A.O.) des spécialités 21

Section 3. Le C.T.A. 80 et le C.O.D.I.S. 80
Article 55. Le centre de traitement de l'alerte (C.T.A.)
Article 56. Le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (C.O.D.I.S.)
Article 57. La salle débordement 22
Article 58. Le chef du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80

Section 4. Le service de santé et de secours médical (S.S.S.M.)
Article 59. Cadre général des missions opérationnelles du S.S.S.M.

Chapitre 5 : Les corps communaux de sapeurs-pompiers
Article 60. Les C.P.I. non intégrés (C.P.I.N.I.) 23

TITRE III. PREPARATION OPERATIONNELLE

Article 61. Corpus doctrinal 24

Chapitre 1 : La sous-direction opérationnelle (S.D.O)
Article 62. Missions de la S.D.O. 25

Chapitre 2 : Le groupement opérations (G.OPS.)
Article 63. Missions du G.OPS.

Chapitre 3 : Les opérations
Article 64. Le service pilotage et analyse opérationnelle (S.P.A.O.)
Article 65. Le retour d'expérience (Ret.Ex.) 26

Chapitre 4 : La prévision opérationnelle
Article 66. Le service prévision (S.PRS.)
Article 67. La prise en compte de l'industriel dans le dimensionnement opérationnel……27
Article 68. La défense extérieure contre l'incendie (D.E.C.I.)
Article 69. La planification opérationnelle ..... .28
Article 70. Les dispositifs prévisionnels de secours (D.P.S.)
Article 71. Accessibilité aux moyens de secours..... .29
Article 72. La cartographie opérationnelle
Article 73. La connaissance du secteur
Article 74. Les obligations des gestionnaires des voies de circulation routière……...30

Chapitre 5 : Les transmissions
Article 75. Définition et domaine d'application des transmissions

Chapitre 6 : La prévention des risques
Article 76. Missions de la prévention

Chapitre 7 : La formation
Article 77. Qualification des personnels……31

Chapitre 8: Le service études et planification (S.E.P.)
Article 78. Etude, acquisition et suivi des équipements roulants

TITRE IV. MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE

Chapitre 1 : Le traitement de l'alerte
Article 79. Les numéros d'appel d'urgence 32
Article 80. Réception des demandes de secours
Article 81. Plan de défense opérationnelle des communes
Article 82. Plan de défense opérationnelle des communes limitrophes
à un département voisin 33
Article 83. Poste avancé
Article 84. Interventions différées et interventions multiples

Chapitre 2 : Le déclenchement des secours
Article 85. Principe des départs types 34

Section 1. Temporalité d'engagement
Article 86. Notion de temporalité

Section 2 : Engagement de moyens opérationnels
Article 87. Règles générales d'engagement..... 35
Article 88. Sollicitation simultanée des C.I.S.
Article 89. Emploi du stationnaire

Section 3. Spécificités locales
Article 90. Cas particulier de la défense amiénoise 36
Article 91. Cas particulier des C.P.I.N.I.

Chapitre 3 : Modalités d'armement des missions
Section 1. Dispositions adaptées par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80
Article 92. Généralités sur l'effectif de la réponse
Article 93. Dérogations à l'armement règlementaire 37

Section 2. Les engagements sur missions courantes
Article 94. Prompt secours à personne
Article 95. Secours et soins d'urgence aux personnes (S.S.U.A.P.)
Article 96. Secours à personne avec ouverture de porte 38
Article 97. Incendies

Article 98. Engagement des C.I.S-3 pour mission d'incendie de structures
Article 99. Accidents de la route 39
Article 100. Opérations diverses
Article 101. Conditions d'engagement opérationnel des sapeurs-pompiers 40
Article 102. Emploi des mineurs
Article 103. Le sapeur-pompier en mission : actions et comportements attendus
Article 104. Tenue vestimentaire en intervention 41
Article 105. Désengagement de moyens opérationnels

Chapitre 4 : Le déroulement des opérations
Article 106. Couverture opérationnelle
Article 107. Remplacement des agrès opérationnels : Les engins de réserve
Article 108. Messages opérationnels 42
Article 109. Continuité radioélectrique dans les E.R.P.
Article 110. Sécurité durant les opérations de secours et appréciation du risque
Article 111. Organisation des relèves
Article 112. Procédure gaz renforcée (P.G.R.)..... 43
Article 113. Doctrine d'emploi dans le cadre des tueries de masse

Chapitre 5 : Organisation du commandement des opérations de secours
Section 1. Généralités
Article 114. Commandement des opérations de secours (C.O.S.)
Article 115. Missions du C.O.S. 44
Article 116. Le C.O.S. lors de la mise en œuvre d'un plan d'urgence

Section 2 : La chaine de commandement
Article 117. Liste d'aptitude opérationnelle
Article 118. Le spécialiste au sein de la chaîne de commandement

Section 3 : Le chef d'agrès
Article 119. Rôle et missions du chef d'agrès 45

Section 4 : La coordination de l'activité opérationnelle
Article 120. La garde C.O.D.I.S.
Article 121. Renforcement du C.O.D.I.S. 80 46

Section 5 : Les renforts d'encadrement opérationnel et technique
Article 122. Généralités
Article 123. Les cadres « territoriaux »

Section 6 : Les astreintes techniques
Article 124. Le soutien technique

Section 7 : Le S.S.S.M.
Article 125. Le soutien sanitaire opérationnel (S.S.O.) 47
Article 126. Réponse et couverture départementale : Le S.S.O. comme enjeu principal
Article 127. Réponse et couverture sectorisées : Les moyens du S.S.O. profitables à la population 48

Chapitre 6 : Les relations publiques (autorités, médias et tiers)
Article 128. Obligations professionnelles de secret, de discrétion, de réserve et de neutralité
Article 129. Relations avec les autorités et les médias sur opérations 49
Article 130. Relations courantes avec les médias
Article 131. Relations quotidiennes avec l'autorité préfectorale
Article 132. Informations et données sur les communes

Chapitre 7 : Les mises à disposition de moyens opérationnels
Article 133. Réquisition de moyens publics ou privés 50
Article 134. Moyens de renfort extra-départementaux

Article 135. Assistance interdépartementale
Article 136. Demande de moyens du S.D.I.S. de la Somme pour des missions de secours hors département
Article 137. Demande de concours et réquisition des moyens du S.D.I.S. de la Somme 51
Article 138. Associations agréées de sécurité civile (A.A.S.C.)
Article 139. Réserve communale de sécurité civile (R.C.S.C.)

Chapitre 8 : Les comptes rendus de sortie de secours et de véhicules (C.R.S.S. et C.R.S.V.)
Article 140. Compte rendu de sortie de secours et compte rendu de sortie de véhicules
Article 141. Diffusion de documents opérationnels 52

Chapitre 9 : La recherche des causes et circonstances d'incendie (R.C.C.I.)
Article 142. La R.C.C.I., outil de prévention au service de la sécurité incendie

TITRE V. PHASE POST-OPERATIONNELLE

Chapitre 1 : La prise en charge financière des missions de secours
Article 143. Carences de transporteurs sanitaires privés agréés..... 53
Article 144. Interventions sur réseau autoroutier concédé
Article 145. Cas particulier des opérations de recherche et de sauvetage en mer
Article 146. Autres interventions
Article 147. Mise à contribution des communes

Chapitre 2 : La réquisition des moyens privés..... 54

Chapitre 3 : Le partage et le retour d'expérience

TITRE VI. EVALUATION - MODIFICATIONS

Article 148. Comité de suivi de la performance opérationnelle du R.O. 55

LEXIQUE et GLOSSAIRE

_ _ _ _ _ _ _ _

ANNEXES

01. Recueil des conventions et protocoles
02. Recueil des activités spécialisées
03. Recueil des dispositions opérationnelles
04. Recueil des moyens opérationnels
05. Le soutien sanitaire opérationnel
06. Les prestations payantes
07. Plan de défense opérationnelle des communes
08. Plan de défense opérationnelle autoroutier
09. Plan d'engagement prédéfini – « Les départs-type »
10. Modalités d'armement des missions
11. Mise en œuvre du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80
12. Mise en œuvre de la chaine de commandement
13. La remontée de l'information
14. Les groupes constitués
15. L'ordre de base départemental des systèmes d'information et de communication (O.B.D.S.I.C.)
16. Cartes de l'organisation du C.D.S.P. 80
17. Le potentiel opérationnel journalier (P.O.J.)
18. Les effectifs de service minimum
19. Les corps de première intervention (C.P.I.N.I.)
20. Mise en œuvre des bassins de coopération opérationnelle



Règlement Opérationnel

Préambule
Titre I^er^. Dispositions générales
Titre II. Organisation structurelle et opérationnelle
Titre III. Préparation opérationnelle
Titre IV. Mise en œuvre opérationnelle
Titre V. Phase post opérationnelle
Titre VI. Evaluation - Modifications

Introduction

Les services d'incendie et de secours (S.I.S.) sont placés pour emploi sous l'autorité du maire ou du préfet, agissant dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs. Ces autorités mettent en œuvre les moyens relevant des services d'incendie et de secours dans les conditions prévues par le présent règlement opérationnel départemental des services d'incendie et de secours.

Ce document structurant est proposé au préfet par le service départemental d'incendie et de secours (S.D.I.S.). Le règlement opérationnel prend en considération le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (S.D.A.C.R.) et les dispositions des guides nationaux de doctrine ou de technique opérationnelles édités par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère de l'intérieur (D.G.S.C.G.C.).

Les modalités d'intervention opérationnelle de tous les moyens relevant des services d'incendie et de secours (corps départemental et corps communaux) sont déterminées par le présent règlement.

L'organisation de la direction opérationnelle et du commandement des opérations de secours est précisée dans ce règlement. Il fixe les consignes relatives aux différentes missions des services d'incendie et de secours.

Le règlement opérationnel est arrêté après avis des instances du S.D.I.S. de la Somme (comité social territorial, commission administrative et technique des services d'incendie et de secours, conseil d'administration). Les communes disposant de corps communaux sont consultées sur les modalités d'intervention des moyens dont ils ont la charge. Le règlement est arrêté par le préfet et publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture et du service départemental d'incendie et de secours de la Somme. Il est notifié à tous les maires du département.

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours (D.D.S.I.S.), placé sous l'autorité du représentant de l'Etat dans le département et dans le cadre de leur pouvoir de police, des maires, assure la direction opérationnelle du corps départemental, la direction des actions de prévention relevant du service départemental d'incendie et de secours, le contrôle et la coordination de l'ensemble des corps communaux ainsi que la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

Le D.D.S.I.S. veille au bon fonctionnement des corps communaux. Il propose aux autorités compétentes toute mesure qu'il juge utile.

Ce document entre en application dès sa parution. Il annule et remplace le précédent règlement. Le règlement opérationnel est complété pour son application par un corpus de documents opérationnels (notes de service, notes et directives opérationnelles, conventions, ...). Ce corpus vient préciser les détails de l'organisation et de la mise en œuvre opérationnelles dans certains domaines

Rappel succinct des risques et menaces en présence

Les risques courants (*41 174 interventions, 51 126 sorties de secours*) *

* *Données statistiques 2023*

- **le secours d'urgence aux personnes** (*32 098*)* ;
- **les accidents de la circulation** (*2 469*)* ;
- **les incendies** (*3 492*)* ;
- **les interventions diverses, de protection des animaux, des biens et de l'environnement** (*3 115*)*.

02

Les risques particuliers et complexes

- **Les risques bâtimentaires**
  2370 établissements recevant du public (dont 60 de 1ère catégorie) ;
  1 C.H.R.U., 1 pôle de cliniques privées, 1 hôpital psychiatrique, des centres commerciaux, nombreux immeubles d'habitations collectives, cœur de ville, zénith;
  Viaducs et tunnels ferroviaires.

- **Les risques technologiques**
  ***18 établissements SEVESO** (dont **8** classés « **s**euil **h**aut » et **10** classés « **s**euil **b**as ») ;*
  516 I.C.P.E. (dont 420 soumises à autorisation).

- **Les risques liés au transport**
  Routiers (275 km d'autoroute, 47 km de route nationale);
  Ferroviaires (50 km de L.G.V., 347 km de réseau T.E.R., 39 gares dont 1 T.G.V. et 6 d'importance);
  Fluviaux (canal du Nord - canal S.N.E. en construction - Somme canalisée (156 km)) ;
  Aériens (aéroport international d'Amiens-Henri Potez, aérodrome d'Amiens-Glisy).

- **Les risques énergies et réseaux divers**
  Le risque gaz, électricité (transport et desserte) et éolien.

- **Les risques sociétaux**
  Les risques d'agression des sapeurs-pompiers, les violences urbaines;
  Les grands rassemblements (transbaie, A.N.Z.A.C. Day, marché de Noël d'Amiens, fête de la musique …).

- **Les risques naturels**
  Les coups de vent, tempêtes, tornades, inondations, coulées de boues, neige, verglas et froid;
  Feux d'espaces naturels et combustibles.

- **Les risques spécialisés**
  Les secours nautiques et aquatiques (baie de Somme, hortillonnages, canal du Nord, Somme) ;
  Les interventions en milieux périlleux;
  Le sauvetage déblaiement;
  Le sauvetage animalier ;
  La recherche de personne avec appui cynotechnique (chien de recherche) ;
  Les interventions sur les risques chimiques, biologiques et radiologiques.

- **Les risques sanitaires**
  Epizooties, pandémies, toxi-infections, zoonoses.

- **Les risques patrimoniaux (***liste non exhaustive***)**
  Notre Dame d'Amiens, cirque et maison Jules Verne, musée de Picardie, abbaye de St Riquier, abbaye de Valloires, abbatiale de Corbie, collégiale d'Abbeville, salle du commandement unique bibliothèque Louis Aragon d'Amiens, cité souterraine de Naours, sites de mémoire 1916 …

Les menaces

- **Les attentats de masse**
  Agglomération amiénoise;
  Sites cultuels (Notre Dame), sportifs (stade de la licorne et Coliséum) et culturels (Zénith, Mégacité).

- **Les utilisations de substances N.R.B.C-e**
  C.N.P.E. de Paluel et Penly (76) (proximité des villes sœurs) ;
  Amiens, proximité de Paris et des métropoles de Lille et de Rouen.

- **Les cyber-attaques**
  Informatique, fonctionnelle et opérationnelle.

Les bases fondamentales de la réponse opérationnelle

Le cadre de la réponse opérationnelle en vigueur, en application du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du S.D.I.S. de la Somme, est le suivant :

1. Le S.D.I.S. de la Somme apporte une réponse opérationnelle équitable, basée sur l'urgence et la polyvalence, sur l'ensemble du territoire départemental. Il réalise en priorité les interventions dont il a règlementairement la charge ;

2. Le système opérationnel est basé sur un maillage territorial de proximité, tenant compte des bassins de vie et de risques mais également de la ressource et de la disponibilité des sapeurs-pompiers qui assurent la réponse opérationnelle ;

3. La réponse opérationnelle intervient dans le cadre d'une coopération et d'une collaboration des services et/ou des acteurs publics ou privés concourant à la réponse de sécurité civile, dans le respect strict des attributions et des prérogatives de chacun ;

4. Les moyens du corps départemental assurent la couverture des risques de toute nature. La réponse opérationnelle du corps départemental est précédée, le cas échéant, par les moyens des corps communaux ;

5. La réponse opérationnelle des corps communaux respecte les modalités fixées par le présent règlement. Elle est articulée et intervient en pleine complémentarité avec les moyens du corps départemental ;

6. Les moyens départementaux sont complétés, en situation de rupture capacitaire, par les moyens de la zone de défense et de sécurité Nord et par les moyens (nationaux) d'autres zones le cas échéant :

7. La réponse opérationnelle est basée sur une couverture départementale mutualisée. Elle est graduée et dimensionnée en fonction des besoins engendrés par les circonstances opérationnelles et compte tenu des enjeux à défendre (réponse proportionnée) ;

8. La réponse opérationnelle du S.D.I.S. de la Somme est dépendante de la disponibilité effective de ses matériels et engins de secours et principalement de la disponibilité des personnels opérationnels ;

9. La réponse opérationnelle du S.D.I.S. de la Somme est basée sur la complémentarité des personnels du corps départemental (S.P.P., S.P.V., P.A.T.S.). Les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires exercent les mêmes activités opérationnelles ;

10. Les sapeurs-pompiers volontaires s'engagent en faisant preuve d'une disponibilité adaptée aux exigences du service, tout en préservant l'équilibre de leur vie professionnelle, familiale et sociale. La flexibilité caractérise le management de la ressource volontaire. L'utilisation du potentiel opérationnel volontaire tient donc compte d'une nécessaire et motivante sollicitation tout en respectant une mobilisation maitrisée et justifiée.

TITRE I^ER . DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre 1 : Objet du règlement opérationnel (R.O.)

Article 01.

Le présent arrêté constitue le règlement opérationnel (R.O.) du service départemental d'incendie et de secours de la Somme (S.D.I.S. de la Somme).

Il fixe les règles relatives au déroulement des opérations de secours, notamment dans les domaines portant sur l'organisation structurelle du S.D.I.S. de la Somme (fixée dans le règlement d'organisation) et sur la réponse opérationnelle que ce dernier est à même d'apporter aux demandes de secours qui lui sont faites dans le département, dans le cadre des lois et règlements en vigueur. Ainsi, il précise les principes et les règles de la mise en œuvre opérationnelle, conformément aux orientations du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (S.D.A.C.R.).

Se référant au code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), il définit précisément les missions que le S.D.I.S. de la Somme est en obligation d'assurer, notamment dans les domaines portant sur la prévention et la prévision des risques, la préparation des interventions, l'exécution et le suivi des opérations de secours. Il définit les conditions de mobilisation des ressources opérationnelles dont dispose le S.D.I.S. de la Somme.

En application du S.D.A.C.R., des dispositions des guides nationaux de référence (G.N.R.) encore en vigueur, des référentiels emplois activités compétences (R.E.A.C.) et des ordres nationaux et zonaux d'opérations, le présent règlement peut être complété ou précisé par des notes de service prises par le D.D.S.I.S, chef du corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme (C.D.S.P. 80).

Article 02.

Les annexes permettent de préciser le contenu des articles. Toute posture opérationnelle particulière pourra faire l'objet d'un ordre d'opérations précisant l'organisation prévisionnelle mise en œuvre. Il s'applique à toutes les communes du département de la Somme et s'impose à tous les acteurs du secours, associations agréées de sécurité civile (A.A.S.C.) et partenaires institutionnels du service.

Article 03.

Compte tenu de la diversité des situations opérationnelles susceptibles d'être rencontrées par le S.D.I.S. de la Somme, des cas non prévus par le présent arrêté peuvent se présenter. Il appartient donc, dans ces conditions, aux sapeurs-pompiers d'adapter leurs réponses opérationnelles en priorisant d'abord les personnes, puis les biens et enfin l'environnement dans leurs actions de secours.

Chapitre 2 : Champ d'application du R.O.

Article 04. Compétence territoriale

Le R.O. s'applique à toutes les communes de la Somme, et à toutes les structures opérationnelles et fonctionnelles constituant le S.D.I.S. de la Somme. Il s'applique également aux unités de proximité implantées à l'échelon communal que sont les corps de première intervention non intégrés (C.P.I.N.I.).

Article 05. Assistance interdépartementale

Certaines communes limitrophes à d'autres départements, peuvent être défendues, en premier appel ou non, par un C.I.S. appartenant à un département voisin. De même, le S.D.I.S. de la Somme peut assurer les secours en premier appel ou non, dans tout ou parties de communes d'autres départements.

Dans ces deux cas, une convention interdépartementale d'assistance mutuelle (C.I.A.M.) est établie, visant à assurer la distribution des secours dans le cadre de l'entraide courante, à savoir en dehors des dispositions du plan d'organisation de la réponse de la sécurité civile (O.R.SEC.) ou déclenchement d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.), sur les territoires dûment identifiés. Celle-ci est signée par les représentants de l'Etat concernés et les présidents de C.A.S.D.I.S. respectifs.

Article 06. Le pacte capacitaire

Dans le but de se prémunir de toute situation de fragilités capacitaires ou de favoriser une stratégie de mutualisation à l'échelon de la zone de défense et de sécurité, dans le contexte actuel où les risques de sécurité civile évoluent et se complexifient, l'approche locale du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (S.D.A.C.R.) doit être élargie.

Le pacte capacitaire, dont la rédaction date de 2020, devra permettre aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours d'offrir une visibilité pluriannuelle sur les investissements et les budgets de ces services au regard des enjeux capacitaires de ces services.

Cette mutualisation des éléments mis en évidence par chaque S.D.A.C.R. permettra, après discussions et échanges avec les collectivités en charge des S.D.I.S. d'aboutir à des orientations stratégiques à l'échelon zonal.

Les conventions pluriannuelles prévues à l'article L. 1424-35 du C.G.C.T. alinéa 2 constitueront l'outil premier de la stratégie arrêtée.

Chapitre 3 : Missions et compétences des services d'incendie et de secours

Article 07. Champ missionnel des S.I.S.

En application de l'article L. 1424-2 du C.G.C.T, les services d'incendie et de secours sont chargés de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies. Ils concourent, avec les autres services ou professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

Dans le cadre de leurs compétences, ils exercent les missions suivantes :

- la prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile ;
- la préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours ;
- la protection des personnes, des biens et de l'environnement ;
- les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes, ainsi que leur évacuation.

Ils peuvent également intervenir pour d'autres missions :

- dans le cadre de conventions passées avec des organismes publics ou privés ;
- par carence ou absence de moyens privés dans le cadre de l'urgence ;
- sur réquisition des autorités de police administrative ou judiciaire ;
- pour la mise en œuvre de services de sécurité.

Outre la gestion des opérations de secours, le S.D.I.S. de la Somme participe également à la gestion de l'ensemble des risques de sécurité civile.

Article 08. Missions exclues du champ missionnel

En application de l'article L. 1424-42 du C.G.C.T., les S.D.I.S. ne sont tenus de procéder qu'aux seules interventions se rattachant directement à leurs missions de service public définies à l'article L. 1424-2.

Les autres interventions ne sont pas soumises aux objectifs de couverture fixés dans le S.D.A.C.R., ni aux règles d'engagement définies dans le présent règlement.

Les interventions n'entrant pas dans le champ de compétence des services d'incendie et de secours, sauf réquisition et/ou survenue d'une notion d'urgence, sont (liste non exhaustive):

- le transport de malades ou aide médicale s'il n'y a pas de suspicion d'atteinte aux fonctions vitales justifiant l'application de la règle du prompt secours ;
- le transport de patients, malades ou blessés déjà pris en charge par un cabinet médical, un hôpital ou un service spécialisé, s'il n'y a pas suspicion d'atteinte aux fonctions vitales ;
- le transport de personnes décédées en dehors du cas d'un décès en cours de transport ;
- l'hospitalisation sous contrainte sauf en cas de prompt secours, dans le respect des consignes départementales,
- la recherche de personnes disparues ou égarées ;
- le renfort de brancardage pour le compte d'un transporteur ambulancier privé ;
- les ivresses publiques manifestes ;
- la destruction de nids d'hyménoptères (sauf cas particuliers) ;
- la reconnaissance primaire pour désactiver les sonneries d'alarme (vol, incendie, gestion technique centralisée…) ;
- l'ouverture ou le déblocage de portes, y compris d'ascenseurs, en l'absence de danger ou de risque potentiel pour les personnes ou les lieux ;
- le débouchage d'égouts, de canalisations sauf en cas de danger ou pour assurer la protection des biens ;
- le dégagement ou le déplacement de véhicules non gênant pour la circulation routière, ferroviaire, fluviale ou aérienne ;
- la recherche d'objets, quel que soit le lieu et en l'absence de danger pour les intervenants ;
- le déneigement des toitures ;
- le barrage de canalisation d'eau après compteur ;
- les opérations de viabilité des routes (nettoyage, sablage, salage, déneigement…), sauf risque particulier urgent ;
- la pose ou dépose d'objets de toute nature, sauf si il y a risque de chute sur la voie publique ;
- le transport d'animaux vivants ou morts en dehors de cas de sauvetage ;
- le contrôle de la circulation routière lors de manifestations ;
- la participation aux opérations de fourniture et de distribution d'eau potable ou non à l'attention de la population, d'élevages, d'activités artisanales ou industrielles, sauf activation d'un plan de secours ou nécessité liée à l'urgence de la situation ;
- le service de sécurité lors de manifestations sportives ou culturelles sauf cas exceptionnels ;
- les manœuvres ou exercices au bénéfice d'un industriel ou d'un gestionnaire tenu d'organiser un exercice imposé par la réglementation ;
- la recherche, la garde ou la manipulation d'explosifs ou de colis suspects et/ou piégés de toute nature ;
- le rôle d'artificier dans le cadre de feux d'artifices ;
- TOUTES LES AUTRES MISSIONS NE PRESENTANT PAS UN CARACTERE D'URGENCE.

Article 09. Participation aux frais d'intervention

Dans le cas où il est procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice des missions légales, il peut être demandé aux bénéficiaires une participation aux frais engagés, conformément à la délibération votée en conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours (C.A.S.D.I.S.) (**cf. annexe 06**).

Toutefois, le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 doit s'assurer préalablement qu'il conserve la capacité opérationnelle minimale pour satisfaire aux objectifs du S.D.A.C.R. Dans le cas contraire, ces interventions ne sauraient être accomplies au détriment de celles relevant de ses compétences propres. Elles peuvent donc, et à ce titre, être annulées, suspendues ou reportées sans préavis.

Il en est de même par exemple pour les services de surveillance, de sécurité et les piquets d'incendie.

Article 10. Missions réalisées à titre exceptionnel

Le S.D.I.S. de la Somme, compte tenu de la technicité de ses agents ou de la spécificité de ses équipements peut, sous le régime de la réquisition, assurer des missions qui n'entrent pas dans le cadre légal défini précédemment. Ces missions doivent néanmoins présenter un caractère d'utilité publique.

Article 11. Cas particulier du secours à personne

Le S.D.I.S. de la Somme concourt, avec les autres services et professionnels concernés, aux secours d'urgence. La mise en œuvre des moyens de secours à personne, en application du référentiel éponyme, est organisée selon les termes de la convention bipartite qui figure en **annexe 01**.

Les interventions réalisées à la demande du S.A.M.U. 80 y sont reprises, notamment celles, pour palier l'indisponibilité de transporteurs sanitaires privés, pour effectuer un relevage de personne, pour effectuer un renfort de brancardage, pour le transport de victimes médicalisées, pour les transports secondaires, pour les appuis logistiques des S.M.U.R. et pour les transports dans le cadre des hospitalisations sans consentement. Une convention tripartite précise les modalités de mise en œuvre.

Cette convention passée entre le S.A.M.U. 80 et le S.D.I.S. de la Somme définit les rôles respectifs dans le cadre de l'aide médicale d'urgence et fera prochainement l'objet d'une actualisation.

S'agissant des interventions à domicile, et en cas de mort suspecte, le chef d'agrès informe le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 qui préviendra les forces de l'ordre territorialement compétentes.

La réécoute des conversations enregistrées par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 s'effectue sur réquisition écrite d'un officier de police judiciaire, ou avec l'accord du D.D.S.I.S. ou de son représentant.

Article 12. Carences de transporteurs ambulanciers privés

Le S.D.I.S. de la Somme assure l'engagement de moyens pour carences d'ambulances privées conformément aux réglementations en vigueur et ce, en lien direct avec le S.A.M.U. Compte-tenu de la nature de la sollicitation ou de conditions opérationnelles particulières, le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 se réserve la possibilité de retarder l'engagement pour ce motif, voire même de faire réévaluer cette sollicitation par le Centre de Réception et de Régulation des Appels du S.A.M.U (C.R.R.A. 15).

Ces interventions effectuées par le S.D.I.S. de la Somme à la demande de la régulation médicale du C.R.R.A. 15, par défaut de disponibilité des transporteurs sanitaires privés, font l'objet d'une prise en charge financière par l'établissement de santé, siège du service d'aide médicale d'urgence (S.A.M.U.) selon les dispositions réglementaires en vigueur.

Article 13. Cas particulier des opérations de recherche et de sauvetage en mer

Les modalités de participation des moyens opérationnels du S.D.I.S. de la Somme aux opérations de recherche et de sauvetage en mer sont définies dans une convention cadre signée par le préfet de la zone de défense nord, le vice-amiral d'escadre, préfet maritime de la Manche et de la mer du nord, le préfet de la Somme, l'administrateur général des affaires maritimes, directeur interrégional de la mer de la Manche Est – mer du nord et le président du C.A.S.D.I.S. de la Somme.

Article 14. Intervention sur réseau autoroutier concédé

Les interventions effectuées par le S.D.I.S. de la Somme sur le réseau routier ou autoroutier concédé, font l'objet d'une prise en charge par la ou les sociétés concessionnaires d'ouvrages routiers ou autoroutiers.

Les conditions de cette prise en charge sont déterminées par une convention entre le S.D.I.S. de la Somme et la ou les sociétés concessionnaires d'ouvrages routiers et autoroutiers.

Elle prévoit également les conditions de mise à disposition du S.D.I.S. de la Somme de l'infrastructure routière ou autoroutière pour les interventions à effectuer en urgence dans le département.

Article 15. Interventions réalisées en commun avec les forces de sécurité intérieure et échanges d'information

Les interventions réalisées en commun avec les forces de sécurité intérieure, qu'il s'agisse de la police nationale, de la gendarmerie nationale ou des forces spéciales des deux services, interviennent

dans les conditions fixées par le protocole de prévention et de lutte contre les agressions conclu, sous l'égide du corps préfectoral, entre le S.D.I.S. de la Somme, la D.D.S.P de la Somme et le groupement de gendarmerie de la Somme (**cf. annexe 01**).

Les forces de sécurité intérieure peuvent accompagner ou embarquer dans les engins du S.D.I.S de la Somme le cas échéant, afin d'assurer la sécurité des sapeurs-pompiers.

Le S.D.I.S. de la Somme informe sans délai par le biais du C.T.A.-C.O.D.I.S. 80, les forces de sécurité intérieure de toutes situations portées à sa connaissance, susceptibles de présenter un intérêt pour les autres services ou en cas de besoin de soutien sur l'intervention des personnels du S.D.I.S. de la Somme.

Sont particulièrement concernées les situations suivantes :

- circonstances laissant présager que la sécurité des sapeurs-pompiers est susceptible d'être menacée ;
- nécessité impérieuse de disposer des forces de sécurité intérieure dans le cadre de leurs missions propres ;
- autres cas de figure prévus au protocole susmentionné.

Dans tous les cas, les services de police ou de gendarmerie avisés et compétents, engagent sans délai les moyens les plus appropriés et disponibles en application des règlements d'emploi et des orientations hiérarchiques établies conjointement avec les services du S.D.I.S. de la Somme.

Lors de la mise en œuvre des dispositions du plan O.R.SE.C., ainsi que les autres plans d'intervention, les missions du S.D.I.S. de la Somme sont précisées dans chacun des documents.

Chapitre 4 : Le recours aux moyens du S.D.I.S. de la Somme

Article 16. La réquisition des moyens du S.D.I.S. de la Somme

Dans le cadre des interventions ne relevant pas du champ missionnel du S.D.I.S. de la Somme, l'autorité judiciaire ou administrative peur requérir les personnels et/ou les moyens du S.D.I.S. de la Somme. La réquisition se doit d'être formulée de manière écrite. Si tel n'est pas le cas, la voie orale reste possible mais moyennant régularisation à postériori par écrit.

En cas de réquisition, l'utilisation de moyens du S.D.I.S. de la Somme sera assimilée à un usage privatif, ce qui de ce fait entraînera en retour une indemnisation dans les conditions fixées par le C.A.S.D.I.S. de la Somme.

Article 17. Les dispositifs prévisionnels de secours

Le S.D.I.S. de la Somme n'a pas vocation à assurer de dispositif prévisionnel de secours (D.P.S.) lors de manifestations, plus particulièrement lors de rassemblements de personnes. Seules les associations agrées de sécurité civile (A.A.S.C.) peuvent réaliser ou participer aux dispositifs de sécurité civile dans ce cadre de grands rassemblements.

En cas d'indisponibilité constatée des A.A.S.C. ou si les besoins dépassent largement leurs capacités locales, l'autorité préfectorale peut solliciter le S.D.I.S. de la Somme pour la mise en place ou pour compléter un dispositif prévisionnel existant.

Dans ce cas précis, le S.D.I.S. de la Somme assure la coordination du D.P.S. Les frais engagés restent à la charge de l'organisateur de la manifestation. Si ce dernier n'est pas connu, le S.D.I.S. de la Somme sollicite une prise en charge des frais par l'Etat.

La réponse à ce type d'activités demeure néanmoins conditionnée au maintien de la capacité opérationnelle du S.D.I.S de la Somme sur le secteur concerné ainsi qu'à la réalisation de ses missions propres.

En cas de besoin, le S.D.I.S. de la Somme sollicite des renforts auprès de l'état-major interministériel de zone de défense et de sécurité nord (E.M.I.Z. Nord).

Article 18. Les piquets ou services de sécurité

Le S.D.I.S. de la Somme n'a pas vocation à tenir des piquets ou services de sécurité, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la règlementation relative aux Etablissements recevant du public (E.R.P.).

Dans le cadre de manifestations regroupant des personnes, le S.D.I.S. de la Somme peut être amené à procéder à une couverture préventive en matière de lutte contre les incendies, en pré-positionnant des moyens incendie par exemple.

Dans ce cas, l'organisateur ou la collectivité demandeur assure la prise en charge financière, en application de la délibération du C.A.S.D.I.S. de la Somme qui cadre les prestations à caractère payant (**cf. annexe 06**). Une convention est alors conclue entre les parties prenantes.

La réalisation de ce type de mission ne s'entend que si le S.D.I.S. de la Somme reste en capacité d'assurer la couverture opérationnelle correcte du secteur concerné.

Article 19. Les activités hors missions du S.D.I.S de la Somme

L'utilisation des personnels, des infrastructures, des moyens et matériels appartenant au S.D.I.S.de la Somme est réservée à un usage relevant exclusivement de ses missions propres. Toute autre utilisation doit de manière impérative faire l'objet d'une autorisation délivrée par le D.D.S.I.S. ou son représentant.

Article 20. Les autres recours aux moyens du S.D.I.S. de la Somme

Certaines prestations peuvent être réalisées à destination de personnes privées ou publiques, bien qu'elles ne relèvent pas des missions prévues par le présent règlement. C'est notamment le cas de la réciprocité de service ou de prestation et ces actions sont soumises à la validation expresse du D.D.S.I.S. ou de son représentant.

Ces recours exceptionnels font l'objet d'une convention conclue entre les parties prenantes, dans les conditions délibérées par le C.A.S.D.I.S. de la Somme dans le cadre des prestations à caractère payant (**cf. annexe 06**).

TITRE II. ORGANISATION STRUCTURELLE ET OPERATIONNELLE

Chapitre 1 : Les autorités détentrices du pouvoir de police

Article 21. La notion de directeur des opérations de secours (D.O.S.)

En situation de crise, la direction des opérations relève de l'autorité de police compétente en application notamment des dispositions des articles L. 2211-1, L. 2212-2, L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales et de l'article L. 742-2 du code de la sécurité intérieure. Les services d'incendie et de secours (corps départemental, corps communaux) sont placés pour emploi sous l'autorité du maire et du préfet, agissant dans le cadre de leurs pouvoirs respectifs de police.

Dans le cas des opérations courantes, le directeur des opérations de secours (D.O.S.) n'est informé que lorsque celles-ci présentent un caractère spécifique, notamment en fonction de la gravité des faits ou de l'impact médiatique possible.

Article 22. Le préfet

Le préfet est seul compétent pour prendre les mesures générales relatives à la sécurité dont le champ d'application excède le territoire d'une commune. Il est également le seul à prendre l'appellation de directeur des opérations (D.O.), conformément à la circulaire du 8 juin 2015 qui étend la compétence du préfet à la gestion des crises au-delà du seul champ de la sécurité civile.

En cas d'accident, sinistre ou catastrophe dont les conséquences peuvent dépasser les limites ou les capacités d'une commune, le représentant de l'Etat dans le département mobilise les moyens de secours relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

En tant que de besoin, il mobilise ou réquisitionne toute personne, bien ou service nécessaire aux secours.

Article 23. Le rôle du préfet dans le domaine opérationnel

Le préfet est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des diverses dispositions du plan O.R.SE.C. définissant l'organisation des secours dans le département revêtant une ampleur ou une nature particulière. Le préfet ou son représentant, membre du corps préfectoral, assure la fonction de directeur des opérations (D.O.)

Lorsque le préfet est appelé à diriger une opération de secours, il s'appuie sur la chaine de commandement du S.D.I.S. de la Somme. Le commandant des opérations de secours (C.O.S.) est son interlocuteur. Dans ce cadre, le D.O. fixe les objectifs principaux.

Le S.D.I.S. de la Somme est placé sous l'autorité du préfet pour toutes les missions visées au présent arrêté.

Article 24. Le préfet maritime

Le préfet maritime de la Manche et de la mer du nord est le directeur des opérations de secours en mer. Il a autorité sur le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (C.R.O.S.S.) Gris-Nez en matière de coordination des opérations de recherche et de sauvetage des personnes en détresse en mer.

Une convention cadre est établie entre le préfet maritime, le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, le préfet de la Somme et le S.D.I.S. de la Somme pour définir notamment :

- les modalités d'échanges d'informations entre le C.R.O.S.S. Gris-Nez et le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 ;
- la participation, en tant que de besoin, de personnels et/ou moyens opérationnels du S.D.I.S. de la Somme dans le cadre de la recherche et du sauvetage en mer sur la façade littorale du département ;
- l'application des dispositions particulières pour les baies de Somme et d'Authie.

Article 25. Le maire

Conformément aux articles L. 2212.1 et suivants du C.G.C.T., le maire exerce le pouvoir de police municipale. A ce titre : « *Il a le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu de provoquer l'intervention de l'administration supérieure.*»

Lorsque le sinistre et ses conséquences directes n'excèdent pas les limites du territoire communal, le maire assure les fonctions de D.O.S. Lorsque le maire est appelé à diriger une opération de secours, il s'appuie sur la chaine de commandement du S.D.I.S. de la Somme. Le C.O.S. devient son interlocuteur. Dans ce cadre, il fixe les objectifs principaux, ou valide ceux proposés par le C.O.S.

Il déclenche, le cas échéant, le plan communal de sauvegarde (P.C.S.) définissant l'organisation de la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population (dont entre autres le ravitaillement, l'hébergement, l'habillement…). A noter que les frais financiers en résultant sont à sa charge.

Le maire dispose également de la police spéciale des établissements recevant du public (E.R.P.).

Sur le domaine maritime, la police municipale s'exerce jusqu'à la limite des eaux, dans les ports à l'intérieur des limites administratives et dans les estuaires en amont des limites transversales de la mer.

Chapitre 2 : Le sapeur-pompier, en qualité de conseiller technique et de commandant des opérations de secours (C.O.S.)

Article 26. La notion de commandant des opérations de secours (C.O.S.)

Sous l'autorité du directeur des opérations de secours, le commandement des opérations de secours est exercé par le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou en son absence par un sapeur-pompier professionnel ou volontaire, officier, sous-officier, gradé dans les conditions fixées par le présent règlement (**cf. Titre IV – Chapitre 5 – Section 1**).

Quel que soit son niveau de qualification opérationnelle, le C.O.S. est chargé de la mise en œuvre de tous les moyens publics ou privés mobilisés pour l'accomplissement d'une opération de secours. Il définit les opérations tactiques afin de répondre aux objectifs fixés par le directeur des opérations de secours et apporte des éléments techniques susceptibles de faciliter les décisions stratégiques de celui-ci.

L'analyse des enjeux entourant la situation opérationnelle peut conduire le commandant des opérations de secours à établir que les effets d'une limitation des actions de lutte contre le sinistre sont acceptables quand, dans le même temps, la recherche d'une efficacité totale emporterait des impacts défavorables, notamment sur la sécurité des intervenants, la préservation de la ressource en eau, la protection de l'environnement. La conclusion de cette analyse peut conduire le C.O.S. à proposer au D.O.S. de valider une limitation de l'action des moyens opérationnels.

Article 27. Le directeur départemental des services d'incendie et de secours (D.D.S.I.S.)

Placé sous l'autorité du préfet et des maires agissant dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs, le D.D.S.I.S. assure :

- la direction opérationnelle du corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme;
- la direction des actions de prévention et de prévision relevant du S.D.I.S. de la Somme;
- la préparation et l'application du plan départemental de formation ;
- la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie ;
- le commandement des opérations de secours dès qu'il se présente sur les lieux d'un sinistre ;
- le contrôle et la coordination de l'ensemble des centres d'incendie et de secours.

Pour l'exercice de ses attributions, et sous l'autorité du préfet ou du maire, le D.D.S.I.S. dispose, en tant que de besoin, de l'ensemble des moyens du S.D.I.S. de la Somme et des corps communaux. Il a autorité sur tous les personnels du S.D.I.S. de la Somme et pour leurs missions opérationnelles, sur tous les personnels des corps communaux.

Pour l'exercice de ses missions, il peut recevoir délégation de signature du préfet.

Le D.D.S.I.S. est chargé du contrôle de la mise en œuvre et de la capacité opérationnelle de l'ensemble des moyens relevant du S.D.I.S. de la Somme, du C.D.S.P. 80 et des corps de sapeurs-pompiers communaux (C.P.I.N.I.). Il peut déléguer ces missions de contrôle aux chefs de groupement territoriaux.

Sur la base du règlement opérationnel, le directeur départemental du service d'incendie et de secours, chef du corps départemental de sapeurs-pompiers, est habilité à donner, par directives opérationnelles temporaires ou permanentes, les consignes nécessaires à son application.

Le D.D.S.I.S. peut être chargé par le préfet ou le maire de mettre en œuvre tout autre moyen public ou privé, autre que ceux du S.D.I.S. de la Somme, qui serait mis à sa disposition par ces autorités.

Le corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme est dirigé par le D.D.S.I.S. qui reçoit l'appellation de chef du corps départemental.

Outre son rôle de C.O.S., le D.D.S.I.S. est le conseiller technique du préfet et des maires du département pour les questions relevant des missions du S.D.I.S. de la Somme.

Article 28. Le directeur départemental adjoint (D.D.A.S.I.S.)

Le D.D.S.I.S. est assisté dans ses différentes fonctions d'un directeur départemental adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement, le D.D.S.I.S. est remplacé dans l'ensemble de ses fonctions, par le directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours (D.D.A.S.I.S.).

Il reçoit également l'appellation de chef de corps départemental adjoint et exerce les fonctions de commandant des opérations de secours adjoint (C.O.S. adjoint).

Il peut recevoir délégation de signature du préfet.

Article 29. Les sapeurs-pompiers

Les missions de sécurité civile et la réponse opérationnelle sont assurées principalement par les sapeurs-pompiers du corps départemental et du service de santé et de secours médical du S.D.I.S. de la Somme.

Les personnels opérationnels comprennent des sapeurs-pompiers professionnels et des sapeurs-pompiers volontaires.

Les emplois opérationnels sont tenus par des personnels titulaires des qualifications requises, aptes médicalement et désignés par le D.D.S.I.S. conformément aux dispositions réglementaires.

Engagés sur une opération, ils réalisent les gestes techniques qui leur ont été enseignés. La formation liée aux techniques et tactiques opérationnelles, aux matériels d'intervention, ainsi que la bonne condition physique sont un gage d'efficacité tant individuelle que collective.

Chaque sapeur-pompier a l'obligation de suivre l'ensemble des formations définies dans le règlement intérieur et dans le règlement départemental de formation.

En présence de tiers, les sapeurs-pompiers adoptent un langage et une attitude adaptés à la situation. Ils font preuve de réserve et de discrétion professionnelle en toutes circonstances et ils sont soumis au secret professionnel.

Un sapeur-pompier volontaire de moins de dix-huit ans doit, pour participer à une opération d'incendie et de secours, être placé pendant toute la durée de celle-ci, sous la surveillance d'un tuteur opérationnel.

Article 30. Les personnels administratifs et techniques

Des personnels des filières administrative et technique peuvent concourir à l'accomplissement des missions de sécurité civile. Ils participent notamment aux astreintes techniques nécessaires au maintien opérationnel ou exercent une fonction d'expert.

Les emplois sont tenus par des personnels titulaires des qualifications requises conformément aux dispositions réglementaires.

13 Chapitre 3 : Les partenaires

Article 31. L'interopérabilité avec les autres services

Différents services et collectivités publiques compétents, ainsi que des partenaires privés ou associatifs, peuvent apporter leur concours permanent ou occasionnel aux missions de sécurité civile dans le cadre de leurs activités. Pour ces missions opérationnelles, ils sont alors placés sous l'autorité du D.O.S., lequel les met à disposition du C.O.S. pour mise en œuvre.

Des conventions ou protocoles (**cf. annexe 01**) définissent les modalités de coopération avec les services ou organismes concourant aux missions du S.D.I.S. de la Somme.

Article 32. Les réserves communales de sécurité civile (R.C.S.C.)

Les réserves communales de sécurité civile ont pour objet d'appuyer les services concourant à la sécurité civile en cas d'évènements excédant leurs moyens habituels ou dans des situations particulières.

A cet effet, elles participent au soutien et à l'assistance des populations, à l'appui logistique et au rétablissement des activités. Elles peuvent également contribuer à la préparation de la population face aux risques. Aucune mission de secours ne peut être réalisée par celles-ci.

Elles font partie de la réserve civique et sont régies par les dispositions du code de la sécurité intérieure. La gestion de la réserve communale peut être confiée, dans des conditions déterminées par convention, au service départemental d'incendie et de secours ou à un établissement public de coopération intercommunale.

Elles sont créées et mises en œuvre par décision motivée de l'autorité de police compétente qui tient informée le C.O.S. des actions engagées par la réserve communale lors d'une intervention.

Article 33. Les associations agréées de sécurité civile (A.A.S.C.)

Les associations agréées pour participer aux missions de sécurité civile ayant conclu une convention avec le service départemental d'incendie et de secours, ou le cas échéant celles réquisitionnées par l'autorité préfectorale, peuvent apporter leur concours aux missions conduites par le S.D.I.S de la Somme.

Chapitre 4 : Le maillage opérationnel du S.D.I.S. de la Somme

Section 1. Les centres d'incendie et de secours (C.I.S.)

Article 34. Les C.I.S.

Les centres d'incendie et de secours (C.I.S.) sont des unités opérationnelles chargées principalement des missions de secours.

Ils sont répartis sur le territoire du département et disposent d'engins de secours et de matériels servis par des sapeurs-pompiers professionnels et/ou volontaires.

Leur commandement est assuré par un chef de centre.

Article 35. Classement des C.I.S.

Un arrêté préfectoral fixe le classement des centres d'incendie et de secours en trois catégories selon les critères suivants :

- les centres d'incendie et de secours de catégorie 1 (C.I.S-1), assurant simultanément au moins un départ en intervention pour une mission de lutte contre l'incendie, deux départs en intervention pour une mission de secours et soins d'urgence aux personnes et un autre départ en intervention ;
- les centres d'incendie et de secours de catégorie 2 (C.I.S-2), assurant simultanément au moins un départ en intervention pour une mission de lutte contre l'incendie ou un départ en intervention pour une mission de secours et soins d'urgence aux personnes et un autre départ en intervention ;
- Les centres d'incendie et de secours de catégorie 3 (C.I.S-3), assurant au moins un départ en intervention.

En complément des engins de secours permettant de couvrir les risques courants, des moyens spécialisés ou paramédicaux du S.D.I.S. de la Somme peuvent y être affectés.

Les C.I.S. font l'objet d'une visite d'évaluation périodique réalisée sous la responsabilité d'un chef de groupement territorial.

Article 36. Fermeture d'un C.I.S.

Dans le cas d'un dysfonctionnement opérationnel ou d'une difficulté de fonctionnement laissant craindre des conséquences opérationnelles (conflit grave de personnel, effectif, matériel et / ou casernement insuffisants, etc.…), un C.I.S. peut être fermé.

Sur proposition du D.D.S.I.S., cette mesure prendra la forme d'un arrêté préfectoral qui précisera notamment les dispositions nécessaires pour assurer les secours jusqu'à la levée de la mesure et, le cas échéant, les conditions de réorganisation de l'unité.

Un plan de déploiement provisoire, qui sera préalablement soumis à l'avis du maire concerné, sera mis en œuvre de façon concomitante.

Article 37. Le chef de C.I.S.

Les C.I.S. sont placés, conformément à l'article R. 1424-40 du C.G.C.T., sous l'autorité d'un chef de centre, officier ou sous-officier, professionnel ou volontaire, nommé par arrêté conjoint du préfet et du président du conseil d'administration du S.D.I.S. de la Somme, sur proposition du D.D.S.I.S.

Il est le garant du respect du présent règlement lors de la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie mis à sa disposition par le S.D.I.S. de la Somme.

Il est placé sous l'autorité d'un chef de groupement territorial auquel il fait part de toute difficulté dans l'application du présent règlement.

Le chef de C.I.S. s'attache à organiser les départs en intervention en fonction des différentes catégories de personnels :

- en alerte dans les locaux du centre ;
- susceptibles de rejoindre le centre afin d'assurer tout départ dans les meilleurs délais.

Il veille en particulier à faire respecter :

- l'effectif minimum mobilisable du C.I.S. ;
- l'effectif de personnel prévu par type d'intervention ou engin ;
- les modalités d'alerte et de départ en intervention ;
- les conditions de sécurité individuelle et collective permettant l'engagement des personnels ;
- la remise en état et le reconditionnement au retour d'intervention sous les meilleurs délais ;
- la gestion complète de l'intervention, y compris la rédaction des C.R.S.S. ;
- le signalement dans les plus brefs délais, des incidents ou accidents concernant un personnel ou des tiers, des pertes, pannes, accidents ou destructions (matériels, engins…).

Il renseigne le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 dans les plus brefs délais de toute difficulté rencontrée dans la réponse aux obligations ci-dessus.

Article 38. Armement en matériel des C.I.S.

Les C.I.S sont armés en matériel, conformément aux objectifs fixés au S.D.A.C.R. en vigueur, pour assurer la couverture des risques courants.

Des moyens particuliers notamment ceux destinés à couvrir les risques particuliers, souvent à vocation départementale, sont répartis dans les centres.

Les engins ne peuvent en aucun cas être modifiés sans l'autorisation du D.D.S.I.S., sur proposition du service études et planification (S.E.P.).

L'acquisition, la rétrocession et la mise à disposition de matériels opérationnels par les amicales des C.I.S. et des C.P.I.N.I., sont strictement proscrites.

Article 39. Transmissions

Les échanges d'informations entre le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 et les chefs d'agrès concernent tous les moyens du S.D.I.S. de la Somme nécessaires à la gestion des opérations. Ils utilisent la fonctionnalité de communication de groupe (Talk Group) du réseau de radiocommunication A.N.T.A.R.E.S.

L'ordre de base départemental des systèmes d'information et de communication (O.B.D.S.I.C.) définit l'organisation des systèmes de communication mis en œuvre par les services qui concourent aux missions de sécurité civile. Il précise par ailleurs leur mise en œuvre et les règles d'exploitation applicables aux services concernés (**cf. annexe 15**).

Article 40. Alerte des C.I.S.

Le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 diffuse à partir du système d'information et de communication les données d'activation relatives à une demande de secours, qui se traduisent par un ordre de départ jusqu'aux différents moyens opérationnels appelés à fournir une réponse capacitaire souhaitée.

Chaque C.I.S. dispose d'applications de transmission de données pouvant être réalisées par les trois vecteurs suivants :

- réseau de radiocommunication A.N.T.A.R.E.S. ;
- réseau informatique local sur réseau privé virtuel (V.P.N.) ;
- réseau de fréquence de transmission de l'alerte (F.T.A.).

Article 41. Effectif mobilisable opérationnel des C.I.S.

Les effectifs mobilisables de sapeurs-pompiers participant à l'activité opérationnelle sont composés de professionnels et de volontaires. La réponse mobilisable se base sur un niveau de potentiel opérationnel journalier.

Article 42. Définition du potentiel opérationnel journalier (P.O.J.)

Le potentiel opérationnel journalier est un objectif de couverture opérationnelle défini sur les différents bassins de coopération (**cf. annexe 20**) et décliné ensuite sur chaque centre d'incendie et de secours.

Le P.O.J. prend en compte les différents types de disponibilité dans l'ordre suivant :

- la garde au centre (G.A.C.) définie ci-après ;
- l'astreinte, qui permet à un agent de se rendre disponible et de prétendre à l'indemnisation afférente. Cet état n'est maitrisé que par l'encadrement du centre et donc seul un agent habilité peut placer ou retirer une astreinte à un sapeur-pompier ;
- les états « Dispotel » (correspondant à des niveaux priorisés de 1 à 3), permettant de manière souple à chaque agent, via un appel téléphonique ou depuis le planning opérationnel, de placer ou de retirer son créneau de disponibilité (**cf. glossaire**);
- l'état renfort, permettant à un agent en repos de sécurité de se rendre disponible.

Ces deux derniers états de disponibilité n'engendrent pas d'indemnités d'astreinte mais imposent une obligation de réponse en cas de sollicitation pour une intervention.

Le chef de centre a la possibilité de transformer, à posteriori, ces disponibilités « libres » en astreinte dans le cas où la limite du P.O.J. maximum rémunéré n'est pas dépassée.

Article 43. Caractéristiques du P.O.J.

Le P.O.J. est défini au travers de deux composantes :

- Le P.O.J. minimum, dit « mini », qui constitue un objectif permanent à tenir pour chaque centre de secours et qui prend en compte l'ensemble des disponibilités. Il est constitué en se basant sur les règles édictées pour le classement des centres dans le code général des collectivités territoriales et en respectant les principes suivants :
  - présence permanente d'un prompt secours dans chaque unité ;
  - armement d'un F.P.T. dans chaque C.I.S-2 ;
  - armement d'un engin incendie et d'un V.S.A.V. dans les C.I.S-2 réalisant plus de deux interventions par jour (ou si présence d'un M.E.A.) ;
  - armement conforme au C.G.C.T. pour les C.I.S-1.

  Cela conduit donc à la déclinaison suivante du P.O.J. « mini »:
  - C.I.S-1 : **14**
  - C.I.S-2 :
    - 2 sorties par jour : **9**
    - < 2 sorties par jour : **6**
  - C.I.S-3 avec V.S.A.V.: **3**
  - C.I.S-3 sans V.S.A.V.: **2**
- Le P.O.J. maximum, dit « maxi rémunéré », qui limite le nombre de personnels placé dans un état de garde ou d'astreinte. Ce critère ne limite pas le nombre de personnels disponibles mais permet uniquement d'assurer un contrôle de gestion sur les indemnités, notamment d'astreinte. Cela n'empêche en rien la possibilité de disposer d'agents « Dispotel » au-delà de cette limite haute.

  Ainsi, ce contrôle de gestion est mis en œuvre au travers de deux critères :
  - un contrat opérationnel maximal par bassin qui permettra d'assurer une maitrise du potentiel opérationnel rémunéré tout en assurant une réponse opérationnelle sur ce bassin de coopération ;
  - une limite haute pour chaque C.I.S. à ne strictement pas dépasser et qui correspond à un contrat opérationnel d'armement des centres de secours résumés ci-après.

  Ces éléments sont repris sur le tableau récapitulatif d'effectifs figurant en **annexes 17 et 20**.

Article 44. Dispositifs de maintien du P.O.J.

Comme indiqué à l'article précédent, le P.O.J. « mini » répond à un impératif de couverture opérationnelle sur le territoire départemental. Cet effectif doit donc être un objectif de disponibilité permanente sur les différents centres d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité pour un centre de tenir cet objectif de disponibilité, 4 niveaux de réponses vont successivement avoir lieu :

- ***La synergie inter-centres dans le cadre des contrats opérationnels par bassin***

  A l'échelle du bassin (ou avec les centres directement limitrophes), une synergie entre les centres peut permettre de répondre à une insuffisance de disponibilité d'un centre de premier appel.

  Ainsi, l'effectif disponible dans les autres centres de secours du bassin de coopération doit permettre de répondre au contrat opérationnel, fixé par bassin en fonction des risques courants et particuliers.

  La complémentarité des ressources entre C.I.S. pourra donc parer à toute difficulté, au travers du maintien en tout temps du contrat opérationnel minimal sur le bassin, gage d'une réponse permanente et sécurisée des risques à couvrir, qu'ils soient courants ou particuliers.

Ces contrats opérationnels par bassin sont repris en **annexes 17 et 20**.

- ***Mise en place de G.A.C. pour complément de couverture***

  La mise en place de gardes sur les 2 compagnies initialement fléchées a permis, notamment sur la compagnie Leclerc, une amélioration très nette de la réponse opérationnelle.

  Ce dispositif sera donc maintenu et développé (notamment sur la compagnie Avre) et fera l'objet d'une réévaluation de manière biennale.

- ***Renforts ponctuels d'agents***

  Parallèlement aux G.A.C. précédemment évoquées, il pourra être envisagé la mise en place de renforts ponctuels d'agents dans des C.I.S. comptant plus de 2 interventions quotidiennes afin permettre la venue en garde d'un agent disposant de compétences spécifiques (chef d'agrès, conducteur poids lourd, …), S.P.V. extérieur au centre de secours ou S.P.P. sur temps de travail, afin de permettre d'assurer le départ incendie.

  Ainsi, en utilisant le logiciel commun de gestion du temps de travail comme un dispositif de réservoir de disponibilités, ces gardes pourraient être planifiées par le centre bénéficiaire en relation avec l'agent concerné.

- ***La mise en place de G.A.C. curative sur un bassin***

  Cette démarche ne doit être mise en œuvre que lorsque les actions prévisionnelles ont échouées ou en cas d'événement indésirable qui impacterait un bassin au sens large.

  Cette action sera mise en place suite à la constatation par l'officier C.O.D.I.S. d'un des 2 objectifs suivants non tenus sur un bassin (ou par des centres immédiatement proches) sur une période de plus de 4 h :
  - **P.O.J. < 6 sur l'ensemble du bassin.**
  - **P.O.J. < 4 dans chaque centre du bassin.**

  Une vérification des compétences pour l'armement d'un engin incendie sera en outre réalisée en complément des deux précédents critères.

  Une G.A.C. à 6 agents permettant le départ d'un F.P.T. sera alors mise en œuvre sur le centre le plus important du bassin, après analyse de l'officier de compagnie et du chef de groupement territorial.

  Cette G.A.C. sera organisée en utilisant une ressource disponible (S.P.V. disponible à l'instant T. dans le C.I.S., S.P.V. extérieur au centre de secours ou S.P.P. sur temps de travail disponible, sur le réservoir départemental de disponibilité) ou via une recouverture en personnels, en provenance d'un C.I.S. disposant d'un P.O.J. supérieur au P.O.J. « mini ».

  Cette G.A.C. provisoire sera alors conservée dans l'attente d'un retour à une situation minimale sur le bassin.

Nota : Hormis les situations prévues au présent article, le réservoir départemental de disponibilité peut être activé lors des reconstitutions de gardes au centre et à l'occasion des relèves.

Article 45. Objet des gardes au centre (G.A.C.)

La garde au centre consiste en la mise en place, au sein d'un C.I.S., de personnels au centre de secours afin d'assurer les départs en intervention.

Cette G.A.C. est mise en place, soit dans le but de répondre à une sollicitation importante dans certains secteurs (zone urbaine notamment), soit afin d'apporter une réponse permanente à un besoin de couverture opérationnelle sur certains bassins de coopération.

La G.A.C. doit permettre un départ en intervention le plus rapide possible, quel que soit le créneau de la garde.

L'emploi du temps type d'une garde au centre est défini dans le règlement intérieur et doit notamment avoir pour objet d'assurer le maintien en condition opérationnelle des agents présents sur les rangs.

L'effectif en G.A.C. est prévu pour assurer un potentiel départ en intervention. A ce titre, il ne doit pas être détaché sur des missions fonctionnelles le rendant indisponible, ou doit alors être remplacé.

Article 46. Répartition des G.A.C.

L'effectif affiché s'entend en G.A.C. totale et comprend, soit des S.P.P., soit des S.P.V. Il doit en outre être strictement respecté.

Les effectifs G.A.C. ne s'opposent pas à l'organisation sur certains créneaux de mises en situations professionnelles (M.S.P.) impliquant la présence d'agents sur F.M.P.A.

Les différents effectifs définis ci-après ont été basés sur des études préalables de sollicitation et de simultanéité sur les différents centres de secours. L'évaluation régulière du R.O. devra notamment porter sur l'adaptation de ces effectifs à l'évolution opérationnelle.

Plusieurs catégories de G.A.C. sont prévues :

- ***Dans les C.I.S-1***

  La mise en place d'une G.A.C. au sein des C.I.S-1 permet de répondre de manière optimale à la sollicitation opérationnelle de leur secteur d'intervention. La G.A.C. a été adaptée en fonction du ou des risques à défendre et donc des engins à armer en permanence.

- ***Dans les C.I.S-2 avec une activité supérieure à 3 départs par jour***

  6 centres de secours disposent d'une activité supérieure à 3 interventions quotidiennes, ce qui nécessite la mise en place d'une G.A.C. afin d'éviter une sollicitation trop importante des personnels d'astreinte.

- ***Dans les cas de complément de couverture***

  Les objectifs opérationnels liés aux P.O.J. sont difficiles à maintenir dans certains secteurs. Aussi, 2 C.I.S. assurent de ce fait une réponse permanente à ces minimas opérationnels notamment en journée semaine.

  Ainsi, deux dispositifs de type « garde volante » sont mis en place sur les secteurs Avre et Leclerc. Cette affectation permet de répondre aux besoins d'un secteur, en particulier le Sud du département. Ils doivent permettre, sur chacune des deux compagnies, de répondre aux impératifs minimum du bassin en prévoyant des personnels (S.P.P. détachés sur 12h, S.P.V. en G.A.C…) sur les territoires concernés.

Les C.I.S. supports de G.A.C. ainsi que les effectifs correspondants sont précisés en **annexe 17**.

Article 47. Reconstitution de garde

Comme indiqué ci-dessus, les G.A.C. ainsi mises en place ont pour objectif de répondre, soit à une forte sollicitation, soit à un manque de ressources afin d'assurer une primo réponse.

Aussi, dans le premier cas, il est indispensable d'assurer une réponse permanente à cette sollicitation, y compris lorsqu'une partie de l'effectif est sollicitée en intervention, puisque des engins peuvent encore être présents dans le C.I.S. et pourraient être sollicités.

A cette fin, il est prévu une reconstitution de garde dans les 5 C.I.S-1 afin de maintenir une réponse incendie à 6 ou 8 si le M.E.A. est encore présent au sein du centre.

Sur le **secteur amiénois et à Abbeville, cette reconstitution de garde ne doit pas être utilisée en permanence, sous peine de sur sollicitation des personnels prévus pour cette reconstitution**. Dès lors, elle ne sera utilisée que dans les cas suivants :

- départ normal incendie confirmé ;
- accident avec désincarcération ;
- engagement d'équipes spécialisées afin de compléter l'effectif à 6 ou 8 (si le M.E.A. est toujours présent dans le centre de secours).

En revanche, elle ne sera pas effectuée lorsque qu'un départ S.S.U.A.P. engendre cette diminution d'effectif.

En ce qui concerne le C.I.S-1 Amiens Catelas - la Hotoie, la reconstitution ne sera réalisée uniquement que sur les périodes avec une G.A.C. à 12 lors des départs précédemment cités.

Article 48. Continuité de l'activité opérationnelle

La permanence, la qualité et la continuité de la couverture opérationnelle doivent être maintenues en tout temps.

A cette fin et en cas de cessation concertée du travail (grève), un effectif de service minimum dans chaque C.I.S. disposant de sapeurs-pompiers professionnels est repris en **annexe 18** du présent règlement.

Les personnels désignés ou maintenus au service sont alors tenus d'assurer la totalité des tâches et missions liées à leur fonction.

Dans le cas où un agent désigné ne remplit pas les tâches assignées, le D.D.S.I.S. en réfère sans délai au préfet en sa qualité d'autorité de police assurant la responsabilité opérationnelle des secours. Ce dernier pourra prononcer des réquisitions de police.

Pour assurer la continuité de l'activité opérationnelle, des plans peuvent être mis en œuvre, notamment :

- le plan de continuité d'activité du S.D.I.S. de la Somme ;
- le plan de continuité face aux aléas climatiques ;
- le plan de continuité face à un épisode de pandémie.

Section 2. Les unités spécialisées

Article 49. Les équipes opérationnelles spécialisées (E.O.S.)

Pour faire face aux risques particuliers identifiés dans le S.D.A.C.R. en vigueur, le S.D.I.S. de la Somme dispose d'équipes opérationnelles spécialisées composées de personnels et de matériels susceptibles d'intervenir dans des domaines particuliers, liés aux emplois opérationnels spécialisés prévus par les textes règlementaires.

Les unités spécialisées sont organisées dans chacun des domaines suivants :

- les risques chimiques et biologiques (R.CH.) ;
- les risques radiologiques (RAD.) ;
- le risque N.R.B.C.-e ;
- le secours subaquatique (S.A.L.) ;
- le sauvetage aquatique (SAV.) ;
- le sauvetage en milieu périlleux et montagne (S.M.P.M) ;
- le sauvetage déblaiement (S.DE.) ;
- la recherche cynotechnique de personnes égarées ou ensevelies (CYN.) ;
- le sauvetage animalier (S.AN) ;
- le télépilotage de drone (DRO) ;
- le feu de forêts et d'espaces naturels combustibles (F.D.F.E.N.C.).

Dans un but de mutualisation et de synergie entre spécialités, ces dernières sont organisées suivant trois pôles d'activité :

- technologique ;
- nautique ;
- sauvetage spécialisé / recherche.

A noter l'aspect transversal de la spécialité « drone » qui est mise à contribution dans tous les domaines spécialisés en plus du risque courant.

Article 50. Responsable départemental d'unité spécialisée

Chaque unité spécialisée comprend un responsable départemental en charge du maintien de la capacité opérationnelle des personnels et des matériels, conformément aux guides et référentiels spécifiques en vigueur.

De préférence, ce responsable est choisi parmi les sapeurs-pompiers détenteurs des unités de valeur de conseiller technique, et il est nommé par arrêté préfectoral, sur proposition du D.D.S.I.S.

Il est placé sous l'autorité du D.D.S.I.S., représenté par le responsable départemental des équipes spécialisées, chef du service pilotage et analyse opérationnelle du groupement opérations (G.OPS.).

L'organisation opérationnelle interne de chaque spécialité est précisée dans le recueil des activités spécialisées, en **annexe 02** du présent règlement.

Ce responsable départemental a pour missions principales :

- l'animation du dispositif de sa spécialité ;
- le suivi des personnels sapeurs-pompiers de la spécialité ;
- la proposition d'établissement de la liste opérationnelle d'aptitude, en liaison avec le chef du service pilotage et analyse opérationnelle et le médecin chef départemental le cas échéant ;
- la proposition annuelle (au minimum) au D.D.S.I.S. de validation de la liste opérationnelle d'aptitude à la spécialité ;
- le contrôle et le visa, quand ils existent, des livrets de formation et d'activité après chaque opération ou entraînement ;
- la détermination des besoins en équipement ;
- la participation à la rédaction des documents nécessaires à l'élaboration des marchés publics spécifiques à son domaine spécialisé ;
- la participation à la rédaction du retour d'expérience ;
- la préparation des éléments de réponse aux différentes sollicitations ;
- la veille technologique et documentaire ;
- la participation à la formation du personnel et à la préparation des exercices ;
- la participation à l'élaboration des F.M.P.A. des spécialistes formés ;
- la proposition des candidatures à l'accession aux troisième et quatrième (quand il existe) niveaux de formation de la spécialité dont il a la charge. De ce fait, il s'assure que le ou les candidat(s) répond(ent) aux exigences règlementaires et dispose(nt) des compétences minimum exigibles. Le groupement opérations vérifie en finalité la conformité aux dispositions du présent règlement avant de solliciter l'avis du D.D.S.I.S.

Article 51. Encadrement des unités spécialisées

Les cadres techniques des unités assurent notamment les missions suivantes :

- les conseils techniques dans la spécialité aux C.O.S., officiers et sous-officiers de garde opérationnelle ;
- (après accord du C.O.S.), les conseils techniques dans la spécialité aux élus, auprès des représentants de l'administration et auprès des sinistrés ;
- la mise en œuvre opérationnelle, sur décision du C.O.S. et en liaison avec le C.O.D.I.S. 80, d'équipes d'intervention spécialisées suivant les procédures propres à chaque spécialité.

Article 52. Fonctionnement des unités spécialisées

Le fonctionnement opérationnel de chacune des équipes fait spécifiquement l'objet d'une annexe au présent règlement (**cf. annexe 02**).

Article 53. Incompatibilité d'exercice de plusieurs spécialités

L'appartenance à une spécialité ne doit pas constituer un frein à l'exercice d'une seconde spécialité au sein du S.D.I.S. de la Somme.

Ainsi, cette double appartenance est possible en règle générale au sein du même pôle d'activités spécialisées (cf. article 49) et dans la mesure où il n'y a pas d'incompatibilités en termes de volume horaire réalisé, notamment en F.M.P.A.

Néanmoins et compte tenu de l'aspect chronophage du maintien des acquis de certaines équipes opérationnelles spécialisées, il n'est pas autorisé d'appartenir à la fois aux E.O.S. S.M.P.M. et S.A.L., mais aussi à n'importe quelle autre spécialité pour un membre du peloton cynotechnique (à l'exception du sauvetage animalier).

Article 54. Listes d'aptitude opérationnelle (L.A.O.) des spécialités

Une liste d'aptitude opérationnelle des sapeurs-pompiers spécialistes, par unité ou par emploi spécifique le nécessitant, est établie au minimum une fois l'an par le D.D.S.I.S., sur proposition du responsable départemental des équipes spécialisées, suite à la proposition des différents C.T.D. ou responsables d'unités spécialisées.

Cette liste fait l'objet d'un arrêté préfectoral.

Seuls les sapeurs-pompiers inscrits sur celle-ci peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

Section 3. Le C.T.A. 80 et le C.O.D.I.S. 80

Article 55. Le centre de traitement de l'alerte (C.T.A. 80)

Le S.D.I.S. de la Somme dispose d'un centre de traitement de l'alerte (C.T.A. 80) qui est chargé de manière permanente et pour l'ensemble du département :

- de la réception des demandes de secours sur le numéro d'urgence « 18 » ;
- du traitement des appels et de la transmission de la demande de secours vers les C.I.S. territorialement compétents et disponibles, ou vers les moyens disponibles ;
- de la réorientation des appels qui n'entrent pas directement dans le champ de compétence du S.D.I.S. de la Somme ;
- de rendre compte à l'officier C.O.D.I.S. de toute difficulté rencontrée dans l'application des dispositions relatives à l'engagement des secours.

Le C.T.A. 80 est placé sous l'autorité du D.D.S.I.S. qui en définit les modalités d'organisation et de fonctionnement. Celles-ci sont précisées dans l'**annexe 11.** Il est seul compétent pour l'engagement des moyens du S.D.I.S. de la Somme ou des C.P.I. communaux.

Toute demande de secours adressée directement à un C.I.S. du C.D.S.P. 80 ou à un C.P.I. communal doit immédiatement être retransmise au C.T.A. 80.

L'opération de secours débute dès lors que les personnels du C.I.S. ont pris en compte l'alerte.

Les activités du C.T.A. 80 sont coordonnées par un adjoint au chef de salle, sous l'autorité du chef du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

L'adjoint au chef de salle du C.T.A. 80 assure également la veille active du C.O.D.I.S. 80 pendant les périodes nocturne et dominicale.

Article 56. Le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (C.O.D.I.S. 80)

Le C.O.D.I.S. 80 est l'organe unique de coordination opérationnelle du S.D.I.S. de la Somme. En veille nocturne et dominicale par l'adjoint au chef de salle du C.T.A. 80, il permet au D.D.S.I.S. d'exercer, en toute occasion et en permanence, sous l'autorité du préfet ou du maire, les missions dont il est chargé par chacun d'entre eux dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs.

Le C.O.D.I.S. 80, dont les modalités d'organisation et de fonctionnement sont précisées dans l'**annexe 11** du présent règlement, est activé pendant les jours et heures ouvrables et en veille active le reste du temps. Il s'active donc dans les cas suivants :

- lorsqu'un chef de colonne est engagé en qualité de commandant des opérations de secours avec ou sans le poste de commandement de colonne ;

- lors d'interventions multiples ;
- à la demande du directeur de permanence.

Pour ce faire, le C.O.D.I.S. 80 se voit armé par un officier C.O.D.I.S. (Inscrit sur liste d'aptitude opérationnelle à cette fonction), dont la mission principale est d'assurer la coordination de l'activité opérationnelle des services d'incendie et de secours au niveau du département. Il assure les missions d'information, d'anticipation et de coordination des moyens.

Le C.O.D.I.S. 80 pourra également être renforcé en fonction des évènements et/ou de la montée en charge des activités courantes. Il pourra monter en puissance tant en termes d'opérateurs, dans le but d'augmenter ses capacités de coordination opérationnelle, qu'en termes de cadres aux fins de pouvoir renforcer les fonctions anticipation, moyens, renseignements, soutien opérationnel ou encore décision.

L'architecture et la mise en œuvre de cette organisation sont déclinées par instructions du D.D.S.I.S.

Article 57. La salle débordement

En cas de nécessité, le C.O.D.I.S. 80 peut mobiliser tous les personnels nécessaires à sa montée en puissance (renfort de commandement, opérateurs supplémentaires, cadres de la sous-direction santé, conseillers techniques et experts, personnels administratifs et techniques…).

A ce titre, le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 dispose d'une salle de débordement qui permet, lors d'évènements particuliers générant de très nombreux appels, la prise en compte de ces derniers en mode dégradé.

Les modalités de mise en œuvre et d'armement de la salle débordement sont reprises dans l'**annexe 11** du présent règlement.

Article 58. Le chef du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80

Le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 est placé sous l'autorité d'un chef de centre, officier de sapeur-pompier professionnels.

Disposant de prérogatives analogues à celles dont disposent les chefs de C.I.S., il est le garant au sein de son centre :

- du respect du présent règlement ;
- de l'organisation des gardes des personnels, de leur formation de maintien des acquis, de leur bonne connaissance des consignes et des risques du département ;
- de la diffusion et du respect des consignes opérationnelles établies ;
- du bon fonctionnement des matériels en liaison avec les services concernés ;
- des bonnes relations avec les autres entités concourant aux actions de secours.

Section 4. Le service de santé et de secours médical (S.S.S.M.)

Article 59. Cadre général des missions opérationnelles du S.S.S.M.

L'organisation et la permanence de la chaine d'encadrement du service de santé et de secours médical (S.S.S.M.) sont déterminées par une instruction du directeur départemental sur proposition du médecin-chef.

Le service de santé et de secours médical participe aux missions opérationnelles suivantes :

- soutien sanitaire des interventions du S.D.I.S. de la Somme et soins d'urgence aux sapeurs-pompiers ;
- secours et soins d'urgence aux personnes définis par l'article L. 1424-2 du C.G.C.T. et les textes en vigueur ;
- opérations effectuées par le S.D.I.S. de la Somme impliquant des animaux ou concernant les chaines alimentaires ;
- prévision, prévention et participation aux interventions du S.D.I.S. de la Somme dans les domaines des risques naturels et technologiques, notamment lorsque la présence de certaines matières peut présenter des risques pour les personnes, les biens ou l'environnement.

Il peut également être mis au profit des forces de sécurité intérieures dans le cadre du soutien sanitaire opérationnel.

Par ailleurs, le S.S.S.M., par le biais du groupement pharmacie, assure le choix, l'acquisition et la maintenance des équipements médicaux-secouristes ainsi que la gestion des matériels et des médicaments nécessaires aux interventions S.S.U.A.P. du quotidien.

Les membres du S.S.S.M. sont soumis aux dispositions réglementaires conjointes du C.G.C.T. et du code de la santé publique (C.S.P.).

Lors des interventions, ils sont placés sous l'autorité du C.O.S. et en constituent des conseillers techniques ès qualité.

Certains médecins du S.S.S.M. participent à la direction des secours médicaux et sont désignés par le préfet sur une liste d'aptitude, sur proposition conjointe du directeur départemental et du médecin-chef. Les autres officiers du service de santé sont désignés par le directeur départemental sur proposition du médecin-chef pour assurer les autres missions selon leur cadre d'emploi.

Chapitre 5 : Les corps communaux de sapeurs-pompiers

Article 60. Les C.P.I. non intégrés (C.P.I.N.I.)

Les corps communaux de sapeurs-pompiers, dénommés corps de première interventions non intégrés (C.P.I.N.I.), constituent des unités de proximité sur chaque territoire communal concerné et doivent assurer au moins un départ en intervention.

Ils sont appelés à intervenir à la demande et sous le contrôle du centre de traitement de l'alerte pour toutes missions relatives aux compétences des services d'incendie et de secours, conformément aux dispositions d'une convention établie entre chaque commune siège d'un C.P.I.N.I. et le S.D.I.S. de la Somme.

Cette convention précise les droits et obligations consentis mutuellement entre le S.D.I.S. de la Somme et chaque commune concernée dans le cadre des activités opérationnelles du corps de première intervention non intégré (**cf.** modèle de convention en **annexe 19**).

Ils sont placés sous la responsabilité du maire et sous l'autorité d'un chef de corps communal nommé par un arrêté conjoint du préfet et du maire, après avis du D.D.S.I.S.

Les sapeurs-pompiers volontaires des C.P.I.N.I. peuvent, à titre individuel, être incorporés au corps départemental. Ils seront affectés, à leur choix, dans le C.I.S. le plus proche de leur domicile ou de leur lieu de travail, compatible avec les astreintes opérationnelles.

Un règlement intérieur fixe les modalités de fonctionnement de chaque C.P.I.N.I. sous réserve des dispositions du présent règlement opérationnel.

Ils font l'objet d'une visite d'évaluation annuelle réalisée par le S.D.I.S. de la Somme afin de vérifier leur opérationnalité.

TITRE III. PREPARATION OPERATIONNELLE

Article 61. Corpus doctrinal

La doctrine opérationnelle s'impose à l'ensemble des sapeurs-pompiers en application du code de la sécurité intérieure, article L.723-6, qui stipule : *« Le sapeur-pompier volontaire prend librement l'engagement de se mettre au service de la communauté. Il exerce les mêmes activités que les sapeurs-pompiers professionnels. Il contribue ainsi directement, en fonction de sa disponibilité, aux missions de sécurité civile de toute nature confiées aux services d'incendie et de secours ».*

Elle se décline à partir de la typologie suivante :

- documents nationaux :
  - **guides de doctrines opérationnelles** (G.D.O.) : ils permettent au commandant des opérations de secours (C.O.S.) de construire son raisonnement tactique. Ils se décomposent en guides de doctrines généraux, thématiques ou spécifiques à des milieux opérationnels ;
  - **guides de techniques opérationnelles** (G.T.O.) : ils mettent à disposition des services d'incendie et de secours l'ensemble des méthodes et techniques opérationnelles utiles à l'atteinte des objectifs du C.O.S. en fonction des différents environnements rencontrés en opération ;
  - **partages d'informations opérationnelles** (P.I.O.) : ils offrent rapidement des éléments opérationnels de manière synthétique sur une problématique nouvelle ou ponctuelle.

- instructions du chef de corps départemental :
  - **directives opérationnelles** (D.O.) : d'application pérenne ou annuelle, elles constituent une ligne de conduite fixant les objectifs à atteindre, les attendus dans un domaine. Elles prennent en compte les ajustements ou fluctuations ;
  - **ordres d'opérations** (O.D.O.) : ils visent à produire un effet, une action sur un territoire donné, un évènement particulier avec une temporalité définie ;
  - **notes de services** (N.D.S.) : il s'agit de transmettre des consignes, de décrire un processus ou une procédure avec une temporalité définie ;
  - **guides départementaux opérationnels** (G.D.O.) : ils déclinent la doctrine nationale à l'échelon départemental mais ils condensent également et détaillent les bonnes pratiques ou les documents d'une thématique sous forme d'un support unique.

Ce dispositif est périodiquement mis à jour grâce aux innovations et retours d'expériences qui prennent les formes suivantes :

- **le Ret.Ex.** : Le retour d'expérience est un processus d'analyse post-crise visant à détecter et analyser les anomalies, les écarts et tout événement qu'il soit positif ou négatif, en recherchant les causes et les enchaînements afin d'en retirer des enseignements. Cette méthode permet de convertir une expérience individuelle ou collective en progrès collectif. Le Ret.Ex. induit des évolutions dans nos pratiques et organisations qu'elles soient opérationnelles, fonctionnelles ou encore logistiques ;

- **le P.Ex.:** Le partage d'expérience permet de rendre compte succinctement d'une intervention en rappelant les faits, les difficultés rencontrées et les enseignements à tirer. Il est le premier niveau de retour d'expérience (Ret.Ex.) mais ne peut s'y substituer car il comporte une analyse complète ainsi que des préconisations. Le P.Ex. est un outil de communication qui peut être défini comme un partage de bonnes pratiques. Document synthétique et factuel, il est anonyme et comporte des constatations ou observations mais en aucun cas il ne porte un jugement. Il favorise un retour d'information rapide suite à une intervention et doit susciter de la réflexion opérationnelle chez les agents. Il a vocation à rappeler des règles.

- **La F.I.O** : La fiche d'information opérationnelle est un document succinct ayant pour objectif de partager de manière rapide une bonne pratique. Elle porte sur un geste technique, un matériel spécifique détenu par le SDIS de la Somme ou une problématique ciblée, qui doit

être porté à la connaissance de l'ensemble des unités opérationnelles. Elle constitue un « porter à connaissance » rapide et clair de la cible du document au niveau départemental.

L'ensemble de ce processus méthodologique contribue à la démarche d'amélioration continue de la gestion opérationnelle.

Pour permettre ou optimiser l'intervention des sapeurs-pompiers, le S.D.I.S. et les autorités de police exercent leurs responsabilités dans les domaines suivants :

25

Chapitre 1 : La sous-direction opérationnelle (S.D.O.)

Article 62. Missions de la S.D.O.

La sous-direction opérationnelle est chargée de faire des propositions d'évolution de la doctrine opérationnelle départementale ainsi que d'appliquer, en ce qui la concerne, les décisions arrêtées par les autorités, de mettre en œuvre les orientations de l'autorité préfectorale et du D.D.S.I.S., mais également d'assurer la synergie entre le domaine opérationnel et la prévention des risques, le tout en organisant le plan de formation de l'ensemble des personnels ainsi que le plan d'équipement roulant du service.

Chapitre 2 : Le groupement opérations (G.OPS.)

Article 63. Missions du G.OPS.

Le groupement opérations est chargé, au niveau départemental, d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques et les actions qui concernent :

- les secours et soins d'urgences aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes, ainsi que leur évacuation d'urgence,
- l'organisation des moyens de secours,
- la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement,
- la prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile.

Les moyens du S.D.I.S. de la Somme consacrés aux actions de prévention, de prévision et aux autres missions du G.OPS. sont déterminés par le C.A.S.D.I.S. à travers le règlement d'organisation ainsi que les lignes directrices de gestion (L.D.G.) de l'établissement.

Les principales missions dévolues au G.OPS. sont les suivantes :

- l'élaboration et le suivi de la doctrine de mise en œuvre opérationnelle des moyens de secours du S.D.I.S. de la Somme ;
- la liaison et le partenariat avec les autres services concernés par le cadre général des missions du G.OPS. repris ci-dessus ;
- la mise en œuvre et la coordination opérationnelle des moyens du S.D.I.S. de la Somme ;
- la mise en œuvre, l'exploitation et la gestion technique des moyens informatiques et radioélectriques affectés à la gestion opérationnelle des moyens de secours ;
- la préparation des décisions facilitant la mise en œuvre opérationnelle des moyens du S.D.I.S. de la Somme ;
- la démarche de retour d'expérience opérationnelle.

Chapitre 3 : Les opérations

Article 64. Le service pilotage et analyse opérationnelle (S.P.A.O.)

Le S.P.A.O., service en charge des opérations, suit la mise en application de la doctrine opérationnelle du S.D.I.S. de la Somme. Les missions de ce service comprennent notamment :

- l'étude, l'élaboration et la rédaction des propositions d'évolution de la doctrine opérationnelle en lien avec le service en charge du retour d'expérience ;

- la gestion des équipes opérationnelles spécialisées du S.D.I.S. de la Somme et notamment la rédaction des listes d'aptitude annuelles ;
- l'élaboration et la réalisation des ordres d'opérations ;
- la collaboration à l'étude des schémas communaux de défense extérieure contre l'incendie ;
- la collaboration à la réalisation et à la mise à jour, avec les autres services publics ou privés concernés, des plans d'urgence et des plans de secours ;
- la collaboration à l'élaboration de Ret.Ex. et autres démarches de réflexion post-crises ;
- la planification de la permanence opérationnelle départementale ;
- l'analyse statistique qualitative et quantitative de l'activité opérationnelle départementale.

Le S.P.A.O. exploite les éléments issus des informations recueillies auprès du C.O.D.I.S. 80 et des C.R.S.S. afin:

- d'établir les états de remboursement relatifs soit aux opérations à caractère payant, soit aux dispositifs de secours effectués dans le cadre de conventions établies entre l'organisateur de la manifestation et le S.D.I.S. de la Somme ;
- de fournir une attestation d'intervention relatant les faits, dégâts occasionnés et actions menées aux personnes victimes (ou ayants-droits) à l'occasion d'opérations effectuées par les moyens du S.D.I.S. de la Somme. A ce titre, toute demande d'information formulée par les personnes physiques ou morales étrangères au service et se rapportant à une opération de secours doit faire l'objet d'une demande écrite.

Dans le cadre de ses missions propres, le S.P.A.O. assure la représentation du S.D.I.S. de la Somme au sein des instances départementales suivantes :

- le conseil départemental de sécurité civile (C.D.S.C.) ;
- le comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires (C.O.D.A.M.U.P.S. - T.S).

Article 65. Le retour d'expérience (Ret.Ex.)

L'évaluation interne de la capacité opérationnelle, le contrôle de la réactivité et de l'organisation du S.D.I.S. de la Somme sont réalisés au travers de la mise en œuvre de procédures de retour d'expérience. Ainsi le S.D.I.S. de la Somme, à travers le G.OPS., participe aux différents retours d'expérience interservices sur demande de l'autorité préfectorale concernant les interventions et les exercices sur lesquels il est engagé.

Il dispose pour ce faire du service doctrine – exercices - retex (S.D.E.R.) qui procède en tant que de besoin, à la mise en œuvre de retours d'expérience internes sur les manœuvres, exercices ou opérations de secours, ainsi que de partages d'expériences opérationnelles.

Ce service a également pour mission de décliner la doctrine nationale et de rédiger les guides de doctrine opérationnelle départementaux, en lien direct avec les particularités locales.

Chapitre 4 : La prévision opérationnelle

Article 66. Le service prévision (S.PRS.)

Les missions de la prévision comprennent l'ensemble des travaux, études et analyses des risques de toute nature présents sur le territoire départemental, visant à réduire leur survenance et leurs effets ainsi qu'à optimiser l'action du S.D.I.S. de la Somme dans la protection des personnes, des biens et de l'environnement.

Dans le cadre de ses missions propres, le service prévision assure la représentation du D.D.S.I.S. au sein des instances départementales suivantes :

- le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (C.O.D.E.R.S.T.) ;
- le conseil départemental de sécurité routière (C.D.S.R.) ;
- les comités de suivi de site (C.S.S.) ;
- la commission départementale des risques naturels majeurs (C.D.R.N.M.).

Article 67. La prise en compte de l'industriel dans le dimensionnement opérationnel

Le S.D.I.S. de la Somme, sur sollicitation des services instructeurs, rend des avis techniques sur les établissements industriels et toute installation classée pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.).

Par ailleurs, l'exploitant d'un site industriel s'organise afin d'apporter l'ensemble des informations nécessaires à la conduite des opérations de secours en prévision ou pendant la gestion d'un sinistre. Il porte à la connaissance du S.D.I.S. de la Somme tout élément utile à la prise en compte du risque au sein de son établissement.

Le S.D.I.S. de la Somme, à travers le bureau des risques industriels et de la D.E.C.I. (B.R.I.D.) peut également être consulté pour rendre un avis sur tout projet de plan interne d'organisation, d'urgence ou d'intervention. La version définitive est portée à sa connaissance pour être prise en compte et relayée au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

A travers ce plan ou l'organisation en elle-même de la société, une personne est désignée comme interlocuteur privilégié du C.O.S. en cas d'intervention sur le site. Il apporte toutes les informations nécessaires à la conduite des opérations de secours.

Si l'établissement est tenu réglementairement de rédiger un plan d'opération interne (P.O.I.), dès lors que ce dernier est activé, il alerte le S.D.I.S. de la Somme afin de l'en informer. Selon la situation, le S.D.I.S. de la Somme se réserve la possibilité d'envoyer un cadre sapeurs-pompiers sur place, ou des moyens supplémentaires, afin de pouvoir anticiper toute évolution de la situation qui ne relèverait plus uniquement de l'exploitant.

Article 68. La défense extérieure contre l'incendie (D.E.C.I.)

L'efficacité dans la lutte contre les incendies repose, notamment, sur la disponibilité de ressources en eau adaptées aux risques.

Dans le cadre de ses pouvoirs de police, et conformément au code général des collectivités territoriales, la création, l'aménagement, la modification, l'entretien et le contrôle des points d'eau concourant à la défense extérieure contre l'incendie (D.E.C.I.) relèvent de la responsabilité du maire de la commune. Ainsi, ce dernier fait parvenir au S.D.I.S. de la Somme tout élément indispensable à la bonne prise en compte des ajouts et/ou modifications relatifs aux points d'eau incendie (P.E.I.) de sa commune.

La compétence D.E.C.I. peut être transférée à un établissement public de coopération intercommunale (E.P.C.I.) à fiscalité propre uniquement. Dans ce cas, l'E.P.C.I. se substitue à la commune. S'ils souhaitent confier la compétence D.E.C.I. à un E.P.C.I. à fiscalité propre, les maires des communes membres peuvent transférer leur pouvoir de police spéciale au président de l'E.P.C.I. compétent (art. L.5211-9-2, I° du C.G.C.T.). Le transfert de ce pouvoir est limité aux attributions permettant de réglementer l'activité du service public de D.E.C.I.

Tout projet d'implantation, de modification de points d'eau incendie et d'élaboration d'un schéma communal de D.E.C.I. est soumis au S.D.I.S. de la Somme pour avis afin de s'assurer de la cohérence entre les aménagements et l'analyse des risques présents. De même, chaque année, le maire assure le relevé des débits et pressions sur les points d'eau incendie de sa commune et le communique au S.D.I.S. de la Somme. Pour ce faire, un logiciel de gestion des points d'eau incendie du département est rendu accessible aux partenaires extérieurs afin de renseigner ces éléments.

Par ailleurs, le S.D.I.S. de la Somme effectue annuellement une reconnaissance opérationnelle des points d'eau des communes couvertes en 1er appel par les C.I.S., en présence d'un représentant de la commune, de la société d'affermage ou de l'E.P.C.I. chargé de la gestion de la D.E.C.I. par transfert du pouvoir de police spéciale.

Cette reconnaissance inclut la vérification de :

- l'accessibilité ;
- la signalisation ;
- la localisation ;
- l'inventaire ;
- l'état de fonctionnement.

A l'issue de ces tournées, un compte-rendu est transmis au maire.

Toute indisponibilité de point d'eau, même temporaire, doit être immédiatement signalée au C.T.A / C.O.D.I.S. 80. Aussi, comme indiqué ci-dessus, un logiciel de gestion des points d'eau incendie du département est rendu accessible à tous les maires et gestionnaires de réseau d'eau par le S.D.I.S. de la Somme. Cette information est prise en compte par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80. En cas d'indisponibilité de longue durée et d'impact dans la couverture réglementaire D.E.C.I., le maire prend toute disposition pour remédier en urgence à l'insuffisance des moyens en eau.

Dans la même optique, l'existence, la modification, la disponibilité et le contrôle d'un point d'eau incendie privé sont portés à la connaissance du S.D.I.S. de la Somme par le propriétaire, qui fournira par la suite les éléments de localisation et de contrôle des débits et pressions.

Les abords de tout point d'eau incendie, référencé comme faisant partie de la D.E.C.I., devront, en tout temps et toute circonstance, être maintenus en bon état d'accessibilité aux engins de secours et leur existence signalée par des panneaux normalisés. L'évaluation des besoins en eau se fait en tenant compte des risques à défendre. Les règles relatives à la conception de la défense extérieure contre l'incendie sont définies dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (R.D.D.E.C.I.).

Article 69. La planification opérationnelle

La planification opérationnelle s'entend au travers :

- des réponses propres du S.D.I.S. de la Somme dans le cadre des dispositions générales et spécifiques du dispositif d'organisation de la réponse de sécurité civile (O.R.SE.C.) ;
- des plans d'établissements répertoriés internes au S.D.I.S. de la Somme ;
- des services de sécurité, dispositifs prévisionnels de secours et suivi des manifestations publiques.

Sous l'autorité du préfet, le S.D.I.S. de la Somme participe, avec les autres services concernés, à l'élaboration du dispositif O.R.SE.C. et de ses déclinaisons. Ces dispositions précisent le commandement des opérations de secours (C.O.S.).

Le S.D.I.S. de la Somme décline sa réponse propre aux dispositions générales et spécifiques de ce dispositif O.R.SE.C. dans le présent règlement ou par des plans reprenant le formalisme d'un plan d'établissement répertorié.

De plus, les communes comprises dans le champ d'un plan de prévention des risques (P.P.R.) ou d'une disposition spécifique O.R.SE.C. P.P.I. mettent en place un plan communal de sauvegarde (P.C.S.). Il peut également être conçu à l'initiative du maire. Ce plan est soumis pour avis au S.D.I.S. de la Somme.

Par ailleurs, les établissements répertoriés, qui constituent un bâtiment, un ensemble de bâtiments ou un lieu connu des sapeurs-pompiers dans lesquels existent des risques et/ou des enjeux spécifiques identifiés, peuvent faire l'objet d'un plan d'intervention propre au S.D.I.S. de la Somme appelé plan d'établissement répertorié (P.ETA.RE.). Ce plan permet notamment une plus grande efficacité des moyens de secours et affiche une volonté de réduction des risques auxquels se trouvent exposés les intervenants.

Sur proposition du chef du groupement opérations, la liste des sites répertoriés est fixée par le D.D.S.I.S.

Une charte départementale est élaborée afin de guider la rédaction de ces plans.

Article 70. Les dispositifs prévisionnels de secours (D.P.S.)

A l'occasion de tout événement et/ou manifestation rassemblant de nombreuses personnes, la sécurité de celles-ci est assurée par la mise en place de dispositifs prévisionnels de secours (D.P.S.). L'autorité de police compétente peut également, si elle le juge nécessaire ou approprié, imposer à l'organisateur ce même type de dispositif à d'autres événements.

Ce dispositif est dimensionné selon les modalités du « Référentiel national missions sécurité civile – Dispositifs prévisionnels de secours » et est assuré par des associations agréées de sécurité civile. Toutefois, le S.D.I.S. de la Somme peut prévoir le positionnement de moyens propres. Dans le cas où ce service ne rentre pas dans le cadre des missions du S.D.I.S. de la Somme, il peut constituer une

prestation faisant l'objet d'une participation aux frais à la charge de l'organisateur et selon les dispositions fixées par le C.A.S.D.I.S.

Les manifestations soumises à des réglementations particulières font l'objet d'une autorisation préfectorale pour laquelle le S.D.I.S. de la Somme peut être amené à donner un avis motivé.

Lorsque les associations agréées de sécurité civile sont intégrées dans un D.P.S. et que les moyens du S.D.I.S. de la Somme sont engagés, elles rendent compte au C.O.S. des actions menées et se placent sous son commandement pour les opérations de secours. Un interlocuteur unique est désigné afin d'assurer l'interface directe entre l'organisateur de la manifestation, le C.O.S. et le D.O.

Article 71. Accessibilité aux moyens de secours

L'intervention des moyens de secours et leur rapidité dépendent des conditions d'accessibilité au lieu de l'accident ou du sinistre.

A ce titre, le code de l'urbanisme dans son article R. 111-5 prévoit la nécessité de desservir les constructions ou aménagements par des voies (publiques ou privées) possédant des caractéristiques facilitant la circulation ou l'utilisation d'engins de lutte contre l'incendie adaptés. De même, en cas d'existence d'une protection physique d'accès, une organisation ou un dispositif simple, efficace et rapide au site est mis en place.

Enfin, les mobiliers urbains et plantations ne doivent pas occasionner de gêne pour la circulation et l'utilisation des engins de secours ainsi que pour l'accès aux façades des bâtiments par les moyens sapeurs-pompiers.

Pour l'ensemble de ces sujets, le S.D.I.S. de la Somme peut être sollicité par le service instructeur ou le maître d'ouvrage afin de rendre un avis motivé sur tout projet d'aménagement et de construction.

Article 72. La cartographie opérationnelle

La cartographie opérationnelle a vocation à apporter les informations cartographiques nécessaires à la bonne prise d'appel de secours, à la localisation de l'événement et à la diffusion de moyens sapeurs-pompiers depuis le centre de traitement de l'alerte, ainsi qu'à fournir les éléments cartographiques utiles à la conduite des opérations de secours, depuis le déclenchement de l'intervention jusqu'au retour au centre de secours.

A ce titre, il est mis à disposition des C.I.S. des plans parcellaires. Leur objectif principal consiste avant tout à améliorer la localisation des risques et la connaissance des implantations de points d'eau du secteur d'intervention.

La charte départementale en vigueur fixe pour les plans parcellaires les éléments devant y figurer, ainsi que les caractéristiques d'élaboration, de validation et de distribution de ceux-ci.

De même, le système d'information géographique alimente le système de gestion opérationnelle (S.G.O.) ainsi que tous les dispositifs susceptibles d'accueillir de la cartographie opérationnelle dans la limite, pour ces derniers, des faisabilités techniques. Pour ce faire, le système d'information géographique est alimenté par la collecte et le traitement de multiples données et par l'entretien d'un réseau de partenaires identifiés.

Article 73. La connaissance du secteur

La connaissance de secteur correspond à l'identification des risques d'un territoire d'intervention par les C.I.S. en charge de sa défense.

Elle permet la prise en compte de toutes les dispositions tactiques et matérielles en amont des opérations de secours par une meilleure connaissance des infrastructures, des conditions d'accessibilité aux bâtiments et voieries par les véhicules d'incendie et de secours et des éléments de défense extérieure contre l'incendie.

Elle s'acquiert et s'entretient par des reconnaissances ponctuelles mais également grâce à des manœuvres ou visites sur sites lorsque cela est possible.

La constatation par les sapeurs-pompiers de situations d'accessibilité défavorables peut être portée, en tant que de besoin, à la connaissance du service prévision.

Article 74. Les obligations des gestionnaires des voies de circulation routière

Pour intervenir, le S.D.I.S. de la Somme doit disposer de renseignements suffisants sur l'existence des risques à couvrir, des voies de circulation avec leurs appellations et des points d'eau utilisables en cas d'incendie. A cet effet, il appartient aux autorités compétentes en matière de police de la circulation de communiquer au S.D.I.S. de la Somme, initialement et lors de chaque changement notable, tout renseignement utile tel que :

- les arrêtés de création ou de modification de voierie précisant les sens et gabarits ;
- les arrêtés de dénomination et de numérotation des voieries ;
- le plan schématique, si possible en format numérique, de la commune faisant apparaitre les renseignements essentiels au S.D.I.S. de la Somme.

Les gestionnaires des voies de circulation routière sont tenus de communiquer au S.D.I.S. de la Somme, les restrictions de circulation routière (limitation ou interdiction) susceptibles de perturber durablement l'acheminement des moyens d'intervention.

Chapitre 5 : Les transmissions

Article 75. Définition et domaine d'application des transmissions

L'ordre de base national des systèmes d'information et de communication (O.B.N.S.I.C.) définit l'organisation des transmissions, les supports utilisables et les conditions d'exploitation dans le cadre des missions de sécurité civile, mis en œuvre sous la responsabilité du D.D.S.I.S.

L'O.B.N.S.I.C. s'applique aux organismes et moyens relevant directement du D.D.S.I.S., ou concourant à des missions de sécurité civile. Il constitue le document de référence qui permet à chaque échelon hiérarchique d'organiser ses transmissions en fonction des besoins en communication des niveaux considérés.

Cette organisation est précisée, tant dans l'ordre de base départemental des systèmes d'information et de communication (O.B.D.S.I.C.) (**cf. annexe 15**), que dans les ordres particuliers et complémentaires de transmission annexés aux différents plans d'urgence.

Chapitre 6 : La prévention des risques

Article 76. Missions de la prévention

La prévention a pour objet l'étude des mesures destinées à empêcher l'éclosion d'un incendie et vise à permettre l'évacuation des personnes en cas de sinistre, l'intervention des secours et la limitation de la propagation.

Le S.D.I.S. de la Somme assure l'instruction des dossiers des établissements recevant du public (E.R.P.) et des immeubles de grande hauteur (I.G.H.) et les présente devant les différentes commissions de sécurité.

Il donne des avis techniques sur les permis de construire et les projets d'aménagement qui lui sont présentés par les services instructeurs, notamment pour les habitations. Il assure la tenue de la base départementale des établissements recevant du public (E.R.P.).

Le S.D.I.S. de la Somme conseille les autorités de police et les administrations qui le saisissent dans tous les domaines relevant de sa compétence.

Chapitre 7 : La formation

Article 77. Qualification des personnels

La formation développe les compétences opérationnelles nécessaires à l'appréhension des risques locaux, recensés dans le S.D.A.C.R. et permet donc aux agents d'acquérir des savoirs et par conséquent de nouvelles capacités.

Dans le but de tenir les emplois opérationnels (S.P.P.) ou d'exercer une activité opérationnelle (S.P.V.), tous les sapeurs-pompiers se doivent d'acquérir des qualifications et de maintenir ces acquis, dans le cadre fixé par le règlement formation du S.D.I.S. de la Somme.

A ce titre, le groupement formation établit les référentiels internes relatifs à l'organisation de la formation et les référentiels internes d'évaluation de ces formations (R.I.O.F.E.).

Un sapeur-pompier volontaire en formation initiale ou un sapeur-pompier professionnel en formation d'intégration peut participer aux missions opérationnelles.

Chapitre 8: Le service études et planification (S.E.P.)

Article 78. Etude, acquisition et suivi des équipements roulants

Le service études et planification (S.E.P.) analyse et planifie les besoins en équipements roulants, prospecte, acquiert et assure la gestion de l'intégralité du parc d'engins du S.D.I.S. de la Somme.

En lien permanent avec le groupement opérations, le groupement formation, le groupement garage départemental et le centre logistique départemental, le S.E.P. définit, propose et met en œuvre la politique d'achats de matériels roulants, conformément à la doctrine et aux pratiques en vigueur. Il gère le suivi du parc roulant en relation avec les utilisateurs, au premier rang desquels les C.I.S.

Le responsable du S.E.P. gère les marchés de commande liés au parc roulant, notamment la rédaction des cahiers de clauses techniques particulières (C.C.T.P.), et s'assure également de la bonne exécution du budget qui lui est alloué.

Enfin, il assure la veille juridique, technique et technologique en matière d'équipements roulants, notamment les aspects normatifs.

Il constitue le principal rouage dans le déroulement du plan pluriannuel d'équipement (P.P.E.).

TITRE IV. MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE

Chapitre 1 : Le traitement de l'alerte

Article 79. Les numéros d'appel d'urgence

Les différentes autorités de police administrative, mais aussi le S.D.I.S. de la Somme à travers la promotion de son image au grand public, sont chargées de la diffusion de l'information relative aux conditions d'appel aux numéros 18 et 112 (numéro d'appel européen), seuls numéros d'urgence pour les services d'incendie et de secours. Ils doivent prendre les mesures nécessaires pour que ces numéros soient connus de la population.

Article 80. Réception des demandes de secours

Le C.T.A. / C.O.D.I.S 80 reçoit directement l'ensemble des demandes de secours acheminées par le numéro 18, le 112 aboutissant au centre de réception et de régulation des appels du S.A.M.U. (C.R.R.A. 15). Les centres opérationnels d'urgence aux numéros 112, 15, 17 et 18 disposent d'une interconnexion permanente. Ils se tiennent régulièrement informés des interventions dans le respect des règles en vigueur et réorientent vers le centre compétent tout appel qui n'entre pas directement dans leur champ de compétence. Chacun des appels est identifié par le numéro de l'appelant.

Le S.D.I.S. de la Somme est organisé pour permettre à tout opérateur du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 de recevoir et traiter une demande de secours dans une langue étrangère, notamment les plus usitées sur le continent européen. A cet effet, une convention de partenariat lie le S.D.I.S. de la Somme à un service de traduction d'urgence (**cf. annexe 01**).

Lorsque la nature de la demande de secours reçue nécessite l'information d'un service d'urgence autre que le S.D.I.S. de la Somme, l'opérateur transfère la communication ou se met en conférence avec le requérant et l'opérateur de l'autre service (régulation).

A noter par ailleurs que tous les appels transitant par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 sont enregistrés.

Des applications de géolocalisation peuvent compléter et faciliter la prise d'appel. Elles font l'objet préalablement d'une convention déterminant son utilisation ou sont utilisées en application de dispositifs nationaux réglementés.

Article 81. Plan de défense opérationnelle des communes

Conformément aux dispositions du S.D.A.C.R., la distribution des secours se fait au bénéfice de l'ensemble des communes selon une organisation privilégiant :

- la notion d'urgence ;
- les distances et délais d'intervention ;
- l'adéquation des moyens au regard de la nature des interventions.

Chaque commune ou lieu-dit du département fait l'objet d'une couverture opérationnelle à travers un plan de défense opérationnelle pour les risques courants. A ce titre, elle est défendue par un ou plusieurs C.I.S. tels que :

- un C.P.I.N.I., s'il existe, qui est engagé pour accomplir des missions de première intervention sur le territoire propre à sa commune de rattachement ;
- un C.I.S. du C.D.S.P. 80 qui est à priori engagé sur son secteur de 1er appel ;
- un ou plusieurs C.I.S. du C.D.S.P. 80 qui sont éventuellement engagés en renfort.

En fonction de leur configuration, certaines communes peuvent être sectorisées et défendues par plusieurs centres.

Cette sectorisation se concrétise par un plan de déploiement des moyens opérationnels intégré dans le système de gestion opérationnel (S.G.O.) du centre de traitement de l'alerte, avec un paramétrage par commune ou par quartier.

Ce plan, formalisé en **annexe 07** pour le premier appel sous forme de listes de défense figées et différenciées en deux périodes (diurne / nocturne), a fait l'objet d'une concertation locale avec l'ensemble des chefs de centre et d'une consultation des communes.

En cas d'indisponibilité du centre de premier appel ou de besoin de renfort, la solution d'alerte engage systématiquement le centre le plus prompt et apte à accomplir la mission. Le choix de ce centre de second appel est variable suivant l'activité opérationnelle du moment et l'algorithme décisionnel s'appuie sur le plan de défense des communes.

Les rattachements de communes à des C.I.S. sont théoriques et s'appliquent lors de situations courantes. En dehors de celles-ci, lorsqu'un évènement ou une situation particulière le justifie, l'officier C.O.D.I.S. ou l'adjoint au chef de salle C.T.A. peut décider, sans obligation de se justifier auprès d'un centre non retenu, de l'engagement de moyens provenant d'autres centres.

A noter qu'en cas de situation climatique ou de circulation perturbée, la défense des communes peut être momentanément réadaptée.

En outre, pour chaque commune du département, un rattachement administratif à un C.I.S. est défini sur la base de la liste de défense de 1er appel nocturne. Ce centre à vocation d'être un interlocuteur privilégié du maire pour toute question relative à la défense extérieure contre l'incendie. En cas de doute ou de demande technique, le C.I.S. relaiera la demande au groupement opérations.

La couverture des risques particuliers est assurée à partir de moyens dédiés, en dotation dans des centres concourant à la couverture des risques courants, sans rattachement spécifique à une commune. Ces moyens interviennent en complément des moyens génériques nécessaires.

Toutefois, les moyens du S.D.I.S. de la Somme, bien que pouvant être renforcés par des moyens issus d'autres services ou territoires, ne sont pas dimensionnés (limites capacitaires) pour apporter des réponses opérationnelles à tous les contextes exceptionnels. Une réponse mutualisée avec les autres S.D.I.S. limitrophes ou de la zone de défense est alors privilégiée. A défaut, un renfort national est possible.

Enfin, les secteurs autoroutiers font l'objet d'un plan de défense opérationnelle spécifique (**cf. annexe 08**).

Article 82. Plan de défense opérationnelle des communes limitrophes à un département voisin

Certaines communes situées en limite du département de la Somme peuvent, compte tenu de leur position géographique, se voir rattachées en premier appel à un C.I.S. d'un département voisin. Certaines communes de départements voisins peuvent, dans les mêmes conditions, être rattachées à un centre de secours du département de la Somme.

S'agissant du commandement des opérations de secours sur ces communes samariennes limitrophes, il est assuré par le S.D.I.S. de la Somme, à partir du niveau « groupe ». Pour ce qui concerne les communes de départements voisins couvertes en premier appel par le S.D.I.S. de la Somme, le soin est laissé à chaque S.D.I.S voisin de déterminer le commandant des opérations de secours.

Ces rattachements sont actés par conventions interdépartementales d'assistance mutuelle (C.I.A.M.) (**cf. annexe 01**).

Article 83. Poste avancé

Dans le cadre de la couverture d'un risque temporaire ou spécifique (risque saisonnier, manifestation de grande ampleur …), le D.D.S.I.S. peut faire activer un poste avancé. Les modalités de mise en œuvre sont alors précisées par un ordre d'opération.

Article 84. Interventions différées et interventions multiples

Certains types d'intervention ne présentant pas de caractère d'urgence, peuvent conduire à ne pas engager les moyens immédiatement. Ces interventions sont dites « différées ».

De même, lors d'évènements importants à caractère climatique (coup de vent, inondation, chaussées verglacées, …) voire d'ampleur, la multiplication des demandes de secours peut générer la gestion de ces interventions en mode « multiple ».

Dès lors, un moyen de secours est engagé pour réaliser un nombre défini de missions, priorisées suivant la gravité, les risques, les moyens à mettre en œuvre pour accéder au(x) lieu(x) d'intervention et selon les heures de réception des demandes de secours.

Chapitre 2 : Le déclenchement des secours

Article 85. Principe des départs types

La réponse opérationnelle s'appuie sur des départs types intégrés au système de gestion opérationnelle (**cf. annexe 09** du présent règlement). Ces départs types s'organisent autour de la sollicitation d'engins ou de missions (groupes d'engins équivalents – **cf. annexe 14**).

Le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 a, sous l'autorité de l'adjoint au chef de salle, compétence pour adapter ceux-ci en fonction de la situation et de l'événement tout en fiabilisant l'engagement et en préservant la responsabilité du S.D.I.S. de la Somme face à l'événement considéré. La révision à la baisse du train de départ type ne pourra se faire que dans des situations exceptionnelles et devra être tracée au sein du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

Vis-à-vis du précédent règlement applicable, la volonté a été de réduire considérablement le nombre de codes sinistres et départs types afin de gagner en efficacité et efficience dans la primo réponse. Les retours d'expérience des dernières années ont également pu être pris en compte dans les travaux d'élaboration du présent règlement.

Aussi le rôle du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 se verra accru par sa nécessaire capacité à adapter la réponse en fonction des spécificités de l'intervention, avant même que tout C.O.S. ne soit mis en place.

Un échange régulier avec les territoires permettra d'analyser la réponse opérationnelle et les engagements de moyens.

Section 1. Temporalité d'engagement

Article 86. Notion de temporalité

Conformément aux orientations du S.D.A.C.R., le raisonnement général de couverture repose sur un maillage en C.I.S. pertinent et adapté, basé sur des distances (notion de 20 kilomètres) et non plus sur des délais stricts pour se rendre sur les lieux d'une opération depuis un C.I.S. Ce maillage reste tributaire de multiples paramètres aléatoires pouvant générer un risque routier pour les personnels en astreinte lorsqu'ils se rendent au centre.

Toutefois, quatre notions de temporalité restent nécessaires pour :

- **la prise d'alerte au C.T.A. 80** : elle demeure dépendante de contraintes malgré la réactivité des opérateurs (difficulté de localisation, fonctionnement efficient du S.G.A. / S.G.O., collecte des informations nécessaires à l'engagement des moyens les plus appropriés) ;
- **les personnels en garde au centre** : ceux-ci ont vocation à assurer des temps de mobilisation et de départ du C.I.S. rapides à compter de la réception de l'alerte sur le sélectif et/ou par un dispositif de sonorisation ;
- **le S.P.V. en astreinte lorsqu'il est alerté sur son récepteur d'appel sélectif** : il doit immédiatement se rendre au C.I.S. avec l'obligation du respect du code de la route durant le trajet vers son centre de rattachement ;
- **l'acquittement au C.I.S. de la prise en compte de l'alerte par les personnels en astreinte devant assurer le départ** : au-delà d'un temps paramétré sous le contrôle du C.T.A. 80, le déclenchement d'un autre C.I.S. est réalisé pour assurer la mission. La rapidité de projection des secours et la sécurité des personnels étant des priorités, la mobilisation des sapeurs-pompiers d'astreinte pour une intervention à caractère urgent devra être compatible avec la distance à parcourir pour que les personnels disponibles se rendent au C.I.S. Le chef de centre devra s'assurer que le positionnement administratif des agents sur le système d'alerte respecte cette prérogative afin de garantir l'efficacité et la rapidité des secours.

Les sapeurs-pompiers en mission, disponibles à l'extérieur du C.I.S., sont alertés par récepteurs d'appel sélectif et / ou de transmission radio numérique A.N.T.A.R.E.S. mobiles ou portatifs.

Par ailleurs, en cas de manque d'effectif qualifié, le C.T.A. 80 analyse les possibilités de renforcer uniquement l'effectif complémentaire par un C.I.S. voisin conformément à la notion de bassin de coopération. Si un effectif complémentaire est trouvé, il est engagé en renfort (**cf. annexe 20**).

Dans le cas contraire, le C.T.A. 80 peut assurer le départ en « premiers secours » en effectif réduit et engage parallèlement le moyen adapté, du centre le plus proche, avec l'effectif complet.

Section 2 : Engagement de moyens opérationnels

Article 87. Règles générales d'engagement

Le C.T.A. 80 s'appuie sur des départs types afin d'engager la réponse opérationnelle appropriée à l'événement rencontré. Il dispose des capacités de décision et d'action pour adapter ce train de départ à priori, compte-tenu de l'analyse faite du traitement de l'alerte, mais également des caractéristiques opérationnelles du moment.

Tant qu'aucun C.O.S. n'est présent sur place, il est seul tributaire des moyens engagés et de la réponse à adopter. Dès qu'un C.O.S. est présent sur les lieux ou à son approche directe, le C.O.D.I.S. 80 assure la coordination opérationnelle et répond aux demandes de celui-ci.

Tout personnel, qu'il soit engagé ou non, ne peut se positionner en tant que C.O.S. avant son arrivée sur les lieux ou à sa proximité directe. La prise en compte d'une demande de moyens d'un sapeur-pompier non présent sur les lieux ne pourra être honorée qu'au titre de sa connaissance locale et territoriale.

Pour toute autre situation, le C.O.D.I.S. 80 reste seul décideur des moyens à engager sous l'autorité du D.D.S.I.S.

Sur les lieux d'une intervention, le C.O.S. assure le commandement des moyens opérationnels présents et en transit et de toute la latitude pour assurer des demandes de renforts. Le C.O.D.I.S. 80 peut être force de proposition afin d'accompagner la gestion opérationnelle du C.O.S.

Par ailleurs, ce dernier veillera à libérer tous les moyens, sur place ou en transit, inutiles à la conduite opérationnelle et ce, dans les meilleurs délais. Ce point devra être particulièrement observé en ce qui concerne les engins spécifiques, dits rares.

Article 88. Sollicitation simultanée des C.I.S.

Dans le cadre du déclenchement réflexe de moyens en simultané, dès le premier engagement, la sollicitation des C.I.S. est regardée comme suit :

- au sein de la zone urbaine amiénoise, le principe d'engagement mutuel des C.I.S. est utilisé : **Principe de coopération inter C.I.S.** Aussi, même s'il en a la capacité, un centre n'assurera pas à lui seul la primo réponse à une sollicitation de plusieurs engins prévus au départ type ;
- pour tout le reste du département, un C.I.S. sera sollicité au maximum de sa capacité vis-à-vis des moyens engagés par le départ type face à l'événement concerné : **Principe de non réservation d'engins dans les C.I.S.**

Compte-tenu de l'application du second point, le C.O.D.I.S. 80 pourra, après analyse opérationnelle, prendre toutes les mesures nécessaires en vue de recouvrer le potentiel opérationnel d'un secteur s'il se trouve démuni.

Ce principe revêt un caractère général. Cependant, le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 dispose de toute la latitude afin d'adapter celui-ci en fonction de la situation du moment, tant au regard de la sollicitation opérationnelle que du point de vue du maintien du potentiel opérationnel départemental.

Article 89. Emploi du stationnaire

Un stationnaire peut être sollicité ou maintenu en poste dans les situations suivantes :

- dans la première heure d'un départ de niveau agrès ;

- pendant toute la durée d'une intervention de niveau groupe ou colonne pour le C.I.S. de premier appel ;
- pendant toute la durée d'un épisode météorologique, à partir de la première intervention déclenchée ou sur demande du C.O.D.I.S. 80;
- temporairement sur décision du chef de groupement territorial, compte-tenu d'une situation particulière (les conditions de mises en œuvre sont alors précisées par ce dernier).

Les deux premiers tirets ci-dessus s'entendent uniquement pour les C.I.S-1 et les C.I.S-2.

La sollicitation d'un stationnaire sous-entend une présence physique au poste pendant toute la durée mentionnée ci-dessus (**cf. annexe 11**).

Section 3. Spécificités locales

Article 90. Cas particulier de la défense amiénoise

Conformément aux principes mis en place dans le S.D.A.C.R. pour les 3 C.I.S. défendant l'agglomération amiénoise, le C.I.S-1 Amiens Catelas - La Hotoie ne réalise pas :

- les carences ambulancières ;
- les opérations diverses ;
- les renforts de brancardage à la demande d'une ambulance privée.

Toutefois, ces dispositions pourront être amendées via une directive opérationnelle dédiée.

Le déclenchement des spécialistes sur le C.I.S-1 Amiens Catelas - La Hotoie s'opère uniquement sur le secteur de 1er appel. Sur les autres secteurs, ils peuvent être déclenchés manuellement par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

Article 91. Cas particulier des C.P.I.N.I.

Comme évoqué au titre II, chapitre 5 du présent règlement, les corps de première intervention non intégrés (C.P.I.N.I.) sont appelés à intervenir à la demande et sous le contrôle du centre de traitement de l'alerte pour toutes missions relatives aux compétences des services d'incendie et de secours, conformément aux dispositions d'une convention établie entre le S.D.I.S. de la Somme et chaque C.P.I.N.I. concerné (cf. modèle de convention en **annexe 19**).

Chapitre 3 : Modalités d'armement des missions

Section 1. Dispositions adaptées par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80

Article 92. Généralités sur l'effectif de la réponse

Les bonnes pratiques professionnelles conduisent à privilégier l'alerte de l'engin adapté armé au départ par l'effectif réglementaire pour remplir la mission (**cf. annexe 10**). Toutefois, le cas échéant, toute solution de départ permettant de réunir sur les lieux de l'intervention l'effectif nécessaire constitue une réponse appropriée.

Un effectif dénommé « mode dégradé » est défini pour chaque typologie d'agrès. Le nombre de sapeurs-pompiers est alors inférieur à l'effectif nominal mais permet, en cas d'aléas sur l'effectif attendu, l'envoi immédiat d'une première réponse à une demande de secours pour assurer les mesures conservatoires d'urgence (sauvetage, sécurisation, ...). Dans ce cas, le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 complètera le dispositif de secours par l'envoi d'un autre agrès adapté.

Cette disposition ne fait pas obstacle à l'identification préalable dans certains C.I.S., d'un binôme projetable au moyen d'un véhicule dédié au prompt-secours et renforcé parallèlement par le déclenchement d'un V.S.A.V.

Dans le cas d'une carence en qualification dans l'équipage déclenché pour une opération de secours présentant un caractère d'urgence avéré, le C.T.A. 80 :

- peut engager ce véhicule dit de premiers secours « S.S.U.A.P. » ou « INC. », tout en le renforçant par un second véhicule adapté au sinistre ;
- recherche, dans le cas de la sollicitation d'un second engin trop éloigné, parmi les C.I.S. voisins, la possibilité de compléter l'équipage du véhicule. S'il trouve, il engage alors un renfort uniquement en personnel du 1er véhicule afin d'assurer la fonction.

Lorsqu'un sapeur-pompier est appelé à se rendre sur une intervention à la demande du C.O.D.I.S. 80, ès qualité et hors armement d'un agrès, un des véhicules « légers » du C.I.S. le plus proche doit être mis à sa disposition dans la mesure du possible.

Article 93. Dérogations à l'armement règlementaire

Il peut être dérogé aux dispositions générales du présent règlement pour la mise en œuvre de moyens dans l'intérêt de la victime et pour faire face à des situations particulières ou exceptionnelles.

Dans le cas d'une situation de péril imminent et dans des circonstances exceptionnelles, tout sapeur-pompier du S.D.I.S. de la Somme peut être amené à intervenir en dehors des dispositions du présent règlement et des textes en vigueur afin de soustraire toute personne à un danger grave, dans la limite de ses connaissances, de ses moyens et de sa propre sécurité.

Dans ces situations, le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 engage concomitamment un moyen approprié.

Section 2. Les engagements sur missions courantes

Article 94. Prompt secours à personne

Un prompt secours est déclenché sur toutes les situations de secours à personne (en dehors des relevages de personne, des personnes restées au sol suite à chute et des carences d'ambulances privées).

Trois types de prompt secours à personne sont identifiés :

- prompt secours à personne en cas de détresse vitale :
  Un personnel isolé pourra être déclenché dès lors qu'il dispose des compétences requises. Si l'effectif du C.I.S. le permet, le prompt secours est armé de manière nominale à 2 ou 3.
  Dans la même logique le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 peut, sur cette thématique, assurer la sollicitation d'un citoyen, non sapeur-pompier, aux fins de procéder aux premiers gestes qui sauvent. Cette demande de concours n'engage pas le citoyen sollicité. Elle se réalise au travers d'un partenariat et est tracée au sein d'une application opérationnelle (**cf. annexe 01**);
- prompt secours à personne en cas d'accident de la circulation routière :
  Cet engagement se fera à minima avec 2 sapeurs-pompiers disposant des compétences minimales requises. Cependant, compte-tenu de la thématique, l'engin le plus lourd sera privilégié, permettant ainsi à l'armement d'atteindre 4 personnels qualifiés ;
- prompt secours à personne dans les autres situations :
  Le prompt secours est déclenché à 2 personnels minimum et 3 personnels maximum et ce, quel que soit l'engin sollicité.

Le prompt secours est constitué par l'armement le plus proche, qu'il se situe au centre de secours ou au sein d'un engin disponible.

En dehors du second point, l'engin le plus léger est toujours privilégié dans les déclenchements.

Article 95. Secours et soins d'urgence aux personnes (S.S.U.A.P.)

La réponse S.S.U.A.P. s'organise autour de l'engagement d'un V.S.A.V. armé à 3 personnels formés. Un 4ème personnel pourra être déclenché au sein du V.S.A.V. uniquement dans un but formatif ou d'observation (apprenant, …) conformément aux dispositions édictées par le règlement formation.

Dans le cadre de la réponse aux détresses vitales, des moyens du S.S.S.M. pourront être déclenchés selon leurs disponibilités. Cette sollicitation, conformément aux départs types, s'organise autour des

schémas décrits par ailleurs. Cette sollicitation fait référence dans les départs types à la notion d'infirmier à compétence secours à personne (I.S.A.P.) (**cf. annexe 09**).

Article 96. Secours à personne avec ouverture de porte

Dès lors que la notion de forcement d'un ouvrant est identifiée dans le cadre du secours à personne, un moyen adapté est déclenché.

Cette réponse s'inscrit dans le cadre d'un risque toxique, explosif ou d'incendie. Aussi, elle s'organise autour d'un engin pompe armé à quatre, dont un chef d'agrès incendie. Ce dernier pourra être convoyé en véhicule léger si le potentiel du secteur n'est pas adapté.

Cependant, celui-ci ne pourra être confondu avec l'armement des moyens déclenchés pour le secours à personne.

Article 97. Incendies

De manière générique, l'armement minimal d'un engin pompe pour tout déclenchement sur la thématique incendie est de 4 sapeurs-pompiers formés, dont au moins un chef d'agrès incendie (chef d'agrès tout engin ou chef d'agrès une équipe incendie pour les C.I.S-3).

Seules les situations ci-dessous dérogent à ce schéma :

- engagement avec notion de sauvetage :
  L'identification à l'appel de la notion de personne(s) prise(s) au piège et donc de sauvetage(s) permet un engagement de l'engin pompe avec un minima de 3 sapeurs-pompiers, dont au moins un chef d'agrès incendie ;
- engagement pour un feu d'espace naturel et combustible :
  L'armement minimal devra être de 3 agents, dont 1 chef d'agrès incendie.

Toutes ces situations relèvent bien d'un engagement en mode dégradé, entrainant systématiquement le déclenchement d'un autre engin pompe et la présence in fine d'un chef d'agrès incendie sur les lieux.

Cet armement minimal à 4 sapeurs-pompiers s'accompagne également et systématiquement du déclenchement d'un autre engin pompe (engin pompe de doublon armé de 4 à 6 personnels) sauf dans certaines situations comme celles mentionnées ci-dessous, à la condition que parmi les quatre personnels, au moins un dispose de la qualification de chef d'agrès incendie :

- feu d'espace naturel et combustible ;
- feu à l'air libre ;
- feu de cheminée non propagé à l'habitation à l'appel.

Enfin, selon certaines situations ou lieux, l'armement minimal sera rehaussé à 5 personnels minimum notamment pour des raisons de sécurité et d'enjeux.

Article 98. Engagement des C.I.S-3 pour mission d'incendie de structures

Les centres d'incendie et de secours de catégorie 3 (C.I.S-3) sont avant tout des centres de proximité. Ils constituent le premier échelon du maillage territorial. Dans ce cadre, ils interviennent en prompt secours lors d'interventions de lutte contre l'incendie, avec un véhicule dédié (V.P.I., C.C.R.L., F.P.T.L., …).

- missions de prompt secours incendie :
  Les V.P.I. et C.C.R.L. sont armés en mode nominal par 4 sapeurs-pompiers dûment formés, conformément aux référentiels internes d'organisation de la formation et de l'évaluation (R.I.O.F.E.) de tronc commun. La section III du guide de doctrine opérationnelle (G.D.O.) pour interventions sur les incendies de structure définit 11 critères dans la marche générale des opérations (M.G.O.) de lutte contre l'incendie. Dans l'attente des moyens complémentaires, les V.P.I. et C.C.R.L. se limiteront aux critères suivants :
  - placement des engins ;
  - reconnaissances ;

- sauvetage(s) et mise(s) en sécurité ;
- établissements ;
- attaque *****.

***** *: Les V.P.I. et C.C.R.L. se limiteront à la lutte contre les propagations par l'extérieur en attente de l'engin incendie armé par 6 sapeurs-pompiers dont le chef d'agrès prendra le C.O.S. Ainsi, ils ne pénètreront pas dans un bâtiment impacté par l'incendie avant l'arrivée de ce moyen.*

NOTA : Les V.P.I. ou C.C.R.L. interviennent exclusivement dans le cadre d'un prompt secours incendie et seront systématiquement doublonnés par un engin incendie armé par 6 sapeurs-pompiers. En aucun cas, ils ne seront déclenchés en appui d'un engin-pompe armé nominalement.

Constituent des exceptions à cette règle, uniquement les situations décrites par ailleurs dans le présent règlement et permettant une réponse à 4 sapeurs-pompiers formés.

- armement des V.P.I. et C.C.R.L. :

Armement en mode nominal	Armement en mode dégradé
1 chef d'agrès tout engin	1 chef d'agrès 1 équipe incendie
1 conducteur engin pompe	1 conducteur engin pompe
1 chef d'équipe incendie	2 équipiers incendie
1 équipier incendie	

Les chefs d'agrès veilleront, en toutes circonstances, à réaliser un passage de consignes dès la présentation du deuxième engin incendie. Lors de ce passage de consignes, un point de situation doit être réalisé concernant, la situation, les missions en cours, les idées de manœuvres, les dangers ainsi que les règles de sécurité et de communication.

Article 99. Accidents de la route

La réponse opérationnelle en cas d'accident de la route s'organise autour de 2 thématiques :

- balisage :
  Assuré par tout engin de désincarcération ainsi que les V.SEC. ; l'armement est constitué de 2 à 4 personnels, dont au moins un agent qualifié chef d'agrès 1 équipe ;
- désincarcération :
  Assurée par les V.S.R.S. et F.P.T.S.R. ; l'armement est de 4 à 6 personnels.

Dès lors qu'un moyen de désincarcération est engagé, celui-ci assure les missions de désincarcération et de balisage.

Les V.P.I. et C.C.R.L. ne peuvent assurer la fonction de balisage de la zone, mais assurent une protection dans l'attente de l'arrivée d'un moyen dédié.

Article 100. Opérations diverses

Sauf mission spécifique, la réponse aux sollicitations pour opérations diverses s'organise avec un armement de 2 personnels. L'engin le plus léger est toujours privilégié dans les déclenchements, sauf exception.

Certaines interventions ou missions pourront être traitées de manière non prioritaire ou décalées dans le temps et ce, pour différentes raisons :

- intervention nécessitant un traitement à certains créneaux identifiés de la journée ;
- potentiel opérationnel du centre non adapté au moment de la sollicitation et pouvant impacter fortement la réponse opérationnelle du secteur ;
- sollicitation forte du C.I.S. (par exemple en lien avec un épisode météorologique).

Article 101. Conditions d'engagement opérationnel des sapeurs-pompiers

Pour participer aux opérations de secours, tout sapeur-pompier doit satisfaire obligatoirement et simultanément aux exigences suivantes :

- être en position d'activité règlementaire auprès du S.D.I.S. de la Somme ;
- ne pas être en arrêt dit « maladie », arrêt de travail suite à disponibilité, accident de travail ou en service commandé, incapacité totale de travail, disponibilité, suspension, situation d'exclusion ;
- détenir les qualifications et spécialisations nécessaires à l'action de secours, conformément aux textes de référence en vigueur ;
- être reconnu apte médicalement à servir l'agrès pour lequel il est déclenché ;
- être inscrit, le cas échéant, sur une liste d'aptitude opérationnelle ; l'aptitude physique et médicale des sapeurs-pompiers est contrôlée périodiquement, conformément aux textes réglementaires en vigueur, sous l'autorité du médecin-chef du S.D.I.S. de la Somme.

Les sapeurs-pompiers, quels que soient leur statut et leur âge, peuvent être engagés en qualité d'apprenant. A ce titre et dans le but d'être accompagnés en mission opérationnelle, ils sont placés sous la surveillance d'un chef d'équipe ou d'un autre sapeur-pompier comptant au moins cinq ans de service effectif.

Article 102. Emploi des mineurs

Les mineurs nouvellement engagés constituant des apprenants, les dispositions précédemment évoquées quant aux conditions d'engagement opérationnel des sapeurs-pompiers sont également applicables aux sapeurs-pompiers volontaires de moins de dix-huit ans (surveillance du chef d'agrès, tuteur opérationnel).

Une instruction du D.D.S.I.S. précise les conditions d'engagement opérationnel des sapeurs-pompiers mineurs.

Article 103. Le sapeur-pompier en mission : actions et comportements attendus

Tout sapeur-pompier engagé sur une opération réalise les gestes techniques qui lui ont été enseignés. La marche générale des opérations oriente son action, conformément aux guides de doctrines opérationnelles et aux textes en vigueur.

Les sapeurs-pompiers ne doivent pas monter dans un engin ou quitter ce dernier sans en avoir reçu l'ordre ou la mission.

D'une manière générale :

- en arrivant sur les lieux, les personnels restent dans l'agrès tant que l'ordre d'en descendre n'a pas été donné par le chef d'agrès ;
- lorsqu'ils ne sont pas employés, les personnels restent dans les véhicules ;
- le conducteur reste toujours disponible pour son véhicule (à bord, à la pompe, …) sauf si un cas très particulier et urgent le justifie ponctuellement.

Le C.O.S. peut décider d'adapter expressément ces dispositions.

Tout sapeur-pompier, dans l'exercice de ses missions, doit garder une entière réserve dans son comportement et ses propos. Il doit s'abstenir de toute réflexion ou analyse, de tout commentaire ou propos qui dépasserait le cadre interne du service.

En présence de tiers, les sapeurs-pompiers adoptent un langage et une attitude adaptés à la situation. Ils font preuve de réserve et de discrétion professionnelle en toutes circonstances et sont soumis au secret professionnel.

Il est strictement interdit pour tout sapeur-pompier en intervention, hormis pour les photographes désignés et engagés par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80, de photographier ou de filmer les protagonistes et

les lieux d'une intervention. Exceptionnellement, le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 peut solliciter la chaine de commandement sur les lieux pour l'obtention de photos d'un théâtre d'opération.

Sauf autorisation du D.D.S.I.S., il est strictement interdit de diffuser tout support ou multimédia d'intervention, tout particulièrement et notamment via les réseaux sociaux (quel que soit ce dernier), que ce soit en partage, en publication ou en approbation de messages tiers. Seule exception à cette règle, la transmission de documents sur réquisition judiciaire.

Il est également interdit pour les sapeurs-pompiers du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 de diffuser l'enregistrement d'une demande de secours ou d'une conversation téléphonique.

Enfin, la communication avec la presse relève sur opération du D.O.S., qui peut déléguer cette mission au C.O.S. dans le cadre des opérations courantes.

Article 104. Tenue vestimentaire en intervention

La tenue est revêtue dès le départ en intervention, tant pour le trajet aller-retour, que sur les lieux de l'intervention.

Elle est portée dans son intégralité, conformément au règlement départemental d'habillement et aux instructions du D.D.S.I.S. La tenue adoptée est conforme aux directives spécifiques et peut ponctuellement être adaptée, sur décision expresse du C.O.S.

Les tenues « panachées » sont proscrites.

Article 105. Désengagement de moyens opérationnels

Le désengagement des moyens est effectué :

- par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 en cas d'annulation avant l'arrivée sur les lieux ;
- par le C.O.S.

Le retour des véhicules suit un trajet direct et sans détour pour réintégrer le C.I.S. d'origine, dans le respect des dispositions du code de la route.

Chapitre 4 : Le déroulement des opérations

Article 106. Couverture opérationnelle

A tout moment et si la situation l'exige, l'officier C.O.D.I.S. ou à défaut l'adjoint au chef de salle C.T.A. peut demander à reconstituer la couverture opérationnelle. Pour ce faire, des engins armés en personnels sont dirigés vers le C.I.S. à compléter. Ils sont alors engagés sur opération par le C.T.A. 80 depuis le C.I.S. renforcé.

Au-delà de l'envoi des premiers agrès adaptés à la demande de secours, l'officier C.O.D.I.S. ou à défaut l'adjoint au chef de salle C.T.A., peut déroger au plan de déploiement et modifier l'ordre préétabli des engins envoyés en renfort, dans le but de préserver une couverture opérationnelle convenable.

Article 107. Remplacement des agrès opérationnels : Les engins de réserve

Afin de répondre aux indisponibilités de véhicules opérationnels, des engins de réserve sont remisés dans différents C.I.S. Ces engins, dont la liste est arrêtée par directive opérationnelle du D.D.S.I.S., ont vocation à pallier une carence consécutive à une indisponibilité programmée ou non.

Dans tous les cas, chaque transfert d'engin fera l'objet d'une information de la part du C.O.D.I.S. 80 en direction des centres concernés.

Dans l'hypothèse d'un nombre important d'avaries sur des engins du même type, l'officier C.O.D.I.S., en lien avec le garage départemental, recherchera une solution de report des indisponibilités programmées dans le but de préserver un potentiel permettant une réponse opérationnelle correcte.

Article 108. Messages opérationnels

Pendant toute la durée d'une l'intervention, le C.O.D.I.S. 80 est informé de la position, de l'état d'engagement d'un engin et des personnels, ainsi que du déroulement de toute opération en cours. Pour cela, les messages suivants sont transmis régulièrement et autant de fois que nécessaire, au C.O.D.I.S. 80 :

- message de position (départ, arrivée sur les lieux, disponibilité, retour au C.I.S.) ;
- message d'ambiance précisant la description de la situation à l'arrivée sur les lieux ;
- message de demande de renfort (prioritaire), nécessitant l'envoi de moyens en complément ;
- message de renseignements, destiné à rendre compte régulièrement de l'évolution de la situation, jusqu'à un retour à un état stable ;
- message bilan, secouriste ou médical, permettant le compte-rendu au C.R.R.A. 15, de l'état des victimes. Toute évolution de cet état doit faire l'objet d'un nouveau message.

Ces messages sont transmis prioritairement par les moyens radios mis à disposition des agrès, par le biais de « status », ou à défaut oralement.

Les procédures, notamment celles concernant l'utilisation des moyens de transmission, ainsi que les différents messages sur opération, devront toujours être conformes aux dispositions de l'ordre de base national des systèmes d'information et de communication (O.B.N.S.I.C.) et de l'ordre de base départemental des systèmes d'information et de communication (O.B.D.S.I.C.) (**cf. annexe 15**).

Article 109. Continuité radioélectrique dans les E.R.P.

Conformément aux dispositions règlementaires en vigueur (règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)), les exploitants d'E.R.P., situés même partiellement en infrastructure, prennent toutes dispositions pour assurer la continuité radioélectrique des communications des services d'incendie et de secours.

Article 110. Sécurité durant les opérations de secours et appréciation du risque

La sécurité individuelle relève de chacun des intervenants qui doivent respecter les consignes en vigueur quant au port des équipements de protection individuelle, ainsi que sur l'emploi des matériels utilisés dans le cadre de leurs missions. Chaque sapeur-pompier veille durant toute intervention à la sécurité de ses coéquipiers.

La sécurité collective relève quant à elle de chacun des différents niveaux de la chaîne de commandement. Lorsqu'un poste de commandement est activé, une fonction d'officier en charge de la sécurité peut être confiée à un cadre sapeur-pompier. Il prend alors l'appellation « officier sécurité ». Il assiste le C.O.S. et lui rend compte, notamment dans l'application des mesures règlementaires individuelles et collectives de sécurité.

La prise de risques doit être mesurée et dans la mesure de l'enjeu humain éventuel. Le sapeur-pompier n'a pas le droit de retrait mais dispose du droit de se retirer face à une situation qui menace gravement et immédiatement sa sécurité.

Article 111. Organisation des relèves

Dans le cadre de sinistres importants et/ou nécessitant un engagement de longue durée des sapeurs-pompiers, l'organisation de relèves est nécessaire.

Elles doivent être organisées par le C.O.D.I.S. 80, sur demande du C.O.S. qui, sans ordre de priorité :

- engage une ou plusieurs équipes de renfort de sapeurs-pompiers pour assurer une relève ou un complément de personnels ;
- engage des véhicules de secours d'un C.I.S. non encore engagé pour assurer une relève de personnels et/ou de matériels. Le C.O.D.I.S. 80 favorise alors l'engagement de C.I.S. à faible activité opérationnelle ;
- sollicite les C.I.S. déjà engagés pour assurer une relève de personnels.

Dans tous les cas, le C.I.S. informe le C.O.D.I.S. 80 du départ de sa relève qui devra se présenter au centre de regroupement des moyens (C.R.M.), au poste de commandement s'il est activé ou au C.O.S. dans le cas contraire.

Article 112. Procédure gaz renforcée (P.G.R.)

Une convention entre le S.D.I.S de la Somme et chaque opérateur de distribution de gaz naturel décline sur le plan départemental les principes de la convention nationale de partenariat passée entre le ministère de l'intérieur et gaz réseau distribution France (G.R.D.F.) (**cf. annexe 01**).

Cet accord permet d'assurer une meilleure efficacité des interventions visant à la protection des personnes, des biens et de l'environnement, ainsi qu'à la maîtrise de l'information, dans les activités liées à la distribution de gaz naturel.

Les principes de coordination des interventions et de mise en œuvre des mesures de sécurité qui s'imposent sont établis et mis en œuvre par les cosignataires.

Article 113. Doctrine d'emploi dans le cadre des tueries de masse

Les sapeurs-pompiers sont susceptibles d'être confrontés à des tueries de masse et doivent par conséquent adapter leur réponse opérationnelle, conformément aux dispositions prévues dans la doctrine nationale.

Face à cette menace pour laquelle tous les modes opératoires malveillants sont envisageables, l'action des secours s'inscrit dans une manœuvre intégrée aux forces de sécurité intérieure dans le but premier d'assurer une prise en charge rapide des victimes.

Les grands principes relatifs aux opérations de secours dans ce cadre (non N.R.B.C.-e.), le traitement de l'alerte et le déclenchement des secours, l'arrivée sur les lieux et la mise en œuvre des secours, l'insertion de la chaine de commandement dans le dispositif et enfin les modalités relatives à la formation et au déploiement logistique sont détaillés et prévus par instruction du D.D.S.I.S.

Chapitre 5 : Organisation du commandement des opérations de secours

Section 1. Généralités

Article 114. Commandement des opérations de secours (C.O.S.)

Le commandement des opérations de secours relève du D.D.S.I.S. (ou du D.D.A.S.I.S.), sous l'autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs. En l'absence du D.D.S.I.S., le commandement des opérations de secours relève d'un sapeur-pompier professionnel ou volontaire, officier, sous-officier ou gradé, dans les conditions qui suivent :

- en cas d'intervention d'un C.P.I.N.I. seul, le commandement des opérations de secours revient au chef du corps communal concerné ou en son absence du chef d'agrès de l'engin ;
- dès l'intervention d'un C.I.S. du C.D.S.P. 80, qu'un C.P.I.N.I. soit ou non engagé, le commandement des opérations de secours relève :
  - du premier chef d'agrès du C.I.S. du S.D.I.S. de la Somme arrivé sur les lieux de l'intervention ;
  - du chef d'agrès le plus ancien dans le grade le plus élevé du C.I.S. du S.D.I.S. de la Somme arrivé sur les lieux de l'intervention (à grade et à fonction identiques, le commandement revient au S.P.P.) ;
- dès l'intervention d'un membre de la chaîne de commandement, le commandement des opérations de secours relève après reconnaissance et contact avec le précédent C.O.S. sur les lieux du :
  - chef de groupe dès qu'il en informe le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80;
  - chef de colonne dès qu'il en informe le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80;
  - chef de site dès qu'il en informe le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

Le D.D.S.I.S., ou le D.D.A.S.I.S., prend le commandement des opérations de secours dès qu'il se présente sur les lieux d'une intervention.

Les chefs de C.I.S. et de groupements territoriaux sont habilités à se déplacer sur leur secteur de compétence dans le respect des attributions de la chaîne de commandement. Ils doivent informer le C.O.D.I.S. 80 de leur engagement.

Si un membre de la chaîne de commandement se trouve sur les lieux alors qu'il n'est pas en position d'astreinte départementale, il assume les fonctions de C.O.S. jusqu'à l'arrivée du niveau de commandement d'astreinte correspondant au type d'intervention. Il informe le C.O.D.I.S. 80 dès lors qu'il laisse le commandement et en précisant l'identification de son successeur.

Article 115. Missions du C.O.S.

Le C.O.S. est chargé, sous l'autorité du D.O.S., de la mise en œuvre de tous les moyens publics ou privés mobilisés pour l'accomplissement des opérations de secours. Il doit veiller à remonter l'information au C.O.D.I.S. 80, notamment à travers la transmission de messages opérationnels.

En situation de péril grave et imminent, il prend les dispositions nécessaires à la protection de la population, à la sécurité des personnels engagés et rend compte au D.O.S.

Le C.O.S., au vu de circonstances et de l'urgence l'exigeant, peut créer un périmètre de sécurité destiné à protéger la population et les intervenants. De ce fait, il a toute autorité pour interdire ou faire interdire par les services publics ou privés compétents tout accès dans l'emprise du périmètre de sécurité, y compris lorsqu'il s'agit de voieries concédées.

Il a également la possibilité de s'adjoindre, par l'intermédiaire du C.O.D.I.S. 80, les services de conseillers techniques ou d'experts qu'il jugerait nécessaires pour le bon déroulement de l'intervention.

Article 116. Le C.O.S. lors de la mise en œuvre d'un plan d'urgence

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'urgence, le commandement des opérations de secours est assuré par le D.D.S.I.S., ou son représentant. Il peut être assisté d'un officier de sapeur-pompier, directeur des secours incendie (D.S.I.) et, en cas de nécessité, par un médecin du S.D.I.S. de la Somme ou du S.A.M.U. 80 qui prend les fonctions de directeur des secours médicaux (D.S.M.).

Section 2 : La chaine de commandement

Article 117. Liste d'aptitude opérationnelle

La liste des sapeurs-pompiers ayant vocation à appartenir à la chaîne de commandement est établie, suivant les besoins et sur proposition du chef du groupement opérations, par le D.D.S.I.S., en fonction des grades et des formations détenues.

Le mode opératoire et les emplois sont détaillés dans l'**annexe 12** du présent règlement.

Article 118. Le spécialiste au sein de la chaîne de commandement

Dans l'attente de l'échelon supérieur, lorsque deux chefs d'agrès, de groupe, de colonne ou de site, ou plus, se trouvent sur les lieux d'une même intervention, le commandement des opérations de secours appartient au chef d'agrès, de groupe, de colonne ou de site, inscrit sur le planning prévisionnel de référence se rapportant au lieu de l'intervention.

Les responsables des unités spécialisées présents sur le site d'une intervention assurent le rôle de conseiller technique ou de responsable d'un secteur particulier. Ils sont placés sous les ordres du C.O.S., quel que soit le grade détenu.

L'officier exerçant sur intervention une spécialité, et détenant un emploi opérationnel supérieur à celui du C.O.S. (hors D.D.S.I.S. ou D.D.A.S.I.S.) peut se substituer à celui-ci en fonction des éléments constatés in situ. Dans ce cas, il perd sa qualité de spécialiste.

Section 3 : Le chef d'agrès

Article 119. Rôle et missions du chef d'agrès

Chaque chef d'agrès doit détenir au minimum le grade de sergent, ainsi que les unités de valeur requises pour tenir cet emploi opérationnel.

Lors de tout départ en intervention, il doit transmettre au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 par radio, l'effectif constituant physiquement son engin afin de permettre de pallier rapidement tout manque de personnel, s'il est différent de l'effectif déclenché.

Sur les lieux de l'intervention, le chef d'agrès confirme son arrivée. Il transmet le plus promptement possible un message d'ambiance au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80. S'en suivent les messages de renseignement faisant ressortir la nature de l'intervention, la demande éventuelle de renfort, l'importance de la situation, ses conséquences sociales, économiques, médiatiques … Tous les messages sont intégralement transmis au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

En cas de montée en puissance du dispositif, le chef d'agrès prend contact avec le chef de groupe auprès duquel il se met à disposition.

Au retour d'intervention, le chef d'agrès s'assure du parfait réarmement et de la remise en état de son engin dans les meilleurs délais. Par ailleurs, il doit effectuer toutes les démarches et fournir tous les renseignements nécessaires pour compléter le compte rendu de sortie de secours (C.R.S.S.) ou de sortie de véhicule (C.R.S.V.), et ainsi permettre la transmission ultérieure de ces renseignements opérationnels au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

Section 4 : La coordination de l'activité opérationnelle

Article 120. La garde C.O.D.I.S.

Le C.O.D.I.S. 80 est l'organe unique de coordination opérationnelle du S.D.I.S. de la Somme. En veille nocturne et dominicale, il permet au D.D.S.I.S. d'exercer, en toute occasion et en permanence, sous l'autorité du préfet ou du maire, les missions dont il est chargé par chacun d'entre eux dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs.

Le C.O.D.I.S. 80 est activé pendant les jours et heures ouvrables et en veille active le reste du temps. Il s'active dans les cas suivants :

- lorsqu'un chef de colonne est engagé en qualité de commandant des opérations de secours avec ou sans le poste de commandement de colonne ;
- lors d'interventions multiples ;
- à la demande du D.D.S.I.S. ou du directeur de permanence.

Pour ce faire, le C.O.D.I.S. 80 se voit armé par un officier C.O.D.I.S. (inscrit sur liste d'aptitude opérationnelle à cette fonction), dont la mission principale est d'assurer la coordination de l'activité opérationnelle des services d'incendie et de secours au niveau du département. Il assure les missions d'information, d'anticipation et de coordination des moyens. Il a autorité sur l'ensemble des moyens du C.O.D.I.S. mais aussi du C.T.A.

Il s'assure du respect des dispositions inscrites au présent règlement.

Le C.O.D.I.S. 80 assure l'écoute permanente des voies radio et se charge de la discipline sur le réseau.

En sa qualité de station directrice, le C.O.D.I.S. 80 veille à ce que les procédures de transmission radio soient respectées et conformes aux dispositions reprises dans l'O.B.D.S.I.C. (**cf. annexe 15** du présent règlement).

L'officier C.O.D.I.S. a toute compétence pour qualifier et quantifier les moyens de renfort et de recouverture nécessaires au bon déroulement des opérations de secours ou au maintien du potentiel opérationnel journalier (P.O.J.), dont l'effectif est détaillé dans l'**annexe 17**.

Le C.O.D.I.S. 80 assure les relations avec l'autorité préfectorale, le centre opérationnel de zone (C.O.Z.), les autorités départementales, municipales, les organismes publics ou privés qui participent aux opérations de secours.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement du C.O.D.I.S. 80 ainsi que de mise en œuvre de l'emploi d'officier C.O.D.I.S., sont définies dans l'**annexe 11** du présent règlement.

Article 121. Renforcement du C.O.D.I.S. 80

Dans le cadre des interventions à impact envisagé ou à caractère technique important (notamment les accidents industriels, les violences urbaines, les feux violents en immeuble, …), mais également en cas de montée en charge des activités courantes, le C.O.D.I.S. 80 peut être renforcé.

Cette montée en puissance pourra s'entendre, tant en termes d'opérateurs, dans le but d'augmenter ses capacités de coordination opérationnelle, qu'en termes de cadres dans le but de renforcer les fonctions anticipation, moyens, renseignements, soutien opérationnel ou encore décision.

Section 5 : Les renforts d'encadrement opérationnel et technique

Article 122. Généralités

Certains cadres peuvent être mis à disposition du C.O.S., eu égard à leurs titres et compétences, dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- apport d'éléments d'appréciation dans des domaines ou des disciplines particulières (réseau de connaissances, techniques d'intervention particulières, retour d'expérience, …) ;
- tenue de fonctions opérationnelles dans le dispositif de commandement de l'intervention (chef de secteur, fonction dans le poste de commandement de colonne ou de site (P.C.C. ou P.C.S.), officier de sécurité, officier de liaison, …).

Concernant le cas des missions à caractère opérationnel, priorité sera donnée aux personnels d'astreinte ou en garde postée. La mise en œuvre ne peut donc s'envisager que lors d'évènements le justifiant.

Pour la couverture des grands rassemblements publics ou d'ordres de service à forte réponse opérationnelle, des cadres «hors astreinte» pourront être sollicités.

Article 123. Les cadres « territoriaux »

Les chefs de C.I.S. et/ou les chefs de groupements territoriaux peuvent se rendre sur les lieux d'une opération qui se déroule sur leurs secteurs respectifs de compétence, au regard de la gravité ou du caractère médiatique de ladite opération, et après en avoir informé le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

En aucun cas, ils ne se substituent aux personnels planifiés de la chaîne de commandement et ils veillent à ce que ce déplacement isolé, et non urgent, n'empêche pas le départ d'un agrès de leur C.I.S. (pour le cas où il s'agit d'un chef de centre) par manque de personnel.

Dès leur arrivée sur les lieux, ils se mettent à la disposition du C.O.S.

Section 6 : Les astreintes techniques

Article 124. Le soutien technique

Le garage départemental et le service des systèmes d'information et de communication, mettent en œuvre les astreintes techniques départementales. Cette réponse permet d'apporter un soutien technique et de maintenir la capacité opérationnelle des moyens de traitement de l'alerte, de transmission et d'intervention, soit sur le théâtre d'une opération à disposition du C.O.S., soit au niveau du C.O.D.I.S. 80 ou d'un C.I.S.

Ces astreintes concernent la mécanique du matériel roulant et/ou motorisé, ainsi que les systèmes d'information et de communication. Elles font l'objet d'une programmation périodique, validée par le D.D.S.I.S. sur proposition des responsables hiérarchiques respectifs, et mise à la disposition du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

Les personnels en astreinte technique disposent de moyens de transport et de matériels permettant d'apporter une réponse et les premières mesures de dépannage. Ils sont engagés par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 et confirment prendre le départ de l'endroit où ils se situent.

Section 7 : Le S.S.S.M.

Article 125. Le soutien sanitaire opérationnel (S.S.O.)

Selon l'article R. 1424-24 4° du code général des collectivités territoriales, *« le service de santé et de secours médical exerce (…) le soutien sanitaire des interventions des services d'incendie et de secours et les soins d'urgence aux sapeurs-pompiers »*.

Ce soutien sanitaire opérationnel est réalisé par les moyens du S.S.S.M. de la Somme et correspond à la mission opérationnelle exclusive du S.S.S.M. et pour lequel un V.S.A.V. complète les moyens.

Il s'agit d'une réponse graduée aux risques et problématiques rencontrées sur le terrain par les sapeurs-pompiers. Dans ce cadre, l'officier du S.S.S.M. formé au S.S.O. assure des actions de prévention :

- il est le conseiller santé du C.O.S. avec appui de certaines ressources logistiques (soutien alimentaire, remise en conditions opérationnelles, …) ;
- en lien avec le C.O.S. et sous décision/prescription médicale sapeurs-pompiers, il effectue une analyse des risques en santé, réalise des soins de dispensaire et des soins d'urgence au profit des sapeurs-pompiers engagés ;
- il travaille en étroite collaboration avec l'officier « sécurité ».

Les objectifs du S.S.O. sont de conserver l'intégrité physique et psychologique des sapeurs-pompiers en intervention et de les maintenir opérationnels dans la mesure du possible.

Il sera également engagé en soutien des équipes spécialisées lors des opérations spécifiques, dangereuses et intenses.

Le S.S.O. est réalisé par plusieurs moyens dédiés dénommés véhicules de soutien santé (V.S.S.) et déclenchés par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 selon des modalités explicitées ci-après (**cf. annexe 05**).

Ce sera également le cas en appui des forces de sécurité intérieures dès lors que le contexte opérationnel laisse présager de la mise en danger des forces engagées.

Article 126. Réponse et couverture départementale : Le S.S.O. comme enjeu principal

Selon les orientations du S.D.A.C.R., les moyens opérationnels du S.S.S.M. qui participent au soutien sanitaire opérationnel des personnels ont un délai d'intervention d'environ 30 minutes sur l'ensemble des secteurs attribués.

Cinq V.S.S., géographiquement répartis sur le territoire départemental, armés chacun à minima par un infirmier de sapeur-pompier (I.S.P.), constituent les vecteurs de déplacement.

Ce dispositif est complété par les astreintes suivantes :

- le médecin de sapeurs-pompiers d'astreinte départementale :
  En astreinte H 24, le médecin de sapeur-pompier apporte une expertise et un conseil médical (notamment auprès des S.P. / P.A.T.S. blessés en service et des J.S.P. blessés en activité). Il est aussi engagé sur les interventions nécessitant sa présence ;

- l'infirmier de sapeurs-pompiers d'astreinte départementale :
  Il peut être, au besoin, l'interlocuteur et le conseiller santé de l'officier C.O.D.I.S. Il peut également participer à la couverture opérationnelle sectorisée en armant un véhicule de soutien santé ;

- l'expert psychologue en couverture opérationnelle :
  En astreinte H 24, l'expert psychologue du S.S.S.M. assure une écoute téléphonique permanente pour tous les agents du S.D.I.S. de la Somme qui en expriment le besoin et en font la demande (via une ligne dédiée). C'est aussi un moyen opérationnel projetable sur les interventions marquantes et/ou traumatisantes. Il peut être amené dans certaines circonstances à participer aux débriefings opérationnels.

Article 127. Réponse et couverture sectorisées : Les moyens du S.S.O. profitables à la population

Les moyens du S.S.S.M. engagés sur opérations en S.S.O. participent aux missions de secours et soins d'urgence aux personnes conformément à l'article R. 1424-24 du code général des collectivités territoriales.

Couverture opérationnelle sectorisée optimale des moyens de soutien sanitaire					
Secteur	Nord-Est *(Compagnie ANCRE)*	Sud-Est *(Compagnie SANTERRE)*	Centre *(Compagnie AMBIANI)*	Nord-Ouest *(Compagnie PONTHIEU)*	Sud-Ouest *(Compagnie LECLERC)*
Journée	1 astreinte basée au CIS-2 ALBERT * ***	1 astreinte basée au CIS-2 ROYE * ***	1 astreinte basée sur le site de l'état-major ***	1 astreinte basée au CIS-2 CRECY EN PONTHIEU * **	1 astreinte basée au CIS-2 POIX de PICARDIE *
Nuit	1 vecteur en astreinte secteur Est		1 vecteur en astreinte	1 vecteur en astreinte secteur Ouest	

* *: CIS identifié en mode nominal. Vecteur positionnable en mode dégradé sur un autre CIS de la compagnie*

** *: ou 1 GAC, uniquement en période estivale, basée au CIS-2 FORT MAHON (transfert du vecteur)*

*** *: ou 1 GAC, uniquement en période estivale, basée au CIS-2 SAINT VALERY SUR SOMME (transfert d'un des 3 vecteurs)*

Certains officiers de la sous-direction santé peuvent être sollicités par le CODIS du fait de leurs qualifications, expertises ou sur demande des cadres d'astreinte santé départementale. C'est notamment le cas précis des médecins ou infirmiers dits « isolés ».

Chapitre 6 : Les relations publiques (Autorités, médias et tiers)

Article 128. Obligations professionnelles de secret, de discrétion, de réserve et de neutralité

Dans le cadre des missions définies dans le présent règlement, les sapeurs-pompiers sont tenus aux obligations liées :

- au secret professionnel, qui oblige notamment les agents à ne rien communiquer de ce dont ils ont eu connaissance dans le cadre de leurs missions, et plus largement à se conformer aux règles instituées dans le code pénal ;
- au secret médical pour les personnels de santé et au secret médical partagé, pour tout ce qui se rapporte à l'art médical et à la dispense de soins ;
- à la discrétion professionnelle par le fait que les informations liées au fonctionnement du service ou de ceux agissant aux côtés des sapeurs-pompiers, ne soient pas divulguées afin de ne pas leur nuire, et au-delà se conformer également aux règles instituées dans le statut de la fonction publique ;
- à la réserve, exigeant que tout agent qui s'exprime au travers de l'image du service le fasse sans critique, polémique, outrance et mauvaise foi, et plus généralement à ce qu'il se conforme également aux règles instituées dans le statut de la fonction publique ;
- au principe de neutralité qui exige d'un agent public qu'il ne se serve pas de ses fonctions, attributions ou de l'image du service à des fins partisanes ou au profit d'intérêts privés.

A ce titre, aucun participant à une opération de secours ou à un dispositif prévisionnel, n'est autorisé à communiquer librement, notamment sur les réseaux sociaux, avec ou en présence de personnes étrangères au service, sur les circonstances ou le déroulement d'une opération de secours, sauf conditions définies dans le présent chapitre.

Pour les besoins du retour d'expérience, de la formation ou à des fins de communication, le S.D.I.S. de la Somme est autorisé à réaliser des prises de vues d'interventions sous différentes formes. La

réalisation, l'exploitation et la diffusion de ces images ne doivent pas entraver les droits au respect de la vie privée et à l'image des personnes.

La prise d'images d'intervention est réalisée par les personnels habilités par le D.D.S.I.S., dans la mesure où ils font partie intégrante de l'équipe de photographes mise en place au sein de l'entité en charge de la communication du S.D.I.S. de la Somme.

Dans tous les cas, la prise d'images par les photographes sur place est soumise à l'autorisation expresse du C.O.S. A défaut de photographe habilité, toute prise de vues (photographique ou vidéo) réalisée par un sapeur-pompier dans le cadre de sa mission de secours, ne peut être utilisée sans l'accord du D.D.S.I.S. ou de son représentant.

Article 129. Relations avec les autorités et les médias sur opérations

Lors d'une intervention ou à l'occasion d'une situation opérationnelle, le S.D.I.S. de la Somme peut être amené à communiquer avec les médias. Cette action relève normalement de l'autorité de police compétente en sa qualité de D.O.S. Toutefois, cette communication peut être confiée au S.D.I.S. de la Somme, en la personne du C.O.S. ou de son représentant dûment désigné.

Tout sapeur-pompier doit diriger vers le C.O.S. les autorités ou les médias qui se présentent sur les lieux d'une intervention. Le C.O.S. est également dépositaire de la communication interservices (ordre public, autres services de secours).

Toutefois, l'avis du D.O.S. peut conditionner les modalités de communication.

Article 130. Relations courantes avec les médias

L'adjoint au chef de salle C.T.A. et l'officier C.O.D.I.S. sont habilités à répondre aux questions des médias sur les opérations courantes, dans le respect du secret professionnel. Ils ne sont habilités à transmettre que des éléments factuels, à l'exclusion de toute appréciation personnelle et d'éléments touchant la vie privée des victimes.

Lors d'interventions importantes ou de longue durée, le S.D.I.S. de la Somme peut prendre l'initiative de prévenir les médias de sorte qu'ils couvrent l'évènement. Cette mission peut être traitée par l'officier C.O.D.I.S., ou à défaut l'adjoint au chef de salle C.T.A., dès lors qu'ils en ont reçu l'aval du directeur de permanence.

Article 131. Relations quotidiennes avec l'autorité préfectorale

L'autorité préfectorale est journellement informée de l'activité opérationnelle du S.D.I.S. de la Somme par le biais du bulletin de renseignements quotidien (B.R.Q.). Ce document, rédigé et transmis par l'adjoint au chef de salle C.T.A., est également destiné aux cadres du S.D.I.S. de la Somme ainsi qu'à la chaine de commandement.

Lors d'interventions à impact envisagé ou à caractère technique important, l'information de l'autorité préfectorale est réalisée par le directeur de permanence, ou sur sa demande en cas de déplacement sur intervention.

Le point d'entrée préfectoral est le service interministériel de défense et de protection civiles (S.I.D.P.C.).

Article 132. Informations et données sur les communes

Chaque maire doit communiquer régulièrement au S.D.I.S. de la Somme tous les renseignements permettant la tenue à jour de la base de données du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80. Ces renseignements concernent notamment :

- la création, la suppression ou la nouvelle dénomination de voies, lieux-dits ou points remarquables, de même que l'interdiction même momentanée d'emprunter une voie de circulation ;
- la connaissance de points d'eau utilisables en tout temps ;

- les moyens d'appels des autorités municipales et les modalités d'alerte des services communaux d'astreinte lorsqu'ils existent ;
- l'existence d'une réserve communale de sécurité civile sur le territoire de sa commune.

Chapitre 7 : Les mises à disposition de moyens opérationnels

Article 133. Réquisition de moyens publics ou privés

Lorsque les conditions opérationnelles le justifient, le C.O.S. peut demander aux autorités administratives compétentes la mise à disposition par voie de réquisition, de moyens complémentaires publics et/ou privés.

Les réquisitions doivent intervenir lorsqu'aucune autre solution n'a permis d'aboutir à la résolution du sinistre. En outre, la réquisition ne doit pas être mise en œuvre lorsque des conventions ou protocoles existent et permettent de régler la problématique.

Article 134. Moyens de renfort extra-départementaux

Lorsque pour mener à bien une opération de secours, dans les délais compatibles avec le déroulement de l'opération, les moyens disponibles du S.D.I.S. de la Somme ne sont pas suffisants, le C.O.D.I.S. 80 peut solliciter le centre opérationnel de zone afin d'obtenir l'engagement de moyens extérieurs au département, après accord du D.D.S.I.S. ou de son représentant. L'autorité préfectorale de permanence en est avisée.

Article 135. Assistance interdépartementale

Les conventions, signées entre le S.D.I.S. de la Somme et les S.D.I.S. limitrophes, ont pour but de fixer les conditions d'assistance mutuelle en vue d'assurer la distribution des secours dans le cadre de l'entraide courante, sur les territoires définis (C.I.A.M.) (**cf. annexe 01**).

L'entraide courante s'entend hors cas de mise en œuvre des dispositions O.R.SE.C. (générales ou spécifiques) ou du déclenchement d'un P.P.I. Chaque partie s'engage à mettre à la disposition de son partenaire, en solution de première alerte ou en renfort ponctuel, les moyens opérationnels dont elle dispose au moment de la demande. Les conventions s'appliquent pour l'ensemble des missions opérationnelles prévues à l'article L.1424-2 du C.G.C.T.

Article 136. Demande de moyens du S.D.I.S. de la Somme pour des missions de secours hors département

Sur sollicitation du C.O.Z., certains moyens du S.D.I.S. de la Somme peuvent être sollicités pour constituer des colonnes mobiles de renfort ou des détachements d'intervention pour soutenir des moyens zonaux, nationaux ou internationaux, les missions d'appui en situation de crise (M.A.S.C.) ou les renforts d'encadrement.

La suite accordée à ces demandes est définie, sur proposition du chef de site départemental et de l'officier C.O.D.I.S. aidés du groupement opérations, par le D.D.S.I.S. ou son représentant.

En cas d'engagement des moyens du S.D.I.S. de la Somme à l'extérieur du département dans le cadre d'un groupe ou d'une colonne de renfort non anticipé, le C.O.D.I.S. 80, après validation du D.D.S.I.S. ou de son représentant, sous l'autorité de l'officier C.O.D.I.S. et du chef de site départemental :

- constitue le détachement demandé ;
- réalise l'ordre préparatoire à son départ ;
- désigne l'officier en charge du commandement du détachement ;
- rédige le cadre d'ordres et l'ordre de mission, en liaison avec le groupement opérations.

Ces dernières dispositions ne concernent pas tous les dispositifs prévisionnels de secours pour lesquels le S.D.I.S. de la Somme est sollicité à l'avance par l'échelon zonal (campagne estivale de feu de forêt, dispositif prévisionnel défini en amont d'une manifestation publique spécifique, …). Dans ce cas, le suivi des demandes est assuré par le groupement opérations.

Article 137. Demande de concours et réquisition des moyens du S.D.I.S. de la Somme

Les moyens du S.D.I.S. de la Somme peuvent faire l'objet de demande de concours ou réquisition afin de participer à des interventions n'entrant pas directement dans le cadre de ses missions. Lorsque les demandes sont urgentes et formulées par les autorités de police administrative, judiciaire ou les forces de l'ordre, la mise à disposition de moyens est immédiate sous réserve de leur disponibilité.

La demande de concours ou de réquisition écrite doit être transmise en confirmation dans les meilleurs délais. Lorsque les demandes sont formulées par avance, le S.D.I.S. de la Somme anticipe afin d'y répondre favorablement, tout en prenant le soin de ne pas affaiblir la capacité de réponse opérationnelle courante.

Dans ce cadre, la mise à disposition de moyens est facturée, selon le barème établi par délibération du conseil d'administration du S.D.I.S. de la Somme.

Article 138. Associations agréées de sécurité civile (A.A.S.C.)

Ces associations, agréées dans les conditions fixées à l'article 35 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004, dite « de modernisation de la sécurité civile », peuvent apporter leur concours, à titre complémentaire des moyens du S.D.I.S. de la Somme, dans le cadre de la distribution des secours, compte tenu de besoins spécifiques ou de circonstances exceptionnelles.

Dans ce cas, l'A.A.S.C. doit se mettre à disposition du C.O.S. avec un interlocuteur unique chargé de la représenter.

En amont, une convention doit être signée entre le S.D.I.S. de la Somme et l'A.A.S.C. concernée, sous le seing de la préfecture. Elle précise les modalités de participation des moyens de cette association à une opération de secours. Outre les modalités pratiques de déclenchement des moyens de cette association, la convention comporte en annexe la liste des moyens de l'A.A.S.C. mobilisables par le S.D.I.S. de la Somme en cas de besoin.

En cas de collaboration entre le S.D.I.S. de la Somme et une A.A.S.C., le commandement des opérations de secours relève du S.D.I.S. de la Somme.

Article 139. Réserve communale de sécurité civile (R.C.S.C.)

Une réserve communale de sécurité civile peut être créée par une commune. Placée sous l'autorité du maire, la réserve communale de sécurité civile est prioritairement chargée du soutien et de l'assistance aux populations, de l'appui logistique et du rétablissement des activités. Les missions de la réserve communale de sécurité civile sont définies à l'article L. 1424-8-1 du C.G.C.T.

Les modalités d'organisation et de mise en œuvre de cette réserve doivent être compatibles avec le présent règlement. Elles sont mises en œuvre par décision motivée de l'autorité de police compétente.

Chapitre 8 : Les comptes rendus de sortie de secours et de véhicules (C.R.S.S. et C.R.S.V.)

Article 140. Compte rendu de sortie de secours et compte rendu de sortie de véhicules

Tout départ en intervention, que la mission soit annulée en cours de route ou non, que la mission soit réalisée ou non, doit faire obligatoirement l'objet d'un compte rendu de sortie de secours ou d'un compte rendu de sortie de véhicule.

Il est rédigé par le chef d'agrès du moyen engagé dès le retour de l'intervention, dans les délais les plus brefs, ou par le chef de détachement de chaque C.I.S. ayant été missionné. Les données inscrites dans le C.R.S.S. (ou dans le C.R.S.V.) sont exploitées pour des raisons administratives et judiciaires (statistiques, attestations, enquêtes, …).

Une procédure fixée par le D.D.S.I.S, sur proposition du groupement opérations (**cf. annexe 03**), précise le contenu des C.R.S.S. (ou des C.R.S.V.).

Article 141. Diffusion de documents opérationnels

L'accès aux documents administratifs constitue un droit des usagers du service public. Cependant, seule l'autorité d'emploi (le D.D.S.I.S., par délégation du préfet) est habilitée à diffuser les documents administratifs dans le respect des règles.

Chapitre 9 : La recherche des causes et circonstances d'incendie (R.C.C.I.)

Article 142. La R.C.C.I., outil de prévention au service de la sécurité incendie

De manière complémentaire et facultative des missions de prévention, de protection et de lutte contre les incendies, le S.D.I.S. de la Somme peut être appelé à mener des activités de recherche des causes et circonstances d'incendie (R.C.C.I.).

Cette activité, qui constitue un véritable outil en matière de prévention visant à faire évoluer la sécurité contre les risques d'incendie, s'inscrit dans une démarche de retour d'expérience.

Grâce aux données concrètes recensées suite aux différentes constatations et / ou investigations réalisées, son but principal est de comprendre les causes et les mécanismes d'un sinistre, en vue de conduire des travaux de réflexion dont les deux principales orientations pourraient être l'évolution des règlementations et l'information du public au travers de campagnes d'information.

Pour cela, il convient de définir, au préalable, les conditions d'exercice des différents intervenants. En aucun cas, la R.C.C.I. ne doit se substituer aux missions de la justice ou de celles de ses collaborateurs occasionnels que constituent les experts de justice.

L'exclusivité de compétences en matière de lutte contre l'incendie confère aux sapeurs-pompiers une légitimité à intervenir en matière de R.C.C.I. mais cela impose qu'elle soit exclusivement exercée par des sapeurs-pompiers investigateurs qualifiés et inscrits sur une liste d'aptitude opérationnelle départementale.

L'équipe d'investigateurs R.C.C.I. est rattachée au groupement opérations (service doctrine-exercices-RetEx).

Les modalités de mise en œuvre sont définies par directive opérationnelle du D.D.S.I.S.

TITRE V. PHASE POST-OPERATIONNELLE

Chapitre 1 : La prise en charge financière des missions de secours

Des conventions particulières fixent les conditions financières des interventions réalisées dans le cadre de ces accords**.**

Article 143. Carences de transporteurs sanitaires privés agréés

Les interventions effectuées par le S.D.I.S. de la Somme, à la demande de la régulation médicale du centre 15, par défaut de disponibilité de transporteurs sanitaires privés, font l'objet d'une prise en charge financière par l'établissement de santé, siège du service d'aide médicale d'urgence (S.A.M.U.), selon les dispositions réglementaires en vigueur.

Les conditions de cette prise en charge sont fixées par une convention passée entre le S.D.I.S. de la Somme et l'établissement de santé, siège du S.A.M.U. (**cf. annexe 01**).

Article 144. Interventions sur réseau autoroutier concédé

Les interventions effectuées par le S.D.I.S. de la Somme sur un réseau autoroutier concédé ainsi que son utilisation par les sapeurs-pompiers à des fins opérationnelles font l'objet d'une prise en charge par les sociétés concessionnaires d'ouvrages autoroutiers.

Les conditions de cette prise en charge sont déterminées par une convention passée entre le S.D.I.S. de la Somme et lesdites sociétés (**cf. annexe 01**).

Article 145. Cas particulier des opérations de recherche et de sauvetage en mer

Les modalités de participation des moyens opérationnels du S.D.I.S. de la Somme aux opérations de recherche et de sauvetage en mer sont définies par une convention cadre (**cf. annexe 01**).

Article 146. Autres interventions

Dans la mesure où il est procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice des missions légales, il peut être demandé, selon l'article L. 1424-42 du C.G.C.T., aux bénéficiaires une participation aux frais engagés, conformément aux textes en vigueur et aux délibérations votées par le conseil d'administration du S.D.I.S. de la Somme (**cf. annexe 06**)

En vertu de l'article 2.7 du code de procédure pénale, le S.D.I.S. de la Somme peut se constituer partie civile devant les juridictions pénales afin d'obtenir le remboursement des frais engagés dans le cas d'un incendie volontaire commis dans certains espaces naturels.

En application du code l'environnement et plus particulièrement de l'article L. 211-5 relatif à l'eau et aux milieux aquatiques, de l'article L. 541-16 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.) ou de l'article L. 541-6 relatif aux déchets, le S.D.I.S. de la Somme peut obtenir le remboursement des frais engagés pour les interventions.

Article 147. Mise à contribution des communes

Lors d'un sinistre ou d'une catastrophe et dans le cadre de ses compétences, la commune pourvoit aux dépenses relatives aux besoins immédiats des populations.

Chapitre 2 : La réquisition des moyens privés

L'engagement des moyens privés pour participer à une opération de secours relève d'une réquisition établie par l'autorité de police compétente sur demande du C.O.S.

Chapitre 3 : Le partage et le retour d'expérience

L'évaluation post-opérationnelle vise à assurer une démarche d'amélioration continue de la distribution des secours et de la sécurité des personnels en intervention.

Elle est pilotée par le service doctrine – exercices – retex (S.D.E.R.) du groupement opérations.

Une mise en commun des expériences est réalisée, permettant ainsi d'influer sur les doctrines et techniques opérationnelles, mais également de faire évoluer les moyens d'intervention et la formation des personnels.

Ce travail est enrichi par la confrontation des retours d'expériences des services partenaires et par la mise en commun des bonnes pratiques opérationnelles.

TITRE VI. EVALUATION - MODIFICATIONS

Article 148. Comité de suivi de la performance opérationnelle du R.O.

Afin de mesurer la performance opérationnelle du présent règlement, il est institué un comité de suivi qui étudiera annuellement la pertinence des effectifs d'astreinte et de garde, au regard de l'activité opérationnelle de l'année précédente et de la réalisation des objectifs du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques.

Les éventuelles propositions de modifications du potentiel opérationnel journalier devront préciser, le cas échéant, les incidences budgétaires.

Ce comité rendra ses conclusions au président du conseil d'administration du S.D.I.S. de la Somme au dernier trimestre de chaque année.

Une note de service spécifiera les membres du comité de suivi, qui comporte à minima, en plus des représentants du service, les présidents des syndicats représentatifs et de l'union départementale des sapeurs-pompiers de la Somme.



Lexique et Glossaire

A

A.A.S.C. : Association Agrée de Sécurité Civile
A.C.R.O.POL. : Automatisation des Communications Radioélectriques Opérationnelles de la Police
A.G. : Acces Gate (ang.) (Passerelle d'Accès Radio)
A.N.S.C. : Agence du Numérique de la Sécurité Civile
A.N.T.A.R.E.S. : Adaptation Nationale des Transmissions Aux Risques Et aux Secours
A.N.F. : Agence Nationale des Fréquences
A.N.Z.A.C. : Australian and New Zealand Army Corp
A.R.S. : Agence Régionale de Santé
AT.EX. : Atmosphère Explosive
A.V.L. : Automatic Vehicle Location (ang.) (Serveur de Localisation de Véhicules)
A.V.P. : Accident sur la Voie Publique

B

B.L.R. : Bateau Léger de Reconnaissance
B.L.S. : Bateau Léger de Sauvetage
B.R.I.D. : Bureau des Risques Industriels et de la D.E.C.I.
B.R.Q. : Bulletin Récapitulatif Quotidien
B.T.P. : Bâtiment et Travaux Publics

C

C.A.F. : Calendrier des Actions de Formation
C.A.S.D.I.S. : Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours
C.A.T.S.I.S. : Commission Administrative et Technique des Services d'Incendie et de Secours
C.C.D.S.P.V. : Comité Consultatif Départemental des Sapeurs-Pompiers Volontaires
C.C.F. : Camion-Citerne Forestier
C.C.F.U. : Camion-Citerne Forestier/Urbain
C.C.R.L. : Camion-Citerne Rural Léger
C.C.T.P. : Cahier des Clauses Techniques Particulières
C.D.R.N.M. : Commission Départementale des Risques Naturels Majeurs
C.D.S.C. : Conseil Départemental de Sécurité Civile
C.D.S.P. : Corps Départemental des Sapeurs-Pompiers
C.D.S.R. : Commission Départementale de la Sécurité Routière
Ce.SD. : Cellule Sauvetage-Déblaiement
C.G. : Commutateur Général
C.G.C.T. : Code Général des Collectivités Territoriales
C.H.R.U. : Centre Hospitalier Régional Universitaire
C.I.A.M. : Convention Interdépartementale d'Assistance Mutuelle
C.I.C. : Centre d'Information et de Commandement de la police nationale
C.I.S. : Centre d'Incendie et de Secours
C.I.S-1 : Centre d'Incendie et de Secours de catégorie 1
C.I.S-2 : Centre d'Incendie et de Secours de catégorie 2
C.I.S-3 : Centre d'Incendie et de Secours de catégorie 3
C.M.I.C. : Cellule Mobile d'Intervention Chimique
C.M.I.R. : Cellule Mobile d'Intervention Radiologique
C.N.P.E. : Centre Nucléaire de Production d'Electricité
C.O.D. : Centre Opérationnel Départemental
C.O.D.A.M.U.P.S. - T.S. : Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente, de la Permanence des Soins et des Transports Sanitaires
C.O.D.E.R.S.T. : Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
C.O.D.I.S. : Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours
C.O.G.I.C. : Centre Opérationnel de Gestion Interministérielle des Crises
COM. : Communication radio en mode relayée
COM.S.I.C. : Commandant des Systèmes d'Information et de Communication
C.O.R.G. : Centre d'Opérations et de Renseignement de la Gendarmerie

C.O.S. : Commandant des Opérations de Secours
C.O.Z. : Centre Opérationnel de Zone
C.P.I. : Centre de Première Intervention
C.P.I.N.I. : Corps de Première Intervention Non Intégré
C.R.M. : Centre de Regroupement des Moyens
C.R.O.S.S. : Centre Régional Opérationnel de Surveillance et de Sauvetage
C.R.R.A. 15. : Centre de Réception et de Régulation des Alertes du S.A.M.U
C.R.S.S. : Compte-Rendu de Sortie de Secours
C.R.S.V. : Compte-Rendu de Sortie de Véhicule
C.S.O. : Chef de Salle Opérationnelle
C.S.P. : Code de la Santé Publique
C.S.S. : Comité de Suivi de Site
C.S.T. : Comité Social Territorial
C.T. : Conseiller Technique
C.T.A. : Centre de Traitement de l'Alerte
C.T.D. : Conseiller Technique Départemental
CYN. : Cynotechnie

D

D.D.A.S.I.S. : Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours
D.D.S.I.S. : Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
D.D.S.P. : Direction Départemental de la Sécurité Publique
DEC. : Décontamination
D.E.C.I. : Défense Extérieure Contre l'Incendie
D.G.A.C. : Direction Générale de l'Aviation Civile
D.G.S.C.G.C. : Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises
DIR. : Communication radio en mode Direct
D.M.S. : Dispositif(s) Médico-Secouriste(s)
D.O. : Directeur des Opérations / Directive Opérationnelle
D.O.S. : Directeur des Opérations de Secours
D.P. : Directeur de Plongée
D.P.N. : Demande de Parole Normale
D.P.S. : Dispositif Prévisionnel de Secours
D.P.U. : Demande de Parole Urgente
DRO. : Drone
D.S.A. : Défibrillateur Semi-Automatique
D.S.I. : Directeur des Secours Incendie
D.S.M. : Directeur des Secours Médicaux

E

EC.A.S.C. : Ecole d'Application de la Sécurité Civile
E.D. : Equipier Drone
E.D.I.S. 80 : Ecole Départementale d'Incendie et de Secours de la Somme
E.P.C.I. : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
E.P.I. : Equipement de Protection Individuelle
E.R.C.S. : Emetteur Récepteur de Centre de Secours
E.R.P. : Etablissement Recevant du Public
ETA.RE. : Etablissement Répertorié
E.M.I.Z. : Etat-Major Interministériel de Zone
E.O.S. : Equipe Opérationnelle Spécialisée

F

F.D.F. : Feux De Forêts
F.D.F.E.N.C. : Feux De Forêts et d'Espace Naturels et Combustibles
F.I.O. : Fiche d'Information Opérationnelle
F.M.P.A. : Formation de Maintien et de Perfectionnement des Acquis

F.N.A. : Fréquence Numérique d'Alerte
F.P.T. : Fourgon Pompe-Tonne
F.P.T.L. : Fourgon Pompe-Tonne Léger
F.P.T.S.R. : Fourgon Pompe-Tonne Secours Routier
F.T.A. : Fréquence de Transmission de l'Alerte

G

G.A.C. : Garde Au Centre
G.D.O. : Guide de Doctrine Opérationnel / Guide Départemental Opérationnel
G.FOR. : Groupement Formation
G.I.F.F. : Groupe d'Intervention Feux de Forêts
G.N.R. : Guide National de Référence
G.O.C. : Gestion Opérationnelle et Commandement
G.OPS. : Groupement Opérations
G.P.R. : Groupement Prévention des Risques
G.R.D.F. : Gaz Réseaux Distribution France
G.R.I.M.P. : Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux
G.T.O. : Guide de Technique Opérationnel
G.V.R. : Gestionnaire des Voies Radio
G.V.R.-t. : Gestionnaire des Voies Radio de Transit

I

I.A.C.S. : Informatique d'Alerte de Centre de Secours
I.C.P.E. : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
I.G.H. : Immeuble de Grande Hauteur
I.M.P. : Intervention en Milieu Périlleux
INC. : Incendie
I.N.P.T. : Infrastructure Nationale Partageable des Transmissions
I.S.A.P. : Infirmier Secours A Personne
I.S.P. : Infirmier de Sapeur-Pompier

J

J.S.P. : Jeune Sapeur-Pompier

L

L.A.O. : Liste d'Aptitude Opérationnelle
L.D.G. : Lignes Directrices de Gestion
L.S.P.C.C. : Lot de Sauvetage et de Protection Contre les Chutes
L.G.V. : Ligne à Grande Vitesse

M

Man.Ex. : MANuel d'EXploitation
M.A.S.C. : Mission d'Appui en Situation de Crise
M.E.A. : Moyen Elévateur Aérien
M.G.O. : Marche Générale des Opérations
M.S.P. : Médecin de Sapeur-Pompier / Mise en Situation Professionnelle

N

N.A.C. : Nouveaux Animaux de Compagnie
N.D.S. : Note De Service
N.R.B.C.-e. : Nucléaire Radiologique Bactériologique Chimique-explosif

O

O.B.D.S.I.C. : Ordre de Base Départemental des Systèmes d'Information et de Communication
O.B.D.T. : Ordre de Base Départemental des Transmissions
O.B.N.S.I.C. : Ordre de Base National des Systèmes d'Information et de Communication
O.B.Z.S.I.C. : Ordre de Base Zonal des Systèmes d'Information et de Communication
O.C.T. : Ordre Complémentaire des Transmissions
O.D. : Opération diverse
O.D.O. : Ordre D'Opération
OFF.S.I.C. : Officier des Systèmes d'Information et de Communication
O.P.T. : Ordre Particulier des transmissions
O.R.SEC. : Organisation de la Réponse de la Sécurité Civile
O.S.O. : Opérateur de Salle Opérationnelle

P

P.A.T.S. : Personnel Administratif, Technique et Spécialisé
P.C. : Poste de Commandement
P.C.C. : Poste de Commandement de Colonne / Poste de Commandement Communal
P.C.O. : Poste de Commandement Opérationnel
P.C.S. : Poste de Commandement de Site / Plan Communal de Sauvegarde
P.E.I. : Point d'Eau Incendie
P.Ex. : Partage d'Expérience
P.G.R. : Procédure Gaz Renforcée
P.I.O. : Partage d'Information Opérationnelle
P.M.A. : Poste Médical Avancé
P.O.I. : Plan d'Opération Interne
P.O.J. : Potentiel Opérationnel Journalier
P.P.E. : Plan Pluriannuel d'Equipement
P.P.I. : Plan Particulier d'Intervention / Plan Pluriannuel d'Investissement
P.P.R. : Plan de Prévention des Risques
P.R.V. : Point de Rassemblement des Victimes

R

RAD. : Risques Radiologiques
R.B. : Réseau de Base
R.Bat. : Risque Bâtimentaire
R.C.C.I. : Recherche des Causes et des Circonstances d'Incendie
R.CH. : Risques Chimiques
R.C.S.C. : Réserve Communale de Sécurité Civile
R.D.A. : Réseau Départemental d'Alarme
R.D.D.E.C.I. : Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie
R.E.A.C. : Référentiel d'Emplois, d'Activités et de Compétences
Ret.Ex. : Retour d'Expérience
R.F.G.I. : Réseau Flotte Groupe Identifiant
R.I.F. : Relai Indépendant Fixe
R.I.O.F.E. : Référentiel Interne d'Organisation de la Formation et de l'Evaluation
R.I.P. : Relai Indépendant Portable
R.O. : Règlement Opérationnel
R.T. : Risques Technologiques
R.T.D. : Référent Technique Départemental

S

S.A.L. : Scaphandrier Autonome Léger (Secours subaquatique)
S.A.M.U. : Service d'Aide Médicale d'Urgence
S.AN. : Sauvetage Animalier

SAV. : Sauvetage Aquatique
S.D.A.C.R. : Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques
S.DE. : Sauvetage-Déblaiement
S.D.E.R. : Service Doctrine Exercices Retex
S.D.I.S. : Service Départemental d'Incendie et de Secours
S.D.O. : Sous-Direction Opérationnelle
S.D.R.H.F. : Sous-Direction Ressources Humaines et Finances
S.D.S. : Sous-Direction Santé
S.E.P. : Service Etudes et Planification
S.G.A. : Système de Gestion des Alertes
S.G.A.M.I. : Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur
S.G.D.S.N. : Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationales
S.G.O. : Système de Gestion Opérationnelle
S.I.C. : Systèmes d'Information et de Communication
S.I.D.P.C. : Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles
S.IN.U.S. : Système d'Information Unique Standardisé
S.I.S. : Service d'Incendie et de Secours
S.M.P.M. : Secours en Milieu Périlleux et Montagne
S.M.S. : Situation Météorologique à Surveiller / Short Message Service (ang.)
S.M.U.R. : Service Mobile d'Urgence et de Réanimation
S.N.E. : Seine Nord Europe
S.N.S.M. : Société Nationale de Sauvetage en Mer
S.P. : Sapeur-Pompier
S.P.A.O. : Service Pilotage et Analyse Opérationnelle
S.P.P. : Sapeur-Pompier Professionnel
S.PRS. : Service Prévision
S.P.V. : Sapeur-Pompier Volontaire
S.S.I.G. : Service des Systèmes d'Information Géographique
S.S.O. : Soutien Sanitaire Opérationnel
S.S.S.M. : Service de Santé et de Secours Médical
S.S.U. : Secours et Soin d'Urgence
S.S.U.A.P. : Secours et Soins d'Urgence Aux Personnes
S.V.I. : Serveur Vocal Interactif
SY.N.E.R.G.I. : Système Numérique d'Echange, de Remontée et de Gestion des Informations

T

T.A.A. : Transmission d'Alerte par A.N.T.A.R.E.S.
T.E.R. : Train Express Régional
T.G.V. : Train à Grande Vitesse
TKG. : Talk Group (ang.)
T.P. : Travaux Publics / Télé Pilote

U

U.I.I.S.C. : Unité d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile
U.M.D. : Unité Mobile de Décontamination
U.S.A.R. : Unité de Sauvetage, d'Appui et de Recherche / Urban Search And Rescue (ang.)

V

V.I.D. : Véhicule d'Interventions Diverses
V.I.M.P. : Véhicule d'Intervention en Milieu Périlleux
V.H.F. : Very Hight Frequency (ang.) (Très Haute Fréquence)
V.L. : Véhicule Léger / Véhicule de Liaison
V.L.H.R. : Véhicule Léger (de Liaison) Hors Route
V.L.I.D. : Véhicule Léger d'Interventions Diverses
V.L.M. : Véhicule Léger (de Liaison) Médicalisé
V.L.T.T. : Véhicule Léger (de Liaison) Tout Terrain

V.NO.VI. : Véhicule Nombreuses Victimes
V.P.C. : Véhicule Poste de Commandement
V.P.I. : Véhicule de Première Intervention
V.P.N. : Virtual Private Network (ang.) (Réseau Privé Virtuel)
V.I.R.T. : Véhicule d'Intervention Risques Technologiques
V.P.Ce : Véhicule Porte-Cellules
V.R.R.T. : Véhicule de Reconnaissance Risques Technologiques
V.S.A.V. : Véhicule de Secours et d'Assistance aux Victimes
V.SEC. : Véhicule de Sécurité
V.S.L. : Véhicule de Soutien Logistique
V.S.N. : Véhicule de Secours Nautique
V.S.P. : Vétérinaire de Sapeur-Pompier
V.S.R.S. : Véhicule de Secours Routier Super
V.S.S. : Véhicule de Soutien Santé
V.T.P. : Véhicule de Transport de Personnel
V.T.U. : Véhicule Toute Utilité

ARTEMIS

Système de gestion opérationnelle utilisé dans le département de la Somme. Il s'agit d'un logiciel chargé d'aider les opérateurs du C.T.A. / C.O.D.I.S 80 à réceptionner l'alerte, proposer les moyens d'interventions correspondant à l'alerte et alarmer les Centre d'Incendie et de Secours et les personnels nécessaires. Il se décline en une « unité centrale » située au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80, et en unités périphériques réparties dans chaque Centre d'Incendie et de Secours. Son mode de fonctionnement est basé sur la gestion individualisée des personnels qui permet de combiner la compétence et la disponibilité d'un personnel pour vérifier sa capacité à assurer un départ en intervention.

ASTREINTE

L'Astreinte s'entend par le fait de prendre en compte le déclenchement pour une intervention depuis le domicile ou autre, avec un délai supplémentaire dit de regroupement par rapport à la garde postée. Pendant cette période de disponibilité planifiée, sapeur-pompier n'est pas libre de se retirer ou de se rajouter dans cet état de disponibilité. Dans les C.I.S., la modification de l'astreinte est assurée par le chef de centre ou son représentant. Seul cet état engendre une indemnité pour le sapeur pompier volontaire. Une limite maximale est fixée à 18 semaines par an, soit 3024 heures.

CARENCE

Le terme carence, généralement utilisé pour désigner les carences de transporteurs sanitaires, renvoie en fait à toutes les interventions réalisées par les sapeurs-pompiers qui ne relèvent pas des missions réglementaires du S.D.I.S. de la Somme. Elles donnent lieu à facturation de cette intervention auprès du requérant. A titre d'exemple nous retrouvons les carences de transporteurs sanitaires, les carences de serruriers, les carences de sociétés de destructions d'hyménoptères, les carences d'ascensoristes….

CONTRAT OPERATIONNEL

Au sein des bassins de coopération opérationnelle, dans le but d'agir sur les défauts ponctuels de couverture, les contrats dits d'objectifs opérationnels (ou contrats opérationnels) fixent, pour chacun des bassins les missions opérationnelles confiées spécifiquement, les niveaux de P.O.J. attendus différenciés le jour, la nuit et le week-end, ainsi que l'armement en ressources humaines et matérielles. Ces contrats, définis aussi bien pour les risques courants que pour les risques particuliers, reposent principalement sur les deux grands principes que sont l'anticipation et la complémentarité, avec comme objectif final l'efficience et la sécurisation de la couverture opérationnelle.

C.R.S.S. / C.R.S.V. (Compte Rendu de Sortie de Secours / Véhicule)

Rapport informatique regroupant les informations relatives à une intervention (localisation, informations lors de l'appel, compte rendu du Commandant des Opérations de Secours…). Chaque C.O.S. intervenant peut modifier les données de ce C.R.S.S. en fonction des éléments à sa disposition et de son positionnement hiérarchique sur l'intervention. Il est utilisé pour répondre à toute demande administrative extérieure. Partie intégrante du C.R.S.S., le C.R.S.V. est un rapport informatique spécifique à chaque véhicule. Chaque C.R.S.S. compte donc autant de C.R.S.V. qu'il y a eu de véhicules sur l'intervention correspondante. Il est rédigé par le chef d'agrès du véhicule. Ce C.R.S.V. sert de base pour le paiement des indemnités des S.P.V.

DISPONIBILITE

La disponibilité s'entend par le potentiel de sapeurs pompiers mobilisables à l'instant T, et susceptibles de prendre le départ pour une intervention. Cette disponibilité est programmable depuis l'extérieur via la solution d'alerte ARTEMIS. En dehors de la garde, elle se formalise par différents états que sont l'astreinte, le dispotel ou le renfort. Cette disponibilité sert de base au système d'alerte qui sélectionne, afin d'assurer un départ en intervention, les personnels dans un ordre défini en fonction de leurs compétences et de leurs états de disponibilité.

DISPOTEL (1, 2, 3)

Période de disponibilité non planifiée sur laquelle le sapeur-pompier est libre de se retirer ou de se rajouter dans un des trois états de disponibilité que sont Dispotel 1, 2 ou 3. La différence est liée au délai de trajet entre son domicile et le Centre d'Incendie et de Secours, mais aussi liée à la priorité sur la sélection du personnel. Le système va d'abord rechercher un agent placé en Dispotel 1, puis 2 et enfin 3. La modification de cet état est assurée par l'agent lui-même grâce au téléphone (Dispotel) ou à internet (Dispoweb). Aucune indemnité ni limite ne sont fixées pour cet état.

GARDE

Généralement d'une durée de 12 ou 24 heures, c'est une période durant laquelle un sapeur-pompier est présent dans un Centre d'Incendie et de Secours afin d'assurer les sorties de secours en départ immédiat. Durant cette période, les sapeurs-pompiers maintiennent leurs acquis en réalisant des manœuvres et des séances de sport, et effectuent des tâches administratives et techniques.

IBISCUS

Moyen de secours radio du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 lui permettant de récupérer les utilités du gestionnaire des voies radio, sans transiter par le lien de fibre optique établi avec la préfecture.

INTERVENTION

Demande de secours sur laquelle des moyens sapeurs-pompiers sont engagés pour répondre aux missions du S.D.I.S. de la Somme.

MODERATO

La procédure « modérato » est un dispositif de continuité des transmissions lorsque des moyens de sauvetage côtiers sont engagés. Elle va permettre un suivi des informations, facilitant la gestion de l'intervention tout en assurant la sécurité des intervenants.

NEXSIS

Système d'information et de commandement unifié des services d'incendie et de secours et de la sécurité civile, plus précisément appelé « NEXSIS 18 - 112 » et dont la réalisation et la gestion entrent dans le périmètre des missions d'intérêt général confiées à l'agence du numérique de la sécurité civile (A.N.S.C.). Ce système vise à d'offrir à la population un service de qualité pour le traitement des alertes reçues au travers des numéros d'appel d'urgence 18 et 112 et la gestion opérationnelle des moyens de secours, une capacité nationale de coordination opérationnelle de l'activité de sécurité civile et de gestion des crises, une interopérabilité avec les systèmes d'information des organismes publics et privés concourant à la sécurité civile, notamment les dispositifs de traitement des alertes des services de sécurité publique et de santé, une capacité d'entraide entre les services d'incendie et de secours, ainsi que des fonctionnalités permettant de garantir l'échange, le partage et la conservation des données dans le respect des règles de confidentialité et de sécurité.

PACTE CAPACITAIRE

Démarche visant à faire cesser les situations de fragilité capacitaire ou de favoriser une stratégie de mutualisation. Elle permet aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours d'offrir une visibilité pluriannuelle sur les investissements et les budgets de ces services au regard de leurs enjeux capacitaires. Dans les faits, les pactes capacitaires seront élaborés à travers la mise en commun des éléments mis en évidence par chaque S.D.A.C.R. en les agrégeant au niveau de la zone de défense. Puis, il sera organisé dans chaque département un échange avec les collectivités gestionnaires des S.I.S., portant sur les éléments recueillis et les premières analyses produites. Enfin, les orientations collectivement retenues sur chaque zone de défense seront prises en compte et compilées.

P.O.J. (Potentiel Opérationnel Journalier)

Le potentiel opérationnel journalier est l'effectif en nombre et en qualité (compétence opérationnelle) quotidiennement disponible pour assurer les départs en intervention. Le P.O.J. ciblé pour chaque unité opérationnelle est celui considéré comme attendu pour garantir une couverture optimale du risque courant. Il peut être différencié en fonction de l'activité opérationnelle attendue selon le jour, la nuit, les jours de la semaine ou de week-end et des activités particulières.

RENFORT

Période de disponibilité utilisée par un sapeur-pompier durant sa période de repos de sécurité. Il est ainsi sélectionné pour armer un engin en dernier recours. Cette disponibilité n'est pas planifiée et ne donne lieu à aucune indemnité.

RECONSTITUTION DE GARDE

La reconstitution de garde est le rappel en C.I.S-1 de personnels disponibles hors garde. Elle est réalisée par l'officier ou le sous-officier de garde du C.I.S-1 concerné en fonction des éléments opérationnels en sa possession (type d'intervention, durée de l'intervention…).

RECOUVERTURE OPERATIONNELLE

La recouverture opérationnelle est le transfert d'un engin armé en personnels vers un autre centre, ceci afin de couvrir un secteur dépourvu en personnels ou en matériels.

Cette action opérationnelle implique le transfert de l'engin vers le centre bénéficiaire mais également des personnels. Cela permet d'armer le véhicule concerné mais également les véhicules restants dans le centre en fonction des compétences des agents.

Cette recouverture est réalisée par l'officier C.O.D.I.S. en fonction des éléments en sa possession à l'instant de la décision (effectif du centre origine, engins disponibles à proximité…).

SORTIE DE SECOURS

Engagement d'un moyen d'un Centre d'Incendie et de Secours sur une intervention. Une intervention peut donc cumuler plusieurs sorties de secours si plusieurs centres sont engagés sur l'intervention.

S.D.A.C.R. (Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques)

Conformément à l'article L 1424-7 du code général des collectivités territoriales, le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques dresse l'inventaire des risques de toute nature pour la sécurité des personnes et des biens auxquels les services départementaux d'incendie et de secours doivent faire face. Il détermine également les objectifs de couverture de ces risques. Il constitue un outil de pilotage stratégique.

Ce schéma directeur est un socle à partir duquel le S.D.I.S. de la Somme décline l'organisation territoriale, fait évoluer le règlement opérationnel et conduit la réalisation des plans de recrutement, d'équipement, de formation et d'implantation des casernements.

La révision du S.D.A.C.R. intervient en moyenne tous les cinq ans. Elle est précédée d'une évaluation des objectifs du précédent schéma, qui permet de mesurer l'évolution des risques auxquels l'établissement est déjà confronté, mais aussi de recenser et d'identifier les nouveaux risques et enjeux à venir.





Annexes

01. Recueil des conventions et protocoles
02. Recueil des activités spécialisées
03. Recueil des dispositions opérationnelles
04. Recueil des moyens opérationnels
05. Le soutien sanitaire opérationnel
06. Les prestations payantes
07. Plan de défense opérationnelle des communes
08. Plan de défense opérationnelle autoroutier
09. Plan d'engagement prédéfini – « Les départs-type »
10. Modalités d'armement des missions
11. Mise en œuvre du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80
12. Mise en œuvre de la chaine de commandement
13. La remontée de l'information
14. Les groupes constitués
15. L'ordre de base départemental des systèmes d'information et de communication (O.B.D.S.I.C. 80)
16. Cartes de l'organisation du C.D.S.P. 80
17. Le potentiel opérationnel journalier (P.O.J.)
18. Les effectifs de service minimum
19. Les corps de première intervention (C.P.I.N.I.)
20. Mise en œuvre des bassins de coopération opérationnelle (B.C.O.)



Recueil des Conventions et des Protocoles



- C.I.A.M. 80/76
- C.I.A.M. 80/62
- C.I.A.M. 80/60
- C.I.A.M. 80/02
- Secours d'urgence aux personnes S.D.I.S. 80 / A.R.S. / S.A.M.U. 80
- Coordination des interventions sensibles
- Agression des sapeurs-pompiers
- Mise à disposition de l'application « Le bon Samaritain »
- Collaboration opérationnelles S.D.I.S. 80 / Gaz.elec Peronne
- Collaboration opérationnelle S.D.I.S. 80 / G.R.D.F.
- Collaboration opérationnelle S.D.I.S. 80 / S.I.C.A.E.
- Echange d'informations C.O.D.I.S. 80 / C.R.O.S.S. Gris nez
- Mise à disposition des gendarmes de l'équipe cynotechnique
- Collaboration S.D.I.S. 80 / Guide nature en Baie de Somme
- Prise en charge financière des interventions / S.A.N.E.F
- Mise à disposition de télébadges par la S.A.N.E.F.
- Service des traducteurs des appels d'urgence / S.D.I.S. 80
- Participation des C.P.I.N.I. aux opérations de secours
- DEMETER 80 – Sécurisation des exploitations agricoles
- Avenant n°1 à la C.I.A.M. 80/76 - Prolongation de 5 ans
- Convention quadripartite évacuation sanitaire sur DPS-CRf 80
- Convention S.D.I.S. 80 / ATMO HDF – Dispositif DUQAM
- Convention S.D.I.S. 80 / RTE – Démarche commune de prévention des risques et modalités opérationnelles



L’annexe 01 fait l’objet d’un recueil distinct, son contenu étant volumineux et constitué d’un regroupement de conventions, protocoles et autres documents opérationnels existants.



Recueil des activités spécialisées

Tableau de synthèse des effectifs

1. Secours en milieu périlleux et montagne (S.M.P.M.)
2. Sauvetage déblaiement (S.DE.)
3. Cynotechnie (CYN.)
4. Risques chimiques et biologiques (R.CH.)
5. Risques radiologiques (RAD.)
6. Sauvetage animalier (S.AN.)
7. Secours subaquatiques (S.A.L.)
8. Sauvetage aquatique (SAV.)
9. Drone (DRO.)
10. Feux de forêts et d'espaces naturels combustibles (F.D.F.E.N.C.)

Spécialité / E.O.S.	Niveaux opérationnels	Effectif de la réponse opérationnelle journalière	Effectif total de l'équipe opérationnelle spécialisée
Secours en milieu périlleux et montagne **S.M.P.M.**	**2**	1 I.M.P. 3 4 I.M.P. 2	**8 à 12 I.M.P. 3** dont 2 C.T. **36 à 50 I.M.P. 2**
Sauvetage déblaiement / Unité de sauvetage, d'appui et de recherche **S.DE. / U.S.A.R.**	**3**	1 S.DE. 2 / U.S.A.R. 2 6 S.DE. 1 / U.S.A.R. 1	**3 à 5 S.DE. 3** / U.S.A.R. 3 **12 à 15 S.DE. 2** / U.S.A.R. 2 **50 à 60 S.DE. 1** / U.S.A.R. 1
Cynotechnie **CYN.**	**3**	1 binôme maitre / chien	6 maitres-chiens dont : - **1 CYN. 3** - **2 CYN. 2** - **3 CYN. 1**
Risques chimiques et biologiques et N.R.B.C.-e. **R.CH. / N.R.B.C.-e.**	**4**	1 R.CH. 3 ou 4 / 7 R.CH. 2 / 4 R.CH. 1 2 R.CH. 3 ou 4 / 6 R.CH. 2 / 4 R.CH. 1 / 12 spécialistes DEC	**3 R.CH. 4 / 10 à 12 R.CH. 3 / 90 R.CH. 2 / 52 R.CH. 1** **10 à 12 R.CH. 3 / 1 binôme M.S.P. – I.S.P**. référent N.R.B.C.-e. / **60 équipiers DEC. 1**
Risques radiologiques **RAD.**	**4**	1 RAD. 3 3 RAD. 1	**6 à 10 RAD. 3** **60 RAD. 1** (Chefs d'équipe et équipiers confondus)
Sauvetage animalier **S.AN.**	**2**	3 équipiers S.AN.	**1 Vétérinaire** (V.S.P.) **100 équipiers S.AN.** ~~(minimum)~~
Secours subaquatiques **SAL.**	**3**	3 SAL. dont simultanément : - au moins 1 SAL. 2 - 1 à 2 SAL. sur C.S.P amiénois	**1 SAL. 3 CTD**, **1 à 2 SAL. 3** (selon besoins pour le second) **9 SAL. 2** **20 SAL. 1**
Sauvetage aquatique **SAV.**	**3**	6 SAV. 2 pour la frange côtière 20 SAV. 1 pour les eaux intérieures	**15 à 20 SAV. 3** **45 à 60 SAV. 2** **80 à 100 SAV. 1** (y compris les SAL.)
Drone **DRO.**	**2**	1 télépilote formé D.G.A.C. (TP) 1 équipier « drone » (ED)	**10 TP** **20 ED**
Feux de forêts et d'espaces naturels combustibles **F.D.F.E.N.C.**	**5**	**16 départs F.D.F.E.N.C.** en simultanée (Couverture départementale) **1 F.D.F. 3, 2 F.D.F. 2, 4 F.D.F. 1** et **3 conducteurs** dont **2 sont COD. 2** (1/2 GIFF en renfort extra départemental)	**1 F.D.F. 4 (**R.T.D. de la spécialité F.D.F.E.N.C.**) ;** **11 F.D.F. 3 ;** **11 F.D.F. 2 ;** **60 F.D.F. 1.** **Effectif 01/2024**, évolutif en fonction de la réalisation des formations et de la livraison des moyens roulants prévus au pacte capacitaire

Annexe 02 : Recueil des activités spécialisées
Synthèse des effectifs

1 : Généralités

Parmi les missions de sauvetage réalisées par les sapeurs-pompiers, quelques-unes revêtent un caractère peu commun et nécessitent l'emploi de techniques et savoir-faire particuliers. Ces actions délicates ne peuvent être conduites que par des personnels qualifiés et spécialement formés à la mise en œuvre de matériels dont l'utilisation dépasse les limites d'emploi du lot de sauvetage et de protection contre les chutes (L.S.P.C.C.).

Succédant aux techniques nouvelles de sauvetage, les techniques employées par les sapeurs-pompiers composant le secours en milieu périlleux et montagne (S.M.P.M.), s'inspirent largement de celles utilisées dans les domaines de l'alpinisme et de la spéléologie.

2 : Les missions

La spécialité S.M.P.M. permet d'intervenir en matière de reconnaissance et de sauvetage de personnes, de biens ou d'animaux dans les milieux naturels ou artificiels et les installations industrielles où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison de la hauteur ou de la profondeur et des risques liés aux cheminements.

3 : Les besoins journaliers en personnel

L'effectif journalier des personnels spécialisés disponible doit être **au minimum** de :

- **1 conseiller technique** (I.M.P. 3) **ou 1 chef d'unité** (I.M.P. 3) ;
- **4 équipiers** (I.M.P. 2).

Les renforts éventuels pourront être constitués de spécialistes G.R.I.M.P. isolés ou en provenance des départements limitrophes ou de la zone de défense.

4 : Les effectifs

Pour obtenir en tout temps les besoins journaliers, l'équipe départementale S.M.P.M. doit être constituée de (objectif de formation) :

- 36 à 50 équipiers ;
- 6 à 10 chefs d'unité ;
- 2 conseillers techniques, dont le conseiller technique départemental (C.T.D.).

Les membres de l'équipe départementale S.M.P.M. sont rattachés au groupement opérations dans le cadre de l'exercice de la spécialité.

5 : Le recrutement

L'appartenance à une spécialité ne doit pas constituer un frein à la mobilité territoriale au sein du S.D.I.S. de la Somme. De plus, chaque spécialiste qui le souhaite et qui le peut, est en droit de suivre la formation de maintien des acquis de sa ou de ses spécialités.

Ainsi, tout sapeur-pompier désirant intégrer le secours en milieu périlleux et montagne doit adresser sa candidature, sous couvert de la voie hiérarchique, au C.T.D., seule personne habilitée à recruter les agents pour la spécialité dont il a la charge.

Ce recrutement est établi annuellement au regard du rapport d'activité et donc des besoins humains exprimés.

6 : L'aptitude opérationnelle

L'unité départementale S.M.P.M. est constituée de spécialistes inscrits sur une liste d'aptitude opérationnelle annuelle, arrêtée par le préfet de la Somme, sur proposition du D.D.S.I.S.

En cours d'année, cette liste peut faire l'objet de modifications afin :

- d'inclure des spécialistes S.M.P.M. nouvellement qualifiés à l'issue d'un stage ;

- d'inclure des spécialistes qui ont recouvré leur aptitude opérationnelle à l'issue d'une période d'inaptitude temporaire ;
- de retirer définitivement ou pour une période déterminée un ou des spécialistes déclarés inaptes.

Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, tout spécialiste qui :

- est reconnu médicalement apte à la spécialité ;
- a suivi un entrainement annuel collectif de 6 manœuvres (dont 1 exercice de nuit ou en milieu sous-terrain), plus une journée de tests annuels (soit au total, 7 entrainements). Sont comptabilisés dans les exercices toutes les interventions d'une durée supérieure à 4 heures ;
- a satisfait au test technique annuel.

7 : L'engagement opérationnel

Le C.T.A / C.O.D.I.S. 80 est informé de la disponibilité journalière des spécialistes S.M.P.M. Les conseillers techniques et les chefs d'unité assurent une couverture opérationnelle de « chef d'unité G.R.I.M.P.», celle-ci étant cumulable avec une astreinte opérationnelle ou une G.A.C. Si plusieurs chefs d'unités sont de garde, l'intervention est prise en compte par celui qui est le plus proche du lieu du sinistre.

Seul le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 est habilité à déclencher l'unité S.M.P.M. sur demande du C.O.S.

Dans tous les cas, lors de l'engagement de moyens en provenance de différents C.I.S., le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 indiquera au conseiller technique ou au chef d'unité :

- l'identité du C.O.S. et son indicatif radio ;
- le nombre de spécialistes S.M.P.M., les moyens engagés et leurs centres d'affectation ;
- leurs heures probables d'arrivée sur le site d'intervention ;
- l'emplacement du C.R.M. s'il est mis en place.

Les spécialistes S.M.P.M. se rendent sur intervention à l'aide du vecteur spécialisé dédié (V.I.M.P.) pour ceux du centre de référence, d'une V.L, d'une V.L.I.D ou d'un V.T.P pour les autres.

Les moyens de l'unité spécialisée se regroupent au C.R.M. Le responsable de l'intervention S.M.P.M. se place sous l'autorité du C.O.S. dès son arrivée et devient son seul interlocuteur en matière de milieu périlleux. Dans certains cas, le conseiller technique ou le chef d'unité peut être amené à rejoindre une opération à bord d'un moyen héliporté.

Toute intervention S.M.P.M. est réalisée par 4 équipiers encadrés par un conseiller technique ou par un chef d'unité à minima. Le nombre de spécialistes peut être augmenté suivant la nature de l'intervention, sur demande du conseiller technique ou du chef d'unité. Toutefois, pour un sauvetage de vie humaine, les 2 premiers équipiers S.M.P.M. peuvent sécuriser le site d'intervention et apporter les premiers secours à la victime. Pendant ce temps, le chef d'unité et les deux autres sauveteurs rejoignent le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais.

Le C.T.D. S.M.P.M. a toute latitude pour se projeter sur une intervention, s'il le juge nécessaire. Il en fait la demande expresse au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80. Pour les opérations programmées (prise en charge des démineurs, réquisition de police ou de gendarmerie …), une mise au point doit être réalisée préalablement entre le C.T.D. et les services ayant recours à la spécialité S.M.P.M, afin d'anticiper les actions à mener dans la mesure du possible.

Le responsable du S.M.P.M. dispose de l'ensemble des spécialistes S.M.P.M. sous son autorité.

Le désengagement de l'unité S.M.P.M. s'effectue sur ordre du C.O.S. Dès l'ordre reçu, les spécialistes S.M.P.M. procèdent au rangement et à la vérification du matériel. Si nécessaire, le V.I.M.P. est reconditionné dès son remisage au centre de secours.

Le responsable de l'opération S.M.P.M. rédige son C.R.S.V, ainsi qu'un éventuel compte rendu et le transmet au C.T.D.

8 : L'arrêt de la spécialité

L'agent désirant arrêter la spécialité doit en faire la demande écrite au D.D.S.I.S., sous couvert de son chef de centre, en justifiant ses motivations. Lorsque la résiliation est prononcée, il doit restituer son équipement individuel et l'ensemble de son habillement au C.T.D.

Annexe 02 : Recueil des activités spécialisées – Secours en milieu périlleux et montagne (S.M.P.M.)

1 : Généralités

La spécialité sauvetage-déblaiement (S.DE.), nouvellement dénommée unité de sauvetage, d'appui et de recherche (U.S.A.R.) permet d'intervenir en matière de reconnaissance, de sauvetage et de sécurisation d'un site dans les milieux effondrés ou menaçant ruine, où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison des risques en présence.

La spécialité est capable de s'inscrire dans des missions de longue durée, avec des compétences transversales et dans un environnement dégradé.

2 : Les missions

- explosion suivie ou non de feu ;
- recherche et sauvetage de victime(s) ensevelie(s) ;
- dégagement de personne(s) ensevelie(s) ;
- dégagement de décombres ;
- consolidation et sécurisation de bâtiments ;
- manœuvres de force, désincarcération difficile et/ou de longue durée ;
- conseils techniques au C.O.S. via des personnels formés au risque bâtimentaire (incendie, risques naturels...).

3 : Les besoins journaliers en personnel

L'effectif journalier des personnels spécialisés disponible doit être **au minimum** de :

- **1 chef d'unité** (S.DE. 2 / U.S.A.R. 2) ;
- **3 binômes** (S.DE. 1 / U.S.A.R. 1).

En complément de cet effectif journalier, une fois la ressource départementale épuisée, les renforts éventuels pourront provenir des départements limitrophes ou de la zone de défense.

4 : Les effectifs

Pour obtenir en tout temps les besoins journaliers, l'équipe départementale de sauvetage-déblaiement doit être constituée de :

- 50 à 60 équipiers (S.D.E. 1 / U.S.A.R. 1) ;
- 12 à 15 chefs d'unité (S.D.E. 2 / U.S.A.R.2) ;
- 3 à 5 chefs de section (S.DE. 3 / U.S.A.R. 3), dont le C.T.D.

Dans le cadre de l'exercice de leur spécialité, les membres de l'équipe départementale de sauvetage-déblaiement sont rattachés au groupement opérations.

Le centre support de la CeSD. est le C.I.S-1 Amiens-Poulainville.

5 : Le recrutement

L'appartenance à une spécialité ne doit pas constituer un frein à la mobilité territoriale au sein du S.D.I.S. de la Somme. De plus, chaque spécialiste qui le souhaite et qui le peut, est en droit de suivre la formation de maintien des acquis de sa ou de ses spécialités.

Ainsi, tout sapeur-pompier désirant intégrer l'unité départementale de sauvetage-déblaiement doit adresser sa candidature, sous couvert de la voie hiérarchique, au C.T.D., seule personne habilitée à recruter les agents pour la spécialité dont il a la charge. Les sapeurs-pompiers ayant un cursus scolaire et/ou professionnel dans le domaine du B.T.P. sont prioritaires lors des inscriptions aux stages de la spécialité.

Un test de sélection est organisé, avant une formation d'équipier, afin de déterminer les candidats disposant des capacités pour accéder à ladite formation.

6 : L'aptitude opérationnelle

L'unité de sauvetage-déblaiement est constituée de spécialistes inscrits sur une liste d'aptitude opérationnelle annuelle, arrêtée par le préfet de la Somme, sur proposition du D.D.S.I.S.

En cours d'année, cette liste peut faire l'objet de modifications afin :

- d'inclure des spécialistes en sauvetage-déblaiement nouvellement qualifiés à l'issue d'un stage ;
- d'inclure des spécialistes qui ont recouvré leur aptitude opérationnelle à l'issue d'une période d'inaptitude temporaire ;
- de retirer définitivement ou pour une période déterminée des spécialistes déclarés inaptes.

Est déclaré apte opérationnel, pour une année, tout sauveteur-déblayeur qui :

- est reconnu médicalement apte opérationnel sans restriction ;
- a participé aux activités de maintien des acquis pendant 24 heures dans l'année.

7 : L'engagement opérationnel

Le potentiel opérationnel de la spécialité S.DE. est connu en permanence par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 au moyen du système de gestion opérationnelle.

Si plusieurs chefs d'unité S.DE. sont disponibles, l'intervention est prise en compte par celui le plus proche du lieu du sinistre.

Dans tous les cas, lors de l'engagement de moyens en provenance de différents C.I.S., le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 indiquera au responsable de l'opération S.DE. (chef de section ou chef d'unité) :

- l'identité du C.O.S., la COM. ou DIR. d'accueil et son indicatif radio ;
- le nombre de sauveteurs-déblayeurs, les moyens engagés, ainsi que leurs centres d'affectation ;
- l'emplacement du C.R.M. s'il est mis en place.

Les sauveteurs-déblayeurs se rendent sur intervention au moyen du V.P.Ce. équipé de la Ce.SD. pour le C.I.S. support et d'un engin de transport (V.T.P., V.L.I.D., V.I.D.) pour les autres centres. Les moyens de l'unité spécialisée se regroupent au C.R.M. Le responsable de l'intervention S.DE. se place sous l'autorité du C.O.S. dès son arrivée et devient son seul interlocuteur en matière de sauvetage-déblaiement.

Le responsable de l'opération S.DE. rédige son C.R.S.V. ainsi qu'un compte-rendu (type Ret.Ex. S.DE.) qu'il transmet au C.T.D.

Des niveaux d'engagement opérationnel gradués sont définis ci-après. En outre, le conseiller technique, informé de tout départ de la spécialité, peut adapter l'engagement initial réalisé par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

Des moyens complémentaires nécessaires à la réalisation de la mission (S.M.P.M., CYN., S.S.O., Drone …) pourront compléter les engagements proposés en cas de besoin (voir tableau des niveaux d'engagement opérationnels ci-après).

Une projection extra-départementale est possible, soit au sein d'un détachement constitué d'une unité accompagnée d'un chef de section, soit au sein d'un groupe.

Le lot logistique S.DE. (hébergement et alimentation) est engagé en appui du détachement pour en assurer son autonomie.

8: L'arrêt de la spécialité

L'agent désirant arrêter la spécialité doit en faire la demande écrite justifiée au C.T.D. S.DE. sous couvert de son chef de centre. Lorsque la résiliation est prononcée, il doit restituer son équipement individuel au C.T.D.

Niveaux d'engagement opérationnel

Niveau d'engagement	Critères d'engagement	Engins engagés initialement	Qualification des personnels	Missions
Equipe reconnaissance S.DE.	Proposition du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 au C.O.S. A la demande d'un C.O.S.	Engins de transport	1 S.DE. 2 + 2 S.DE. 1	Reconnaissance - Prise de renseignement - Observation Prise de mesures immédiates de sauvegarde et de sécurisation Evaluation de la situation 1ères opérations de recherche et de sauvetage Marquage de l'emplacement des victimes Conseils au C.O.S. et/ou au D.O. Proposition d'une montée en puissance du dispositif S.DE.
Unité S.DE.	Intervention avec 1 ou 2 victimes Durée d'intervention inférieure à 5 heures Interventions suite évènements météo (tempête/inondation/coulée de boue,...)	Engins de transport Ce.S.D.	1 S.DE. 2 + 6 S.DE. 1 *(dont l'équipe de reconnaissance dans le cas où elle est engagée en précurseur)*	Idem que l'équipe de reconnaissance S.DE. Localisation et dégagement des victimes Découpe de matériaux (un engin pompe sera alors sollicité), manœuvres de force et étaiements simples
Groupe S.DE.	Intervention avec au moins 2 victimes Durée d'intervention supérieure à 5h Interventions suite évènements météo *(tempête/inondation/coulée de boue,…)*	Engins de transport Ce.S.D. 1 engin pompe	1 S.DE. 3 + 2 Unités S.DE.	Idem Unité S.DE. Capacité de sectorisation Manœuvres de force et étaiements lourds
Colonne S.DE.	Intervention nécessitant une organisation avec plusieurs groupes distincts de par son importance ou sa durée		1 S.DE. 3 / G.O.C. 4 2 à 4 groupes S.DE.	
Qualification Risques Bâtimentaires (R.Bat.)	Proposition du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 au C.O.S. A la demande d'un C.O.S. Demande d'un chef d'unité S.DE.	Engin de transport	S.DE. 2 ou S.DE. 3 formé aux Risques Bâtimentaires en condition opérationnelle	Conseils au C.O.S. et/ou au D.O. sur la lecture des désordres bâtimentaires Officier de sécurité à la disposition du C.O.S. Officier anticipation à la disposition du P.C.
Qualification Chef de Cellule 2D	Etude, analyse et expression de besoins et décision d'emploi des moyens U.S.A.R., R.Bat. et T.P.	Engin de transport	S.DE. 3 formé à la cellule 2D	Conseils du C.O.S. Planification, emploi et coordination des moyens U.S.A.R., R.Bat. et T.P.

1 : Généralités

La spécialité cynotechnie permet d'intervenir lors des missions de recherche et de levée de doute sur la présence de victimes ainsi qu'aider à leur localisation en collaboration avec les autres moyens sapeurs-pompiers (exception faite des adultes en bonne santé physique et mentale en fugue, pour lesquelles les équipes cynotechniques ne sont engagées que sur réquisition).

La prise en compte des aptitudes olfactives du chien a permis aux équipes de secours d'augmenter le taux de chance de retrouver rapidement des personnes incapables de répondre aux appels des sauveteurs ou de retrouver des victimes présentant un danger pour elles-mêmes.

2 : Les missions

Les différentes missions que les équipes cynotechniques sont susceptibles d'assurer sont :

- la recherche, la levée de doute et la localisation de victimes ensevelies dans le cadre d'effondrements de structures, de glissements de terrains, d'accidents routiers et ferroviaires, de chutes d'aéronefs, d'accidents de chantiers de construction … en complément de l'équipe opérationnelle spécialisée (E.O.S.) S.DE. et autres moyens spécialisés ;
- la recherche et la localisation de victimes en milieu terrestre et souterrain ;
- l'aide à la localisation de victimes immergées en eaux intérieures et portuaire, en appui des E.O.S. nautiques.

Il est à préciser que la recherche de personnes adultes et en bonne santé physique et mentale n'est réalisée qu'à la demande expresse et sur réquisition des services de police ou de gendarmerie. Il en est de même concernant la recherche de malfaiteurs en péril.

Enfin, les équipes cynotechniques départementales sont habilitées à intervenir en renfort extra départemental, sur engagement du C.O.Z.

3 : Les besoins journaliers en personnel

L'effectif journalier des personnels spécialisés disponible doit être **au minimum d'un binôme** (maitre-chien), mobilisable dans un **délai inférieur à 2 heures**.

Les renforts pourront être constitués d'équipes du S.D.I.S. de la Somme d'astreinte ou de repos, voire en provenance des départements limitrophes ou de la zone de défense.

4 : Les effectifs

Pour obtenir en tout temps les besoins journaliers, le peloton cynotechnique départemental doit être constitué de 6 maîtres-chiens, dont le conseiller technique et 2 chefs d'unité, chacun pouvant détenir 2 chiens au plus.

Les membres du peloton cynotechnique départemental sont rattachés au groupement opérations pour l'exercice de leur spécialité.

5 : La formation

La cynotechnie comporte 3 niveaux d'emplois opérationnels, correspondants aux formations suivantes :

- CYN. 1 : conducteur cynotechnique ;
- CYN. 2 : chef d'unité cynotechnique ;
- CYN. 3 : conseiller technique cynotechnique.

Une préformation est requise à l'accès au stage de formation de conducteur cynotechnique. Celle-ci a pour but de faire acquérir au stagiaire les connaissances de base nécessaires à l'entretien et à l'éducation du chien.

Elle s'articule en trois modules :

- module «A» : sensibilisation du stagiaire réalisée en continu durant la période probatoire;
- module «B» : suivi du développement harmonieux du chiot ou accoutumance au chien adulte ;
- module «C» : débourrage et développement des qualités olfactives du chien.

Elle ne permet pas l'exercice d'une activité opérationnelle dans la spécialité.

Les préformations se déroulent lors des F.M.P.A. départementales et extra-départementales, sous la tutelle d'un chef d'unité ou d'un conseiller technique.

L'accès en formation n'est possible qu'après avis favorable du C.T.D.

Afin de développer et maintenir les compétences techniques des binômes cynotechniques, une formation continue et assidue est nécessaire. Le volume maximal annuel est fixé à 264 h (basé sur 33 entrainements de 8 h), pouvant comprendre des stages opérationnels itinérants.

Cependant, sont exclus de ce volume horaire, les stages bloqués de développement des compétences (module C, CYN. 1, CYN. 2 et CYN. 3).

Sur demande, afin de s'adapter aux missions et à leurs évolutions, des compétences spécifiques pourront être développées.

6 : Le recrutement

L'appartenance à une spécialité ne doit pas constituer un frein à la mobilité territoriale au sein du S.D.I.S. de la Somme. De plus, chaque spécialiste qui le souhaite et qui le peut, est en droit de suivre la formation de maintien des acquis de sa ou ses spécialité(s) (unique pour la cynotechnie à l'exception du sauvetage animalier).

Ainsi, tout sapeur-pompier désirant intégrer le peloton cynotechnique doit adresser sa candidature, sous couvert de la voie hiérarchique, au conseiller cynotechnique départemental, seule personne habilitée à recruter les agents pour la spécialité dont il a la charge.

Un test de recrutement permettra d'évaluer la motivation et l'aptitude des postulants. Il sera suivi d'une période probatoire de 6 mois au moins, avant l'acquisition d'un chien.

Ce recrutement est établi annuellement, au regard du rapport d'activité et donc des besoins humains exprimés.

7 : L'aptitude opérationnelle

Les conducteurs et les chefs d'unité cynotechniques qui ont satisfait au contrôle d'aptitude ainsi que les conseillers techniques, sont inscrits sur la liste annuelle d'aptitude opérationnelle départementale, arrêtée par le préfet de la Somme, sur proposition du D.D.S.I.S.

En cours d'année, cette liste peut faire l'objet de modifications afin :

- d'inclure des binômes nouvellement qualifiés à l'issue d'un stage ;
- d'inclure des équipes qui ont recouvrés leur aptitude opérationnelle à l'issue d'une période d'inaptitude temporaire ;
- de retirer définitivement ou pour une période déterminée des équipes déclarées inaptes suite au contrôle d'aptitude.

Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, toute équipe :

- dont le maître est reconnu médicalement apte à la spécialité ;
- dont le chien est jugé médicalement apte par un vétérinaire de sapeurs-pompiers ;
- qui a satisfait au contrôle annuel d'aptitude opérationnelle.

Dans l'hypothèse où un chien est déclaré inapte par le vétérinaire, son conducteur (CYN. 1) est également inapte, car ne pouvant travailler sans chien.

Le même cas de figure n'entraîne pas l'inaptitude pour un conseiller technique cynotechnique (CYN. 3) ou pour un chef d'unité cynotechnique (CYN. 2), pour lesquels il n'y a pas obligation de travailler avec un chien. Dans ce cas, deux conducteurs cynotechniques doivent être déclenchés afin de disposer de deux chiens sur le terrain.

8 : L'engagement opérationnel

Les C.I.S. concernés transmettent quotidiennement au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 la disponibilité journalière des équipes cynotechniques. Seul le C.T.A / C.O.D.I.S. 80 est habilité à déclencher une équipe cynotechnique (information du C.T.D. ou de son représentant en cas de déclenchement).

Dans tous les cas, lors de l'engagement de moyens en provenance de différents C.I.S., le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 indiquera au conseiller technique ou au chef d'unité :

- l'identité du C.O.S. et son indicatif radio ;
- le nombre d'équipes cynotechniques ainsi que leurs centres d'affectation ;
- leurs heures probables d'arrivée sur le site d'intervention ;
- l'emplacement du C.R.M., s'il est mis en place.

Les équipes cynotechniques se rendent sur intervention au moyen du vecteur dédié (V.L.I.D. cynotechnique, V.L.I.D., V.T.U. ou V.L. du C.I.S. dont dépend le domicile du spécialiste cynotechnique, ou encore V.L.I.D., V.T.U. ou V.L à partir de leur C.I.S. d'affectation).

Les interventions doivent être réalisées par une unité cynotechnique. Celle-ci est composée de deux équipes qui peuvent être engagées simultanément. Elle est dirigée par un chef d'unité cynotechnique ou un conseiller technique cynotechnique. Toutefois, en cas de sauvetage, l'opération peut commencer avec une équipe cynotechnique. Dans ce cas, le conseiller technique ou le chef d'unité, ainsi que la deuxième équipe cynotechnique, rejoignent le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais.

Les moyens de l'unité spécialisée se regroupent au C.R.M. Le responsable de l'intervention cynotechnique se place sous l'autorité du C.O.S. dès son arrivée et devient son seul interlocuteur en matière de cynotechnie. Il conseille le C.O.S. dans son domaine de compétence en proposant des idées de manœuvre en fonction de la mission à réaliser.

Le responsable cynotechnique dispose de l'ensemble des équipes cynotechniques sous son autorité. Le désengagement des équipes cynotechniques s'effectue sur ordre du C.O.S.

Le responsable de l'opération cynotechnique complète alors le C.R.S.V. relatif à l'intervention et rédige un compte rendu qu'il transmet au C.T.D.

9 : L'entretien du chien

L'achat du chien est à la charge du futur maître-chien. Le choix du chiot s'opérera en liaison avec le C.T.D. L'animal devra disposer d'un chenil et de conditions de vie adaptées à un chien de travail, conformément aux textes en vigueur.

Les soins vétérinaires (visites médicales, vaccinations, soins, …) sont pris en charge par le S.D.I.S. de la Somme. Les soins vétérinaires de l'animal seront donnés obligatoirement par un vétérinaire de sapeur-pompier. A défaut, les soins seront réalisés par un vétérinaire désigné par le service. En cas d'urgence vitale, les soins pourront être dispensés par le vétérinaire le plus proche. Dans ce cas, les frais seront pris en charge par le S.D.I.S. de la Somme.

L'alimentation du chien est prise en charge par le S.D.I.S. de la Somme à l'issue de la préformation.

Les chiens réformés suite à accident de service ou retraite sont à la charge complète du S.D.I.S. de la Somme si et seulement si le conducteur cynotechnique reste actif dans l'unité départementale.

10 : L'arrêt de la spécialité

L'agent désirant arrêter la spécialité doit en faire la demande écrite au D.D.S.I.S., sous couvert de son chef de centre, en justifiant ses motivations. Lorsque la résiliation est prononcée, il doit restituer son équipement individuel au C.T.D.

1 : Généralités

Les dangers, menaces et risques chimiques

Omniprésentes sur les lieux de travail, dans les usages domestiques du quotidien ou encore sur les voies de transport, les substances et préparations chimiques se sont démocratisées, multipliées, grâce à un essor industriel rapide ces dernières décennies. Du fait de leur production, de leur transport, de leur stockage ou encore de leur utilisation, elles génèrent en tant que telles, et de façon endogène, des risques tout en constituant des agents de la menace particulièrement destructeurs pour des criminels et terroristes qui ont démontré leur capacité à fabriquer des explosifs ou des substances chimiques en utilisant, et détournant, des produits chimiques courants.

Les accidents industriels meurtriers et répétés depuis les années 1970 ou encore les attentats terroristes qui se sont succédés depuis les années 2020 *(comme, pour les plus meurtriers d'entre eux, les attentats à Paris et Saint-Denis le 13 novembre 2015, à Nice le 14 juillet 2016)* ont fait prendre conscience de cette dualité entre « risques » et « menaces » caractérisée par l'utilisation accidentelle de substances et préparations chimiques et leur utilisation intentionnelle et malveillante dans une action terroriste ayant pour but de tuer, de blesser un grand nombre de personnes afin de désorganiser un pays, d'affaiblir son économie et d'atteindre psychologiquement les populations.

A ces risques, il convient également d'y ajouter le risque biologique qui existe depuis toujours sous la forme de grandes épidémies et qui a frappé tout particulièrement les pays du monde en 2020 et 2021 avec la pandémie de Covid-19.

Les risques chimiques et l'état de la menace sur le territoire départemental

Caractérisé par ses plaines agricoles notamment sur l'Est, le département de la Somme n'est pas resté à la marge de l'essor industriel décrit ci-dessus et est devenu peu à peu un territoire au caractère industriel affirmé grâce aux filières du textile, de la métallurgie, de la plasturgie, de la mécanique, de l'agroalimentaire, du ferroviaire, de l'automobile, de l'industrie pharmaceutique, de la santé, ou encore de l'énergie. Il s'est, dans ce cadre, structuré au fil du temps et a construit les infrastructures de transport nécessaires à la conquête des marchés internationaux *(autoroutes A1, A2, A16, A26, A28 et A29 et demain le canal Seine-Nord Europe)* et sur lesquelles transitent annuellement des quantités considérables de matières chimiques.

Par ailleurs, le département de la Somme garde les cicatrices des derniers conflits mondiaux, et des combats particulièrement meurtriers qui s'y sont déroulés et pour lesquels des obus et bombes restent encore à ce jour non éclatés et susceptibles de renfermer des produits chimiques fugaces ou contaminants.

On notera enfin que la proximité du département de la Somme des grosses agglomérations prioritaires que constituent Paris, Lille, Rouen, … représente une vulnérabilité supplémentaire susceptible d'entrainer l'engagement du S.D.I.S. de la Somme sur des interventions de nature terroriste à caractère non conventionnel.

Ainsi, les sapeurs-pompiers du S.D.I.S. de la Somme ont un rôle prépondérant à jouer en cas d'évènement ou d'accident à caractère chimique ou biologique, ou de nature N.R.B.C.- e.

2 : Les missions

Au titre de la composante « R.CH. » traitant des événements accidentels et non malveillants

Les différentes missions que l'équipe opérationnelle spécialisée en risques chimiques et biologiques (E.O.S. R.CH.) est susceptible d'assurer, sont définies dans le guide national de référence « risques chimiques et biologiques » de 2006. Il est possible d'énumérer :

- les reconnaissances ;
- les sauvetages et l'assistance des victimes et des impliqués ;
- la prise en charge d'un faible nombre de victimes contaminées suivant leur degré (< 5) ;
- le balisage ;
- la protection des intervenants ;

- l'évaluation des risques de l'incident ou de l'accident ;
- les propositions de mesures de sauvegarde pour la population impliquée ;
- la protection de l'environnement.

Au titre de la composante « N.R.B.C.- e. » traitant des événements intentionnels et malveillants

L'équipe opérationnelle spécialisée en risques chimiques et biologiques est également engagée pour assurer la décontamination de masse de victimes, valides et invalides, en neutralisant, déplaçant ou détruisant le contaminant en cause et ainsi éviter l'aggravation de la contamination initiale et prévenir un transfert de contamination.

Les circulaires n°700 du 7 novembre 2008, n° 750 et n° 800 du 18 février 2011, élaborées par le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationales (S.G.D.S.N.), précisent le dispositif interministériel à mettre en place pour faire face à un attentat ou à la découverte de plis, colis, contenants et substances suspectés de renfermer des agents radiologiques, biologiques ou chimiques dangereux. Par ailleurs, le dispositif de planification opérationnelle O.R.SE.C prévoit des groupes d'intervention spécialisés aux fins d'uniformiser les colonnes de renfort N.R.B.C.-e. et ainsi calibrer la réponse capacitaire. Ces groupes viennent compléter les groupes « traditionnels » (INC., ...) qui pourraient déjà être engagés sur une intervention. Ils sont complétés, si nécessaire, par des matériels spécifiques (lot P.R.V., E.P.I. complémentaires, ...) ou d'autres ressources spécialisées (déminage, conseillers techniques, ...).

- groupe de commandement et de soutien (7/2/2)
  - mission : Commandement et soutien de la colonne
  - moyens dévolus à la mission : 1 Chef de colonne, 1 P.C.C., 2 chefs de groupe, 1 V.T.U., 1 V.L.M., 1 C.T. R.CH. et 1 C.T. RAD.
- groupe d'intervention spécialisée N.R.B.C.-e. (5/7/13)
  - mission : Evaluation technique, levée de doute et identification N.R.B.C.-e., mise en œuvre des mesures conservatoires et curatives, soutien opérationnel aux autres groupes engagés en zone d'exclusion …
  - moyens dévolus à la mission : 1 Chef de groupe, 1 C.M.I.R., 1 C.M.I.C., 1 F.P.T. et 1 V.L.M.
- groupes de sauvetage N.R.B.C.-e. (2/6/24)
  - mission : Secours de l'avant en zone contaminée (sauvetages en zone d'exclusion), mise en place et activation du point de regroupement des victimes et décontamination d'urgence, gestion des victimes en zone contrôlée, renfort et main d'œuvre sur différents secteurs de l'intervention, relèves, …
  - moyens dévolus à la mission : 1 Chef de groupe, 4 F.P.T., 1 V.L.M. et 1 V.T.U.
- groupe de décontamination N.R.B.C.-e. (2/3/11)
  - mission : mise en œuvre de l'unité mobile de décontamination (U.M.D.)
  - moyens dévolus à la mission : 1 Chef de groupe, 2 F.P.T., 1 U.M.D., 1 V.L.M. et 1 V.T.U.

Les personnels des centres supports de l'équipe opérationnelle spécialisée en risques chimiques et biologiques (Abbeville, Amiens-Poulainville et Péronne) sont appelés à intervenir au sein du groupe d'intervention spécialisée N.R.B.C.-e. pour assurer les levées de doute, prendre les mesures conservatoires et procéder à l'identification des agents de la menace. Les personnels des C.I.S. Flixecourt, Domart en Ponthieu et Vignacourt, tout comme les personnels spécialisés en R.CH du C.I.S-1. Abbeville, assurent la réponse opérationnelle du groupe de décontamination N.R.B.C.-e. Enfin, le groupe de sauvetage N.R.B.C.-e. est quant à lui armé par l'ensemble des personnels du corps départemental qualifiés à minima en qualité d'équipier incendie.

3 : Les besoins journaliers en personnel

Au titre de la composante « R.CH. » traitant des événements accidentels et non malveillants

L'effectif journalier des personnels spécialisés disponible doit être **au minimum** de :

- **1 chef de C.M.I.C.** (R.CH. 3 ou R.CH. 4), parmi les cadres d'astreinte ;
- **7 équipiers / chefs d'équipe d'intervention R.CH.** (R.CH. 2) dont :
  - 3 R.CH. 2 au C.I.S-1. Amiens-Poulainville ;
  - 1 R.CH. 2 au C.I.S-1. Abbeville ;
  - 1 R.CH. 2 au C.I.S-1. Péronne;
  - 2 R.CH. 2 au sein des C.I.S-1. de la compagnie Ambiani ou des C.I.S. du C.D.S.P. 80 qui en sont encore pourvus.
- **4 équipiers / chefs d'équipe de reconnaissance R.CH.** (R.CH. 1) dont :
  - 2 R.CH. 1 au C.I.S-1. Abbeville ;
  - 2 R.CH. 1 au C.I.S-1. Péronne.

Au titre de la composante « N.R.B.C.-e. » traitant des événements intentionnels et malveillants

Pour les missions du spectre de la menace N.R.B.C.-e., l'effectif journalier des personnels spécialisés disponible doit permettre **au minimum** d' :

- armer un groupe d'intervention spécialisée N.R.B.C.-e. par les moyens de la composante R.CH. décrits ci-avant, à savoir :
  - **1 chef de C.M.I.C.** (R.CH. 3 ou R.CH. 4), parmi les cadres d'astreinte ;
  - **6 équipiers / chefs d'équipe d'intervention R.CH. et 4 équipiers / chefs d'équipe de reconnaissance R.CH.**
- armer un groupe de décontamination N.R.B.C.-e. par :
  - **1 chef de groupe** (R.CH. 3 au minimum), parmi les cadres d'astreinte ;
  - **12 spécialistes décontamination** issus des C.I.S. Abbeville, Flixecourt, Domart-en-Ponthieu et Vignacourt. Etant précisé que si la ressource ne peut être trouvée en interne, le C.O.D.I.S. 80 peut en faire la demande auprès du C.O.Z.

Le groupe sauvetage N.R.B.C.-e. et le groupe de commandement et de soutien sont armés par les moyens opérationnels journaliers couvrant les risques courants *(moyens opérationnels incendie et chaine de commandement).*

4 : Les effectifs

Au titre de la composante « R.CH. » traitant des événements accidentels et non malveillants

A ce jour, l'équipe opérationnelle spécialisée en risques chimiques et biologiques est constituée d'équipiers et de chefs d'équipe de reconnaissance (R.CH. 1), d'équipiers et de chefs d'équipe d'intervention (R.CH. 2), de chefs de C.M.I.C. (R.CH. 3) et de conseillers techniques en risques chimiques et biologiques (R.CH. 4). La composition précise est détaillée dans la liste d'aptitude opérationnelle arrêtée annuellement par le préfet.

Pour respecter les besoins journaliers des équipes R.CH. *(sans compter les besoins en décontamination)*, l'équipe opérationnelle spécialisée en risques chimiques et biologiques doit être constituée au mieux de :

- 52 R.CH. 1 (équipiers et chefs d'équipe de reconnaissance R.CH.) ;
- 90 R.CH. 2 (équipiers et chefs d'équipe d'intervention R.CH.) ;
- 10 à 12 R.CH. 3 (chefs de C.M.I.C.) ;
- 3 R.CH. 4 (conseillers techniques R.CH.).

Ces effectifs doivent permettre d'assurer l'engagement différencié :

- d'une équipe de reconnaissance R.CH. sur le C.I.S-1. Péronne et sur le C.I.S-1. Abbeville ; équipe de reconnaissance R.CH. projetée au moyen d'un V.R.R.T. et constituée au minimum d'un agent R.CH. 2 et de deux agents R.CH. 1 ;
- d'une équipe d'intervention R.CH. sur le C.I.S-1. Amiens-Poulainville ; équipe d'intervention R.CH. projetée au moyen d'un V.I.R.T. et constituée de 5 agents R.CH. 2 ;
- d'une C.M.I.C. constituée d'une équipe de reconnaissance R.CH., d'une équipe d'intervention R.CH. et d'un chef de C.M.I.C. ou C.T. R.T.

Au titre de la composante « N.R.B.C.-e. » traitant des événements intentionnels et malveillants

Concernant la composante « N.R.B.C.-e. » de l'équipe opérationnelle spécialisée en risques chimiques et biologiques, et l'unité mobile de décontamination notamment, dans le but d'obtenir en tout temps les besoins journaliers, elle doit être constituée de :

- 60 équipiers formés DEC. 1 ;
- 10 à 12 R.CH. 3 (et leurs équivalents RAD.3) sensibilisés au fonctionnement de l'U.M.D. ;
- 1 médecin de sapeurs-pompiers et 1 infirmier de sapeurs-pompiers référents.

Nota : Le niveau de formation requis pour tenir l'emploi décontamination DEC. 1 s'obtient en suivant la formation adéquate sur 2 jours lors du stage R.CH. 1.

5 : Le recrutement

L'appartenance à une spécialité ne doit pas constituer un frein à la mobilité territoriale au sein du S.D.I.S. de la Somme. Aussi, chaque spécialiste qui le souhaite, et qui le peut, est en droit de suivre la formation de maintien des acquis de sa ou de ses spécialités. Toutefois, dans un souci de gestion efficiente des ressources et d'augmentation du niveau général des spécialistes, il ne sera désormais formé des nouveaux spécialistes que dans les seules unités opérationnelles supports définies supra (C.I.S-1. Abbeville, Péronne et Amiens-Poulainville pour le R.CH. et C.I.S. Abbeville, Flixecourt, Domart en Ponthieu et Vignacourt pour la décontamination) ainsi que les cadres de la chaine de commandement et membres du S.S.S.M. Par ailleurs, les spécialistes R.CH. affectés dans une unité opérationnelle non support de la spécialité seront invités à se réorienter vers d'autres spécialités au fil du temps.

Ainsi, tout sapeur-pompier du C.D.S.P. 80 affecté dans une unité opérationnelle support de la spécialité et désirant intégrer l'équipe opérationnelle spécialisée en risques chimiques et biologiques ou l'unité mobile de décontamination, peut adresser sa candidature, sous couvert de la voie hiérarchique, au conseiller technique départemental R.CH., seule personne habilitée à recruter les agents pour la spécialité dont il a la charge.

6 : L'aptitude opérationnelle

L'équipe opérationnelle spécialisée en risques chimiques et biologiques est constituée de spécialistes inscrits sur une liste d'aptitude opérationnelle annuelle, arrêtée par le préfet de la Somme sur proposition du D.D.S.I.S.

En cours d'année, cette liste peut faire l'objet de modifications afin :

- d'inclure des spécialistes nouvellement qualifiés à l'issue d'un stage ;
- d'inclure des spécialistes qui ont recouvré leur aptitude opérationnelle à l'issue d'une période d'inaptitude temporaire ;
- de retirer définitivement ou pour une période déterminée des spécialistes déclarés inaptes.

Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, tout spécialiste qui :

- est reconnu médicalement apte à la spécialité ;
- a participé aux formations annuelles de maintien des acquis : 8 heures pour les R.CH. 1, 16 heures pour les R.CH. 2 (dont 8 heures de F.M.P.A. départementale) et 24 heures pour les R.CH. 3 et R.CH. 4 (dont 16 heures d'encadrement de formation),
- a participé à 8 heures de maintien des acquis annuel pour les membres de l'U.M.D.

7 : L'engagement opérationnel

Au titre de la composante « R.CH. » traitant des événements accidentels et non malveillants

Les chefs de C.I.S. support de la spécialité R.CH. veillent quotidiennement à l'armement de l'équipe de reconnaissance ou de l'équipe d'intervention R.CH. comme décrit supra. Les chefs de C.M.I.C. assurent l'astreinte de chef de C.M.I.C. à travers le tableau d'astreinte opérationnelle départementale, celle-ci étant cumulable avec une autre astreinte opérationnelle (chef de groupe par exemple). Dans

l'éventualité où aucun cadre qualifié R.CH. 3 ou R.CH. 4 n'est porté sur le planning opérationnel, une demande d'astreinte spécifique peut être sollicitée par le conseiller technique départemental R.CH. auprès du chef du groupement opérations.

Seul le C.T.A / C.O.D.I.S. 80 est habilité à déclencher les moyens de l'équipe opérationnelle spécialisée en risques chimiques et biologiques après demande d'un C.O.S. ou non. Dans tous les cas, lors de l'engagement de moyens en provenance de différents C.I.S., le C.T.A / C.O.D.I.S. 80 indiquera au conseiller technique ou au chef de C.M.I.C. engagé :

- l'identité du C.O.S. et son indicatif radio ;
- le nombre de spécialistes et les moyens engagés ainsi que leurs centres d'affectation ;
- leurs heures probables d'arrivée sur le site d'intervention ;
- l'emplacement du C.R.M., s'il est mis en place ;
- les conditions astro-météorologiques sur la zone d'intervention.

Les spécialistes R.CH. se rendent sur intervention à l'aide du V.R.R.T. ou du V.I.R.T. En cas de pollution aquatique, la cellule R.T. peut également être engagée.

D'une manière générale, les moyens de l'équipe opérationnelle spécialisée R.CH. se regroupent au C.R.M. Le responsable de l'intervention R.CH. se place sous l'autorité du C.O.S. dès son arrivée et devient son seul interlocuteur en matière de risques chimiques et biologiques. Le responsable R.CH. dispose de l'ensemble des spécialistes R.CH. sous son autorité.

Le désengagement des moyens R.CH. s'effectue sur ordre du C.O.S. Dès l'ordre reçu, les spécialistes procèdent, le cas échéant, à la décontamination puis au rangement et à la vérification du matériel.

Le responsable de l'opération R.CH. rédige le C.R.S.S. Si l'intervention sort du cadre ordinaire, il a la possibilité, dans une démarche de Ret.Ex., de rédiger un compte rendu qu'il destinera au conseiller technique départemental R.CH., ainsi qu'au groupement opérations.

Au titre de la composante « N.R.B.C.-e. » traitant des événements intentionnels et malveillants

S'agissant de la composante N.R.B.C.-e., l'U.M.D. est appuyée de deux fourgons pompe tonne pour projeter les spécialistes DEC. et d'un véhicule ou berce d'appui N.R.B.C.-e. pour former un groupe de décontamination N.R.B.C.-e.

S'agissant d'un moyen en dotation d'Etat, l'engagement de l'U.M.D. hors département est décidé et régulé par le C.O.Z. Nord :

- sur demande du C.O.D.I.S. 80 pour les renforts intra-zonaux ;
- sur demande du C.O.G.I.C. pour un engagement extra-zonal.

Dans tous les cas, l'engagement d'un dispositif en réponse à un acte terroriste doit entraîner la demande systématique de pré-positionnement d'un deuxième dispositif complet (attentat multi-sites). Les procédures s'appuieront sur des fiches et imprimés types indexés à l'ordre zonale d'opérations N.R.B.C.-e.

Le responsable de l'opération de décontamination rédige le C.R.S.S. Si l'intervention sort du cadre ordinaire, il a la possibilité, dans une démarche de Ret.Ex., de rédiger un compte rendu qu'il destinera au conseiller technique départemental R.CH., ainsi qu'au groupement opérations.

8 : L'arrêt de la spécialité

L'agent désirant arrêter la spécialité doit en faire la demande écrite au D.D.S.I.S. sous couvert de son chef de centre, en justifiant ses motivations. Lorsque la résiliation est prononcée, il doit restituer son équipement individuel au C.T.D. R.CH.

1 : Généralités

Les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima ont rappelé dramatiquement que les activités liées à l'utilisation pacifique de l'atome pouvaient, mal maîtrisées, constituer une menace majeure pour les hommes et pour l'environnement.

Face à l'extension de l'emploi des sources radioactives en médecine et dans l'industrie, les C.M.I.R. disposant d'un matériel spécialisé ont pour mission une assistance technique d'urgence en cas d'accidents ou d'incidents à caractère radiologique liés aux diverses utilisations de l'énergie nucléaire ainsi qu'à leur transport.

A ce titre, le S.D.I.S. de la Somme dispose d'une équipe de reconnaissance radiologique.

2 : Les missions

Les différentes missions que l'équipe de reconnaissance radiologique est susceptible d'assurer sont définies dans le G.N.R. :

- cadre général :
  - s'intégrer au dispositif opérationnel ;
  - renseigner le C.O.S. ;
  - rendre compte des doses reçues en cours d'intervention et en fin d'intervention au chef de C.M.I.R. et au médecin-chef.
- mesures conservatoires :
  - délimiter et baliser la zone de sécurité ;
  - assurer la protection des premiers intervenants.
- qualification du risque :
  - effectuer des reconnaissances, recueillir des informations sur le risque ;
  - effectuer des mesures d'irradiation ;
  - suspecter la présence de contamination de surfaces ;
  - participer aux relevés de mesures sur le terrain.
- soutien :
  - assurer un soutien logistique aux équipes d'intervention ou aux autres équipes ;
  - préparer l'arrivée des équipes d'intervention ;
  - se mettre à la disposition du chef de C.M.I.R.

En cas de nécessité d'intervention d'une équipe d'intervention radiologique, l'équipe de reconnaissance aura recours systématique à une C.M.I.R. constituée en provenance d'un S.D.I.S. sollicité par le centre opérationnel de zone (C.O.Z.).

3 : Les besoins journaliers en personnel

L'effectif journalier des personnels spécialisés disponible doit être **au minimum** de :

- **1 conseiller technique ou 1 chef de C.M.I.R.** (Dans l'hypothèse où cette ressource ne peut être trouvée, le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 en exprime la demande auprès du C.O.Z.) ;
- **1 chef d'équipe « reconnaissance » et 2 équipiers « reconnaissance »**.

4 : Les effectifs

Pour obtenir en tout temps les besoins journaliers, l'unité départementale de reconnaissance radiologique doit être constituée au minimum de :

- 60 RAD. 1 ;
- 6 à 10 chefs de C.M.I.R., dont le conseiller technique départemental.

Les effectifs minimum sont de 30 spécialistes au C.I.S-1. Amiens-Poulainville qui est le centre support, et de 15 spécialistes au C.I.S-1. Péronne. La spécialité est en cours de déploiement sur le C.I.S-1 Abbeville avec un effectif cible de 15 spécialistes.

Les membres de l'équipe départementale de radioprotection sont rattachés au groupement opérations pour l'exercice de leur spécialité.

5 : Le recrutement

L'appartenance à une spécialité ne doit pas constituer un frein à la mobilité territoriale au sein du S.D.I.S. de la Somme. De plus, chaque spécialiste qui le souhaite et qui le peut, est en droit de suivre la formation de maintien des acquis de sa ou de ses spécialités.

Ainsi, tout sapeur-pompier désirant intégrer l'unité départementale RAD. doit adresser sa candidature, sous couvert de la voie hiérarchique, au C.T.D., seule personne habilitée à recruter les agents pour la spécialité dont il a la charge. Ce recrutement est établi annuellement au regard du rapport d'activité et donc des besoins humains exprimés.

6 : L'aptitude opérationnelle

L'unité départementale de reconnaissance radiologique est constituée de spécialistes inscrits sur une liste d'aptitude opérationnelle annuelle, arrêtée par le préfet de la somme sur proposition du D.D.S.I.S.

En cours d'année, cette liste peut faire l'objet de modifications afin :

- d'inclure des spécialistes nouvellement qualifiés à l'issue d'un stage ;
- d'inclure des spécialistes qui ont recouvré leur aptitude opérationnelle à l'issue d'une période d'inaptitude temporaire ;
- de retirer définitivement ou pour une période déterminée des spécialistes déclarés inaptes.

Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, tout spécialiste qui :

- est reconnu médicalement apte à la spécialité ;
- a participé au recyclage annuel.

Pour le suivi de l'aptitude médicale, chaque spécialiste doit obligatoirement, en opération, être porteur de son dosimètre photographique individuel et d'un dosimètre individuel électronique à lecture directe. Après chaque intervention, les doses reçues constatées en lecture sur le dosimètre individuel électronique à lecture directe ainsi que les résultats du développement du film dosimètre, sont consignés dans le carnet individuel de suivi médical d'activité sous le contrôle du médecin-chef.

7 : L'engagement opérationnel

Les C.I.S. concernés transmettent quotidiennement au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 la disponibilité journalière des spécialistes en risques radiologiques. Les chefs de C.M.I.R. assurent une astreinte RAD., celle-ci étant cumulable avec une autre astreinte opérationnelle (chaîne de commandement) ou une G.A.C.

Seul le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 est habilité à déclencher l'unité de reconnaissance radiologique. Il informe le C.O.Z. de toute intervention à caractère radiologique.

Dans tous les cas, lors de l'engagement de moyens en provenance de différents C.I.S., le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 indiquera au conseiller technique ou au chef de C.M.I.R. :

- l'identité du C.O.S. et son indicatif radio ;
- le nombre de spécialistes et les moyens engagés ainsi que leurs centres d'affectation ;
- leurs heures probables d'arrivée sur le site d'intervention ;
- l'emplacement du C.R.M., s'il est mis en place.

Les spécialistes se rendent sur intervention à l'aide du V.I.R.T. ou du V.R.R.T. Les moyens de l'unité spécialisée se regroupent au C.R.M. Le responsable de l'intervention RAD. se place sous l'autorité du C.O.S. dès son arrivée et devient son seul interlocuteur en matière de radioprotection. Le responsable de l'intervention RAD. a l'ensemble des spécialistes RAD. placés sous son autorité.

Le désengagement de l'unité de radioprotection s'effectue sur ordre du C.O.S. Dès l'ordre reçu, les spécialistes procèdent au rangement et à la vérification du matériel. Si nécessaire, le V.I.R.T. ou le V.R.R.T. est reconditionné dès sa rentrée au C.I.S. Le responsable de l'intervention RAD. rédige le C.R.S.V. relatif à l'intervention et le compte rendu qu'il transmet au C.T.D.

8 : L'arrêt de la spécialité

L'agent désirant arrêter la spécialité doit en faire la demande écrite au D.D.S.I.S., sous couvert de son chef de centre, en justifiant ses motivations. Lorsque la résiliation est prononcée, il doit rendre son équipement individuel au C.T.D.

1 : Généralités

Le département de la Somme réalise chaque année environ 300 interventions pour sauvetage ou capture d'animaux. Le panel est varié, entre l'animal domestique, de rente ou de la ferme, sauvage, ou plus exotique avec les nouveaux animaux de compagnie (N.A.C.). Pour faire face à ces interventions et développer l'équipement mis à disposition des sapeurs-pompiers, le S.D.I.S. de la Somme a doté certains C.I.S. de lots animaliers. On retrouve du matériel de capture et de transport dans l'attente d'une prise en charge par un service compétent.

L'équipe opérationnelle spécialisée sauvetage animalier (S.AN.) est donc mise en place dans le but d'apporter un savoir-faire supplémentaire sur des interventions avec une sensibilité particulière.

2 : Les missions

- conseiller le C.O.S. ;
- sauvetage et / ou capture d'animaux dans des conditions particulières et qui nécessitent les spécialistes de l'E.O.S. S.AN.

3 : Les besoins journaliers en personnel

L'effectif journalier des personnels spécialisés disponible doit être au minimum de **3 équipiers qualifiés « sauvetage animalier » par groupement territorial**, soit un total journalier de 9.

4 : Les effectifs

Pour obtenir en tout temps les besoins journaliers, l'unité départementale de sauvetage animalier doit être constituée au minimum de :

- 100 équipiers S.AN. dont le référent technique départemental, répartis comme suit :
  - 30 S.AN 2
  - 70 S.AN 1;
- 1 vétérinaire de sapeurs-pompiers.

Ces effectifs sont répartis judicieusement sur le département, à raison de 30 équipiers minimum par groupement territorial.

5 : Le recrutement

Le recrutement se fait sur la base du volontariat. Tout sapeur-pompier, du grade minimal de caporal et ne présentant pas de restriction médicale à une allergie animalière, peut postuler pour intégrer la spécialité.

Des tests d'appréhension sont réalisés afin de valider l'intégration.

6 : L'aptitude opérationnelle

L'équipe opérationnelle spécialisée sauvetage animalier est constituée de spécialistes inscrits sur une liste annuelle d'aptitude opérationnelle, arrêtée par le préfet de la Somme, sur proposition du D.D.S.I.S.

En cours d'année, cette liste peut faire l'objet de modifications afin :

- d'inclure des spécialistes nouvellement qualifiés à l'issue d'un stage ;
- d'inclure des spécialistes qui ont recouvré leur aptitude opérationnelle à l'issue d'une période d'inaptitude temporaire ;
- de retirer définitivement ou pour une période déterminée des spécialistes déclarés inaptes.

Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, tout spécialiste qui :

- est reconnu médicalement apte à la spécialité ;

- a participé annuellement à :
  - une F.M.P.A. de 8 h pour le spécialiste S.AN 1 ;
  - deux F.M.P.A. de 8h (soit 16h) pour le spécialiste S.AN 2 ;
- poursuit son investissement de manière active.

7 : L'engagement opérationnel

Les équipiers S.AN. sont déclenchés par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 :

- en complément d'une équipe O.D. / lot S.AN. au départ, en fonction des éléments recueillis auprès du requérant ;
- en renfort sur demande d'une équipe déjà sur place.

Il sera distingué 2 niveaux d'engagement :

- **Le niveau 1** : V.T.U. (2 équipiers) + Lot S.AN.
  Sera déclenché pour les animaux ne représentant pas une menace pour les tiers ou les intervenants. (chiens, chats, petits oiseaux, reptiles non venimeux, etc .).

- **Le niveau 2** : V.T.U. (3 équipiers) + Lot S.AN. XL
  Sera déclenché pour les animaux représentant une menace pour les tiers ou les intervenants.
  Il sera également déclenché pour les animaux de la faune exotique. (animaux de grandes tailles, espèces venimeuses, animaux de la ferme, etc.).

Le vétérinaire de sapeur-pompier (V.S.P.) peut être déclenché en départ « SPECIALISTE » et être mis à disposition du C.O.S. :

- sur demande de l'officier C.O.D.I.S. ou de l'adjoint au chef de salle C.T.A. ;
- sur demande du C.T.D. S.AN. lors de la conférence téléphonique ;
- sur demande et/ou validation du C.O.S. présent sur les lieux de l'intervention.

L'expert animalier peut être contacté par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 pour l'identification des animaux de la faune sauvage lors du traitement de l'alerte. Il pourra être déclenché en départ « SPECIALISTE » dans les mêmes conditions que le V.S.P.

8 : L'arrêt de la spécialité

L'agent désirant arrêter la spécialité doit en faire la demande écrite au C.T.D., sous couvert de son chef de centre, en justifiant ses motivations. Lorsque la résiliation est prononcée, il doit restituer son équipement individuel au C.T.D.

1 : Généralités

Les secours subaquatiques sont constitués par les opérations se situant sous la surface de l'eau et nécessitant la mise en œuvre de techniques et de matériels particuliers.

2 : Les missions

Les missions sont toujours caractérisées par l'urgence dans le cadre de la sauvegarde des personnes et des biens, ou de la protection de l'environnement.

Les différentes missions que les scaphandriers autonomes légers (S.A.L.) sont susceptibles d'assurer sont :

- sauvetage et assistance ;
- prompts secours en milieu hyperbare ;
- reconnaissances ;
- sécurité des interventions en site aquatique ;
- dispositif prévisionnel de secours aquatique ou subaquatique et hyperbare ;
- travaux subaquatiques et hyperbares d'urgence ;
- assistance pour la lutte contre les pollutions et la protection de l'environnement ;
- recherches diverses.

La notion de prompt secours reste valable pour une personne noyée, immergée pendant une durée d'une heure et pouvant aller jusqu'à 2 heures dans une eau très froide (inférieure à 6°C). L'intervention sera adaptée en fonction du contexte (poches d'air, zones de survie), de l'autonomie (emploi de recycleur par exemple) et de la condition physique de l'agent susceptible d'intervenir.

Les travaux subaquatiques et hyperbares d'urgence qui entrent dans le cadre des missions des S.A.L. ont pour but :

- de colmater une brèche ;
- de dégager une voie navigable, fluviale ou maritime ;
- d'amarrer, de repêcher ou de renflouer des véhicules ou engins divers ;
- d'enlever des obstacles immergés ;
- de contribuer à une opération de traitement d'une pollution ;
- de dégager une hélice entravée ne permettant pas la manœuvrabilité d'une embarcation.

Les travaux de renflouement, d'enlèvement, de destruction d'obstacles immergés et de dégagement de bateaux ou de navires, incombent normalement à des sociétés spécialisées dans les travaux subaquatiques et hyperbares. L'activité des plongeurs sapeurs-pompiers doit rester motivée par l'urgence, l'occurrence d'un danger avéré ou en cas de carence de telles sociétés.

Les scaphandriers peuvent être engagés suite à réquisition de l'autorité judiciaire ou administrative, sous réserve de leur qualification et habilitation. Les plongeurs seront engagés après réception de la réquisition.

Pour ce qui concerne les missions exclusives de l'E.O.S. S.A.L. vis-à-vis de la sécurité des interventions en site aquatique et lors d'un D.P.S. aquatique, subaquatique et hyperbare, l'E.O.S. SAV. sera associée dans le cadre de la complémentarité nautique.

3 : Les besoins journaliers en personnel

L'effectif départemental journalier des personnels spécialisés disponible doit être **au minimum** de **3 S.A.L. dont au moins 1 S.A.L 2**. De plus, **un S.A.L. à minima doit être de garde sur l'unité nautique amiénoise** avec un objectif à atteindre de 2 S.A.L. de garde sur cette unité.

Selon le besoin, les personnels S.A.L. pourront être en G.A.C dans l'un des 3 C.I.S-1. support de la spécialité.

4 : Les effectifs

Afin de répondre à l'engagement opérationnel sans faire appel à des renforts extra-départementaux, l'équipe départementale S.A.L. doit compter 30 S.A.L., constituée à minima de :

- 20 S.A.L. 1 ;
- 9 S.A.L. 2 ;
- 1 à 2 conseiller(s) technique(s) adjoint(s) S.A.L. 3 (selon les besoins pour le 2ème S.A.L. 3) ;
- 1 conseiller technique départemental S.A.L. 3 qui s'ajoute à l'effectif précité.

Les effectifs sont majoritairement basés au C.I.S-1. Amiens-Ferry, qui est le centre support de la spécialité, mais également au C.I.S-1. Abbeville et au C.I.S-1. Péronne afin de compléter la réponse opérationnelle sur le plan départemental.

L'équipe départementale peut être abondée de 2 S.A.L. supplémentaires (soit 30 + 2) afin de prendre en compte des cadres spécialistes en service hors rang.

Les membres de l'équipe départementale S.A.L. sont rattachés au groupement opérations pour l'exercice de leur spécialité.

5 : Le recrutement

L'appartenance à une spécialité ne doit pas constituer un frein à la mobilité territoriale au sein du S.D.I.S. de la Somme. De plus, chaque spécialiste qui le souhaite et qui le peut, est en droit de suivre la formation de maintien des acquis de sa ou de ses spécialités.

Ainsi, tout sapeur-pompier désirant intégrer l'unité départementale d'intervention en milieu aquatique et hyperbare doit adresser sa candidature, sous couvert de la voie hiérarchique, au C.T.D., seule personne habilitée à recruter les agents pour la spécialité dont il a la charge.

Les évaluations diagnostiques confirmeront ou infirmeront la possibilité d'intégrer l'unité.

Ce recrutement est établi annuellement au regard du rapport d'activité et par conséquent des besoins humains exprimés.

6 : L'aptitude opérationnelle

L'unité départementale S.A.L. est constituée de spécialistes inscrits sur une liste d'aptitude opérationnelle annuelle, arrêtée par le préfet de la Somme, sur proposition du D.D.S.I.S.

En cours d'année, cette liste peut faire l'objet de modifications afin :

- d'inclure des S.A.L. nouvellement qualifiés à l'issue d'un stage ;
- d'inclure des S.A.L. qui ont recouvré leur aptitude opérationnelle à l'issue d'une période d'inaptitude temporaire ;
- de retirer définitivement ou pour une période déterminée des scaphandriers autonomes légers déclarés inaptes.

Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, tout scaphandrier qui :

- est reconnu médicalement apte depuis moins d'un an par un médecin qualifié en physiologie et en médecine hyperbare ;
- a réalisé à minima 20 immersions opérationnelles ou d'entrainement en milieu naturel (dont 5 peuvent être réalisées en fosse de 10 mètres minimum ou 5 en intervention), judicieusement réparties sur l'année calendaire, ces immersions devant être réalisées dans le cadre du service commandé ;
- a suivi 20 heures de théorie de la plongée ;
- a satisfait au contrôle technique.

La tenue du carnet de plongée (**couleur bleue**) est réalisée au jour le jour par le plongeur. Chaque plongée réalisée en service commandé doit être inscrite. Ce document est conservé au C.I.S. afin de rester constamment à la disposition du C.T.D.

Les conseillers techniques et chefs d'unité, formés sur décision du D.D.S.I.S. au sauvetage héliporté et à l'hélitreuillage, devront suivre une F.M.P.A. pour être inscrits sur liste d'aptitude opérationnelle.

Annexe 02 : Recueil des activités spécialisées – Secours subaquatiques (S.A.L.)

Indépendamment de la F.M.P.A. départementale, le recyclage d'un S.A.L. 2 peut être réalisé par l'encadrement d'un stage national S.A.L., sur une durée d'une semaine tous les 4 ans.

7 : L'engagement opérationnel

Les immersions, quels que soient les moyens mis en œuvre, doivent être exécutées par une équipe de trois S.A.L. au moins, composée d'un conseiller technique S.A.L. ou d'un chef d'unité S.A.L. responsable de la plongée (dont la présence est obligatoire sur le lieu même de l'intervention S.A.L.), et de deux scaphandriers. Les personnels doivent être inscrits sur la L.A.O. annuelle pour pouvoir être engagés.

Selon les effectifs disponibles (garde – astreinte – repos) dans le département, un binôme constitué de 2 S.A.L. complétera l'engagement minimum pour parfaire la sécurité.

Toutefois, en cas de sauvetage de vie humaine, l'opération de plongée peut commencer, sous l'autorité du commandant des opérations de secours (C.O.S.), avec un plongeur amarré depuis la surface. Les autres plongeurs doivent rejoindre le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais. Les immersions avec un scaphandre dans le cadre d'un sauvetage héliporté sont possibles.

Le chef d'unité peut demander l'engagement et diriger jusqu'à 3 binômes constitués de 2 S.A.L. Au-delà de 3 binômes ou à partir d'une 2ème unité composée d'un S.A.L. 2 et 2 S.A.L, un conseiller technique est nécessaire.

Lorsqu'une équipe de nageur-sauveteurs aquatique (S.A.V. 1) est engagée en même temps que les scaphandriers, celle-ci se met à disposition du conseiller technique ou du chef d'unité S.A.L.

Dans le cadre des immersions en eaux froides, l'équipe doit être constituée à minima d'1 S.A.L. 2 et de 4 S.A.L. Pour cela, des renforts éventuels pourront être constitués par des S.A.L. isolés ou provenir des départements limitrophes ou de la zone de défense.

Les personnels d'astreinte (chaine de commandement notamment) sont inclus dans l'effectif journalier de la spécialité. Seul le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 est habilité à déclencher l'unité départementale d'intervention en milieu aquatique et hyperbare. Le conseiller technique disponible est informé de chaque engagement de l'E.O.S. et adapte celui-ci au besoin.

Dans tous les cas, lors de l'engagement de moyens en provenance de différents C.I.S., le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 indiquera au conseiller technique ou au chef d'unité :

- l'identité du C.O.S. et son indicatif radio ;
- le nombre de scaphandriers autonomes légers, leur qualification et les moyens engagés ainsi que leurs centres d'affectation ;
- leurs heures probables d'arrivée sur le site d'intervention ;
- le nombre de S.A.L. disponibles sur le département et leur qualification ;
- l'emplacement du C.R.M., s'il est mis en place.

Selon les lieux de l'intervention, le V.S.N. le plus proche est déclenché. La conduite de l'engin est assurée dans la mesure du possible par un S.A.V. 1. A défaut, un sapeur-pompier non spécialiste assurera la fonction. Une B.L.R. sera également associée au train de départ et tractée par un autre engin. Le V.S.N. départemental basé au C.I.S-1. Amiens-Ferry et dépositaire de matériels complémentaires est déclenché pour toute intervention.

Les moyens de l'unité spécialisée se regroupent au C.R.M. Le responsable de l'intervention S.A.L. dénommé « directeur de plongée » (S.A.L. 3 ou S.A.L. 2) se place sous l'autorité du C.O.S. dès son arrivée et devient son seul interlocuteur en matière d'immersion. Le directeur de plongée (D.P.) dispose de l'ensemble des S.A.L. placés sous son autorité.

La mission et ses limites, fixées par le commandant des opérations de secours, peuvent être refusées par le D.P. si les conditions de sécurité ne sont pas remplies ou si le cadre réglementaire n'est pas respecté.

Le désengagement de l'unité d'intervention en milieu aquatique et hyperbare s'effectue sur ordre du C.O.S. Dès l'ordre reçu, les S.A.L. procèdent au rangement et à la vérification du matériel. Si nécessaire, le V.S.N. est reconditionné dès sa rentrée au C.I.S. Le responsable de l'opération subaquatique rédige le C.R.S.V., ainsi qu'un retex simplifié qu'il transmet au C.T.D..

Chaque conseiller technique et chef d'unité à jour de sa F.M.P.A. sauvetage héliporté peut être engagé en qualité de sauveteur héliporté.

8 : L'arrêt de la spécialité

L'agent désirant arrêter la spécialité doit en faire la demande écrite au D.D.S.I.S., sous couvert de son chef de centre, en justifiant ses motivations. Lorsque la résiliation est prononcée, il doit restituer son équipement individuel au C.T.D.

1 : Généralités

La spécialité sauvetage aquatique recouvre les opérations aquatiques permettant de porter secours à des victimes en situation de détresse à la surface de l'eau, que ce soit en mer sur la frange côtière des 300 mètres (S.A.V. 2) ou en eaux intérieures (S.A.V. 1). Elle pourra intervenir lors d'inondation en complément ou en remplacement (présence de forts courants) des moyens traditionnels sapeurs-pompiers.

La spécialité sauvetage aquatique pourra aider l'équipe départementale S.A.L. dans sa mission de sécurisation en milieu aquatique.

2 : Les missions

Le nageur-sauveteur (S.A.V. 1) réalise des sauvetages de personnes en difficulté en surface, en eaux intérieures.

Le nageur-sauveteur côtier (S.A.V. 2) réalise des sauvetages de personnes en difficulté en surface, en mer. Il détient également les compétences du S.A.V. 1. Le cas échéant, les nageurs-sauveteurs pourront être hélitreuillés à bord d'un hélicoptère (sous réserve de la formation adéquate).

L'E.O.S. S.A.V. pourra intervenir lors d'inondation en complément ou en remplacement (présence de forts courants) des moyens traditionnels sapeurs-pompiers.

La spécialité sauvetage aquatique sera associée à l'équipe départementale S.A.L. dans le cadre de la complémentarité des missions de sécurisation en milieu aquatique et lors d'un D.P.S. aquatique.

3 : Les besoins journaliers en personnel

L'effectif journalier départemental des personnels spécialisés disponible doit être **au minimum** :

- pour le sauvetage en eaux intérieures, de **20 nageurs sauveteurs aquatiques** (S.A.V. 1) qui seront principalement issus des C.I.S. Abbeville, Amiens Poulainville, Amiens Catelas - La Hotoie, Amiens Ferry, Péronne, Albert, Conty, Val de Somme, Doullens, Flixecourt, Gamaches, Ham, Moreuil, Nesle et Roye ;
- pour le sauvetage côtier, de **6 nageurs sauveteurs côtiers** (S.A.V. 2) afin d'armer 1 B.L.S. au nord et 1 B.L.S. au sud, de la Baie de Somme ; ils pourront provenir des CIS de Fort Mahon, Le Crotoy, Rue, Saint Valéry sur Somme, Cayeux sur mer, Ault, Mers les Bains, Friville-Escarbotin et Abbeville.

En cas de carence ou d'interventions multiples, le C.O.D.I.S. 80 pourra solliciter les départements voisins, voire la S.N.S.M. (Via le C.R.O.S.S. GRIS NEZ).

4 : Les effectifs

Pour obtenir en tout temps les besoins journaliers, l'équipe départementale de sauvetage aquatique doit être constituée de :

- 80 à 100 S.A.V. 1 (effectif S.A.L. compris)
- 45 à 60 S.A.V. 2
- 15 à 20 S.A.V. 3

Le C.I.S-1. Abbeville constitue le centre support de la couverture côtière en chefs de bord.

Les membres de l'équipe départementale sauvetage aquatique sont rattachés au groupement opérations en ce qui concerne l'exercice de la spécialité.

5 : Le recrutement

L'appartenance à une spécialité ne doit pas constituer un frein à la mobilité territoriale au sein du S.D.I.S. de la Somme. De plus, chaque spécialiste qui le souhaite et qui le peut, est en droit de suivre la formation de maintien des acquis de sa ou de ses spécialités.

Ainsi, tout sapeur-pompier désirant intégrer l'unité départementale de sauvetage aquatique doit adresser sa candidature, sous couvert de la voie hiérarchique, au conseiller technique départemental, seule personne habilitée à recruter les agents pour la spécialité dont il a la charge.

Ce recrutement est établi annuellement au regard du rapport d'activité et donc des besoins humains exprimés.

L'accès à la formation S.A.V. 1 ne sera possible qu'aux agents ayant réussi les tests d'accès. Les agents affectés dans les unités énoncées ci-dessus seront prioritaires dans la limite de l'effectif maximal départemental.

L'accès à la formation S.A.V. 2 ne sera possible uniquement qu'aux agents ayant réussi les tests d'accès. Les agents uniquement affectés dans les unités côtières ainsi que dans les C.I.S. Abbeville, Friville-Escarbotin et Rue.

L'accès à la formation S.A.V.3 ne sera possible uniquement qu'aux agents ayant réussi les tests d'accès. Les agents devront uniquement être affectés dans les unités côtières ainsi que dans les C.I.S. Abbeville, Friville-Escarbotin et Rue. Toutefois, des exceptions pourront être faites en cas de besoin de l'encadrement de la formation et sur avis motivé du C.T.D.

6 : L'aptitude opérationnelle

L'unité départementale de sauvetage aquatique est constituée de spécialistes inscrits sur une liste d'aptitude opérationnelle annuelle, arrêtée par le Préfet de la Somme sur proposition du D.D.S.I.S. ;

En cours d'année, cette liste peut faire l'objet de modifications afin :

- d'inclure des sauveteurs nouvellement qualifiés à l'issue d'un stage ;
- d'inclure des sauveteurs qui ont recouvré leur aptitude opérationnelle à l'issue d'une période d'inaptitude temporaire ;
- de retirer définitivement ou pour une période déterminée des sauveteurs déclarés inaptes.

Est déclaré apte opérationnel, pour une année, tout sauveteur qui :

- est reconnu médicalement apte ;
- a réalisé le test annuel ;
- a suivi :
  - 48 h de F.M.P.A. pour les S.A.V. 3 (32 h de F.M.P.A. S.A.V. 1 ou 2 + 16 h de F.M.P.A. spécifiques S.A.V. 3) ;
  - Chaque S.A.V. 3 devra, en plus de son quota minimal de maintien des acquis, à minima encadrer 3 F.M.P.A. ;
  - 32 h d'entraînement pour les S.A.V. 2 ;
  - 16 h d'entrainement pour les S.A.V. 1. (particularité pour les S.A.L. où ces heures seront intégrées dans les F.M.P.A. S.A.L.)

Sont comptabilisées dans les exercices, toutes les interventions d'une durée supérieure ou égale à 2 heures.

En outre, les conseillers techniques doivent suivre tous les 5 ans le recyclage intitulé « journées nationales d'information ».

7 : L'engagement opérationnel

En eaux intérieures

Dans le cadre d'un secours en eaux intérieures, l'équipe intervient sous la responsabilité de son chef d'agrès.

Pour une notion de sauvetage de vie humaine, un S.A.V. 1 armera le V.S.A.V. déclenché sur l'intervention en quatrième personnel. Un second S.A.V. 1 sera déclenché. Il proviendra du C.I.S. le plus proche possédant cette ressource. Dans le cas où il n'y a pas de ressource S.A.V. dans le centre d'origine du V.S.A.V., les S.A.V. proviendront des centres les plus proches possédant cette ressource.

Pour toute autre intervention, 2 S.A.V. 1 issus des centres les plus proches seront déclenchés. Ils pourront être renforcés par d'autres S.A.V.

En mer

A la réception de l'alerte, le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 entre en contact avec le C.R.O.S.S. et demande un canal V.H.F. de travail. Le C.T.A / C.O.D.I.S. 80 rebascule l'information aux CIS concernés, au chef de bord et au chef de groupe (ou de colonne) et indique la fréquence tactique et le canal VHF à utiliser.

Deux B.L.S. sont déclenchés systématiquement. L'engagement optimal revient donc à l'effectif de 2 S.A.V. 3 et 4 S.A.V. 2 (1 S.A.V. 3 et 2 S.A.V. 2) par B.L.S. L'engagement en mode dégradé sera toujours composé de 2 B.L.S. armés d'1 S.A.V. 3 et de 5 S.A.V. 2.

Le chef de bord désigne son point de mise à l'eau et propose au chef de groupe un C.R.M. L'idée principale est que le 1er B.L.S. effectue l'intervention et le second le sécurise. Le Chef de bord (S.A.V. 3) prendra obligatoirement contact par V.H.F. avec le C.R.O.S.S. Il juge de l'opportunité d'engager simultanément ou non des deux B.L.S. (multiples victimes, reconnaissance complexe, …) en concertation avec le C.R.O.S.S.

Dans l'hypothèse où il n'y a pas de chef de bord sur une intervention comportant deux B.L.S., les opérations débuteront avec 6 nageurs sauveteurs côtiers (S.A.V. 2), un chef de bord sauveteur côtier (S.A.V. 3) rejoignant les lieux de l'intervention dans les meilleurs délais.

Le pilote du premier B.L.S. sera le nageur sauveteur côtier le plus expérimenté et titulaire du permis mer. Il détermine l'endroit des mises à l'eau pour les reconnaissances ou le sauvetage. Le 2ème B.L.S. reste en sécurité, prêt à mettre à l'eau en cas de problème. Bien entendu, les deux B.L.S. seront mis à l'eau dans le cas de sauvetages multiples ou en cas de reconnaissances complexes

Le chef de groupe rejoint alors la V.L.T.T. du secteur concerné dans laquelle il trouvera un moyen V.H.F. (valise modérato). La procédure modérato est mise en place. Le chef de groupe sera chargé de liaison. Il est chargé de faire l'interface entre le C.R.O.S.S. et le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80. Il aura une vue globale de la zone d'intervention et est chargé de renforcer la sécurité du personnel engagé. Il prendra l'indicatif « moderato plus nom du C.I.S.». La coordination de l'opération sera transférée au C.R.O.S.S. Le chef de groupe pourra prendre le commandement des opérations de secours si le C.R.O.S.S. ne prend pas en compte la coordination de l'opération après conférence avec le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

Le chef de groupe aura alors à sa disposition le chef de bord sauveteur côtier présent sur les lieux de l'intervention comme conseiller technique durant toute l'opération.

Les conduites à tenir sont reprises dans la convention cadre entre le C.R.O.S.S. et le S.D.I.S. de la Somme, dont les préfectures de la zone de défense et de sécurité Nord, du département de la Somme et la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord sont également signataires.

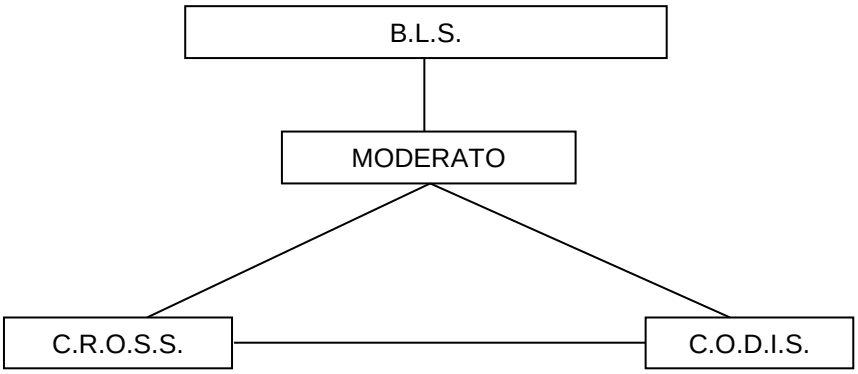


Schéma d'organisation opérationnelle pour intervention en mer

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la disposition spécifique O.R.SE.C. « Submersions Marines », le P.C. fixe est situé dans le phare du Hourdel.

Cas particuliers

- ***Intervention à effectif réduit***

Lors d'un sauvetage de vie humaine en eaux intérieures, l'opération peut commencer, sous l'autorité du C.O.S., avec un seul sauveteur (à la nage).

Lors d'un sauvetage de vie humaine en mer, l'opération peut commencer, sous l'autorité du C.O.S., avec deux nageurs sauveteurs côtier si et seulement si la victime est à vue. Un chef de bord sauveteur côtier rejoint alors le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais.

Dans le cas d'un déclenchement d'un seul B.L.S. (cas particuliers et après avis du conseiller technique) l'armement de celui-ci devra comporter obligatoirement un S.A.V. 3.

- ***Intervention en Baie de Somme***

Une ligne imaginaire allant du Crotoy au lieudit « le cap hornu » délimite deux zones de compétences. A l'ouest de cette ligne, une zone de compétence C.R.O.S.S. et à l'Est une zone de compétence « C.O.D.I.S. ». Dans certains cas, le C.R.O.S.S. peut reprendre la coordination de l'opération s'il le juge nécessaire.

Le C.O.S. (en zone compétence C.O.D.I.S.) ou le chef de bord pourront compléter leur demande de moyens selon la situation rencontrée lors d'interventions en Baie de Somme (demande d'un moyen amphibie à marée basse). L'armement des véhicules amphibies devra comporter au minimum 2 S.A.V. 2 afin de sécuriser l'engin lors des traversées d'eau.

L'engagement d'un hélicoptère pour une recherche de personne non localisée est de la seule compétence du C.R.O.S.S. Une demande de renfort pourra lui être formulée.

- ***Intervention de nuit***

Une seule embarcation est apte à naviguer de nuit. Celle-ci est basée au C.I.S-2 Saint Valéry sur Somme. Elle sera engagée systématiquement avec un S.A.V. 3 à son bord. Demande est faite de renfort d'un hélicoptère pour une recherche de personne ou un sauvetage en concertation avec le C.R.O.S.S. Il n'y a pas d'engagement possible sur l'eau de B.L.S. autre que celui possédant le matériel adapté.

En fin d'opération, le spécialiste responsable de l'intervention doit compléter son C.R.S.V. ainsi que la fiche retex S.A.V. et la remettre au C.T.D.

8 : Encadrement de la spécialité

Les chefs de bord sauveteurs côtier (S.A.V. 3) sont répartis de la manière suivante :

- département : C.T.D. S.A.V. ;
- groupement territorial Ouest (pas d'effectif figé) : Fort Mahon, Le Crotoy, Rue, Saint Valéry sur Somme, Cayeux sur Mer, Ault, Mers les Bains, Friville-Escarbotin et Abbeville (centre support de la couverture opérationnelle côtière) ;
- groupement territorial Centre : 2 S.A.V. 3 ;
- groupement territorial Est : 2 S.A.V. 3.

9 : L'arrêt de la spécialité

L'agent désirant arrêter la spécialité doit en faire la demande écrite au D.D.S.I.S., sous couvert de son chef de centre, en justifiant ses motivations. Lorsque la résiliation est prononcée, il doit restituer son équipement individuel au C.T.D.

1 : Généralités

La spécialité « drone » s'inscrit dans le cadre de la prospective et de l'évolution des pratiques opérationnelles. Le C.O.S. à désormais la possibilité d'utiliser cet aéronef pour effectuer des reconnaissances aériennes. Cet outil permet également la diffusion du flux vidéo en direct au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 et / ou au sein d'un poste de commandement. Le fonctionnement de cette unité est régi par le manuel d'exploitation (Man.Ex.).

2 : Les missions

- recherches de points chauds ;
- recherches de personnes ;
- reconnaissances aériennes ;
- analyse de la zone d'intervention ;
- éclairage de site en superstructure …

LISTE NON EXHAUSTIVE

3 : Les besoins journaliers en personnel

L'effectif journalier des personnels spécialisés disponible doit être **au minimum** de :

- **1 télépilote** titulaire du certificat d'aptitude de la direction générale de l'aviation civile (D.G.A.C.), et titulaire de la formation pratique dispensée par le S.D.I.S de la Somme ;
- **1 équipier drone**.

4 : Les effectifs

Pour obtenir en tout temps les besoins journaliers, l'équipe départementale de télépilotes doit être constituée de :

- 10 télépilotes ;
- 20 équipiers drone.

5 : Le recrutement

L'appartenance à une spécialité ne doit pas constituer un frein à la mobilité territoriale au sein du S.D.I.S. de la Somme. De plus, chaque spécialiste qui le souhaite et qui le peut, est en droit de suivre la formation de maintien des acquis de sa ou de ses spécialités.

Ainsi, tout sapeur-pompier désirant intégrer l'unité départementale « drone » doit adresser sa candidature, sous couvert de la voie hiérarchique, au référent technique départemental (R.T.D.), seule personne habilitée à recruter les agents pour la spécialité dont il a la charge.

Les sapeurs-pompiers ayant une appétence particulière pour les nouvelles technologies et déjà détenteurs d'un drone de loisir seront prioritaires.

6 : L'aptitude opérationnelle

L'unité de télépilotes drone est constituée de spécialistes inscrits dans le Man.Ex. et sur une liste d'aptitude opérationnelle annuelle, arrêtée par le préfet de la Somme, sur proposition du D.D.S.I.S.

La fonction d'équipier drone n'est pas concernée par la liste d'aptitude opérationnelle annuelle.

En cours d'année, cette liste peut faire l'objet de modifications afin :

- d'inclure des télépilotes nouvellement qualifiés à l'issue d'un stage ;
- d'inclure des télépilotes qui ont recouvré leur aptitude opérationnelle à l'issue d'une période d'inaptitude temporaire ;
- de retirer définitivement ou pour une période déterminée des spécialistes déclarés inaptes.

Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, tout télépilote qui :

- est reconnu médicalement apte opérationnel ;
- a participé aux activités de maintien des acquis pendant 48 h dans l'année (soit 4 h en moyenne par mois), dont une heure de vol au minimum.

7 : L'engagement opérationnel

Le déclenchement du drone s'effectuera à la diligence de l'officier C.O.D.I.S., de l'adjoint au chef de salle ou à la demande du C.O.S. Voici une liste non exhaustive selon les types d'intervention où l'emploi du drone paraît particulièrement judicieux :

- feu d'espaces agricoles ;
- feu de bâtiment industriel ;
- feu en zone urbaine ;
- pollution ;
- recherche de personnes ;
- reconnaissance de bâtiments menaçant ruine ;
- reconnaissance lors d'événements climatiques (dans les limites techniques de l'aéronef).

Le télépilote se présente au C.O.S. pour déterminer la faisabilité du vol et prendre en compte les missions. L'engagement du drone est lié aux modalités suivantes :

- si le vol est validé par le C.O.S., il s'agit d'un vol dans un cadre règlementaire dérogatoire, donc ne nécessitant pas de déclaration en préfecture ;
- en cas de vol en espace aérien règlementé civil, le télépilote doit prendre contact directement avec la tour de contrôle compétente ou les aéroclubs, si le vol doit se faire dans un espace interdit ;
- nécessité de choisir et de préparer la zone de décollage et d'atterrissage ;
- nécessité de réaliser une visite de pré-vol ;
- reconnaitre la présence d'éventuels obstacles sur la zone de vol (y compris d'autres aéronefs) ;
- assurance du vol et la diffusion des images en direct ;
- le vol réalisé par un télépilote seul est théoriquement possible, mais à proscrire pour des raisons de sécurité ;
- obligation de renseigner les livrets de vol, du drone et du télépilote ;
- reconditionnement du matériel.

Tous les vols sont soumis à la validation du télépilote après analyse de la zone d'intervention. Les vols ne concernant pas une intervention opérationnelle, sont soumis à une déclaration préfectorale qui doit intervenir au minimum 5 jours ouvrés avant le vol.

8: L'arrêt de la spécialité

L'agent désirant arrêter la spécialité doit en faire la demande écrite justifiée au référent technique départemental « drone » sous couvert de son chef de centre. Lorsque la résiliation est prononcée, il doit restituer son équipement individuel au R.T.D.

1 : Généralités

La spécialité feux de forêts et d'espaces naturels combustibles (F.D.F.E.N.C.) s'inscrit dans une démarche globale de prise en compte d'un incendie dans les surfaces à la fois boisées et cultivées.

Cette spécialité possède plusieurs niveaux :

- F.D.F. 1 : Equipier Feux de Forêts ;
- F.D.F. 2 : Chef d'agrès Feux de Forêts ;
- F.D.F. 3 : Chef de Groupe Feux de Forêts ;
- F.D.F. 4 : Chef de Colonne Feux de Forêts ;
- F.D.F. 5 : Chef de Site Feux de Forêts.

La spécificité des feux d'espaces cultivés est abordée au cours des formations F.D.F. 1 et 2. Néanmoins elle ne constitue pas une spécialité dans le département en termes de formation.

2 : Les missions

- Lutte contre les feux de forêts et d'espaces naturels combustibles
- Intégration d'un dispositif de surveillance préventive.

3 : Les besoins journaliers en personnel

La saison estivale s'étend généralement du 15 juin au 15 septembre. C'est au cours de cette période que les besoins sont les plus importants, tant au niveau départemental que national.

Sur les compagnies Avre, Santerre et Leclerc, le S.D.I.S. de la Somme doit être en capacité d'assurer 3 départs F.D.F.E.N.C. en simultanée,

Pour les autres compagnies, un départ F.D.F.E.N.C. doit être assuré.

En cas de demande de renfort intra-zonale, le S.D.I.S. de la Somme doit pouvoir assurer le départ d'un demi G.I.F.F. (ou unité F.F.), constitué de la manière suivante :

- 1 V.L.H.R. avec 1 F.D.F. 3 et un conducteur, si possible COD. 2 et F.D.F. 1 ;
- 2 C.C.F. avec 1 chef d'agrès F.D.F.2, un conducteur COD. 2 et si possible F.D.F. 1 ainsi que 2 équipiers F.D.F. 1.

4 : Les effectifs

Les **effectifs actuels** sont les suivants :

- 1 F.D.F. 4, R.T.D. de la spécialité F.D.F.E.N.C. ;
- 11 F.D.F. 3 ;
- 11 F.D.F. 2 ;
- 60 F.D.F. 1.

Ces effectifs seront revus à la hausse en fonctions des formations réalisées et de la livraison des moyens roulants prévus au pacte capacitaire.

5 : Le recrutement

Chaque sapeur-pompier apte médicalement et ayant terminé sa formation initiale peut demander à faire partie de la spécialité F.D.F.E.N.C. Une priorité sera néanmoins donnée aux chefs d'équipe.

Pour cela, il convient de s'inscrire sur un stage F.D.F. 1.

La priorité est mise sur les personnels dont le centre de secours de rattachement possède un C.C.F. A terme, seront pris en compte les centres de secours avec C.C.F.U. puis C.C.R.M./L.

Les formations F.D.F. 1 et 2 se déroulent au sein du S.D.I.S. de la Somme. Ce n'est qu'à partir du niveau 3 qu'elles sont supervisées par l'EC.A.S.C.

6 : L'aptitude opérationnelle

Pour être sur la Liste d'Aptitude Opérationnelle, il faut au préalable avoir réalisé la formation et être apte médicalement.
Pour être maintenu sur la L.A.O., les détenteurs des niveaux 1 et 2 devront réaliser une journée de F.M.P.A. tous les 3 ans. A partir du niveau 3, la participation à une F.M.P.A. annuelle est obligatoire.

7 : L'engagement opérationnel

Un guide départemental opérationnel F.D.F.E.N.C. est créé au sein du département et mis à jour annuellement.

L'engagement opérationnel est réalisé principalement avec des moyens H.R. (C.C.F., C.C.R., C.C.R.L., C.C.F.U. à la fin de l'acquisition de moyens du pacte capacitaire), complémentaires à un engin incendie non H.R. du secteur de 1er appel.

Dans le cadre d'un déclenchement pour du F.D.F.E.N.C. au sein du département, la spécialité n'est pas retenue comme critère indispensable dans le S.G.O. De ce fait, tout engin H.R. peut être armé avec du personnel non spécialisé. Seul le conducteur du C.C.F. sera nécessairement un COD. 2.

A contrario, un engagement extra-départemental pour du feu de forêts implique forcément la détention de la spécialité F.D.F.E.N.C. ainsi qu'un COD. 2 en qualité de conducteur.

Un conseiller technique F.D.F. (F.D.F. 3 ou 4) peut être demandé par le C.O.S. Il est déclenché en priorité dans la chaine de commandement d'astreinte, le cas échéant après contact avec le R.T.D.

Ce conseiller technique est déclenché systématiquement lors d'un départ pour un feu d'espace boisé, ou lorsqu'il y a présence d'au moins 3 engins H.R. sur un feu d'espace cultivé, hors F.Mo.G.P.

Enfin, en complément de son rôle de conseiller technique, cet officier peut prendre un secteur opérationnel sous les ordres d'un chef de colonne ou chef de site.

8: L'arrêt de la spécialité

Un agent est retiré de la L.A.O. dès lors qu'il ne remplit plus les conditions d'aptitudes opérationnelles ou médicales.



Recueil des Dispositions Opérationnelles

- Organisation des secours
- Organisations spécifiques
- Les équipes spécialisées
- Les moyens opérationnels
- Les opérations diverses
- Logistique opérationnelle
- Le C.T.A. – C.O.D.I.S. 80
- Les réseaux de transport
- Le Service de Santé et de Secours Médical (S.S.S.M.)
- Sécurité du personnel
- Divers
- Les retours d'expérience (Ret.Ex.)
- Les partages d'expérience (P.Ex.)
- Les guides départementaux opérationnels (G.D.O.)



L’annexe 03 fait l’objet de deux recueils distincts, leurs contenus étant volumineux et constitués de regroupements de documents opérationnels existants.

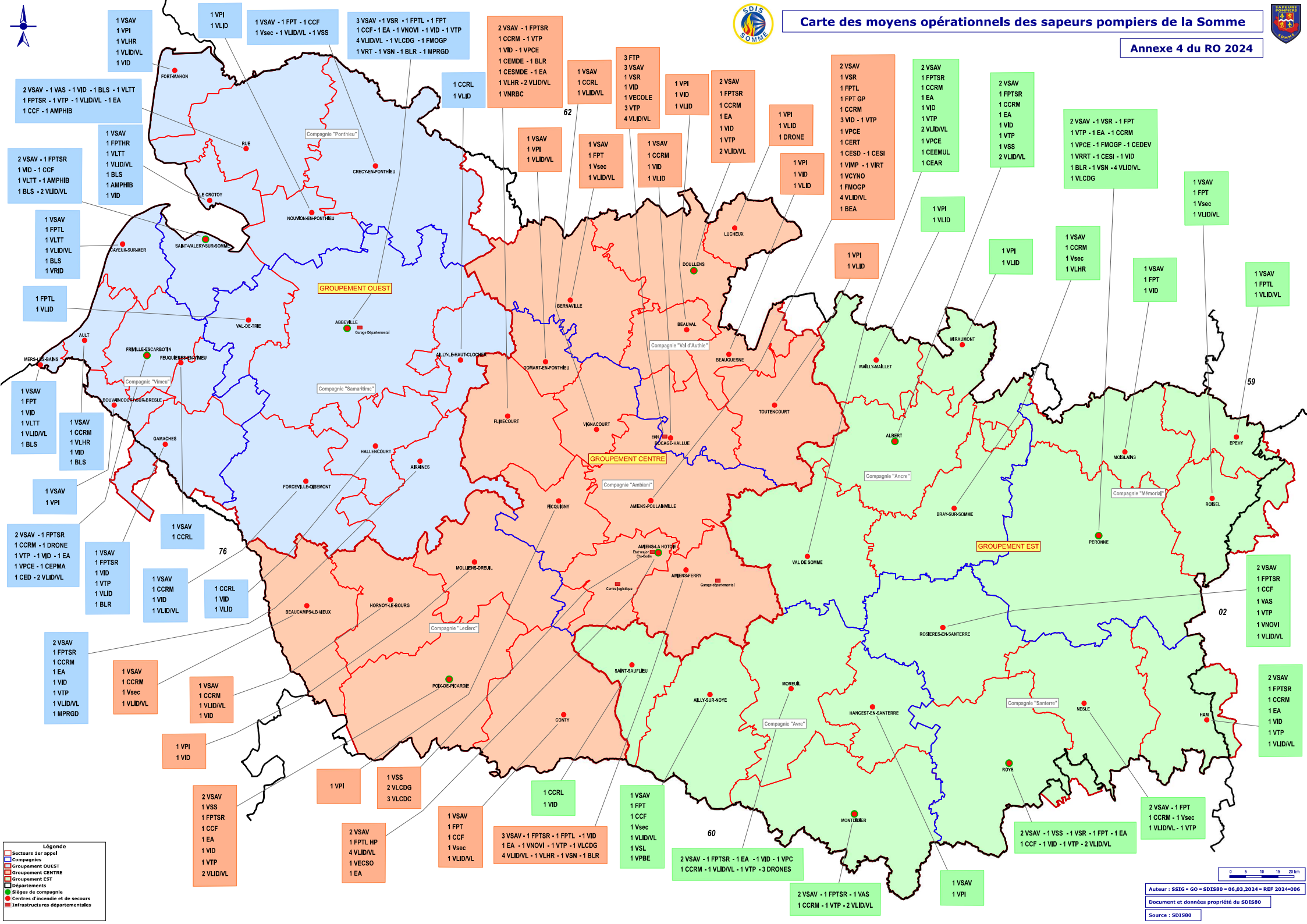


Recueil des Moyens Opérationnels

- Engins de commandement
- Engins sanitaires
- Engins d'incendies urbains
- Engins d'incendies d'espaces naturels
- Engins spécialisés
- Engins nautiques
- Engins de soutien
- Lots spécialisés
- Matériels d'asséchement et d'épuisement
- Matériels d'éclairage et de ventilation
- Matériels de recherche et de détection
- Matériels de découpe et de forcement
- Matériels spéciaux
- Inventaires départementaux des engins

Carte des moyens opérationnels des sapeurs pompiers de la Somme

Annexe 4 du RO 2024





Le contenu de l'annexe 04 est constitué de fiches engins et matériels qui seront insérées ultérieurement au fur et à mesure de leur réalisation.



Le Soutien Sanitaire Opérationnel

- Tableau d'aide à la décision d'engagement du soutien sanitaire opérationnel sur une intervention

Mis à part les codes sinistres pour lesquels le soutien sanitaire opérationnel (S.S.O.) est engagé de manière réflexe dès le début de l'intervention et les plans d'Etat faisant l'objet d'une déclinaison en plan d'établissement répertorié (P.ETA.RE.), les cas suivants font également l'objet d'un engagement d'un soutien sanitaire opérationnel adapté :

Tableau d'aide à la décision d'engagement du soutien sanitaire opérationnel sur une intervention

CRITERES	NIVEAU DU S.S.O.
Effectif engagé :	
○ Supérieur à **20** sapeurs-pompiers	**V.S.S. + V.S.A.V.**
Durée prévisible :	
○ Supérieure à **3** heures	**V.S.S. + V.S.A.V.**
○ Supérieure à **2** heures avec une température supérieure à **30°C** ou inférieure à **0°C**	
Intervention particulière :	
○ Evénement impliquant gravement un agent du S.D.I.S. *(ou ancien ou J.S.P.)* / une personnalité	**V.S.S. + V.S.A.V. + M.S.P.** (+ psychologue*)
○ Intervention pouvant avoir un impact psychologique ou émotionnel important, y compris les appels difficiles pour les opérateurs *(scène de crime, intervention avec des morts violentes…)*	**Adapté en fonction de la situation**
○ Demande du C.O.S. / diligence de l'adjoint au chef de salle ou de l'officier C.O.D.I.S. / proposition de l'officier santé	

** Le niveau d'engagement dépendra de la demande du C.O.S., de l'analyse de l'adjoint au chef de salle C.T.A ou de l'officier C.O.D.I.S. et / ou de la proposition de l'officier santé.*



Les Prestations Payantes

- Délibération n°3 du C.A.S.D.I.S. du 30 octobre 2017
(*Barème applicable*)
- Délibération n°15 du C.A.S.D.I.S. du 20 décembre 2019
(*Revalorisation tarifaire des ouvertures de portes*)

DIRECTION

Tél. : 03.64.46.17.02

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME**

Réunion du 30 octobre 2017

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

Après avoir constaté une absence de quorum lors de sa séance du 25 octobre dernier, le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le 25 octobre 2017, s'est réuni le 30 octobre 2017 à 11 h 00, à la Direction Départementale, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S. Le quorum (9 membres) n'étant plus nécessaire, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur le Préfet de la Somme était représenté par Monsieur Cyril MOREAU, Directeur de Cabinet.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Laurent SOMON			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	x		
Monsieur Claude HERTAULT (S)			
Madame Christelle HIVER (T)		x	
Monsieur Didier POTEL (S)			
Monsieur Philippe VARLET (T)	x		
Madame Séverine MORDACQ (S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	x		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)	x		
Madame Virginie CARON (S)			
Monsieur Hubert DE JENLIS (T)	x		
Madame Margaux DELETRE (S)			
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)			
Monsieur Pierre BOULANGER (S)			
Monsieur Marc DEWAELE (T)		x	
Madame Isabelle DE WAZIERS (S)			
Madame Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (T)		x	
Monsieur Stéphane DECAYEUX (S)			
Monsieur Bernard DAVERGNE (T)		x	
Monsieur Pascal DELNEF (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)		x	
Monsieur René LOGNON (S)			
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Claude BILLOT (T)	x		
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (S)			
Monsieur Jean-Claude PRADEILHES (T)	x		
Madame Rose-France DELAIRE (S)			
Monsieur Claude CLIQUET (T)			
Monsieur Dominique BAILLEUL (S)			
Représentants des E.P.C.I.			
Madame Brigitte FOURE (T)			
Monsieur Alain GEST (S)			
Monsieur Claude LEBLOND (T)	x		
Monsieur Jean-Claude LECLABART (T)			
Monsieur André SALOME (S)			

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental d'Incendie et de Secours		
Colonel Bertrand VIDOT	x	
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin hors classe Laure DROIN	x	
Président de l'Union Départementale		
Lieutenant Hervé CORBILLON	x	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
Lt-Colonel Claudia STONCZEWSKI (T)	x	
Lt-Colonel Cyril GREFF (S)	x	
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Lieutenant Jackie HOLLEVILLE (T)		x
Lieutenant Bruno HORNOY (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non Officiers		
Sergent/Chef Vincent BOIGNET (T)		
Adjudant Gauthier DECOUTURE (S)	x	
Sapeurs-Pompiers Volontaires non Officiers		
Adjudant/Chef Bruno DUCEUX (T)		
Lieutenant Fanny BAILLEUL (S)		
Comptable Public		
Monsieur Jacques THIBAUT	x	

Le secrétariat est assuré par le Colonel Bertrand VIDOT, Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

CASDIS du 30 octobre 2017

DELIBERATION N° 3

FACTURATION DES PRESTATIONS PAYANTES DU SDIS DE LA SOMME

Par délibération du 15 mars 2013 et sur le fondement des articles L 1424-2 et L 1424-42 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil d 'Administration du SDIS a voté les modalités de facturation des prestations payantes correspondant aux interventions ne relevant pas des compétences légales du SDIS.

Afin d'être en cohérence avec les barèmes appliqués dans les SDIS comparables et de simplifier les bases de facturation, je vous propose de réviser cette délibération.

1 – Facturation des déblocages de cabines d'ascenseurs par carence de moyens privés

Ce type d'intervention mobilise un Fourgon Pompe Tonne (ou Léger) et 6 sapeurs-pompiers. Il a un impact indirect sur la disponibilité des moyens et des personnels en cas de secours d'urgence.

La prestation (non urgente) est facturée à hauteur de **26 indemnités par heure** aux ascensoristes titulaires de la maintenance des équipements ayant sollicité le CTA.

Ce tarif est porté à **36,5 indemnités par heure** pour les interventions les **dimanches et jours fériés** et à **47 indemnités par heure** pour les interventions **de nuit**.

2 – Facturation des ouvertures de portes par carence de moyens privés

Lors d'une prise d'appel pour ce type d'intervention, le SDIS oriente les requérants pour les ouvertures de portes suite à imprudence ou négligence, sans risque d'incendie ni risque pour la vie d'une personne, vers les serruriers figurant dans la rubrique spécialisée des pages jaunes de l'annuaire téléphonique de France Télécom.

Néanmoins, et de façon marginale, le Service reste sollicité avec **insistance par certains requérants pour effectuer ces interventions**. A l'instar d'autres SDIS, le tarif est fixé à hauteur de **30 indemnités**. Il comprend la mobilisation d'un Véhicule Tous Usages (VTU) et 2 sapeurs-pompiers, ainsi que le matériel de forcement spécifique pour pratiquer l'ouverture.

3– Facturation des renforts brancardage pour le compte d'un ambulancier privé

Ce type d'intervention, qui mobilise un Véhicule Tous Usages (VTU) et 2 sapeurs-pompiers, a un impact indirect sur la disponibilité des moyens et des personnels en cas de secours d'urgence.

Le Référentiel National relatif au secours à personne précise que le SAMU peut solliciter le SDIS pour assurer des **renforts brancardage** afin d'apporter une aide simple et de façon exceptionnelle. L'application de ce Référentiel permet une facturation de ces interventions à caractère non urgent.

Ces interventions non urgentes réalisées par carence sont facturées à hauteur de **13 indemnités par heure** au Centre Hospitalier demandeur du déploiement de moyens.

Ce tarif est porté à **17,5 indemnités par heure** pour les interventions **les dimanches et jours fériés** et à **22 indemnités par heure** pour les interventions **de nuit**.

4– Facturation des destructions d'hyménoptères

Lors des prises d'appel pour ce type d'intervention, sans notion d'urgence ou hors domaine public, l'opérateur oriente le requérant vers les entreprises privées figurant dans la rubrique destruction de nids de guêpes, nids de frelons des pages jaunes de l'annuaire.

Néanmoins, dans de rares cas et après une forte insistance du requérant ou par carence d'entreprises privées, le SDIS peut être sollicité pour effectuer ce type d'intervention.

Afin que le coût de cette prestation soit non incitatif et non concurrentiel avec le secteur privé, je vous propose de le revaloriser à hauteur de **15 indemnités/ heure sans mobilisation de moyen aérien et 31 indemnités/heure avec la mobilisation d'un moyen aérien.**

Par ailleurs, les sapeurs pompiers, parfois appelés par carence d'entreprise privée, n'effectuent aucune prestation du fait de l'absence de nid d'hyménoptère. Il s'agit en l'espèce d'un **déplacement inutile** que je vous propose de facturer au requérant à hauteur de **10 indemnités**.

5– Facturation des fuites d'eau après compteur

Ce type d'intervention, qui mobilise un Véhicule Tous Usages (VTU) et 2 sapeurs-pompiers, a un impact indirect sur la disponibilité des moyens et des personnels en cas de secours d'urgence.

Ce type d'intervention est facturée au requérant à hauteur de **13 indemnités par heure**.

Ce tarif est porté à **17,5 indemnités par heure** pour les interventions **les dimanches et jours fériés** et à **22 indemnités par heure** pour les interventions **de nuit**.

6– Facturation des prestations demandées sur réquisition

Dans le cadre de leurs enquêtes, la Police Nationale et la Gendarmerie Nationale sollicitent parfois le SDIS, par réquisition, pour effectuer des prestations mobilisant des matériels ou des personnels (plongeurs, mannequin, moyens d'éclairage, etc.).

Il convient de distinguer deux approches :

- Lorsque le caractère d'urgence existe pour une action non programmée de protection des personnes, il n'est pas procédé à une facturation du coût d'intervention ;
- S'il s'agit d'une action programmée au titre de l'exécution pour la justice d'une mission de recherche de la vérité (reconstitution, reconnaissance pour trouver des preuves, etc.) et ne se rattachant pas directement à l'exercice des missions du SDIS (définies à l'article L. 1424-2 du code général des collectivités territoriales), une participation aux frais est demandée **en appliquant la tarification prévue en annexe 1 a), b), c).**

7– Application du principe Pollueur Payeur

Le principe de pollueur payeur, adopté par l'OCDE en 1972, a été repris par l'Acte Unique Européen en 1986. En droit Français, il est exprimé dans le Code de l'Environnement qui dispose que « les frais résultant des mesures de prévention, **de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci** doivent être supportés par le pollueur » (article L110-1 3°).

Jusqu'à présent, le SDIS ne facturait pas les opérations de lutte contre les pollutions. Je vous propose, à l'instar d'autres SDIS et dans l'application de ce principe, de procéder à une demande de remboursement, pour toutes les interventions dont le pollueur est identifié, sur la base du **coût des produits consommés, des équipements à remplacer, des prestations de nettoyage et de la tarification prévue en annexe 1 pour les moyens mobilisés.**

8- Frais de gestion

Comme cela se fait dans d'autres SDIS, je vous propose d'ajouter, pour les facturations non forfaitaires, des frais de gestion fixés à 6 indemnités.

9- Facturation des autres prestations payantes (annexe 1)

Par délibération du 26 juin 2009, le Conseil d'Administration du SDIS, a arrêté la liste des opérations qui ne relèvent pas de ses missions (interventions supra, services de sécurité, tournage de films, documentaires, calcul du montant des dommages et intérêts à verser au SDIS dans le cas d'appels malveillants à l'encontre du CTA,...) et a déterminé le barème applicable aux interventions à caractère payant.

Après une revalorisation des barèmes appliquée par délibération du 15 mars 2013, je vous propose aujourd'hui de modifier la facturation des véhicules par une tarification horaire en fonction du PTAC :

- **Véhicules de PTAC> 3,5 t et véhicules spécialisés 10 indemnités,**
- **Véhicules de PTAC< 3,5 t 5 indemnités,**
- **Pour le matériel 3 indemnités.**

Pour rappel, la tarification est fixée selon le montant des indemnités horaires de base des Officiers Sapeurs-Pompiers Volontaires de manière à être dissuasif. La durée d'intervention s'entend entre l'engagement des moyens et le retour « disponibles » de ceux-ci.

Ce barème annule et remplace celui adopté lors de l'assemblée du 15 mars 2013.

A l'issue d'un débat contradictoire, le Conseil d'Administration vote (à main levée), à l'unanimité des membres présents, la facturation des prestations payantes au sein du SDIS de la Somme.

Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 8
Nombre de suffrages exprimés : 8
VOTES : Pour 8
Contre 0
Abstentions 0

ANNEXE 1

BAREME DE REMBOURSEMENT HORAIRE DES OPERATIONS A CARACTERE PAYANT

a) Le personnel

Montant par Sapeur Pompier ou PATS en indemnités « Officier »	
- jour de semaine	**3**
- dimanche et jour férié	**4,5**
- nuit (de 00h00 à 07h00)	**6**

Montant par personnel du SSSM en indemnités « Officier »	
- jour de semaine	**6**
- dimanche et jour férié	**9**
- nuit (de 00h00 à 07h00)	**12**

Montant par personnel spécialisé en indemnités « Officier »	
- jour de semaine	**6**
- dimanche et jour férié	**9**
- nuit (de 00h00 à 07h00)	**12**

b) Le matériel (hors produits consommés)

Matériel	Nombre d'indemnités « Officier »
Véhicules de PTAC > 3,5 t	**10**
Véhicules spécialisés (VRT, VPL, ...)	**10**
Véhicules de PTAC < 3,5 t	**5**
Matériel	**3**

La première heure est indivisible, au-delà, la demi-heure commencée est due.

c) Les produits consommables, équipements et prestations de nettoyage dans le cadre des prestations payantes

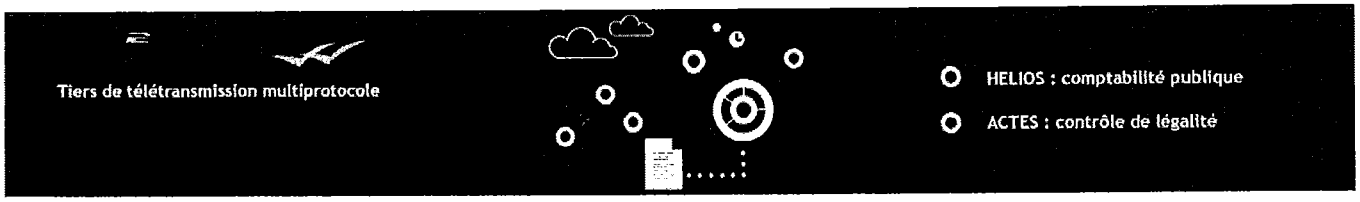
Les produits consommés et les équipements endommagés ou non récupérés seront facturés selon le tarif de remplacement des fournisseurs. Les prestations de nettoyage (vêtements, matériels, véhicules) seront facturées au coût réel.

d) Les prestations payantes (*Récapitulatif – Forfait horaire ou forfait global*)

Type d'intervention	***Forfait en indemnités « Officier »***		
	Jour en semaine	Dimanche et jours fériés	Nuit (00h00 – 07h00)
Destructions d'hyménoptères	15 *(Horaire) ou 31 (Horaire) si mobilisation d'un moyen aérien*		
Destructions d'hyménoptères (***Sortie sans intervention***)	10 *(Forfait global)*		
Déblocage d'ascenseurs par carence d'ascensoriste	26 *(Horaire)*	36.5 *(Horaire)*	47 *(Horaire)*
Ouverture de porte par carence de serrurier	30 *(Quelle que soit la durée)*		
Renforts brancardage pour le compte d'un ambulancier privé	13 *(Horaire)*	17,5 *(Horaire)*	22 *(Horaire)*
Fuites d'eau après compteur	13 *(Horaire)*	17,5 *(Horaire)*	22 *(Horaire)*

e) Frais de gestion pour les facturations non forfaitaires

	Nombre d'indemnités « Officier »
Frais de gestion	**6**



BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : SDIS80

Utilisateur : Gueant Laetitia

Paramètre de la transaction :

	Type de transaction:	*Transmission d'actes*
	Nature de l'acte:	*Délibérations*
	Numéro de l'acte:	*2017_10_30CA_D3*
	Date de la décision:	*2017-10-30 00:00:00+01*
	Objet:	*Facturation des prestations payantes du SDIS de la Somme*
	Classification matières/sous-matières:	*7.1*
	Identifiant unique:	*080-288000011-20171030-2017_10_30CA_D3-DE*
	URL d'archivage:	*Non définie*
	Notification:	*Non notifiée*

Fichier contenus dans l'archive :

	Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
	nom de métier:		
	080-288000011-20171030-2017_10_30CA_D3-DE-1-1_0.xml	*text/xml*	*835*
	nom de original:		
	D3 - Facturation des prestations payantes de SDIS de la Somme.pdf	*application/pdf*	*374294*
	nom de métier:		
	080-288000011-20171030-2017_10_30CA_D3-DE-1-1_1.pdf	*application/pdf*	*374294*

Cycle de vie de la transaction :

	Etat	Date	Message
	Posté	*14 novembre 2017 à 12h17min00s*	*Dépôt initial*
	En attente de transmission	*14 novembre 2017 à 12h20min02s*	*Accepte par le TdT : validation OK*
	Transmis	*14 novembre 2017 à 12h20min05s*	*Transmis au MIOCT*
	Acquittement reçu	*14 novembre 2017 à 12h21min52s*	*Recu par le MIOCT le 2017-11-14*

POLE SOUTIEN

GROUPEMENT ADMINISTRATIF
JURIDIQUE ET FINANCIER

SERVICE AFFAIRES GENERALES ET JURIDIQUES

Tél. : 03.64.46.16.61

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DE LA SOMME

Réunion du 20 décembre 2019

PROCES-VERBAL DE SEANCE

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme régulièrement convoqué le 06 Décembre, s'est réuni le 20 décembre 2019 à 10h30, à Direction Départementale, sous la présidence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S. Le quorum (9 membres) étant atteint, le C.A.S.D.I.S. peut délibérer valablement.

Monsieur Antoine PLANQUETTE, Directeur de Cabinet de Madame la Préfète de la Somme, était présent.

1 – Membres avec voix délibérative

	Présent	Excusé	Excusé avec procuration
Représentants du Conseil Départemental			
Monsieur Laurent SOMON			
Monsieur Stéphane HAUSSOULIER (T)	X		
Monsieur Claude HERTAULT (S)			
Madame Christelle HIVER (T)	X		
Monsieur Didier POTEL (S)			
Monsieur Philippe VARLET (T)		X	
Madame Séverine MORDACQ (S)			
Monsieur Pascal BOHIN (T)	X		
Madame Brigitte LHOMME (S)			
Monsieur Franck BEAUVARLET (T)		X	
Madame Virginie CARON (S)		X	
Madame France FONGUEUSE (T)	X		
Madame Margaux DELETRE (S)			
Madame Françoise MAILLE-BARBARE (T)		X	
- (S)			
Monsieur Marc DEWAELE (T)	X		
Madame Isabelle DE WAZIERS (S)			
Madame Sabrina HOLLEVILLE-MILHAT (T)		X	
Monsieur Stéphane DECAYEUX (S)		X	
Monsieur Bernard DAVERGNE (T)		X	
Monsieur Pascal DELNEF (S)			
Monsieur Jean-Jacques STOTER (T)	X		
Monsieur René LOGNON (S)		X	
Représentants des Communes			
Monsieur Jean-Claude BILLOT (T)		X	
Monsieur Jean-Michel BOUCHY (S)	X		
Monsieur Jean-Claude PRADEILHES (T)		X	
Madame Rose-France DELAIRE (S)		X	
Monsieur Claude CLIQUET (T)		X	
Monsieur Dominique BAILLEUL (S)		X	
Représentants des E.P.C.I.			
Madame Brigitte FOURE (T)		X	
Monsieur Alain GEST (S)		X	
Monsieur Claude LEBLOND (T)	X		
Monsieur Jean-Claude LECLABART (T)	X		
Monsieur André SALOME (S)		X	

2 – Membres avec voix consultative

	Présent	Excusé
Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Bertrand VIDOT	X	
Directeur Départemental Adjoint des Services d'Incendie et de Secours		
Colonel Hervé BOULARD	X	
Médecin-Chef du Service Santé du SDIS		
Médecin Commandant François-Xavier CHAPON	X	
Président de l'Union Départementale		
Commandant Vincent JOURDAIN	X	
Représentants des Sapeurs-Pompiers		
Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels		
- (T)		X
Lt-Colonel Cyril GREFF (S)		X
Officiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires		
Capitaine Jackie HOLLEVILLE (T)	X	
Lieutenant Bruno HORNOY (S)		
Sapeurs-Pompiers Professionnels non Officiers		
Sergent/Chef Vincent BOIGNET (T)		X
Adjudant Gauthier DECOUTURE (S)		X
Sapeurs-Pompiers Volontaires non Officiers		
Adjudant/Chef Bruno DUCEUX (T)		X
Lieutenant Fanny BAILLEUL (S)		X
Comptable Public		
Madame Catherine GUILBERT	X	

Le secrétariat est assuré par le Colonel Bertrand VIDOT, Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

DELIBERATION N°15

MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°3 DU CASDIS DU 30 OCTOBRE 2017 RELATIVE A LA FACTURATION DES PRESTATIONS PAYANTES DU SDIS DE LA SOMME

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants, et R1424-1 et suivants ;

Vu la délibération n°3 en date du 30 octobre 2017 du CASDIS relative à la facturation des prestations payantes ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Par délibération n°3 du 30 octobre 2017 et sur le fondement des articles L 1424-2 et L 1424-42 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil d 'Administration du SDIS a voté les modalités de facturation des prestations payantes correspondant aux interventions ne relevant pas des compétences légales du SDIS.

Ainsi, les membres du CASDIS ont adopté un tarif applicable à la facturation des ouvertures de porte par carence de moyens privés, établi à hauteur de **30 indemnités (soit 353.10 €)** comprenant la mobilisation d'un Véhicule Tous Usages (VTU) et 2 sapeurs-pompiers, ainsi que le matériel de forcement spécifique pour pratiquer l'ouverture.

A ce jour, et au vu de la sollicitation de plus en plus fréquente des sapeurs-pompiers pour ouverture de porte par carence de moyens privés mais également en renfort d'une ambulance privée, il convient d'étendre le champ d'application des prestations payantes à la facturation des ouvertures de porte ne relevant pas des compétences légales du SDIS, et ce quelle que soit la qualité du demandeur privé ou public.

Ce type d'intervention mobilise, en effet, des moyens sapeurs-pompiers et du personnel, rendus ainsi indisponibles en cas de secours d'urgence. Il est à noter que lorsque les CH sollicitent l'intervention des sapeurs-pompiers pour ouverture de porte en renfort d'une ambulance privée, est mobilisé à ce titre un Fourgon Pompe Tonne (FPT) armé de 6 sapeurs-pompiers.

Par ailleurs, récemment, 2 de nos personnels sapeurs-pompiers se sont faits agresser verbalement et physiquement alors qu'ils intervenaient sur demande du CHU Amiens Picardie pour une ouverture de porte, en présence d'une ambulance privée déjà sur les lieux

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et à l'issue d'un débat contradictoire, le Conseil d'Administration

DECIDE

Article 1er :

De maintenir le tarif applicable à la facturation des ouvertures de porte **par carence de moyens privés**, établi à hauteur de **30 indemnités (soit 353.10 €)** comprenant la mobilisation d'un Véhicule Tous Usages (VTU) et 2 sapeurs-pompiers, ainsi que le matériel de forcement spécifique pour pratiquer l'ouverture. Ce tarif est appliqué quelle que soit la durée et la période de l'intervention

Article 2 :

Concernant, la facturation auprès des demandeurs publics tels que le Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie, d'appliquer un tarif établi à l'identique que celui voté pour la facturation des renforts brancardages à la demande d'un ambulancier privé soit à hauteur **13 indemnités par heure (soit 153.01 €)** au Centre Hospitalier demandeur du déploiement de moyens.

Ce tarif est porté à **17,5 indemnités par heure (soit 205.97 €)** pour les interventions les dimanches et jours fériés et à **22 indemnités par heure (soit 258.94 €)** pour les interventions de nuit.

Article 3 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Madame la Payeure Départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,



Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 9
Nombre de suffrages exprimés : 9
VOTES : Pour 9
Contre 0
Abstentions 0



BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : SDIS80

Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètre de la transaction :

	Type de transaction:	*Transmission d'actes*
	Nature de l'acte:	*Délibérations*
	Numéro de l'acte:	*CA_D15_20_12_19*
	Date de la décision:	*2019-12-20 00:00:00+01*
	Objet:	*Modification de la délibération n°3 du CASDIS du 30 octobre 2017 relative à la facturation des prestations payantes du SDIS de la Somme*
	Documents papiers complémentaires:	*NON*
	Classification matières/sous-matières:	*7.10 - Divers*
	Identifiant unique:	*080-288000011-20191220-CA_D15_20_12_19-DE*
	URL d'archivage:	*Non définie*
	Notification:	*Non notifiée*

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
nom de métier:		
080-288000011-20191220-CA_D15_20_12_19-DE-1-1_0.xml	*text/xml*	*968*
nom de original:		
D15-Modification D3 du 30 10 2017 Facturation des interventions payantes.pdf	*application/pdf*	*1502384*
nom de métier:		
99_DE-080-288000011-20191220-CA_D15_20_12_19-DE-1-1_1.pdf	*application/pdf*	*1502384*

Cycle de vie de la transaction :

	Etat	Date	Message
	Posté	*24 janvier 2020 à 11h32min15s*	*Dépôt initial*
	En attente de transmission	*24 janvier 2020 à 11h32min41s*	*Accepté par le TdT : validation OK*
	Transmis	*24 janvier 2020 à 11h32min58s*	*Transmis au MI*
	Acquittement reçu	*24 janvier 2020 à 11h33min37s*	*Reçu par le MI le 2020-01-24*



Plan de Défense Opérationnelle des Communes

- Index des abréviations des centres

- Tableau de rattachement des communes aux centres (*Rang 1 diurne et nocturne*)

Abréviation	C.I.S.	C.P.I.N.I.	S.D.I.S. voisin
ABBEV	ABBEVILLE		
AIHCL	AILLY LE HAUT CLOCHER		
AILNO	AILLY SUR NOYE		
AIRAI	AIRAINES		
ALBER	ALBERT		
AMICA	AMIENS-CATELAS		
AMIFE	AMIENS-FERRY		
AMIPO	AMIENS-POULAINVILLE		
ARRES		ARREST	
AULT	AULT		
AUXI			AUXI LE CHÂTEAU (62)
BAPAU			BAPAUME (62)
BEAUQ	BEAUQUESNE		
BEAUV	BEAUVAL		
BEAVI	BEAUCAMPS LE VIEUX		
BERNA	BERNAVILLE		
BLANG			BLANGY SUR BRESLE (76)
BOHAL	BOCAGE HALLUE		
BOUVA	BOUVAINCOURT SUR BRESLE		
BRAY	BRAY SUR SOMME		
CANDA		CANDAS	
CAYEU	CAYEUX SUR MER		
CHEPY		CHEPY	
CONTY	CONTY		
CRECY	CRECY EN PONTHIEU		
DOMAR	DOMART EN PONTHIEU		
DOULL	DOULLENS		
EPEHY	EPEHY		
FEUQU	FEUQUIERES EN VIMEU		
FLIXE	FLIXECOURT		
FORCE	FORCEVILLE OISEMONT		
FORTM	FORT MAHON		
FRESS		FRESSENNEVILLE	
FRIVI	FRIVILLE ESCARBOTIN		
GAMAC	GAMACHES		
GRANV			GRANDVILLERS (60)
HALLE	HALLENCOURT		
HAM	HAM		
HANGE	HANGEST EN SANTERRE		
HORNO	HORNOY LE BOURG		
HUPPY		HUPPY	
LANCH		LANCHERES	
LECRO	LE CROTOY		
LUCHE	LUCHEUX		
MAILL	MAILLY MAILLET		
MARTA		MARTAINNEVILLE	
MERS	MERS LES BAINS		
MIRAU	MIRAUMONT		
MOISL	MOISLAINS		
MOLLI	MOLLIENS DREUIL		
MONSB		MONS BOUBERT	

Abréviation	C.I.S.	C.P.I.N.I.	S.D.I.S. voisin
MONTD	MONTDIDIER		
MOREU	MOREUIL		
NAOUR		NAOURS	
NESLE	NESLE		
NOUVI	NOUVION EN PONTHIEU		
PAS			PAS EN ARTOIS (62)
PERON	PERONNE		
PICQU	PICQUIGNY		
POIX	POIX DE PICARDIE		
PROYA		PROYART	
RAMBU		RAMBURELLES	
ROISE	ROISEL		
ROSIE	ROSIERES EN SANTERRE		
ROYE	ROYE		
RUE	RUE		
SAIGN		SAIGNEVILLE	
STQUE		SAINT QUENTIN LAMOTTE CROIX AU BAILLY	
STRIQ		SAINT RIQUIER	
STSAU	SAINT SAUFLIEU		
STVAL	SAINT VALERY SUR SOMME		
TOUTE	TOUTENCOURT		
VALSO	VAL DE SOMME		
VATRI	VAL DE TRIE		
VIGNA	VIGNACOURT		
WARLO		WARLOY BAILLON	
WOIGN		WOIGNARUE	

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
ABBEVILLE		ABBEV	ABBEV
ABBEVILLE	200 LOGEMENTS	ABBEV	ABBEV
ABBEVILLE	BOULEAUX	ABBEV	ABBEV
ABBEVILLE	LES PROVINCES	ABBEV	ABBEV
ABBEVILLE	MAUTORT	ABBEV	ABBEV
ABBEVILLE	MENCHECOURT	ABBEV	ABBEV
ABBEVILLE	ROUVROY	ABBEV	ABBEV
ABBEVILLE	SAINT GILLES	ABBEV	ABBEV
ABBEVILLE	SOLEIL LEVANT	ABBEV	ABBEV
ABLAINCOURT-PRESSOIR		PERON	PERON
ABLAINCOURT-PRESSOIR	PRESSOIR	PERON	PERON
ACHEUX-EN-AMIÉNOIS		MAILL	MAILL
ACHEUX-EN-VIMEU		VATRI	VATRI
ACHEUX-EN-VIMEU	FRIERES	VATRI	VATRI
ACHEUX-EN-VIMEU	FRIREULLES	VATRI	VATRI
ACHEUX-EN-VIMEU	ZOTEUX	VATRI	VATRI
ACHEUX-EN-VIMEU	PETIT ACHEUX	VATRI	VATRI
AGENVILLE		BERNA	BERNA
AGENVILLERS		CRECY	CRECY
AIGNEVILLE		FEUQU	FEUQU
AIGNEVILLE	COURCELLES	GAMAC	GAMAC
AIGNEVILLE	HOCQUELUS	FEUQU	FEUQU
AILLY-LE-HAUT-CLOCHER		AIHCL	AIHCL
AILLY-LE-HAUT-CLOCHER	ALLIEL	AIHCL	AIHCL
AILLY-LE-HAUT-CLOCHER	FAMECHON	AIHCL	AIHCL
AILLY-SUR-NOYE		AILNO	AILNO
AILLY-SUR-NOYE	BERNY-SUR-NOYE	AILNO	AILNO
AILLY-SUR-NOYE	L'ARGILIAIRE	AILNO	AILNO
AILLY-SUR-NOYE	MERVILLE-AU-BOIS	AILNO	AILNO
AILLY-SUR-SOMME		PICQU	PICQU
AIRAINES		AIRAI	AIRAI
AIRAINES	COURCHON	AIRAI	AIRAI
AIRAINES	DREUIL	AIRAI	AIRAI
AIRAINES	LE HAMEL	AIRAI	AIRAI
AIZECOURT-LE-BAS		MOISL	MOISL
AIZECOURT-LE-HAUT		MOISL	PERON
ALBERT		ALBER	ALBER
ALLAINES		PERON	PERON
ALLAINES	FEUILLAUCOURT	PERON	PERON
ALLAINES	HAUT-ALLAINES	PERON	PERON
ALLENAY		FRIVI	AULT
ALLERY		HALLE	HALLE
ALLONVILLE		AMIPO	AMIPO
AMIENS		AMIFE	AMIFE
AMIENS	AMIENS 2 LA VALLEE	AMIFE	AMIFE
AMIENS	LONGPRES-LES-AMIENS	AMIPO	AMIPO
AMIENS	MARIVAUX	AMIPO	AMIPO
AMIENS	MONTIERES	AMICA	AMICA
AMIENS	PETIT-SAINT-JEAN	AMICA	AMICA
AMIENS	PLEIN-SUD	AMIFE	AMIFE
AMIENS	RENANCOURT	AMICA	AMICA
AMIENS	SAINT-ACHEUL	AMIFE	AMIFE
AMIENS	SAINT-ANNE	AMIFE	AMIFE

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
AMIENS	SAINT-GERMAIN	AMICA	AMICA
AMIENS	SAINT-HONORE	AMICA	AMICA
AMIENS	CENTRE VILLE	AMICA	AMICA
AMIENS	SAINT-LADRE	AMIPO	AMIPO
AMIENS	SAINT-LEU	AMICA	AMICA
AMIENS	SAINT-MAURICE	AMICA	AMICA
AMIENS	SAINT-PIERRE NORD	AMICA	AMICA
AMIENS	SAINT-ROCH	AMICA	AMICA
AMIENS	SUD-EST	AMIFE	AMIFE
AMIENS	VAL D'AVRE	AMIFE	AMIFE
AMIENS	ZONE INDUSTRIELLE	AMIPO	AMIPO
AMIENS	SAINT-PIERRE CENTRE	AMICA	AMICA
AMIENS	SAINT-PIERRE EST	AMIFE	AMIFE
AMIENS	COLVERT-BERLIOZ	AMICA	AMICA
AMIENS	ETOUVIE	AMIPO	AMIPO
AMIENS	FAFET-BROSSOLETTE	AMIPO	AMIPO
AMIENS	FAUBOURG DE HEM	AMICA	AMICA
AMIENS	GUYNEMER	AMICA	AMICA
AMIENS	HENRIVILLE	AMICA	AMICA
AMIENS	LE NAUTILUS	AMIPO	AMIPO
ANDAINVILLE		BEAVI	BEAVI
ANDAINVILLE	ANDAINVILLE-AU-BOIS	BEAVI	BEAVI
ANDECHY		ROYE	ROYE
ARGOEUVES		AMIPO	AMIPO
ARGOULES		CRECY	CRECY
ARGOULES	LA CAPELETTE	CRECY	CRECY
ARGOULES	VALLOIRE	CRECY	CRECY
ARGOULES	PETIT CHEMIN	CRECY	CRECY
ARGOULES	PETITS PREAUX	CRECY	CRECY
ARGUEL		BEAVI	BEAVI
ARMANCOURT		ROYE	ROYE
ARQUÈVES		TOUTE	TOUTE
ARREST		ARRES	ARRES
ARREST	CATIGNY	ARRES	ARRES
ARRY		RUE	RUE
ARRY	LE TUREL	RUE	RUE
ARVILLERS		HANGE	HANGE
ARVILLERS	SAULCHOY-SUR-DAVENESCOURT	HANGE	HANGE
ASSAINVILLERS		MONTD	MONTD
ASSEVILLERS		PERON	PERON
ATHIES		PERON	PERON
ATHIES	FOURQUES	PERON	PERON
AUBERCOURT		MOREU	MOREU
AUBIGNY		VALSO	VALSO
AUBVILLERS		MOREU	MOREU
AUCHONVILLERS		MAILL	MAILL
AULT		AULT	AULT
AULT	LA BELLE VUE	AULT	AULT
AULT	BOIS DE CISE	AULT	AULT
AUMÂTRE		FORCE	FORCE
AUMONT		HORNO	HORNO
AUTHEUX		BERNA	BERNA
AUTHIE		PAS	PAS

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
AUTHIEULE		DOULL	DOULL
AUTHIEULE	LE FAUBOURG	DOULL	DOULL
AUTHUILLE		ALBER	ALBER
AVELESGES		AIRAI	AIRAI
AVELUY		ALBER	ALBER
AVESNES-CHAUSSOY		HORNO	HORNO
AVESNES-CHAUSSOY	LE CHAUSSOY	HORNO	HORNO
AYENCOURT		MONTD	MONTD
BACOUEL-SUR-SELLE		AMICA	AMICA
BACOUEL-SUR-SELLE	LA GARE	AMICA	AMICA
BAILLEUL		ABBEV	ABBEV
BAILLEUL	FRECHENCOURT	ABBEV	ABBEV
BAILLEUL	GRANDSART	HALLE	HALLE
BAILLEUL	BELLIFONTAINE	HALLE	HALLE
BAIZIEUX		ALBER	ALBER
BALÂTRE		ROYE	ROYE
BARLEUX		PERON	PERON
BARLY		DOULL	DOULL
BAVELINCOURT		TOUTE	TOUTE
BAVELINCOURT	ESBART	TOUTE	TOUTE
BAYENCOURT		MAILL	MAILL
BAYONVILLERS		ROSIE	ROSIE
BAZENTIN		MIRAU	MIRAU
BAZENTIN	BAZENTIN-LE-GRAND	MIRAU	MIRAU
BAZENTIN	BAZENTIN-LE-PETIT	MIRAU	MIRAU
BÉALCOURT		BERNA	BERNA
BEAUCAMPS-LE-JEUNE		BEAVI	BEAVI
BEAUCAMPS-LE-VIEUX		BEAVI	BEAVI
BEAUCHAMPS		BOUVA	BOUVA
BEAUCHAMPS	LE LIEU DIEU	BOUVA	BOUVA
BEAUCOURT-EN-SANTERRE		HANGE	HANGE
BEAUCOURT-SUR-L'ANCRE		MIRAU	MIRAU
BEAUCOURT-SUR-L'HALLUE		TOUTE	TOUTE
BEAUFORT-EN-SANTERRE		HANGE	ROSIE
BEAUMETZ		BERNA	BERNA
BEAUMONT-HAMEL		MAILL	MAILL
BEAUMONT-HAMEL	LA GARE DE BEAUMONT	MIRAU	MIRAU
BEAUMONT-HAMEL	HAMEL	MAILL	MAILL
BEAUQUESNE		BEAUQ	BEAUQ
BEAUVAL		BEAUV	BEAUV
BEAUVAL	LE VERT GALANT	BEAUV	BEAUV
BÉCORDEL-BÉCOURT		ALBER	ALBER
BÉCORDEL-BÉCOURT	BÉCOURT	ALBER	ALBER
BECQUIGNY		MONTD	MONTD
BÉHEN		ABBEV	ABBEV
BEHEN	LES CROISETTES	ABBEV	ABBEV
BEHEN	BOENCOURT	ABBEV	ABBEV
BEHEN	BAINAST	ABBEV	ABBEV
BEHEN	LES ALLEUX	ABBEV	ABBEV
BEHENCOURT		TOUTE	TOUTE
BEHENCOURT	VILLAINCOURT	TOUTE	TOUTE
BELLANCOURT		ABBEV	ABBEV
BELLANCOURT	MONFLIERES	ABBEV	ABBEV

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
BELLEUSE		CONTY	CONTY
BELLOY-EN-SANTERRE		PERON	PERON
BELLOY-SAINT-LÉONARD		AIRAI	AIRAI
BELLOY-SUR-SOMME		FLIXE	FLIXE
BELLOY-SUR-SOMME	HAUT LIGNY	VIGNA	VIGNA
BERGICOURT		POIX	POIX
BERMESNIL		FORCE	FORCE
BERMESNIL	BERNAPRE	FORCE	FORCE
BERMESNIL	MESNIL-EUDIN	FORCE	FORCE
BERNÂTRE		BERNA	BERNA
BERNAVILLE		BERNA	BERNA
BERNAVILLE	VACQUERIE	BERNA	BERNA
BERNAY-EN-PONTHIEU		RUE	RUE
BERNAY-EN-PONTHIEU	BUCAILLE	RUE	RUE
BERNES		ROISE	ROISE
BERNES	FLECHIN	ROISE	ROISE
BERNEUIL		BERNA	BERNA
BERNY-EN-SANTERRE		PERON	PERON
BERTANGLES		AMIPO	AMIPO
BERTEAUCOURT-LES-DAMES		VIGNA	VIGNA
BERTEAUCOURT-LÈS-THENNES		MOREU	MOREU
BERTRANCOURT		MAILL	MAILL
BÉTHENCOURT-SUR-MER		FRIVI	FRIVI
BÉTHENCOURT-SUR-SOMME		NESLE	NESLE
BETTEMBOS		HORNO	HORNO
BETTENCOURT-RIVIÈRE		AIRAI	AIRAI
BETTENCOURT-RIVIERE	RIVIERE	AIRAI	AIRAI
BETTENCOURT-SAINT-OUEN		FLIXE	FLIXE
BETTENCOURT-SAINT-OUEN	LA BRIQUETERIE	FLIXE	FLIXE
BEUVRAIGNES		ROYE	ROYE
BEUVRAIGNES	LE CESSIER	ROYE	ROYE
BEUVRAIGNES	LES LOGES	ROYE	ROYE
BIACHES		PERON	PERON
BIACHES	LA MAISONNETTE	PERON	PERON
BIACHES	BAZINCOURT	PERON	PERON
BIARRE		ROYE	NESLE
BIENCOURT		FORCE	FORCE
BILLANCOURT		NESLE	NESLE
BLANGY-SOUS-POIX		POIX	POIX
BLANGY-TRONVILLE		AMIFE	AMIFE
BLANGY-TRONVILLE	LE PETIT BLANGY	AMIFE	AMIFE
BOISBERGUES		BERNA	BERNA
BOISBERGUES	LE PETIT QUESNEL	BERNA	BERNA
LE BOISLE		CRECY	CRECY
LE BOISLE	VERJOLAY	CRECY	CRECY
BOISMONT		STVAL	STVAL
BOISMONT	BRETEL	STVAL	STVAL
BOISMONT	PINCHEFALISE	STVAL	STVAL
BONNAY		VALSO	VALSO
BONNAY	D929	VALSO	VALSO
BONNEVILLE		BEAUV	BEAUV
BOSQUEL		CONTY	CONTY
BOUCHAVESNES-BERGEN		MOISL	MOISL

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
BOUCHOIR		ROYE	HANGE
BOUCHON		FLIXE	FLIXE
BOUFFLERS		AUXI	AUXI
BOUFFLERS	LE BOUT DE NOYLE	AUXI	AUXI
BOUGAINVILLE		MOLLI	MOLLI
BOUILLANCOURT-EN-SÉRY		GAMAC	GAMAC
BOUILLANCOURT-EN-SERY	LE VERT BOCAGE	GAMAC	GAMAC
BOUILLANCOURT-EN-SERY	WATTEBLERY	GAMAC	GAMAC
BOUILLANCOURT-LA-BATAILLE		MONTD	MONTD
BOUQUEMAISON		DOULL	DOULL
BOURDON		FLIXE	FLIXE
BOURSEVILLE		FRIVI	FRIVI
BOURSEVILLE	MARTAIGNEVILLE	FRIVI	FRIVI
BOUSSICOURT		MONTD	MONTD
BOUTTENCOURT		BLANG	BLANG
BOUTTENCOURT	MONTHIERES	GAMAC	GAMAC
BOUTTENCOURT	ANSENNES	GAMAC	GAMAC
BOUVAINCOURT-SUR-BRESLE		BOUVA	BOUVA
BOUVAINCOURT-SUR-BRESLE	LE MARAIS	BOUVA	BOUVA
BOUVAINCOURT-SUR-BRESLE	LA BASSEE	BOUVA	BOUVA
BOUVINCOURT-EN-VERMANDOIS		PERON	PERON
BOUVINCOURT-EN-VERMANDOIS	SANTIN-FERME	PERON	PERON
BOUZINCOURT		ALBER	ALBER
BOVELLES		PICQU	PICQU
BOVES		AMIFE	AMIFE
BOVES	QUARTIER SAINT-NICOLAS	AMIFE	AMIFE
BOVES	QUARTIER NOTRE-DAME	AMIFE	AMIFE
BOVES	ZAC DE LA CROIX DE FER	AMIFE	AMIFE
BOVES	ZAC DE L'ARC	AMIFE	AMIFE
BRACHES		MOREU	MOREU
BRAILLY-CORNEHOTTE		CRECY	CRECY
BRAILLY-CORNEHOTTE	BAMBOU	CRECY	CRECY
BRAILLY-CORNEHOTTE	CORNEHOTTE	CRECY	CRECY
BRAILLY-CORNEHOTTE	GRAND BELINVAL	CRECY	CRECY
BRAILLY-CORNEHOTTE	PETIT BELINVAL	CRECY	CRECY
BRASSY		CONTY	CONTY
BRAY-LÈS-MAREUIL		ABBEV	ABBEV
BRAY-SUR-SOMME		BRAY	BRAY
BREILLY		PICQU	PICQU
BRESLE		ALBER	ALBER
BREUIL		NESLE	NESLE
BRÉVILLERS		LUCHE	LUCHE
BRIE		PERON	PERON
BRIQUEMESNIL-FLOXICOURT		MOLLI	MOLLI
BRIQUEMESNIL-FLOXICOURT	FLOXICOURT	MOLLI	MOLLI
BROCOURT		BEAVI	BEAVI
BROUCHY		HAM	HAM
BROUCHY	AUBIGNY	HAM	HAM
BRUCAMPS		FLIXE	DOMAR
BRUTELLES		CAYEU	CAYEU
BRUTELLES	LE HAMEL	CAYEU	CAYEU
BUIGNY-L'ABBÉ		ABBEV	ABBEV
BUIGNY-LÈS-GAMACHES		GAMAC	GAMAC

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
BUIGNY-SAINT-MACLOU		ABBEV	ABBEV
BUIRE-COURCELLES		PERON	PERON
BUIRE-COURCELLES	COURCELLES	PERON	PERON
BUIRE-SUR-L'ANCRE		ALBER	ALBER
BUIRE-SUR-L'ANCRE	LES PRES JUMEL	ALBER	ALBER
BUS-LA-MÉSIÈRE		ROYE	ROYE
BUS-LÈS-ARTOIS		MAILL	MAILL
BUSSU		PERON	PERON
BUSSUS-BUSSUEL		AIHCL	AIHCL
BUSSY-LÈS-DAOURS		VALSO	VALSO
BUSSY-LÈS-POIX		POIX	POIX
BUVERCHY		NESLE	NESLE
CACHY		VALSO	VALSO
CAGNY		AMIFE	AMIFE
CAHON		VATRI	VATRI
CAHON	PETIT CAHON	VATRI	VATRI
CAHON	GOUY	VATRI	VATRI
CAIX		ROSIE	ROSIE
CAMBRON		ABBEV	ABBEV
CAMON		AMIFE	AMIFE
CAMON	PETIT CAMON	AMIPO	AMIPO
CAMON	LES ALENCONS	AMIPO	AMIPO
CAMON	LE FORT	AMIFE	AMIFE
CAMON	CLOS POMMIERS	AMIFE	AMIFE
CAMON	ZAC DE LA BLANCHE TACHE	AMIFE	AMIFE
CAMPS-EN-AMIÉNOIS		MOLLI	MOLLI
CANAPLES		VIGNA	VIGNA
CANCHY		ABBEV	ABBEV
CANDAS		CANDA	CANDA
CANDAS	LE VAL HEUREUX	CANDA	CANDA
CANNESSIÈRES		FORCE	FORCE
CANTIGNY		MONTD	MONTD
CAOURS		ABBEV	ABBEV
CAOURS	L'HEURE	ABBEV	ABBEV
CAPPY		BRAY	BRAY
CARDONNETTE		AMIPO	AMIPO
CARDONNETTE	PETIT CARDONNETTE	AMIPO	AMIPO
CARDONNOIS (LE)		MONTD	MONTD
CARNOY-MAMETZ		BRAY	BRAY
CARNOY-MAMETZ	CARNOY	BRAY	BRAY
CARNOY-MAMETZ	MAMETZ	BRAY	BRAY
CARRÉPUIS		ROYE	ROYE
CARTIGNY		PERON	PERON
CARTIGNY	BEAUMETZ	ROISE	ROISE
CARTIGNY	LE CATELET	PERON	PERON
CARTIGNY	BRUSLE	PERON	PERON
CAULIÈRES		POIX	POIX
CAVILLON		PICQU	PICQU
CAYEUX-EN-SANTERRE		ROSIE	ROSIE
CAYEUX-SUR-MER		CAYEU	CAYEU
CAYEUX-SUR-MER	LE MARAIS	CAYEU	CAYEU
CAYEUX-SUR-MER	LE HOURDEL	CAYEU	CAYEU
CAYEUX-SUR-MER	LA MOLLIÈRE D'AVAL	CAYEU	CAYEU

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
CAYEUX-SUR-MER	LA MOLLIERE DE TERRE	CAYEU	CAYEU
CAYEUX-SUR-MER	HURT	CAYEU	CAYEU
CAYEUX-SUR-MER	BRIGHTON	CAYEU	CAYEU
CERISY-BULEUX		FORCE	FORCE
CERISY-BULEUX	BULEUX	FORCE	FORCE
CERISY		BRAY	BRAY
CHAMPIEN		ROYE	ROYE
CHAULNES		ROSIE	ROSIE
CHAULNES	CHAULNES VILLE NORD	ROSIE	ROSIE
CHAULNES	CHAULNES SUD	ROSIE	ROSIE
LA CHAUSSÉE-TIRANCOURT		PICQU	PICQU
LA CHAUSSÉE-TIRANCOURT	TIRANCOURT	PICQU	PICQU
CHAUSSOY-EPAGNY		AILNO	AILNO
CHAUSSOY-EPAGNY	HAINNEVILLE	AILNO	AILNO
CHAUSSOY-EPAGNY	EPAGNY	AILNO	AILNO
CHAVATTE (LA)		ROYE	ROYE
CHEPY		CHEPY	CHEPY
CHEPY	MONCHAUX	CHEPY	CHEPY
CHEPY	LES HAYETTES	CHEPY	CHEPY
CHILLY		ROSIE	ROSIE
CHIPILLY		BRAY	BRAY
CHIRMONT		AILNO	AILNO
CHUIGNES		BRAY	BRAY
CHUIGNOLLES		BRAY	BRAY
CITERNE		HALLE	HALLE
CITERNE	YONVILLE	FORCE	FORCE
CIZANCOURT		PERON	PERON
CLAIRY-SAULCHOIX		AMIPO	AMIPO
CLAIRY-SAULCHOIX	LE SAULCHOIX	AMIPO	AMIPO
CLERY-SUR-SOMME		PERON	PERON
CLÉRY-SUR-SOMME	OMIÉCOURT-LES-CLÉRY	PERON	PERON
COCQUEREL		ABBEV	ABBEV
COCQUEREL	LONGUET	AIHCL	AIHCL
COIGNEUX		MAILL	MAILL
COISY		AMIPO	AMIPO
COLINCAMPS		MAILL	MAILL
COMBLES		MOISL	MOISL
CONDÉ-FOLIE		FLIXE	FLIXE
CONDE-FOLIE	HAUT DE CONDE	FLIXE	FLIXE
CONDE-FOLIE	FOLIE	FLIXE	FLIXE
CONTALMAISON		ALBER	ALBER
CONTAY		TOUTE	TOUTE
CONTEVILLE		BERNA	BERNA
CONTRE		CONTY	CONTY
CONTY		CONTY	CONTY
CONTY	WAILLY	CONTY	CONTY
CONTY	LUZIÈRES	CONTY	CONTY
CONTY	LE HAMEL	CONTY	CONTY
CORBIE		VALSO	VALSO
CORBIE	LES FALAISES	VALSO	VALSO
CORBIE	LA NEUVILLE	VALSO	VALSO
COTTENCHY		AILNO	AILNO
COTTENCHY	LE PARACLET	AMIFE	AMIFE

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
COTTENCHY	LE PONT DE GRÈS	AILNO	AILNO
COULLEMELLE		MONTD	MONTD
COULONVILLERS		ABBEV	ABBEV
COULONVILLERS	HANCHY	BERNA	BERNA
COURCELETTE		MIRAU	MIRAU
COURCELLES-AU-BOIS		MAILL	MAILL
COURCELLES-SOUS-MOYENCOURT		POIX	POIX
COURCELLES-SOUS-MOYENCOURT	FOSSE-BLEUET	POIX	POIX
COURCELLES-SOUS-THOIX		CONTY	CONTY
COURTEMANCHE		MONTD	MONTD
CRAMONT		BERNA	BERNA
CRAMONT	LES MASURES	BERNA	BERNA
CRAMONT	LE MENAGE	BERNA	BERNA
CRECY-EN-PONTHIEU		CRECY	CRECY
CRECY-EN-PONTHIEU	CAUMARTIN	CRECY	CRECY
CRECY-EN-PONTHIEU	MARCHEVILLE	CRECY	CRECY
CRECY-EN-PONTHIEU	LE CHAUFOUR	CRECY	CRECY
CRECY-EN-PONTHIEU	CRECY-GRANGE	CRECY	CRECY
CRECY-EN-PONTHIEU	FORET	CRECY	CRECY
CRÉMERY		ROYE	ROYE
CRESSY-OMENCOURT		NESLE	NESLE
CRESSY-OMENCOURT	OMENCOURT	NESLE	NESLE
CREUSE		AMIPO	AMIPO
CROIX-MOLIGNEAUX		HAM	HAM
CROIX-MOLIGNEAUX	MOLIGNEAUX	HAM	HAM
CROIXRAULT		POIX	POIX
CROTOY (LE)		LECRO	LECRO
CROTOY (LE)	BIHEN	LECRO	LECRO
CROTOY (LE)	LA BASSEE	LECRO	LECRO
CROTOY (LE)	LA MAYE	LECRO	LECRO
CROTOY (LE)	MADAGASCAR	LECRO	LECRO
CROTOY (LE)	MAYOC	LECRO	LECRO
CROTOY (LE)	SAINT-FIRMIN-LES-CROTOY	LECRO	LECRO
CROUY-SAINT-PIERRE		PICQU	PICQU
CROUY-SAINT-PIERRE	LA BRIQUETERIE	PICQU	PICQU
CROUY-SAINT-PIERRE	LE QUESNOT	PICQU	PICQU
CROUY-SAINT-PIERRE	SAINT-PIERRE-À-GOUY	PICQU	PICQU
CURCHY		NESLE	NESLE
CURCHY	DRESLINCOURT	NESLE	NESLE
CURCHY	MANICOURT	NESLE	NESLE
CURLU		PERON	PERON
CURLU	FARGNIES	PERON	PERON
DAMERY		ROYE	ROYE
DANCOURT-POPINCOURT		ROYE	ROYE
DANCOURT-POPINCOURT	POPINCOURT	ROYE	ROYE
DAOURS		VALSO	VALSO
DARGNIES		FRIVI	BOUVA
DAVENESCOURT		HANGE	HANGE
DÉMUIN		MOREU	MOREU
DÉMUIN	COURCELLES	MOREU	MOREU
DERNANCOURT		ALBER	ALBER
DEVISE		PERON	PERON
DOINGT		PERON	PERON

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
DOINGT	FLAMICOURT	PERON	PERON
DOMART-EN-PONTHIEU		DOMAR	DOMAR
DOMART-SUR-LA-LUCE		MOREU	MOREU
DOMART-SUR-LA-LUCE	HOURGES	MOREU	MOREU
DOMESMONT		BERNA	BERNA
DOMINOIS		CRECY	CRECY
DOMINOIS	LA VIEVILLE	CRECY	CRECY
DOMINOIS	PETIT CHEMIN	CRECY	CRECY
DOMLÉGER-LONGVILLERS		BERNA	BERNA
DOMLEGER-LONGVILLERS	DOMLEGER	BERNA	BERNA
DOMLEGER-LONGVILLERS	LONGVILLERS	BERNA	BERNA
DOMMARTIN		AILNO	AILNO
DOMPIERRE-BECQUINCOURT		PERON	PERON
DOMPIERRE-BECQUINCOURT	BECQUINCOURT	PERON	PERON
DOMPIERRE-BECQUINCOURT	LA SUCRERIE	BRAY	BRAY
DOMPIERRE-SUR-AUTHIE		CRECY	CRECY
DOMPIERRE-SUR-AUTHIE	LE FEDOY	CRECY	CRECY
DOMPIERRE-SUR-AUTHIE	LE HAMEL	CRECY	CRECY
DOMPIERRE-SUR-AUTHIE	LE MOULIN	CRECY	CRECY
DOMPIERRE-SUR-AUTHIE	RAPECHY	CRECY	CRECY
DOMPIERRE-SUR-AUTHIE	WADICOURT	CRECY	CRECY
DOMPIERRE-SUR-AUTHIE	VOISIN	CRECY	CRECY
DOMQUEUR		AIHCL	AIHCL
DOMQUEUR	LE PLOUY	AIHCL	AIHCL
DOMVAST		CRECY	CRECY
DOUDELAINVILLE		FORCE	FORCE
DOUDELAINVILLE	WARCHEVILLE	FORCE	FORCE
DOUILLY		HAM	HAM
DOULLENS		DOULL	DOULL
DOULLENS	BEAUREPAIRE	DOULL	DOULL
DOULLENS	RISQUETOUT	DOULL	DOULL
DOULLENS	LE BON-AIR	DOULL	DOULL
DOULLENS	HAUTE-VISÉE	DOULL	DOULL
DOULLENS	RANSART	DOULL	DOULL
DOULLENS	BOUT-DES-PRÈS	DOULL	DOULL
DOULLENS	FRESCHEVILLERS	DOULL	DOULL
DOULLENS	L'ESCOUDET	DOULL	DOULL
DOULLENS	MILLY-LES-DOULLENS	DOULL	DOULL
DREUIL-LÈS-AMIENS		AMIPO	AMIPO
DRIENCOURT		PERON	PERON
DROMESNIL		HORNO	HORNO
DRUCAT		ABBEV	ABBEV
DRUCAT	LE PLESSIEL	ABBEV	ABBEV
DURY		AMIFE	AMIFE
EAUCOURT-SUR-SOMME		ABBEV	ABBEV
ÉCHELLE-SAINT-AURIN (L')		ROYE	ROYE
ÉCHELLE-SAINT-AURIN (L')	SAINT-AURIN	ROYE	ROYE
ÉCLUSIER-VAUX		BRAY	BRAY
ÉCLUSIER-VAUX	VAUX	BRAY	BRAY
EMBREVILLE		BOUVA	BOUVA
ENGLEBELMER		MAILL	MAILL
ENGLEBELMER	VITERMONT	MAILL	MAILL
ENNEMAIN		PERON	PERON

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
EPAGNE-EPAGNETTE		ABBEV	ABBEV
EPAGNE-EPAGNETTE	EPAGNETTE	ABBEV	ABBEV
ÉPAUMESNIL		FORCE	FORCE
EPAUMESNIL	LE MOULIN DE SAINT-MAULVIS	FORCE	FORCE
ÉPÉCAMPS		BERNA	BERNA
ÉPEHY		EPEHY	EPEHY
ÉPÉNANCOURT		PERON	PERON
ÉPLESSIER		POIX	POIX
EPPEVILLE		HAM	HAM
EPPEVILLE	VERLAINES	HAM	HAM
ÉQUANCOURT		MOISL	MOISL
ÉQUENNES-ÉRAMECOURT		POIX	POIX
ÉQUENNES-ÉRAMECOURT	ÉRAMECOURT	POIX	POIX
ERCHES		HANGE	HANGE
ERCHES	LE PETIT ERCHES	HANGE	HANGE
ERCHEU		NESLE	NESLE
ERCHEU	LANNOY	NESLE	NESLE
ERCOURT		ABBEV	ABBEV
ERCOURT	LE MONCHEL	FEUQU	FEUQU
ERGNIES		AIHCL	AIHCL
ÉRONDELLE		ABBEV	ABBEV
ESCLAINVILLERS		AILNO	AILNO
ESMERY-HALLON		HAM	HAM
ESMERY-HALLON	BONNEUIL	HAM	HAM
ESSERTAUX		STSAU	STSAU
ESTRÉBOEUF		STVAL	STVAL
ESTRÉBOEUF	NEUVILLE	STVAL	STVAL
ESTRÉBOEUF	DRANCOURT	STVAL	STVAL
ESTRÉES-DENIÉCOURT		PERON	PERON
ESTRÉES-DENIÉCOURT	DENIÉCOURT	PERON	PERON
ESTRÉES-LES-CRÉCY		CRECY	CRECY
ESTRÉES-LES-CRÉCY	LA COSSETERIE	CRECY	CRECY
ESTRÉES-LES-CRÉCY	BRANLICOURT	CRECY	CRECY
ESTRÉES-MONS		PERON	PERON
ESTRÉES-MONS	MONS-EN-CHAUSSEE	PERON	PERON
ESTRÉES-MONS	ESTRÉES-EN-CHAUSSÉE	PERON	PERON
ESTRÉES-MONS	SAINT-CREN	PERON	PERON
ESTRÉES-SUR-NOYE		AILNO	AILNO
ÉTALON		NESLE	NESLE
ÉTELFAY		MONTD	MONTD
ÉTERPIGNY		PERON	PERON
ÉTERPIGNY	PONT-LES-BRIE	PERON	PERON
ÉTINEHEM-MÉRICOURT		BRAY	BRAY
ÉTINEHEM-MÉRICOURT	ÉTINEHEM	BRAY	BRAY
ÉTINEHEM-MÉRICOURT	MÉRICOURT-SUR-SOMME	BRAY	BRAY
ÉTOILE (L')		FLIXE	FLIXE
ETREJUST		AIRAI	AIRAI
ETREJUST	LE MOULIN D'ETREJUST	AIRAI	AIRAI
ÉTRICOURT-MANANCOURT		MOISL	MOISL
ÉTRICOURT-MANANCOURT	MANANCOURT	MOISL	MOISL
FALOISE (LA)		AILNO	AILNO
FALVY		NESLE	NESLE
FAMECHON		POIX	POIX

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
FAVEROLLES		MONTD	MONTD
FAVIERES		LECRO	LECRO
FAVIERES	BECQUERELLE	RUE	RUE
FAVIERES	LE HAMELET	LECRO	LECRO
FAVIERES	LE MOULIN A EAU	RUE	RUE
FAVIERES	LE MARAIS	LECRO	LECRO
FAVIERES	D940 PANORAMIQUE	LECRO	LECRO
FAVIERES	LE CHEMIN DE RUE	RUE	RUE
FAY		PERON	PERON
FERRIÈRES		AMICA	AMICA
FESCAMPS		MONTD	MONTD
FEUILLÈRES		PERON	PERON
FEUILLÈRES	BUSCOURT	PERON	PERON
FEUQUIÈRES-EN-VIMEU		FEUQU	FEUQU
FIEFFES-MONTRELET		BERNA	BERNA
FIEFFES-MONTRELET	FIEFFES	BERNA	BERNA
FIEFFES-MONTRELET	MONTRELET	BERNA	BERNA
FIENVILLERS		BERNA	BERNA
FIGNIÈRES		MONTD	MONTD
FINS		EPEHY	EPEHY
FLAUCOURT		PERON	PERON
FLERS		MIRAU	MIRAU
FLERS-SUR-NOYE		STSAU	STSAU
FLESSELLES		AMIPO	AMIPO
FLESSELLES	LE PONT	VIGNA	VIGNA
FLESSELLES	NORD	AMIPO	AMIPO
FLESSELLES	SUD	AMIPO	AMIPO
FLEURY		CONTY	CONTY
FLIXECOURT		FLIXE	FLIXE
FLIXECOURT	LA BREILLOIRE	FLIXE	FLIXE
FLIXECOURT	LA BRIQUETERIE	FLIXE	FLIXE
FLUY		MOLLI	MOLLI
FOLIES		HANGE	HANGE
FOLLEVILLE		AILNO	AILNO
FONCHES-FONCHETTE		ROYE	NESLE
FONCHES-FONCHETTE	FONCHETTE	ROYE	NESLE
FONTAINE-LE-SEC		FORCE	FORCE
FONTAINE-LÈS-CAPPY		BRAY	BRAY
FONTAINE-LÈS-CAPPY	FONTAINE-LÈS-CAPPY	BRAY	BRAY
FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER		MONTD	MONTD
FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER	FRAMICOURT	MONTD	MONTD
FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER	BELLE ASSISE	MONTD	MONTD
FONTAINE-SUR-MAYE		CRECY	CRECY
FONTAINE-SUR-SOMME		HALLE	HALLE
FONTAINE-SUR-SOMME	VIEULAINE	HALLE	HALLE
FORCEVILLE		MAILL	MAILL
FORCEVILLE-EN-VIMEU		FORCE	FORCE
FOREST-L'ABBAYE		NOUVI	NOUVI
FOREST-MONTIERS		RUE	RUE
FOREST-MONTIERS	NEUVILLE-MARAIS	RUE	RUE
FORT-MAHON		FORTM	FORTM
FOSSEMANANT		STSAU	STSAU
FOUCAUCOURT-EN-SANTERRE		PERON	PERON

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
FOUCAUCOURT-HORS-NESLE		FORCE	FORCE
FOUENCAMPS		AMIFE	AMIFE
FOUILLOY		VALSO	VALSO
FOUQUESCOURT		ROSIE	ROSIE
FOURCIGNY		BEAVI	BEAVI
FOURCIGNY	BEAUREPAIRE	BEAVI	BEAVI
FOURDRINOY		PICQU	PICQU
FRAMERVILLE-RAINECOURT		ROSIE	ROSIE
FRAMERVILLE-RAINECOURT	RAINECOURT	ROSIE	ROSIE
FRAMICOURT		FORCE	FORCE
FRAMICOURT	WITAINEGLISE	FORCE	FORCE
FRAMICOURT	PETIT FRAMICOURT	FORCE	FORCE
FRANCIÈRES		AIHCL	AIHCL
FRANLEU		VATRI	VATRI
FRANQUEVILLE		DOMAR	DOMAR
FRANSART		ROYE	ROYE
FRANSU		DOMAR	DOMAR
FRANSU	HOUDENCOURT	DOMAR	DOMAR
FRANSURES		CONTY	CONTY
FRANVILLERS		TOUTE	TOUTE
FRANVILLERS	D929	TOUTE	TOUTE
FRÉCHENCOURT		AMIPO	AMIPO
FRÉMONTIERS		CONTY	CONTY
FREMONTIERS	UZENNEVILLE	CONTY	CONTY
FRESNES-MAZANCOURT		PERON	PERON
FRESNES-MAZANCOURT	MAZANCOURT	PERON	PERON
FRESNES-TILLOLOY		FORCE	FORCE
FRESNEVILLE		HORNO	HORNO
FRESNOY-ANDAINVILLE		FORCE	FORCE
FRESNOY-AU-VAL		POIX	POIX
FRESNOY-EN-CHAUSSÉE		HANGE	HANGE
FRESNOY-LÈS-ROYE		ROYE	ROYE
FRESSENNEVILLE		FRESS	FRESS
FRETTECUISSE		FORCE	FORCE
FRETTEMEULE		GAMAC	GAMAC
FRETTEMEULE	INFRAY	GAMAC	GAMAC
FRETTEMEULE	MAIGNEVILLE	GAMAC	GAMAC
FRIAUCOURT		AULT	AULT
FRIAUCOURT	LA SOLETTE	AULT	AULT
FRICAMPS		POIX	POIX
FRICOURT		ALBER	ALBER
FRISE		PERON	PERON
FRIVILLE-ESCARBOTIN		FRIVI	FRIVI
FRIVILLE-ESCARBOTIN	NOIRVILLE	FRIVI	FRIVI
FRIVILLE-ESCARBOTIN	BELLOY-SUR-MER	FRIVI	FRIVI
FRIVILLE-ESCARBOTIN	ZAC LE PARC	FRIVI	FRIVI
FROHEN-SUR-AUTHIE		DOULL	BERNA
FROHEN-SUR-AUTHIE	LA HAYETTE	DOULL	BERNA
FROYELLES		CRECY	CRECY
FRUCOURT		FORCE	FORCE
GAMACHES		GAMAC	GAMAC
GAPENNES		ABBEV	ABBEV
GAUVILLE		BEAVI	BEAVI

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
GENTELLES		AMIFE	AMIFE
GÉZAINCOURT		DOULL	DOULL
GÉZAINCOURT	BAGNEUX	DOULL	BEAUV
GÉZAINCOURT	BRETEL	DOULL	DOULL
GINCHY		MOISL	MOISL
GLISY		AMIFE	AMIFE
GLISY	CANARDIERE	AMIFE	AMIFE
GLISY	ZAC DU BEL AIR	AMIFE	AMIFE
GORENFLOS		AIHCL	AIHCL
GORGES		BERNA	BERNA
GOYENCOURT		ROYE	ROYE
GRANDCOURT		MIRAU	MIRAU
GRAND-LAVIERS		ABBEV	ABBEV
GRAND-LAVIERS	PETIT-LAVIERS	ABBEV	ABBEV
GRATIBUS		MONTD	MONTD
GRATTEPANCHE		STSAU	STSAU
GRÉBAULT-MESNIL		ABBEV	ABBEV
GREBAULT-MESNIL	ONICOURT	FORCE	FORCE
GRIVESNES		MOREU	MOREU
GRIVESNES	SEPTOUTRE	MOREU	MOREU
GRIVESNES	LE PLESSIER	MONTD	MONTD
GRIVESNES	AINVAL	AILNO	AILNO
GRIVILLERS		ROYE	ROYE
GROUCHES-LUCHUEL		LUCHE	LUCHE
GROUCHES-LUCHUEL	LUCHUEL	LUCHE	LUCHE
GRUNY		ROYE	ROYE
GUERBIGNY		MONTD	MONTD
GUESCHART		CRECY	CRECY
GUESCHART	CUMONVILLE	AUXI	AUXI
GUEUDECOURT		BAPAU	BAPAU
GUIGNEMICOURT		AMICA	AMICA
GUILLAUCOURT		ROSIE	ROSIE
GUILLAUCOURT	LA GARE	ROSIE	ROSIE
GUILLEMONT		BRAY	PERON
GUIZANCOURT		POIX	POIX
GUYENCOURT-SUR-NOYE		AILNO	AILNO
GUYENCOURT-SAULCOURT		EPEHY	EPEHY
GUYENCOURT-SAULCOURT	SAULCOURT	EPEHY	EPEHY
HAILLES		MOREU	MOREU
HALLENCOURT		HALLE	HALLE
HALLENCOURT	HOCQUINCOURT	HALLE	HALLE
HALLENCOURT	WANEL	HALLE	HALLE
HALLIVILLERS		AILNO	AILNO
HALLOY-LÈS-PERNOIS		VIGNA	VIGNA
HALLU		ROSIE	ROSIE
HAM		HAM	HAM
HAM	ESTOUILLY	HAM	HAM
HAM	LA PLAINE SAINT-MARTIN	HAM	HAM
HAM	SAINT-SULPICE	HAM	HAM
HAM	LE VERT GALANT	HAM	HAM
HAM	ZAC SAINT-SULPICE	HAM	HAM
HAMEL (LE)		VALSO	VALSO
HAMEL (LE)	BOUZENCOURT	VALSO	VALSO

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
HAMELET		VALSO	VALSO
HANCOURT		ROISE	ROISE
HANGARD		MOREU	MOREU
HANGEST-EN-SANTERRE		HANGE	HANGE
HANGEST-EN-SANTERRE	PETIT HANGEST	HANGE	HANGE
HANGEST-SUR-SOMME		FLIXE	FLIXE
HANGEST-SUR-SOMME	BICHECOURT	FLIXE	FLIXE
HARBONNIÈRES		ROSIE	ROSIE
HARDECOURT-AUX-BOIS		BRAY	BRAY
HARPONVILLE		TOUTE	TOUTE
HATTENCOURT		ROYE	ROYE
HATTENCOURT	LA CABINETTE	ROYE	ROYE
HAUTVILLERS-OUVILLE		ABBEV	ABBEV
HAUTVILLERS-OUVILLE	OUVILLE	ABBEV	ABBEV
HAVERNAS		VIGNA	VIGNA
HÉBÉCOURT		STSAU	STSAU
HÉDAUVILLE		MAILL	MAILL
HEILLY		VALSO	VALSO
HEILLY	COQUEVEL	VALSO	VALSO
HEM-HARDINVAL		DOULL	DOULL
HEM-HARDINVAL	HARDINVAL	DOULL	DOULL
HEM-HARDINVAL	RICQUEMESNIL	DOULL	DOULL
HEM-MONACU		PERON	PERON
HEM-MONACU	MONACU	PERON	PERON
HÉNENCOURT		ALBER	ALBER
HERBÉCOURT		PERON	PERON
HÉRISSART		TOUTE	TOUTE
HERLEVILLE		ROSIE	ROSIE
HERLY		NESLE	NESLE
HERVILLY		ROISE	ROISE
HERVILLY	MONTIGNY	ROISE	ROISE
HESBÉCOURT		ROISE	ROISE
HESCAMPS		POIX	POIX
HESCAMPS	AGNIÈRES	POIX	POIX
HESCAMPS	BRETTENCOURT	POIX	POIX
HESCAMPS	FRETTEMOLLE	POIX	POIX
HESCAMPS	HANDICOURT	POIX	POIX
HESCAMPS	MESNIL-HUCHON	POIX	POIX
HESCAMPS	PETIT HANDICOURT	POIX	POIX
HESCAMPS	SAINT-CLAIR	GRANV	GRANV
HESCAMPS	SAINT-MARTIN-LE PAUVRE	POIX	POIX
HESCAMPS	SOUPLICOURT	POIX	POIX
HEUCOURT-CROQUOISON		AIRAI	AIRAI
HEUCOURT-CROQUOISON	CROQUOISON	AIRAI	AIRAI
HEUDICOURT		EPEHY	EPEHY
HEUDICOURT	REVELON	EPEHY	EPEHY
HEUZECOURT		BERNA	BERNA
HEUZECOURT	GRIMONT	BERNA	BERNA
HIERMONT		AUXI	AUXI
HOMBLEUX		NESLE	NESLE
HOMBLEUX	BACQUENCOURT	NESLE	NESLE
HOMBLEUX	CANISY	HAM	HAM
HOMBLEUX	GRECOURT	NESLE	NESLE

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
HORNOY-LE-BOURG		HORNO	HORNO
HORNOY-LE-BOURG	BEZENCOURT	HORNO	HORNO
HORNOY-LE-BOURG	TRONCHOY	HORNO	HORNO
HORNOY-LE-BOURG	BLANCHEMAISON	HORNO	HORNO
HORNOY-LE-BOURG	BOISRAULT	HORNO	HORNO
HORNOY-LE-BOURG	BOULAINVILLERS	HORNO	HORNO
HORNOY-LE-BOURG	GOUY-L'HOPITAL	HORNO	HORNO
HORNOY-LE-BOURG	HALLIVILLERS	HORNO	HORNO
HORNOY-LE-BOURG	LINCHEUX-HALLIVILLERS	HORNO	HORNO
HORNOY-LE-BOURG	ORIVAL	HORNO	HORNO
HORNOY-LE-BOURG	SELINCOURT	HORNO	HORNO
HUCHENNEVILLE		ABBEV	ABBEV
HUCHENNEVILLE	VILLERS-SUR-MAREUIL	ABBEV	ABBEV
HUCHENNEVILLE	INVAL	ABBEV	ABBEV
HUCHENNEVILLE	CAUMONT	ABBEV	ABBEV
HUCHENNEVILLE	LIMERCOURT	ABBEV	ABBEV
HUCHENNEVILLE	ZAC LES CROISETTES	ABBEV	ABBEV
HUMBERCOURT		LUCHE	LUCHE
HUPPY		HUPPY	HUPPY
HUPPY	POULTIERES	HUPPY	HUPPY
HUPPY	TRINQUIS	HUPPY	HUPPY
HYPERCOURT		NESLE	NESLE
HYPERCOURT	HYENCOURT-LE-GRAND	PERON	PERON
HYPERCOURT	HYENCOURT-LE-PETIT	NESLE	NESLE
HYPERCOURT	OMIÉCOURT	NESLE	NESLE
HYPERCOURT	BERSAUCOURT	NESLE	NESLE
HYPERCOURT	PERTAIN	NESLE	NESLE
IGNAUCOURT		MOREU	MOREU
IGNAUCOURT	HAPPEGLENE	MOREU	MOREU
INVAL-BOIRON		BEAVI	BEAVI
INVAL-BOIRON	BOIRON	BEAVI	BEAVI
IRLES		MIRAU	MIRAU
JUMEL		AILNO	AILNO
JUMEL	SAINT NICOLAS	AILNO	AILNO
LABOISSIÈRE-EN-SANTERRE		MONTD	MONTD
LACHAPELLE-SOUS-POIX		POIX	POIX
LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN		BEAVI	BEAVI
LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN	MONTMARQUET	BEAVI	BEAVI
LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN	GUIBERMESNIL	BEAVI	BEAVI
LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN	LABOISSIERE-ST-MARTIN	BEAVI	BEAVI
LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN	LAFRESNOYE	BEAVI	BEAVI
LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN	BLANGIEL	BEAVI	BEAVI
LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN	BRISEPOT	BEAVI	BEAVI
LAHOUSSOYE		VALSO	VALSO
LALEU		AIRAI	AIRAI
LAMARONDE		HORNO	HORNO
LAMOTTE-BREBIÈRE		AMIFE	AMIFE
LAMOTTE-BULEUX		NOUVI	NOUVI
LAMOTTE-WARFUSÉE		VALSO	VALSO
LANCHÈRES		LANCH	LANCH
LANCHERES	LE PETIT TERATU	LANCH	LANCH
LANCHERES	LALEU	LANCH	LANCH
LANCHERES	POUTRINCOURT	LANCH	LANCH

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
LANCHERES	WATHIEHURT	LANCH	LANCH
LANGUEVOISIN-QUIQUERY		NESLE	NESLE
LANGUEVOISIN-QUIQUERY	QUIQUERY	NESLE	NESLE
LANCHES-SAINT-HILAIRE		DOMAR	DOMAR
LANCHES-SAINT-HILAIRE	ST-HILAIRE	DOMAR	DOMAR
LAUCOURT		ROYE	ROYE
LAVIÉVILLE		ALBER	ALBER
LAWARDE-MAUGER-L'HORTOY		AILNO	AILNO
LAWARDE-MAUGER-L'HORTOY	L'HORTOY	STSAU	STSAU
LÉALVILLERS		TOUTE	TOUTE
LESBOEUFS		BAPAU	BAPAU
LIANCOURT-FOSSE		ROYE	ROYE
LICOURT		PERON	PERON
LIÉRAMONT		MOISL	MOISL
LIERCOURT		HALLE	HALLE
LIGESCOURT		CRECY	CRECY
LIGNIÈRES		MONTD	MONTD
LIGNIÈRES-CHÂTELAIN		POIX	POIX
LIGNIÈRES-EN-VIMEU		FORCE	FORCE
LIHONS		ROSIE	ROSIE
LIMEUX		HALLE	HALLE
LIOMER		BEAVI	BEAVI
LONG		AIHCL	AIHCL
LONG	LE CATELET	AIHCL	AIHCL
LONGAVESNES		ROISE	ROISE
LONGPRÉ-LES-CORPS-SAINTS		AIRAI	AIRAI
LONGUEAU		AMIFE	AMIFE
LONGUEAU	ZAC DE L'ARC	AMIFE	AMIFE
LONGUEVAL		MIRAU	MIRAU
LONGUEVILLETTE		DOULL	DOULL
LOUVENCOURT		TOUTE	TOUTE
LOUVRECHY		AILNO	AILNO
LUCHEUX		LUCHE	LUCHE
LUCHEUX	LA NEUVILLE	LUCHE	LUCHE
MACHIEL		CRECY	CRECY
MACHIEL	GRAND ROSSIGNOL	CRECY	CRECY
MACHIEL	PETIT ROSSIGNOL	CRECY	CRECY
MACHY		CRECY	CRECY
MAILLY-MAILLET		MAILL	MAILL
MAILLY-MAILLET	BEAUSSART	MAILL	MAILL
MAILLY-MAILLET	LA FABRIQUE	MAILL	MAILL
MAILLY-RAINEVAL		MOREU	MOREU
MAISNIÈRES		GAMAC	GAMAC
MAISNIERES	HANDRECHY	GAMAC	GAMAC
MAISNIERES	MONCHELET	GAMAC	GAMAC
MAISNIERES	COURTIEUX	GAMAC	GAMAC
MAISNIERES	HARCELAINES	GAMAC	GAMAC
MAISNIERES	VISSE	GAMAC	GAMAC
MAISON-PONTHIEU		AUXI	AUXI
MAISON-ROLAND		AIHCL	AIHCL
MAIZICOURT		BERNA	BERNA
MALPART		MONTD	MONTD
MARCELCAVE		VALSO	VALSO

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
MARCHÉ-ALLOUARDE		ROYE	NESLE
MARCHÉLEPOT-MISERY		PERON	PERON
MARCHÉLEPOT-MISERY	MARCHÉLEPOT	PERON	PERON
MARCHÉLEPOT-MISERY	MISERY	PERON	PERON
MARESTMONTIERS		MONTD	MONTD
MAREUIL-CAUBERT		ABBEV	ABBEV
MAREUIL-CAUBERT	CAUBERT	ABBEV	ABBEV
MARICOURT		BRAY	BRAY
MARIEUX		BEAUQ	BEAUQ
MARLERS		POIX	POIX
MARQUAIX		ROISE	ROISE
MARQUAIX	HAMELET	ROISE	ROISE
MARQUIVILLERS		MONTD	MONTD
MARTAINNEVILLE		MARTA	MARTA
MATIGNY		HAM	HAM
MAUCOURT		ROSIE	ROSIE
MAUREPAS		PERON	PERON
MAUREPAS	LEFOREST	PERON	PERON
MAZIS (LE)		BEAVI	BEAVI
MÉAULTE		ALBER	ALBER
MÉHARICOURT		ROSIE	ROSIE
MEIGNEUX		POIX	POIX
MEILLARD (LE)		BERNA	BERNA
MÉNESLIES		FRIVI	FRIVI
MÉRÉAUCOURT		POIX	POIX
MÉRÉLESSART		HALLE	HALLE
MÉRICOURT-L'ABBÉ		VALSO	VALSO
MÉRICOURT-EN-VIMEU		MOLLI	MOLLI
MERS-LES-BAINS		MERS	MERS
MESGE (LE)		MOLLI	MOLLI
MESNIL-BRUNTEL		PERON	PERON
MESNIL-DOMQUEUR		BERNA	BERNA
MESNIL-EN-ARROUAISE		MOISL	MOISL
MESNIL-MARTINSART		MAILL	MAILL
MESNIL-MARTINSART	MARTINSART	MAILL	MAILL
MESNIL-SAINT-GEORGES		MONTD	MONTD
MESNIL-SAINT-NICAISE		NESLE	NESLE
MESNIL-SAINT-NICAISE	MESNIL-LE-PETIT	NESLE	NESLE
MÉTIGNY		AIRAI	AIRAI
MÉZEROLLES		DOULL	DOULL
MÉZIÈRES-EN-SANTERRE		MOREU	MOREU
MÉZIÈRES-EN-SANTERRE	MAISON BLANCHE	MOREU	MOREU
MIANNAY		VATRI	VATRI
MIANNAY	CANTEREINE	VATRI	VATRI
MIANNAY	LAMBERCOURT	VATRI	VATRI
MIANNAY	LE PETIT MIANNAY	VATRI	VATRI
MILLENCOURT		ALBER	ALBER
MILLENCOURT-EN-PONTHIEU		ABBEV	ABBEV
MIRAUMONT		MIRAU	MIRAU
MIRAUMONT	LA FONTAINE	MIRAU	MIRAU
MIRAUMONT	LES HERITAGES	MIRAU	MIRAU
MIRAUMONT	PETIT MIRAUMONT	MIRAU	MIRAU
MIRVAUX		BOHAL	BOHAL

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
MOISLAINS		MOISL	MOISL
MOLLIENS-AU-BOIS		BOHAL	BOHAL
MOLLIENS-DREUIL		MOLLI	MOLLI
MOLLIENS-DREUIL	DREUIL-LES-MOLLIENS	MOLLI	MOLLI
MONCHY-LAGACHE		PERON	PERON
MONCHY-LAGACHE	DOUVIEUX	PERON	PERON
MONCHY-LAGACHE	FLEZ	PERON	PERON
MONCHY-LAGACHE	MEREAUCOURT	PERON	PERON
MONCHY-LAGACHE	MONTÉCOURT	PERON	PERON
MONS-BOUBERT		MONSB	MONSB
MONS-BOUBERT	MONS	MONSB	MONSB
MONS-BOUBERT	BOUBERT	MONSB	MONSB
MONSURES		CONTY	CONTY
MONSURES	L'ESTOC	CONTY	CONTY
MONTAGNE-FAYEL		MOLLI	MOLLI
MONTAGNE-FAYEL	FAYEL	MOLLI	MOLLI
MONTAUBAN-DE-PICARDIE		ALBER	ALBER
MONTDIDIER		MONTD	MONTD
MONTDIDIER	ZAC / ZI	MONTD	MONTD
MONTDIDIER	CITE DU NORD	MONTD	MONTD
MONTIGNY-SUR-L'HALLUE		TOUTE	TOUTE
MONTIGNY-LES-JONGLEURS		BERNA	BERNA
MONTONVILLERS		BOHAL	BOHAL
MORCHAIN		NESLE	NESLE
MORCOURT		BRAY	BRAY
MOREUIL		MOREU	MOREU
MOREUIL	ZONE INDUSTRIELLE	MOREU	MOREU
MOREUIL	CASTEL	MOREU	MOREU
MOREUIL	HAUTES-TERRES	MOREU	MOREU
MORISEL		MOREU	MOREU
MORLANCOURT		ALBER	ALBER
MORLANCOURT	VILLERS-LE-VERT	ALBER	ALBER
MORVILLERS-SAINT-SATURNIN		BEAVI	BEAVI
MORVILLERS-SAINT-SATURNIN	DIGEON	BEAVI	BEAVI
MORVILLERS-SAINT-SATURNIN	CHARNY	BEAVI	BEAVI
MORVILLERS-SAINT-SATURNIN	ETOTONNE	BEAVI	BEAVI
MOUFLERS		FLIXE	FLIXE
MOUFLIÈRES		FORCE	FORCE
MOYENCOURT		NESLE	NESLE
MOYENCOURT-LÈS-POIX		POIX	POIX
MOYENCOURT-LÈS-POIX	MENESVILLERS	POIX	POIX
MOYENNEVILLE		ABBEV	ABBEV
MOYENNEVILLE	BOUILLANCOURT	ABBEV	ABBEV
MOYENNEVILLE	BIENFAY	ABBEV	ABBEV
MUILLE-VILLETTE		HAM	HAM
MUILLE-VILLETTE	VILLETTE	HAM	HAM
MUILLE-VILLETTE	FLAMICOURT	HAM	HAM
NAMPONT		RUE	RUE
NAMPONT	FLEXICOURT	RUE	RUE
NAMPONT	BUIRE EN HALLOY	RUE	RUE
NAMPONT	MONTIGNY	RUE	RUE
NAMPONT	FRESNE	RUE	RUE
NAMPONT	GRAND PREAUX	RUE	RUE

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
NAMPONT	PETIT PREAUX	RUE	RUE
NAMPS-MAISNIL		CONTY	CONTY
NAMPS-MAISNIL	RUMAISNIL	CONTY	CONTY
NAMPS-MAISNIL	NAMPS-AU-VAL	CONTY	CONTY
NAMPS-MAISNIL	TAISNIL	CONTY	CONTY
NAMPS-MAISNIL	NAMPS-AU-MONT	CONTY	CONTY
NAMPTY		STSAU	STSAU
NAOURS		NAOUR	NAOUR
NESLE		NESLE	NESLE
NESLE	MORLEMONT	NESLE	NESLE
NESLE-L'HÔPITAL		FORCE	FORCE
NESLETTE		BLANG	BLANG
NEUFMOULIN		ABBEV	ABBEV
NEUILLY-LE-DIEN		AUXI	AUXI
NEUILLY-LE-DIEN	ACQUET	AUXI	AUXI
NEUILLY-L'HÔPITAL		ABBEV	ABBEV
NEUVILLE-AU-BOIS		FORCE	FORCE
NEUVILLE-COPPEGUEULE		BEAVI	BEAVI
NEUVILLE-LES-BRAY (LA)		BRAY	BRAY
NEUVILLE-LES-BRAY (LA)	FROISSY	BRAY	BRAY
NEUVILLE-SIRE-BERNARD (LA)		MOREU	MOREU
NEUVILLETTE		DOULL	DOULL
NIBAS		FRIVI	FRIVI
NIBAS	SAUCOURT	FRIVI	FEUQU
NIBAS	PETIT SAUCOURT	FRIVI	FEUQU
NOUVION		NOUVI	NOUVI
NOYELLES-EN-CHAUSSÉE		CRECY	CRECY
NOYELLES-SUR-MER		NOUVI	NOUVI
NOYELLES-SUR-MER	NOLETTE	NOUVI	NOUVI
NOYELLES-SUR-MER	SAILLY BRAY	NOUVI	NOUVI
NOYELLES-SUR-MER	BONNELLE	NOUVI	NOUVI
NOYELLES-SUR-MER	D940	NOUVI	NOUVI
NURLU		MOISL	MOISL
O-DE-SELLE		CONTY	CONTY
O-DE-SELLE	OUTRE-L'EAU	CONTY	CONTY
O-DE-SELLE	LOEUILLY	CONTY	CONTY
O-DE-SELLE	NEUVILLE-LÈS-LOEUILLY	CONTY	CONTY
O-DE-SELLE	TILLOY-LÈS-CONTY	CONTY	CONTY
OCCOCHES		DOULL	DOULL
OCHANCOURT		FRIVI	FEUQU
OFFIGNIES		HORNO	HORNO
OFFIGNIES	LE GRAND SEBLE	HORNO	HORNO
OFFOY		HAM	HAM
OFFOY	TOULLE	HAM	HAM
OISEMONT		FORCE	FORCE
OISSY		MOLLI	MOLLI
ONEUX		ABBEV	ABBEV
ONEUX	LE FESTEL	BERNA	BERNA
ONEUX	NEUVILLE	ABBEV	ABBEV
ORESMAUX		STSAU	STSAU
OUST-MAREST		BOUVA	BOUVA
OUST-MAREST	OUST	BOUVA	BOUVA
OUST-MAREST	MAREST	BOUVA	BOUVA

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
OUST-MAREST	LE GROS JACQUES	AULT	AULT
OUTREBOIS		DOULL	DOULL
OUTREBOIS	PETIT OCCOCHES	DOULL	DOULL
OVILLERS-LA-BOISSELLE		ALBER	ALBER
OVILLERS-LA-BOISSELLE	LA BOISSELLE	ALBER	ALBER
PARGNY		NESLE	NESLE
PARGNY	FONTAINE-LES-PARGNY	NESLE	NESLE
PARVILLERS-LE-QUESNOY		ROYE	ROYE
PARVILLERS-LE-QUESNOY	LE QUESNOY	ROYE	ROYE
PENDE		STVAL	STVAL
PENDE	BETHLEEM	STVAL	STVAL
PENDE	ROUTHIAUVILLE	STVAL	STVAL
PENDE	LES RIEZ	STVAL	STVAL
PENDE	TILLOY	STVAL	STVAL
PENDE	SALLENELLE	STVAL	STVAL
PERNOIS		VIGNA	VIGNA
PERNOIS	LE SOUDET	VIGNA	VIGNA
PÉRONNE		PERON	PERON
PÉRONNE	HALLES	PERON	PERON
PÉRONNE	LA CHAPELETTE	PERON	PERON
PICQUIGNY		PICQU	PICQU
PIENNES-ONVILLERS		MONTD	MONTD
PIENNES-ONVILLERS	ONVILLERS	MONTD	MONTD
PIERREGOT		BOHAL	BOHAL
PISSY		MOLLI	MOLLI
PLACHY-BUYON		STSAU	STSAU
PLACHY-BUYON	PETIT PLACHY	STSAU	STSAU
PLACHY-BUYON	BUYON	STSAU	STSAU
PLESSIER-ROZAINVILLERS (LE)		HANGE	HANGE
POEUILLY		ROISE	ROISE
POIX-DE-PICARDIE		POIX	POIX
POIX-DE-PICARDIE	FROCOURT	POIX	POIX
POIX-DE-PICARDIE	LAHAYE-SAINT-ROMAIN	POIX	POIX
PONCHES-ESTRUVAL		CRECY	CRECY
PONCHES-ESTRUVAL	ESTRUVAL	CRECY	CRECY
PONT-DE-METZ		AMICA	AMICA
PONTHOILE		NOUVI	NOUVI
PONTHOILE	LE HAMEL	LECRO	LECRO
PONTHOILE	LE PONT PLIMONT	LECRO	LECRO
PONTHOILE	ROMAINE	RUE	RUE
PONTHOILE	BONNELLE	NOUVI	NOUVI
PONTHOILE	MORLAY	LECRO	LECRO
PONT-NOYELLES		VALSO	VALSO
PONT-REMY		ABBEV	ABBEV
PORT-LE-GRAND		ABBEV	ABBEV
POTTE		NESLE	NESLE
POULAINVILLE		AMIPO	AMIPO
POULAINVILLE	RAMPONNEAU	AMIPO	AMIPO
POZIÈRES		MIRAU	MIRAU
PROUVILLE		BERNA	BERNA
PROUZEL		STSAU	STSAU
PROYART		PROYA	PROYA
PROYART	LA RAPERIE	PROYA	PROYA

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
PUCHEVILLERS		TOUTE	TOUTE
PUCHEVILLERS	LE QUESNOY	TOUTE	TOUTE
PUNCHY		NESLE	NESLE
PUZEAUX		NESLE	NESLE
PYS		MIRAU	MIRAU
QUEND		RUE	RUE
QUEND	FROISE	RUE	RUE
QUEND	LA DUNETTE	FORTM	FORTM
QUEND	LA DUNE FLEURIE	FORTM	FORTM
QUEND	LE MARAIS	RUE	RUE
QUEND	VIEUX QUEND	RUE	RUE
QUEND	LE MURET	FORTM	FORTM
QUEND	LE PONT A CAILLOUX	FORTM	FORTM
QUEND	MONCHAUX	FORTM	FORTM
QUEND	QUEND-PLAGE	FORTM	FORTM
QUEND	ROUTHIAUVILLE	FORTM	FORTM
QUERRIEU		VALSO	VALSO
QUESNE (LE)		BEAVI	BEAVI
QUESNEL (LE)		HANGE	HANGE
QUESNOY-LE-MONTANT		VATRI	VATRI
QUESNOY-LE-MONTANT	SAINT-SULPICE	VATRI	VATRI
QUESNOY-LE-MONTANT	LE MONTANT	VATRI	VATRI
QUESNOY-LE-MONTANT	CAMPAGNE	VATRI	VATRI
QUESNOY-LE-MONTANT	HYMNEVILLE	VATRI	VATRI
QUESNOY-SUR-AIRAINES		AIRAI	AIRAI
QUEVAUVILLERS		POIX	POIX
QUIRY-LE-SEC		AILNO	AILNO
QUIVIÈRES		PERON	PERON
QUIVIÈRES	GUIZANCOURT	PERON	PERON
RAINCHEVAL		BEAUQ	BEAUQ
RAINNEVILLE		AMIPO	AMIPO
RAMBURELLES		RAMBU	RAMBU
RAMBURELLES	LE BOCQUET	RAMBU	RAMBU
RAMBURES		FORCE	FORCE
RANCOURT		MOISL	MOISL
REGNIÈRE-ÉCLUSE		RUE	RUE
REMAISNIL		DOULL	DOULL
REMAUGIES		MONTD	MONTD
REMIENCOURT		AILNO	AILNO
RETHONVILLERS		ROYE	NESLE
RETHONVILLERS	SEPT-FOURS	ROYE	NESLE
RETHONVILLERS	TILLOY	ROYE	NESLE
REVELLES		MOLLI	MOLLI
RIBEAUCOURT		BERNA	BERNA
RIBEAUCOURT	BARLETTE	DOMAR	DOMAR
RIBEMONT-SUR-ANCRE		ALBER	ALBER
RIBEMONT-SUR-ANCRE	LE PETIT RIBEMONT	ALBER	ALBER
RIENCOURT		MOLLI	MOLLI
RIVERY		AMIPO	AMIPO
RIVERY	ZI DE LA HAUTE BORNE	AMIPO	AMIPO
ROGY		CONTY	CONTY
ROIGLISE		ROYE	ROYE
ROISEL		ROISE	ROISE

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
ROLLOT		MONTD	MONTD
ROLLOT	LA VILLETTE	MONTD	MONTD
ROLLOT	REGIBAYE	MONTD	MONTD
RONSSOY		EPEHY	EPEHY
ROSIÈRES-EN-SANTERRE		ROSIE	ROSIE
ROUVREL		AILNO	AILNO
ROUVROY-EN-SANTERRE		ROSIE	ROSIE
ROUY-LE-GRAND		NESLE	NESLE
ROUY-LE-PETIT		NESLE	NESLE
ROUY-LE-PETIT	BIS-PONT	NESLE	NESLE
ROYE		ROYE	ROYE
RUBEMPRÉ		BOHAL	BOHAL
RUBEMPRÉ	SEPTENVILLE	BOHAL	BOHAL
RUBESCOURT		MONTD	MONTD
RUE		RUE	RUE
RUE	BALIFOUR	RUE	RUE
RUE	SAINT-JEAN	RUE	RUE
RUE	CANTEREINE	RUE	RUE
RUE	FLANDRE	RUE	RUE
RUE	BECQUEREL	RUE	RUE
RUE	LANNOY	RUE	RUE
RUE	HERE-LES-RUE	RUE	RUE
RUE	LA BONDE	RUE	RUE
RUE	LARRONVILLE	RUE	RUE
RUE	LE NARVICK	RUE	RUE
RUE	LE PLATON	RUE	RUE
RUE	PETIT LANNOY	RUE	RUE
RUMIGNY		STSAU	STSAU
SAIGNEVILLE		SAIGN	SAIGN
SAIGNEVILLE	PETIT PORT	SAIGN	SAIGN
SAILLY-FLIBEAUCOURT		NOUVI	NOUVI
SAILLY-FLIBEAUCOURT	FLIBEAUCOURT	NOUVI	NOUVI
SAILLY-FLIBEAUCOURT	SAILLY	NOUVI	NOUVI
SAILLY-LAURETTE		BRAY	BRAY
SAILLY-LAURETTE	GAILLY	BRAY	BRAY
SAILLY-LE-SEC		VALSO	VALSO
SAILLY-SAILLISEL		MOISL	MOISL
SAILLY-SAILLISEL	SAILLISEL	MOISL	MOISL
SAINS-EN-AMIÉNOIS		AMIFE	AMIFE
SAINT-ACHEUL		BERNA	BERNA
SAINT-AUBIN-MONTENOY		MOLLI	MOLLI
SAINT-AUBIN-MONTENOY	MONTENOY	MOLLI	MOLLI
SAINT-AUBIN-RIVIÈRE		BEAVI	BEAVI
SAINT-BLIMONT		FRIVI	FRIVI
SAINT-BLIMONT	EBALET	FRIVI	FRIVI
SAINT-BLIMONT	ELINCOURT	FRIVI	FRIVI
SAINT-BLIMONT	OFFEUX	FRIVI	FRIVI
SAINT-CHRIST-BRIOST		PERON	PERON
SAINT-CHRIST-BRIOST	BRIOST	PERON	PERON
SAINT-FUSCIEN		AMIFE	AMIFE
SAINT-FUSCIEN	PETIT CAGNY	AMIFE	AMIFE
SAINT-GERMAIN-SUR-BRESLE		BEAVI	BEAVI
SAINT-GERMAIN-SUR-BRESLE	GUEMICOURT	BEAVI	BEAVI

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
SAINT-GERMAIN-SUR-BRESLE	BRETIZEL	BEAVI	BEAVI
SAINT-GRATIEN		AMIPO	AMIPO
SAINT-LÉGER-LÈS-AUTHIE		PAS	PAS
SAINT-LÉGER-LÈS-DOMART		DOMAR	DOMAR
SAINT-LÉGER-SUR-BRESLE		BEAVI	BEAVI
SAINT-MARD		ROYE	ROYE
SAINT-MAULVIS		FORCE	FORCE
SAINT-MAXENT		FORCE	FORCE
SAINT-OUEN		FLIXE	FLIXE
SAINT-QUENTIN-EN-TOURMONT		RUE	RUE
SAINT-QUENTIN-EN-TOURMONT	LE BOUT DES CROCS	RUE	RUE
SAINT-QUENTIN-EN-TOURMONT	LE BOUT D'AMONT	FORTM	FORTM
SAINT-QUENTIN-EN-TOURMONT	FROISE	RUE	RUE
SAINT-QUENTIN-LA-MOTTE-CROIX-AU-BAILLY		STQUE	STQUE
SAINT-QUENTIN-LA-MOTTE-CROIX-AU-BAILLY	LE GROS JACQUES	STQUE	STQUE
SAINT-QUENTIN-LA-MOTTE-CROIX-AU-BAILLY	LA TARGETTE	STQUE	STQUE
SAINT-RIQUIER		STRIQ	STRIQ
SAINT-RIQUIER	DRUGY	STRIQ	STRIQ
SAINT-SAUFLIEU		STSAU	STSAU
SAINT-SAUVEUR		AMIPO	AMIPO
SAINTE-SEGRÉE		POIX	POIX
SAINT-VALERY-SUR-SOMME		STVAL	STVAL
SAINT-VALERY-SUR-SOMME	RIBEAUVILLE	STVAL	STVAL
SAINT-VAAST-EN-CHAUSSÉE		AMIPO	AMIPO
SAISSEVAL		MOLLI	MOLLI
SAISSEVAL	SAISSEMONT	PICQU	PICQU
SALEUX		AMICA	AMICA
SALOUËL		AMICA	AMICA
SALOUËL	CHU UNIVERSITE	AMICA	AMICA
SANCOURT		HAM	HAM
SANCOURT	VIEFVILLE	HAM	HAM
SANCOURT	CUVILLY	HAM	HAM
SAULCHOY-SOUS-POIX		POIX	POIX
SAUVILLERS-MONGIVAL		MOREU	MOREU
SAVEUSE		AMICA	AMICA
SENARPONT		BEAVI	BEAVI
SENARPONT	REDERIE	FORCE	FORCE
SENARPONT	RAIMECOURT	BEAVI	BEAVI
SENLIS-LE-SEC		ALBER	ALBER
SENLIS-LE-SEC	BEAUCOURT	ALBER	ALBER
SENTELIE		POIX	POIX
SEUX		MOLLI	MOLLI
SOREL-EN-VIMEU		HALLE	HALLE
SOREL		EPEHY	EPEHY
SOUES		AIRAI	AIRAI
SOURDON		AILNO	AILNO
SOYÉCOURT		PERON	PERON
SURCAMPS		FLIXE	DOMAR
SUZANNE		BRAY	BRAY
TAILLY		AIRAI	AIRAI
TALMAS		BOHAL	BOHAL
TALMAS	LE VAL DE MAISON	BEAUQ	BEAUQ
TEMPLEUX-LA-FOSSE		MOISL	MOISL

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
TEMPLEUX-LE-GUÉRARD		ROISE	ROISE
TERRAMESNIL		BEAUQ	BEAUQ
TERTRY		PERON	PERON
THENNES		MOREU	MOREU
THENNES	LE BOSQUET	MOREU	MOREU
THÉZY-GLIMONT		MOREU	MOREU
THIEPVAL		MIRAU	MIRAU
THIEPVAL	SAINT-PIERRE-DIVION	MIRAU	MIRAU
THIEULLOY-L'ABBAYE		HORNO	HORNO
THIEULLOY-L'ABBAYE	LE FAY	HORNO	HORNO
THIEULLOY-LA-VILLE		POIX	POIX
THIÈVRES		BEAUQ	BEAUQ
THOIX		CONTY	CONTY
THORY		AILNO	AILNO
TILLOLOY		ROYE	ROYE
TILLOY-FLORIVILLE		GAMAC	GAMAC
TILLOY-FLORIVILLE	FLORIVILLE	GAMAC	GAMAC
TILLOY-FLORIVILLE	HELICOURT	GAMAC	GAMAC
TINCOURT-BOUCLY		ROISE	ROISE
TINCOURT-BOUCLY	HAMEL	ROISE	ROISE
TINCOURT-BOUCLY	BOUCLY	ROISE	ROISE
TITRE (LE)		NOUVI	NOUVI
TOEUFLES		ABBEV	ABBEV
TOEUFLES	ROGEANT	ABBEV	ABBEV
TOEUFLES	CHAUSSOY	ABBEV	ABBEV
TOEUFLES	BELLAVENNE	ABBEV	ABBEV
TOURS-EN-VIMEU		FEUQU	FEUQU
TOURS-EN-VIMEU	HOUDENT	FEUQU	FEUQU
TOURS-EN-VIMEU	HAMICOURT	FEUQU	FEUQU
TOURS-EN-VIMEU	CORROY	FEUQU	FEUQU
TOURS-EN-VIMEU	LONGUEMORT	FORCE	FORCE
TOUTENCOURT		TOUTE	TOUTE
TRANSLAY (LE)		FORCE	FORCE
TRANSLAY (LE)	BUSMENARD	GAMAC	GAMAC
TREUX		ALBER	ALBER
TROIS-RIVIERES		MOREU	MOREU
TROIS-RIVIERES	HAMEL	MOREU	MOREU
TROIS-RIVIERES	CONTOIRE	MOREU	MOREU
TROIS-RIVIERES	HARGICOURT	MONTD	MONTD
TROIS-RIVIERES	PIERREPONT-SUR-AVRE	MONTD	MONTD
TROIS-RIVIERES	LE MOULIN	MONTD	MONTD
TULLY		FRIVI	FRIVI
UGNY-L'ÉQUIPÉE		HAM	HAM
VADENCOURT		TOUTE	TOUTE
VAIRE-SOUS-CORBIE		VALSO	VALSO
VALINES		FEUQU	FEUQU
VALINES	SAINT-MARD	FEUQU	FEUQU
VARENNES		TOUTE	TOUTE
VAUCHELLES-LÈS-AUTHIE		BEAUQ	BEAUQ
VAUCHELLES-LÈS-DOMART		FLIXE	FLIXE
VAUCHELLES-LES-QUESNOY		ABBEV	ABBEV
VAUDRICOURT		FRIVI	FRIVI
VAUVILLERS		ROSIE	ROSIE

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
VAUX-EN-AMIÉNOIS		AMIPO	AMIPO
VAUX-EN-AMIÉNOIS	FREMONT	AMIPO	AMIPO
VAUX-MARQUENNEVILLE		FORCE	FORCE
VAUX-MARQUENNEVILLE	MARQUENNEVILLE	FORCE	FORCE
VAUX-SUR-SOMME		VALSO	VALSO
VECQUEMONT		VALSO	VALSO
VELENNES		CONTY	CONTY
VERCOURT		RUE	RUE
VERGIES		AIRAI	AIRAI
VERGIES	LE FAY	FORCE	FORCE
VERMANDOVILLERS		ROSIE	ROSIE
VERPILLIÈRES		ROYE	ROYE
VERS-SUR-SELLE		AMICA	AMICA
VERS-SUR-SELLE	PETIT LEON	AMICA	AMICA
VERS-SUR-SELLE	PETIT QUESNEL	AMICA	AMICA
LA VICOGNE		BEAUV	BEAUV
LA VICOGNE	LE ROSEL	BEAUV	BEAUV
VIGNACOURT		VIGNA	VIGNA
VILLECOURT		NESLE	NESLE
VILLE-LE-MARCLET		FLIXE	FLIXE
VILLE-LE-MARCLET	BOIS RIQUIER	FLIXE	FLIXE
VILLE-LE-MARCLET	LA REDERIE	FLIXE	FLIXE
VILLEROY		FORCE	FORCE
VILLERS-AUX-ÉRABLES		MOREU	MOREU
VILLERS-BOCAGE		BOHAL	BOHAL
VILLERS-BRETONNEUX		VALSO	VALSO
VILLERS-BRETONNEUX	LES BARAQUES	VALSO	VALSO
VILLERS-BRETONNEUX	DE LA COUTURE	VALSO	VALSO
VILLERS-CAMPSART		HORNO	HORNO
VILLERS-CAMPSART	CAMPSART	HORNO	HORNO
VILLERS-CARBONNEL		PERON	PERON
VILLERS CARBONNEL	HORGNY	PERON	PERON
VILLERS-FAUCON		ROISE	ROISE
VILLERS-FAUCON	SAINTE-EMILIE	EPEHY	EPEHY
VILLERS-LÈS-ROYE		ROYE	ROYE
VILLERS-SOUS-AILLY		AIHCL	AIHCL
VILLERS-TOURNELLE		MONTD	MONTD
VILLERS-SUR-AUTHIE		RUE	RUE
VILLERS-SUR-AUTHIE	LES MASURES	RUE	RUE
VILLERS-SUR-AUTHIE	LA GARENNE	RUE	RUE
VILLERS-SUR-AUTHIE	BRETAGNE	RUE	RUE
VILLERS-SUR-AUTHIE	LE CAROUGE	RUE	RUE
VILLERS-SUR-AUTHIE	LE MARAIS NOIRETTE	RUE	RUE
VILLE-SUR-ANCRE		ALBER	ALBER
VIRONCHAUX		CRECY	CRECY
VIRONCHAUX	GRAND MEZOUTRE	CRECY	CRECY
VISMES		GAMAC	GAMAC
VISMES	VISMES AU VAL	GAMAC	GAMAC
VISMES	WIAMMEVILLE	GAMAC	GAMAC
VISMES	LE PLOUY	FORCE	FORCE
VISMES	VISMES AU MONT	FEUQU	FEUQU
VISMES	HANTECOURT	GAMAC	GAMAC
VISMES	MORIVAL	GAMAC	GAMAC

COMMUNE	QUARTIER / LIEU DIT	C.I.S. de 1er appel DIURNE	C.I.S. de 1er appel NOCTURNE
VITZ-SUR-AUTHIE		AUXI	AUXI
VITZ-SUR-AUTHIE	VILLEROY-SUR-AUTHIE	AUXI	AUXI
VOYENNES		NESLE	NESLE
VOYENNES	BUNY	NESLE	NESLE
VOYENNES	COURTEMANCHE	NESLE	NESLE
VRAIGNES-EN-VERMANDOIS		ROISE	ROISE
VRAIGNES-LÈS-HORNOY		HORNO	HORNO
VRÉLY		ROSIE	ROSIE
VRON		RUE	RUE
VRON	PENDE	RUE	RUE
VRON	LES HALLOTS	RUE	RUE
VRON	CALLENGES	RUE	RUE
WARGNIES		VIGNA	VIGNA
WARLOY-BAILLON		WARLO	WARLO
WARLUS		AIRAI	AIRAI
WARSY		MONTD	MONTD
WARVILLERS		ROSIE	ROSIE
WIENCOURT-L'ÉQUIPÉE		ROSIE	ROSIE
WIRY-AU-MONT		FORCE	FORCE
WIRY-AU-MONT	LE MOULIN DE WIRY	FORCE	FORCE
WIRY-AU-MONT	WIRY-AU-VAL	FORCE	FORCE
WOIGNARUE		WOIGN	WOIGN
WOIGNARUE	ONIVAL	WOIGN	WOIGN
WOIGNARUE	HAUTEBUT	WOIGN	WOIGN
WOIGNARUE	BLANCART	WOIGN	WOIGN
WOINCOURT		FRIVI	FRIVI
WOIREL		FORCE	FORCE
Y		NESLE	NESLE
YAUCOURT-BUSSUS		AIHCL	AIHCL
YONVAL		ABBEV	ABBEV
YVRENCH		CRECY	CRECY
YVRENCHEUX		CRECY	CRECY
YZENGREMER		FRIVI	FRIVI
YZENGREMER	MAISON BLANCHE	FRIVI	FRIVI
YZEUX		FLIXE	FLIXE



Plan de Défense Opérationnelle des Autoroutes

- Index des abréviations des centres

- Tableau de rattachement des autoroutes aux C.I.S.

(*Rang 1*)

Abréviation	C.I.S.	S.D.I.S. voisin
ABBEV	ABBEVILLE	
AMICA	AMIENS-CATELAS	
AMIFE	AMIENS-FERRY	
AMIPO	AMIENS-POULAINVILLE	
AUMAL		AUMALE (76)
BAPAU		BAPAUME (62)
BEAVI	BEAUCAMPS LE VIEUX	
BERCK		BERCK SUR MER (62)
BLANG		BLANGY SUR BRESLE (76)
BRETE		BRETEUIL (60)
CONTY	CONTY	
FLIXE	FLIXECOURT	
FORCE	FORCEVILLE OISEMONT	
GAMAC	GAMACHES	
HORNO	HORNOY LE BOURG	
PERON	PERONNE	
POIX	POIX DE PICARDIE	
QUENT		SAINT QUENTIN (02)
RESSO		RESSONS SUR MATZ (60)
ROSIE	ROSIERES EN SANTERRE	
ROYE	ROYE	
RUE	RUE	
VALSO	VAL DE SOMME	

Intitulé - Précisions	C.I.S. de 1er appel
A16 - BOULOGNE-SUR-MER / PARIS	
PK : 97.25 - 101,94	BRETE
PK :101,94 - 109,4	CONTY
PK : 109.40 --- 114,22	CONTY
PK : 114,22 -- 121,52	AMIPO
PK : 121,52 ---122.80	AMIPO
PK : 122.80 --- 125,14	AMIPO
PK : 125.14 --- 130,46	AMIPO
PK : 130.46 --- 135,78	AMIPO
PK : 135.78 --- 136.41	AMIPO
PK : 136,41 --- 145,07	FLIXE
PK : 145,07 --- 147,52	FLIXE
PK : 147.52 --- 149,83	FLIXE
PK : 149.83 --- 151,96	FLIXE
PK : 151.96 --- 159	ABBEV
PK : 159 --- 161,94	ABBEV
PK : 161.94 --- 165,06	ABBEV
PK : 165.06 --- 167,19	ABBEV
PK : 167.19 --- 170	ABBEV
PK : 170 --- 173,85	ABBEV
PK : 173.85 --- 178,22	ABBEV
Aire de la Baie de Somme	ABBEV
PK : 178,22 --- 183,15	ABBEV
PK : 183,15 --- 186,07	RUE
PK : 186.07 --- 188.93	RUE
PK : 188.93 --- 189	RUE
PK : 189 --- 191.28	RUE
PK : 191.28 --- 195,77	RUE
PK : 195.77 --- 196.28	RUE
PK : 196.28 --- 208,78	BERCK

Intitulé - Précisions	C.I.S. de 1er appel
A16 - PARIS / BOULOGNE-SUR-MER	
PK : 97.25 --- 101,94	BRETE
PK : 101,94 --- 109,40	CONTY
PK : 109.40 --- 115,23	CONTY
PK : 115.23 --- 121,52	CONTY
PK : 121.52 --- 122,80	AMIPO
PK : 122.80 --- 125,14	AMIPO
PK : 125.14 --- 130,46	AMIPO
PK : 130.46 --- 135,78	AMIPO
PK : 135.78 --- 136.41	AMIPO
PK : 136.41 --- 138,53	AMIPO
PK : 138.53 --- 140,17	AMIPO
PK : 140,17 -- 147,52	FLIXE
PK : 147.52 --- 149,83	FLIXE
PK : 149.83 --- 151,96	FLIXE
PK : 151.96 --- 157,95	FLIXE
PK : 157.95 --- 159,56	FLIXE
PK : 159.56 --- 161.94	FLIXE
PK : 161.94 --- 165,06	FLIXE
PK : 165.06 --- 166.28	FLIXE
PK : 166.28 -- 170	ABBEV
PK : 170 --- 171.15	ABBEV
PK : 171.15 --- 173,85	ABBEV
PK : 173.85 --- 176	ABBEV
PK : 176 --- 183,15	ABBEV
PK : 183.15 --- 188,93	ABBEV
PK : 188.93 --- 189	RUE
PK : 189 --- 191.28	RUE
PK : 191.28 --- 195,77	RUE
PK : 195.77 --- 196,70	RUE
PK : 196.70 --- 197,25	RUE
PK : 197.25 --- 202,16	RUE
PK : 202.16 --- 208,78	RUE

Intitulé - Précisions	C.I.S. de 1er appel
A1 - LILLE / PARIS	
PK : 89.18 --- 94,80	ROYE
PK : 94.80 --- 98,52	ROYE
PK : 98.52 --- 98.73	ROYE
PK : 98.73 --- 100,61	ROYE
PK : 100.61 --- 101.76	ROYE
PK : 101.76 --- 106,76	ROYE
PK : 106.76 --- 112,81	ROYE
PK : 112.81 --- 115.61	PERON
PK : 115.61 -- 119,18	PERON
PK : 119.18 --- 121.05	PERON
PK : 121.05 --- 122,14	PERON
PK : 122.14 --- 123.58	PERON
PK : 123.58 --- 126,29	PERON
PK : 126.29 --- 127,49	PERON
PK : 127.49 --- 129,89	PERON
PK : 129.89 --- 130.87	PERON
PK : 130.87 --- 134,28	PERON
PK : 134.28 --- 137,82	BAPAU
PK : 137.82 --- 139	BAPAU
PK : 139 --- 141.48	BAPAU
PK : 141.48 --- 144,75	BAPAU
PK : 144.75 --- 146.40	BAPAU

Intitulé - Précisions	C.I.S. de 1er appel
A1 - PARIS / LILLE	
PK : 89.18 --- 92,82	RESSO
PK : 92.82 --- 96.64	ROYE
PK : 96.64 --- 98.60	ROYE
PK : 98.60 --- 99.36	ROYE
PK : 99.36 --- 100,40	ROYE
PK : 100.40 --- 102	ROYE
PK : 102 --- 107,49	ROYE
PK : 107.49 --- 115,44	ROYE
PK : 115,44 --- 119,18	PERON
PK : 119.18 --- 122,14	PERON
PK : 122.14 --- 123.58	PERON
PK : 123.58 --- 126,75	PERON
PK : 126.75 --- 129,72	PERON
PK : 129.72 --- 130,87	PERON
PK : 130.87 --- 134,87	PERON
PK : 134.87 --- 137,82	PERON
PK : 137.82 --- 139	PERON
PK : 139 --- 141.48	PERON
PK : 141.48 --- 144,75	BAPAU
PK : 144.75 --- 147,15	BAPAU

Intitulé - Précisions	C.I.S. de 1er appel
A28 - ABBEVILLE / ROUEN	
PK : 0 --- 01.19	ABBEV
PK : 01.19 --- 02.67	ABBEV
PK : 02.67 --- 03.34	ABBEV
PK : 03.34 --- 06.12	ABBEV
PK : 06.12 --- 07.96	ABBEV
PK : 07.96 --- 10,22	ABBEV
PK : 10.22 --- 19,26	ABBEV
PK : 19.26 --- 25,09	FORCE
PK : 25.09 --- 29,5	GAMAC

Intitulé - Précisions	C.I.S. de 1er appel
A28 - ROUEN / ABBEVILLE	
PK : 0 --- 01.19	ABBEV
PK : 01.19 --- 02.67	ABBEV
PK : 02.67 --- 03.34	ABBEV
PK : 03.34 --- 06.12	ABBEV
PK : 06.12 --- 07.96	ABBEV
PK : 07.96 --- 10,22	ABBEV
PK : 10.22 --- 18,32	ABBEV
PK : 18.32 --- 20,67	GAMAC
PK : 20.67 --- 25,09	GAMAC
PK : 25.09 --- 31	BLANG

Intitulé - Précisions	C.I.S. de 1er appel
A29 - NEUFCHATEL-EN-BRAY / SAINT-QUENTIN	
PK : 142 --- 152,41	AUMAL
PK : 152.41 --- 154.74	BEAVI
PK : 154.74 --- 157.19	BEAVI
PK : 157.19 --- 158,58	HORNO
PK : 158.58 --- 165,13	HORNO
PK : 165,13 --- 167,47	POIX
PK : 167.47 --- 168.73	POIX
PK : 168.73 --- 170.87	POIX
PK : 170.87 --- 173	POIX
PK : 173 --- 174,10	POIX
PK : 174.10 --- 179.77	AMIPO
PK : 179.77 --- 185,14	AMIPO
PK : 189.18 --- 189.43	AMICA
PK : 189.43 --- 190,39	AMICA
PK : 190.39 --- 194	AMIFE
PK : 194 --- 198	AMIFE
PK : 198 --- 202.12	AMIFE
PK : 202.12 --- 203,85	AMIFE
PK : 203.85 --- 210,67	AMIFE
PK : 210.67 --- 212.24	VALSO
PK : 212.24 --- 215.65	VALSO
PK : 215.65 --- 216.50	VALSO
PK : 216.50 --- 218.75	VALSO
PK : 218,75 --- 223,70	VALSO
PK : 223.70 --- 224.64	ROSIE
PK : 224.64 --- 226.59	ROSIE
PK : 226.59 --- 228.74	ROSIE
PK : 228.74 --- 231,44	ROSIE
PK : 231.43 --- 231.55	ROSIE
PK : 231.55 --- 231.74	ROSIE
PK : 231.74 --- 234.18	PERON
PK : 234.18 --- 237,26	PERON
PK : 237,26 --- 241,91	PERON
PK : 241.91 --- 242,75	PERON
PK : 242.75 --- 244,63	PERON
PK : 244.63 --- 246	PERON
PK : 246 --- 253,18	PERON
PK : 253,18 --- 256,76	PERON

Intitulé - Précisions	C.I.S. de 1er appel
A29 - SAINT-QUENTIN / NEUFCHATEL-EN-BRAY	
PK : 144 --- 150,28	HORNO
PK : 150.28 --- 152,41	HORNO
PK : 152.41 --- 154.74	HORNO
PK : 154.74 --- 157.57	HORNO
PK : 157.57 --- 158,58	POIX
PK : 158.58 --- 161,45	POIX
PK : 161.45 --- 165.13	POIX
PK : 165.13 --- 167,47	POIX
PK : 167.47 --- 168.73	POIX
PK : 168.73 --- 170.87	POIX
PK : 170.87 --- 174,10	POIX
PK : 174.10 --- 179.77	AMIPO
PK : 179.77 --- 185,14	AMIPO
PK : 189.43 --- 190,39	AMICA
PK : 190,39 --- 195,56	AMIFE
PK : 195.56 --- 202.12	AMIFE
PK : 202.12 --- 203.39	VALSO
PK : 203.39 --- 210,67	VALSO
PK : 210.67 --- 212.24	VALSO
PK : 212.24 --- 215.65	ROSIE
PK : 215.65 --- 218,75	ROSIE
PK : 218.75 --- 219.77	ROSIE
PK : 219.77 --- 223,70	ROSIE
PK : 223.70 --- 224.64	ROSIE
PK : 224.64 --- 226.59	PERON
PK : 226.59 --- 228.74	PERON
PK : 228.74 --- 229,76	PERON
PK : 229.76 --- 231.74	PERON
PK : 231.74 --- 234.18	PERON
PK : 234.18 --- 237,51	PERON
PK : 237,51 --- 241,91	PERON
PK : 241.91 --- 242,75	PERON
PK : 242.75 --- 244,63	PERON
PK : 244.63 --- 246	PERON
PK : 246 --- 251	PERON
PK : 251 - 252,67	PERON
PK : 252.67 -253,48	PERON
PK : 253,48 --- 256,76	QUENT

Intitulé - Précisions	C.I.S. de 1er appel
A2 - BRUXELLES / PARIS	
PK : 0 --- 1	BAPAU
PK : 1 --- 5	BAPAU
PK : 5 --- 8	BAPAU
A2 - PARIS / BRUXELLES	
PK : 0 --- 4	PERON
PK : 4 --- 8	BAPAU
ROCADE NORD - ABBEVILLE / LONGUEAU	
PK : 34 - 36	AMIFE
PK : 36 - 37	AMIPO
PK : 37 --- 38	AMIPO
PK : 38 --- 41	AMIPO
ROCADE NORD - LONGUEAU / ABBEVILLE	
PK : 34 --- 36	AMIFE
PK : 36 - 37	AMIPO
PK : 37 --- 38	AMIPO
PK : 38 --- 39	AMIPO
PK : 39 --- 41	AMIPO



Plan d'Engagement Prédéfini – Les Départs Type

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
SECOURS A PERSONNE													
INTERVENTION RÉFLEXE A DOMICILE													
ARRET CARDIO RESPIRATOIRE DOMICILE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
PERSONNE INCONSCIENTE DOMICILE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
DETRESSE VITALE DOMICILE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
DETRESSE RESPIRATOIRE DOMICILE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
HEMORRAGIE DOMICILE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
SECTION DE MEMBRE DOMICILE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
BRULÉ DOMICILE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
IMMOLE DOMICILE	RURAL	VSAV	INCI	CDG	ISAP								
	URBAIN	VSAV	INCI	CDG									
	QUARTIER ETROIT	VSAV	INCI	CDG									
	AUTOROUTE												
ACCOUCHEMENT IMMINENT	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
INCARCERATION DOMICILE	RURAL	VSAV	DESINC	CDG	ISAP								
	URBAIN	VSAV	DESINC	CDG									
	QUARTIER ETROIT	VSAV	DESINC	CDG									
	AUTOROUTE												
PERSONNE ENSEVELIE DOMICILE	RURAL	VSAV	INCI	UCYNO	USD	CDG	ISAP						
	URBAIN	VSAV	INCI	UCYNO	USD	CDG							
	QUARTIER ETROIT	VSAV	INCI	UCYNO	USD	CDG							
	AUTOROUTE												
TENTATIVE DE SUICIDE DOMICILE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
PENDAISON DOMICILE	RURAL	VSAV	OD	ISAP									
	URBAIN	VSAV	OD										
	QUARTIER ETROIT	VSAV	OD										
	AUTOROUTE												
INTOXICATION DOMICILE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
INTOXICATION AU CO DOMICILE	RURAL	VSAV	INCI	ISAP									
	URBAIN	VSAV	INCI	ISAP									
	QUARTIER ETROIT	VSAV	INCI	ISAP									
	AUTOROUTE												
ELECTRISATION DOMICILE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
OUVERTURE DE PORTE AVEC SAP OU ABSENCE DE REPONSE - DE 8 M	RURAL	VSAV	OP										
	URBAIN	VSAV	OP										
	QUARTIER ETROIT	VSAV	OP										
	AUTOROUTE												
OUVERTURE DE PORTE AVEC SAP OU ABSENCE DE REPONSE + DE 8 M	RURAL	VSAV	OP	EA									
	URBAIN	VSAV	OP	EA									
	QUARTIER ETROIT	VSAV	OP	EA18									
	AUTOROUTE												
RELEVAGE DE PERSONNE DOMICILE	RURAL	VSAV	PSSAP avec CA 1EQ en remplacement si pas de transport identifié										
	URBAIN	VSAV	PSSAP avec CA 1EQ en remplacement si pas de transport identifié										
	QUARTIER ETROIT	VSAV	PSSAP avec CA 1EQ en remplacement si pas de transport identifié										
	AUTOROUTE												
PERSONNE RESTEE AU SOL SUITE A CHUTE DOMICILE	RURAL	VSAV											
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
AUTRES INTERVENTIONS DOMICILE													
MALAISE / BLESSE DOMICILE	RURAL	VSAV											
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
CARENCE AMBULANCE PRIVÉE	RURAL	VSAV											
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
RENFORT BRANCARDAGE	RURAL	DIVSCA											
	URBAIN	DIVSCA											
	QUARTIER ETROIT	DIVSCA											
	AUTOROUTE	DIVSCA											
RENFORT BRANCARDAGE PAYANT	RURAL	DIVSCA											
	URBAIN	DIVSCA											
	QUARTIER ETROIT	DIVSCA											
	AUTOROUTE	DIVSCA											
MALAISE A DOMICILE - CARENCE TRANSFORMEE	RURAL	VSAV											
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
INTERVENTION VOIE PUBLIQUE													
ARRET CARDIO RESPIRATOIRE VOIE PUBLIQUE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	ISAP									
PERSONNE INCONSCIENTE VOIE PUBLIQUE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	ISAP									
DETRESSE VITALE VOIE PUBLIQUE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	ISAP									
MALAISE / BLESSÉ VOIE PUBLIQUE	RURAL	VSAV											
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV										
MALAISE / BLESSÉ VOIE PUBLIQUE SUITE A REGULATION	RURAL	VSAV											
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
TENTATIVE DE SUICIDE VOIE PUBLIQUE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	CDG	ISAP								
ELECTRISATION VOIE PUBLIQUE	RURAL	VSAV	OD	CDG	ISAP								
	URBAIN	VSAV	OD	CDG									
	QUARTIER ETROIT	VSAV	OD	CDG									
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	CDG	ISAP								

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
PERSONNE ENSEVELIE VOIE PUBLIQUE	RURAL	VSAV	INCI	UCYNO	RSD	CUSD	CDG	PHOTO					
	URBAIN	VSAV	INCI	UCYNO	RSD	CUSD	CDG	PHOTO					
	QUARTIER ETROIT	VSAV	INCI	UCYNO	RSD	CUSD	CDG	PHOTO					
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	INCRFT	UCYNO	RSD	CUSD	CDG	PHOTO				
PENDAISON VOIE PUBLIQUE	RURAL	VSAV	OD	CDG	ISAP								
	URBAIN	VSAV	OD	CDG									
	QUARTIER ETROIT	VSAV	OD	CDG									
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	OD	CDG	ISAP							
INCARCERATION VOIE PUBLIQUE	RURAL	VSAV	DESINC	CDG	ISAP	PHOTO							
	URBAIN	VSAV	DESINC	CDG	PHOTO								
	QUARTIER ETROIT	VSAV	DESINC	CDG	PHOTO								
	AUTOROUTE	DESINC	VSAV	CDG	ISAP	PHOTO							
IMMOLE SUR VOIE PUBLIQUE	RURAL	VSAV	INCI	CDG	ISAP								
	URBAIN	VSAV	INCI	CDG									
	QUARTIER ETROIT	VSAV	INCI	CDG									
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	CDG	ISAP								
BRULÉ VOIE PUBLIQUE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	ISAP									
INTERVENTION LIEU PUBLIC / LIEU DE TRAVAIL													
ARRET CARDIO RESPIRATOIRE LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	VSAV	ISAP										
PERSONNE INCONSCIENTE LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	VSAV	ISAP										
DETRESSE VITALE LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	VSAV	ISAP										
MALAISE / BLESSÉ LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV											
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	VSAV											
PENDAISON LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	OD	CDG	ISAP								
	URBAIN	VSAV	OD	CDG									
	QUARTIER ETROIT	VSAV	OD	CDG									
	AUTOROUTE	VSAV	OD	CDG	ISAP								
TENTATIVE SUICIDE LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	CDG	ISAP								
BRULE LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	VSAV	ISAP										
ELECTRISATION LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	OD	ISAP									
	URBAIN	VSAV	OD										
	QUARTIER ETROIT	VSAV	OD										
	AUTOROUTE	VSAV	OD	ISAP									
IMMOLE LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	INCI	VSAV	CDG	ISAP								
	URBAIN	INCI	VSAV	CDG									
	QUARTIER ETROIT	INCI	VSAV	CDG									
	AUTOROUTE	INCI	VSAV	CDG	ISAP								
INTOXICATION CO LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	INCATT	CDG	ISAP								
	URBAIN	VSAV	INCATT	CDG	ISAP								
	QUARTIER ETROIT	VSAV	INCATT	CDG	ISAP								
	AUTOROUTE	VSAV	INCRFT	CDG	ISAP								
INTOXICATION LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	VSAV	ISAP										
SECTION DE MEMBRE LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	AUTOROUTE	VSAV	ISAP										
ACCIDENT DE SPORT LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV											
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	VSAV											
INCARCÉRATION LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	DESINC	CDG	ISAP	PHOTO							
	URBAIN	VSAV	DESINC	CDG	PHOTO								
	QUARTIER ETROIT	VSAV	DESINC	CDG	PHOTO								
	AUTOROUTE	VSAV	DESINC	CDG	ISAP	PHOTO							
PERSONNE ENSEVELIE LIEU PUBLIC OU DE TRAVAIL	RURAL	VSAV	INCI	UCYNO	USD	CDG	ISAP	PHOTO					
	URBAIN	VSAV	INCI	UCYNO	USD	CDG	PHOTO						
	QUARTIER ETROIT	VSAV	INCI	UCYNO	USD	CDG	PHOTO						
	AUTOROUTE	VSAV	INCRFT	UCYNO	USD	CDG	ISAP	PHOTO					
AUTRES SECOURS A PERSONNES													
BLESSE PAR ARME	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	VSAV	ISAP										
PERSONNE ARMEE MENACANTE SEULE OU AVEC TIERS	RURAL	INCI	VSAV	ISSO	CDG								
	URBAIN	INCI	VSAV	ISSO	CDG								
	QUARTIER ETROIT	INCI	VSAV	ISSO	CDG								
	AUTOROUTE	INCI	VSAV	ISSO	CDG								
SUSPICION INFECTION PANDEMIE	RURAL	VSAV											
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV										
TENTATIVE DE DEFENESTRATION / DE SUICIDE EN HAUTEUR	RURAL	VSAV	INCI	USMPM	EA	CDG	ISAP						
	URBAIN	VSAV	INCI	USMPM	EA	CDG							
	QUARTIER ETROIT	VSAV	INCI	USMPM	EA18	CDG							
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	USMPM	EA	CDG	ISAP						
DEFENESTRATION	RURAL	VSAV	OP	CDG	ISAP								
	URBAIN	VSAV	OP	CDG									
	QUARTIER ETROIT	VSAV	OP	CDG									
	AUTOROUTE	VSAV	OP	CDG	ISAP								
RECHERCHE DE PERSONNE (TERRESTRE)	RURAL	UCYNO	VSAV	CDG									
	URBAIN	UCYNO	VSAV	CDG									
	QUARTIER ETROIT	UCYNO	VSAV	CDG									
	AUTOROUTE	BALIS	UCYNO	VSAV	CDG								
RECHERCHE ET DEGAGEMENT DE PERSONNE (SOUTERRAIN)	RURAL	VSAV	INCI	UCYNO	USMPM	CEAR	CDG	PCC					
	URBAIN	VSAV	INCI	UCYNO	USMPM	CEAR	CDG	PCC					
	QUARTIER ETROIT	VSAV	INCI	UCYNO	USMPM	CEAR	CDG	PCC					
	AUTOROUTE												
SAUVETAGE PERSONNE EN EXCAVATION	RURAL	VSAV	USMPM*	CDG	ISAP	PHOTO							
	URBAIN	VSAV	USMPM*	CDG	PHOTO								
	QUARTIER ETROIT	VSAV	USMPM*	CDG	PHOTO								
	AUTOROUTE												
		*sans UDRONE											
DÉGAGEMENT DE PERSONNE (AÉRIEN)	RURAL	VSAV	EA	USMPM	CDG	PHOTO							
	URBAIN	VSAV	EA	USMPM	CDG	PHOTO							
	QUARTIER ETROIT	VSAV	EA18	USMPM	CDG	PHOTO							
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	EA	USMPM	CDG	PHOTO						

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
INTERVENTION EN MILIEU AQUATIQUE (EAUX INTERIEURES)													
NOYADE EN PISCINE	RURAL	VSAV	ISAP										
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE												
TENTATIVE DE SUICIDE EN EAUX INTERIEURES / MENACANT DE SE JETER	RURAL	USAVEI	VSAV	ISAP									
	URBAIN	USAVEI	VSAV										
	QUARTIER ETROIT	USAVEI	VSAV										
	AUTOROUTE												
NOYADE EN EAUX INTÉRIEURES	RURAL	USAVEI	USAL	VSAV	CDG	ISAP	PHOTO						
	URBAIN	USAL	USAVEI	VSAV	CDG	PHOTO							
	QUARTIER ETROIT	USAL	USAVEI	VSAV	CDG	PHOTO							
	AUTOROUTE												
ENGIN DE LOISIR EN DIFFICULTÉ (FLUVIAL)	RURAL	USAVEI	USAL	VSAV	UDRONE	CDG	ISAP	PHOTO					
	URBAIN	USAL	USAVEI	VSAV	UDRONE	CDG	PHOTO						
	QUARTIER ETROIT	USAL	USAVEI	VSAV	UDRONE	CDG	PHOTO						
	AUTOROUTE												
RECHERCHE DE PERSONNE EN EAUX INTERIEURES	RURAL	USAL	UCYNO	CDG									
	URBAIN	USAL	UCYNO	CDG									
	QUARTIER ETROIT	USAL	UCYNO	CDG									
	AUTOROUTE												
CORPS FLOTTANT	RURAL	USAVEI	1 SAL2	2 SAL1	CDG								
	URBAIN	SAL2	2 SAL1	USAVEI	CDG								
	QUARTIER ETROIT	SAL2	2 SAL1	USAVEI	CDG								
	AUTOROUTE												
INTERVENTION EN MILIEU AQUATIQUE (MILIEU MARITIME)													
NOYADE EN MER	RURAL	USAV	VSAV	CDG	ISAP								
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
SAUVETAGE DE PERSONNE EN BAIE MAREE MONTANTE / HAUTE	RURAL	USAV	VSAV	CDG	ISAP	PHOTO							
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
SAUVETAGE DE PERSONNE EN BAIE MAREE DESCENDANTE / BASSE	RURAL	SAV3	2 SAV2	BLS	AMPHIB	VSAV	ISAP	CDG	PHOTO				
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
VÉLIPLANCHISTE / KIT SURF EN DIFFICULTÉ	RURAL	USAV	VSAV	CDG									
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
EMBARCATION EN DIFFICULTÉ (MER,BAIE)	RURAL	USAV	UDRONE	CDG									
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
RECHERCHE DE PERSONNE EN MILIEU MARITIME	RURAL	USAV	UCYNO	CDG									
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
MALAISE / BLESSE EN BAIE	RURAL	AMPHIB	VSAV										
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
DETRESSE VITALE EN BAIE	RURAL	SAV3	2 AMPHIB	VSAV	CDG	ISAP							
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
ACCIDENT CIRCULATION ROUTIERE													
ACCIDENT AVEC PIETON													
ACCIDENT PIETON / VEHICULE	RURAL	BALIS	VSAV	ISAP									
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	CDG	ISAP								
ACCIDENT AVEC 2 ROUES													
ACCIDENT 2 ROUES	RURAL	BALIS	VSAV	ISAP									
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	ISAP									
ACCIDENT 2 ROUES / VEHICULE	RURAL	VSAV	BALIS	ISAP									
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	ISAP									
ACCIDENT VL													
ACCIDENT SANS DÉSINCARCÉRATION VL ET/OU PL	RURAL	BALIS	VSAV	ISAP	LCAM								
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	ISAP	LCAM								
ACCIDENT AVEC DÉSINCARCÉRATION VL	RURAL	DESINC	VSAV	CDG	ISAP	LCAM	PHOTO						
	URBAIN	DESINC	VSAV	CDG	LCAM	PHOTO							
	QUARTIER ETROIT	DESINC	VSAV	CDG	LCAM	PHOTO							
	AUTOROUTE	DESINC	VSAV	CDG	ISAP	LCAM	PHOTO						
ACCIDENT VEHICULE AVEC DEGAT BATIMENTAIRE	RURAL	BALIS	VSRS	VSAV	CDG	RSBAT	ISAP	LCAM	PHOTO				
	URBAIN	BALIS	VSRS	VSAV	CDG	RSBAT	LCAM	PHOTO					
	QUARTIER ETROIT	BALIS	VSRS	VSAV	CDG	RSBAT	LCAM	PHOTO					
	AUTOROUTE	BALIS	VSRS	VSAV	CDG	RSBAT	ISAP	LCAM	PHOTO				
ACCIDENT PL													
ACCIDENT AVEC DESINCARCERATION PL	RURAL	VSRS	DESINC	VSAV	RSD	CESD	CDG	ISAP	LCAM	PHOTO			
	URBAIN	VSRS	DESINC	VSAV	CDG	ISAP	LCAM	PHOTO					
	QUARTIER ETROIT	VSRS	DESINC	VSAV	CDG	ISAP	LCAM	PHOTO					
	AUTOROUTE	VSRS	DESINC	VSAV	RSD	CESD	CDG	ISAP	LCAM	PHOTO			
ACCIDENT AVEC PL TMD	RURAL	DESINC	VSAV	RRCH	INCI	CDG	PCC						
	URBAIN	DESINC	VSAV	RRCH	INCI	CDG	PCC						
	QUARTIER ETROIT	DESINC	VSAV	RRCH	INCI	CDG	PCC						
	AUTOROUTE	DESINC	VSAV	RRCH	INCRFT	CDG	PCC						
ACCIDENT TRANSPORT EN COMMUN													
ACCIDENT BUS VIDE SANS DÉSINCARCERATION	RURAL	BALIS	VSAV	ISAP									
	URBAIN	VSAV											
	QUARTIER ETROIT	VSAV											
	AUTOROUTE	BALIS	VSAV	ISAP									
ACCIDENT BUS AVEC USAGERS SANS DÉSINCARCÉRATION	RURAL	BALIS	2 VSAV	VTP9	CDG	ISAP	LCAM	PHOTO					
	URBAIN	BALIS	2 VSAV	VTP9	CDG	LCAM	PHOTO						
	QUARTIER ETROIT	BALIS	2 VSAV	VTP9	CDG	LCAM	PHOTO						
	AUTOROUTE	BALIS	2 VSAV	VTP9	CDG	ISAP	LCAM	PHOTO					
ACCIDENT BUS VIDE AVEC DÉSINCARCÉRATION	RURAL	VSRS	DESINC	VSAV	RSD	CESD	CDG	ISAP	LCAM	PHOTO			
	URBAIN	VSRS	DESINC	VSAV	CDG	LCAM	PHOTO						
	QUARTIER ETROIT	VSRS	DESINC	VSAV	CDG	LCAM	PHOTO						
	AUTOROUTE	VSRS	DESINC	VSAV	RSD	CESD	CDG	ISAP	LCAM	PHOTO			
ACCIDENT BUS AVEC USAGERS AVEC DÉSINCARCÉRATION	RURAL	VSRS	NOVI 1	2 DESINC	RSD	CESD	LCAM						
	URBAIN	VSRS	NOVI 1	2 DESINC	LCAM								
	QUARTIER ETROIT	VSRS	NOVI 1	2 DESINC	LCAM								
	AUTOROUTE	VSRS	BALIS	NOVI 1	RSD	CESD	LCAM						
ACCIDENT EN MILIEU AQUATIQUE													
VL OU PL TOMBE EN EAUX INTERIEURES	RURAL	USAVEI	USAL	VSAV	ISAP	CDG	PHOTO						
	URBAIN	USAL	USAVEI	VSAV	CDG	PHOTO							
	QUARTIER ETROIT	USAL	USAVEI	VSAV	CDG	PHOTO							
	AUTOROUTE	USAVEI	USAL	VSAV	ISAP	CDG	PHOTO						
VL OU PL TOMBE EN MILIEU MARITIME	RURAL	BLS	SAV3	2 SAV2	USAL*	VSAV	CDG						
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
	USAL* : Sans BLR												
BUS AVEC USAGERS TOMBE A L'EAU	RURAL	2 USAVEI	SAL3	1 USAL	SAL2	UCYNO	NOVI 1	PHOTO					
	URBAIN	SAL3	1 USAL	SAL2	2 USAVEI	UCYNO	NOVI 1	PHOTO					
	QUARTIER ETROIT	SAL3	1 USAL	SAL2	2 USAVEI	UCYNO	NOVI 1	PHOTO					
	AUTOROUTE	2 USAVEI	SAL3	1 USAL	SAL2	UCYNO	NOVI 1	PHOTO					

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
AUTRES ACCIDENTS DE TRANSPORTS													
ACCIDENT FERROVIAIRE													
PERSONNE HEURTEE PAR UN TRAIN	RURAL	VSAV	CDG	ISAP									
	URBAIN	VSAV	CDG										
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
ACCIDENT TRAIN / VEHICULE	RURAL	VSAV	DESINC	INCI	CDG	ISAP	LCAM						
	URBAIN	VSAV	DESINC	INCI	CDG	LCAM							
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
ACCIDENT TRAIN / PL TMD	RURAL	VSRS	VSAV	DESINC	CMIC	INCI	CDG	RSD	USD	PCC			
	URBAIN	VSRS	VSAV	DESINC	CMIC	INCI	CDG	RSD	USD	PCC			
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
DERAILLEMENT TRAIN MARCHANDISE SANS TMD	RURAL	VSRS	VSAV	DESINC	INCATT	INCHR	CDG	RSD	USD	PCC			
	URBAIN	VSRS	VSAV	DESINC	INCATT	VLHR	CDG	RSD	USD	PCC			
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
DERAILLEMENT TRAIN MARCHANDISE AVEC TMD	RURAL	VSRS	VSAV	DESINC	CMIC	INCATT	INCHR	CDG	RSD	USD	PCC		
	URBAIN	VSRS	VSAV	DESINC	CMIC	INCATT	VLHR	CDG	RSD	USD	PCC		
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
DERAILLEMENT TRAIN DE VOYAGEURS	RURAL	VSRS	DESINC	INCATT	GSAP	VLHR	VTP9	UCYNO	RSD	USD	CDG	PCC	
	URBAIN	VSRS	DESINC	INCATT	GSAP	VLHR	VTP9	UCYNO	RSD	USD	CDG	PCC	
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE	VSRS	DESINC	INCATT	GSAP	VLHR	VTP9	UCYNO	RSD	USD	CDG	PCC	
ACCIDENT AERIEN													
CHUTE AVION	RURAL	VSAV	DESINC	INCATT	FMOGP	INCHR	CDG	PCC	ISAP				
	URBAIN	VSAV	DESINC	INCATT	FMOGP	CDG	PCC						
	QUARTIER ETROIT	VSAV	DESINC	2 INCQE	CDG	PCC							
	AUTOROUTE	DESINC	VSAV	INCRFT	FMOGP	CDG	ISAP	PCC					
CHUTE HÉLICOPTÈRE	RURAL	VSAV	DESINC	INCATT	FMOGP	INCHR	CDG	ISAP	PCC				
	URBAIN	VSAV	DESINC	INCATT	FMOGP	CDG	PCC						
	QUARTIER ETROIT	VSAV	DESINC	2 INCQE	CDG	PCC							
	AUTOROUTE	DESINC	VSAV	INCRFT	FMOGP	CDG	ISAP	PCC					
CHUTE ULM	RURAL	VSAV	DESINC	INCHR	CDG	ISAP	PHOTO						
	URBAIN	VSAV	DESINC	INCHR	CDG	PHOTO							
	QUARTIER ETROIT	VSAV	DESINC	INCQE	CDG	PHOTO							
	AUTOROUTE	DESINC	VSAV	INCRFT	CDG	ISAP	PHOTO						
CHUTE AVION MILITAIRE	RURAL	VSRS	VSAV	DESINC	INCATT	FMOGP	INCHR	CDG	PCC	ISAP			
	URBAIN	VSRS	VSAV	DESINC	INCATT	FMOGP	CDG	PCC					
	QUARTIER ETROIT	VSRS	VSAV	DESINC	2 INCQE	CDG	PCC						
	AUTOROUTE	VSRS	DESINC	VSAV	INCRFT	FMOGP	CDG	PCC	ISAP				
RECHERCHE AÉRONEF	RURAL	OFFCODIS											
	URBAIN	OFFCODIS											
	QUARTIER ETROIT	OFFCODIS											
	AUTOROUTE	OFFCODIS											

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
ACCIDENT DE NAVIGATION													
ACCIDENT BATEAU SANS TMD (FLUVIAL)	RURAL	USAVEI	USAL	VSAV	INCI	CDG	ISAP	PHOTO					
	URBAIN	USAL	USAVEI	VSAV	INCI	CDG	PHOTO						
	QUARTIER ETROIT	USAL	USAVEI	VSAV	INCQE	CDG	PHOTO						
	AUTOROUTE												
ACCIDENT BATEAU AVEC TMD (FLUVIAL)	RURAL	USAVEI	SAL3	USAL	SAL2	VSAV	INCATT	CMIC	CDG	PCC	ISAP		
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
ACCIDENT BATEAU SANS TMD (MER, BAIE)	RURAL	USAV	USAL	VSAV	INCI	CDG	ISAP	PHOTO					
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
VOIE D'EAU SUR BATEAU (MER, BAIE)	RURAL	USAV	USAL	INCI	RRCH	MPE30	CDG	PHOTO					
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
VOIE D'EAU SUR BATEAU (FLUVIAL)	RURAL	USAL	INCI	RRCH	MPE30	CDG	PHOTO						
	URBAIN	USAL	INCI	RRCH	MPE30	CDG	PHOTO						
	QUARTIER ETROIT	USAL	INCQE	RRCH	MPE30	CDG	PHOTO						
	AUTOROUTE												
FEUX													
FEU DOMICILE													
FEU HABITATION	RURAL	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	URBAIN	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	EA18	INCQE	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	AUTOROUTE												
FEU APPARTEMENT	RURAL	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	URBAIN	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	EA18	INCQE	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	AUTOROUTE												
FEU HABITATION / APPARTEMENT AVEC SAUVETAGE	RURAL	INCS	LCAM	EA	INCRFT	VECSO *	VSAV	UDRONE	CDG	ISSO	PHOTO		
	URBAIN	INCS	LCAM	EA	INCRFT	VECSO *	VSAV	UDRONE	CDG	ISSO	PHOTO		
	QUARTIER ETROIT	INCS	LCAM	EA18	INCRFT	VECSO *	VSAV	UDRONE	CDG	ISSO	PHOTO		
	AUTOROUTE												
FEU DE CHEMINÉE OU DE MOYEN DE CHAUFFAGE	RURAL	INCATT	EA	LCAM									
	URBAIN	INCATT	EA	LCAM									
	QUARTIER ETROIT	INCQE	EA18	LCAM									
	AUTOROUTE												
FEU DE CHALET / CABANE / GARAGE ISOLE	RURAL	INCHR											
	URBAIN	INCATT											
	QUARTIER ETROIT	INCQE											
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT										
FEU DE CAVE	RURAL	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	URBAIN	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	EA18	INCQE	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	AUTOROUTE												
FEU VOIE PUBLIQUE													
FEU POUBELLE VOIE PUBLIQUE	RURAL	INCI											
	URBAIN	INCI											
	QUARTIER ETROIT	INCQE											
	AUTOROUTE	INCRFT											
FEU ORIGINE ÉLECTRIQUE SUR VP	RURAL	INCI											
	URBAIN	INCI											
	QUARTIER ETROIT	INCQE											
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	CDG									
FEU VL	RURAL	INCATT											
	URBAIN	INCATT											
	QUARTIER ETROIT	INCQE											
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	CDG									
FEU VL NOUVELLES TECHNOLOGIES	RURAL	INCATT	INCRFT	LCAM	CDG								
	URBAIN	INCATT	INCRFT	LCAM	CDG								
	QUARTIER ETROIT	2 INCQE	LCAM	CDG									
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	FMOGP	LCAM	CDG							
FEU 2 ROUES	RURAL	INCI											
	URBAIN	INCI											
	QUARTIER ETROIT	INCQE											
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	CDG									

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
FEU PL OU BUS	RURAL	INCATT	FMOGP	INCRFT	CDG	VSAV	ISSO						
	URBAIN	INCATT	FMOGP	INCRFT	CDG	VSAV	ISSO						
	QUARTIER ETROIT	2 INCQE	CDG	VSAV	ISSO								
	AUTOROUTE	BALIS	2 INCRFT	FMOGP	CDG	VSAV	ISSO						
FEU PL TMD	RURAL	INCATT	FMOGP	CMIC	INCRFT	CDG	PCC						
	URBAIN	INCATT	FMOGP	CMIC	INCRFT	CDG	PCC						
	QUARTIER ETROIT	2 INCQE	CMIC	CDG	PCC								
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	FMOGP	CMIC	INCRFT	CDG	PCC					
FEU DE TRAIN DE MARCHANDISES	RURAL	INCATT	INCHR	FMOGP	INCRFT	CESD	CDG	RSD	USD	PCC			
	URBAIN	INCATT	INCHR	FMOGP	INCRFT	CESD	CDG	RSD	USD	PCC			
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
FEU TRAIN VOYAGEURS	RURAL	INCATT	2 VSAV	INCHR	FMOGP	INCRFT	VTP9	CDG	RSD	USD	MSP	PCC	
	URBAIN	INCATT	2 VSAV	INCHR	FMOGP	INCRFT	VTP9	CDG	RSD	USD	MSP	PCC	
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
FEU TRAIN TMD	RURAL	INCATT	FMOGP	CMIC	INCHR	INCRFT	CED	CDG	RSD	USD	MSP	PCC	
	URBAIN	INCATT	FMOGP	CMIC	INCRFT	INCHR	CDG	RSD	USD	MSP	PCC		
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
FEU BATEAU / PENICHE	RURAL	USAL	INCATT	MPE	VECSO	CDG	PHOTO						
	URBAIN	USAL	INCATT	MPE	VECSO	CDG	PHOTO						
	QUARTIER ETROIT	USAL	INCQE	MPE	VECSO	CDG	PHOTO						
	AUTOROUTE												
FEU CARAVANE	RURAL	INCATT											
	URBAIN	INCATT											
	QUARTIER ETROIT	INCQE											
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	CDG									
FEU DE VEGETATION													
FEU HERBE, TALUS, BROUSSAILLES	RURAL	FENCURB											
	URBAIN	FENCURB											
	QUARTIER ETROIT	INCQE											
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	CDG									
FEU RÉCOLTE SUR PIED	RURAL	FENCURB	INCHR	FMOGP	CDG	UDRONE	PHOTO						
	URBAIN	FENCURB	INCHR	FMOGP	CDG	UDRONE	PHOTO						
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
FEU ESPACE BOISÉ	RURAL	FENCURB	INCHR	CDG	UDRONE	PHOTO							
	URBAIN	FENCURB	INCHR	CDG	UDRONE	PHOTO							
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	CDG	PHOTO								
FEU DE CHAUMES	RURAL	FENCURB	INCHR	CDG									
	URBAIN	FENCURB	INCHR	CDG									
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
FEU DE MEULES OU DE BALLOTS	RURAL	FENCURB											
	URBAIN	FENCURB											
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
FEU DE MARAIS	RURAL	INCHR	INCHR	PFLOT	BLR	CDG	UDRONE	PHOTO					
	URBAIN	FENCURB	INCHR	PFLOT	BLR	CDG	UDRONE	PHOTO					
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
FEU EXPLOITATION AGRICOLE													
FEU BATIMENT AGRICOLE	RURAL	INCATT	INCRFT	FMOGP	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO					
	URBAIN	INCATT	INCRFT	FMOGP	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO					
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
FEU SILO / SÉCHOIR	RURAL	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO	FMOGP	RRCH	CDG	PCC			
	URBAIN	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO	FMOGP	RRCH	CDG	PCC			
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
FEU ENGIN AGRICOLE EN PLAINE	RURAL	INCHR											
	URBAIN	INCHR											
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
FEU ENGIN AGRICOLE SUR ROUTE	RURAL	INCATT											
	URBAIN	INCATT											
	QUARTIER ETROIT	INCQE											
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	CDG									
FEU DE STOCKAGE DE PHYTOSANITAIRES	RURAL	INCATT	LCAM	INCRFT	CMIC	LAP2C	VECSO	FMOGP	CDG	PCC			
	URBAIN	INCATT	LCAM	INCRFT	CMIC	LAP2C	VECSO	FMOGP	CDG	PCC			
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
FEU ERP ET INDUSTRIES													
FEU ERP SANS LOCAUX À SOMMEIL	RURAL	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	URBAIN	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	EA18	INCQE	VECSO *	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	AUTOROUTE	INCRFT	LCAM	EA	INCRFT	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO				
FEU ERP AVEC LOCAUX À SOMMEIL	RURAL	INCATT	LCAM	EA	VSAV	INCRFT	VECSO *	CDG	PCC	VNOVI			
	URBAIN	INCATT	LCAM	EA	VSAV	INCRFT	VECSO *	CDG	PCC	VNOVI			
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	EA18	VSAV	INCQE	VECSO *	CDG	PCC	VNOVI			
	AUTOROUTE	INCRFT	LCAM	EA	VSAV	INCRFT	CDG	PCC	VNOVI				
DECLENCHEMENT ALARME INCENDIE ERP / INDUSTRIE	RURAL	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	CDG							
	URBAIN	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	CDG							
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	EA18	INCQE	CDG							
	AUTOROUTE	INCRFT	LCAM	EA	INCRFT	CDG							
FEU BATIMENT PRODUCTION	RURAL	INCATT	LCAM	FMOGP	EA	INCRFT	VECSO	CDG	PCC	RSBAT			
	URBAIN	INCATT	LCAM	FMOGP	EA	INCRFT	VECSO	CDG	PCC	RSBAT			
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	EA18	INCQE	INCATT	VECSO	CDG	PCC	RSBAT			
	AUTOROUTE												
FEU DE STOCKAGE, ENTREPOT	RURAL	INCATT	LCAM	FMOGP	EA	INCRFT	VECSO	CDG	PCC	RSBAT			
	URBAIN	INCATT	LCAM	FMOGP	EA	INCRFT	VECSO	CDG	PCC	RSBAT			
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	EA18	INCQE	INCATT	VECSO	CDG	PCC	RSBAT			
	AUTOROUTE	INCRFT	LCAM	FMOGP	EA	INCRFT	VECSO	CDG	PCC				
FEU D'ATELIER / BATIMENT ARTISANAL / GARAGE	RURAL	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO	UDRONE	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO		
	URBAIN	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO	UDRONE	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO		
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	EA18	INCQE	VECSO	UDRONE	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO		
	AUTOROUTE												
FEU DECHARGE INDUSTRIELLE	RURAL	INCATT	LCAM	INCHR	FMOGP	UDRONE	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	URBAIN	INCATT	LCAM	INCHR	FMOGP	UDRONE	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	INCQE	INCHR	UDRONE	CDG	VSAV	ISSO	PHOTO			
	AUTOROUTE												
FEU PARKING SOUTERRAIN / TUNNEL	RURAL	INCATT	LCAM	INCRFT	VECSO	CDG	ISSO	EA	VSAV	PHOTO			
	URBAIN	INCATT	LCAM	INCRFT	VECSO	CDG	ISSO	EA	VSAV	PHOTO			
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	INCQE	VECSO	CDG	ISSO	EA18	VSAV	PHOTO			
	AUTOROUTE												
FEU STATION SERVICE	RURAL	INCATT	LCAM	FMOGP	CDG	PHOTO							
	URBAIN	INCQE	LCAM	FMOGP	CDG	PHOTO							
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE	INCRFT	LCAM	FMOGP	CDG	PHOTO							

*VECSO * : le VECSO est engagé sur les secteurs amiénois*

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
AUTRE FEU													
FEU DE DÉCHARGE SAUVAGE	RURAL	FENCURB	LCAM										
	URBAIN	INCATT	LCAM										
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM										
	AUTOROUTE												
FUMEE OU ODEUR SUSPECTE	RURAL	INCI	LCAM										
	URBAIN	INCI	LCAM										
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM										
	AUTOROUTE	INCRFT	LCAM										
FEU ÉOLIENNE	RURAL	INCATT	USMPM*	DESINC	CDG	PHOTO							
	URBAIN	INCATT	USMPM*	DESINC	CDG	PHOTO							
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE	INCATT	USMPM	DESINC	CDG	UDRONE	PHOTO						
		*sans UDRONE											
FEU TRANSFORMATEUR	RURAL	INCATT	LCAM										
	URBAIN	INCATT	LCAM										
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM										
	AUTOROUTE												
DÉCLENCHEMENT ALARME INCENDIE	RURAL	INCI	LCAM										
	URBAIN	INCI	LCAM										
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM										
	AUTOROUTE	INCRFT	LCAM										
FEU CAVITE SOUTERRAINE	RURAL	INCATT	LCAM	USMPM*	VECSO	INCRFT	CEAR	CDG	PCC				
	URBAIN	INCATT	LCAM	USMPM*	VECSO	INCRFT	CDG	PCC					
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
		*sans UDRONE											
FEU D'APPAREIL OU D'EQUIPEMENT ÉLECTRIQUE	RURAL	INCI	LCAM										
	URBAIN	INCI	LCAM										
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM										
	AUTOROUTE	INCRFT	LCAM										
AUTRE FEU	RURAL	INCI	LCAM										
	URBAIN	INCI	LCAM										
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM										
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	LCAM									
FEU DE JOINT DE DILATATION	RURAL	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO	CUSD	RSD	CDG	PCC			
	URBAIN	INCATT	LCAM	EA	INCRFT	VECSO	CUSD	RSD	CDG	PCC			
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	EA18	INCQE	VECSO	CUSD	RSD	CDG	PCC			
	AUTOROUTE												
EXPLOSION													
EXPLOSION MAISON / BATIMENT	RURAL	INCATT	LCAM	EA	VSAV	INCRFT	UCYNO	GSD*	CDG	PCC			
	URBAIN	INCATT	LCAM	EA	VSAV	INCRFT	UCYNO	GSD*	CDG	PCC			
	QUARTIER ETROIT	INCQE	LCAM	EA18	VSAV	INCQE	UCYNO	GSD*	CDG	PCC			
	AUTOROUTE	INCRFT	LCAM	EA	VSAV	INCRFT	UCYNO	GSD*	CDG	PCC			
		* GSD sans engin incendie											
FUITE OU EXPLOSION ENGIN DE GUERRE	RURAL	INCATT	CMIC	LAP2C	CDG								
	URBAIN	INCATT	CMIC	LAP2C	CDG								
	QUARTIER ETROIT	INCQE	CMIC	LAP2C	CDG								
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	CMIC	LAP2C	CDG							
FUITE DE GAZ													
PROCEDURE GAZ RENFORCE	RURAL	INCATT	INCRFT	CDG	CDC	VSAV	OFFCODIS						
	URBAIN	INCATT	INCRFT	CDG	CDC	VSAV	OFFCODIS	ISSO					
	QUARTIER ETROIT	INCQE	INCQE	CDG	CDC	VSAV	OFFCODIS	ISSO					
	AUTOROUTE	INCRFT	INCRFT	CDG	CDC	VSAV	OFFCODIS						
PROCEDURE GAZ CLASSIQUE	RURAL	INCATT											
	URBAIN	INCATT											
	QUARTIER ETROIT	INCQE											
	AUTOROUTE	INCRFT											
FUITE DE GAZ ENFLAMMÉE - PGR	RURAL	INCATT	INCRFT	CDG	CDC	VSAV	OFFCODIS						
	URBAIN	INCATT	INCRFT	CDG	CDC	VSAV	OFFCODIS	ISSO					
	QUARTIER ETROIT	INCQE	INCQE	CDG	CDC	VSAV	OFFCODIS	ISSO					
	AUTOROUTE	INCRFT	INCRFT	CDG	CDC	VSAV	OFFCODIS						

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
OPERATIONS DIVERSES													
SORTIE POUR ANIMAUX													
DESTRUCTION HYMENOPTERES URGENTE	RURAL	OD	LGUEPE										
	URBAIN	OD	LGUEPE										
	QUARTIER ETROIT	OD	LGUEPE										
	AUTOROUTE	OD	LGUEPE										
DESTRUCTION HYMENOPTERES PAYANTE	RURAL	OD	LGUEPE										
	URBAIN	OD	LGUEPE										
	QUARTIER ETROIT	OD	LGUEPE										
	AUTOROUTE	OD	LGUEPE										
SAUVETAGE OU CAPTURE ANIMAL	RURAL	OD											
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	OD											
SAUVETAGE ANIMAL MILIEU AQUATIQUE	RURAL	BLR	OD										
	URBAIN	BLR	OD										
	QUARTIER ETROIT	BLR	OD										
	AUTOROUTE	BLR	OD										
SAUVETAGE ANIMAL MILIEU MARITIME OU BAIE	RURAL	BLS	OD										
	URBAIN												
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
SAUVETAGE ANIMAL EN EXCAVATION	RURAL	USMPM	OD	SDE2	CDG	PHOTO							
	URBAIN	USMPM	OD	SDE2	CDG	PHOTO							
	QUARTIER ETROIT	USMPM	OD	SDE2	CDG	PHOTO							
	AUTOROUTE												
	*sans UDRONE												
DESTRUCTION FRELONS ASIATIQUES	RURAL	LFREL											
	URBAIN	LFREL											
	QUARTIER ETROIT	LFREL											
	AUTOROUTE	LFREL											
SORTIE DIVERSE LIEE A L'ENVIRONNEMENT													
POLLUTION TERRESTRE	RURAL	OD											
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	BALIS											
POLLUTION AQUATIQUE	RURAL	OD	RRCH	CDG	UDRONE								
	URBAIN	OD	RRCH	CDG	UDRONE								
	QUARTIER ETROIT	OD	RRCH	CDG	UDRONE								
	AUTOROUTE												
EBOULEMENT EFFONDREMENT	RURAL	INCI	CUSD	RSD	UDRONE	CDG							
	URBAIN	INCI	CUSD	RSD	UDRONE	CDG							
	QUARTIER ETROIT	INCQE	CUSD	RSD	UDRONE	CDG							
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	CUSD	RSD	UDRONE	CDG						
GLISSEMENT DE TERRAIN	RURAL	INCI	RSD	UDRONE	CDG								
	URBAIN	INCI	RSD	UDRONE	CDG								
	QUARTIER ETROIT	INCQE	RSD	UDRONE	CDG								
	AUTOROUTE	INCRFT	RSD	UDRONE	CDG								
FORMATION EXCAVATION	RURAL	INCI	IMP3	SDE2*	CDG								
	URBAIN	INCI	IMP3	SDE2*	CDG								
	QUARTIER ETROIT	INCQE	IMP3	SDE2*	CDG								
	AUTOROUTE	INCRFT	IMP3	SDE2*	CDG								
	*SDE2 formé Risque bâtimentaire												
AUTRE SORTIE DIVERSE	RURAL	OD											
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	BALIS											

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
SORTIE POUR INONDATION													
FUITE EAU DOMICILE	RURAL	OD	LEPUIS										
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE												
FUITE EAU LIEU PUBLIC	RURAL	OD	LEPUIS										
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	OD	LEPUIS										
FUITE EAU VOIE PUBLIQUE	RURAL	OD	LEPUIS										
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	BALIS											
INONDATION DOMICILE	RURAL	OD	LEPUIS										
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE												
INONDATION LIEU PUBLIC	RURAL	OD	LEPUIS										
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	OD	LEPUIS										
INONDATION VOIE PUBLIQUE	RURAL	OD	LEPUIS										
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	BALIS											
FUITE EAU DOMICILE PAYANTE	RURAL	OD	LEPUIS										
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE												
FUITE EAU LIEU PUBLIC PAYANTE	RURAL	OD	LEPUIS										
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	OD	LEPUIS										
SORTIE TEMPETE ORAGE													
ARBRE TOMBE OU MENACANT	RURAL	OD4											
	URBAIN	OD4											
	QUARTIER ETROIT	OD4											
	AUTOROUTE	BALIS											
OBJET MENACANT	RURAL	OD											
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	BALIS											
STRUCTURE/TOITURE MENACANTE OU ENVOLEE	RURAL	OD											
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	BALIS											
COULEE DE BOUE	RURAL	OD											
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	BALIS											
RECONNAISSANCE INTEMPERIE	RURAL	OD											
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	BALIS											

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
AUTRE SORTIE DIVERSE													
PERSONNE BLOQUEE ASCENSEUR URGENT	RURAL	INCATT											
	URBAIN	INCATT											
	QUARTIER ETROIT	INCQE											
	AUTOROUTE	INCRFT											
CARENCE ASCENSORISTE	RURAL	INCATT											
	URBAIN	INCATT											
	QUARTIER ETROIT	INCQE											
	AUTOROUTE	INCRFT											
AUTRE OUVERTURE DE PORTE URGENTE	RURAL	OP											
	URBAIN	OP											
	QUARTIER ETROIT	OP											
	AUTOROUTE												
OUVERTURE DE PORTE PAYANTE	RURAL	OD											
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE												
FIL ELECTRIQUE MENACANT OU TOMBE SUR VOIE PUBLIQUE	RURAL	OD											
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	BALIS											
ALERTE A LA BOMBE - RECONNAISSANCE ENGIN EXPLOSIF	RURAL	OD	CDG										
	URBAIN	OD	CDG										
	QUARTIER ETROIT	OD	CDG										
	AUTOROUTE	BALIS	CDG										
BRUIT SUSPECT	RURAL	OD											
	URBAIN	OD											
	QUARTIER ETROIT	OD											
	AUTOROUTE	BALIS											
DEGAGEMENT / NETTOYAGE VP	RURAL	FENCURB											
	URBAIN	FENCURB											
	QUARTIER ETROIT	FENCURB											
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT										
REQUISITION FORCE DE L'ORDRE													
RECHERCHE SUR REQUISITION	RURAL	OFFCODIS											
	URBAIN	OFFCODIS											
	QUARTIER ETROIT	OFFCODIS											
	AUTOROUTE	OFFCODIS											
RECUPERATION OBJET SUR REQUISITION	RURAL	OFFCODIS											
	URBAIN	OFFCODIS											
	QUARTIER ETROIT	OFFCODIS											
	AUTOROUTE	OFFCODIS											
AUTRE REQUISITION	RURAL	OFFCODIS											
	URBAIN	OFFCODIS											
	QUARTIER ETROIT	OFFCODIS											
	AUTOROUTE	OFFCODIS											

Libellé sinistre	Zone	Agrès, missions ou groupes											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
RISQUES CHIMIQUES ET RADIOLOGIQUES													
RISQUE CHIMIQUE													
FUITE MATIERE DANGEREUSE	RURAL	CMIC	INCATT	VSAV	CDG	PCC							
	URBAIN	CMIC	INCATT	VSAV	CDG	PCC							
	QUARTIER ETROIT	CMIC	INCQE	VSAV	CDG	PCC							
	AUTOROUTE	BALIS	CMIC	VSAV	INCRFT	FMOGP	CDG	PCC					
FUITE TRANSPORT MATIERE DANGEREUSE (TMD)	RURAL	CMIC	DESINC	INCATT	VSAV	FMOGP	CDG	PCC					
	URBAIN	CMIC	DESINC	INCATT	VSAV	FMOGP	CDG	PCC					
	QUARTIER ETROIT	CMIC	DESINC	INCQE	VSAV	FMOGP	CDG	PCC					
	AUTOROUTE	DESINC	CMIC	VSAV	INCRFT	FMOGP	CDG	PCC					
PLIS / COLIS SUSPECTS	RURAL	RAD	RRCH	VALRAD	INCI	TLD	LAP2C	ISAP	CDG	VSAV			
	URBAIN	RAD	RRCH	VALRAD	INCI	TLD	LAP2C	ISAP	CDG	VSAV			
	QUARTIER ETROIT	RAD	RRCH	VALRAD	INCI	TLD	LAP2C	ISAP	CDG	VSAV			
	AUTOROUTE	BALIS	RAD	RRCH	VALRAD	INCI	TLD	LAP2C	ISAP	CDG	VSAV		
FUITE ET FEU MATIERE DANGEREUSE	RURAL	INCATT	FMOGP	CMIC	VSAV	CDG	PCC						
	URBAIN	INCATT	FMOGP	CMIC	VSAV	CDG	PCC						
	QUARTIER ETROIT	2 INCQE	CMIC	VSAV	CDG	PCC							
	AUTOROUTE	BALIS	INCRFT	FMOGP	CMIC	VSAV	CDG	PCC					
RISQUE RADIOLOGIQUE													
DECOUVERTE OBJET RADIOACTIF	RURAL	RAD	VALRAD	OD	UDRONE	CDG							
	URBAIN	RAD	VALRAD	UDRONE	CDG								
	QUARTIER ETROIT	RAD	VALRAD	UDRONE	CDG								
	AUTOROUTE	BALIS	RAD	VALRAD	UDRONE	CDG							
DECLENCHEMENT PORTIQUE DETECTEUR DE RADIOACTIVITE	RURAL	RAD	VALRAD	OD	CDG								
	URBAIN	RAD	VALRAD	OD	CDG								
	QUARTIER ETROIT	RAD	VALRAD	OD	CDG								
	AUTOROUTE												
PANDEMIE													
GRIPPE AVIAIRE (PANDEMIE)													
RAMASSAGE ANIMAUX	RURAL	OD	KITBIO										
	URBAIN	OD	KITBIO										
	QUARTIER ETROIT	OD	KITBIO										
	AUTOROUTE												
SECURITE ELEVAGE	RURAL	INCI	LROT	RRCH	CDG	OFFCODIS							
	URBAIN	INCI	LROT	RRCH	CDG	OFFCODIS							
	QUARTIER ETROIT	INCI	LROT	RRCH	CDG	OFFCODIS							
	AUTOROUTE												
REGULATIONS - EVENEMENTS PARTICULIERS													
AUTRES													
ACTIVATION COD	RURAL												
	URBAIN	CDS	OFFRE	OFFCODIS									
	QUARTIER ETROIT												
	AUTOROUTE												
SORTIE DEPANNAGE	RURAL	VAT											
	URBAIN	VAT											
	QUARTIER ETROIT	VAT											
	AUTOROUTE	VAT											
SORTIE DEPANNAGE VEHICULE ENLISE	RURAL	VAT	COD3	INCHR	CDG								
	URBAIN	VAT	COD3	INCHR	CDG								
	QUARTIER ETROIT	VAT	COD3	INCHR	CDG								
	AUTOROUTE	VAT	COD3	INCHR	CDG								
ACTIVATION CODIS / DEBORDEMENT	RURAL	SICN1											
	URBAIN	SICN1											
	QUARTIER ETROIT	SICN1											
	AUTOROUTE	SICN1											



Modalités d'Armement des Missions

- Tableau de composition des missions et agrès opérationnels

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
	AMPHIB	Conducteur		1		1. Amphib et SAV2 2. Amphib	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
		Chef d'agrès		1		1. Amphib et SAV2 2. Amphib	SGT/SCH	CPL/CCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	SAP	
		Equipier			2	SAV2	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
	BLR	Conducteur		1		SAV1 + Permis Rivière	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
		Chef de bord		1		SAV1	SGT/SCH	CPL/CCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	SAP	
	BLS	Conducteur		1		SAV2 + Permis Mer	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
		Equipier		1		SAV2	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Chef de bord			1	SAV3	ADJ/ADC	SGT/SCH	LTN	CNE	CDT	CPL/CCH	SAP	
	VLHR	Conducteur		1		EVID + Permis VL	CPL/CCH	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CNE	
		Chef d'agrès		1		ESAP	SGT/SCH	CPL/CCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	SAP		
	VLTT2 VLTT3 VLTT4	Conducteur		1		EVID + Permis VL + COD2 VLTT	CPL/CCH	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CNE	
		Chef d'agrès		1		ESAP	SGT/SCH	CPL/CCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	SAP		
		Equipier (si VLTT 3 places)			1	EVID	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Equipier (si VLTT 4 places)			1	EVID	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
	VSAV	Conducteur	1			EVSAV + Permis VL	CPL/CCH	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Equipier	1			EVSAV	SAP	CPL	CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
		Chef d'Agrès		1		CA VSAV	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT			
		Equipier 2			1	STAG	SAP2	Observateur						
	VSS	Infirmier		1		Permis VL + ISAP	INF	MED						
		Conducteur			1	Permis VL	*Possibilité de départ en binôme (conducteur, équipier, stagiaire, médecin, …) sur des situations identifiées (Départ du VSS sans départ de VSAV du même centre, conditions climatiques, sur décision du chef de garde, interventions particulières, VURB, …)*							
	VSL	Conducteur		1		Permis VL	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Equipier			1	EVID	CPL/CCH	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	VAS	Conducteur		1		Permis VL	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Chef d'agrès		1		EVID + CE	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT		

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
	FMOGP	Conducteur			1	EINC + Formation FMOGP + Permis PL + COD1	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
		Chef d'Agrès			1	1. CATE + FMOGP 2. CATE 3. CA MEA + FMOGP 4. CA MEA	ADJ/ADC	SGT/SCH	LTN	CNE	CDT			
	VECSO	Conducteur			1	EINC + Formation VECSO + Permis VL	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN			
		Chef d'agrès			1	CA MEA + Formation VECSO	SGT/SCH	ADJ/ADC						
	VPCE	Conducteur		1		EINC + Formation VPCE + Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
		Chef d'Agrès		1		CA MEA	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT			
		Equipier (Uniquement Cellule Dévidoir)			1	EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	VSRS	Conducteur		1		ESR + Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
		Chef d'Agrès		1		CASR	ADJ/ADC	SGT/SCH	LTN	CNE	CDT			
		Chef d'équipe		1		1. ESR + CE 2. ESR	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Equipier		1		ESR	CPL/CCH	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Chef d'équipe			1	1. ESR + CE 2. ESR	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Equipier			1	EBALIS	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
	PCC PCS	Conducteur		1		Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
		Chef d'agrès		1		CA VID + OCOPCTAC	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	CPL		
		Equipier			1		EXPERT							
EA	EA18 EA25 EA30	Conducteur		1		EINC + Permis PL + COD6	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
		Chef d'Agrès			1	1. CA MEA + COD6	ADJ/ADC	SGT/SCH	CNE	LTN	CPL/CCH	SAP	CDT	
						2. CA MEA + Plateformier								
						3. CE + EINC + COD6								
						4. CE + EINC + Plateformier								
						5. EINC + COD6								
						6. EINC + Plateformier								
						7. EINC								

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
	BEA	Conducteur		1		EINC + Permis PL + Formation BEA	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
		Chef d'agrès		1		1. CA MEA + Formation BEA	ADJ/ADC	SGT/SCH	CNE	LTN	CPL/CCH	SAP	CDT	
						2. CE + EINC + Formation BEA								
						3. EINC + Formation BEA								
						4. EINC								
		Equipier			1	1, EINC + CE + COD1 2, EINC + COD1 3, EINC	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
INCHR **Feux de végétation**	**1. CCFL/M/S**	Conducteur		1		1. COD2 + EINC + Permis PL 2. COD1 + EINC + Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
	2. CCRM	Chef d'Agrès		1		CATE (CA INC POUR CPI)	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	SGT/SCH			
	3. FPTHR	Chef d'équipe		1		1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	4. CCRL	Equipier			1	EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
FENCURB **Feux de végétation avec engin pompe urbain**	**1. CCFL/M/S**	Conducteur		1		1. COD2 + EINC + Permis PL 2. COD1 + EINC + Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
	2. CCRM													
	3. FPTHR	Chef d'Agrès		1		CATE (CA INC POUR CPI)	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	SGT/SCH			
	4. CCRL	Chef BAT		1		1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	5. VPI / CCRL	Equipier BAT			1	EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	6. FPTSR / FPT	Chef BAL			1	1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	7. FPTL	Equipier BAL			1	EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
INCATT Engin Pompe d'attaque sur feux (hors végatation)	**1. FPT**	Conducteur		1		COD1 + EINC + Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
	2. FPTL													
	3. FPTHR	Chef d'Agrès		1		CATE (CA INC POUR CPI)	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	SGT/SCH			
	4. FPTSR	Chef BAT		1		1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT		
	5. CCRM	Equipier BAT		1		EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	6. VPI (uniquement les 4 premières fonctions)	Chef BAL			1*	1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	7. CCRL (uniquement les 4 premières fonctions)	Equipier BAL			1*	EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	* Les fonctions de chef BAL et d'equipier BAL pourront être transportées. Cela sous-entend que l'engin pompe incomplet sera complété pour atteindre l'effectif nominal par le convoyage des agents (agents issus de centre(s) situé(s) après le centre de l'engin pompe dans les listes de défense).													
INCRFT Engin Pompe sur feux en 2ème engin pompe sur DN ou 1er engin selon les zones (hors végatation)	**1. FPT**	Conducteur		1		COD1 + EINC + Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
	2. FPTSR													
	3. FPTHR	Chef d'Agrès		1		CATE (CA INC POUR CPI)	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	SGT/SCH			
	4. CCRM	Chef BAT		1		1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	5. FPTL	Equipier BAT		1		EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Chef BAL		1		1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	MPR (optionnel)	Equipier BAL			1	EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
INCS **Engin pompe avec notion de sauvetage**	**1. FPT**	Conducteur		1		COD1 + EINC + Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
	2. FPTL													
	3. FPTHR	Chef d'Agrès		1		CATE (CA INC POUR CPI)	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	SGT/SCH			
	4. FPTSR	Chef BAT		1		EINC + CE	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT		
	5. CCRM	Equipier BAT			1*	EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	6. VPI (uniquement les 4 premières fonctions)	Chef BAL			1*	1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	7. CCRL (uniquement les 4 premières fonctions)	Equipier BAL			1*	EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	* Les fonctions d'équipier BAT, de chef BAL et d'equipier BAL pourront être transportées. Cela sous-entend que l'engin pompe incomplet sera complété pour atteindre l'effectif nominal par le convoyage des agents (agents issus de centre(s) situé(s) après le centre de l'engin pompe dans les listes de défense).													

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
INCI **Engin pompe incendie isolé**	**1. FPT**	Conducteur		1		COD1 + EINC + Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
	2. FPTL													
	3. FPTHR	Chef d'agrès		1		CATE (CA INC POUR CPI)	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	SGT/SCH			
	4. FPTSR	Chef BAT		1		1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	5. CCRM	Equipier BAT		1		EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	6. VPI (uniquement les 4 premières fonctions)	Chef BAL			1	1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	7. CCRL (uniquement les 4 premières fonctions)	Equipier BAL			1	EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	La différence avec la mission "INCATT" est qu'un engin incendie armé à 4 n'est ici pas doublonné, ni complété, si l'ensemble des fonctions minimales est tenu.													
INCQE **Engin pompe incendie sur quartier dit étroit**	**1. FPTL**	Conducteur		1		COD1 + EINC + Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
	2. VPI (uniquement les 4 premières fonctions)	Chef d'agrès		1		CATE (CA INC POUR CPI)	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	SGT/SCH			
		Chef BAT		1		1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	3.CCRL(uniquement les 4 premières fonctions)	Equipier BAT		1		EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Chef BAL			1	1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Equipier BAL			1	EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	* Les fonctions de chef BAL et d'equipier BAL pourront être transportées. Cela sous-entend que l'engin pompe incomplet sera complété pour atteindre l'effectif nominal par le convoyage des agents (agents issus de centre(s) situé(s) après le centre de l'engin pompe dans les listes de défense).													

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
FPTEXT Fourgon extraction de victimes	**1. FPT**	Conducteur		1		EINC + COD1 + Permis PL + TDM	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
	2. FPTL	Chef d'agrès		1		CATE + TDM	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT				
	3. FPTSR	Chef BAT		1		EINC + TDM	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	4. CCRM	Equipier BAT		1		EINC + TDM	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Chef BAL		1		EINC + TDM	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Equipier BAL			1	EINC + TDM	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
BALIS Balisage	**VSEC** (uniquement les 3 premières fonctions)	Conducteur		1		EBALIS + Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
	FPTSR	Chef d'Agrès		1 (Mini VSEC)		CASR	ADJ/ADC	SGT/SCH	LTN	CNE	CDT			
	VSRS	Chef d'équipe		1 (Mini FPTSR / VSRS)		1. EBALIS + CE 2. EBALIS	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Equipier			1	EBALIS	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
DESINC Désincarcération	**VSEC** (uniquement les 3 premières	Conducteur		1		EBALIS + Permis PL *(+COD1 pour FPTSR)*	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
		Chef d'équipe		1		1. ESR + CE 2. ESR	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	FPTSR	Equipier		1		EBALIS	CPL/CCH	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Chef d'Agrès		1		CASR	ADJ/ADC	SGT/SCH	LTN	CNE	CDT			
	VSRS	Chef d'équipe			1	1. ESR + CE 2. ESR	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Equipier			1	EBALIS	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	Si un VSEC est sollicité en premier, il arme les 2 ou 3 premières fonctions. De plus, il est systématiquement accompagné d'un VSRS ou FPTSR armé d'à minima des 3 fonctions suivantes. Les VPI et CCRL ne sont pas portés dans la solution mais interviennent au titre du prompt secours à personne. Le positonnement d'un chef d'agrès tout engin en cas d'engagement à 6 est régulé par le CIS.													
PSSAP Prompt Secours à Personne détresses vitales	**1. VID/VLID/VLHR/ VSAV**	Conducteur		1		ESAP	CPL/CCH	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	INF
	2. VL/VLTT/VSEC	Chef d'agrès			1	1. CA VSAV 2. ESAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	CPL/CCH	SAP	INF
	3. VPI/CCRL	Equipier			1	ESAP	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	INF

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
PSAPSR Prompt Secours à Personne sur Secours Routier	**1. VPI/CCRL**	Conducteur		1		ESAP + Permis VL *(Permis PL pour CCRL/VPI)*	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	INF
	2. VSEC / VID	Chef d'agrès		1		1. CA VSAV 2. ESAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	CPL/CCH	SAP	INF
	3. VLID/VLHR	Chef d'équipe			1	ESAP	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	INF
	4. VL/VLTT	Equipier			1 (uniquement VPI et CCRL)	ESAP	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	INF
PSSAP Prompt Secours à Personne	**1. VID/VLID/VLHR**	Conducteur		1		ESAP + Permis VL *(Permis PL pour CCRL/VPI)*	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	INF
	2. VL/VLTT/VSEC	Chef d'agrès		1		1. CA VSAV 2. ESAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	CPL/CCH	SAP	INF
	3. VPI/CCRL	Equipier			1	ESAP	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	INF
DIVSCA Opérations sans chef d'agrès	**1. VLID/VID 2. VLHR/VLTT**	Conducteur		1		EVID + Permis VL *(Permis PL pour VPI/CCRL)*	CPL/CCH	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	3. VSEC 4. CCRL/VPI	Chef d'agrès		1		EVID	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	

COMPOSITION DES MISSIONS ET AGRES OPERATIONNELS

Missions	Agrès	Fonctions	Armement humain			Formation minimale	Ordre de priorisation des grades							
			Armement minimal permettant l'engagement avec doublon	Armement minimal permettant l'engagement sans doublon	Armement nominal		1	2	3	4	5	6	7	8
OP Ouverture de porte	**1. FPT/FPTL**	Conducteur		1		COD1 + EINC + Permis PL	CCH	CPL	SAP	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT
	2. FPTHR/CCRM	Chef d'agrès		1		CATE (CA INC POUR CPI)	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	SGT/SCH			
	3. FPTSR	Chef BAT		1		1. EINC + CE 2. EINC	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
	4. VPI/CCRL (uniquement les 4 premières fonctions)	Equipier BAT		1		EINC	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
OD Opérations diverses	**1. VID/VIDHR** **2. VLID/VLHR** **3. VSEC/VLTT** **4. VPI/CCRL**	Conducteur		1		EVID + Permis VL *(Permis PL pour VPI/CCRL)*	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Chef d'Agrès		1		CA VID	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT			
OD4 Opérations diverses 4 hommes	**1. VID/VIDHR** **2. VLID/VLHR** **3. VSEC/VLTT** **4. VPI/CCRL** **5. CCF/CCRM** **6. FPT/FPTSR**	Conducteur		1		EVID + Permis VL *(Permis PL pour PL ; COD2 priorisé si CCF/CCR)*	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Chef d'Agrès		1		CA VID	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT			
		Chef d'équipe			1	1. EVID + CE 2. EVID	CPL/CCH	SGT/SCH	SAP	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	
		Equipier			1	EVID	SAP	CPL/CCH	SGT/SCH	ADJ/ADC	LTN	CNE	CDT	



Mise en œuvre du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80

Le C.T.A. 80

Le centre de traitement de l'alerte de la Somme (C.T.A. 80) est chargé de la réception, du traitement et de la réorientation éventuelle des demandes de secours. Il est notamment chargé :

- de recevoir, de traiter et d'enregistrer les demandes de secours, que celles-ci arrivent par le numéro d'urgence « 18 », les lignes directes ou émanent d'autres services de secours ;
- de déclencher le départ le plus approprié à la demande de secours ;
- d'alerter les services publics ou privés concernés par l'intervention ;
- de répercuter vers le C.O.D.I.S. 80 concerné, les demandes de secours concernant les départements voisins lorsque ces dernières aboutissent au C.T.A. 80 ;
- de transférer la demande de secours, lorsque celle-ci intéresse une commune défendue par des C.I.S. d'un département voisin, au C.O.D.I.S. concerné afin que celui-ci en assure le déclenchement ;
- de réorienter, vers les services concernés, les appels qui ne concernent pas les services d'incendie et de secours ;
- de suivre l'intervention jusqu'à l'arrivée du premier détachement.

En outre, les équipes du C.T.A. 80 assurent, en situation courante, la veille de la fonction C.O.D.I.S. et donc le suivi des interventions ne nécessitant pas une activation de la salle C.O.D.I.S.

Ressources

Effectif opérationnel de garde :

- 1 chef de salle ou adjoint au chef de salle, 1 chef opérateur et 3 opérateurs chaque jour de 7 h à 19 h ainsi que de 19 h à 7 h du vendredi au dimanche, les jours fériés et veilles de jour férié;
- 1 chef de salle ou adjoint au chef de salle, 1 chef opérateur et 2 opérateurs chaque nuit 19 h à 7 h, sauf du vendredi au dimanche.

Nota : En période estivale :

- officier C.O.D.I.S. en garde 7 jours / 7, jours fériés compris ;
- 1 opérateur supplémentaire chaque jour sur un créneau de 12 h et sur des horaires décalés.

Emplois et formations

L'opérateur (O.S.O.):

S.P.P affecté au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 ou S.P.V. demandant une affectation et ayant réussi les tests de recrutement, l'opérateur de salle opérationnelle a pour mission de traiter en temps réel tous les appels d'urgence et / ou d'assurer le suivi opérationnel et administratif des opérations. Ces missions se déclinent en deux domaines d'activités :

- traitement des appels d'urgence ;
- coordination opérationnelle.

Sa formation spécialisée fait l'objet d'une évaluation certificative. Elle est complétée par plusieurs gardes de doublure. A l'issue, l'agent détient l'aptitude « opérateur de salle opérationnelle » et le diplôme correspondant.

Le chef opérateur :

L'obtention du diplôme de chef d'équipe permet à l'opérateur, à jour de ses F.M.P.A., de tenir l'emploi de « chef opérateur ». Ce dernier constitue le maillon intermédiaire entre l'opérateur et le chef de salle ou l'adjoint au chef de salle.

Le chef de salle (C.S.O.):

La fonction de chef de salle est tenue par un sapeur-pompier professionnel du grade minimal de lieutenant, titulaire de la formation chef de salle opérationnelle. A défaut, ses missions pourront être assurées par un adjoint au chef de salle, dont l'emploi est accessible aux sous-officiers.

Ces derniers ont pour mission d'assumer la responsabilité et d'assurer le fonctionnement de la salle opérationnelle durant leur service. Leurs activités se déclinent en quatre domaines :

- la gestion de l'activité des opérateurs et des chefs opérateurs de salle opérationnelle ;
- la gestion des systèmes d'information et de communication des salles opérationnelles ;
- la gestion opérationnelle des moyens ;
- la remontée de l'information.

L'accès à la formation est donné aux sapeurs-pompiers professionnels du grade de lieutenant, ainsi qu'à des chefs opérateurs, sous-officiers, disposant des compétences professionnelles et qualités requises propres à cette fonction (référentiel de compétences S.I.C.). A défaut du diplôme d'O.S.O., un module de compréhension de l'emploi d'opérateur conditionnera l'accès.

Cette formation de spécialisation, certificative, est composée d'activités de gestion des acteurs de la salle opérationnelle, de gestion de moyens S.I.C. et de moyens opérationnels. A l'issue, l'agent détient l'aptitude « chef de salle ou adjoint au chef de salle opérationnelle » et le diplôme de S.I.C. 3.

La formation continue :

L'exercice de l'activité d'opérateur, chef opérateur, chef de salle et adjoint au chef de salle est conditionné au suivi de 8 h de F.M.P.A. annuelle. Ces dernières sont organisées en journées thématiques afin de répondre aux exigences de ces fonctions. A l'issue, l'agent est inscrit sur une liste annuelle d'aptitude opérationnelle.

Indépendamment, les hommes du rang et sous-officiers de S.P.P., affectés au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80, peuvent conserver une activité au sein d'un C.I.S. par le biais d'un dispositif de temps de travail partagé. Ce dernier permet, à chaque agent qui en fait la demande, de consolider le socle de ses connaissances métier et ainsi répondre de façon plus pertinente aux sollicitations de son activité en salle opérationnelle. De plus, ce procédé permet de répondre aux obligations réglementaires des F.M.P.A. annuelles de tronc commun.

Le C.O.D.I.S. 80

Le C.O.D.I.S. 80 coordonne l'activité opérationnelle des services d'incendie et de secours au niveau du département. Il assure les missions d'information, d'anticipation et de coordination des moyens. Il est notamment chargé d'assurer :

- le contrôle et la coordination du C.T.A. 80 ;
- l'anticipation et le suivi de l'évolution des situations opérationnelles, en prévoyant les relèves éventuelles de la chaine de commandement ou l'activation de la salle débordement ;
- la coordination des moyens en intervention ;
- l'engagement d'un commandant des opérations de secours d'un niveau adapté ;
- la gestion de l'engagement des services partenaires ;
- les relations avec les autorités préfectorales, les autorités responsables de la zone de défense ainsi que les autres organismes publics ou privés qui participent aux opérations de secours ;
- l'information à l'échelon de commandement immédiatement supérieur à celui engagé et, sur décision du directeur de permanence, aux autorités départementales et municipales ;
- l'information opérationnelle auprès des médias ;
- en tant que station directrice, une écoute radio permanente ;
- l'information, dans les plus brefs délais, des C.O.D.I.S. des autres départements concernés par une intervention ;
- l'envoi de renforts sur demande du C.O.S. ;
- l'information quotidienne des autorités par l'intermédiaire du B.R.Q. ;
- la reconstitution de la couverture opérationnelle.

Ces missions sont assurées en situation normale par les agents du C.T.A. 80.

En revanche, dès qu'un départ type le prévoit, dès l'engagement d'un chef de colonne, lors de nombreuses interventions liées aux aléas climatiques, dès le déclenchement d'une intervention avec des moyens spécialisés ou le déclenchement d'une intervention particulière de par sa technicité ou son impact ou sur demande du directeur de permanence, le C.O.D.I.S. 80 passe en activité opérationnelle particulière.

Ce niveau implique une activation de la salle C.O.D.I.S. ~~a~~vec la mise en place d'au moins un opérateur en appui de l'officier C.O.D.I.S. (en garde ou rappelé selon les créneaux).

L'officier C.O.D.I.S. doit en outre s'assurer quotidiennement de la couverture opérationnelle départementale, de la disponibilité des véhicules …

Ressources

Effectif opérationnel :

- 1 officier C.O.D.I.S. en garde du lundi au samedi de 8 h à 20 h.
- 1 officier C.O.D.I.S. d'astreinte du lundi au samedi de 20 h à 8 h et le dimanche et jours fériés.

Sur certaines périodes ou événements prévisibles, l'officier C.O.D.I.S. initialement placé en astreinte pourra être positionné en garde (période estivale, manifestation particulière, activation prévisible du C.O.D.).

Ces agents ne sont pas rattachés directement au chef de centre C.T.A. / C.O.D.I.S. 80, mais appartiennent à différents services ou C.I.S.

La gestion de cette ressource est à la charge du chef du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 qui en élabore le planning opérationnel journalier.

Emploi et formation

L'officier C.O.D.I.S. :

Du grade de lieutenant à commandant, titulaire du module G.O.C. 3 ou du diplôme S.I.C. 3, son rôle consiste à coordonner l'activité opérationnelle du département, à assurer la remontée d'informations et à superviser et à exploiter les systèmes d'information et de communication.

Son activité se décline en trois domaines :

- la coordination opérationnelle ;
- le renseignement ;
- l'organisation des systèmes d'information et de communication.

Sauf à ce que l'agent soit affecté au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80, un exercice d'au moins 1 an de chef de groupe est attendu afin de pouvoir exercer cette fonction.

Cette formation de professionnalisation et de perfectionnement est de type formatif et donne droit à la délivrance d'une attestation de réussite.

La formation continue :

Pour être intégré à la liste annuelle d'aptitude opérationnelle, tout officier C.O.D.I.S. devra participer à 6 h de F.M.P.A. Ces dernières sont organisées par demi-journées thématiques afin de répondre aux exigences de la fonction.

Organisation

De garde, l'officier C.O.D.I.S. procède à la remontée d'information et à l'actualisation des données correspondant à la sensibilité et aux besoins du moment, par l'intermédiaire des outils qui sont mis à sa disposition et dans les délais qui lui sont préalablement définis.

De plus, il prépare et participe à la réunion correspondant au passage de consignes entre les chaines de commandement d'astreinte montantes et descendantes. Lors de celle-ci, l'officier C.O.D.I.S. devra

être en capacité d'apporter un éclairage sur les points dont il est le garant : intervention marquante ou à caractère sensible, transfert et disponibilité de véhicule, maintien de la capacité opérationnelle départementale et événement programmé de la semaine à venir.

En position de garde, l'officier C.O.D.I.S occupe son poste physiquement tout au long de son service. Il peut cependant s'absenter temporairement, après concertation avec le chef de salle ou l'adjoint au chef de salle. Il offre alors la garantie d'être joignable téléphoniquement et doit s'assurer de la possibilité de son retour dans un délai rapide (< 5 minutes).

Dès lors qu'il est placé en astreinte, l'officier C.O.D.I.S. est en capacité d'assurer son retour sur la salle opérationnelle dans un délai de 20 minutes. Cette disposition induit la nécessité que l'agent se situe dans une zone proximale.

La salle débordement

La salle débordement est une salle permettant de délester la salle C.T.A. lors d'un événement particulier, afin d'éviter que des appels pour une urgence vitale ne soit parqués en liste d'attente au milieu d'appels liés à cet événement.

Fonctionnement général

L'activation de la salle débordement est décidée par l'officier C.O.D.I.S., suite à concertation avec l'adjoint au chef de salle C.T.A. Le chef du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 et le directeur de permanence sont informés par voie téléphonique.

L'activation de la salle débordement, qui nécessite la connexion d'opérateurs sur les postes débordement, doit être rapide afin d'apporter une réponse immédiate à un flux important d'appels, et doit être couplée à la mise en fonction d'un message d'accueil directionnel pour les appelants.

Dans cette situation, les appels arrivent soit directement sur la salle débordement grâce à la redirection via le message d'accueil, soit indirectement suite à décrochage dans la salle C.T.A. et sont transférés ou parqués rapidement vers le débordement lorsque la raison de l'appel est identifiée.

Le fonctionnement repose principalement sur un traitement simplifié des appels par plusieurs opérateurs. Une alerte sera créée mais n'engendrera pas de déclenchement de moyens en C.I.S. Le chef de salle débordement aura ensuite pour mission d'effectuer un regroupement des alertes dans le même secteur et diffuser en une ou en plusieurs fois toutes ces interventions vers le C.I.S. concerné.

Aucun véhicule ne sera déclenché par le C.T.A. 80, le C.I.S. étant alors chargé d'effectuer la gestion matérielle de ces interventions.

Ressources humaines nécessaires

Afin de fonctionner correctement, la salle débordement doit disposer, dès son activation, d'au minimum 1 chef de salle et 2 opérateurs.

L'activation de la salle débordement sera réalisée à l'aide d'agents rappelés sur leur temps de repos et / ou préalablement identifiés comme ressource en cas de nécessité face à la gestion d'un événement particulier.

En outre, les opérateurs quittant le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80, affectés dans des C.I.S. peuvent, à leur demande, être maintenus sur leur aptitude les 12 mois suivants leur départ et ainsi offrir une ressource humaine complémentaire.

Lors d'une activation de la salle débordement, le C.O.D.I.S. 80 est activé. L'officier C.O.D.I.S. se concentre alors principalement sur l'information liée à cet événement (autorités du S.D.I.S. de la Somme, corps préfectoral, état-major de zone via la rédaction et la mise à jour du portail O.R.SE.C., ou des remontées d'informations) et sur la vérification de la couverture opérationnelle en temps réel.

Mise en oeuvre

Recensement du personnel disponible (cas de l'activation prévisible):

Lors d'alertes météorologiques d'un niveau minimal jaune situation météorologique à surveiller (dite « jaune S.M.S. »), un message est envoyé à l'ensemble du personnel du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 (S.P.P., S.P.V.…) demandant de signaler leurs disponibilités :

- soit par « Dispoweb » ou « Dispotel » via leur statut S.P.V. au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 ;
- soit en confirmant leurs disponibilités par téléphone si l'agent est prévu d'astreinte (ou « Dispotel ») dans un autre C.I.S. (il est alors placé dans l'état « opération programmée » sur le planning opérationnel du C.T.A. 80 sur le créneau concerné).

Cette disponibilité sera ensuite transformée en astreinte par le chef du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80.

Rappel du personnel disponible (cas de l'activation imprévisible):

Lors d'une activation pour un événement imprévu, quelle qu'en soit la nature (climatique, sociétal, …), un message est envoyé à l'ensemble du personnel du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 (S.P.P., S.P.V., …) demandant de rejoindre le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 dans les meilleurs délais.

Le C.T.A. 80 est prioritaire sur un C.I.S. en termes de disponibilités, permettant ainsi de pouvoir rappeler les agents disponibles dans leur C.I.S., à hauteur de 2 agents par C.I.S. En revanche, un agent de garde dans un C.I.S. ne peut pas être rappelé au C.T.A. 80 (sauf situation exceptionnelle avec validation de l'officier C.O.D.I.S., du chef C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 et du chef du C.I.S. concerné).

Les standards opérationnels des C.I.S.

Les standards sont maintenus opérationnels dans certaines conditions. Ainsi, un stationnaire peut être sollicité ou maintenu en poste dans les quatre situations suivantes :

- dans **la première heure** d'un départ de niveau agrès ;
- pendant **toute la durée** d'une intervention de niveau groupe ou colonne pour le C.I.S. de premier appel ;
- pendant **toute la durée** d'un épisode météorologique, à partir de la première intervention déclenchée ou sur demande du C.O.D.I.S. 80 ;
- sur **décision temporaire du chef de groupement territorial** compétent compte-tenu d'une situation particulière. Les conditions de mise en œuvre sont alors précisées par ce dernier.

Nota : les deux premières situations s'entendent uniquement pour les C.I.S-1 et 2 (**hors C.I.S-3**).

La **sollicitation d'un stationnaire implique une présence au poste physique** pendant toute la durée mentionnée ci-dessus. **Ne s'agissant pas d'une mission d'officier, ces derniers ne seront pas rémunérés s'ils tiennent cette fonction**.

Placé sous l'autorité du chef de centre, le stationnaire constitue un relais privilégié du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 et assure notamment :

- toutes dispositions afin d'améliorer les conditions et les délais de départ en intervention dès la réception de l'alerte (préparation du ticket départ, mise en route des engins, ouverture des portes de remise, …) ;
- le complément de l'équipage en cas de déficit de sapeurs-pompiers pour assurer le départ (dans ce cas, il le signale au C.T.A. 80) ;
- la fermeture des portes et l'extinction des éclairages de remise ;
- la reconstitution de l'effectif de permanence comme défini dans le présent règlement ;
- la préparation, sur demande du C.O.D.I.S. 80, des relèves éventuelles par le recensement des personnels disponibles ;
- la remontée locale des informations opérationnelles conformément au règlement opérationnel ;
- l'information des familles de sapeurs-pompiers pour les interventions de longue durée ;
- la recherche de personnels disponibles quand l'effectif sur le planning opérationnel est insuffisant.



Mise en œuvre de la Chaîne de Commandement

A. Dispositions générales

1. Organisation de la permanence opérationnelle

La permanence opérationnelle départementale doit permettre de traiter l'ensemble des interventions courantes et la montée en puissance du dispositif en cas d'évènement majeur ou spécifique. Le champ d'application des présentes dispositions est limité aux :

- moyens de commandement des opérations de secours (directeur de permanence, chefs de site, chefs de colonne et chefs de groupe) ;
- moyens de coordination de l'activité opérationnelle (officiers C.O.D. et officiers C.O.D.I.S.).

Ces ressources sont complétées, si besoin, par des moyens spécifiques n'assurant pas le commandement des opérations de secours :

- les conseillers techniques départementaux (C.T.D.) ;
- les personnels de la sous-direction santé ;
- les personnels de maintenance des moyens techniques ;
- les personnels affectés à des missions de sécurité (officier « sécurité », …).

2. Aspects réglementaires

Le commandement des opérations de secours relève du D.D.S.I.S. (ou du D.D.A.S.I.S.), sous l'autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs. En l'absence du D.D.S.I.S. (ou du D.D.A.S.I.S.), le commandement des opérations de secours relève d'un sapeur-pompier professionnel ou volontaire, officier, sous-officier ou gradé, dans les conditions détaillées dans **l'article 114** du présent règlement.

B. Le chef de groupe

Il dispose d'une compétence opérationnelle sur un à deux secteurs maximum (hors C.O.D.I.S.) de premier appel de C.I.S. Cette compétence peut être élargie à d'autres secteurs, notamment dans des situations de recouverture ou lors de carence. Le chef de groupe est en charge, sous l'autorité du D.O.S., de la mise en œuvre des moyens de secours et de lutte contre l'incendie qu'il commande.

1. Grade

- commandant S.P.V. ;
- capitaine S.P.V. ;
- lieutenant S.P.P. et S.P.V.

2. Missions

Le chef de groupe se rend sur opération pour assurer le commandement d'une opération à caractère particulier ou lorsque 2 à 4 engins sont engagés. Il peut également occuper d'autres fonctions (officier C.O.D.I.S., officier RENSEIGNEMENTS P.C., officier MOYENS P.C., chef de secteur, officier de liaison C.O.D ...).

Lorsqu'il est C.O.S., il rend compte au C.O.D.I.S. 80 par un message de renseignements de la situation rencontrée et des difficultés éventuelles auxquelles il doit faire face dans l'exercice de sa mission opérationnelle.

La liste non exhaustive des missions du chef de groupe est la suivante :

- intégrer les différentes fonctions de la chaîne de commandement départementale ;
- assurer le commandement des opérations de secours ;
- assurer un rôle de soutien technique ;
- renseigner le C.O.D.I.S. 80 ;
- représenter le D.D.S.I.S. en terme de mission opérationnelle ;
- communiquer avec les autorités, les élus, les autres services publics, la presse … ;
- faire remonter toute question d'ordre opérationnel ;

- participer à des retours d'expérience ;
- diriger les manœuvres ou exercices du niveau « chef de groupe » ;
- …

3. Permanences opérationnelles

Les sapeurs-pompiers professionnels assurent des permanences opérationnelles d'une semaine (de jeudi à jeudi). Seul le secteur AMBIANI fonctionne en astreinte de 24 h compte tenu de la sollicitation opérationnelle.

Les sapeurs-pompiers volontaires assurent des astreintes hebdomadaires selon leurs disponibilités et dans les mêmes conditions que précédemment. Ils sont indemnisés suivant les textes en vigueur.

L'affectation des chefs de groupe sur les différents secteurs opérationnels des compagnies relève du groupement opérations (en fonction des besoins du service pour en assurer sa continuité, des lieux de résidence administrative et de domicile des intéressés). Un chef de groupe peut donc se voir affecté sur plusieurs secteurs opérationnels.

4. Gestion des tableaux de permanence opérationnelle

Les chefs de compagnie établissent trimestriellement la liste des permanences en fonction des personnels disponibles de leur secteur. Ils saisissent les plannings opérationnels des chefs de groupe sur le système de gestion opérationnelle (S.G.O.). Une répartition homogène, équitable et équilibrée de la charge opérationnelle entre les différents chefs de groupe d'un même secteur, doit être recherchée par le cadre en charge de la rédaction du tableau de permanence.

5. Responsabilité opérationnelle

Une liste opérationnelle des agents pouvant exercer les fonctions de chef de groupe est fixée par arrêté préfectoral sur proposition du D.D.S.I.S. Cette liste est annuelle et une mise à jour semestrielle peut intervenir au gré des circonstances.

6. Secteurs d'intervention (**cf.** carte en **annexe 16**)

Afin d'assurer une couverture territoriale optimale, 10 secteurs territoriaux de niveau « groupe » sont définis :

- Groupe **VIMEU**
  (*Friville-Escarbotin, Gamaches, Mers les bains, Feuquières en Vimeu, Ault, Cayeux sur mer et Bouvaincourt sur Bresle*) ;
- Groupe **SAMARITIME**
  (*Abbeville, Airaines, Forceville-Oisemont, Hallencourt, Val de Trie et Ailly le haut clocher*) ;
- Groupe **PONTHIEU**
  (*Saint Valéry sur Somme, Rue, Crécy en Ponthieu, Fort-Mahon, Le Crotoy et Nouvion en Ponthieu*) ;
- Groupe **LECLERC**
  (*Poix de Picardie, Conty, Beaucamps le vieux, Hornoy le bourg,et Molliens-Dreuil*) ;
- Groupe **AMBIANI**
  (*Amiens Catelas-la Hotoie, Amiens Ferry, Amiens Poulainville, Picquigny, Flixecourt, Vignacourt et Domart en Ponthieu*) ;
- Groupe **VAL D'AUTHIE**
  (*Doullens, Bernaville, Bocage-Hallue, Beauquesne, Beauval, Lucheux et Toutencourt*) ;
- Groupe **AVRE**
  (*Montdidier, Moreuil, Hangest en Santerre, Ailly sur Noye, et Saint-Sauflieu*) ;
- Groupe **ANCRE**
  (*Albert, Val de Somme, Bray sur Somme, Mailly-Maillet et Miraumont*) ;
- Groupe **SANTERRE**
  (*Roye, Ham, Rosières en Santerre et Nesle*) ;
- Groupe **MEMORIAL**
  (*Péronne, Roisel, Epehy et Moislains*).

Cette répartition sectorielle reste évolutive en fonction des circonstances.

En cas de carence sur un secteur territorial, c'est le chef de groupe d'un secteur voisin géographiquement (localisation physique) le plus proche du lieu de l'intervention qui est engagé. Le S.G.O. constitue l'outil de recherche privilégié.

7. Engagement opérationnel

7.1. Primo engagement

Il est systématique (départ à priori) ou ordonné (information à l'appel), et est réalisé sous l'autorité de l'adjoint au chef de salle C.T.A. ou de l'officier C.O.D.I.S., sur un territoire donné. Toutefois, dès lors que l'adjoint au chef de salle C.T.A. ou l'officier C.O.D.I.S. a connaissance de difficulté(s) importante(s) (délai long, circulation difficile, souci mécanique, indisponibilité, …), il privilégie le moyen le plus rapide selon les critères de disponibilité et de proximité et en réfère au chef de colonne du secteur concerné ainsi qu'au chef de site départemental.

Cet engagement pourra être facilité par l'utilisation notamment de la géo localisation.

Si, dès l'appel ou à l'issue du message d'ambiance, les informations laissent apparaître une gravité particulière, l'adjoint au chef de salle C.T.A. ou l'officier C.O.D.I.S. prend contact avec le chef de colonne concerné pour information.

7.2. Engagement secondaire

Dès lors que le chef de groupe local est engagé sur une intervention et si, simultanément un besoin de commandement est nécessaire sur ce secteur opérationnel pour une autre mission, le C.O.D.I.S. 80 sollicite un chef de groupe d'un secteur voisin en recouverture ou à défaut engage le chef de colonne d'astreinte qui couvre le secteur concerné.

Les chefs de groupe ont la possibilité de se déclarer « disponible » sur leur secteur via le S.G.O., notamment lors des périodes à fortes sollicitations opérationnelles (ex : F.D.F.E.N.C.).

8. Alerte téléphonique

La transmission par récepteur d'alerte individuel est privilégiée. Toutefois, dans un souci d'assurance de l'acquittement du message d'alerte par le chef de groupe, ce dernier est également déclenché par voie téléphonique, au moyen du serveur vocal interactif. Dès lors qu'il a pris le départ, il contacte par voie radio le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 depuis son vecteur de transport.

Son indicatif radio est « chef de groupe », suivi du nom du secteur pour lequel il assure l'astreinte (« officier de liaison C.O.D. » en cas de déclenchement en vue d'armer le C.O.D. 80, et « officier C.O.D.I.S. » en cas d'activation du C.O.D.I.S. 80).

Concernant les chefs de groupe qui seraient déclenchés pour armer le C.O.D. 80 ou pour renforcer un secteur ou un dispositif, ou encore dans un cas d'engagement secondaire, il pourra être procédé à un appel téléphonique à des fins de précisions sur la mission à effectuer.

9. Emplois multiples de l'officier

Le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80, s'il ne peut refuser un moyen opérationnel demandé en renfort, doit informer l'échelon supérieur au niveau d'engagement ainsi que l'officier C.O.D.I.S. des anomalies qui pourraient être rencontrées.

Le chef de groupe d'astreinte inscrit sur le planning départemental de permanence opérationnelle est seul réputé tenir le commandement des opérations de secours s'il constitue l'échelon le plus important engagé.

Aucun autre cadre, chef de centre, officier ou sous-officier d'échelon égal non sollicité par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 est admis à cette fonction.

Il est admis qu'un officier d'un centre siège d'une intervention pour laquelle un autre officier chef de groupe est engagé, puisse participer aux opérations en qualité de chef d'agrès.

10. Maintien des acquis

Une formation est dispensée tous les deux ans à raison de deux (2) jours pour tous les chefs de groupe, durée augmentée de deux (2) jours minimum pour les cadres inscrits sur la liste départementale d'aptitude aux fonctions d'officier C.O.D.I.S., d'officier RENSEIGNEMENTS P.C. et d'officier MOYENS P.C.

Cette formation, qui prend la forme d'exercices de gestion opérationnelle et de commandement (G.O.C.), est dispensée par l'école départementale d'incendie et de secours de la Somme (E.D.I.S. 80).

En ce qui concerne précisément les officiers destinés aux fonctions de chef de groupe C.O.D., étant donné que ces cadres sont puisés dans le pool des officiers C.O.D.I.S., un maintien des acquis spécifique est assuré annuellement en préfecture, conjointement par le service interministériel de défense et de protection civiles (S.I.D.P.C.) et par le groupement opérations du S.D.I.S. de la Somme, en même temps que la séquence destinée aux chefs de colonne, à laquelle les chefs de site peuvent prendre part.

L'application de cette règle se fera conjointement avec le groupement formation et en conformité avec le calendrier des actions de formation (C.A.F.).

11. Matériel et équipements mis à disposition

Le chef de groupe d'astreinte utilisera le V.L.I.D. ou le V.L. du centre ou du service d'affectation. Il prendra le soin de veiller à disposer d'un moyen radio portatif, s'il n'en est pas doté individuellement. Dans ce cas, il en sollicitera un auprès du C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 qui lui mettra à disposition pendant la durée de l'astreinte. Il pourra également disposer d'une valise G.O.C. mise à disposition dans chaque centre ou service comptant un chef de groupe dans ses effectifs. Il bénéficiera en outre d'éléments cartographiques édités par le service S.I.G.

Enfin, l'usage des avertisseurs sonores et lumineux n'est autorisé, selon les dispositions du code de la route, que pour les sapeurs pompiers missionnés pour une opération de secours ou pour rejoindre le C.O.D.I.S. 80 ou le C.O.D. 80.

12. Relève de permanence départementale

La passation des consignes de la chaîne de commandement est formalisée, dans la mesure du possible, par une relève physique entre le cadre montant et le cadre descendant. Cette réunion a pour vocation de faire le point de l'activité opérationnelle, des soucis éventuels de tous ordres rencontrés, des points importants passés ou à venir.

Si cette relève physique ne peut intervenir faute de temps et au regard de la distance entre les cadres, un rendez-vous téléphonique ou en visioconférence est pris afin de balayer les problématiques de la semaine et les consignes éventuelles sur le secteur ou à portée départementale.

Si un chef de groupe occupe les fonctions d'officier C.O.D.I.S., il s'assure dès sa prise de fonction de la réalisation effective de la relève de l'état major (chefs de site et de colonne).

13. Retour d'expérience

Le chef de groupe, en sa qualité de C.O.S. sur intervention, prendra le soin de compléter le C.R.S.S., notamment l'onglet C.O.S. / RET.EX., qui fera office d'ébauche, le cas échéant, au retour d'expérience piloté par le service doctrine-exercices-retex (S.D.E.R.).

C. Le chef de colonne

Il dispose d'une compétence opérationnelle sur un à deux secteurs maximum de niveau « groupe ». Cette compétence peut être élargie territorialement, notamment dans des situations de recouverture ou lors de carence.

Le chef de colonne est chargé, d'une part sous la double autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs, et d'autre part sous l'autorité du chef de site départemental, de la mise en œuvre opérationnelle des moyens de secours et de lutte contre l'incendie mis à sa disposition.
Il a autorité sur l'ensemble des C.I.S. de son secteur d'astreinte dans le cadre de l'activité opérationnelle, en liaison avec le C.O.D.I.S. Il s'assure en outre du respect du présent règlement opérationnel et des directives du D.D.S.I.S.

Il peut de sa propre initiative, prendre le commandement des opérations de secours.

Les activités principales du chef de colonne sont les suivantes :
- commandement d'une colonne en qualité de C.O.S. ;
- conduite puis commandement d'une colonne de renfort ;
- commandement d'un secteur opérationnel dans le cadre d'une intervention de dimensionnement site ou colonne ;
- chef de colonne C.O.D. lors de son activation par la préfecture ;
- officier « anticipation » ou « officier action » dans un P.C. de site.

1. Grade

- commandant S.P.P. ;
- commandant S.P.V ;
- capitaine S.P.P.

2. Missions

Le chef de colonne assure le commandement des opérations de secours lorsqu'au plus quatre (4) groupes sont simultanément engagés sur une intervention et pour toute opération à caractère particulier et ne nécessitant pas plus que les moyens d'un groupe.

Il peut également être missionné au C.O.D.I.S. 80 lorsque plusieurs groupes sont engagés simultanément sur des interventions distinctes de son secteur de compétence, lorsque les circonstances exigent le renforcement du C.O.D.I.S. 80 (crise majeure, évènement de longue durée, …), lorsqu'il est exprimé un besoin de sectorisation ou d'armement d'un P.C. sur une intervention de niveau « site » et pour occuper les fonctions de chef de colonne C.O.D. quand ce dernier est activé par l'autorité préfectorale.

Le chef de colonne rend compte au C.O.D.I.S. 80 par message de renseignement de la situation rencontrée et de difficultés éventuelles auxquelles il doit faire face dans l'exercice de ses missions opérationnelles.

La liste, non exhaustive, des missions du chef de colonne est la suivante :
- intégrer les différentes fonctions de la chaîne de commandement départementale ;
- assurer le commandement des opérations de secours ;
- assurer un rôle de soutien technique ;
- renseigner le C.O.D.I.S. 80;
- représenter le D.D.S.I.S. en terme de mission opérationnelle ;
- communiquer avec les autorités, les élus, les autres services publics, la presse, … ;
- faire remonter toute question d'ordre opérationnel ;
- participer à des retours d'expérience ;
- diriger les manœuvres ou exercices du niveau « chef de colonne » ;
- …

3. Permanences opérationnelles

Les chefs de colonne assurent la permanence opérationnelle (lieu de travail, domicile, secteur concerné) d'une semaine dont les modalités sont déclinées dans une directive opérationnelle (D.O.).

4. Gestion du tableau de permanence opérationnelle

La permanence de niveau « colonne » est planifiée annuellement par le service pilotage et analyse opérationnelle (S.P.A.O.) dans les progiciels AGATT et ARTEMIS.

5. Responsabilité opérationnelle

Une liste opérationnelle des agents pouvant exercer les fonctions de chef de colonne est fixée par arrêté préfectoral sur proposition du D.D.S.I.S. Cette liste est annuelle et une mise à jour semestrielle peut intervenir au gré des circonstances.

6. Secteurs d'intervention (**cf.** carte en **annexe 16**)

Afin d'assurer une couverture territoriale optimale, trois (3) secteurs territoriaux de niveau « colonne » sont définis :

- état-major ou colonne OUEST (*groupes VIMEU, SAMARITIME & PONTHIEU*) ;
- état-major ou colonne CENTRE (*groupes VAL D'AUTHIE, AMBIANI & LECLERC*) ;
- état-major ou colonne EST (groupes *VALLEE DE L'ANCRE, AVRE, SANTERRE et MEMORIAL*).

Cette répartition sectorielle reste évolutive en fonction des circonstances.

En situation de carence sur un des secteurs ci-dessus, c'est un autre chef de colonne qui est engagé. Au-delà, la solution d'alerte ARTEMIS constituera l'outil de recherche privilégié.

7. Engagement opérationnel

7.1. Primo engagement

Il est systématique (départ à priori quand les moyens engagés dépassent la capacité d'un groupe) ou ordonné (information à l'appel ou lors du message du chef de groupe : Plan ETA.RE., P.G.R., renfort de commandement, …), et est réalisé sous l'autorité de l'adjoint au chef de salle C.T.A. ou de l'officier C.O.D.I.S., sur le secteur territorial concerné.

Le chef de colonne est déclenché en reflexe par l'adjoint au chef de salle C.T.A. ou l'officier C.O.D.I.S. dans les cas suivants :

- découverte d'une victime décédée lors d'intervention pour « feu » ;
- sapeur-pompier décédé ou blessé gravement en service commandé ;
- intervention impliquant une autorité ;
- intervention impliquant un personnel d'un service partenaire blessé gravement en service commandé.

Toutefois, dès lors que l'adjoint au chef de salle C.T.A. ou l'officier C.O.D.I.S. a connaissance de difficulté(s) importante(s) (délai long, circulation difficile, souci mécanique, indisponibilité, …), il privilégie le moyen le plus rapide selon les critères de disponibilité et de proximité et en réfère au chef de site départemental.

Cet engagement pourra être facilité par l'utilisation notamment de la géo localisation.

7.2. Engagement secondaire

Dès lors que le chef de colonne du secteur concerné est engagé sur une intervention et si, simultanément un besoin de commandement de même niveau est nécessaire sur ce même secteur opérationnel pour une autre mission, le C.O.D.I.S. 80 sollicite un chef de colonne d'un secteur voisin en recouverture ou à défaut engage le chef de site départemental.

8. Alerte téléphonique

Comme pour l'alerte du niveau de commandement inférieur, la transmission par récepteur d'alerte individuel est privilégiée ou par l'envoi d'un S.M.S. via le C.O.D.I.S. 80. Toutefois, dans un souci d'assurance de l'acquittement du message d'alerte par le chef de colonne, ce dernier est également déclenché par voie téléphonique, au moyen du serveur vocal interactif.

Dès lors qu'il a pris le départ, il contacte par voie radio le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 depuis son vecteur de transport. Son indicatif radio est « chef de colonne », suivi du nom du secteur pour lequel il assure l'astreinte (chef de colonne C.O.D. en cas de déclenchement en vue d'armer le C.O.D. 80, et « officier C.O.D.I.S. » en cas d'activation du C.O.D.I.S. 80).

Concernant les chefs de colonne qui seraient déclenchés pour armer le C.O.D. 80, le P.C. de site ou pour commander un secteur ou un dispositif, ou encore dans un cas d'engagement secondaire, il pourra être procédé à un appel téléphonique à des fins de précisions sur la mission à effectuer.

9. Emplois multiples de l'officier

Le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80, s'il ne peut refuser un moyen opérationnel demandé en renfort, doit informer l'échelon supérieur au niveau d'engagement ainsi que l'officier C.O.D.I.S. des anomalies qui pourraient être rencontrées.

Le chef de colonne d'astreinte inscrit sur le planning départemental de permanence opérationnelle est seul réputé tenir le commandement des opérations de secours s'il constitue l'échelon le plus important engagé.

Aucun autre cadre, chef de centre, officier d'échelon égal ou supérieur, non de permanence et non sollicité par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 est admis à cette fonction.

Il est admis qu'un officier d'un centre siège d'une intervention pour laquelle un autre officier chef de colonne est engagé, puisse participer aux opérations en qualité de chef de groupe.

10. Maintien des acquis

Une formation commune aux chefs de site et aux chefs de colonne est dispensée chaque semaine lors de la passation de la chaine de commandement. D'une durée d'une heure sur des thématiques opérationnelle, ces séquences permettent aux chefs de colonne de maintenir leurs acquis à l'occasion de chacune de leurs prises d'astreinte (env. 12 par an soit 12 heures).

Ces séquences peuvent également être complétées de recyclages G.O.C. à l'école nationale, de séquences adaptées (exercice P.P.I., exercices d'envergure à cinétique lente, …), voire de participation es qualité aux F.M.P.A. d'officiers RENSEIGNEMENTS P.C. et MOYENS P.C.

En ce qui concerne précisément les officiers destinés aux fonctions de chef de colonne C.O.D., un maintien des acquis spécifique est assuré annuellement en préfecture, conjointement par le service interministériel de défense et de protection civiles (S.I.D.P.C.) et par le groupement opérations du S.D.I.S. de la Somme en même temps que la séquence destinée aux chefs de groupe.

A noter que les chefs de site peuvent y prendre part.

L'application de cette règle se fera conjointement avec le groupement formation et en conformité avec le C.A.F.

11. Matériel et équipements mis à disposition

Le chef de colonne d'astreinte dispose d'un véhicule de service dont les conditions d'utilisation sont précisées dans la D.O. 2018-05 et dans le règlement intérieur du S.D.I.S. de la Somme, ainsi qu'un poste portatif radio A.N.T.A.R.E.S. en dotation individuelle. Il bénéficie des moyens pratiques de G.O.C. ainsi que d'éléments cartographiques édités par le service S.I.G., dans le P.C. de colonne.

Enfin, l'usage des avertisseurs sonores et lumineux n'est autorisé, selon les dispositions du code de la route, que pour les sapeurs-pompiers missionnés pour une opération de secours ou pour rejoindre le C.O.D.I.S. 80 ou le C.O.D. 80.

12. Relève de permanence départementale

La passation des consignes de la chaîne de commandement est formalisée par une relève physique entre les cadres montants et les cadres descendants au C.O.D.I.S. 80.

Cette réunion a pour vocation de faire le point de l'activité opérationnelle, des soucis éventuels de tous ordres rencontrés, des points importants passés ou à venir et des consignes éventuelles sur un secteur ou à portée départementale.

Si cette relève physique ne peut intervenir au regard notamment de la distance entre les cadres ou d'un impondérable de service, une visioconférence est mise en place.

Les chefs de colonne sont contactés par le C.O.D.I.S. 80, à l'occasion de la relève hebdomadaire de l'état-major par serveur vocal interactif (S.V.I.), afin de confirmer la prise effective de l'astreinte.

13. Retour d'expérience

Le chef de colonne, en sa qualité de C.O.S. sur intervention, prendra le soin de compléter le C.R.S.S., notamment l'onglet C.O.S. / RET.EX., qui fera office d'ébauche, le cas échéant, au retour d'expérience piloté par le S.D.E.R.

D. Le chef de site

Il dispose de la compétence opérationnelle sur l'ensemble du territoire départemental.

Le chef de site départemental est chargé, d'une part sous la double autorité du préfet ou des maires agissant dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs, et d'autre part sous l'autorité du D.D.S.I.S., de la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens du S.D.I.S. de la Somme.

Il a autorité sur le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 et sur l'ensemble des C.I.S. du département dans le cadre de l'activité opérationnelle. Il s'assure en outre du respect du présent règlement opérationnel et des directives du D.D.S.I.S.

1. Grade

- colonel S.P.P. ;
- lieutenant-colonel S.P.P. ;
- commandant S.P.P. tenant les fonctions de chef de groupement *.

(**si nécessité pour la tenue du planning opérationnel*)

2. Missions

Le chef de site assure le commandement des opérations de secours lorsque plus d'une colonne est engagée sur une intervention et pour toute opération à caractère particulier et ne nécessitant pas plus que les moyens d'une colonne.

Il peut également occuper d'autres fonctions dans l'organisation de la chaîne de commandement, comme par exemple celles de chef P.C. de site, d'officier dans un P.C.O. ou encore occuper de chef de site C.O.D. quand ce dernier est activé par l'autorité préfectorale

Le chef de site rend compte au C.O.D.I.S. 80 par message de renseignement destiné au directeur de permanence, de la situation rencontrée et des difficultés éventuelles auxquelles il a du faire face dans l'exercice de sa mission opérationnelle.

La liste non exhaustive des missions du chef de site est la suivante :

- assurer le commandement des opérations de secours ;
- assurer un rôle de soutien technique ;
- renseigner le C.O.D.I.S. 80 ;
- représenter le D.D.S.I.S. en terme de mission opérationnelle ;
- communiquer avec les autorités, les élus, les autres services publics, la presse… ;
- faire remonter toute question d'ordre opérationnel ;
- participer à des retours d'expérience ;
- diriger les manœuvres ou exercices du niveau « chef de site » ;
- …

3. Permanences opérationnelles

Les chefs de site assurent la permanence opérationnelle (lieu de travail, domicile, secteur départemental) d'une semaine.

4. Gestion du tableau de permanence opérationnelle

La permanence de niveau « site» est planifiée annuellement par le chef du groupement opérations. Le S.P.A.O. se charge de renseigner les progiciels AGATT et ARTEMIS.

5. Responsabilité opérationnelle

Une liste opérationnelle des agents pouvant exercer les fonctions de chef de site, est fixée par arrêté préfectoral sur proposition du D.D.S.I.S. Cette liste est annuelle et une mise à jour semestrielle peut intervenir au gré des circonstances.

*6. Zone territoriale de compétence (**cf.** carte en **annexe 16**)*

Le chef de site dispose de la compétence opérationnelle sur l'ensemble du territoire départemental.

En situation de carence pour l'exercice de ces fonctions, l'officier C.O.D.I.S. procède à la recherche d'un remplaçant parmi les cadres inscrits sur liste opérationnelle à l'emploi de chef de site. Le directeur de permanence en est informé.

7. Engagement opérationnel

7.1. Primo engagement

Il est systématique (départ à priori quand les moyens engagés dépassent la capacité d'une colonne) ou ordonné (information à l'appel ou lors du message du chef de colonne: Plan ETA.RE., renfort de commandement…), et est réalisé sous l'autorité de l'adjoint au chef de salle C.T.A. ou de l'officier C.O.D.I.S. Toutefois, dès lors que le l'adjoint au chef de salle C.T.A. ou l'officier C.O.D.I.S. a connaissance de difficulté(s) importante(s) (Délai long, circulation difficile, souci mécanique, indisponibilité…), il privilégie le moyen le plus rapide selon les critères de disponibilité et de proximité et en réfère au directeur de permanence.

Cet engagement pourra être facilité par l'utilisation notamment de la géo localisation.

7.2. Engagement secondaire

Dès lors que le chef de site est engagé sur une intervention et si, simultanément un besoin de commandement de même niveau est nécessaire pour une autre mission, le C.O.D.I.S. 80 sollicite un chef de site (parmi les cadres inscrits sur liste opérationnelle) ou à défaut engage le directeur de permanence.

8. Alerte téléphonique

Comme pour l'alerte du niveau de commandement inférieur, la transmission par récepteur d'alerte individuel est privilégiée. Toutefois, dans un souci d'assurance de l'acquittement du message d'alerte par le chef de site, ce dernier est également déclenché par voie téléphonique, au moyen du serveur vocal interactif.

Dès lors qu'il a pris le départ, il contacte par voie radio le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 depuis son vecteur de transport. Son indicatif radio est « chef de site» (chef de site C.O.D. en cas de déclenchement en vue d'armer le C.O.D. 80).

Concernant les chefs de site qui seraient déclenchés pour armer le P.C. de site ou pour commander un dispositif, ou encore dans un cas d'engagement secondaire, il pourra être procédé à un appel téléphonique à des fins de précisions sur la mission à effectuer.

9. Emplois multiples de l'officier

Le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80, s'il ne peut refuser un moyen opérationnel demandé en renfort, doit informer l'échelon supérieur au niveau d'engagement ainsi que l'officier C.O.D.I.S. des anomalies qui pourraient être rencontrées.

Le chef de site d'astreinte inscrit sur le tableau départemental de permanence opérationnelle est seul réputé tenir le commandement des opérations de secours s'il constitue l'échelon le plus important engagé.

Aucun autre cadre, chef de groupement territorial, officier d'échelon au moins égal, non de permanence et non sollicité par le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 est admis à cette fonction, sauf situation exceptionnelle après décision du directeur de permanence.

10. Maintien des acquis

Une formation commune aux chefs de site et aux chefs de colonne est dispensée chaque semaine lors de la passation de la chaine de commandement. D'une durée d'une heure sur des thématiques opérationnelle, ces séquences permettent aux chefs de site de maintenir leurs acquis à l'occasion de chacune de leurs prises d'astreinte (env. 8 par an soit 8 heures).

Ces séquences peuvent également être complétées de recyclages G.O.C. à l'école nationale, de séquences adaptées (exercice P.P.I., exercices d'envergure à cinétique lente, …), voire de participation es qualité aux F.M.P.A. d'officiers RENSEIGNEMENTS et MOYEN.

Les chefs de site peuvent prendre part au maintien des acquis spécifique destiné aux fonctions d'officiers C.O.D. (chef de colonne et chef de groupe) assuré annuellement en préfecture, conjointement par le S.I.D.P.C. et par le groupement opérations du S.D.I.S. de la Somme.

11. Matériel et équipements mis à disposition

Le chef de site d'astreinte dispose d'un véhicule de service dont les conditions d'utilisation sont précisées dans le règlement d'organisation et dans le règlement intérieur du S.D.I.S. de la Somme, ainsi qu'un poste portatif radio A.N.T.A.R.E.S. en dotation individuelle. Il bénéficie des moyens pratiques de G.O.C. ainsi que d'éléments cartographiques édités par le service S.I.G., dans le P.C. de site.

Enfin, l'usage des avertisseurs sonores et lumineux n'est autorisé, selon les dispositions du code de la route, que pour les sapeurs-pompiers missionnés pour une opération de secours ou pour rejoindre le C.O.D.I.S. 80 ou le C.O.D. 80.

12. Relève de permanence départementale

La passation des consignes de la chaîne de commandement est formalisée par une relève physique entre le cadre montant et le cadre descendant au C.O.D.I.S. 80.

Cette réunion a pour vocation de faire le point sur l'activité opérationnelle, les soucis éventuels de tous ordres rencontrés, les points importants passés ou à venir et les consignes éventuelles sur un secteur ou à portée départementale.

Si cette relève physique ne peut intervenir au regard notamment de la distance entre les cadres ou d'un impondérable de service, une visioconférence est mise en place.

Le chef de site est contacté par le C.O.D.I.S. 80, par serveur vocal interactif (S.V.I.), à l'occasion de la relève hebdomadaire de l'état-major, afin de confirmer la prise effective de l'astreinte.

13. Retour d'expérience

Le chef de site, en sa qualité de C.O.S. sur intervention, prendra le soin de compléter le C.R.S.S., notamment l'onglet C.O.S. / RET.EX., qui fera office d'ébauche, le cas échéant, au retour d'expérience piloté par le S.D.E.R.

E. Le directeur de permanence

Le directeur de permanence est chargé, sous l'autorité du préfet ou des maires agissant dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs, de la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens du S.D.I.S. de la Somme. Il dispose de la compétence opérationnelle sur l'ensemble du territoire départemental, ainsi que de l'autorité sur l'ensemble des structures opérationnelles du S.D.I.S. de la Somme.

Il assure, en tant que de besoin, les relations avec l'autorité préfectorale, l'état-major de zone de défense, les autorités départementales, municipales, les organismes publics ou privés qui concourent aux opérations de secours. Il prend en charge la représentation du service auprès des médias.

Les officiers supérieurs concernés par cette astreinte sont désignés par le D.D.S.I.S. et détiennent l'emploi opérationnel de chef de site. Ils assurent le commandement des opérations de secours au-delà du chef de site départemental, lorsque plus d'une colonne est engagée sur une intervention, pour toute opération à caractère particulier et ne nécessitant pas plus que les moyens d'une colonne, ou de leur propre initiative.

Le directeur de permanence tient informées les autorités de tutelle de la situation rencontrée et des difficultés éventuelles auxquelles il a du faire face dans l'exercice de sa mission opérationnelle.

Les fonctions de directeur de permanence sont tenues par le D.D.S.I.S. En son absence, il est suppléé par le D.D.A.S.I.S. ou tout autre officier supérieur qu'il aura préalablement désigné.

Il s'engage de sa propre initiative ou sur demande du C.O.S. chef de site. Il peut être également engagé en ultime recours si un besoin de commandement de niveau site est nécessaire pour une autre mission, alors que le chef de site départemental est déjà engagé.

Le directeur de permanence est sollicité de la manière suivante :

- par courriel et sms via le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 selon la procédure « information autorités » ;
- par appel téléphonique. Sont notamment concernées, les informations susceptibles d'être exposées au cadre préfectoral de permanence, les situations particulières (Sapeur-pompier ou autorité impliqué(e)s ou anormales (dysfonctionnement / perturbation en interne ou en interservices,…).

Dès lors qu'il a pris le départ, il contacte par voie radio le C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 depuis son vecteur de transport. Son indicatif radio est « LANCELOT 80» quand il s'agit du D.D.S.I.S et « directeur de permanence » en l'absence du D.D.S.I.S.



La Remontée de l'Information

Le renseignement et la remontée d'information auprès des autorités, de la chaîne de commandement et des services répondent à deux logiques temporelles différentes :

Le compte rendu immédiat (C.R.I.)

Le compte rendu immédiat est réalisé dans un objectif de renseignement dans un temps court et opérationnel, souvent de montée en puissance.

Il est formalisé par le biais d'appels téléphoniques ou de messages courts réflexes individuels ou collectifs.

Il permet également à la chaine de commandement d'apprécier son engagement en lien avec le C.O.D.I.S. 80.

Le compte rendu réfléchi (C.R.R.)

Le compte rendu réfléchi a pour objectif de réaliser un point de l'intervention ou d'un évènement et une synthèse des éléments utiles relatifs à celui-ci ou celle-ci.

Il se traduit par la rédaction d'une synthèse unique ou non, envoyée à l'ensemble des intéressés dans un temps où l'activité opérationnelle le permet et de manière cohérente avec la cinétique de l'intervention concernée.

Aussi la rédaction de multiples comptes rendus pour une même intervention sera réservée aux interventions les plus dimensionnantes.

La liste de diffusion de ce compte-rendu est arrêtée par le directeur départemental.

Le C.R.R. est transmis à l'ensemble de la liste de diffusion, sauf décision contraire du directeur de permanence. Il peut également être reporté dans différents outils propres à certains acteurs tels, que le portail O.R.SE.C. pour la sécurité civile.

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Modalités de mise en œuvre

Les critères de renseignement d'interlocuteurs privilégiés et réguliers du C.O.D.I.S. 80 sont établis selon des fiches d'aide à la décision rédigées par ces services et validées de manière conjointe avec le S.D.I.S. de la Somme.

Ainsi les échanges avec le S.I.D.P.C. et le C.O.Z. ou le C.O.G.I.C. se font par exemple selon des règles arrêtées dans ce sens.

De plus, pour tout évènement notable, notamment sur la voie publique et dans les lieux publics, le C.O.D.I.S. 80 devra s'assurer de l'information de l'autorité de police compétente.

De manière générique, le renseignement de la chaine de commandement suit un schéma type qui est précisé dans une instruction du directeur départemental. Ainsi, l'engagement d'un premier niveau de commandement entraine l'information du niveau directement supérieur.

S'agissant de l'information du directeur de permanence, elle est réalisée par l'officier C.O.D.I.S. ou l'adjoint au chef de salle C.T.A., selon la situation et conformément aux dispositions prévues par instruction citée ci-dessus.

Toute intervention, tout évènement, pouvant engendrer un impact médiatique, politique, sociétal ou de sécurité civile fait l'objet d'une remontée d'information. Différents critères sont arrêtés dans l'instruction du directeur départemental afin d'établir le niveau de mise en œuvre de ces remontées.

Emetteur

Ces missions sont assurées sous l'autorité de l'officier C.O.D.I.S. ou, en son absence, par l'adjoint chef de salle. Elles peuvent ainsi également être réalisées par tout cadre renforçant le C.O.D.I.S. 80 ou armant le C.O.D. 80.

La réalisation de remontées d'information par toute autre personne ne pourra répondre qu'à une logique de renseignements internes au S.D.I.S. de la Somme (au sein d'un centre d'incendie et de secours par exemple) non prévue pour être réalisée par le C.O.D.I.S. 80.

De manière globale, une instruction du directeur départemental vient préciser l'ensemble des points ci-dessus concernant le renseignement et la remontée d'information.



Les Groupes Constitués

Groupes constitués			Agrès ou missions ou groupes													
Acronyme	**Libellé**	**Zone**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**
PCC	GROUPE COMMANDEMENT COLONNE (PCC CONSTITUE)	RURAL	CDC	OFFCODIS	OFFRE	OFMO	VPC	CDG	ISSO	OCOPCTAC	UDRONE	VSAV*	PHOTO			
		URBAIN	CDC	OFFCODIS	OFFRE	OFMO	VPC	CDG	ISSO	OCOPCTAC	UDRONE	VSAV*	PHOTO			
		QUARTIER ETROIT	CDC	OFFCODIS	OFFRE	OFMO	VPC	CDG	ISSO	OCOPCTAC	UDRONE	VSAV*	PHOTO			
		AUTOROUTE	CDC	OFFCODIS	OFFRE	OFMO	VPC	CDG	ISSO	OCOPCTAC	UDRONE	VSAV*	PHOTO			
PCS	COMPLEMENT GROUPE COMMANDEMENT SITE (PCS CONSTITUE)	RURAL	2 CDS	2 CDC	OFFSIC	VPC	CDG	MSP	VAT	VASIC						
		URBAIN	2 CDS	2 CDC	OFFSIC	VPC	CDG	MSP	VAT	VASIC						
		QUARTIER ETROIT	2 CDS	2 CDC	OFFSIC	VPC	CDG	MSP	VAT	VASIC						
		AUTOROUTE	2 CDS	2 CDC	OFFSIC	VPC	CDG	MSP	VAT	VASIC						
SICN1	RENFORT CODIS 1er NIVEAU	RURAL	1 SIC3	4 SIC2	OFFCODIS											
		URBAIN	1 SIC3	4 SIC2	OFFCODIS											
		QUARTIER ETROIT	1 SIC3	4 SIC2	OFFCODIS											
		AUTOROUTE	1 SIC3	4 SIC2	OFFCODIS											
SICN2	RENFORT CODIS 2ème NIVEAU	RURAL	1 SIC3	10 SIC2	2 OFFCODIS	1 CDS	COSANTE*									
		URBAIN	1 SIC3	10 SIC2	2 OFFCODIS	1 CDS	COSANTE*									
		QUARTIER ETROIT	1 SIC3	10 SIC2	2 OFFCODIS	1 CDS	COSANTE*									
		AUTOROUTE	1 SIC3	10 SIC2	2 OFFCODIS	1 CDS	COSANTE*									
		*COSANTE : Coordinateur de Santé du SSSM														
SIC	APPUI SIC	RURAL	OFFSIC	OCOPCTAC	LRIP	VLASIC										
		URBAIN	OFFSIC	OCOPCTAC	LRIP	VLASIC										
		QUARTIER ETROIT	OFFSIC	OCOPCTAC	LRIP	VLASIC										
		AUTOROUTE	OFFSIC	OCOPCTAC	LRIP	VLASIC										
UDRONE	EQUIPE DRONE	RURAL	PDRO	EDRO	DRONE											
		URBAIN	PDRO	EDRO	DRONE											
		QUARTIER ETROIT	PDRO	EDRO	DRONE											
		AUTOROUTE	PDRO	EDRO	DRONE											
		PDRO : Pilote Drone ; EDRO : Equipier Drone														
RSBAT	EQUIPE SECURITE RISQUE BÂTIMENTAIRE	RURAL	LTELE	SDE2	2 SDE1											
		URBAIN	LTELE	SDE2	2 SDE1											
		QUARTIER ETROIT	LTELE	SDE2	2 SDE1											
		AUTOROUTE	LTELE	SDE2	2 SDE1											
RSD	EQUIPE RECONNAISSANCE SAUVETAGE DEBLAIEMENT	RURAL	SDE2	2 SDE1												
		URBAIN	SDE2	2 SDE1												
		QUARTIER ETROIT	SDE2	2 SDE1												
		AUTOROUTE	SDE2	2 SDE1												
CUSD	COMPLEMENT UNITE SAUVETAGE DEBLAIEMENT	RURAL	4 SDE1	CESD	ISSO	VSAV*	PHOTO									
		URBAIN	4 SDE1	CESD	ISSO	VSAV*	PHOTO									
		QUARTIER ETROIT	4 SDE1	CESD	ISSO	VSAV*	PHOTO									
		AUTOROUTE	4 SDE1	CESD	ISSO	VSAV*	PHOTO									
GSD	GROUPE SAUVETAGE DEBLAIEMENT	RURAL	SDE3	2 URSD	2 CUSD	INCI	UDRONE									
		URBAIN	SDE3	2 URSD	2 CUSD	INCI	UDRONE									
		QUARTIER ETROIT	SDE3	2 URSD	2 CUSD	INCI	UDRONE									
		AUTOROUTE	SDE3	2 URSD	2 CUSD	INCI	UDRONE									

Acronyme	Libellé	Zone	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
USMPM	UNITE SECOURS EN MILIEU PERILLEUX ET MONTAGNE	RURAL	IMP3	4 IMP2	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO								
		URBAIN	IMP3	4 IMP2	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO								
		QUARTIER ETROIT	IMP3	4 IMP2	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO								
		AUTOROUTE	IMP3	4 IMP2	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO								
UCYNO	EQUIPE CYNOTECHNIQUE	RURAL	CYN2	CYN1	UDRONE											
		URBAIN	CYN2	CYN1	UDRONE											
		QUARTIER ETROIT	CYN2	CYN1	UDRONE											
		AUTOROUTE	CYN2	CYN1	UDRONE											
UCYNO	EQUIPE SAUVETEURS ANIMALIERS	RURAL	SAN2	2 SAN1	LANIMO											
		URBAIN	SAN2	2 SAN1	LANIMO											
		QUARTIER ETROIT	SAN2	2 SAN1	LANIMO											
		AUTOROUTE	SAN2	2 SAN1	LANIMO											
USAV	UNITE SAUVETEURS AQUATIQUES CÖTIERS	RURAL	2 SAV3	4 SAV2	2 BLS											
		URBAIN														
		QUARTIER ETROIT														
		AUTOROUTE														
USAVEI	EQUIPE SAUVETEURS AQUATIQUES EN EAUX INTERIEURES	RURAL	2 SAV1	1 BLR												
		URBAIN	2 SAV1	1 BLR												
		QUARTIER ETROIT	2 SAV1	1 BLR												
		AUTOROUTE	2 SAV1	1 BLR												
USAL	UNITE SCAPHANDRIER AUTONOME LEGER	RURAL	SAL2	4 SAL1	BLR	ISSO	PHOTO									
		URBAIN	SAL2	4 SAL1	BLR	ISSO	PHOTO									
		QUARTIER ETROIT	SAL2	4 SAL1	BLR	ISSO	PHOTO									
		AUTOROUTE	SAL2	4 SAL1	BLR	ISSO	PHOTO									
RRCH	EQUIPE RECONNAISSANCE RISQUES CHIMIQUES	RURAL	RCH3	RCH2	2 RCH1	UDRONE	PHOTO									
		URBAIN	RCH3	RCH2	2 RCH1	UDRONE	PHOTO									
		QUARTIER ETROIT	RCH3	RCH2	2 RCH1	UDRONE	PHOTO									
		AUTOROUTE	RCH3	RCH2	2 RCH1	UDRONE	PHOTO									
CMIC	CELLULE MOBILE D'INTERVENTION CHIMIQUE	RURAL	RCH3	6 RCH2	2 RCH1	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO							
		URBAIN	RCH3	6 RCH2	2 RCH1	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO							
		QUARTIER ETROIT	RCH3	6 RCH2	2 RCH1	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO							
		AUTOROUTE	RCH3	6 RCH2	2 RCH1	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO							
RAD	EQUIPE RECONNAISSANCE RISQUE RADIOLOGIQUE	RURAL	3 RAD1	RAD3	VALRAD	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO							
		URBAIN	3 RAD1	RAD3	VALRAD	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO							
		QUARTIER ETROIT	3 RAD1	RAD3	VALRAD	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO							
		AUTOROUTE	3 RAD1	RAD3	VALRAD	UDRONE	ISSO	VSAV*	PHOTO							
NRBCE DEC	NRBCE - MODULE DECONTAMINATION	RURAL	12 DEC1	RCH3	RAD3	CEMDE	VNRBC	ISSO	MSP	INCRFT						
		URBAIN	12 DEC1	RCH3	RAD3	CEMDE	VNRBC	ISSO	MSP	INCRFT						
		QUARTIER ETROIT	12 DEC1	RCH3	RAD3	CEMDE	VNRBC	ISSO	MSP	INCRFT						
		AUTOROUTE	12 DEC1	RCH3	RAD3	CEMDE	VNRBC	ISSO	MSP	INCRFT						

Acronyme	Libellé	Zone	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
NRBCE GCS	NRBCE - GROUPE DE COMMANDEMENT ET DE SOUTIEN	RURAL	PCC	OD	MSP	RCH3	RAD3									
		URBAIN	PCC	OD	MSP	RCH3	RAD3									
		QUARTIER ETROIT	PCC	OD	MSP	RCH3	RAD3									
		AUTOROUTE	PCC	OD	MSP	RCH3	RAD3									
NRBCE GIS	NRBCE - GROUPE D'INTERVENTION SPECIALISEE NRBC	RURAL	CMIC	CMIR	INCRFT	MSP	CDG									
		URBAIN	CMIC	CMIR	INCRFT	MSP	CDG									
		QUARTIER ETROIT	CMIC	CMIR	INCRFT	MSP	CDG									
		AUTOROUTE	CMIC	CMIR	INCRFT	MSP	CDG									
NRBCE GSAUV	NRBCE - GROUPE SAUVETAGE NRBC	RURAL	4 INCRFT	OD	CDG	MSP	4 LTLD	VNOVI								
		URBAIN	4 INCRFT	OD	CDG	MSP	4 LTLD	VNOVI								
		QUARTIER ETROIT	4 INCRFT	OD	CDG	MSP	4 LTLD	VNOVI								
		AUTOROUTE	4 INCRFT	OD	CDG	MSP	4 LTLD	VNOVI								
GINC	GROUPE INCENDIE	RURAL	INCATT	MPR	EA	INCRFT	MPR	CDG								
		URBAIN	INCATT	EA	INCRFT	CDG										
		QUARTIER ETROIT	INCQE	EA18	INCQE	CDG										
		AUTOROUTE	2 INCRFT	EA	CDG											
GIND	GROUPE FEU INDUSTRIEL	RURAL	INCRFT	INCRFT	FMOGP	EA	CDG	PHOTO								
		URBAIN	INCRFT	INCRFT	FMOGP	EA	CDG	PHOTO								
		QUARTIER ETROIT	INCQE	INCQE	INCRFT	EA	CDG	PHOTO								
		AUTOROUTE														
GFENC	GROUPE FEU D'ESPACES NATURELS ET COMBUSTIBLES	RURAL	4 INCHR	CDG	VLHR	PHOTO										
		URBAIN	4 INCHR	CDG	VLHR	PHOTO										
		QUARTIER ETROIT	4 INCHR	CDG	VLHR	PHOTO										
		AUTOROUTE	4 INCHR	CDG	VLHR	PHOTO										
GLIFF	GROUPE FEU DE LIQUIDE INFLAMMABLE	RURAL	INCATT	FMOGP	CEEMUL	INCRFT	CDG	PHOTO								
		URBAIN	INCATT	FMOGP	CEEMUL	INCRFT	CDG	PHOTO								
		QUARTIER ETROIT														
		AUTOROUTE	2 INCRFT	FMOGP	CEEMUL	CDG	PHOTO									
GALIM	GROUPE ALIMENTATION	RURAL	2 CD	2 MPR	FMOGP	CDG										
		URBAIN	2 CD	2 MPR	FMOGP	CDG										
		QUARTIER ETROIT	2 CD	2 MPR	FMOGP	CDG										
		AUTOROUTE	2 CD	2 MPR	FMOGP	CDG										
GSAP	GROUPE SECOURS A PERSONNE	RURAL	4 VSAV	ISAP	CDG											
		URBAIN	4 VSAV	ISAP	CDG											
		QUARTIER ETROIT	4 VSAV	ISAP	CDG											
		AUTOROUTE	4 VSAV	ISAP	CDG											
GLOG	GROUPE SOUTIEN SANITAIRE LOGISTIQUE	RURAL	VSL	VSAV	ISSO	VAS										
		URBAIN	VSL	VSAV	ISSO	VAS										
		QUARTIER ETROIT	VSL	VSAV	ISSO	VAS										
		AUTOROUTE	VSL	VSAV	ISSO	VAS										

Acronyme	Libellé	Zone	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
GINON	GROUPE SAUVETAGE INONDATION	RURAL	INCHR	CESI	VTP	CDG	6 SAV1	1 SAV3	PHOTO							
		URBAIN	INCHR	CESI	VTP	CDG	6 SAV1	1 SAV3	PHOTO							
		QUARTIER ETROIT	INCHR	CESI	VTP	CDG	6 SAV1	1 SAV3	PHOTO							
		AUTOROUTE	INCHR	CESI	VTP	CDG	6 SAV1	1 SAV3	PHOTO							
GID	GROUPE INTERVENTIONS DIVERSES	RURAL	4 VID	3 LEPUIS	MPRGD	CDG										
		URBAIN	4 VID	3 LEPUIS	MPRGD	CDG										
		QUARTIER ETROIT	4 VID	3 LEPUIS	MPRGD	CDG										
		AUTOROUTE	4 VID	3 LEPUIS	MPRGD	CDG										
NOVI1	NOMBREUSES VICTIMES - 1ER ECHELON	RURAL	5 VSAV	VNOVI	DESINC	CDG	PCC	VTP9	MSP	ISAP						
		URBAIN	5 VSAV	VNOVI	DESINC	CDG	PCC	VTP9	MSP	ISAP						
		QUARTIER ETROIT	5 VSAV	VNOVI	INCQE	CDG	PCC	VTP9	MSP	ISAP						
		AUTOROUTE	5 VSAV	VNOVI	DESINC	CDG	PCC	VTP9	MSP	ISAP						
NOVI2	COMPLEMENT NOMBREUSES VICTIMES - 2EME ECHELON	RURAL	CEPMA	5 VSAV *	VNOVI	INCRFT	VTP9	3 CDG	PCS	2 ISSO	2 MSP	VSL				
		URBAIN	CEPMA	5 VSAV *	VNOVI	INCRFT	VTP9	3 CDG	PCS	2 ISSO	2 MSP	VSL				
		QUARTIER ETROIT	CEPMA	5 VSAV *	VNOVI	INCQE	VTP9	3 CDG	PCS	2 ISSO	2 MSP	VSL				
		AUTOROUTE	CEPMA	DESINC	5 VSAV *	VNOVI	INCRFT	VTP9	3 CDG	PCS	2 ISSO	2 MSP	VSL			
		*VSAV * : VSAV en appui (maintien d'un VSAV dans le CIS)*														
NOVI3	COMPLEMENT NOMBREUSES VICTIMES - 3EME ECHELON	RURAL	5 VSAV	5 VSAV *	INCRFT	2 VTP9	2 CDG									
		URBAIN	5 VSAV	5 VSAV *	INCRFT	2 VTP9	2 CDG									
		QUARTIER ETROIT	5 VSAV	5 VSAV *	INCQE	2 VTP9	2 CDG									
		AUTOROUTE	DESINC	5 VSAV	5 VSAV *	INCRFT	2 VTP9	2 CDG								
		*VSAV * : VSAV en appui (conservation d'un VSAV dans le CIS)*														
GTDM	GROUPE TUERIE DE MASSE	RURAL	2 FPTEXT	CDGEXT	2 LBALIS	2 LTLD	CDS	CDC	ISSO	MSP	VSAV	OPPCODIS				
		URBAIN	2 FPTEXT	CDGEXT	2 LBALIS	2 LTLD	CDS	CDC	ISSO	MSP	VSAV	OPPCODIS				
		QUARTIER ETROIT	2 FPTEXT	CDGEXT	2 LBALIS	2 LTLD	CDS	CDC	ISSO	MSP	VSAV	OPPCODIS				
		AUTOROUTE	2 FPTEXT	CDGEXT	2 LBALIS	2 LTLD	CDS	CDC	ISSO	MSP	VSAV	OPPCODIS				



Ordre de Base Départemental des Systèmes d'Information et de Communication du S.D.I.S. de la Somme

O.B.D.S.I.C. 80

- Version d'août 2021

O.B.D.S.I.C.



OPERATEUR PC

Édition 2022



Tableau de suivi des modifications

Version initiale en date du …… / ……. / ……..

Dates de modifications	Pages modifiées

Table des matières

I. GENERALITES 4

A. Contexte réglementaire 4
B. Objet du document 4
C. Effet du document 4

II. ORGANISATION DES S.I.C. 5

A. Fonctions opérationnelles des S.I.C 5
B. Centres de transmission 6
1. *Réception et traitement des appels :* 6
2. *Interopérabilité avec les autres centres de réception des alertes :* 6
3. *Coordination opérationnelle et traitement des appels :* 6
C. Les ordres de transmission 7
1. *L'ordre particulier des transmissions (O.P.T.)* 7
2. *L'ordre complémentaire des transmissions (O.C.T.)* 7

III. SUPPORTS DES TRANSMISSIONS 8

A. Les systèmes de gestion opérationnelle (S.G.O.) 8
1. *Au C.T.A. / C.O.D.I.S.* 8
2. *Au niveau local* 9
B. Les différents supports de transmissions 11
C. Les réseaux de communications mobiles 12
1. *Réseau national de sécurité civile (A.N.T.A.R.E.S.)* 12
a) Radiocommunications A.N.T.A.R.E.S. en mode relayé : 12
b) Radiocommunications A.N.T.A.R.E.S. en mode direct (DIR.) : 12
c) Radiocommunication A.N.T.A.R.E.S. par relais indépendant 13
2. *Réseaux locaux de sécurité civile* 13
a) Réseaux analogiques d'alerte : 13
b) Réseaux d'alarme des personnels : 13
c) Communication sur fréquences V.H.F. marine : 13
3. *Autres communications mobiles* 13
a) Téléphonie mobile terrestre 13
b) Télécommunication par satellites 14
D. L'alerte des centres de secours et l'alarme des personnels 14
E. Les communications de l'avant 16

IV. LE PLAN DE FREQUENCES DEPARTEMENTAL 17

A. Les communications relayées 17
1. *Communications « opérations »* 18
2. *Communication « commandement »* 18
3. *Communications « spécialisées locales »* 18
4. *Communications « accueil »* 18
5. *Communications « moyens nationaux »* 19
6. *Communications « interopérabilité S.I.S..-S.A.M.U. »* 19
7. *Communications « coordination tous services »* 19
8. *Communications « autorité »* 20
B. Les communications tactiques 20
1. *Les liaisons tactiques « chaine de commandement »* 20
2. *Les liaisons tactiques « C.I.S. »* 20
3. *Les liaisons tactiques « air-sol »* 21
4. *Les liaisons tactiques nationales* 21
5. *Les liaisons « R.I.P. »* 22
6. *La liaison tactique « interservices »* 22
7. *Relais tactiques « tous services » :* 22

V. PROCEDURES D'EXPLOITATION 22

A. Séquence des communications opérationnelles 22
B. Message en mode « voix » 23

1. L'appel 23
2. La conversation 24
3. Le final 24
4. Les règles de discipline 24
C. Message en mode « status » 25
D. La détresse 25
1. Cas d'usage 25
2. Le fonctionnement de la détresse 25
E. La géolocalisation 26
ANNEXE 1 : LES FICHES EMPLOI DES FONCTIONS OPERATIONNELLES 27
Commandant des systèmes d'information de communication (COM.S.I.C.) : 27
Officier des systèmes d'information de communication (OFF.S.I.C.) : 28
L'officier C.O.D.I.S. 29
L'adjoint chef de salle opérationnelle 30
Opérateur de salle opérationnelle 31
Opérateur de coordination opérationnelle en P.C. tactique : 32
Utilisateurs des systèmes d'information et de communication : 33
Techniciens des systèmes d'information et de communication : 33
ANNEXE 2 : PROCEDURE MODERATO 34
1) Objectif : 34
2) Matériel 34
3) Procédure 34
ANNEXE 3 : LE MATERIEL ANTARES DU S.D.I.S. DE LA SOMME 35
1) Le C.T.A. / C.O.D.I.S. 35
2) Les C.I.S. et les groupements territoriaux 35
3) Les engins 35
4) Le service transmissions 35
ANNEXE 4 : LES MODES DEGRADES DE L'I.N.P.T. 36
1) Mode dégradé 1 : Réseau de base isolé 36
2) Mode dégradé 2 : Isolement des liaisons intercommutateurs 37
3) Mode dégradé 3.1 : Isolement d'une cellule radio (perte de la liaison au reste du R.B.) 38
4) Mode dégradé 3.2 : Isolement et fonctionnement réduit d'une cellule radio 39
5) Autre mode dégradé I.N.P.T.: Perte d'une cellule radio (panne technique ou destruction) 40
6) Autre mode dégradé A.N.T.A.R.E.S. : Perte de liaison filaire C.O.D.I.S.- Préfecture 41
ANNEXE 5 : LE G.V.R.-T. 42
1) Définitions 42
2) Généralités : 42
3) Principe d'emploi : 43
ANNEXE 6 : LES STATUS EMPLOYES AU SEIN DU S.D.I.S. DE LA SOMME 45

I. Généralités

A. Contexte réglementaire

La loi n° 2004-811 du 13 août 2004, dite de modernisation de la sécurité civile, confie à l'Etat le rôle de garant de la cohérence de la sécurité civile au plan national. Il en définit la doctrine et coordonne ses moyens.

Le décret n° 2005-1167 du 13 septembre 2005 relatif au plan O.R.SE.C., définit et précise les dispositions internes permettant à tout moment de recevoir ou transmettre une alerte et l'organisation de l'échange d'informations provenant des personnes publiques et privées afin d'assurer une veille permanente.

Le décret n°2006-106 du 03 février 2006 relatif à l'interopérabilité des réseaux de communication radioélectriques des services publics qui concourent aux missions de sécurité civile, fixe les règles et normes techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des réseaux de communication radioélectriques et des systèmes d'information des services publics qui concourent aux missions de sécurité civile.

Le décret n° 2006-165 du 10 février 2006 relatif aux communications radioélectriques des services de secours en opération dans les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux ou dans certaines catégories d'établissements recevant du public et modifiant le code de la construction et de l'habitation, prévoit que les établissements ont l'obligation d'assurer les continuités des communications radioélectriques pour les services publics chargés des missions de sécurité civile.

L'arrêté du 24 avril 2009 modifié par l'arrêté du 5 juin 2015, relatif à la mise en œuvre du référentiel portant sur l'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente, fixe des principes d'interopérabilité entre le S.D.I.S. et le S.A.M.U.

L'arrêté du 23 décembre 2009 relatif à la mise en œuvre de l'ordre de base national des systèmes d'information et de communication (O.B.N.S.I.C.).

L'arrêté du 13 décembre 2016 relatif à la formation aux systèmes d'information et de communication.

B. Objet du document

Le présent document, annexe du règlement opérationnel du S.D.I.S. de la Somme, fixe les règles de mise en œuvre de l'architecture unique des transmissions.

Il définit l'organisation départementale des transmissions, les supports des transmissions et les conditions d'exploitation dans le cadre des missions de sécurité civile.

Ce document s'applique aux services visés à l'article 02 de la loi 2004-811 du 13 aout 2004 de modernisation de la sécurité civile, lorsque ceux-ci concourent aux missions de sécurité civile :

- services d'incendie et de secours, soit le corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme (C.D.S.P. 80) et les C.P.I.N.I. ;
- moyens nationaux de la sécurité civile ;
- lorsqu'ils concourent aux missions de sécurité civile :
  - services d'aide médicale urgente (S.A.M.U.) ;
  - police nationale ;
  - gendarmerie nationale.

Le présent document précise à chaque niveau opérationnel les règles générales d'organisation des systèmes d'information et de communication (S.I.C.) pour les besoins des opérations de sécurité civile. Il fait aussi référence pour les formations S.I.C. et les exercices départementaux de sécurité civile.

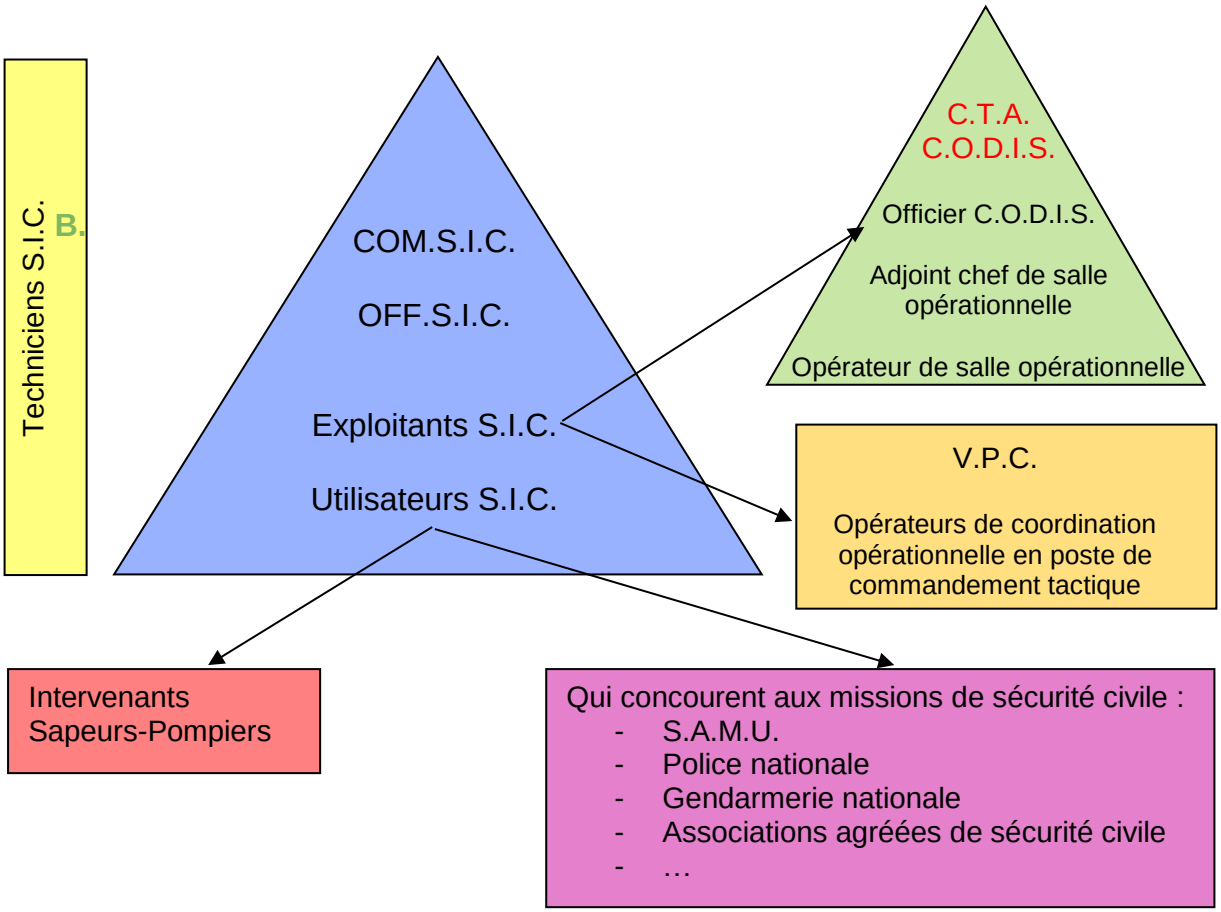
C. Effet du document

Le présent document annule et remplace le précédent ordre de base départemental des transmissions (O.B.D.T.) du département de la Somme datant de 2004. Il est d'application immédiate, dès la validation du règlement opérationnel par le préfet de département.

II. Organisation des S.I.C.

A. Fonctions opérationnelles des S.I.C.

L'organisation opérationnelle du S.D.I.S. de la Somme implique l'utilisation des systèmes d'information et de communication à de nombreuses occasions. Pour répondre à ces besoins, la spécialité S.I.C. est structurée au travers de plusieurs fonctions opérationnelles, qui sont présentées sur le schéma ci-dessous et décrites en **annexe 01 du présent O.B.D.S.I.C**.



B. Centres de transmission

1. *Réception et traitement des appels :*

Le centre de traitement de l'alerte (C.T.A.) est l'organe unique de réception des demandes de secours au numéro d'urgence 18 pour l'ensemble des communes du département de la Somme. Le numéro d'urgence 112 est quant à lui réceptionné au centre de réception et de régulation des appels du S.A.M.U. 80.

Il assure également le traitement des appels et la réorientation de ceux qui n'entrent pas directement dans le domaine de compétence des S.D.I.S. Il est informé en temps réel de la disponibilité ou de l'indisponibilité des moyens opérationnels et engage les secours disponibles appropriés les plus proches des lieux du sinistre. Le C.T.A. est placé sous l'autorité du directeur départemental des services d'incendie et de secours (D.D.S.I.S.).

Toute demande de secours adressée directement à un C.I.S. doit être immédiatement retransmise au C.T.A.

Ce dernier définit, en fonction des informations portées à sa connaissance, le départ le plus approprié à la demande de secours. De même, il assure l'alerte de tous les services, organes ou personnes susceptibles d'apporter leurs concours au bon déroulement d'une opération dans les plus brefs délais.

2. *Interopérabilité avec les autres centres de réception des alertes :*

L'interopérabilité avec les centres publics de traitement des appels d'urgence s'effectue de la façon suivante :

Interopérabilité avec le « centre 15 »

Le C.T.A. et le C.R.R.A. 15 sont interfacés informatiquement, ce qui permet des transmissions immédiates d'informations sur les opérations en cours ou sur des réorientations d'appels n'entrant pas directement dans leurs domaines respectifs de compétence.

Cette interface logicielle permet notamment de transmettre les informations d'identification de l'appelant, de localisation et d'éléments relatifs à la situation rencontrée. De plus, des précisions sur les moyens engagés de part et d'autre sont également transmises.

Cette interface est basée sur des échanges informatiques avec comme support la fibre optique secourue par un faisceau hertzien. En outre, les deux services sont également en liaison à travers la communication secours et soins d'urgence (S.S.U.).

Interopérabilité avec les « centres 17 » (Police nationale, gendarmerie)

Le C.T.A. est interconnecté avec les dispositifs de réception des appels des services de la police nationale (C.I.C.) et de la gendarmerie (C.O.R.G.) du numéro 17.

Autres interopérabilités

Le C.T.A. peut entrer en relation téléphonique avec les centres publics qui reçoivent et traitent les numéros d'appels d'urgence 115 (S.A.M.U. social), 119 (enfance maltraitée), 114 (sourds, malentendants, aphasiques, dysphasiques).

De la même façon, le C.T.A. est apte à recevoir les appels d'urgence provenant de centres, d'établissements ou d'entreprises (plates-formes télé médico-sociales et sanitaires, e-call, autoroutes, télésurveillance, ascensoristes…) qui réceptionnent les demandes de secours de leurs usagers ou abonnés.

3. *Coordination opérationnelle et traitement des appels :*

Le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours de la Somme (C.O.D.I.S. 80) est l'organe unique de coordination de l'activité opérationnelle des services d'incendie et de secours du département de la Somme.

Il est immédiatement informé de toutes les opérations en cours et est régulièrement tenu informé de l'évolution de la situation jusqu'à la fin de celles-ci.

Placé sous l'autorité du directeur départemental, le C.O.D.I.S. est chargé en cas d'incendie et autres accidents, sinistres et catastrophes, d'assurer :

- le contrôle et la coordination du C.T.A. ;
- la mise en œuvre des plans de secours déclenchés par le préfet ;
- la coordination de l'action des C.I.S. ;
- le suivi de l'évolution des situations opérationnelles ;
- l'engagement de moyens en renfort, de sa propre initiative lors du transit des moyens puis ensuite sur demande du commandant des opérations de secours (C.O.S.) ;
- la sollicitation du service de santé et de secours médical ;
- la préparation des instructions du D.D.S.I.S. destinées au C.O.S. ;
- la gestion et l'engagement des moyens partenaires ;
- les relations avec les autorités préfectorales, les autorités responsables des zones de défense, les autorités départementales et municipales ainsi qu'avec les autres organismes publics ou privés qui participent aux opérations de secours ;
- la direction des réseaux radio.

Il assure l'information des autorités lors d'interventions importantes ou particulières :

- en temps réel par téléphone, mail, S.M.S. et appareil sélectif alphanumérique ;
- par l'intermédiaire du portail O.R.SE.C. ;
- par la diffusion d'un bulletin de renseignements quotidien chaque matin.

Le C.O.D.I.S. est habilité par le chef de corps départemental à communiquer avec la presse sur les opérations courantes.

Il assure une écoute radio permanente. Il est l'organe directeur des réseaux radio. Il veille à ce que les procédures de transmissions radio reprises dans ce document soient respectées.

Le C.O.D.I.S. est le seul organe compétent pour l'envoi de renforts. Il prend en compte toute demande de renfort ou d'annulation de moyens émanant du C.O.S., agissant sous l'autorité du directeur des opérations de secours (D.O.S.).

Le C.O.D.I.S. peut décider de l'envoi sur les lieux d'un sinistre d'un poste de commandement tactique pour assurer la coordination de l'action des secours.

Il est chargé de prendre les mesures nécessaires pour assurer une couverture opérationnelle optimum. Il est habilité à déplacer les moyens matériels et humains dans le département, pour une durée qu'il jugera nécessaire, afin de répondre à l'obligation de couverture.

C. Les ordres de transmission

1. *L'ordre particulier des transmissions (O.P.T.)*

L'ordre particulier des transmissions définit, pour un plan d'intervention relatif à un risque potentiel déterminé ou prédéterminé, l'organisation des systèmes d'information et de communication mise en œuvre par les services qui concourent aux opérations de sécurité civile dans le cadre de ce plan.

L'O.P.T. précise à l'avance l'organisation des transmissions pour répondre au besoin de commandement défini dans le plan d'intervention. Il est rédigé par un officier des systèmes d'information et de communication (OFF.S.I.C) et validé par le commandant des systèmes d'information et de communication (COM.S.I.C.), conformément aux règles fixées par le présent règlement.

L'O.P.T. est établi sous la forme d'un schéma correspondant au format national fixé pour les ordres complémentaires de transmission (O.C.T.).

L'O.P.T. est approuvé, annexé et révisé dans les mêmes formes administratives que le plan d'intervention lui-même.

2. *L'ordre complémentaire des transmissions (O.C.T.)*

L'ordre complémentaire des transmissions (O.C.T.) définit, pour une opération de secours donnée, l'organisation des systèmes d'information et de communication mise en œuvre par les services qui concourent à celle-ci.

L'O.C.T. précise l'organisation temporaire des transmissions et son évolution pour répondre au besoin de commandement et à son évolution tout au long d'une opération de secours. Il est établi par :

- le C.O.S. dans le cadre d'une intervention de niveau groupe et agrès ;
- l'officier « moyens » dans le cadre d'une intervention de niveau colonne ;
- l'officier des systèmes d'information et de communication lorsque l'intervention devient complexe ou s'étend sur plusieurs jours.

L'O.C.T. est mis à jour, au fur et à mesure des besoins exprimés par le C.O.S. conformément aux règles fixées par le présent règlement, l'O.B.Z.S.I.C. et l'O.B.N.S.I.C.

L'O.C.T. est établi sous la forme d'un schéma correspondant au format national. Il est implicite si au cours d'une intervention la liaison entre les moyens engagés et le C.O.D.I.S. s'établit sur la voie normalement désignée dans le présent document et si un seul canal tactique est utilisé.

Il fait apparaître :

- l'organisation de l'intervention ;
- l'inventaire des moyens sur l'intervention ;
- la mise en œuvre des réseaux (les indicatifs, les voies radios ou autres supports de transmissions, l'annuaire de l'intervention).

L'O.C.T. doit être mis en place le plus précocement possible afin que tous les intervenants impliqués dans l'opération de secours en aient connaissance.

III. Support

Les systèmes d'information et de communication du S.D.I.S. de la Somme sont centralisés autour du système de gestion opérationnelle (S.G.O.) ARTEMIS, en interaction avec de nombreux outils d'information et de communication.

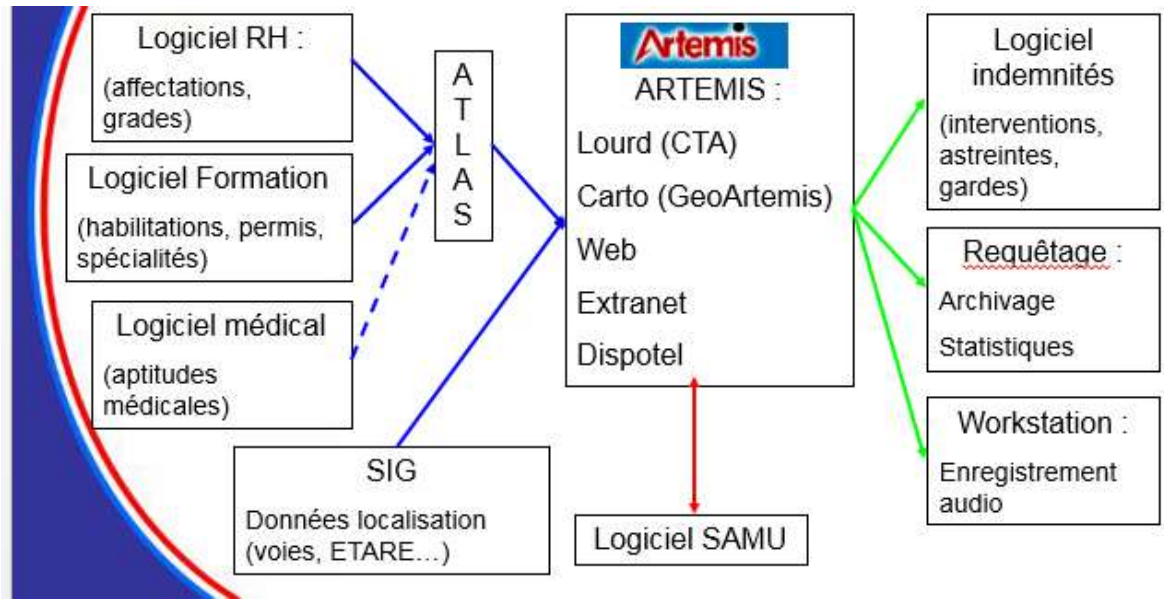
A. Les systèmes de gestion opérationnelle (S.G.O.)

1. *Au C.T.A. / C.O.D.I.S.*

Le C.T.A. / C.O.D.I.S. dispose actuellement du système de gestion opérationnelle ARTEMIS fourni par la société INETUM.

Ce logiciel permet aujourd'hui d'assurer une gestion individualisée des personnels engagés en veillant à ce que leurs compétences et leur nombre correspondent aux impératifs du règlement opérationnel (R.O.).

Interfacé avec plusieurs logiciels péri-opérationnels, il permet notamment de récupérer les données relatives aux personnels et à localisation des engins depuis des logiciels métiers mais aussi d'exploiter des données statistiques tout en assurant un archivage des données opérationnelles.



Le C.T.A. / C.O.D.I.S. est également chargé d'assurer une remontée d'informations au niveau zonal en utilisant notamment l'outil SYNERGI du portail O.R.SE.C.

En outre afin d'assurer un traitement optimal des appels et des opérations, le C.T.A. dispose d'un outil de géolocalisation des appelants, de visioconférence avec le requérant ou encore d'un outil de déclenchement de bons samaritains.

Un plan de continuité d'activité du système de gestion opérationnelle est rédigé et mis à jour régulièrement au sein du C.T.A. / C.O.D.I.S. afin de permettre une continuité permanente des activités de prise d'appel et de coordination opérationnelle.

2. *Au niveau local*

Le système de gestion opérationnelle ARTEMIS est déployé au niveau local au moyen d'une application Web qui peut être utilisée au sein des centres de secours et également depuis un réseau internet grand public.

Cet accès va notamment permettre depuis un C.I.S. ou du poste de commandement (P.C.) d'assurer le suivi des interventions ou des moyens. Les comptes rendus de sorties de secours ainsi que les disponibilités et plannings de garde pourront également être réalisés depuis ces accès.

Quant à l'accès grand public, il va permettre à chaque sapeur-pompier de placer des disponibilités sur le planning opérationnel. Cet accès Web est communément appelé Extranet.

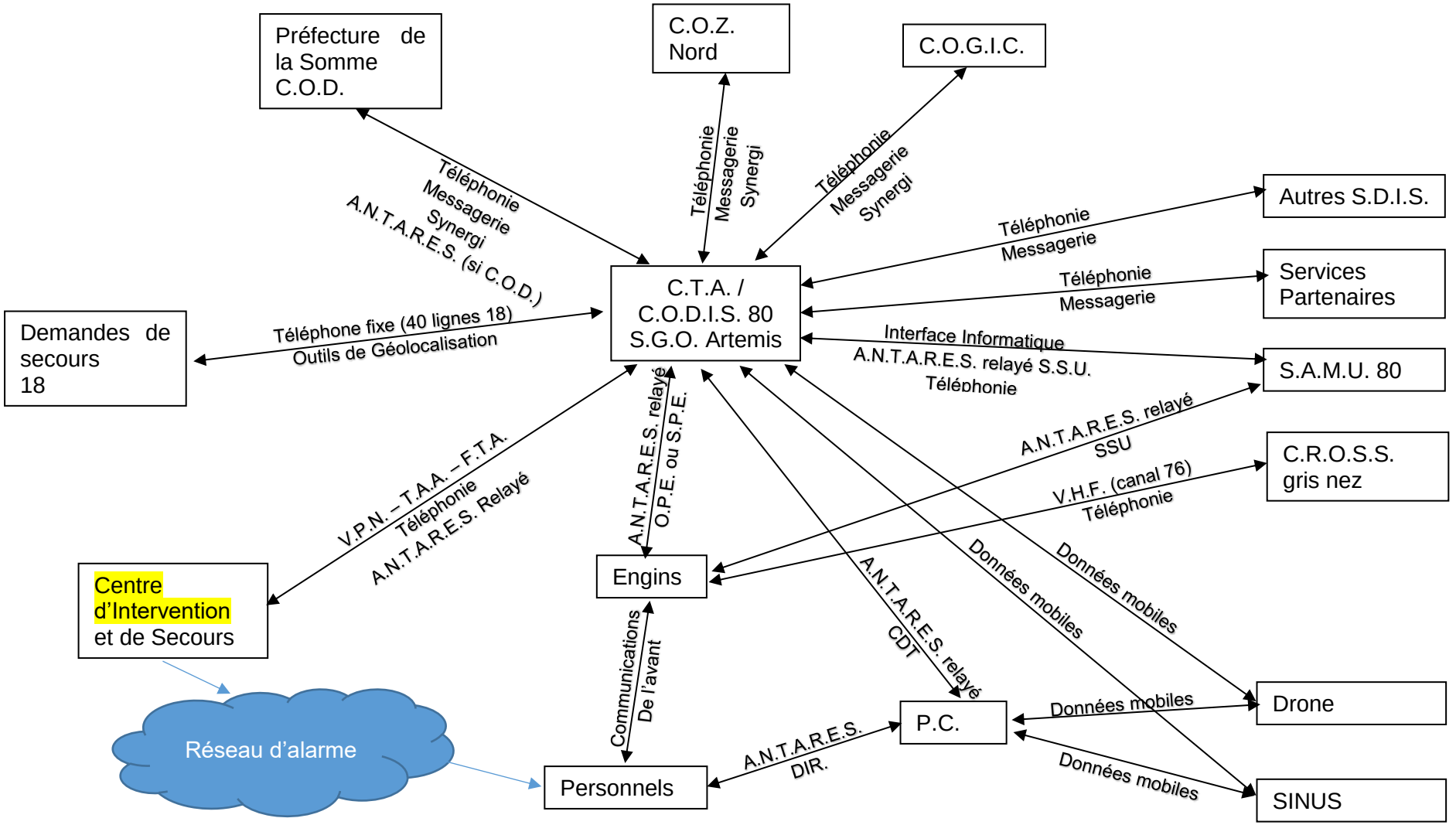
En complément de ces accès directs sur le S.G.O., un applicatif interne sur smartphone a été développé. Dénommé e-sdis, il permet d'assurer un suivi des interventions et des différents plannings opérationnels.

Accessible au moyen d'un code individuel, cet applicatif permet également d'assurer un guidage sur intervention et de transmettre des photos de l'intervention. L'utilisation et la mise en œuvre de cet applicatif sont cadrées par une charte départementale.

Enfin, sur opérations, outre les équipements embarqués et terminaux portatifs, des tablettes embarquées sont en cours de déploiement dans les engins sanitaires afin de pouvoir réaliser des bilans dématérialisés.

Systèmes d'information	Usages	Accès
ARTEMIS Web C.S.	Suivi des interventions Suivi des moyens du centre Feuille de garde-planning opérationnel Compte rendu sortie de secours Messagerie Cartographie (Acquittement d'une alerte et création de manœuvre possible uniquement sur I.A.C.S.)	Poste informatique des C.I.S. et du P.C. (Acquittement et création de manœuvre possible uniquement sur I.A.C.S.)
ARTEMIS Web Extranet	Déclaration de disponibilités par créneaux Suivi des interventions (en fonction du profil)	Tout poste informatique avec accès internet
Dispotel	Déclaration de la disponibilité par téléphone	Tout agent via son téléphone
Application e-S.D.I.S.	Suivi des interventions Suivi des plannings Notifications Guidage Transmission de photos	Smartphone / Poste informatique Tout C.O.S. avec des accès limités en fonction de son attribution
Terminaux radio A.N.T.A.R.E.S.	Transmission phonie Transmission ordre de départ Statut Géolocalisation (hors portatifs) Appel de détresse	Tout mobile ou portatif A.N.T.A.R.E.S.
Terminaux radio de l'avant (ATmosphère EXplosive)	Communication entre binômes ou binômes chef d'agrès	En cours d'équipement sur les engins d'incendie du département
Dispositif S.I.NU.S.	Assurer le suivi d'interventions avec de nombreuses victimes Permettre une identification unique et partagée de ces victimes	Outils d'indentification à disposition dans chaque engin sanitaire Logiciel déployé au C.O.D.I.S. et dans les V.P.C., V.NO.VI. et P.M.A.
Tablette pour bilans	Réalisation de bilans dématérialisés	En cours de déploiement

B. Les différents supports de transmissions



C. Les réseaux de communications mobiles

1. *Réseau national de sécurité civile (A.N.T.A.R.E.S.)*

L'infrastructure nationale partagée des transmissions (I.N.P.T.) constitue un système de télécommunication de sécurité de portée nationale, mis en œuvre, exploité et maintenu en condition opérationnelle par le ministère de l'intérieur.

L'I.N.P.T. supporte l'ensemble des applications opérationnelles qui constituent le réseau numérique national A.N.T.A.R.E.S. dédié aux communications opérationnelles de sécurité civile.

L'I.N.P.T. est constituée de réseaux de base (R.B.) qui fournissent les services de communication sur l'ensemble du territoire national. Le département de la Somme constitue un réseau de base identifié sous le numéro 800.

a) Radiocommunications A.N.T.A.R.E.S. en mode relayé :

- *Communications de groupe*

Les communications de groupe du réseau A.N.T.A.R.E.S. permettent l'émission d'un message vocal par un utilisateur (appui sur la pédale d'alternat) et sa diffusion à l'ensemble des utilisateurs inscrits.
Les communications de groupe sont utilisées au niveau départemental et au niveau tactique.

- *Communications point à point (appels privés)*

Les communications de type « point à point » du réseau A.N.T.A.R.E.S. permettent d'établir une communication privative avec un ou plusieurs utilisateurs de l'I.N.P.T., en composant un ou plusieurs numéros de terminaux.

La numérotation s'effectue suivant le plan d'adressage R.F.G.I. (réseau-flotte-groupe-identifiant) :

- **RRR :** correspond au numéro d'annuaire du réseau de base (ex : 800 pour la Somme) ;
- **F :** correspond au numéro de la flotte des terminaux (ex : 2 pour la sécurité civile) ;
- **GG :** correspond au groupe et donc à l'entité fonctionnelle de l'organisation (ex : 20 pour les véhicules de secours à victimes) ;
- **III :** permet d'identifier un terminal désigné par la séquence R.F.G. ou bien à un usage spécifique.

Les communications « point à point » fonctionnent à l'alternat et sont utilisées au niveau national ainsi qu'au niveau zonal et départemental.

Seuls les terminaux à destination des chefs de colonne ou les postes du P.C.C. ou du C.O.D.I.S. peuvent initier une communication « point à point ».

Ce type de communication doit être réservé pour :

- établir des communications avec le C.O.D.I.S. quand le terminal est en dehors du réseau de base ou de la zone nord ;
- contacter le C.O.D.I.S. 80 quand un message à caractère confidentiel doit être transmis.

- *Transmission de données*

Le réseau A.N.T.A.R.E.S. utilise les ressources de transmission de données de l'I.N.P.T. Le S.D.I.S. est équipé d'un serveur de données de type A.V.L. (automatic vehicle location = serveur de localisation des véhicules), interconnecté au S.G.O. du C.T.A. / C.O.D.I.S. permettant ainsi de traiter de manière automatique les informations transmises.

b) Radiocommunications A.N.T.A.R.E.S. en mode direct (DIR.) :

Un canal mode direct (DIR.) du réseau A.N.T.A.R.E.S. permet l'émission d'un message vocal par un utilisateur et sa diffusion à l'ensemble des utilisateurs à l'écoute de ce canal ; la liaison radioélectrique est directe de poste à poste, sans aucun équipement intermédiaire ni aucune infrastructure de télécommunication.

Les communications DIR. fonctionnent à l'alternat et sont utilisées au niveau tactique.

Les canaux DIR. directement utilisables sont repris avec leur ordre de priorité dans le plan de fréquence départemental (format DIR. 6xx).

Des canaux supplémentaires (format DIR. 7xx) pourraient être obtenus suite à une demande d'autorisation d'emploi conformément à la procédure définie en annexe 02 de l'O.B.N.S.I.C.

c) Radiocommunication A.N.T.A.R.E.S. par relais indépendant

Un relais indépendant portable (R.I.P.) permet l'émission d'un message vocal par un utilisateur A.N.T.A.R.E.S. et sa diffusion à l'ensemble des utilisateurs à l'écoute de ce seul canal. La liaison radioélectrique est réalisée par l'intermédiaire d'un équipement relais transportable.

Les communications R.I.P. fonctionnent à l'alternat et sont utilisées au niveau tactique.

Le S.D.I.S. dispose:

- d'un R.I.P. sous la forme d'une valise avec une autonomie de fonctionnement, remisé au service des systèmes d'information et de communication ;
- d'un R.I.P. sous la forme d'équipement intégré dans le poste de commandement (P.C.).

La mise en œuvre d'un R.I.P. est réalisée en accord avec le C.O.D.I.S. et le C.O.S. et est assurée sous la responsabilité d'un OFF.S.I.C. présent sur place.

Des R.I.P. peuvent être installés de manière fixe (appellation de relais indépendant fixe « R.I.F. ») sur des C.I.S. ou des implantations importantes afin d'être mis en service pour constituer des solutions de continuité opérationnelle locales et autonomes, ainsi que des dispositifs complémentaires du mode réseau.

2. *Réseaux locaux de sécurité civile*

a) Réseaux analogiques d'alerte :

Le S.D.I.S. dispose d'une infrastructure départementale de radiocommunications analogiques dédiée à la transmission de l'alerte entre le C.T.A. et les C.I.S. (aussi appelée F.T.A. ou fréquence de transmission de l'alerte).

Ce réseau est exploité en alternat bi-fréquence (83,1875/86,1875 Mhz).

b) Réseaux d'alarme des personnels :

Le S.D.I.S. dispose d'un réseau départemental d'alarme des personnels (R.D.A.) dédié à la transmission d'un message à caractère opérationnel aux sapeurs-pompiers. Reposant sur 19 points hauts et les E.R.C.S. des C.I.S., la fréquence numérique d'alerte (F.N.A.) utilisée est 173,6250 Mhz.

Les sapeurs-pompiers sont tous équipés d'un appareil sélectif alphanumérique lui permettant d'être déclenché lors d'une sollicitation opérationnelle.

c) Communication sur fréquences V.H.F. marine :

Les équipes spécialisées de sauvetage en mer sont équipées de matériels qui utilisent les fréquences V.H.F. (very high frequency) marines.

Dès lors qu'une opération de secours en milieu maritime est engagée, la procédure « modérato » doit être mise en œuvre en utilisant des équipements afin de créer un lien entre le C.R.O.S.S. et le chef de groupe ou chef de colonne sur place tout en permettant aux équipes nautiques de disposer d'une fréquence V.H.F. pour leurs liaisons internes. Une fiche réflexe sur la mise en œuvre de cette procédure est présentée en **annexe 02 du présent O.B.D.S.I.C.**

3. *Autres communications mobiles*

a) Téléphonie mobile terrestre

L'utilisation du téléphone portable est strictement limitée en opération.

Son utilisation est réservée :

- à l'alerte de la chaine de commandement en complément du réseau d'alarme des personnels ;
- aux missions de soutien opérationnel (sanitaires, mécanique, de transmissions, de ravitaillement, …).

Dans le cas où le téléphone mobile serait utilisé à des fins opérationnelles (transmission d'un message ou d'un bilan secouriste), il doit absolument transiter via le C.T.A. / C.O.D.I.S. pour permettre un enregistrement et une traçabilité.

De plus, l'utilisation de la téléphonie ne remet pas en cause l'application des procédures opérationnelles. Aussi, les remontées d'information et de renseignements seront strictement respectées et appliquées même en cas d'utilisation de ce mode de communication.

b) Télécommunication par satellite

Le S.D.I.S. dispose d'un équipement de télécommunications par satellite implanté sur le poste de commandement. Utilisant un prestataire privé, cette liaison satellitaire, permet d'établir une liaison sécurisée entre le C.O.D.I.S. et le poste de commandement tactique sur le terrain.

D. L'alerte des centres de secours et l'alarme des personnels

Afin de transmettre une alerte aux centres de secours et d'assurer l'alarme des personnels, le S.D.I.S. de la Somme base sa réponse sur le dispositif suivant :

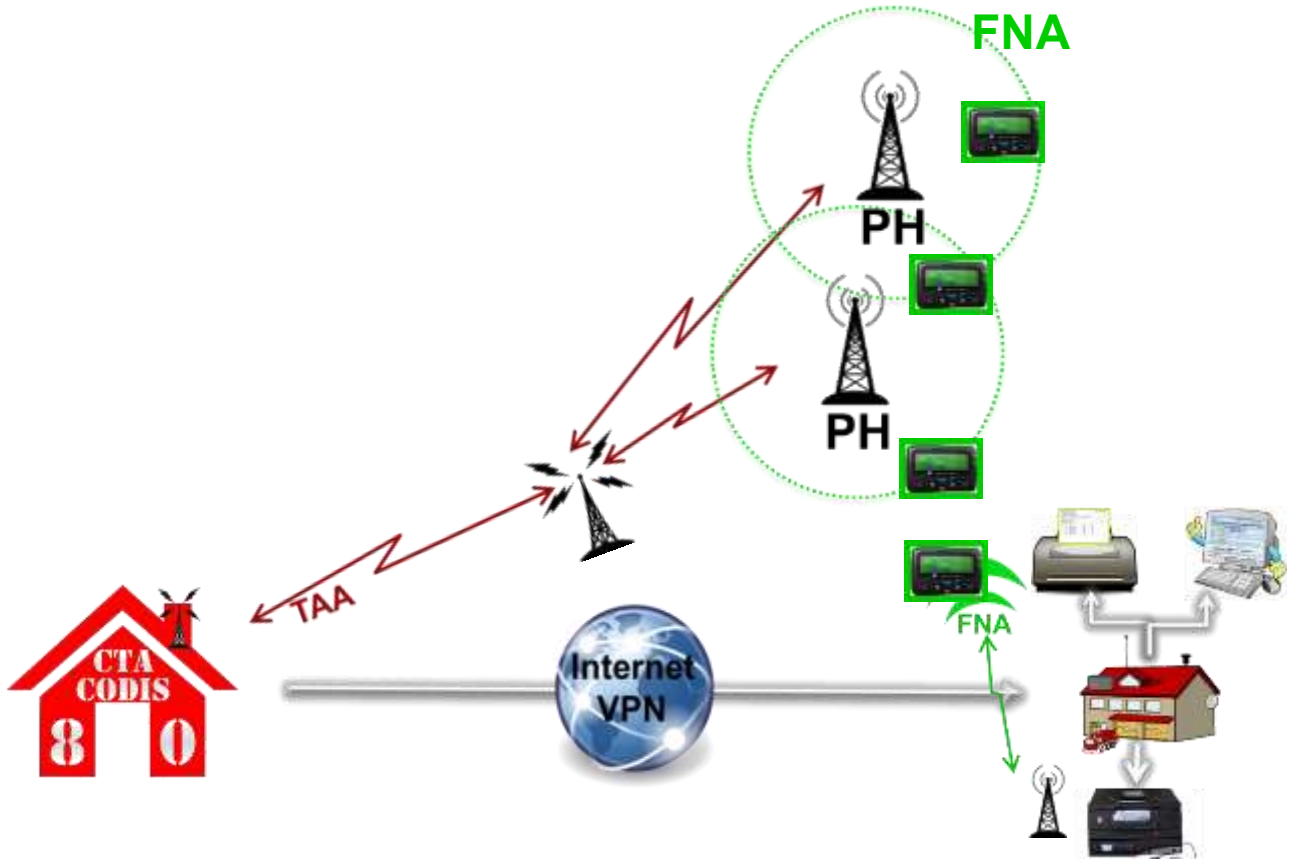
- *Alerte des Centres de secours via :*
  - V.P.N. en 1er mode (virtual private network ou réseau privé virtuel)
  - T.A.A. en mode secours n°1 (transmission de l'alerte par A.N.T.A.R.E.S.)
  - F.T.A. en mode secours n°2

Cette alerte des C.I.S. va permettre la mise à jour des données dans le centre de secours, l'affichage et l'impression du ticket de départ et va également initier la transmission de l'alarme sur les bips des personnels depuis l'E.R.C.S. du C.I.S.

- *Alarme des personnels*

Afin d'assurer une couverture optimale de l'alarme des personnels par des récepteurs individuels via la fréquence nationale d'alarme (173 MHz), le S.D.I.S de la Somme a pris le parti de baser l'alarme des personnels sur :

- l'E.R.C.S. (émetteur récepteur centre de secours) du centre de secours concerné par l'intervention et activé grâce à la transmission de l'alerte définie ci avant ;
- des E.R.C.S. de C.I.S. à proximité déclenché par le V.P.N., la T.A.A. ou la F.T.A. ;
- des points hauts judicieusement répartis sur le territoire qui sont déclenchés grâce à la T.A.A. ou à la F.T.A.



Mode nominal d'alarme des personnels

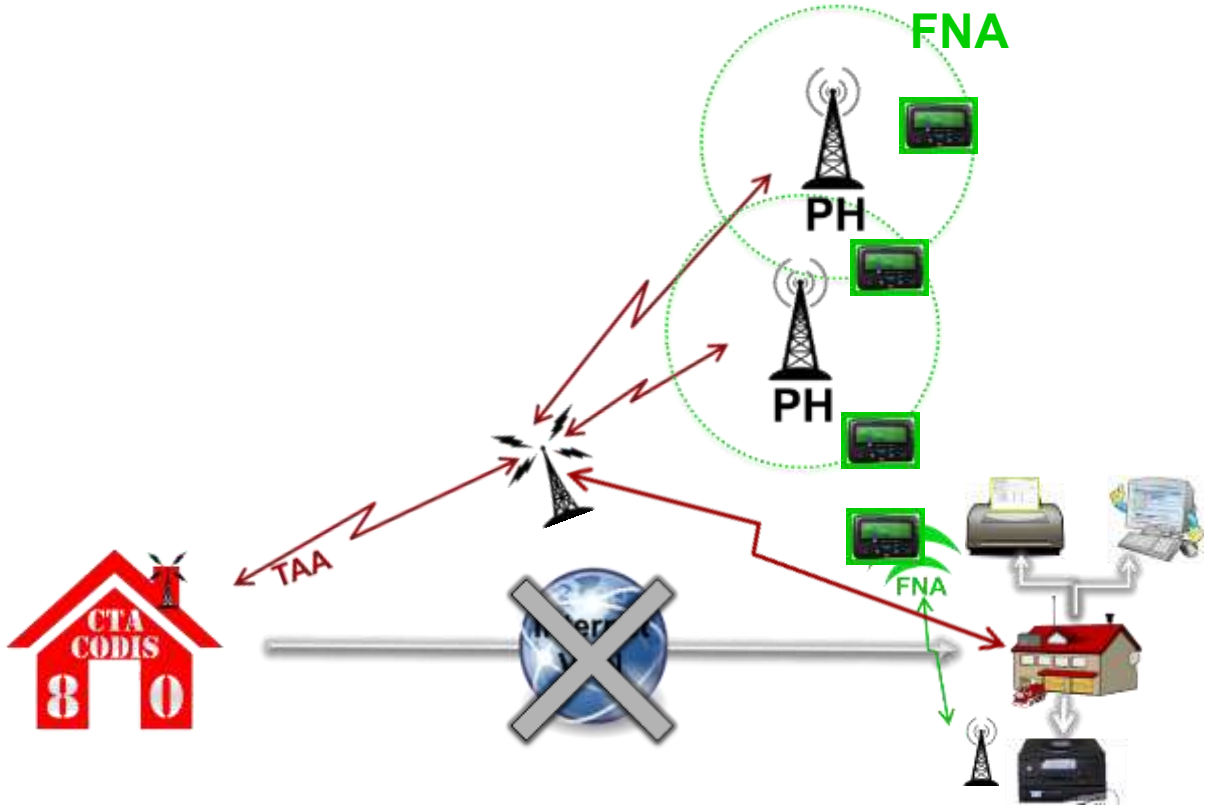


Schéma de fonctionnement de l'alarme des personnels en cas de perte du V.P.N.

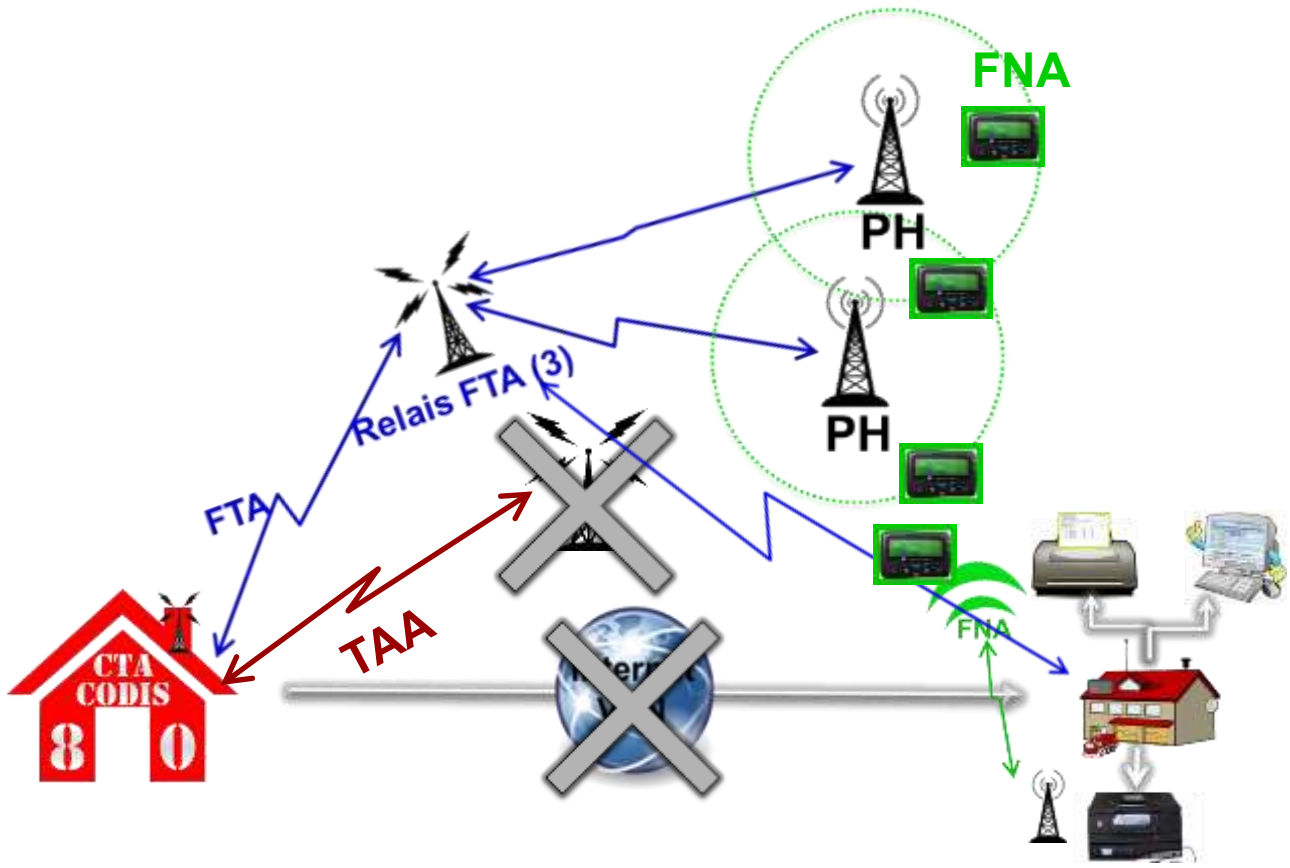


Schéma de fonctionnement de l'alarme des personnels en cas de perte du V.P.N. et de la T.A.A.

E. Les communications de l'avant

Longtemps ignorés, les moyens de communication permettant une liaison entre un chef d'agrès et un binôme sont devenus au fil des années une nécessité liée d'une part à l'évolution des techniques d'établissements (tuyaux en écheveaux), et d'autre part au besoin d'augmentation du niveau de sécurité du binôme lors d'un engagement dans un milieu clos ou dans un environnement dangereux.

Ces communications si elles sont primordiales doivent néanmoins reposer sur des matériels robustes, simples d'utilisation et disposant d'une sécurité intrinsèque renforcée.

Pour cela le S.D.I.S. de la Somme réalise un déploiement progressif dans l'ensemble des centres de secours de matériels dédiés aux communications de l'avant au moyen de deux types d'appareils :

- des portatifs AT.EX. type talkie-walkie :
  - utilisent la plage de fréquence 403-470 Mhz et une puissance de 10W ;
  - disposent de 16 canaux avec un espacement de 12,5 kHz ;
  - la liaison CA - équipes est réalisée sur des canaux pré affectés par C.I.S. ;
  - la dotation est de 4 portatifs par engin pompe complétés par un TPH. 700 pour le chef d'agrès.
- des portatifs A.N.T.A.R.E.S. AT.EX. type TPH. 700 :
  - la liaison s'effectue sur un canal DIR. pré affecté au C.I.S. comme le définit le plan de fréquence départemental ;
  - pour simplifier l'utilisation, ces TPH. 700 sont tous paramétrés afin de s'allumer sur le canal dédié ;
  - la dotation est basée sur 2 TPH. 700 AT.EX. par engin pompe (2 binômes) complétés par 2 TPH. 700 non-AT.EX. pour le conducteur et le chef d'agrès.

IV. Le plan de fréquences départemental

A. Les communications relayées

De portée départementale, ces communications permettent en fonction du niveau d'accès du terminal de pouvoir assurer une communication entre les différents utilisateurs. Elles nécessitent l'utilisation d'un relais A.N.T.A.R.E.S. et le fonctionnement intégral de l'I.N.P.T.

N° TKG	Nom	Utilisation	Accès
210	210 AUTORITE	Communication entre directeur des opérations et directeurs des services (ouvert sur demande de la préfecture)	Préfecture, D.D.S.I.S., Directeur S.A.M.U., D.D.S.P.
212	212 INTEROP.	Communication entre salles opérationnelles (C.O.D.I.S., C.R.R.A., C.I.C., C.O.R.G., C.O.D.)	Tout moyen S.P. et S.A.M.U. Police et gendarmerie via conf. 102
213	213 MOY. NAT.	Communication à disposition pour les moyens nationaux (U.I.I.S.C.) Communication permettant une liaison entre réseaux de base	Tout moyen S.P. et S.A.M.U.
218	218 ACCUEIL	Communication destinée à l'accueil de moyens extra départementaux ou en renfort extra départemental	Tout moyen S.P. et S.A.M.U.
240	240 OPE. 1	Canal opérationnel départemental	Tout moyen S.P.
241	241 OPE. 2 DEB	Canal opérationnel départemental de débordement	Tout moyen S.P.
242	242 S.S.U. 1	Canal de transmission bilan avec le C.R.R.A. 15 (hors Amiens) Liaison de secours C.R.R.A. 15 et C.O.D.I.S. 80	Tout moyen S.P. et S.A.M.U.
243	243 S.S.U. 2	Canal de transmission bilan avec le C.R.R.A. 15 (Amiens)	Tout moyen S.P. et S.A.M.U.
244	244 CDT.	Canal de commandement assurant une liaison entre le P.C. (ou le chef de colonne après sa prise de C.O.S.) et le C.O.D.I.S.	Chefs de colonne et site Centres de commandement
245	245 SPE. 1 SP	Canal pour des besoins de liaisons spécifiques entre le terrain et / ou le C.O.D.I.S. – non interopérable Canal identifié pour les interventions en milieu maritime ou baie.	Tout moyen S.P.
247	247 SPE. 2	Canal pour des besoins de liaisons spécifiques entre le terrain et/ou le C.O.D.I.S.	Tout moyen S.P. et S.A.M.U.
248	248 SPE. 3	Canal pour des besoins de liaisons spécifiques entre le terrain et/ou le C.O.D.I.S.	Tout moyen S.P. et S.A.M.U.
249	249 SPE. 4 G.V.T.	Canal pour des besoins de liaisons spécifiques entre le terrain et/ou le C.O.D.I.S. Canal utilisé par les moyens extra départementaux pour joindre leur CODIS	Tout moyen S.P. et S.A.M.U.
252	252 OPE. 3 DEB.	Canal opérationnel départemental de débordement	Tout moyen S.P.

1. *Communications « opérations »*

Elles permettent l'échange d'informations entre le C.O.D.I.S. et les moyens opérationnels du S.D.I.S., en situation opérationnelle courante.

3 talk groups OPE. de portée départementale :

- OPE. 1 permanente (240) ;
- OPE. 2 (241) et OPE. 3 (252) mis en service sur tout ou partie du territoire départemental en fonction des besoins (à privilégier sur des multiples interventions).

Elles sont soumises aux règles de procédures radios et sont dirigées par le C.O.D.I.S.

2. *Communication « commandement »*

Elle permet l'échange d'informations entre le C.O.D.I.S. et le P.C. si celui-ci est activé. Elle permet également la communication entre un C.O.S. de niveau minimum chef de colonne et le C.O.D.I.S. sur demande expresse de l'un d'eux. Elle instaure également un canal d'échange avec le C.O.D. en préfecture, le C.O.D.I.S. et le P.C.

1 talk group CDT. (244) de portée départementale.

La communication est soumise aux règles de procédures radios et réseau dirigé par le C.O.D.I.S.

3. *Communications « spécialisées locales »*

Il s'agit de ressources de communication non affectées en situation normale. Leur utilisation est réservée pour répondre à :

- un besoin opérationnel immédiat et temporaire (capacité supplémentaire de trafic, séparation du trafic par zone géographique ou par nature, par fonction, ...) ;
- un besoin tactique qui ne peut être réalisé par des liaisons en mode direct (éloignement des récepteurs, affranchissement du relief, …).

Trois talk groups SPE. sont affectés au S.D.I.S. :

- SPE. 1 S.P. : TKG. 245 (seul le S.D.I.S. y a accès)
- SPE. 2 : TKG. 247 (partagée avec le S.A.M.U.)
- SPE. 3 : TKG. 248 (partagée avec le S.A.M.U.)

Ces communications ont une portée départementale. La station directrice est le C.O.D.I.S. ou le poste de commandement tactique. Leur utilisation est conditionnée à l'accord du C.O.D.I.S.

En ce qui concerne la SPE. 1 S.P. (TKG. 245), elle est notamment identifiée comme la liaison préférentielle pour les interventions en milieux maritimes ou baie. Les équipes engagées sur ce type d'intervention peuvent donc l'utiliser immédiatement en tant que tactique relayée sauf ordre contraire du C.O.D.I.S.

Cas particulier :

Une communication spécialisée, SPE. 4 EXT. (TKG. 249), est mise à disposition pour un usage interdépartemental. Ainsi, un engin d'un S.D.I.S. voisin en transit dans notre département, peut utiliser cette communication spécialisée pour converser avec son C.O.D.I.S. d'appartenance en suivant la procédure de transit (G.V.R.-t. : gestionnaire des voies radios de transit).

De même, lorsqu'un engin du S.D.I.S. de la Somme est sous la couverture d'un réseau de base (R.B.) d'un département de la zone nord, il bascule sur le talk group mis à disposition et envoi le statut de demande de parole. L'information est acheminée par le gestionnaire de voie radio de transit (G.V.R.-t.) au C.T.A. / C.O.D.I.S. 80 qui contacte l'engin.

Cette communication spécifique peut tout de même être utilisée par le C.O.D.I.S. 80 en usage interne.

4. *Communication « accueil »*

Elle permet d'établir une communication entre le C.O.D.I.S., le P.C. et tous les moyens opérationnels en renfort, lors de leur arrivée pour la prise de contact initiale.

Le talk group affecté est le TKG. 218. Cette communication a une portée départementale.

Dans tous les départements français, la communication « accueil » a lieu sur le TKG. 218 et tout équipement A.N.T.A.R.E.S. de la flotte y a accès (S.P., S.A.M.U…).

La station directrice est le C.O.D.I.S., qui doit en assurer une veille permanente. Elle est également veillée par le V.P.C. lorsqu'il est activé ou par l'officier du C.R.M. lorsque ce dernier est défini.

5. *Communication « moyens nationaux »*

Elle correspond aux communications établies entre les unités nationales de sécurité civile au sein d'un réseau de base départemental. Le talk group affecté est le TKG. 213.

Cette communication a une portée départementale, elle ne doit pas être utilisée par les moyens du S.D.I.S. sauf sur ordre du C.O.D.I.S.

Dans tous les départements français, la communication « moyens nationaux » a lieu sur le TKG. 213 et seuls les moyens S.P. y ont accès. Il n'y a pas de station directrice.

En cas d'indisponibilité, le C.O.D.I.S. détermine une communication en solution de repli.

Cas particulier :

Le C.O.Z. nord peut, lors d'une intervention d'envergure (zone d'intervention étendue sur plusieurs départements, moyens engagés provenant de plusieurs départements, …) ou lors d'évènements particulièrement impactant sur la zone, autoriser l'emploi de la TKG. 213 par les S.D.I.S. Pour ce faire, il réalise l'aboutement des TKG. 213 des différents réseaux de base de la zone à l'aide du G.V.R.-t.

Cette communication est alors utilisée :

- pour répondre au besoin du C.O.S. en tant que liaison tactique (liaison avec des secteurs situés dans des R.B. différents) ;
- pour un usage de commandement si une communication multi R.B. est nécessaire.

6. *Communications « interopérabilité S.I.S. – S.A.M.U. »*

Ces communications S.S.U. (secours et soin d'urgence) ont pour objet la coordination opérationnelle de l'aide médicale urgente et permet au C.O.D.I.S. et au C.R.R.A. 15 d'échanger des informations avec les moyens de secours de leur secteur opérationnel.

Elles permettent aux chefs d'agrès des V.S.A.V. et aux V.S.S. de transmettre le bilan secouriste au S.A.M.U.

En mode dégradé, la transmission des bilans peut être réalisée, par téléphone urbain via le 18, si un téléphone est disponible à proximité.

Deux talk groups S.S.U. sont employés au S.D.I.S. :

- S.S.U. 1 : TKG. 242 (pour tout moyen en dehors des C.I.S. Amiénois) ;
- S.S.U. 2 : TKG. 243 (pour tout moyen amiénois).

Ces communications ont une portée départementale et sont accessibles aux moyens S.P. ou S.A.M.U. La station directrice est le C.R.R.A. 15.

7. *Communication « coordination tous services »*

Cette communication, aussi dénommée « interop », permet l'échange d'informations entre les centres opérationnels départementaux de tous les services (C.O.D.I.S., C.I.C., …) et les moyens de commandement de ces services. Elle est établie au niveau zonal, conformément à l'O.B.Z.S.I.C., doit nécessairement impliquer au minimum 2 services (en dehors du S.D.I.S. et du S.A.M.U.) et nécessite un délai d'activation.

Le talk group affecté est le TKG. 212. Cela correspond à la conférence 102 pour le réseau A.C.R.O.POL. Cette communication a une portée départementale et est accessible à tous les terminaux sur l'I.N.P.T. Elle nécessite obligatoirement l'activation de la conférence 102 (CONF. 102) pour la police nationale, même si cette dernière n'est pas concernée par l'utilisation de cette communication.

En cas de nécessité (panne téléphonique, déclenchement d'un plan départemental, violences urbaines ou autre événement nécessitant une communication rapide entre les services concernés), le C.O.D.I.S. peut demander l'ouverture de cette communication, après validation par le D.D.S.I.S. ou le chef de site avant de l'adresser au C.O.Z. nord suivant la procédure définie dans l'O.B.Z.S.I.C. Tous les services demandeurs devront veiller le TKG. 212 tout le temps de son activation.

La station directrice est le centre d'information et de commandement (C.I.C.) de la police nationale, sauf si elle n'est pas l'un des services utilisateurs, dans ce cas le C.O.D.I.S. devient station directrice.

8. *Communication « autorité »*

Cette liaison permet les communications entre les autorités préfectorales et les autorités des services opérationnels autorisés. Elle est établie à la demande du préfet conformément à l'O.B.Z.S.I.C.

Le talk group affecté est le TKG. 210. Cela correspond à la conférence 100 (CONF. 100) pour le réseau A.C.R.O.POL. Cette communication a une portée départementale et est accessible aux terminaux du groupe 96 (terminaux des permanents de direction et 2 terminaux au sein du P.C.).

Sa mise en œuvre n'est pas permanente et nécessite un délai d'activation.

En cas de nécessité, le C.O.S. peut demander l'ouverture de cette communication au C.O.D.I.S., qui fait valider par le D.D.S.I.S. ou le chef de site avant de l'adresser à la préfecture.

B. Les communications tactiques

Lorsqu'une opération particulière nécessite une structure de commandement hiérarchisée, le C.O.S. peut ordonner l'établissement temporaire d'une organisation tactique des communications. Cette organisation fait l'objet d'un O.C.T.
Les communications tactiques s'appuient sur le réseau de radiocommunication A.N.T.A.R.E.S. et utilisent les fonctionnalités :

- mode direct (DIR.) ;
- communication de groupe pour les communications spécialisées (TKG.) ;
- relais indépendant portable (R.I.P.).

1. *Les liaisons tactiques « chaine de commandement »*

Utilisées à des fins de liaison entre le C.O.S. et les chefs d'agrès ou au sein d'un O.C.T. dans un poste de commandement, ces liaisons sont à ce jour pré affectées sur les différents secteurs chefs de colonne ou chefs de groupe définis dans le règlement opérationnel.

Fonction	DIR.	Fonction	DIR.
C.D.C. Ouest C.D.C. Centre	622	C.D.C. Est	612
C.D.G. Ponthieu	623	C.D.G. Ambiani	623
C.D.G. Vimeu	604	C.D.G. Avre	604
C.D.G. Nièvre & Somme	644	C.D.G. Ancre	644
C.D.G. Leclerc	663	C.D.G. Santerre	663
C.D.G. Authie	604	C.D.G. Mémorial	623

Ces DIR. sont attribuées au secteur et non aux C.I.S. rattachés à ce secteur et un chef de groupe intervenant sur un autre secteur se transporte avec sa fréquence.

Afin d'assurer la rédaction d'un O.C.T., les fréquences prévues ci-dessus seront alors affectées sur les différents secteurs en fonction des responsables de secteurs.

Les autres canaux qui pourraient être nécessaires seront ensuite puisés parmi les 10 canaux suivants :

Niveau ½ : 632 ; 602 ; 607 ; 617

Niveau ¾ : 614 ; 633 ; 654 ; 673 ; 643.

Ensuite les canaux 603, 624 et 664 pourraient être réutilisés dans le cas où les C.I.S. Ham, Epehy et Roisel ne seraient pas présents sur l'intervention concernée.

2. *Les liaisons tactiques « C.I.S. »*

Ces liaisons définies ci-après ont pour but de permettre à chaque CIS d'utiliser de manière autonome ces ressources radios d'une part à des fins de communication interne, mais également pour les communications de l'avant avec les DIR. pour les portatifs TPH. 700 ATEX et les canaux pour les portatifs de type talkie-walkie.

Les affectations sont reprises ci-après :

DIR. ANTARES	Canaux Portatifs	C.I.S. concernés
603	9	Roisel
613	3 - 4	Albert, Mailly-Maillet, Miraumont Amiens Ferry Cayeux Sur Mer Flixecourt, Domart en Ponthieu Forceville, Hallencourt, Poix de Picardie Mers les Bains Montdidier Rue
624	10	Ham
634	1 - 2	Abbeville, Ailly le Haut Clocher, Val de Trie Amiens Catelas La Hotoie, Picquigny Ault Conty Doullens, Beauval, Lucheux Fort Mahon Péronne Roye Val de Somme
653	5 - 6	Amiens Poulainville, Vignacourt Bernaville Bray sur Somme Friville Escarbotin, Feuquières en Vimeu Hornoy le Bourg Le Crotoy Nesle Moreuil
664	11	Epehy
674	7 - 8	Ailly sur Noye, Saint Sauflieu Airaines, Molliens-Dreuil Bocage Hallue, Beauquesne, Toutencourt Crecy en Ponthieu, Nouvion en Ponthieu Gamaches, Bouvaincourt sur Bresle Moislains Rosières en Santerre, Hangest en Santerre Saint Valery Sur Somme

3. *Les liaisons tactiques « air-sol »*

La liaison DIR. 610 doit prioritairement être utilisée pour communiquer avec les moyens aériens relevant de la D.G.S.C.G.C. et ceux du S.A.M.U. équipés d'un poste A.N.T.A.R.E.S.

A ce titre, cette liaison est à veiller par le C.O.S. dès qu'il a connaissance de la venue d'un moyen aérien de la sécurité civile ou du S.A.M.U.

En outre, les DIR. 620, 630 ou 640 pourraient être également utilisées en tactique air-sol dans le cas où plusieurs interventions nécessiteraient l'engagement de moyens aériens.

4. *Les liaisons tactiques nationales*

Les unités nationales de la sécurité civile utilisent pour leur besoin les canaux DIR. 683 et DIR. 684.

Les colonnes de renfort en transit sur le territoire national peuvent utiliser les DIR. 675 et DIR. 685 pour les besoins en liaison interne.

5. *Les liaisons « R.I.P. »*

Ces liaisons réalisées grâce à la mise en œuvre d'un relais indépendant portable, vont permettre de communiquer sur une zone localisée autour du relais (plusieurs dizaines de kilomètres en fonction de la géographie du terrain), avec une capacité de communication dédiée à un emploi opérationnel tactique.

Cette liaison utilise un canal R.I.P. du réseau A.N.T.A.R.E.S. et devra utiliser en priorité le canal 920, puis dans l'ordre les canaux 930, 940 et 910, conformément aux priorités d'emploi définies dans l'O.B.N.S.I.C.

Le relais tactique mobile est mis en œuvre sous la responsabilité d'un OFF.S.I.C., dans le cadre d'un O.P.T. / O.C.T., en accord avec le C.O.D.I.S.

6. La Liaison tactique « interservices »

Elle permet les communications directes entre tous les moyens opérationnels de tous les services sur une zone restreinte.

Le canal affecté est le DIR. 90, canal commun aux sapeurs-pompiers (A.N.T.A.R.E.S.), police nationale (A.C.R.O.POL.), gendarmerie (CORAIL NG).

Son emploi doit être coordonné et autorisé par le C.O.S., en liaison avec les forces de l'ordre présentes sur le terrain. Le C.O.D.I.S. doit être informé de son utilisation.

Celle-ci est à privilégier, dès lors qu'une relation interservices se met en place dans l'attente de l'arrivée des officiers de liaison (violences urbaines, attentat, …).

7. *Relais tactique « tous services » :*

Il permet à tous les moyens opérationnels de tous les services de communiquer sur une zone localisée avec une capacité de communication dédiée.

Le canal affecté est le R.I.P. 690 pour le réseau A.N.T.A.R.E.S. et le R.I.P. 90 pour le réseau A.C.R.O.POL.

En cas de nécessité et en concertation avec les responsables des services présents sur les lieux, le C.O.S. peut demander l'utilisation du relais tactique « tous services » au C.O.D.I.S., qui fait valider par le chef de site (ou le D.D.S.I.S.) avant de l'adresser à la préfecture.

Son exploitation nécessite au préalable l'acheminement et l'installation d'un R.I.P. « tous services » par les moyens S.I.C. de la zone nord.

V. Procédures d'exploitation

A. Séquence des communications opérationnelles

Tout engin engagé dans une opération transmet au centre de coordination opérationnelle, les messages suivants :

- une communication de départ en intervention ;
- une communication d'arrivée sur les lieux ;
- une communication d'ambiance ;
- une ou plusieurs communications de compte-rendu ;
- une communication de retour disponible ou indisponible ;
- une communication de rentrée à son centre.

Pour chaque message vous trouverez ci-après le support de prédilection à choisir :

Type de message	Support n°1	Support n°2
Départ en intervention	Statu 1	Message voix « à la volée »
Arrivée sur les lieux	Statu 2	Message voix « à la volée »
Message d'ambiance	Statu D.P.N. + message voix	Message voix
Demande de renfort S.P. ou service urgent	Statu D.P.U. + message voix	Message voix
Demande de renfort service	Statu D.P.N. + message voix	Message voix
Messages de compte rendu	Statu D.P.N. + message voix	Message voix
Messages de compte rendu sans renfort et sans situation particulière *(ouverture de porte, S.U.A.P. courant, feu V.P. sans risque)*	Message texte	Statu D.P.N. + message voix
Message de position (transport hôpital, choix hôpital…)	Statu local	Néant
Message de retour disponible ou indisponible	Statu réflexe (7 ou 8)	Message voix « à la volée »
Message de rentrée	Statu 9	Stationnaire

Le sigle D.P.N. signifie demande de parole normale et correspond au statu réflexe « 3 », tandis que le sigle D.P.U. signifie demande de parole urgente et correspond au statu réflexe « 4 ».

Le message voix « à la volée » correspond à la transmission d'un message voix sur le canal relayé attribué pour l'intervention, sans accusé de réception du C.O.D.I.S.

Il sera ainsi enregistré mais sa confirmation de réception par le C.T.A. / C.O.D.I.S. n'est pas obligatoire.

En ce qui concerne les status (hors D.P.N. et D.P.U.), ils sont utilisables par tout véhicule référencé sur une intervention dans le système d'alerte, soit tous les véhicules de centres de secours et les véhicules dédiés de la chaine de commandement.

Pour les autres véhicules et portatifs, il conviendra d'utiliser le support numéro 2. En revanche les D.P.N. et D.P.U. fonctionnent.

B. Message en mode « voix »

La transmission de messages en mode « voix » doit être limitée aux informations essentielles.

Les COM. du réseau A.N.T.A.R.E.S., exploitées par le C.O.D.I.S. ou le C.R.R.A. 15 fonctionnent en réseau dirigé : tout terminal devra donc obtenir l'autorisation de la station directrice pour établir une communication en phonie.

L'utilisation de ces COM. directement entre terminaux, est autorisée uniquement sur demande expresse d'un engin auprès du C.O.D.I.S. ou lors de l'affectation d'une COM. spécialisée pour une intervention précise.

La communication peut se diviser en 3 parties : l'appel, la conversation proprement dite et le final.

1. *L'appel*

La communication débute toujours par un appel :

- d'un terminal vers la station directrice ;

- de la station directrice vers un terminal ;
- exceptionnellement et dans les situations indiquées ci-dessus, d'un terminal vers un autre terminal.

Sur la COM. « OPE1 » l'appel sera réalisé en utilisant le STATU 03 « MESSAGE » pour les communications courantes et le STATU 04 « MESSAGE URGENT » lorsque la situation opérationnelle exige de signaler à la station directrice un besoin de communication prioritaire.

La demande de parole urgente sera notamment utilisée pour un accident de trajet avec un véhicule S.P. sans blessé ou une demande de renfort sapeurs-pompiers.

Le système d'information et de communication de la station directrice dispose d'une visibilité sur les files d'attente de demande de communication courante et de demande de communication prioritaire.

Le terminal doit donc attendre la réponse de la station directrice avant de relancer une demande de parole.

Pour les messages sur d'autres COM., pour la chaine de commandement ou lorsque la communication concerne deux terminaux entre eux, l'appel est effectué directement en mode « voix », sans utiliser les status de demande de parole.

L'appel, après demande de parole ou direct, est établi sur un des formats suivant :

- (Identifiant du terminal) POUR (identifiant de la station directrice) ;
- (identifiant de la station directrice) DE (Identifiant du terminal).

Pour les messages à caractère prioritaire, l'appel en mode « voix » est précédé de « URGENT URGENT URGENT ».

La communication est établie lorsque la station directrice répond en mode « voix » et donne la parole au terminal.

2. *La conversation*

Une fois établie, la communication comporte une série de messages échangés en alternat : la conversation proprement dite correspond à l'échange en mode « voix » de messages entre l'appelant et l'appelé.

Chaque message comprend un entête, un texte.

Entête

L'entête respecte le format :
Groupe horaire
(identifiant de l'émetteur) POUR (identifiant du ou des destinataires)

Texte

Le texte contient les éléments opérationnels à communiquer :

- localisation (« je suis … ») ;
- situation (« je vois …») ;
- actions en cours (« je fais ...») ;
- anticipation (« je prévois …») ;
- moyens complémentaires (« je demande … »).

Pour une bonne compréhension mutuelle, des règles doivent être observées : savoir quoi dire (préparer les éléments de la conversation) et comment le dire (articuler, être bref et précis…).

3. *Le final*

Chaque communication s'achève lorsque chaque interlocuteur a transmis un final « terminé ».

4. *Les règles de discipline*

Toute transmission d'information d'ordre privé ou commercial est interdite.

- les communications échangées sur les réseaux peuvent être écoutées. Aussi convient-il d'utiliser l'appel privé pour transmettre une communication présentant un caractère confidentiel ;

- toute station doit s'assurer avant d'émettre, qu'elle est sur le bon réseau et qu'aucune communication n'est en cours ;
- le trafic a lieu en alternat. Chaque sens du dialogue doit être nettement marqué ;
- les liaisons tactiques ne doivent pas être exploitées à partir d'une station fixe, sauf autorisation du C.O.D.I.S. ;
- la transmission des messages doit se faire de manière que l'opérateur C.O.D.I.S. puisse transcrire le message : parlez distinctement, lentement et ponctuez de temps morts réguliers ;
- la transmission d'un long texte doit toujours être marquée par des arrêts de l'émission de quelques secondes toutes les 20 secondes environ, afin qu'un correspondant ayant une communication prioritaire puisse l'annoncer pendant ces interruptions.

C. Message en mode « status »

Les messages de départ en intervention, arrivée sur les lieux, retour disponible ou indisponible, rentrée au centre, utilisent les STATUS REFLEXES.

Tout message d'ambiance sur A.V.P. ou I.N.C., ainsi que toute demande de renfort (S.D.I.S. ou services extérieurs) doit être transmis via l'utilisation d'un D.P.N. puis d'un message voix, avec confirmation de la réception par le C.O.D.I.S.

Tout message de compte rendu d'intervention avec moyen en transit ou d'un niveau de commandement de niveau chef de groupe, implique un message voix systématique.

Seuls les messages de compte rendu sur des interventions non particulières (ouverture de portes, S.U.A.P. courant ou feu V.P. sans risque…) peuvent être réalisés via un message texte.

Les STATUS définis au niveau local sont différents d'un département à l'autre, ils ne peuvent pas être utilisés par des moyens d'autres départements intervenant en renfort.

Pour une exigence d'interopérabilité nationale, les terminaux et les systèmes d'information et de communication des centres opérationnels, exploitent obligatoirement les codes STATUS nationaux, leur signification et leurs libellés tels que définis dans le tableau de l'**annexe 06 du présent O.B.D.S.I.C**.

Tout moyen opérationnel en renfort ou en mobilité hors de son département d'origine, lorsqu'il utilise les STATUS, emploie exclusivement les STATUS nationaux.

D. La détresse

1. *Cas d'usage*

L'utilisation de la détresse sur un terminal A.N.T.A.R.E.S. doit répondre à un principe simple :
« Toute situation qui implique un danger immédiat pour la vie humaine nécessite une détresse ».
Trois cas d'usage sont alors couramment référencés :

- agression de sapeurs-pompiers ;
- accident de trajet avec un engin S.P. avec blessé ;
- accident lié à un phénomène thermique.

La demande de parole urgente sera notamment utilisée pour :

- accident de trajet avec un véhicule S.P.
- demande de renfort S.P.

Pour toutes les autres situations, la demande de parole normale reste de mise.

2. *Le fonctionnement de la détresse*

La détresse nécessite de la part de l'utilisateur un appui de 5 secondes sur le bouton détresse.

3 situations vont alors se présenter :

- *Terminal en mode relayé ou en mode direct sous couverture réseau :*

L'utilisation de la détresse dans ce cas va engendrer une réception au niveau du C.T.A. / C.O.D.I.S. et sur les deux postes identifiés du poste de commandement si celui-ci est activé.

Le C.T.A. / C.O.D.I.S. peut alors identifier le terminal à l'origine de la détresse et peut, s'il s'agit d'un mobile, le géo localiser.

Une conférence de crise s'ouvre alors entre le poste et le C.T.A. / C.O.D.I.S., via le gestionnaire de voies radios. Cette conférence est initialement limitée à la personne à l'initiative de la détresse et au décrocheur. Elle peut ensuite être rejointe par les postes du P.C.

Attention : Il est vivement conseillé de réaliser une détresse depuis un mobile plutôt que depuis un portatif. En cas d'utilisation par erreur du bouton « S.O.S. », il convient de répondre aux sollicitations éventuelles du C.O.D.I.S. afin de pouvoir clore l'événement.

- *Terminal sans couverture réseau*

Dans ce cas précis, le terminal va déclencher l'ensemble des terminaux sous couverture radioélectrique de l'I.N.P.T. De la même façon que précédemment, une tactique de crise va s'ouvrir entre le poste et le décrocheur à la laquelle d'autres postes pourraient se raccrocher.

- *Terminal en mode R.I.P.*

Dans ce cas précis, aucune détresse ne va être transmis au C.O.D.I.S. ni sur des postes à portée radioélectrique.

E. La géolocalisation

Chaque terminal mobile du réseau A.N.T.A.R.E.S. est géo localisé via la transmission de coordonnées X - Y via l'A.V.L., serveur spécifique du système de gestion opérationnelle permettant de traiter ces coordonnées, afin de les reporter ensuite sur la cartographie opérationnelle du C.O.D.I.S.

Elle permet d'obtenir la position dynamique de chaque véhicule du S.D.I.S. permettant ainsi de réaliser un suivi de leur transit vers l'intervention ou de rediriger rapidement des engins à proximité d'interventions.

Annexe 1 : les fiches emploi des fonctions opérationnelles

Commandant des systèmes d'information de communication (COM.S.I.C.)

☞ Missions :

Il est chargé de concevoir et de coordonner la mise en œuvre opérationnelle des systèmes d'information et de communication

Le COM.S.I.C. est également le conseiller technique du préfet pour les questions relatives aux S.I.C. des services concourant à la sécurité civile.

Il est chargé de la conception opérationnelle des S.I.C. en validant les ordres de transmissions (O.B.D.S.I.C., O.P.T., …), les documents nécessaires à la traduction des besoins opérationnels en moyens techniques…

Il est garant des conditions de mise en œuvre et de la sécurité des S.I.C., il s'assure également de la conformité d'installation et de fonctionnement des matériels, équipements, systèmes, logiciels, aux normes, aux règles ainsi qu'aux exigences de compatibilité, d'interopérabilité, de performance et de qualité en vigueur.

Il est garant des conditions d'emploi opérationnel des S.I.C. Il s'assure notamment que les matériels, équipements, systèmes, logiciels sont employés dans les conditions d'utilisation normales. Il veille au respect de la discipline opérationnelle telle que définie dans les ordres de base

Le COM.S.I.C. veille à l'adéquation de la formation des utilisateurs avec les équipements, matériels ou systèmes qu'ils sont amenés à employer. Pour cela il élabore un plan de formation S.I.C. et assure l'organisation du réseau des formateurs.

Le COM.S.I.C. est garant de l'adaptation des S.I.C. Il propose donc au préfet toute expertise technique ou opérationnelle requise en matière d'emploi opérationnel des S.I.C.

Il contribue avec les autres COM.S.I.C. à la veille technologique et à l'adaptation de l'expression des besoins de sécurité civile.

✓ Désignation et formation

Le COM.S.I.C. suit une formation initiale de 104 h dispensée par l'E.N.S.O.S.P.

Il est désigné par le préfet sur proposition du D.D.S.I.S.

Il suit une formation de maintien des acquis de 3 jours tous les 5 ans à l'E.N.S.O.S.P. et assure une journée de F.M.A. officier S.I.C. (OFF.S.I.C.).

Au sein du S.D.I.S. de la Somme, un COM.S.I.C. et un second agent formé S.I.C. 5 (adjoint du COM.S.I.C.) sont nécessaires.

Officier des systèmes d'information de communication (OFF.S.I.C.)

☞ **Missions :**

Il est chargé, sous les ordres du COM.S.I.C., de la mise en œuvre opérationnelle des S.I.C.

Ainsi, lors d'une opération de secours, l'OFF.S.I.C. est particulièrement chargé de l'organisation des moyens de transmissions (systèmes d'information, O.C.T., …) permettant de répondre aux besoins opérationnels exprimés par son commandement.

L'OFF.S.I.C. est également chargé d'épauler les utilisateurs des S.I.C. lors de modes dégradés afin de pérenniser la continuité d'activité.

✓ **Désignation et formation**

Les OFF.S.I.C. suivent une formation initiale de 72 h dispensée par l'EC.A.S.C.

Pour être maintenus sur liste opérationnelle d'aptitude, ils doivent suivre une formation de maintien des acquis annuelle d'1 journée.

Au sein du S.D.I.S. de la Somme, afin d'assurer une permanence opérationnelle, l'effectif nominal est de 10 OFF.S.I.C., inscrits sur liste d'aptitude annuelle.

L'officier C.O.D.I.S.

☞ **Missions :**

L'officier CODIS assure une permanence opérationnelle au C.T.A. / C.O.D.I.S. Il est chargé de la coordination des secours sur l'ensemble du département. Il a autorité sur l'ensemble des moyens du C.T.A. / C.O.D.I.S. Il s'assure du respect des directives fixées par le règlement opérationnel départemental.

Il veille à la situation des moyens et des interventions en cours.

Il est l'interlocuteur de la chaine de commandement d'astreinte et veille à la mise à jour des informations du planning des spécialistes. Il engage les cadres de la chaine de commandement selon les modalités définies. Il rédige les synthèses, renseigne le portail O.R.SE.C.

Il suit les interventions avec une attention particulière lors de l'engagement d'un chef de groupe et établit des points de situation en cours d'opération.

Il est le responsable de l'information de la chaine de commandement. A ce titre, il assure, sous l'autorité de l'astreinte de direction, les relations avec les autorités préfectorales, les autorités départementales, municipales, les organismes publics ou privés qui participent aux opérations de secours.

Il répond aux demandes d'affectation de canaux tactiques et organise l'écoute radio des différents talk groups en fonction de l'activité du C.O.D.I.S.

Il apporte son aide à l'adjoint chef de salle quand cela est nécessaire et particulièrement lors de l'engagement d'une équipe spécialisée du département.

Il peut, de sa propre initiative, décider du passage du C.O.D.I.S. en état d'activité exceptionnelle et procéder alors au rappel du personnel nécessaire pour renforcer le C.T.A. / C.O.D.I.S.

✓ **Désignation et formation**

Les officiers C.O.D.I.S. suivent une formation initiale de 40 h dispensée par le S.D.I.S. de la Somme.

Pour être maintenus sur liste opérationnelle d'aptitude, ils doivent suivre une formation de maintien des acquis annuelle d'1 journée.

Au sein du S.D.I.S. de la Somme, afin d'assurer une permanence opérationnelle, l'effectif nominal est de 12 officiers C.O.D.I.S., inscrits sur liste d'aptitude annuelle.

L'adjoint au chef de salle opérationnelle

☞ **Missions :**

L'adjoint au chef de salle opérationnelle est chargé de la mise en œuvre de la réception et du traitement des appels d'urgence. A ce titre, il coordonne l'activité de chaque opérateur.

30

Il est chargé du bon fonctionnement du système d'information et de communication du C.T.A. / C.O.D.I.S. A ce titre, il veille au maintien en condition opérationnelle des équipements, des applications du système d'information et de communication du C.T.A. et à la mise en œuvre des procédures de gestion en mode dégradé, en liaison avec les équipes de maintenance.

✓ **Désignation et formation**

L'adjoint au chef de salle opérationnelle suit une formation initiale de 120 h, assurée par le S.D.I.S. de la Somme conformément au référentiel interne d'organisation de la formation et de l'évaluation (R.I.O.F.E.).

Le pré requis pour cette formation est une compréhension de l'emploi d'opérateur de salle opérationnelle.

Pour être maintenu sur liste opérationnelle d'aptitude, il doit assurer 32 h de formation de maintien des acquis dont 8 h en journée spécifique.

Opérateur de salle opérationnelle

☞ **Missions :**

L'opérateur de salle opérationnelle ou chef opérateur de salle opérationnelle assure au sein du S.D.I.S. de la Somme les deux fonctions que sont le traitement des appels d'urgence et la coordination des opérations.

Par la partie traitement des appels d'urgence, il est ainsi chargé en priorité de la prise en compte des appels. Il réceptionne les appels 18, engage les moyens de secours adaptés conformément au R.O., réoriente éventuellement les appels et prévient les services publics ou privés concernés par les demandes de secours.

Il contrôle l'effectif et s'assure du départ de l'engin dans le temps requis.

Il tient informé l'adjoint au chef de salle de toute intervention, appel ou incident particuliers.

Pour la fonction de coordination opérationnelle, il doit assurer le suivi de l'intervention du départ de l'engin jusqu'à la fin de l'intervention.

Il veille les réseaux radio désignés et traite les informations relatives aux opérations de secours.

Il s'assure de l'arrivée sur les lieux de l'ensemble des agrès et informe les engins en transit des compléments d'informations.

Il engage les demandes de renforts formalisées par le C.O.S.

Il tient à jour la main courante opérationnelle.

Il tient informé l'adjoint au chef de salle de toute intervention particulière et des demandes de renfort au-delà d'un agrès.

✓ **Désignation et formation**

Les opérateurs de salle opérationnelle suivent une formation initiale de 200 h, assurée par le S.D.I.S. de la Somme conformément au R.I.O.F.E.

Pour être maintenus sur liste opérationnelle d'aptitude, l'opérateur doit assurer 32 h de formation de maintien des acquis dont 8 h en journée spécifique.

Opérateur de coordination opérationnelle en PC tactique

☞ **Missions :**

Il met en œuvre les systèmes d'information et de communication afin que l'organe de commandement, auquel il est affecté, puisse exercer sa fonction de coordination et de commandement des moyens.

Il transmet, collecte, émet, reçoit et traite les ordres et le renseignement opérationnel, à partir des systèmes d'information des applications informatiques et des systèmes de communication dont il a la charge.

L'opérateur de coordination opérationnelle P.C. tactique assure sa mission sous l'autorité des cadres du P.C.

✓ **Désignation et formation**

Les opérateurs de coordination opérationnelle en poste de commandement tactique suivent une formation initiale de 24 h. Cette formation initiale est décomposée en 8 h de formation en présentiel sur des formations de maintien et de perfectionnement des acquis (F.M.P.A.) annuelles des opérateurs de coordination opérationnelle en P.C. tactique et 16 h de mises en situations professionnelles lors d'interventions ou de manœuvres.

Pour être maintenu sur liste opérationnelle d'aptitude, l'opérateur doit assurer 8 h de formation de maintien des acquis annuelle via des mises en situations professionnelles (interventions, manœuvres, …).

Au minimum, une F.M.P.A. en présentiel devra être suivie de manière biennale.

Utilisateurs des systèmes d'information et de communication

Les utilisateurs utilisent les moyens des S.I.C. dans le cadre de leurs activités opérationnelles ou de formations pour les sapeurs-pompiers et dans le cadre des dispositions légales réglementaires et des accords techniques qui leurs sont propres pour les acteurs investis de missions de sécurité civile.

Les dispositions opérationnelles du présent document leur sont pleinement applicables. Pour ce faire, le S.D.I.S. de la Somme peut éventuellement mettre à disposition des équipements de communications en cas d'événements majeurs.

Techniciens des systèmes d'information et de communication

Le technicien des systèmes d'information et de communication du S.D.I.S. est un agent chargé de la mise en œuvre et du soutien technique des systèmes d'information et de communication exploités par le S.D.I.S.

Pour le S.D.I.S. de la Somme, les techniciens sont rattachés au bureau transmissions du service des systèmes d'information et de communication.

Annexe 2 : procédure « modérato »

La procédure « modérato » est un dispositif de continuité des transmissions lorsque des moyens de sauvetage côtiers sont engagés. Elle permetva permettre un suivi des informations, facilitant la gestion de l'intervention tout en assurant la sécurité des intervenants.

1) Objectif :

Cette procédure a pour objectif premier d'assurer une liaison radio efficiente entre les moyens sur place, le C.R.O.S.S. gris-nez et le C.O.D.I.S., par l'intermédiaire d'un relais « modérato ».

Cette liaison radio permet de :

- renforcer la sécurité des personnels engagés avec l'utilisation permanente d'une liaison tactique de l'avant ;
- renseigner rapidement les centres opérationnels : C.O.D.I.S. et C.R.O.S.S.

2) Matériel

Chaque centre côtier armé par une embarcation de sauvetage dispose de deux postes portatifs V.H.F. d'une puissance de 5 watt, rattachés administrativement à chaque embarcation en dotation dans ces centres.

En complément, ces centres disposent d'une valise « modérato » composée avec un poste mobile V.H.F. d'une puissance de 25 watt, avec antenne et dispositif d'alimentation.

Ces terminaux V.H.F. disposent tous d'une licence radio de l'agence nationale des fréquences (A.N.F.), rattachée à l'embarcation du centre concerné.

Un renouvellement annuel doit être réalisé sur ces licences.

3) Procédure

- lors d'un déclenchement pour une intervention de sauvetage côtier, le C.T.A. / C.O.D.I.S. contacte le C.R.O.S.S. afin de convenir de l'utilisation d'un canal V.H.F. ;
- il transmet ensuite à tous les intervenants le canal ainsi obtenu ainsi qu'un canal relayé A.N.T.A.R.E.S. spécialisé pour cette intervention afin notamment de faciliter les échanges durant le transit ;
- les centres côtiers ainsi engagés se munissent de la valise « modérato », qu'ils mettent ensuite à disposition du chef de groupe engagé sur l'intervention ;
- le chef de groupe se positionne au point de mise à l'eau, défini en accord avec le C.T. SAV. sur la fréquence relayé ;
- à son arrivée sur place, il signale sa position au C.O.D.I.S. ;
- le chef de groupe signale son arrivée au C.R.O.S.S. sur le canal V.H.F. précédemment attribué via la valise « moderato ». Si le canal de travail n'a pas encore été attribué il contacte le C.R.O.S.S. sur le canal 16 pour l'obtenir ;
- il prend alors l'appellation « moderato » + nom du centre de la valise « modérato » et réalise un essai radio sur le canal V.H.F. de travail avec les embarcations engagées ;
- durant l'intervention, le chef de groupe assure la liaison avec les équipes engagées via le canal de travail et renseigne le C.O.D.I.S. via le canal relayé A.N.T.A.R.E.S. initialement attribué et le C.R.O.S.S. gris-nez via le canal V.H.F. de travail (mise à l'eau des B.L.S., récupération des personnes, retour vers le point de mise à l'eau, …) ;
- une fois l'intervention terminée, le chef de groupe libère le canal de travail et reconditionne la valise « modérato ».

La mise en œuvre de cette procédure impose une réelle rigueur dans les indicatifs radios utilisés car l'ensemble des moyens sapeurs-pompiers et le C.R.O.S.S. se trouvent sur la même fréquence V.H.F., il est donc important de bien s'identifier pour connaitre les émetteurs et récepteurs de chaque message.

Annexe 3 : le matériel A.N.T.A.R.E.S. du S.D.I.S. de la Somme

1) Le C.T.A. / C.O.D.I.S.

L'exploitation d'A.N.T.A.R.E.S. par le C.T.A. / C.O.D.I.S. s'effectue via un gestionnaire de voies radios connecté aux commutateurs principal et secondaire de l'I.N.P.T. (situés en préfecture) par le biais d'une fibre optique sécurisée par un faisceau hertzien.

Les G.V.R. permettent aux opérateurs :

- d'écouter en même temps plusieurs voies sur un haut-parleur (voies veillées) ;
- d'isoler la voie sur laquelle on veut communiquer tout en assurant une veille d'autres voies (Voie de trafic) ;
- de recevoir et d'émettre des appels individuels sur A.N.T.A.R.E.S. ;
- de recevoir les appels de détresse des terminaux sous couverture A.N.T.A.R.E.S.

Le G.V.R. du C.T.A. / C.O.D.I.S. dispose de 12 access gate (A.G.) vers la préfecture. Ces dispositifs sont en fait des terminaux filaires qui permettent d'accéder directement aux ressources de l'I.N.P.T. et offrent donc la possibilité de veiller 12 canaux.

Il s'avère néanmoins que le plan d'affectation des canaux présenté ci-après, défini sur les A.G. limitant quelquefois le nombre de communications simultanées :

- 4 A.G. pour canaux 240, 241, 242, 243 et crise ;
- 3 A.G. pour canaux 244, 245, 246, 247, 210 et 212 ;
- 2 A.G. pour canaux 213 et 218 ;
- 3 A.G. pour canaux 248, 249, 251, 252.

L'ensemble des voies radio A.N.T.A.R.E.S. exploitées sur les G.V.R. sont enregistrées. Le G.V.R. du S.D.I.S. de la Somme sont interconnectés avec le G.V.R. de transit de la zone nord (G.V.R.-t).

Le C.O.D.I.S. dispose au minimum de 12 émetteurs récepteurs portatifs pour les personnels de la chaine de commandement d'astreinte et pour le plan de continuité d'activité du C.T.A. / C.O.D.I.S.

2) Les centres d'incendie et de secours et les groupements territoriaux

Chaque C.I.S. dispose d'une station fixe constituée d'un terminal A.N.T.A.R.E.S. et d'un aérien sur un pylône. L'exploitation des canaux tactiques n'est pas permise sur ces stations, sauf autorisation du C.O.D.I.S.

Les unités territoriales disposent d'une dotation d'émetteurs récepteurs portatifs en lien avec l'armement matériel.

En ce qui concerne la chaine de commandement, une dotation individuelle en portatif est effective pour les chefs de colonne, chefs de site et membres du S.S.S.M.

3) Les engins

Chaque engin est équipé d'un émetteur récepteur mobile.

Chaque agrès en intervention doit en outre être engagé avec un portatif.

En outre, certains engins disposent d'un complément d'émetteurs récepteurs portatifs :

- poste de commandement : 12 portatifs A.N.T.A.R.E.S. dont 2 autorités ;
- véhicule risques technologiques : 3 portatifs de l'avant.

4) Le bureau transmissions

Le bureau transmissions dispose d'un poste de gestion tactique (T.W.P.) et d'une station de programmation des terminaux (T.P.S.).

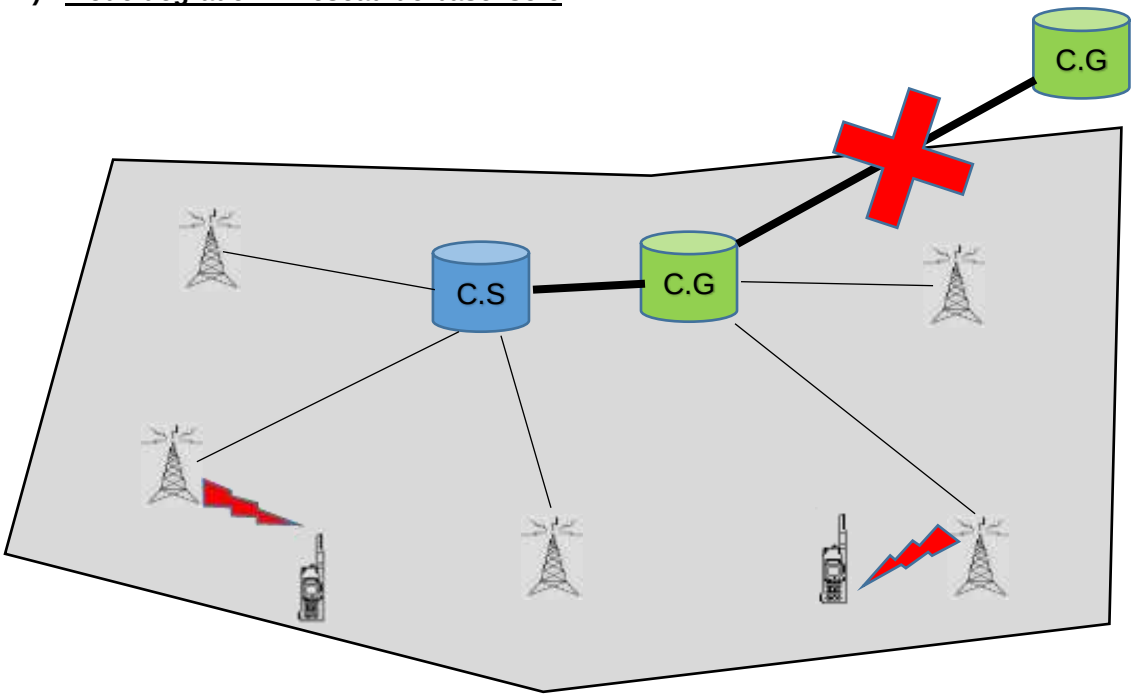
Toute indisponibilité d'un moyen de transmission radio doit être signalée immédiatement au service transmissions. La même procédure doit être respectée en cas de perte d'un émetteur récepteur portatif ou mobile.

Annexe 4 : les modes dégradés de l'I.N.P.T.

L'infrastructure nationale partageable des transmissions (I.N.P.T.) est un réseau étatique divisé en réseaux de base. La maintenance de cette infrastructure repose sur les services du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (S.G.A.M.I.).

Plusieurs modes dégradés avec des impacts différents peuvent intervenir sur A.N.T.A.R.E.S. et pourraient en fonction de la situation nécessiter des actions correctives immédiates dans l'attente d'une réparation pérenne.

1) Mode dégradé 1 : Réseau de base isolé



Impacts :

Les appels individuels vers les autres R.B. sont impossibles.

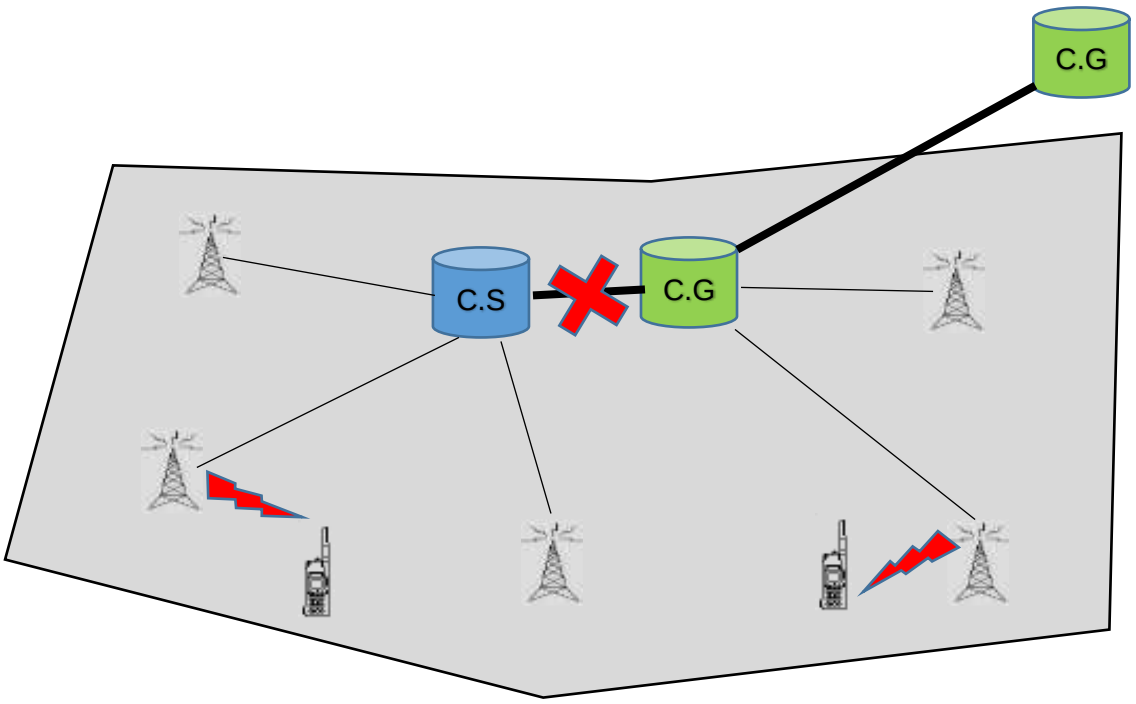
Plus d'accès au G.V.R. de transit et donc plus de communications possibles avec les engins engagés via les fréquences « invités »

Actions immédiates à mettre en œuvre par le C.O.D.I.S. :

Vérifier si des engins sont hors département. Si oui, communiquer au C.O.D.I.S. concerné le numéro R.F.G.I. de l'engin afin qu'il contacte l'engin pour se mettre en veille du TKG. 218.

2) Mode dégradé 2 : Isolement des liaisons intercommutateurs

Dans le département de la Somme, le commutateur général et le commutateur secondaire se situe à la préfecture physiquement au même endroit. Un lien direct est donc établi entre ces deux unités et ce mode dégradé semble peu probable.



Impacts :

Morcellement de la couverture départementale (en deux).

Plus de communications individuelles entre les C.I.S.

Perte des status, de la géolocalisation et des ordres de départ pour les terminaux situés sous la couverture du C.I.S isolé.

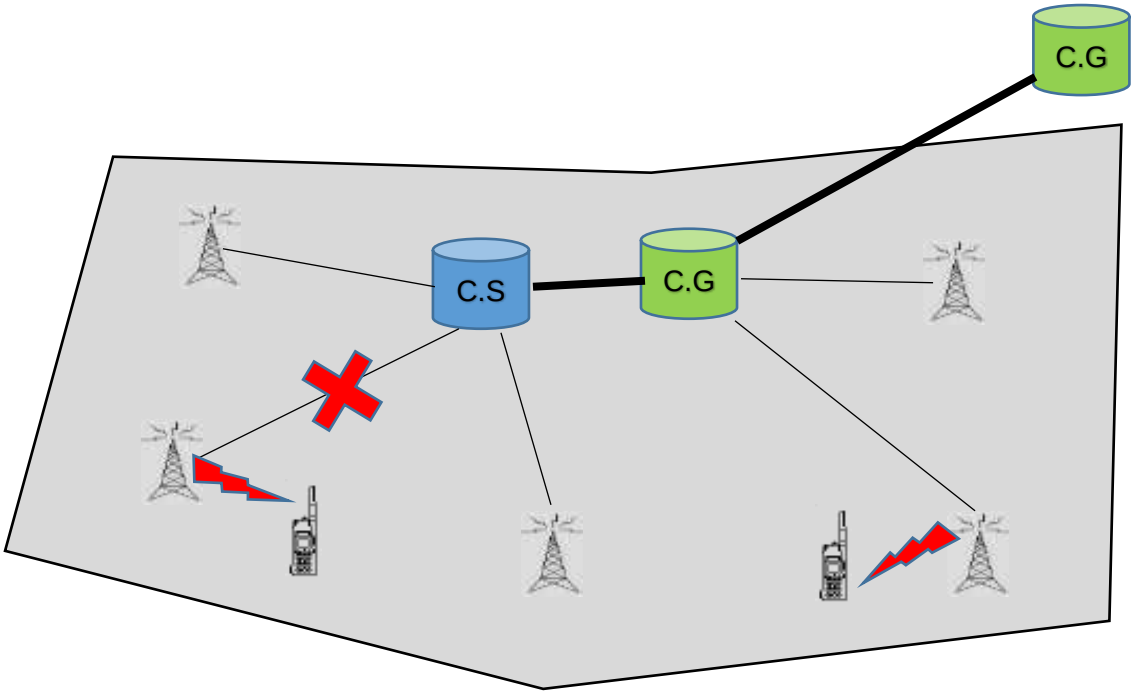
Actions immédiates à mettre en œuvre par le C.O.D.I.S. :

Contacter les C.I.S. situés sous la couverture du C.I.S. isolé afin de mettre en place une veille radio, le stationnaire remonte alors les informations via ARTEMIS ou par téléphone urbain.

Passer tous les messages en mode voix.

3) Mode dégradé 3.1 : Isolement d'une cellule radio (perte de la liaison au reste du R.B.)

Ce mode dégradé est relativement fréquent dans le département avec des durées d'indisponibilité qui peuvent être longues car dépendantes d'un opérateur privé pour la remise en service.



Impacts :

Les communications (TKG. et appel individuel) sont locales.

Pas d'inscription possible.

Perte des status, de la géolocalisation et des ordres de départ pour les terminaux situés dans la couverture du relais isolé.



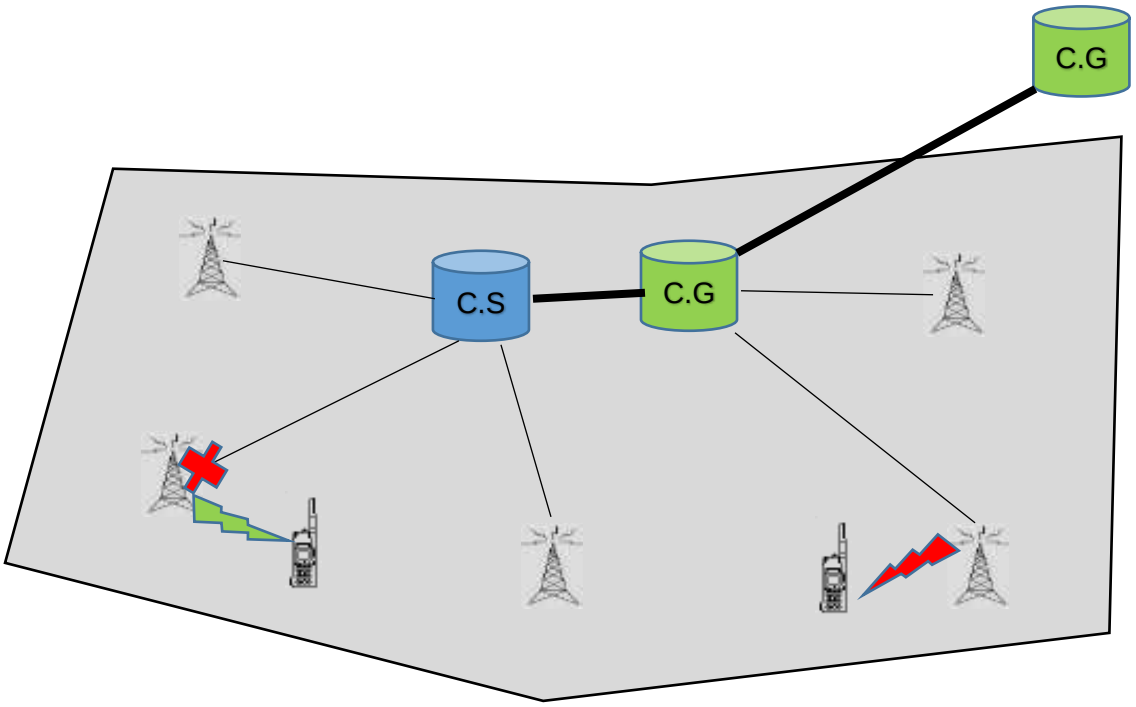
Actions immédiates à mettre en œuvre par le C.O.D.I.S. :

Contacter les C.I.S. situés sous la couverture du C.I.S. isolé afin de mettre en place une veille radio, le stationnaire remonte alors les informations via ARTEMIS ou par téléphone urbain.

Passer tous les messages en mode voix.

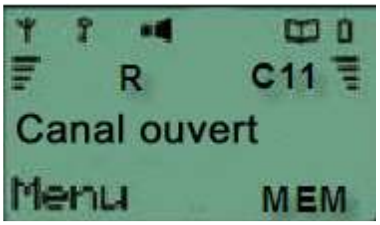
4) Mode dégradé 3.2 : Isolement et fonctionnement réduit d'une cellule radio

Dans ce cas présent il ne s'agit pas d'une coupure du lien entre le C.G. (ou C.S.) et le relais mais de la perte d'une liaison interne dans le relais entre la commande informatique et le matériel radio. La technologie radio est donc toujours opérationnelle mais non traitée.



Impacts :

Tous les utilisateurs qui sont sous le relais passent en canal ouvert (1 voie pour tous les services). La communication est locale.



Pas d'inscription possible.

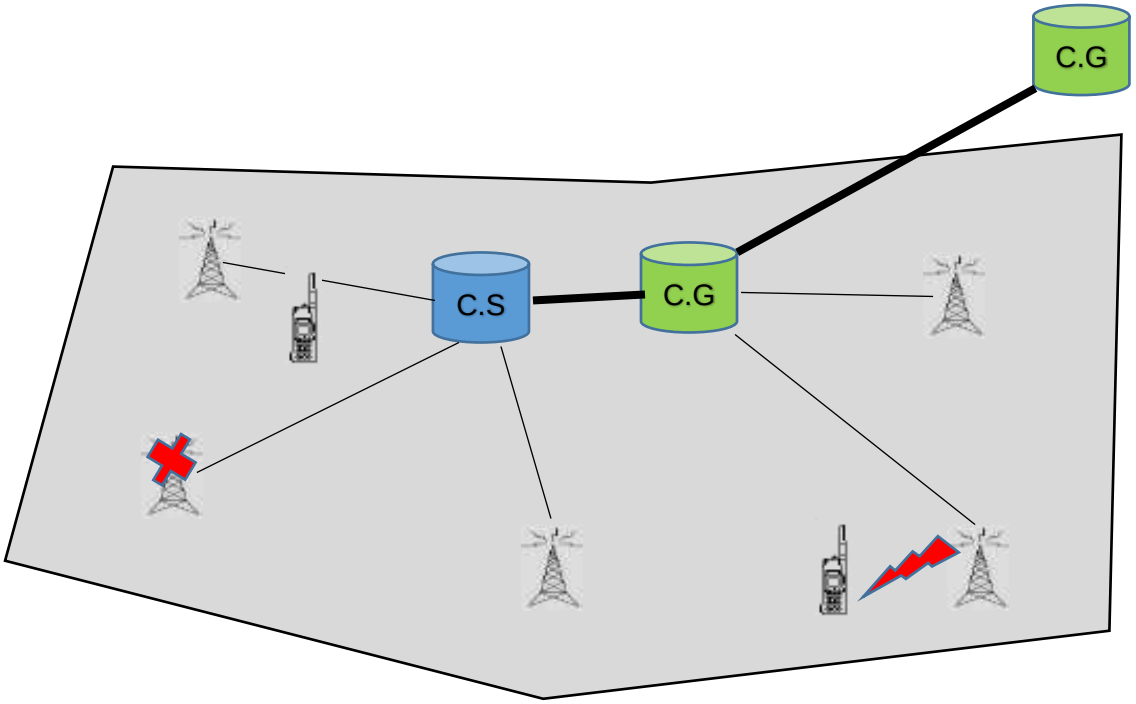
Perte des status, de la géolocalisation.

Actions immédiates à mettre en œuvre par le C.O.D.I.S. :

Contacter les C.I.S. situés sous la couverture du C.I.S. isolé afin de mettre en place une veille radio, le stationnaire remonte alors les informations via ARTEMIS ou par téléphone urbain.

Passer tous les messages en mode voix.

5) <u>Autre mode dégradé I.N.P.T. : Perte d'une cellule radio (panne technique ou destruction)</u>



<u>Impacts :</u>

Les terminaux situés sous la couverture du relais n'ont plus d'accès à l'I.N.P.T.

Aucune communication (TKG. et appel individuel) possible.

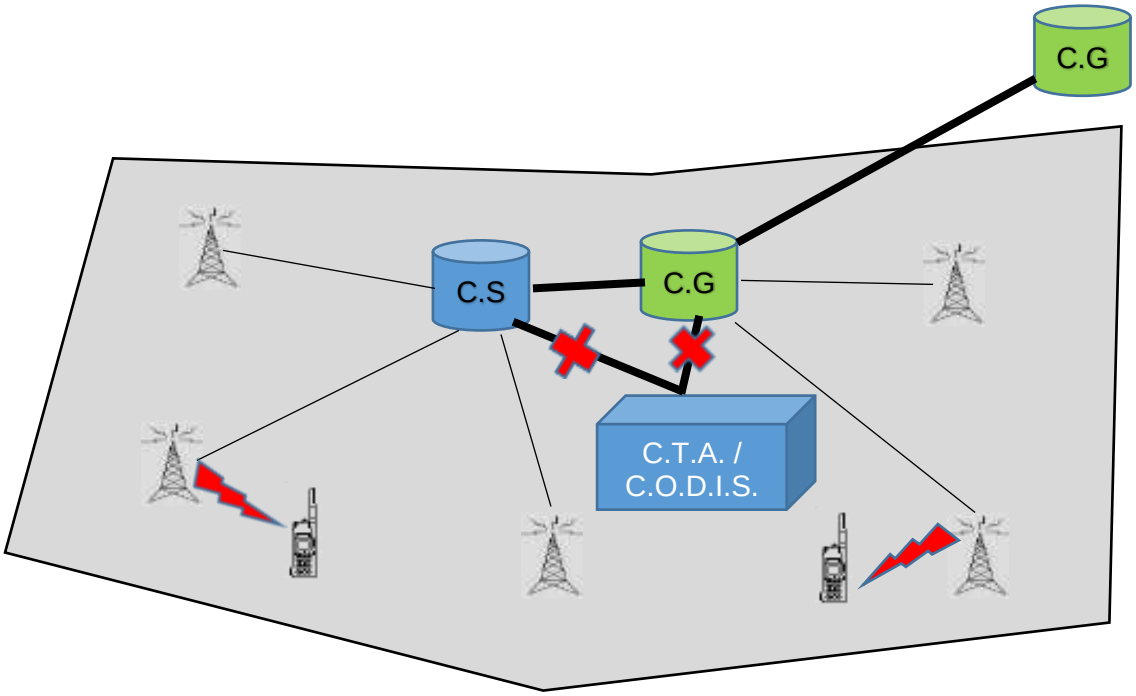
Perte des status, de la géolocalisation et des ordres de départ pour les terminaux situés sous la couverture du relais.

<u>Actions immédiates à mettre en œuvre par le C.O.D.I.S. :</u>

Utiliser le canal en mode direct du C.I.S. pour communiquer entre le C.I.S. et les engins. Le C.I.S. assure alors une veille radio et le stationnaire remonte alors les informations via ARTEMIS ou par téléphone urbain.

Passer tous les messages en mode voix.

6) Autre mode dégradé A.N.T.A.R.E.S. : Perte de liaison filaire C.O.D.I.S. - Préfecture



Impacts :

Les terminaux filaires ne sont plus utilisables, les accès direct à l'I.N.P.T. depuis le C.T.A. / C.O.D.I.S. ne sont donc plus opérationnels.

Les communications (talk groups, appels individuels hors C.O.D.I.S.) sont possibles.

Potentielle perte des status, de la géolocalisation et des ordres de départ pour l'ensemble des terminaux du département.

Actions immédiates à mettre en œuvre par le C.O.D.I.S. :

Vérifier depuis un portatif A.N.T.A.R.E.S. que le dysfonctionnement ne concerne que les liaisons filaires.

Vérifier le paramétrage des canaux à veiller sur les IBISCUS et assurer une veille sur les IBISCUS depuis les postes opérateurs via l'applicatif du G.V.R.

Annexe 5 : le G.V.R.-t.

1) Définitions

A.V.L.: automatic véhicule location:

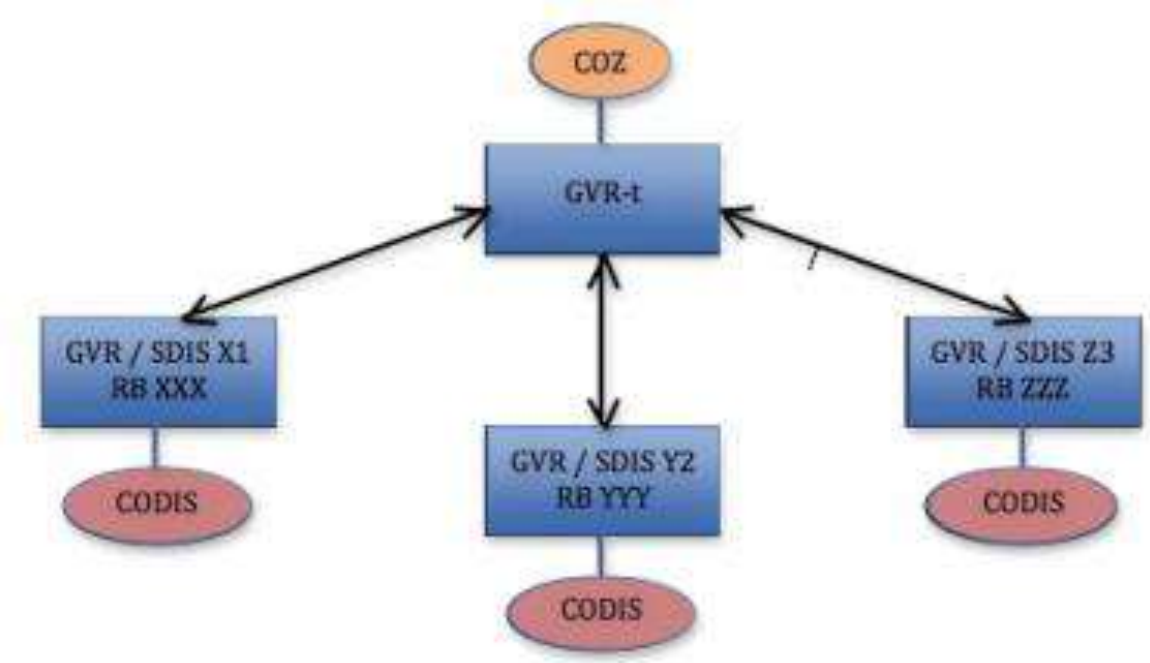
Système informatique qui permet les échanges des données, entre le réseau de base A.N.T.A.R.E.S. du département et le système de traitement d'alerte (S.G.A. – S.G.O.), tels que la géolocalisation, les status, les feuilles de départ et les messages à destination des radios dans les véhicules.

L'inter A.V.L.: automatic véhicule location

C'est le fait que le serveur A.V.L. d'un R.B. soit connecté avec tous les serveurs A.V.L. des R.B. voisins. Cela permet à un véhicule d'un S.D.I.S. voisin de transmettre ses status à son S.D.I.S. de rattachement.

G.R.V.-t.: *gestionnaire de voie radio de transit*:

G.V.R. disponible dans les états-majors de zone sur lequel transitent deux voies A.N.T.A.R.E.S. de chaque département de la zone ainsi que ceux des G.V.R.-t. des autres zones.



2) Généralités :

La fonctionnalité inter G.V.R. - inter A.V.L. (nommé aussi par extension G.V.R.-t.), c'est permettre aux utilisateurs dotés de G.V.R. interconnectés au G.V.R.-t., de pouvoir bénéficier d'un partage de ressources en retour de la mise à disposition des siennes afin de maintenir le contact avec ses moyens au-delà de la couverture de son réseau de base (R.B.).

Chaque S.D.I.S. met un talk group spécialisable (dénommé « SPE. EXT. 249 » dans le S.D.I.S. de la Somme) et un talk group national (mais qui n'a qu'une couverture départementale) : TKG. 213 « moyens nationaux ».

3) Principe d'emploi :

Emploi n°1 : prolongation de liaison hors réseau de base

Ainsi par exemple un V.S.A.V. du S.D.I.S. de la Somme peux contacter le C.O.D.I.S. 80 lorsqu'il se trouve sous la seule couverture du département voisin, le S.D.I.S. B:

- pour ce faire, la radio du V.S.A.V. devra être positionnée sur le talk group SPE. GVT. du S.D.I.S. B (dont la liste est fournie ci-après pour les départements voisins) ;
- le V.S.A.V. peut transmettre les status de position qui seront alors transmis au S.D.I.S. de la Somme via l'A.V.L. du S.D.I.S. B et traité par le S.G.O. du S.D.I.S. de la Somme ;
- dans le cas d'une transmission de message, le statu 03 « demande de parole » ou le status 04 « demande de parole urgente » sont envoyés par la radio du V.S.A.V., alors qu'il se trouve sous la couverture du R.B. du S.D.I.S. B ;
- suite à la réception du statu, le C.O.D.I.S. 80 contacte alors le V.S.A.V. en utilisant le talk group de transit du S.D.I.S. B, grâce à la liaison avec le G.V.R.-t.

A ce jour, le raccordement au G.V.R.-t. de l'ensemble des S.D.I.S. de la zone nord est opérationnel, néanmoins l'inter-A.V.L. n'est pas fonctionnel.

Aussi, il est possible de contacter un engin hors département par phonie si celui-ci se place sur le talk group approprié, mais il ne sera pas possible de traiter les status transmis par le véhicule.

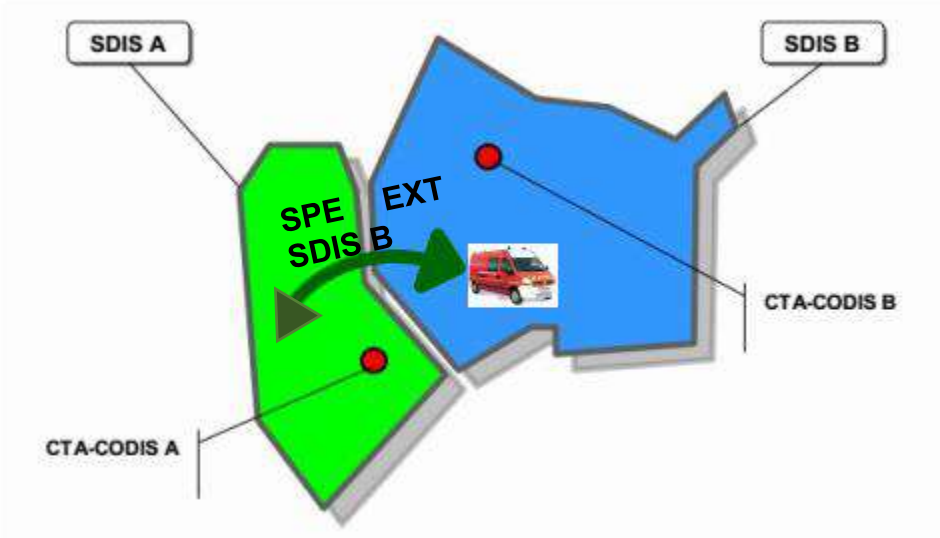


Schéma de principe de l'utilisation du G.V.R.-t. sur l'emploi n°1

Le tableau ci-dessous présente les différents talk groups à disposition des véhicules du S.D.I.S. de la Somme en fonction du département dans lequel il se trouve (à la condition expresse de ne plus être sous couverture du R.B. 80).

Ces talk groups ne doivent être utilisés que sur ordre du C.O.D.I.S. 80 lors du départ. En outre, pour tout renfort extra départemental sur une intervention, le talk group ACCUEIL 218 sera à privilégier lors de l'arrivée dans le département d'accueil.

Département départ	*Département arrivée*	*Talk group*
Somme	Aisne	002-262
Somme	Nord	590-298
Somme	Oise	600-278
Somme	Pas de Calais	620-279
Autres départements	Somme	249

Emploi n°2 : création d'une couverture supra départementale

L'aboutement temporaire du talk group « moyens nationaux » 213 sur plusieurs R.B. permet également la création d'un talk group disposant d'une couverture supra-départementale.

Ainsi, les moyens engagés issus de départements différents (ou de renforts nationaux) et engagés sur une zone d'intervention située sur plusieurs départements peuvent communiquer entre eux, avec les différents C.O.D.I.S. et avec le C.O.Z.

Cette liaison aboutée peut également permettre une communication inter C.O.D.I.S.

Cet aboutement est réalisé par le C.O.Z. nord, et est notamment mis en œuvre lors des périodes de feux d'espaces naturels afin de pouvoir bénéficier des avantages de cette couverture supra-départementale.

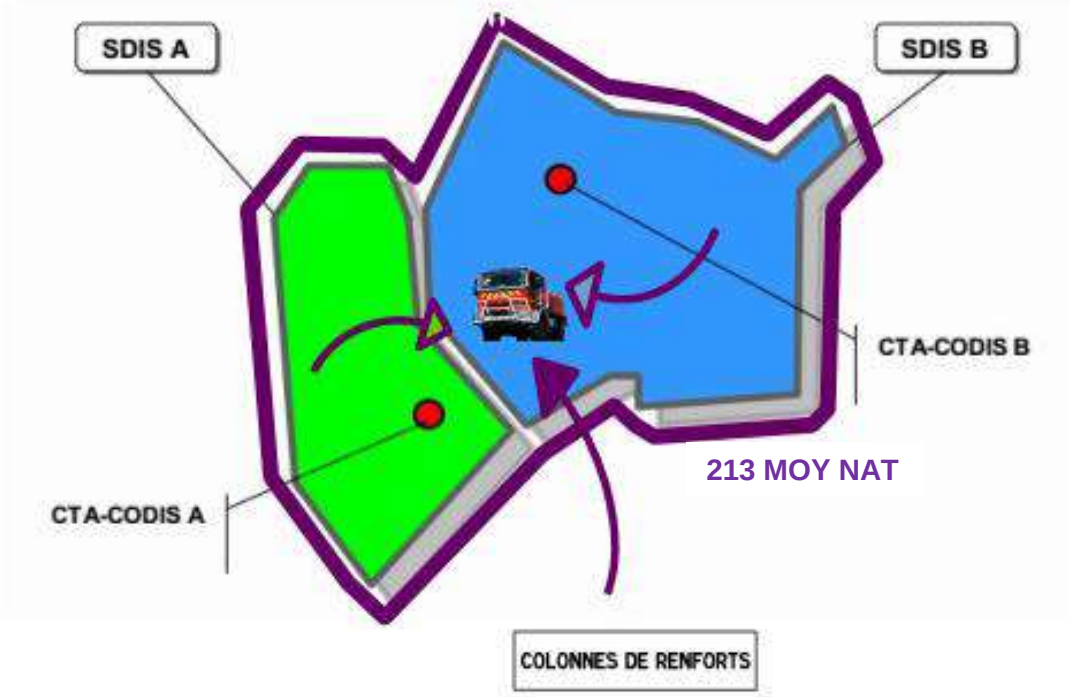


Schéma de principe de l'utilisation du G.V.R.-t. sur l'emploi n°2

Annexe 6 : les status employés au sein du SDIS 80

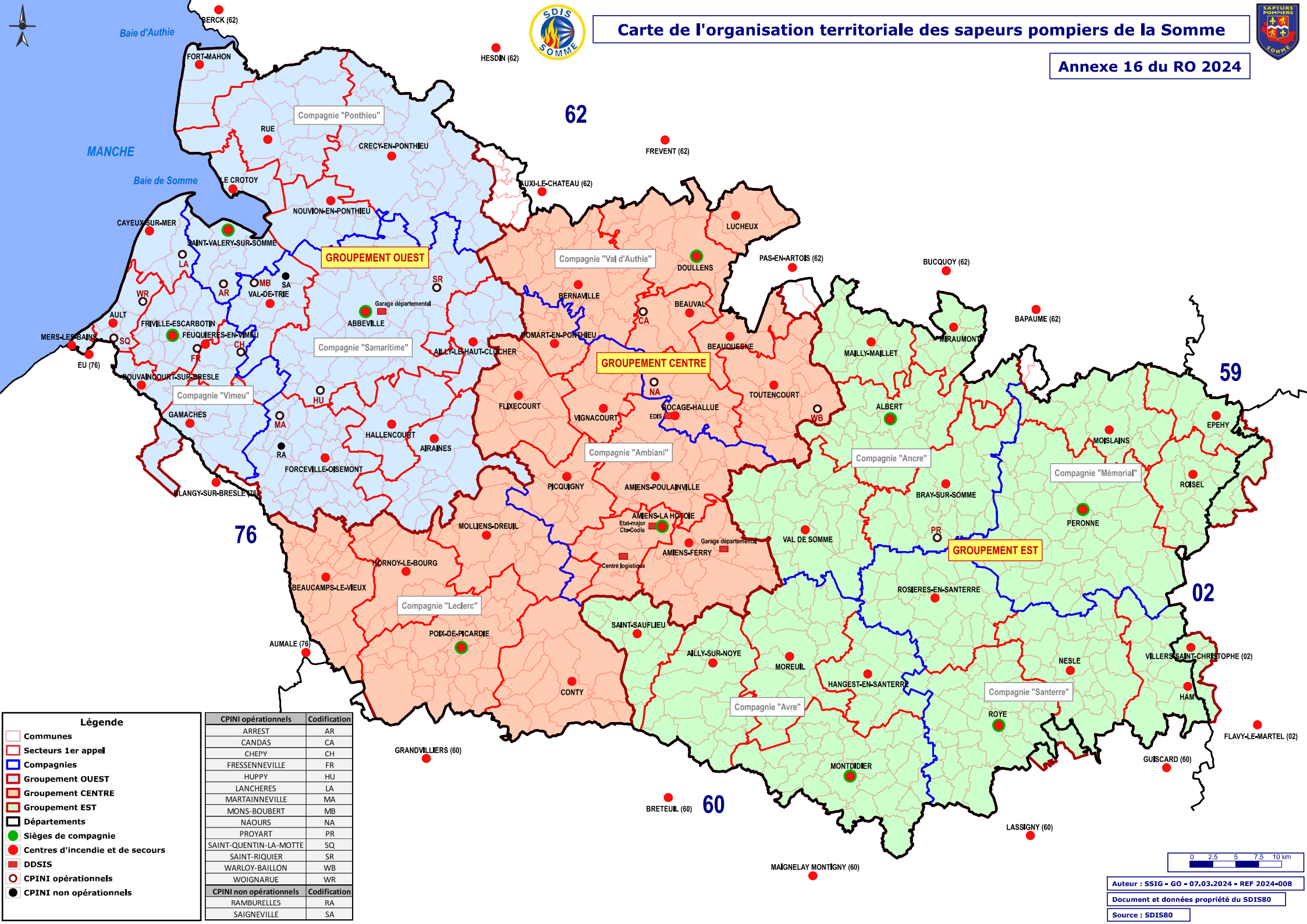
Code	Signification	Libellé long	Libellé SGO	National / local
		Status de position		
01	Parti	PARTI	EP	National
02	Sur les lieux	SUR LES LIEUX	SL	National
03	Message	MESSAGE	DPN	National
04	Message urgent	MESSAGE URGENT	DPU	National
05	Transport hôpital	TRANSPORT HOPITAL	TH	National
06	Arrivée hôpital	ARRIVEE HOPITAL	AH	National
07	Disponible	DISPONIBLE	RD	National
08	Indisponible	INDISPONIBLE	RI	National
09	Rentré	RENTRE	DC	National
		Groupe incendie		
10	Reconnaissance en cours	REC en COURS	REC COURS	National
11	Feu circonscrit	FEU CIRCONSCRIT	FEU CIRC	National
12	Maître du feu	MAITRE DU FEU	MTRE FEU	National
13	Feu éteint	FEU ETEINT	F. ETEINT	National
15	Quitte les lieux du sinistre	QUITTE LES LIEUX	QTTE LIEUX	National
		Groupe sanitaire		
20	Victime refusant son transport	VIC REFUS. TRANSP	VIC REF T	National
21	Victime décédée	VICTIME DECEDEE	VIC DCD	National
22	SMUR sur les lieux	SMUR SLL	SMUR SLL	National
25	Quitte l'hôpital	QUITTE HOP	QH	National
		Groupe services publics		
30	Police sur les lieux	POLICE SLL	POL SLL	National
31	Gendarmerie sur les lieux	GENDARMERIE SLL	GEND SLL	National
32	EDF sur les lieux	EDF SLL	EDF SLL	National
33	GDF sur les lieux	GDF SLL	GDF SLL	National
34	DDE sur les lieux	DDE SLL	DDE SLL	National
		Groupe générique		
40	Accueil (Inscription Flotte département d'accueil)	ACCUEIL	ACCUEIL	National
41	Demande confirmation d'appel et d'adresse	DM CNF APP ET AD	DCAA	National
42	Demande Police ou gendarmerie	DEM POLICE OU GEND	D. POL GEN	National
43	Demande SMUR	DEM SMUR	D. SMUR	National
44	Aucune Inter de notre part	AINP	AINP	Local
		C.H. Somme		
16	CH Abbeville			Local
17	CHU Amiens			Local
18	CH Doullens			Local
14	CH Montdidier			Local
23	CH Péronne			Local
24	CH Pinel			Local
26	Clinique Europe			Local
27	Camille Desmoulins			Local
28	Clinique St Victor			Local
		C.H. extérieur		
45	CH Beauvais			Local
46	CH Compiègne			Local
47	CH Eu			Local
48	CH St Quentin			Local
49	CHAM Rang du Fliers			Local



Cartes de l'Organisation Territoriale et Opérationnelle des Sapeurs-Pompiers de la Somme

Carte de l'organisation territoriale des sapeurs pompiers de la Somme

Annexe 16 du RO 2024



Légende
Communes
Secteurs 1er appel
Compagnies
Groupement OUEST
Groupement CENTRE
Groupement EST
Départements
Sièges de compagnie
Centres d'incendie et de secours
DDSIS
CPINI opérationnels
CPINI non opérationnels

CPINI opérationnels	Codification
ARREST	AR
CANDAS	CA
CHEPY	CH
FRESSENNEVILLE	FR
HUPPY	HU
LANCHERES	LA
MARTAINNEVILLE	MA
MONS-BOUBERT	MB
NAOURS	NA
PROYART	PR
SAINT-QUENTIN-LA-MOTTE	SQ
SAINT-RIQUIER	SR
WARLOY-BAILLON	WB
WOIGNARUE	WR
CPINI non opérationnels	**Codification**
RAMBURELLES	RA
SAIGNEVILLE	SA

0 2,5 5 7,5 10 km

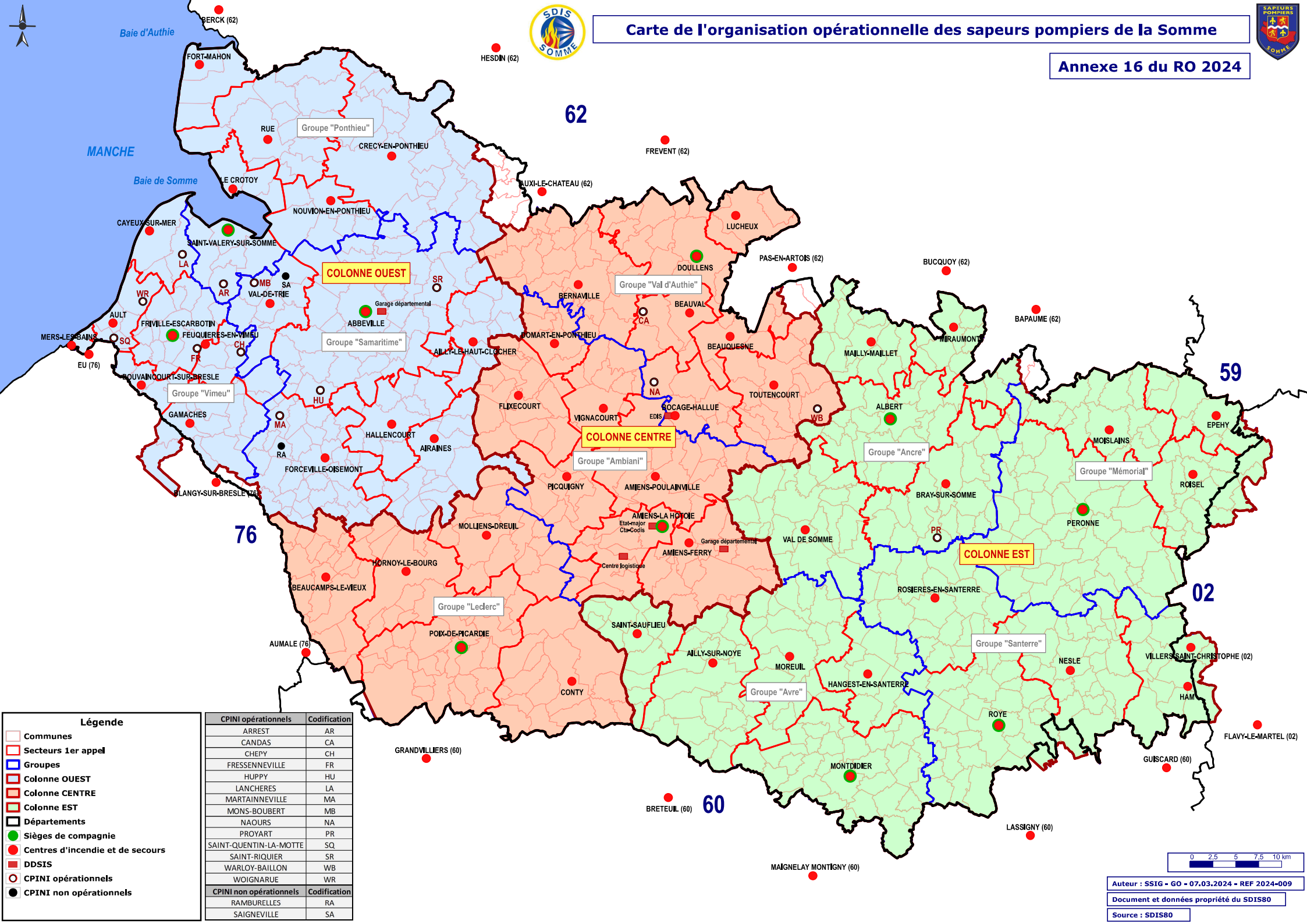
Auteur : SSIG - GO - 07.03.2024 - REF 2024-008

Document et données propriété du SDIS80

Source : SDIS80

Carte de l'organisation opérationnelle des sapeurs pompiers de la Somme

Annexe 16 du RO 2024



Légende

- Communes
- Secteurs 1er appel
- Groupes
- Colonne OUEST
- Colonne CENTRE
- Colonne EST
- Départements
- Sièges de compagnie
- Centres d'incendie et de secours
- DDSIS
- CPINI opérationnels
- CPINI non opérationnels

CPINI opérationnels	Codification
ARREST	AR
CANDAS	CA
CHEPY	CH
FRESSENNEVILLE	FR
HUPPY	HU
LANCHERES	LA
MARTAINNEVILLE	MA
MONS-BOUBERT	MB
NAOURS	NA
PROYART	PR
SAINT-QUENTIN-LA-MOTTE	SQ
SAINT-RIQUIER	SR
WARLOY-BAILLON	WB
WOIGNARUE	WR
CPINI non opérationnels	**Codification**
RAMBURELLES	RA
SAIGNEVILLE	SA

Auteur : SSIG - GO - 07.03.2024 - REF 2024-009

Document et données propriété du SDIS80

Source : SDIS80



Le Potentiel Opérationnel Journalier

LE POTENTIEL OPERATIONNEL JOURNALIER

Groupement	Compagnie	Bassin	Nom des CIS	Classement	Créneaux	GAC	Reconstitution avec un effectif minimum	POJ basse	nbre SPV astreinte	Contrat opérationnel minimal sur le bassin	POJ haute à ne pas dépasser en indemnisation dans le CS	nbre SPV astreinte	POJ maxi bassin
CENTRE	AMBIANI	AMIENS	Amiens Catelas	CIS 1	Jour LMM	12	6	14	2	44	16	4	49
					Jour J et V	14	0		0			2	
					Jour samedi	14	0		0			2	
					Jour dimanche	12	6		2			4	
					Nuit LMMD	12	6		2			4	
					Nuit JVS	14	0		0			2	
			Amiens Ferry	CIS 1	Jour LMM	14	6	14	0		17	3	
					Jour J et V	14	6		0			3	
					Jour samedi	12	6		2			5	
					Jour dimanche	12	6		2			5	
					Nuit LMMD	12	6		2			5	
					Nuit JVS	12	6		2			5	
			Amiens Poulainville	CIS 1	Jour LMM	14	6	14	0		17	3	
					Jour J et V	14	6		0			3	
					Jour samedi	12	6		2			5	
					Jour dimanche	12	6		2			5	
					Nuit LMMD	12	6		2			5	
					Nuit JVS	12	6		2			5	
			Picquigny	CIS 3				2	2		4	4	
		FLIXECOURT	Domart en Ponthieu	CIS 3				3	3	15	5	5	21
			Flixecourt	CIS 2	Jour semaine	6		9	0		14	8	
					Jour samedi	3			3			11	
					Jour dimanche	3			3			11	
					Nuit	0			6			14	
			Vignacourt	CIS 3				3	3		5	5	
	LECLERC	BEAUCAMPS	Beaucamps le Vieuxx	CIS 2				6	6	6	9	9	18
			Hornoy le bourg	CIS 2				6	6		9	9	
			Molliens Dreuil	CIS 3				2	2		4	4	
		POIX	Conty	CIS 2				6	6	9	9	9	21
			Poix de Picardie	CIS 2	Jour semaine	6	GAC modulable sur la compagnie en fonction des besoins	9	3		14	8	
					Jour samedi	0			9			14	
					Jour dimanche	0			9			14	
					Nuit	0			9			14	
	VAL d'AUTHIE	BOCAGE	Beauquesne	CIS 3				2	2	9	4	4	13
			Bocage Hallue	CIS 2				6	6		9	9	
			Toutencourt	CIS 3				2	2		4	4	
		DOULLENS	Beauval	CIS 3				2	2	19	4	4	25
			Bernaville	CIS 2				6	6		9	9	
			Doullens	CIS 2	Jour semaine	6		9	3		14	8	
					Jour samedi	3			6			11	
					Jour dimanche	0			9			14	
					Nuit	0			9			14	
			Lucheux	CIS 3				2	2		4	4	

LE POTENTIEL OPERATIONNEL JOURNALIER

Groupement	Compagnie	Bassin	Nom des CIS	Classement	Créneaux	GAC	Reconstitution avec un effectif minimum	POJ basse	nbre SPV astreinte	Contrat opérationnel minimal sur le	POJ haute à ne pas dépasser en indemnisation dans le CS	nbre SPV astreinte	POJ maxi bassin
EST	ANCRE	ALBERT	Albert	CIS 2	Jour semaine	6		9	3	13	14	8	20
					Jour samedi	3			6			11	
					Jour dimanche	3			6			11	
					Nuit	3			6			11	
			Mailly Maillet	CIS 3				2	2		4	4	
			Miraumont	CIS 3				2	2		4	4	
		VAL DE SOMME	Bray sur Somme	CIS 2				6	6	15	9	9	20
			Val de Somme	CIS 2	Jour semaine	3	GAC à 6 est mise en place en cas de carence de compétence	9	6		14	11	
					Jour samedi	3			6			11	
					Jour dimanche	3			6			11	
					Nuit	0			9			14	
	AVRE	AILLY	Ailly sur Noye	CIS 2				6	6	8	11	11	15
			Saintt Sauflieu	CIS 3				2	2		4	4	
		MONTDIDIER	Hangest en Santerre	CIS 3				3	3	18	5	5	30
			Montdidier	CIS 2	Jour semaine	3	GAC modulable sur la compagnie en fonction des besoins	9	6		12	9	
					Jour samedi	0			9			12	
					Jour dimanche	0			9			12	
					Nuit	0			9			12	
			Moreuil	CIS 2				9	9		14	14	
	MEMORIAL	PERONNE	Péronne	CIS 1	Jour semaine	9	6	14	5	17	20	11	23
					Jour samedi	9	6		5			11	
					Jour dimanche	9	6		5			11	
					Nuit	9	6		5			11	
			Moislains	CIS 2				6	6		9	9	
		ROISEL	Epehy	CIS 3				6	6	9	9	9	12
			Roisel	CIS 2				6	6		9	9	
	SANTERRE	HAM	Ham	CIS 2				9	9	15	14	14	26
			Nesle	CIS 2				6	6		12	12	
		ROYE	Rosières en Santerre	CIS 2				9	9	18	12	12	26
			Roye	CIS 2	Jour semaine	7		9	2		14	7	
					Jour samedi	3			6			11	
					Jour dimanche	3			6			11	
					Nuit	0			9			14	

LE POTENTIEL OPERATIONNEL JOURNALIER

Groupement	Compagnie	Bassin	Nom des CIS	Classement	Créneaux	GAC	Reconstitution avec un effectif minimum	POJ basse	nbre SPV astreinte	Contrat opérationnel	POJ haute à ne pas dépasser en indemnisation dans le CS	nbre SPV astreinte	POJ maxi bassin
OUEST	PONTHIEU	RUE	Crecy en Ponthieu	CIS 2				6	6	20	9	9	30
			Fort-Mahon	CIS 2				4	4		7	7	
			Nouvion en Ponthieu	CIS 3				2	2		4	4	
			Rue	CIS 2				9	9		14	14	
		SAINT VALERY	Le Crotoy	CIS 2				6	6	12	9	9	21
			Saint Valery sur Somme	CIS 2				6	6		12	12	
	SAMARITIME	ABBEVILLE	Abbeville	CIS 1	Jour semaine	12	6	14	2	18	20	8	25
					Jour samedi	12	6		2			8	
					Jour dimanche	11	6		3			9	
					Nuit	11	6		3			9	
			Ailly le haut clocher	CIS 3				2	2		4	4	
			Val de Trie	CIS 3				2	2		6	6	
		AIRAINES	Airaines	CIS 2				9	9	17	14	14	23
			Forceville-Oisemont	CIS 2				6	6		9	9	
			Hallencourt	CIS 3				2	2		4	4	
	VIMEU	FRIVILLE	Bouvaincourt sur Bresle	CIS 3				3	3	21	5	5	31
			Feuquières en vimeu	CIS 3				3	3		5	5	
			Friville-Escarbotin	CIS 2	Jour semaine	3		9	6		14	11	
					Jour samedi	0			9			14	
					Jour dimanche	0			9			14	
					Nuit	0			9			14	
			Gamaches	CIS 2				6	6		11	11	
		MERS	Ault	CIS 2				6	6	12	9	9	21
			Cayeux sur mer	CIS 2				6	6		9	9	
			Mers les bains	CIS 2				6	6		9	9	



Les Effectifs de Service Minimum

Dans le but d'assurer une continuité de service au sein des unités opérationnelles du corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme, dans le strict respect des potentiels opérationnels journaliers déterminés à l'**annexe 17** du présent règlement, il est défini un service minimum de sapeur-pompier en qualité et en quantité.

Ainsi, les effectifs minimums S.P.P. qui suivent doivent être respectés au sein des gardes au centre (G.A.C) des unités opérationnelles du corps départemental des sapeurs-pompiers de la Somme avec G.A.C. S.P.P.:

C.I.S.	Effectifs minimums S.P.P. pour assurer une continuité de service
Amiens - Catelas – La Hotoie	**10 S.P.P.** (…pour les G.A.C. à 14) **8 S.P.P.** (…pour les G.A.C. à 12)
Amiens - Ferry	**11 S.P.P.** (…pour les G.A.C. à 14) **9 S.P.P.** (…pour les G.A.C. à 12)
Amiens - Poulainville	**10 S.P.P.** (…pour les G.A.C. à 14) **9 S.P.P.** (…pour les G.A.C. à 12)
Abbeville	**8 S.P.P.** (…pour les G.A.C. à 12) **7 S.P.P.** (…pour les G.A.C. à 11)
Péronne	**5 S.P.P.** (…pour les G.A.C. à 9)
Albert, Roye et Flixecourt	**3 S.P.P.** (…pour les G.A.C. à 6)
Doullens	**2 S.P.P.** (…pour les G.A.C. à 6)
Montdidier	**Pas de minimum S.P.P.**
C.T.A. / C.O.D.I.S. 80	**1 adjoint au chef de salle et 2 opérateurs S.P.P.**



Les Corps de Première Intervention Non Intégrés

- Délibération n°8 du C.A.S.D.I.S. du 24 juin 2019
  (*Sécurisation juridique de l'utilisation opérationnelle des corps communaux non intégrés par le S.D.I.S de la Somme*)
- Délibération n°8 du C.A.S.D.I.S. du 24 juin 2019
  (*Modèle de convention relative à la participation des corps communaux de première intervention non intégrés aux opérations de secours*)

CASDIS du 24 juin 2019

DELIBERATION N° 8

SECURISATION JURIDIQUE DE L'UTILISATION OPERATIONNELLE DES CORPS COMMUNAUX NON INTEGRES PAR LE SDIS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L1424-1 et suivants, et R1424-1 et suivants ;

Vu les délibérations du C.A.S.D.I.S de la Somme relative aux modalités de remboursement des dépenses des corps communaux non intégrés et notamment la délibération n°8 en date du 8 décembre 2017 ;

Vu le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des comptes en date du 14 février 2017 ;

Considérant l'exposé ci-dessous :

Les règles concernant les relations entre le SDIS et les corps communaux non intégrés (ci-après CPINI), et notamment les modalités de remboursement des communes par ce dernier, sont fixées jusqu'alors par des délibérations de CASDIS prises de façon annuelle depuis 1998.

Une réflexion s'est initiée sur le sujet des CPINI suite au rapport d'observations définitives que la Chambre régionale des Comptes a rendu le 14 février 2017 et où cette dernière préconise au SDIS « *d'envisager la suppression au cas par cas des subventions pour susciter la fermeture des CPI communaux redondants avec la couverture opérationnelle du SDIS* ».

La nécessité d'optimiser l'utilisation opérationnelle des corps communaux est devenu manifeste. Il est également apparu la nécessité de se mettre en conformité avec les obligations juridiques applicables à la relation qui s'établit dans ce cadre entre les deux personnes morales que sont le SDIS et la commune, afin de respecter la réglementation et de les protéger réciproquement. Les textes en vigueur imposent, en effet, la signature d'une convention entre le SDIS et la commune. Par ailleurs, cette relation était régie par un certain nombre de « pratiques » qui n'étaient pas toujours clairement fixées et établies, ou conformes.

Le modèle de convention qui vous est présenté fixe les obligations réciproques entre les deux parties contractantes. Le SDIS et la commune sont deux personnes publiques distinctes, mais leur interaction a des conséquences juridiques et financières qu'il faut appréhender sous un angle pragmatique, équitable entre toutes les communes concernées et respectant les textes. Une étude complète a été réalisée et a fait ressortir les obligations financières et juridiques du SDIS et de la commune.

Le modèle de convention vous propose de reconduire une grande majorité du dispositif existant, et vient modifier ou apporter des précisions sur les points suivants, et notamment :

- L'individualisation sur le logiciel d'alerte des agents des CPINI afin de procéder au déclenchement de leurs moyens de façon non systématiquement doublonnée par les centres d'incendie et de secours du SDIS
- Les règles applicables à la prise en charge de la formation des SPV des CPINI
- Les modalités de remboursement à la commune des indemnités occasionnées par les interventions réalisées par les CPINI à la demande et pour le compte du SDIS, en lieu et place du remboursement annuel de 50 % des frais de fonctionnement
- Les obligations assurantielles réciproques.

Pour conclure, la relation qui s'établit ici est une relation entre deux personnes morales qui sont elles-mêmes autorité de gestion. Le cas d'espèce ne peut pas se résoudre par un lien direct entre le SDIS et l'agent SPV du CPINI.

L'ensemble des dispositions existantes sera abrogé par la présente délibération qui entrera en vigueur au 1er janvier 2020.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et à l'issue d'un débat contradictoire, le Conseil d'Administration

DECIDE

Article 1er :

D'acter la nécessité d'une part d'optimiser l'utilisation opérationnelle des corps communaux et d'autre part, de se mettre en conformité avec les obligations juridiques applicables à la relation qui s'établit dans ce cadre entre les deux personnes morales que sont le SDIS et la commune, afin de respecter la réglementation et de les protéger réciproquement.

Article 2 :

De dire que la présente délibération entrera en vigueur au 1er janvier 2020 et qu'à compter de cette date l'ensemble des dispositions existantes sera abrogé.

Article 3 :

De dire que le dispositif existant est maintenu en 2019. Ainsi, les CPINI déclenchés en 2019 et leurs dépenses de fonctionnement seront remboursées à hauteur de 50 % sur l'année 2020 conformément à la délibération n°8 du 8 décembre 2017 susvisée, et les dossiers de demande de subvention devront être déposés avant le 30 juin 2020.

Article 4:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 :

Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme et Madame la Payeure Départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Stéphane HAUSSOULIER

Nombre de membres en exercice : 17
Nombre de membres présents : 12
Nombre de suffrages exprimés : 12
VOTES : Pour 12
Contre 0
Abstentions 0

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION DU CORPS COMMUNAL DE PREMIERE INTERVENTION NON INTEGRE DE LA COMMUNE DE …… AUX OPERATIONS DE SECOURS

Entre les soussignés :

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la SOMME, représenté par Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration dudit établissement agissant en sa dite qualité, en vertu d'un arrêté du Président du Conseil Départemental de la Somme en date du 28 avril 2015 et dûment habilité aux fins de la présente par délibération du Bureau du Conseil d'Administration en date du

D'une part,

Et

La commune de …….. représentée par son Maire, , en exercice et dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du …… .

D'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment sa première partie, livre IV, titre II ;

Vu le code de la Sécurité Intérieure ;

Vu la loi n°91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;

Vu la loi n°96-370 du 3 mai 1996 modifiée relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers ;

Vu le décret n°2012-492 du 16 avril 2012 modifié relatif aux indemnités de sapeurs-pompiers volontaires ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2000 fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et les conditions d'exercice de la médecine professionnelle et préventive au sein des services départementaux d'incendie et de secours ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 septembre 2018 fixant le montant de l'indemnité horaire des sapeurs-pompiers volontaires ;

Vu la délibération n°3 du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme en date du 19 mai 2015 et déléguant au Bureau du CASDIS la compétence pour décider de l'engagement du SDIS par le biais de convention;

Vu la délibération n°9 du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme en date du 24 juin 2019 ;

Vu la délibération n° du Bureau du CASDIS en date du 4 juillet 2019 autorisant le Président du CASDIS à conclure la convention relative à la participation d'un CPINI.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

La présente convention a pour objet de définir les droits et obligations consentis mutuellement entre le SDIS et la commune dans le cadre des activités opérationnelles du corps de première intervention non intégré (CPINI) de ……..

Cette convention vise à assurer l'organisation des secours entre les parties concernées dans le cadre de l'organisation opérationnelle du SDIS.

Toutes les modalités pratiques visant à l'accomplissement des obligations feront l'objet d'échanges entre le Chef de Corps et le SDIS.

TITRE 1ER – DES MOYENS HUMAINS

Article 1er : Effectif

La commune s'engage à disposer d'un effectif permettant d'engager une équipe de sapeurs-pompiers volontaires au minimum dont un chef d'agrès dans le cadre du contrat opérationnel fixé avec le SDIS.

Le CPINI est placé sous l'autorité d'un sapeur-pompier volontaire désigné par arrêté conjoint de la Préfète et du Maire, sur proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (DDSIS).

Article 2 : Formation

Aucun sapeur-pompier volontaire ne pourra être engagé sur une mission s'il n'a pas acquis les formations obligatoires définies par la réglementation en vigueur et s'il ne dispose pas d'une tenue d'intervention réglementaire.

Le SDIS prend en charge les frais inhérents aux formations de ces personnels, prévues par le schéma national de formation des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, dès lors qu'elles sont nécessaires à l'exercice des missions opérationnelles. Ces frais comprennent les frais de stages et de restauration, à l'exception des indemnités horaires et des frais de déplacement.

La commune communique au SDIS ses besoins en formation pour l'année suivante.

Après analyse, le SDIS intègre les formations retenues dans le calendrier de formation de l'année suivante, dans la limite de ses capacités financières.

Article 3 : Aptitude médicale

Les dispositions réglementaires imposent de contrôler l'aptitude médicale des SPV.

Afin d'avoir une détermination de l'aptitude équivalente à celle des sapeurs-pompiers du SDIS, les visites médicales de recrutement et de maintien en activité seront réalisées par un médecin de sapeurs-pompiers habilité à l'aptitude dans les cabinets médicaux du SDIS selon la procédure en vigueur.

Ces visites seront prises en charge par le SDIS à titre gracieux.

Concernant les recrutements, la commune sollicitera le SDIS au minimum un mois avant.

Chaque visite sera finalisée par l'établissement du certificat médical d'aptitude qui sera transmis par le SDIS au Chef de Corps communal.

Le suivi médical de chaque sapeur-pompier incombe à la commune.

Article 4 : Indemnités horaires

La commune s'engage à financer les indemnités horaires dues aux sapeurs-pompiers volontaires, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Seules les indemnités horaires versées dans le cadre d'une intervention pour laquelle le SDIS a engagé le CPINI font l'objet d'un remboursement par ce dernier. Dans ce cadre, le SDIS fournira à la commune, pour chaque sapeur-pompier volontaire, un état des missions effectuées à la demande du Centre de Traitement de l'Alerte. A charge pour le maire d'attester ensuite de ces données et d'en solliciter le remboursement par le biais de l'émission d'un titre de recette.

Les indemnités horaires dues au titre des missions exécutées dans le cadre des interventions déclenchées par le SDIS sont remboursées dans la limite des moyens engagés par le CTA, de l'effectif normalisé des engins de secours et de lutte contre l'incendie et des taux arrêtés par le Conseil d'Administration du SDIS.

L'ensemble des sapeurs-pompiers volontaires du CPINI sont intégrés dans le système de gestion informatisé de l'alerte du SDIS.

TITRE 2 – DES MOYENS MATERIELS

Article 5 : Matériel opérationnel

Le règlement opérationnel (RO) du SDIS intégrera le dispositif opérationnel proposé par la commune au regard des moyens matériels dont le CPINI disposera. La commune doit néanmoins s'engager à ce que le CPINI puisse assurer au minimum des opérations diverses et les opérations de prompt secours, et le doter du matériel nécessaire à la réalisation de ces missions.

Le SDIS laisse à disposition de la commune le DSA qu'il lui a fourni, en assure la maintenance et fournit les consommables.

La commune s'engage à dresser un état des matériels au 31 décembre de chaque année et à le transmettre au SDIS.

Le contrôle annuel des dossards ARI, masques et bouteilles est assuré par le SDIS.

De la même manière, les EPI appartenant à la commune devront être conformes aux normes en vigueur et faire l'objet d'une maintenance régulière qui est à la charge de la commune. Cette maintenance devra permettre de garantir cette conformité. Le SDIS se propose d'assurer l'entretien des EPI, exclusion faite du remplacement, contre remboursement par la commune des frais engendrés après émission d'un titre de recette.

En cas de dommages causés au matériel mis à disposition, la commune s'engage à prendre en charge l'ensemble des frais nécessaires à la réparation ou au remplacement, le cas échéant, du matériel endommagé.

Article 6 : Systèmes d'information et de communication.

Afin d'assurer l'information et/ou le déclenchement du CPINI par le CTA, le SDIS met à disposition de la commune des moyens d'information et de communication nécessaires à la réalisation des missions prévues dans le contrat opérationnel cité supra.

Le dépannage du matériel mis à disposition sera assuré par le SDIS.

Le SDIS s'engage à dispenser 4 heures de formation pour l'utilisation de l'applicatif opérationnel (Portail ARTEMIS/Web) en tant que de besoin.

A l'échéance de la convention ou en cas de dissolution du CPINI, la commune s'engage à procéder à la restitution de l'ensemble du matériel mis à sa disposition.

TITRE 3 – DU DISPOSITIF OPERATIONNEL

Article 7 : Déclenchement

Toute demande d'intervention reçue par le CTA sur la commune de …… fera l'objet d'un déclenchement du CPINI conformément aux dispositions appliquées pour le corps départemental.

De même, toute demande d'intervention reçue par le CPINI fera l'objet sans délai d'une information au CTA en privilégiant la mise en conférence si la demande de secours est formulée par téléphone.

Dans le cadre des missions ne relevant pas du SDIS, le CPINI intervient sous l'autorité du Maire de la commune dans le cadre de son pouvoir de police. Le CTA saisi d'une demande de cette nature informera le CPINI.

Article 8 : Suivi de l'intervention et compte-rendu de sortie de secours (CRSS)

Le CPINI rend compte au centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) des phases suivantes à l'occasion de son intervention :

- La sortie de l'engin ;
- L'arrivée sur les lieux ;
    - Si l'engin du CPINI est le premier sur les lieux, le chef d'agrès passera un premier message avec les renseignements suivants : *confirmation ou infirmation de la nature et adresse de l'intervention* ;
    - Présentation succincte de la situation ;

- La fin de la mission ou de l'opération ;
- Le retour et opérationnalité de l'engin.

Le recours aux status radio devra être privilégié pour assurer le suivi de l'engagement des engins du CPINI conformément au règlement opérationnel du SDIS.

Le CPINI étant dépourvu d'un raccordement au Système de Gestion Artémis, le(s) chef(s) d'agrès du ou des engins engagés sur intervention seront tenus de rédiger leur compte rendu d'intervention à partir des accès informatiques du CIS départemental au plus près. Les agents renseignent leur disponibilité à partir du profil Artémis qui leur seront attribué individuellement sur un PC fourni par la commune, à défaut sur un PC du CIS départemental au plus près ou sur un PC de leur choix.

Article 9 : Le commandement des opérations de secours

Si les moyens du CPINI déclenchés sur l'intervention sont suffisants, ce dernier conserve le commandement des opérations de secours.

A contrario, si un renfort du corps départemental s'avère nécessaire, le sapeur-pompier affecté au SDIS 80 prendra le commandement des opérations de secours.

TITRE 4 – DISPOSITIONS COMMUNES

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Elle prend effet à compter du 1er janvier 2020. Un RETEX sera effectué au plus tard le 1er octobre 2020. Les ajustements nécessaires seront étudiés par le SDIS. Par la suite, la présente convention sera reconduite tacitement 2 fois.

En cas de non-respect par la commune de l'une des obligations fixées à la présente convention ainsi qu'en cas de carence constatée et susceptible d'entraîner des dysfonctionnements graves dans l'organisation ou la distribution des secours, le SDIS se réserve le droit de suspendre la présente convention à tout moment, avec effet immédiat, et ce par lettre recommandée avec accusé réception. Dans ce cadre, le SDIS établira un rapport avec des préconisations pour remédier à la situation.

En cas de persistance des manquements constatés, le SDIS se réserve le droit de résilier la présente convention, par tout moyen légal.

Chaque année, le SDIS procèdera à une visite d'inspection du CPINI. Cette visite, réalisée avec le chef de corps et les représentants de la collectivité, permettra d'apprécier l'organisation et le fonctionnement du CPINI. Le SDIS établira un rapport circonstancié qui sera transmis au Maire.

A l'issue de cette visite, la commune s'engage à mettre en œuvre les prescriptions administratives et techniques qui seront émises par le SDIS.

<u>Article 11</u> : Assurance – obligations réciproques

1. **La commune**

La commune s'engage à justifier, pour le temps de la présente convention, auprès d'une compagnie notoirement solvable, d'une assurance en responsabilité civile couvrant notamment l'intégralité des activités de ses sapeurs-pompiers communaux (interventions, formations, manœuvres …) et de ses moyens ainsi que de ceux que le SDIS met à sa disposition.

La commune s'engage à prendre en charge les dommages susceptibles d'être causés à l'ensemble du matériel mis à disposition par le SDIS.

La commune produira annuellement les attestations d'assurance correspondantes.

La commune renonce à tout recours, de quelque nature que ce soit, à l'encontre du SDIS.

2. **Le SDIS**

Le SDIS s'engage à souscrire une assurance en responsabilité civile auprès d'une compagnie notoirement solvable, couvrant l'intégralité des opérations réalisées par le CPINI à la demande du SDIS.

<u>Article 12</u> : Règlement des litiges

En cas de difficulté liée à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à trouver une solution amiable.

A défaut, les litiges qui pourraient en résulter relèveraient de la compétence du Tribunal Administratif d'Amiens.

Fait valoir ce que de droit, en deux exemplaires,

Fait à Amiens, le

Le Maire, **Le Président du Conseil d'Administration,**

Stéphane HAUSSOULIER



Mise en œuvre des Bassins de Coopération Opérationnelle

- Définition – Principes – Mise en œuvre
- Liste des bassins de coopération opérationnelle de la Somme
- Carte des 20 B.C.O. du département de la Somme

La notion de bassin de coopération opérationnelle (B.C.O.)

Les difficultés à maintenir une réponse opérationnelle efficiente diurne implique la sollicitation de centres supports nettement plus éloignés engendrant, de fait, des délais plus importants. La stratégie retenue depuis 2018 consiste en une réponse de proximité et une continuité de missions sur l'ensemble du territoire, à tout moment.

Un découpage du territoire départemental en bassins de coopération opérationnelle est apparu comme la solution pertinente alliant la proximité à la complémentarité et la continuité opérationnelle.

Un bassin de coopération opérationnelle (B.C.O.) concoure donc à l'amélioration de la première réponse d'urgence pour la lutte contre l'incendie et le secours à personne, en agissant sur les défauts ponctuels de couverture.

Le S.D.I.S. de la Somme organise donc sa couverture territoriale pour garantir un seuil acceptable d'indisponibilité ponctuelle sur un secteur du fait d'une carence diurne en effectifs ou d'une simultanéité de secours.

Les principes d'élaboration

Afin de mettre en cohérence l'organisation départementale basée sur la conservation du maillage des centres d'incendie et de secours existants, les principes suivants sont retenus :

- Deux à quatre unités opérationnelles constituent un bassin de coopération (avec ou sans unités de proximité) ;
- Deux bassins de coopération forment une compagnie, sous la coordination d'un officier SPP, lui-même chef d'une de ces unités.

La vocation première d'une compagnie est l'accompagnement et la coordination opérationnelle des centres de chaque bassin, tout en prenant en compte les possibles interactions entre compagnies concourant à la résolution des problématiques rencontrées.

Un contrat d'objectif opérationnel fixe dans le R.O. (**cf. annexe 17**) et pour chaque bassin :

- Les missions opérationnelles confiées spécifiquement ;
- Les niveaux de garde et d'astreinte attendus différenciés entre jour/nuit/week-end ;
- L'armement en ressources humaines et matérielles.

Il s'agit d'appliquer un raisonnement d'allocations de moyens de réponses par bassin de risques courants (et non plus seulement par centre pris individuellement) visant à la recherche de :

- Solutions spécifiques et potentiellement multiples pour fiabiliser la réponse opérationnelle ;
- Corrections sur les déséquilibres constatés pour conserver une équité des secours.

La mise en œuvre

Ainsi, lorsqu'une difficulté est perçue au sein d'un bassin, l'objectif consiste à apporter une réaction immédiate lorsqu'elle survient de manière impromptue, mais surtout à mettre en œuvre des dispositifs correctifs lorsqu'elle est identifiée bien en amont.

Deux principes majeurs conditionnent le fonctionnement d'un bassin de coopération opérationnelle: **l'anticipation et la complémentarité** permettant l'application d'un ensemble de solutions, non exhaustives, basées sur la polyvalence de la réponse humaine :

- identification préalable au sein des bassins, de la ressource SPV disponible pour une potentielle mise en commun ;
- positionnement ponctuel et diurne de SPP ;
- affectation possible d'un sous-officier professionnel, en support du responsable de compagnie, pouvant contribuer à la réponse opérationnelle sur un bassin en difficulté ;
- déplacement d'un véhicule ;
- création d'une plateforme recensant les disponibilités ponctuelles sur les créneaux en tension ;
- renforcement ciblé du volontariat ;
- développement de la gestion des indisponibilités via une application sur smartphone ;
- etc…

Hormis les recherches précitées de solutions de renforcement humain, de nouvelles possibilités techniques opérationnelles peuvent être mises en place sur les bassins en difficultés ou étendues à l'ensemble du territoire départemental selon des modalités à définir ultérieurement.

Il s'agit notamment de croiser la disponibilité des sapeurs-pompiers, leurs aptitudes opérationnelles et la disponibilité des engins dans un centre, tout en tenant compte des centres adjacents, afin d'apporter une réponse adaptée aux demandes de secours dans les périodes identifiées comme sensibles.

En finalité, les bassins de coopération opérationnelle représentent des espaces de synergies coordonnées entre plusieurs unités opérationnelles concourants à l'efficience et la sécurisation de la couverture territoriale.

Les 20 B.C.O. du département de la Somme

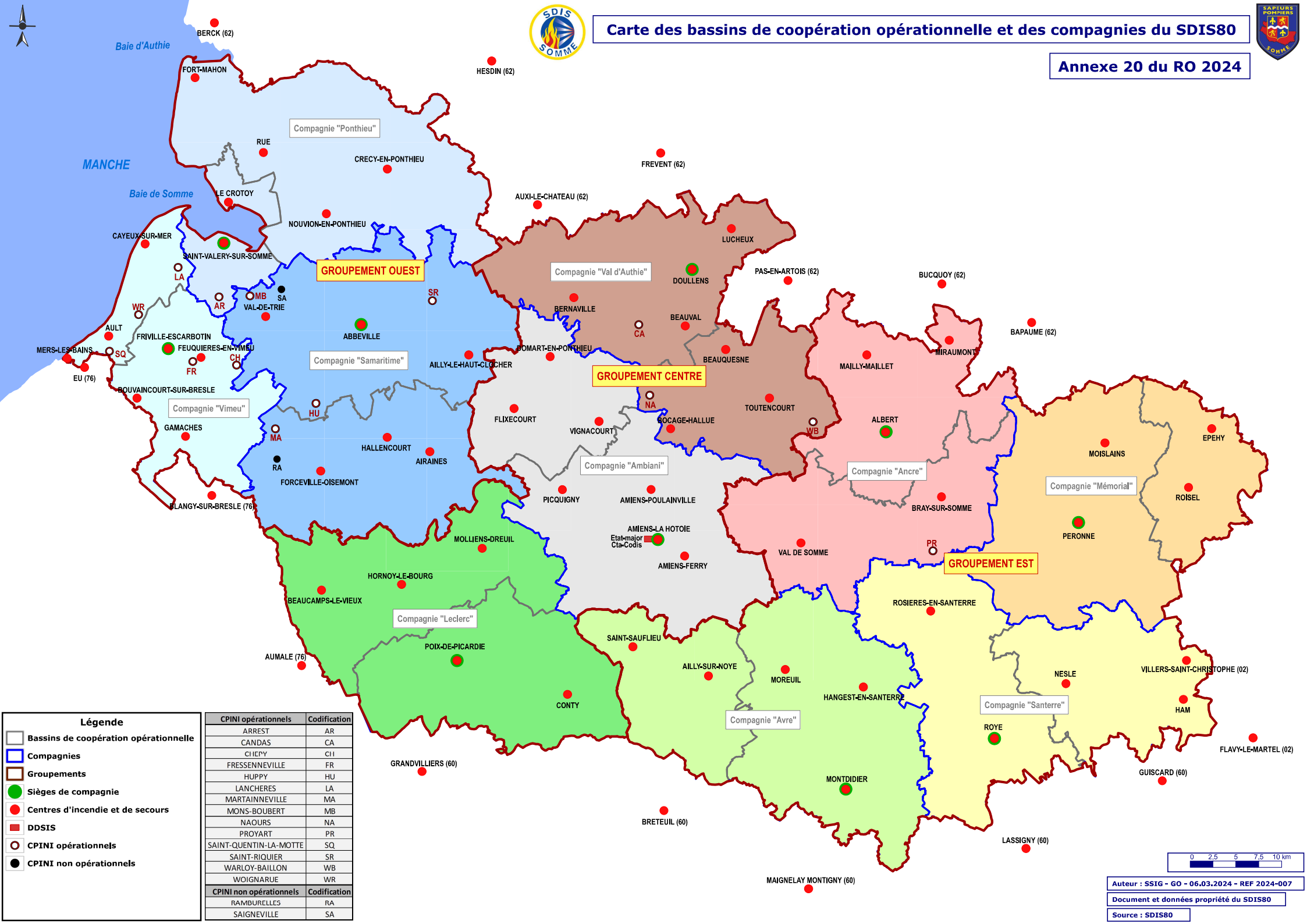
10 Compagnies	20 Bassins de coopération opérationnelle
SAMARITIME	- **Abbeville** / Val de Trie / Ailly le haut clocher - **Airaines** / Forceville-Oisemont / Hallencourt
VIMEU	- **Friville-Escarbotin** / Bouvaincourt sur Bresle / Feuquières en Vimeu / Gamaches - **Mers les bains** / Ault / Cayeux sur mer
PONTHIEU	- Crécy en Ponthieu / Fort-Mahon / Nouvion en Ponthieu / **Rue** - Le Crotoy / **Saint-Valéry sur Somme**
AMBIANI	- **Amiens**-Catelas / Amiens-Ferry / Amiens-Poulainville / Picquigny - **Flixecourt** / Domart en Ponthieu / Vignacourt
VAL D'AUTHIE	- **Doullens** / Bernaville / Lucheux / Beauval - **Bocage-Hallue** / Toutencourt / Beauquesne
LECLERC	- Hornoy le bourg / **Beaucamps le vieux** / Molliens-Dreuil - Conty / **Poix de Picardie**
ANCRE	- **Albert** / Mailly-Maillet / Miraumont - **Val de Somme** / Bray sur Somme
AVRE	- **Ailly sur Noye** / Saint-Sauflieu - **Montdidier** / Moreuil / Hangest en Santerre
MEMORIAL	- **Péronne** / Moislains - **Roisel** / Epehy
SANTERRE	- **Roye** / Rosières en Santerre - **Ham** / Nesle

En **gras**, les noms des B.C.O. En **vert**, les chefs-lieux de compagnie

La carte page suivante détaille la nouvelle organisation territoriale et visualise les différents bassins de coopération intégrés dans les compagnies

Carte des bassins de coopération opérationnelle et des compagnies du SDIS80

Annexe 20 du RO 2024



Légende

- Bassins de coopération opérationnelle
- Compagnies
- Groupements
- Sièges de compagnie
- Centres d'incendie et de secours
- DDSIS
- CPINI opérationnels
- CPINI non opérationnels

CPINI opérationnels	Codification
ARREST	AR
CANDAS	CA
CHEPY	CH
FRESSENNEVILLE	FR
HUPPY	HU
LANCHERES	LA
MARTAINNEVILLE	MA
MONS-BOUBERT	MB
NAOURS	NA
PROYART	PR
SAINT-QUENTIN-LA-MOTTE	SQ
SAINT-RIQUIER	SR
WARLOY-BAILLON	WB
WOIGNARUE	WR
CPINI non opérationnels	**Codification**
RAMBURELLES	RA
SAIGNEVILLE	SA

Auteur : SSIG - GO - 06.03.2024 - REF 2024-007

Document et données propriété du SDIS80

Source : SDIS80

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SDIS80
Utilisateur : Lasalle Caroline

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CA_8_04_24_D11**
Objet :	**Mise à jour du règlement opérationnel**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-04-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D11-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D11-DE-1-1_0.xml	text/xml	1.4 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D11 - Mise à jour du réglement opérationnel.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D11-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	259 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : I_corps_du_r_o.pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D11-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	7.3 Mo
Document principal (Délibération) Nom original : II_annexes_partie_1_(1_a_5).pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D11-DE-1-1_3.pdf	application/pdf	8.6 Mo
Document principal (Délibération) Nom original : III_annexes_partie_2_(6_a_12).pdf Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D11-DE-1-1_4.pdf	application/pdf	6.5 Mo

Document principal (Délibération)	application/pdf	20.1 Mo
Nom original : IV_annexes_partie_3_(13_a_20).pdf		
Nom métier : 99_DE-080-288000011-20240408-CA_8_04_24_D11-DE-1-1_5.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	22 avril 2024 à 14h49min26s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 avril 2024 à 14h50min17s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	22 avril 2024 à 14h50min26s	Transmis au MI
Acquittement reçu	22 avril 2024 à 14h50min39s	Reçu par le MI le 2024-04-22